



FACULTÉ  
DES SCIENCES



UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES

## Des migrants « agents adaptatifs » pour leur communauté d'origine ?

Analyse translocale des transferts politiques dans un contexte de changements socio-environnementaux. Le cas des Haalpulaar du Sénégal en Belgique.

**Thèse présentée par Samuel LIETAER**

en vue de l'obtention du grade académique de docteur en Sciences

Année académique 2020-2021

Sous la direction des Professeurs Edwin ZACCAI et François GEMENNE,

Copromoteurs

Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire (IGEAT)

Research Centre on Socio-Environmental Dynamics (SONYA)

### **Jury de thèse :**

Prof. Dr. Jean-Michel DECROLY (Université Libre de Bruxelles, Président)

Prof. Dr. Maria Mancilla Garcia (Université Libre de Bruxelles)

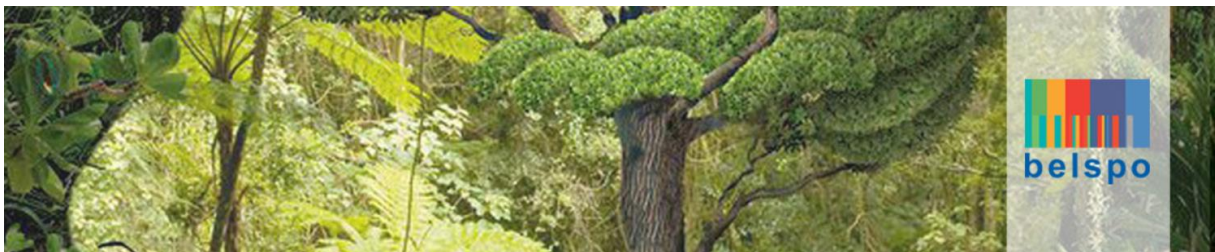
Prof. Dr. Edwin Zaccai (Université Libre de Bruxelles, copromoteur,  
Secrétaire)

Prof. Dr. François GEMENNE (Université de Liège, copromoteur)

Prof. Dr. Sabine HENRY (Université de Namur)

Prof. Dr. Aly TANDIAN (Université Gaston-Berger de Saint-Louis, Sénégal)

Cette thèse de doctorat a été financée par une bourse de 4 ans de Belspo-BRAIN dans le cadre du projet MIGRADAPT (2017-2021)



KONINKLIJK MUSEUM  
VOOR MIDDEN-AFRIKA  
MUSÉE ROYAL  
DE L'AFRIQUE CENTRALE



Universiteit  
Antwerpen



UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES

# T able des matières

Table des matières .....	iii
Liste des Tableaux .....	xii
Liste des Figures .....	xiii
Liste des Photos .....	xiv
Liste des Encadrés .....	xv
Remerciements.....	xvi
Liste des acronymes .....	xviii
Glossaire .....	xx
Lexique Pulaar .....	xxiii
Note aux lecteurs .....	xxiv
Résumé.....	25
Abstract .....	27
<b>Partie introductive. Des transferts matériels aux transferts politiques .....</b>	<b>29</b>
<b>1. Contexte général.....</b>	<b>29</b>
1.1. La migration comme stratégie d'adaptation : sujet en vogue loin d'être épuisé.....	29
1.2. « Huunde fof ko politik » : tout est politique.....	33
1.3. Structure du document.....	36
<b>2. Problématique et questions de recherche.....</b>	<b>40</b>
2.1. Flux, discours et pouvoirs .....	40
2.2. Considérations théoriques et politiques.....	43
2.3. Questions de recherche .....	46
2.4. Définition de l'objet d'étude : les pratiques « translocales » et leurs dimensions politiques.....	47
<b>3. Revue de registres théoriques et proposition de cadre d'analyse.....</b>	<b>50</b>
3.1. Introduction .....	50
3.2. Définir l'adaptation... et déconstruire au regard des perceptions.....	53
3.3. Évolution de l'approche de la « migration comme adaptation » dans les discours politiques ..	55
3.4. Critique des migrants comme « agents adaptatifs » : vers la migration comme stratégie de résilience sociale translocale.....	57
3.5. Apports d'une analyse translocale multi située avec une approche Bourdieusienne .....	59
3.5.1. Prémisses environnementales et migratoires .....	60
3.5.2. Composantes fondamentales de la résilience sociale translocale.....	61
3.5.3. De la capacité adaptative au capital social .....	62
3.5.4. Appréhender les dynamiques et connectivités des acteurs par le concept de translocalité	

3.6.	La dimension politique de l'adaptation et la résilience sociale translocale : les transferts politiques.....	72
3.6.1.	Un positionnement ancré dans la political ecology.....	74
3.6.2.	Les transferts politiques par les transferts matériels .....	75
<b>4.</b>	<b>Méthodologie générale .....</b>	<b>80</b>
4.1.	Démarche et principes méthodologiques .....	80
4.2.	Méthode ethnographique de la collecte de données.....	89
4.2.1.	Pertinence du choix sites de recherche et des populations et acteurs sélectionnés.....	92
4.2.1.1.	Pertinence et caractéristiques structurelles des villages .....	94
4.2.1.2.	Le choix de la communauté ethnique : les haalpulaaren de la région du Fouta-Toro.....	97
4.2.1.3.	Choix des familles d'origine des migrants .....	98
4.2.2.	L'enquête menée dans la banlieue de Dakar.....	99
4.2.3.	Le terrain conduit en Belgique auprès de membres de la communauté haalpulaar du Sénégal .....	99
4.2.4.	Les profils de l'échantillon des personnes interrogées en Belgique .....	100
4.3.	Méthodes d'analyse des données .....	103
4.4.	Limites de la recherche – Défis relatifs au travail de terrain.....	106
4.4.1.	Défis liés à l'accès aux terrains .....	106
4.4.2.	Limites et biais du savoir situé .....	107
4.4.3.	Réflexion sur les relations de pouvoir entre l'auteur et les sujets de recherche .....	108
4.4.4.	Connaissance des langues locales .....	109
4.4.5.	Précisions méthodologiques .....	109
4.4.6.	Considérations éthiques .....	110
<b>Première partie. Place et impacts des changements socio-environnementaux sur les conditions de vie au Sénégal : Politiques, acteurs et perceptions sociales .....</b>		<b>111</b>
<b>Chapitre 1. Contexte de l'étude de cas : Aspects socio-économiques, stress environnemental et mobilités au Sénégal.....</b>		<b>112</b>
1.	Les politiques en lien avec la migration, le développement, et l'adaptation.....	113
1.1.	Contexte international.....	113
1.2.	Contexte sénégalais : implications des politiques pour les zones d'émigration de la vallée du Fleuve .....	115
1.2.1.	Création d'institutions consacrées à la diaspora .....	116
1.2.2.	La politique de décentralisation inachevée pour inclure la diaspora dans le développement local .....	118
1.2.3.	Le volontariat transformé : charges accrues sur les épaules des émigrés .....	120
2.	La diaspora et la politique partisane au Sénégal.....	123
3.	En Belgique - Politiques et acteurs en lien avec la diaspora.....	127
3.1.	Les politiques de codéveloppement en Belgique et ses principaux acteurs.....	127
3.2.	Bref historique du codéveloppement en Belgique.....	128

3.3. Acteurs associatifs de ressortissants sénégalais en Belgique.....	129
3.3.1. Les associations de ressortissants villageois pour le développement local.....	130
3.3.2. Les associations régionales ou nationales : sans garantie de retour sur investissement collectif.....	132
3.4. Caractéristiques socio-environnementales des zones d'études.....	133
3.4.1. Contexte environnemental en lien avec la mobilité.....	133
3.4.2. Contexte social et politique en lien avec la mobilité : la « culture migratoire » de la région de la moyenne-vallée du Fleuve.....	135
3.4.2.1. Une diversification des destinations, dont la Belgique.....	137
3.4.2.1. Une « culture migratoire » et la migration comme « fait social total ».....	139
3.4.3. Paysage des acteurs de développement dans les villages d'origine et la place des migrants	142
<b>Chapitre 2. Le rôle des perceptions environnementales et attentes sociales des villageois envers les migrants internationaux .....</b>	<b>152</b>
1. Introduction.....	152
2. Eléments méthodologiques .....	154
2.1. Méthodes de collectes et analyse des données.....	154
2.2. Identification des principaux problèmes environnementaux et socio-économiques.....	154
2.3. Description de l'échantillon des acteurs 'villageois'.....	158
3. Résultats par domaine de moyens d'existence dans les villages .....	164
3.1. L'agriculture .....	164
3.1.1. Le poids des effets environnementaux clairement perçus sur l'agriculture.....	164
3.1.2. Des attentes familiales importantes auxquelles s'additionnent des demandes sociales....	168
3.2. La pêche.....	171
3.2.1. Perceptions environnementales : diverses causes pour le déclin des ressources halieutiques .....	171
3.2.2. Attentes sociales limitées envers les émigrés.....	173
3.3. L'élevage et l'embouche .....	174
3.3.1. Perceptions des effets environnementaux pas toujours cohérentes avec les pratiques de l'élevage et l'embouche.....	174
3.3.2. Attentes envers les migrants internationaux plutôt d'ordre familial.....	179
3.4. Le domaine forestier et la biodiversité.....	180
3.4.1. Perceptions et discours relativement alarmistes, mais peu de marges pratiques.....	180
3.4.2. Attentes sociales envers les migrants internationaux.....	181
3.5. Les secteurs non-agricoles .....	183
3.5.1. Perceptions environnementales : moins d'impacts négatifs dans les divers secteurs extra-agricoles .....	183
3.5.2. Attentes plutôt individuelles et familiales que communautaires.....	184
3.5.3. Les infrastructures sociales de base manquantes ou inadaptées : impacts des conditions climatiques sur l'enseignement et la santé.....	184

3.6. Synthèse des perceptions .....	186
4. Conclusion : Divers aléas environnementaux entraînent des attentes particulières .....	188
<b>Chapitre 3. Le rôle des perceptions socio-environnementales sur les attentes et demandes sociales de membres de la communauté translocale à Dakar envers les migrants internationaux .....</b>	<b>193</b>
1. Introduction.....	193
1.1. Les mobilités rurales vers Dakar : étapes et liens translocaux .....	193
1.2. Les banlieues de Dakar : Pikine, Guédiawaye et Thiaroye .....	194
2. Eléments méthodologiques .....	195
3. Résultats.....	201
3.1. Les conditions de vie et pratiques translocales impactées par des dégâts associés aux changements socio-environnementaux .....	202
3.2. Les demandes sociales orientées d’abord vers les structures de l’Etat, tout en sollicitant la diaspora .....	210
3.3. L’intégration relative des Fuutangkooobe dans des stratégies politiques et institutionnelles dans leur quartier néo-Dakarois.....	213
3.4. Des personnalités politiques actifs dans leur quartier néo-Dakarois et dans leur village originel .....	214
4. Conclusion : les Néo-Dakarois en limbo entre la diaspora et les villageois .....	217
<b>Chapitre 4. L’expérience socio-environnementale des migrants eux-mêmes avant et après leur parcours migratoire .....</b>	<b>219</b>
1. Introduction.....	219
2. Eléments méthodologiques .....	222
3. Résultats.....	224
3.1. Des préoccupations économiques en première ligne de discours.....	224
3.2. Des problèmes sociaux.....	225
3.3. Des facteurs politiques .....	226
3.4. Quid de la démographie ? .....	227
4. Conclusions.....	229
<b>4. Conclusion de la première partie. Des impacts socio-environnementaux forts présents dans la vie quotidienne et dans les attentes envers les émigrés .....</b>	<b>231</b>
<b>Deuxième partie. Des pratiques translocales des migrants internationaux en Belgique au service de l’adaptation collective ? .....</b>	<b>234</b>
<b>Chapitre 5. Les pratiques translocales contribuant à l’adaptation collective et leurs dimensions politiques .....</b>	<b>235</b>
1. Introduction et état de l’art.....	235
2. Eléments méthodologiques .....	236
1. Corpus d’analyse.....	238
2. Traitement et analyse des données .....	238
3. Résultats généraux.....	239

3.1. Les transferts d'argent et de matériels vers la famille, comme condition de base pour avoir voix au chapitre.....	240
3.1.1 Les transferts matériels.....	242
3.1.2. Investissements 'productifs' agricoles : le parent pauvre de l'engagement collectif?.....	244
(i) Les projets d'infrastructures agricoles indiquent des limites des capacités et de volontés 244	
(ii) Peu de connaissances techniques directement mobilisables.....	246
(iii) Les transferts économiques pour l'agriculture qui peuvent avoir des retombées politiques.....	248
(iv) Systèmes agricoles démotivants, malgré les discours politiques.....	250
3.1.3. Le secteur de la pêche : quasi-absence des migrants.....	253
3.1.4. Domaine de l'élevage.....	254
3.1.5. Le domaine forestier et la biodiversité.....	255
3.1.6. Les secteurs non agricoles – pratiques des migrants en Belgique.....	257
(i) Le transport – transferts de véhicules multifonctionnels.....	257
(ii) Le cas de Momo : déterminé à transférer, malgré un parcours irrégulier et mouvementé.....	260
(iii) Cas d'investissements dans l'immobilier : le bâtiment à Dakar et/ou village - critiqués, mais utiles.....	263
(iv) Le bâtiment au village comme symbole de <b>réussite sociale</b> . ....	263
(v) Des bâtiments « modernes » inadaptés?.....	264
3.1.7. Le secteur immobilier : la maison au village et le bâtiment à Dakar.....	267
(i) Les retombées sur les opportunités d'études :.....	267
(ii) D'autres options pour les personnes sans membres à l'étranger.....	268
(iii) Les options accrues en termes de santé grâce au pied-à-terre à Dakar d'un migrant international.....	269
3.1.8. Les infrastructures sociales de base – moyens limités pour les rendre « adaptées ».....	271
3.2. Les transferts collectifs associatifs : faibles capacités d'actions via la section de l'association villageoise de développement.....	274
3.2.1. Le glissement de l'associatif au politique.....	277
(i) L'engagement politique 'pur' à double tranchant (pour le capital social).....	277
(ii) Engagements par des pratiques culturelles et religieuses en Belgique (et au village) – retombées indirectes pour le capital social (et politique).....	284
3.2.2 Pratiques d'engagements politiques en Belgique orientées sur le territoire belge – incidences au village d'origine.....	286
3.2.3. Normes et valeurs environnementales : pas si marginales dans les priorités politiques par rapport aux autres valeurs sociales et économiques.....	288
3.3. Synthèse des pratiques translocales par secteur.....	290
4. Discussion et conclusion.....	293

4.1. Attentes importantes très difficiles à assouvir au niveau des pratiques individuelles de transferts.....	293
4.2. Face aux capacités individuelles limitées : la nécessité de trouver des partenariats .....	295
4.3. Adaptation aux changements environnementaux ? .....	296
<b>Chapitre 6. Dans quelles conditions translocales sont construits les capitaux des migrants en Belgique ? .....</b>	<b>302</b>
1. Introduction.....	302
2. Eléments méthodologiques .....	302
3. Résultats.....	303
3.1. Précarités et difficultés d'intégrations socioéconomiques en Belgique .....	303
3.2. Difficultés de trouver des 'partenaires' – le déficit des politiques de codéveloppement entre le Sénégal et la Belgique .....	306
3.2.1. Absence de reconnaissance juridique des associations : un problème « ici et là-bas » .....	307
3.2.2. Manque de possibilités pour l'engagement par l'entreprenariat transnational ? .....	308
3.2.3. Critiques des migrants par rapport aux politiques de la diaspora .....	309
3.3. Le facteur de la taille du réseau migratoire et de l'historique des dynamiques migratoires des plus ou moins grands villages .....	311
3.4. La cohésion sociale au village.....	314
3.5. Le genre et l'appartenance sociale dans la capacité d'action translocale .....	316
3.5.1. La société haalpulaar ne facilite pas l'engagement des femmes dans la sphère publique. 316	
3.5.2. L'appartenance aux groupes statutaires traditionnels : un facteur parfois encore insidieusement discriminatoire.....	317
3.6. Les réseaux sociaux internet : une nouvelle donne dans les stratégies d'adaptation collectives .....	320
3.6.1. Les instances classiques de délibérations des choses publiques au village .....	320
3.6.2.... Remplacées graduellement par les réseaux sociaux sur internet (WhatsApp, Facebook) ? .....	321
4. Conclusion .....	327
4.1. La compensation d'un statut social réduit en Belgique ? .....	331
4.2. La nécessité d'avoir du capital financier pour développer ses réseaux translocaux (capital social) .....	332
<b>Conclusion générale de la deuxième partie .....</b>	<b>333</b>
1. Des pratiques translocales traversées par la dimension environnementale avec des conséquences politiques.....	333
2. Enjeux politiques et récupérations .....	336
3. La distribution souvent inégalitaire des ressources extérieures .....	338
<b>Troisième partie conclusive. ....</b>	<b>339</b>
<b>Chapitre 7. Synthèse : Une typologie de migrants « agents adaptatifs » .....</b>	<b>341</b>
1. Introduction .....	341
2. Eléments méthodologiques .....	342



<b>3. Résultats Principaux profils socio-politiques des trajectoires des migrants « agents adaptatifs » en Belgique</b> .....	344
3.1. Type 1 : Le Politicien.....	344
3.1.1. Dispositions.....	344
3.1.2. Trajectoires.....	345
3.1.3. Pratiques et impacts.....	345
3.2. Type 2 : Le Diplômé-transformateur.....	347
3.2.1. Dispositions.....	347
3.2.2. Trajectoires.....	347
3.2.3. Pratiques et impacts.....	348
3.3. Type 3 : Les Ambitieux non-diplômés.....	349
3.3.1. Dispositions.....	349
3.3.2. Trajectoires.....	349
3.3.3. Pratiques et impacts.....	350
3.4. Type 4 : Le Démuni-aventurier.....	351
3.4.1. Dispositions.....	351
3.4.2. Trajectoires.....	351
3.4.3. Pratiques et impacts.....	352
3.5. Synthèse des profils.....	353
<b>4. Discussion</b> .....	354
4.1. De nombreux points communs.....	354
4.2. Un engagement politique translocal surtout masculin ?.....	356
4.3. Les jeunes en Belgique.....	357
<b>5. Conclusion</b> .....	359
<b>Chapitre 8. Conclusion générale et pistes de réflexion</b> .....	361
<b>1. Contributions empiriques</b> .....	362
Articulation entre village d'origine et localités de Dakar.....	365
L'importance du politique pour l'accès aux ressources.....	366
Les réseaux sociaux internet comme outil politique.....	366
<b>2. Contributions théoriques</b> .....	367
Une approche innovante du et par le concept des transferts politiques.....	368
<b>3. Limites et perspectives</b> .....	372
Considérations méthodologiques.....	372
Perspectives.....	373
<b>Bibliographie</b> .....	377
<b>Annexes</b> .....	- 1 -
<b>Annexe 1. Dates, zones d'enquêtes et activités principales du travail de terrain</b> .....	- 2 -
<b>Annexe 2. Tableaux de résultats – moyens de transferts matériels</b> .....	- 4 -

<b>Annexe 3. Articles et contributions en lien avec ce travail doctoral :</b> .....	<b>- 6 -</b>
<b>Annexe 4. Tableau d'aperçu des personnes interrogées dans les villages d'enquête</b> .....	<b>- 8 -</b>
<b>Annexe 5. Entretiens</b> .....	<b>- 9 -</b>
A.5.1 Village 1 - Entretiens à Thiemping (région de Matam, département de Kanel) – terrain 1 et 2 (resp. janvier 2018 et février 2019) .....	- 9 -
Entretiens individuels à Thiemping .....	- 9 -
Entretiens collectifs et focus groupes à Thiemping (N=8, dont 2 de femmes) .....	- 12 -
A.5.2 Village 2 – Odobere (chef-lieu de Commune, région de Matam, département de Kanel) (terrain 1 et 3, resp. janvier 2018 et mars 2020) .....	- 14 -
Entretiens individuels à Odobere.....	- 14 -
Entretiens collectifs et focus groupes à Odobere (N=0).....	- 14 -
A.5.3 Village 3 – Thially (région de Matam, département de Kanel) – terrain 1 et 2 (resp. janvier 2018 et février 2018).....	- 15 -
Entretiens individuels à Thially .....	- 15 -
Entretiens collectifs à Thially (N=3, pas de femmes).....	- 16 -
A.5.4. Village 4 – Garly (région de Matam, département de Matam) – (terrain 1 et 2, resp. janvier 2018 et février 2019) .....	- 17 -
Entretiens individuels à Garly.....	- 17 -
Entretiens collectifs et focus groupes à Garly (N=7, dont 4 de femmes).....	- 18 -
A.5.5. Village 5 – Dabia Odeji (région de Matam, département de Matam) – février 2019 .....	- 19 -
Entretiens individuels à Dabia Odeji.....	- 19 -
Entretiens collectifs et focus groupes à Dabia Odeji (N=7, dont 2 de femmes) .....	- 20 -
A.5.6. Village 6 – Orefonde (chef-lieu de Commune, région de Matam, département de Matam) – mars 2019.....	- 21 -
Entretiens individuels à Orefonde .....	- 21 -
Entretiens collectifs et focus groupes à Orefonde (N=8, dont 2 de femmes) .....	- 25 -
A.5.7. Village 7 – Doumga Lao (chef-lieu de Commune, région de Saint-Louis, département de Podor) - mars 2019 .....	- 26 -
Entretiens individuels à Doumga Lao.....	- 26 -
Focus groupes et entretiens collectifs à Doumga Lao (N=2, pas de femmes).....	- 28 -
A.5.8. Village 8 – Vordé (village d'agriculteurs – pêcheurs, région de Saint-Louis, département de Podor) – mars 2019.....	- 29 -
Entretiens individuels à Vordé .....	- 29 -
Focus groupes et entretiens individuels à Vordé (N=2, dont 1 de femmes) .....	- 29 -
A.5.9. Village 9 – Tourguéno (village d'éleveurs, région de Saint-Louis, département de Podor) – mars 2019.....	- 30 -
Entretiens individuels à Tourguéno.....	- 30 -
Focus groupes et entretiens collectifs à Tourguéno.....	- 30 -
A.5.10 Village 10 – Mboumba (Village et Commune, région de Saint-Louis, département de Podor) – terrain 3 (février -mars 2020).....	- 31 -
Entretiens individuels à Mboumba.....	- 31 -

Focus groupes et entretiens collectifs à Mboumba (N=1, pas de femmes) :.....	- 34 -
A.5.11. Village 11 – Nouma (village d'éleveurs, région de Saint-Louis, département de Podor) – terrain 3 (février 2020) .....	- 36 -
Entretiens individuels à Nouma.....	- 36 -
Focus groupes et entretiens collectifs à Nouma (N=2, dont 1 de femmes).....	- 36 -
A.5.12. Village 12 – Soubalo (village de pêcheurs, Commune de Méry, région de Saint-Louis, département de Podor) – terrain 3 (février -mars 2020) .....	- 37 -
Entretiens individuels à Soubalo .....	- 37 -
Focus groupes et entretiens collectifs à Soubalo (N=1, pas de femmes):.....	- 38 -
A.5.13. Extrait d'entretien avec Pape Biram Thiam, directeur du PAISD, Bruxelles, 12 juin 2020-	39 -
<b>Annexe 6. Liste des entretiens avec les personnes-ressources interrogées dans la région du Fouta-Toro .....</b>	<b>40</b>
<b>Annexe 7. Liste des entretiens avec les personnes-ressources dans les banlieues de Dakar.....</b>	<b>41</b>
<b>Annexe 8. Liste des acteurs politiques pour le terrain exploratoire (projet Migradapt) .....</b>	<b>42</b>
<b>Annexe 9. Profils sociaux des personnes interrogées en Belgique .....</b>	<b>44</b>
<b>Annexe 10. Guides d'entretiens .....</b>	<b>50</b>
A.10.1 Guide d'entretiens pour les acteurs de développement en lien avec la mobilité internationale	50
A.10.2 Guide d'entretiens général – terrain à Dakar (janvier 2019).....	51
A.10.3. Guide d'entretiens (associations) à Dakar .....	57
A.10.4. Guide d'entretiens pour des personnes-ressources à Dakar.....	59
A.10.5. Guide d'entretiens collectifs à Dakar .....	60
A.10.6. Guide d'entretiens général – terrains dans la région du Fouta-Toro .....	60
A.10.7. Guide d'entretiens collectifs ou focus groupes – Terrains Fouta-Toro.....	66
A.10.8. Guide d'entretiens général – terrain en Belgique.....	68

# Liste des Tableaux

Tableau 1 – Évolution et interaction des usages de deux concepts convergents : transnationalisme et translocalité (Source : Peth, 2015 d'après Brickel et Datta, 2011).	69
Tableau 2 – Récapitulatif de la démarche méthodologique avec une approche de résilience sociale translocale.	86
Tableau 3 – Base de données et corpus empirique.	87
Tableau 4 – Caractéristiques des villages d'enquêtes du Fouta-Toro.	96
Tableau 5 – Nombre d'entretiens par types de profils effectués dans les 12 villages d'enquête de la région du Fouta-Toro.	159
Tableau 6 – Aperçu des focus groupes et entretiens collectifs menés dans la région du Fouta.	161
Tableau 7– Terrains dans le Fouta-Toro - Synthèse des méthodes appliquées, des thèmes et de l'étendue temporelle couverts, et de la densité quantitative.	163
Tableau 8 – Perceptions des causes environnementales et de leurs effets sur les conditions de vie, liées aux demandes sociales à l'égard des membres de la diaspora.	187
Tableau 9 – Aperçu des effectifs dans l'échantillon (N=94) des répondants selon l'âge, le genre, le village d'origine et la Commune de résidence à Dakar.	197
Tableau 10 – Terrain à Dakar - Synthèse des méthodes appliquées pour l'acquisition des données, des thèmes et de l'étendue temporelle couverts, et de la densité quantitative.	200
Tableau 11 – Perceptions des risques liés aux effets des changements environnementaux majeurs sur les conditions de vie dans leurs quartiers de la banlieue de Dakar. Actions et initiatives demandées par les migrants internes et différents acteurs des quartiers néo-Dakarois, notamment en direction des membres de la diaspora (source : auteur).	206
Tableau 12 – Pratiques translocales (individuelles et/ou collectives) des migrants qui ont des retombées d'adaptation collectives (au-delà du ménage).	292
Tableau 13 – Une typologie des migrants transnationaux - Caractérisation des différents types de migrants en fonction de leurs pratiques à retombées collectives et adaptatives.	353
Tableau 14 – Dates, zones d'enquêtes et activités principales du travail de terrain.	3
Tableau 15 – Systèmes de transferts matériels (source : auteur).	5
Tableau 16 – Aperçu des profils des personnes interrogées dans les villages d'enquête.	8
Tableau 17 – Acteurs politiques interrogés dans le cadre du travail de terrain exploratoire.	43
Tableau 18 – Profils sociaux anonymisés des personnes interrogées en Belgique.	47
Tableau 19 – Répondants migrants en Belgique qui ne sont pas originaires du Fouta-Toro.	48

# Liste des Figures

Figure 1 – Cartes globales des zones d’enquêtes au Sénégal (Dakar et la région du Fouta-Toro) et en Belgique.....	35
Figure 2 – Structure de la thèse avec l’indication des chapitres et questions de recherche.....	36
Figure 3 – Proposition des composants principaux des transferts politiques relatifs à un contexte migratoire (Source : auteur). .....	52
Figure 4 – Représentation de l’espace translocal et de ses niveaux (Source : Schöfberger, 2017 : 149). .....	69
Figure 5 – Le mécanisme de transferts politiques dans un contexte de changements socio-environnementaux (source : auteur, construit sur base de Krawatzek et Muller-Funk, 2019). .....	79
Figure 6 – Carte de la zone d’enquête dans la région du Fouta-Toro, moyenne-vallée du fleuve Sénégal (sources : OpenStreetMap & ArcGISonline).....	93
Figure 7 – Une culture migratoire ou la migration comme cause et conséquence du développement (source : auteur, inspirée de Castles, 2009 et van der Land, 2018 : 86). .....	140
Figure 8 – Paysage des principaux acteurs transnationaux et translocaux entre les localités d’origine dans la région du Fouta-Toro et de destination en Belgique (Source : auteur).....	151
Figure 9 – Logiques principales sous-tendant le cadre méthodologique des enquêtes dans les villages ruraux au Sénégal (source : auteur, adapté de Abid et al., 2016).....	157
Figure 10 – Activités pratiquées dans la plaine inondable du fleuve Sénégal. Les ressources en eau (irrigation et crue) se combinent et accroissent les potentialités d’activités (Source : Bruckmann, 2018b : 12). .....	165
Figure 11 – Carte de la zone d’enquête dans la banlieue de Dakar (source : openstreetmap, 2021). .....	198
Figure 12 – Espace translocal indiquant les pratiques de transferts pouvant fonctionner comme des transferts politiques (Source : auteur).....	368
Figure 13 – Représentation des facteurs et des variables pris en compte dans l’analyse théorique des transferts politiques (Source : auteur).....	371

## Liste des Photos

Photo 1 – Paysage désertifié du Fouta-Toro dans le Diéri, à 7 km du fleuve Sénégal (source : auteur)...	182
Photo 2 – Jeunes femmes originaires du Fouta-Toro qui suivent une formation de trois ans de couture et de coiffure dans un Centre de formation (Guédiawaye, Dakar janvier 2019) (Source : auteur).....	202
Photo 3 – Image de propagande qui circulait sur WhatsApp durant la campagne électorale du président Macky Sall fin 2018-début 2019 (source : Entretiens à Dakar).....	209
Photo 4 – Préparation avant la remise de matériel scolaire offerte par l'ex-maire de Salm Notaire. Matériel importé par container des USA (source : auteur).....	216
Photo 5 – Motopompe à gasoil financée par un migrant interrogé en Belgique (source : auteur).....	249
Photo 6 – Pancartes qui illustrent la dynamique des échanges internationaux de biens matériels dans le quartier Heyvaert de Bruxelles (source : auteur). ....	259
Photo 7 – Exportation de véhicules dans le quartier Heyvaert à Bruxelles (source : auteur). ....	259
Photo 8 : Camion-poubelle de Bruxelles-Propreté envoyé à Dakar via un migrant en Belgique (Source : Auteur). ....	262
Photo 9 Perte d'un investissement translocal d'un migrant en Belgique dans la banlieue de Dakar (Source : Auteur) .....	262
Photo 10 – Maison en parpaings de ciment en construction depuis 2011 sur la concession d'une famille interrogée dans la région du Fouta-Toro (source : auteur).....	265
Photo 11 – Façade de la véranda de la maison construite en 2007 par des membres de la famille qui ont émigré en Belgique, interrogée dans la région du Fouta-Toro (source : auteur).....	265
Photo 12 – Groupe avec les membres du projet Nann-K après une réunion à Bruxelles en octobre 2019 (source : auteur). ....	276
Photo 13 – Maison en banco traditionnel d'une concession familiale sans membres en Europe, qui capte la T.V. satellite et qui ont le réseau 4 G (source : auteur). ....	321

## Liste des Encadrés

Encadré 1 : La notion de « diaspora » au Sénégal .....	98
Encadré 2 : Les Institutions majeures dédiées aux Sénégalais de l'Extérieur .....	117
Encadré 3 : Des figures mythiques de l'aventure migratoire .....	142
Encadré 4 : Le quartier Heyvaert à Bruxelles : import-export .....	259
Encadré 5 : Des techniques de construction traditionnelles plus écologiques et adaptées aux conditions climatiques .....	266
Encadré 6 : Investissements 'durables' et 'adaptés' autour de la concession familiale au village .....	271
Encadré 7 : Exemple d'un cas où engagement pour le développement villageois et politique s'entremêlent .....	283
Encadré 8 : Cas de fortes pluies affectant un village de pêcheurs quasiment exempt de migrants en Europe .....	298
Encadré 9 : Des précédents d'accaparement des terres dans la région de la Vallée .....	326
Encadré 10 : Madame B – femme en politique partisane engagée en Belgique et au Sénégal .....	346

# R Remerciements

Au bout de la « dernière ligne droite » viennent les remerciements. S'ils sont formulés ici à partir d'un regard jeté en arrière, j'espère cependant avoir pu les distiller tout au long du chemin parcouru à l'occasion des multiples aides précieuses dont j'ai pu bénéficier.

Sans vraiment savoir à quoi m'attendre, il faut l'avouer, je me suis lancé sur la piste du doctorat. Je voudrais remercier chaleureusement mes promoteurs de départ, prof. Em. Edwin Zaccai et prof. François Gemenne, ainsi que prof. Jean-Michel Decroly. Les professeures Sabine Henry et Maria Mancilla-Garcia m'ont aussi prodiguées de précieux conseils. Les premières personnes citées m'ont offert cette opportunité de recherche, la liberté de la mener à ma guise et la confiance en mon travail. Merci d'avoir permis de me lancer sur les pistes de la Moyenne-vallée du Fleuve Sénégal et des banlieues de Dakar. Si m'indiquer le chemin a été la première chose, je vous remercie sincèrement pour avoir guidé mes pas, du premier au dernier, dans ce long processus empirique et cognitif entre le Sénégal et Bruxelles. Ils ont été non seulement indispensables à la réalisation de ce travail, mais plus fondamentalement formateurs. J'espère que le résultat écrit est digne de cette confiance accordée et qu'il laisse transparaître un peu de cette passion du chercheur, sans cesse renouvelée, qui m'a été communiquée.

Sans le soutien financier de Belspo-BRAIN, bailleur du projet de recherche MIGRADAPT, ce travail n'aurait pas été possible. En outre, les échanges collaboratifs ont été riches avec les collègues de l'Université de Liège (Elodie Hut et Dr. Caroline Zickgraf), de l'Universiteit Antwerpen (prof. Dr. Lore Van Praag), et du Musée Royal d'Afrique-centrale (Dr. Caroline Michellier et Dr. Théodore Trefon).

Je remercie les membres de mon jury qui ont pris le temps de lire ce travail (en espérant qu'ils ne soient pas les seuls à plus long terme).

Je suis également reconnaissant à l'égard de toutes les personnes qui ont accepté de participer à mon enquête : allant de coopérants travaillant en ONG ou dans la coopération bi-et multilatérales, aux ministères sénégalais, en passant par les académiques sénégalais, pour finir dans les chaleureux foyers de *foutangkoobés* à Dakar et au Fouta-Toro.

Sur les sentiers poussiéreux du Sénégal, j'ai eu la chance de fonctionner en équipe avec différents étudiants et doctorants sénégalais : Coumba Ndoffene Faye et Mamadou Sané pour le terrain à Dakar ; Cheikh Tidiane Dia et Dr. Mamadou Mousa Baldé pour les terrains dans le Fouta. Outre l'aide logistique, ils m'ont apporté de précieux conseils et des clés d'entrée à la culture haalpulaar. Je n'oublierai pas les heures de poussière, de chaleur mais aussi de persévérance, passées ensemble.

Au Sénégal, j'ai été accueilli sans ambages au sein de maisonnées (*galleeji*), dont celle de la famille de Cheikh Tidiane Dia. Avec son collègue, Dr. Moussa Baldé de l'UGB de Saint-Louis, nous avons formé une belle équipe en trio de chercheurs. Merci à tous les chefs de village de nous avoir ouvert grand la porte de votre foyer, et de nous avoir hébergé autant de temps qu'utile pour la recherche. Ensuite, des partenariats efficaces et complices ont été construits, notamment avec Coumba Ndoffene Faye (UCAD) et Loïc Brüning (UNeuchâtel).

Je voudrais aussi remercier tous mes collègues, mes amis et mes proches qui, d'une manière ou d'une autre, m'ont apporté leur soutien et leurs encouragements au cours de ces 4 années. En particulier, un grand merci pour les relectures attentives de Iulia Grossman, Tom Goosse, Marine Lugen, Romain Weikmans et Fanny Lajarthe. Trois étudiants-stagiaires ont aussi contribué à ce travail, notamment par de



nombreuses et longues retranscriptions d'entretiens : Britta Wasserloos, Anna Morelle et Camille Fortunier. Que tous ceux que j'oublie et qui m'ont guidé, ouvert une porte ou accueilli soient ici remerciés.

Je veux encore exprimer à Alien toute mon affection pour la tendresse de son soutien indéfectible au cours de ces quatre années. Mes remerciements également aux relecteurs, à mes parents, et frères, à tous ceux qui m'ont encouragé et qui m'offrent leur amitié.

## Liste des acronymes

<b>AEE</b>	Association des Elèves et Etudiants
<b>APIX</b>	Agence de promotion des investissements et des grands travaux
<b>ASC</b>	Association sportive et culturelle
<b>ANCAR</b>	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
<b>ANIDA</b>	Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole
<b>ANSD</b>	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
<b>APE</b>	Association des Parents d'Elèves
<b>APR</b>	Alliance Pour la République
<b>ASUFOR</b>	Association des Usagers du Forage
<b>AVD</b>	Association Villageoise pour le Développement
<b>BFEM</b>	Brevet de Fin d'Etude Moyen
<b>CDN</b>	Contributions Déterminées au niveau National
<b>CNCAS</b>	Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CSSE</b>	Conseil Supérieur des Sénégalais de l'Extérieur.
<b>FAISE</b>	Fonds d'Appui à l'investissement des Sénégalais de l'Extérieur.
<b>FADERMA</b>	Fédération des Associations de Développement de la Région de Matam
<b>FAO</b>	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>FONGIP</b>	Fonds de Garantie des investissements Prioritaires
<b>FONGS-Action-Paysanne</b>	La Fédération des Organisations Non-Gouvernementales du Sénégal
<b>GIE</b>	Groupement d'Intérêt Economique
<b>GPF</b>	Groupement de Promotion des Femmes
<b>Frontex</b>	L'Agence Européenne de surveillance des Frontières Extérieures
<b>HCCT</b>	Haut Conseil des Collectivités Territoriales
<b>ISRA</b>	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
<b>LOASP</b>	La Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale
<b>MAER</b>	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural
<b>MAESE</b>	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur
<b>MEFP</b>	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

<b>MEPA</b>	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales
<b>MIDA</b>	Migration pour le Développement en Afrique.
<b>MPEM</b>	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime
<b>OCB</b>	Organisation Communautaire de Base
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>OIM</b>	Organisation Internationale des Migrations
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies.
<b>OP</b>	Organisations de Producteurs
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PAISD</b>	Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PANA</b>	Programme d'Action National d'Adaptation
<b>PAOA</b>	Projet d'Appui aux Opérateurs/trices de l'Agroalimentaire
<b>PAPA</b>	Projet d'Appui aux Politiques Agricoles
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PIV</b>	Périmètres Irrigués Villageois
<b>PNASAR</b>	Programme National d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Résilience
<b>PNDN</b>	Politique Nationale de Développement de la Nutrition
<b>PRACAS</b>	Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise
<b>PRODAC</b>	Programme des Domaines Agricoles Communautaires
<b>PRODAM</b>	Programme de Développement Agricole de Matam
<b>PROMOVIL</b>	Programme de Modernisation des Villes du Sénégal
<b>PSE</b>	Plan Sénégal Emergent
<b>PSMN</b>	Plan Stratégique Multisectoriel de Nutrition
<b>PUDC</b>	Programme d'Urgence de Développement Communautaire
<b>RGPHAE</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage
<b>ROPPA</b>	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
<b>SAED</b>	Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta du Fleuve Sénégal et de la Falémé
<b>SENELEC</b>	Société Nationale d'Electricité
<b>SIPA</b>	Système d'Intensification de la Production Agricole
<b>UCAD</b>	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
<b>UGB</b>	Université Gaston Berger de Saint-Louis

**L'adaptation** : « une démarche d'ajustement au climat actuel ou attendu, ainsi qu'à ses conséquences, de manière à en atténuer les effets préjudiciables et à en exploiter les effets bénéfiques » (GIEC, 2012 : 4). L'adaptation aux aléas environnementaux décrit, en comparaison avec le *coping*, des mesures à plus long terme, souvent stratégiques, pour contrer les risques de catastrophes en créant de nouvelles ressources disponibles pour faire face ou en s'attaquant aux facteurs de vulnérabilité (Birkmann et al., 2013a : 4-5 ; Birkmann, 2013b : 22-23).

**Agropastoralisme** : la pratique conjointe de l'agriculture et de l'élevage permettant aux sociétés paysannes de produire de manière extensive les ressources nécessaires à leurs besoins (Gonin, 2016).

L'« **association villageoise de développement** » (AVD) est devenue un terme générique, au Sénégal en particulier, pour qualifier les associations au village, regroupant tous les hommes (et femmes, plus récemment) adultes et focalisés sur l'amélioration des conditions de vie. Pour qualifier leurs propres structures, les migrants parlent simplement d'associations de ressortissants ou d'associations villageoises. Le regroupement des migrants est alors considéré comme une des sections de l'association de développement du village, laquelle rassemble l'ensemble des ressortissants/ressortissantes sur les différents lieux d'implantation, au pays et ailleurs. Cependant, cette vision englobante voile les dynamiques spécifiques à l'émigration en Europe (surtout en France, mais aussi en Belgique), et les différences sociologiques entre la structure en Belgique et les autres sections, au village ou ailleurs. Ainsi, nous utilisons l'expression d'« association villageoise de ressortissants », ou « l'AVD en Belgique ».

**L'ethnicité** : compris ici non comme une différence naturelle, mais comme une construction sociale influençant les relations entre groupes perçus ou se percevant comme différents sur la base de caractéristiques physiques, culturelles ou psychologiques communes<sup>1</sup>.

**Changements environnementaux** : tous les écarts à la norme dans des domaines aussi différents que la pluviométrie, les températures, la fréquence des catastrophes, etc. qui ont un impact potentiel sur les conditions de vie des populations (Brüning et Piguet, 2018).

**Changements socio-environnementaux** : Des changements qui impliquent des systèmes humains (pratiques matérielles ; idées et valeurs non matérielles) et des systèmes non humains (vivants et physiques). Les problèmes environnementaux, d'adaptation et de durabilité sont souvent décrits comme socio-environnementaux dans les recherches interdisciplinaires en reconnaissance de la nature complexe et entrelacée de leurs dimensions naturelles et sociales (Pulver et al., 2018).

**Codéveloppement** : “toute action de développement social, économique, culturel et politique (...) fondée sur une collaboration entre les migrants, leurs organisations et leurs partenaires, publics et privés, à la fois dans les pays d'origine et dans les pays d'accueil (...) considérant [qu'il]

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet : Martiniello, M. (2013).

s'inscrit dans le cadre global des discussions liées à l'intégration, aux migrations et au développement". (Comité des ministres du Conseil de l'Europe, 2007)<sup>2</sup>.

**Coping (faire face)** fait référence aux ressources disponibles pour répondre aux chocs et aux stress et en minimiser les conséquences néfastes (Birkmann et al., 2013a : 4-5 ; Birkmann, 2013b : 22-23).

**Les néo-Néo-Dakarois** : les personnes originaires du Fouta-Toro, mais qui sont nés ou ont grandi dans la région de Dakar.

**Le risque de catastrophe** est défini comme la probabilité et l'ampleur des conséquences néfastes résultant de l'interaction entre les dangers et la vulnérabilité (UNISDR, 2004 : 16). Une catastrophe décrit la manifestation de conséquences néfastes résultant de l'interaction entre les aléas et la vulnérabilité, entraînant des effets humains, matériels, économiques et environnementaux néfastes à grande échelle qui perturbent le fonctionnement normal d'une communauté et nécessitent des mesures importantes de réponse et de rétablissement (GIEC, 2012 : 5 ; UNISDR, 2004 : 17).

« **Aléas** » (*hazards, en anglais*) désigne des événements ou des processus naturels, anthropogéniques ou socioécologiques, à déclenchement lent ou soudain, qui peuvent potentiellement entraîner des conséquences néfastes pour les éléments et les individus qui y sont exposés (Birkmann 2013b : 23 ; Birkmann et al. 2013a : 8).

**Les moyens de subsistance ou moyens d'existence (livelihoods)** font référence aux capacités, aux actifs et aux activités déployés pour vivre, qui sont à la disposition d'un individu ou d'un système (tel qu'un ménage) (Chambers & Conway 1991 :6).

**La migration** est comprise ici, comme dans le projet MIGRADAPT, dans des termes larges, à savoir : « *the movement of a person or a group of persons, either across an international border, or within a State. It is a population movement, encompassing any kind of movement of people, whatever its length, composition and causes; it includes migration of refugees, displaced persons, economic migrants, and persons moving for other purposes, including family reunification* » (IOM 2011:62–63). Cette thèse considère à la fois les migrations internes et internationales, mais se concentre sur ces dernières. Toutefois, à des fins de compréhension d'analyse plus fine, nous distinguons les types de mobilité (interne et international,) ainsi que la durée : migration à court terme saisonnière/périodique (3 mois à 1 an) ; 2. migration à long terme (plus d'un an) et 3. Migration « permanente » (plus de 10 ans).

**L'utilisation du terme « noble »** dans cette recherche fait référence à une catégorie générique, celle des chefs historiques de la région, dont le statut était supérieur à celui des autres groupes.

**Le carré (concession)** ou *galle* est une unité d'habitation, c'est-à-dire un ensemble de cases ou de bâtiments à usage d'habitation localisés dans une même enceinte. Le carré (concession) est matérialisé physiquement ou non par une clôture et abrite un ou plusieurs ménages.

**La « maladaptation »**, ou la « mauvaise adaptation » est définie comme une action prise soi-disant pour éviter ou réduire la vulnérabilité aux changements environnementaux, mais qui a un impact négatif sur, ou augmente la vulnérabilité d'autres systèmes, secteurs ou groupes sociaux (Barnett et O'Neill 2010).

---

<sup>2</sup> Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres relative au codéveloppement et aux migrants oeuvrant au développement dans leur pays d'origine (adoptée par le Comité des Ministres le 12 juillet 2007, lors de la 1002e réunion des Délégués des Ministres, [http://www.coe.int/t/dg3/migration/Source/Recommendations/Recommendation%20CM%20Rec\\_2007\\_10\\_fr.pdf](http://www.coe.int/t/dg3/migration/Source/Recommendations/Recommendation%20CM%20Rec_2007_10_fr.pdf)

**Ménage (foyre)** : Un ménage est un ensemble de personnes qui forment une même unité de consommation, c'est-à-dire un ensemble de personnes dont les repas sont organisés par une seule et même personne (le/la chef/fe de ménage). Un ménage est donc une « unité de cuisine » constituée par un groupe de personnes dépendant pour leurs repas, d'une seule et même structure. Habituellement, les membres d'un même ménage vivent dans le même carré (concession).

**Les stratifications sociales** sont des systèmes hiérarchiques ordonnant les individus et les groupes selon l'inégal accès aux biens de consommation et aux valeurs dominantes, constituant le principe essentiel des systèmes d'inégalités et de domination, et favorisant les rapports d'exploitation entre les groupes (Balandier, 1974 : 113-169 ; Godelier, 1984).

**La vulnérabilité** décrit la propension des éléments exposés (tels que les actifs physiques ou les individus et leurs moyens de subsistance) à subir des dommages lorsqu'ils sont touchés par un événement ou un processus potentiellement dangereux (aléa) (Birkmann et al. 2013a : 3).

# Lexique Pulaar

*Bamtaare* : développement

*Batu wuro* : assemblée villageoise

*Daniibe* : migrants ou « venants »

*Fedde* : groupe d'âge (*pelle*, au pluriel)

*Foyre* : foyer ; ménage villageois au sein d'une concession comprenant plusieurs *pooye* (ménages, au pluriel) ou ménage autonome.

*Fuutankooobe* : habitants ou ressortissants du Fouta-Toro (*futangké*, au singulier)

*Galle* : concession rurale ; ménage urbain (*galleeji*, au pluriel)

*Hinde* : groupe statutaire

*Kees Wuro* : caisse commune du village

Les *leyyi* : groupes politiques de taille variable, chacun ayant une famille noble à sa tête. Au cours de la longue histoire de la colonisation, les familles de chefs nobles ont intégré dans leur *leyyi* d'autres familles et différents groupes sociaux, y compris de vastes circonscriptions serviles.

*Maccube* : fait référence à la catégorie servile dans la société haalpulaar. Ce terme ayant une connotation péjorative, la plupart des personnes appartenant à ce groupe statutaire préfèrent le terme de *Galounkobé*.

*Mando* : aîné ; chef

« Modou-Modou » : un émigré (en Wolof, mais aussi repris chez les Haalpulaaren).

*Sukaabe* : jeunes

*Wadde galle* : fonder un foyer (ou une concession) ; par extension, s'autonomiser.

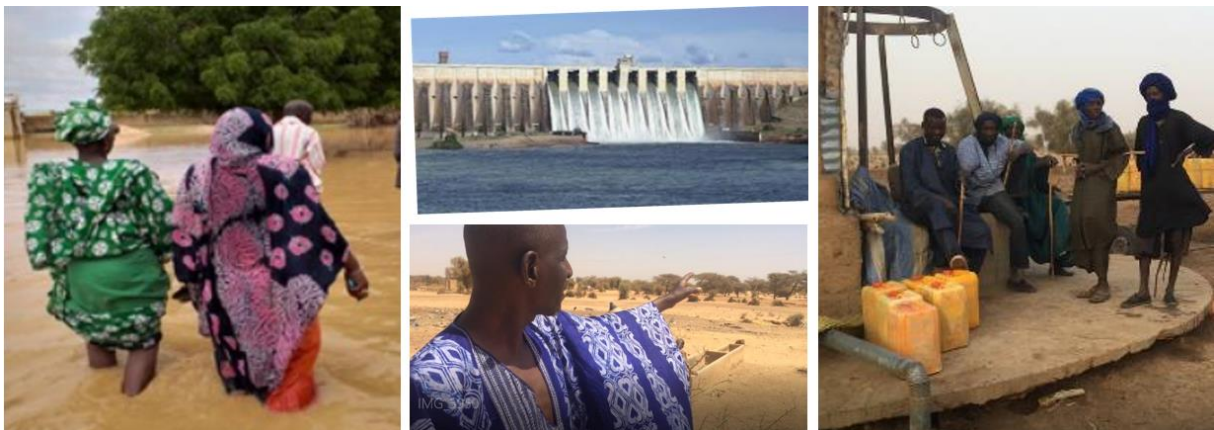
# N

## ote aux lecteurs

Nous avons modifié les prénoms des enquêtés par souci d'anonymat. Toutefois, j'ai pris en compte l'origine ethnique du prénom ou la religion de référence de celui-ci pour opter pour des prénoms similaires.

Le texte contient des passages en plusieurs langues. Nous avons traduit les citations anglaises en français, avec mention de la traduction après le texte et de la citation originale en note de bas de page. Les mots en langues étrangères (p. ex. en wolof ou en pular) apparaissent en italiques avec mention de leur traduction en parenthèses. Par exemple : Les *torobés* (« ceux qui connaissent le coran ») possèdent la majorité des meilleures *kollaade* (singulier : *kobangal*) (« grandes cuvettes ») dans la région du Fouta-Toro.

J'emploierai en alternance, le « nous » et le « je » méthodologique renvoyant à l'implication de toute démarche ethnographique sur le terrain des recherches menées. Lorsqu'il s'agit d'observations de terrain et de réflexions faites avec mes collègues, j'emploierai le « nous ».





# Résumé

Le Sénégal fait partie des pays les moins avancés (PMA) fortement vulnérables aux changements environnementaux, dont les dérèglements climatiques, qui fragilisent davantage les conditions de vie de leurs populations et leurs écosystèmes. Depuis une dizaine d'années, des académiques, des praticiens du développement et des décideurs politiques semblent convaincus de l'idée de migrants fonctionnant (potentiellement) comme des « agents adaptatifs » à divers niveaux et secteurs économiques de leur pays d'origine. Cette thèse en sciences et gestion de l'environnement repose notamment sur ce constat : si la mobilisation de la diaspora en vertu d'un discours global affirme leur nécessité et leur contribution potentielle pour l'adaptation, les dynamiques sociales et politiques sous-jacentes sont encore peu démontrées dans la littérature et les études de cas.

Dans ce contexte, l'objectif principal poursuivi par la thèse est de comprendre le rôle des dimensions politiques et écologiques dans les pratiques translocales - compris ici comme transferts politiques - de membres de communautés migrantes originaires de zones affectées par des changements socio-environnementaux. Cette recherche vise à comprendre si - et comment - des pratiques de transferts politiques des membres de communautés migrantes contribuent aux processus d'adaptation aux changements environnementaux dans des villages ruraux sahéliens.

Pour répondre à cette question, nous proposons une analyse originale, multisites, multiniveaux et multi-acteurs des pratiques de transferts à travers le cas d'étude suivant : des migrants en Belgique membres de la communauté haalpulaar originaire de villages dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal. Nous appréhendons leurs pratiques dans leurs diversités et leurs logiques issues du champ social translocal de développement villageois.

Cette thèse utilise plusieurs méthodes qualitatives (observations non participantes, entretiens individuels et collectifs) pour analyser les pratiques translocales des migrants haalpulaaren en Belgique à travers les perceptions socio-environnementales et les discours des migrants internes (à Dakar) et internationaux (en Belgique) et des non migrants restés au village d'origine. Cette thèse propose dès lors une démarche articulée en quatre étapes principales :

- (1) La revue critique de la construction conceptuelle du champ d'étude de la migration comme stratégie d'adaptation installe un cadre théorique novateur, développé sur base des données empiriques récoltées. Cette recherche interdisciplinaire adopte une perspective de résilience sociale translocale avec une approche ethnographique éclectique et Bourdieusienne, informée par le champ de la *political ecology*.
- (2) Au niveau empirique, nous analysons les perceptions des risques environnementaux qui affectent les conditions de vie dans la région de la moyenne-vallée du Fleuve. Face à la vulnérabilité des villageois aux changements environnementaux, nous tentons de saisir les représentations sociales qu'ils ont des migrants internationaux, notamment leurs attentes et demandes sociales en lien avec ces aléas environnementaux identifiés. Si notre analyse intègre plusieurs secteurs-clés en termes de moyens de subsistance locaux, elle se penche plus en profondeur sur le secteur de l'agriculture. Ce choix s'explique par l'importance de l'adaptation aux changements environnementaux dans ce contexte spécifique, où les niveaux de vulnérabilité sont très élevés. Ensuite, nous analysons le rôle que jouent les perceptions socio-environnementales des migrants internes (néo-Dakarois, membres de villages d'origine) sur les attentes sociales envers les migrants internationaux. Quelles sont les articulations entre ces attentes des néo-Dakarois, d'une part, et leurs contributions depuis Dakar aux stratégies d'adaptation au village d'origine,

d'autre part ? Finalement, en Belgique, ce sont les perceptions et expériences socio-environnementales des migrants haalpulaar qui nous intéressent, tant avant qu'après leur projet migratoire.

(3) Ensuite, nous procédons à une analyse des principales pratiques translocales des migrants internationaux. Celles retenues sont identifiées par nos répondants, au Sénégal et en Belgique, comme des transferts améliorant à un niveau collectif les conditions de vie villageoises affectées par des changements environnementaux. Cette analyse intègre l'examen des dimensions politiques qui traversent ces pratiques, révélant des processus et mécanismes sociopolitiques dans le champ social translocal au niveau du village sénégalais et en Belgique. L'analyse de ces mécanismes translocaux fait appel à l'implication des changements de rapports de pouvoirs par les institutions sociales (famille, entreprises, associations). Nous distinguons les pratiques translocales d'adaptation aux impacts environnementaux à évolution lente (adaptation à plus long terme, *ex ante*) et celles qui servent à faire face aux effets environnementaux/climatiques à évolution rapide (*coping strategies* à plus court terme, souvent *ex post*).

(4) Finalement, nous dressons une typologie des migrants haalpulaaren en Belgique par rapport à leurs capacités à s'engager dans des pratiques de transferts politiques, qui puissent servir aux stratégies d'adaptation collectives dans leur village d'origine.

Notre travail a permis de montrer les limites structurelles des capacités des migrants à s'engager dans des pratiques de transferts qui permettent d'améliorer les conditions de vie affectées au pays d'origine par des changements socio-environnementaux. En effet, ils sont contraints par des conditions sociales translocales, qui sont notamment significativement traversées par des enjeux politiques. Ils construisent leurs capacités d'adaptation (capitaux) dans plusieurs sites à la fois, et à des échelles diverses (famille, association, entreprise, village...). Les divers capitaux dans le sens de Bourdieu (1986) nécessaires pour acquérir une reconnaissance sociale s'accumulent ou se (dé-)construisent dans un espace et un champ social translocal, du pays de destination et celui du pays d'origine (notamment au village d'origine, mais souvent aussi à Dakar).

Les moyens d'existence (les ressources) et l'amélioration des conditions de vie des villageois passent notamment par la construction du capital social translocal (des réseaux et partenariats). Les capacités d'adaptation collectives s'en retrouvent modifiées et généralement renforcées. La reconnaissance sociale des membres de la communauté villageoise envers les migrants engagés et opérant divers types de transferts – familiaux ou communautaires - confère une légitimité et un pouvoir politique, non seulement aux migrants mêmes et à leur famille, mais aussi à leur communauté villageoise. La thèse établit ainsi des connexions et interdépendances complexes entre les différents sites et niveaux impliqués dans les pratiques de transferts, ayant effectivement ou potentiellement des conséquences et retombées politiques. Elle démontre comment les conditions translocales façonnent le champ social de développement villageois et les marges d'actions des émigrés en matière de contributions à l'adaptation collective. En même temps, ces effets politiques – intentionnels ou non – semblent précisément utiles à mobiliser les ressources privées et/ou publiques nécessaires à l'adaptation des groupes au sein de la communauté villageoise d'origine.

À la lumière de ce travail, l'une de nos recommandations principales est de penser aux pratiques de transferts des migrants non seulement sur le plan des moyens d'existence par rapport aux stratégies d'adaptation endogène, mais aussi en ce qui concerne les implications de changements de relations de pouvoirs impulsés par l'extérieur. En effet, ces changements de relations de pouvoirs peuvent influencer les capacités d'adaptation et les vulnérabilités des institutions sociales translocales au village (familles, entreprises, associations). De plus, nous encourageons davantage de réflexions et d'analyses critiques dans les recherches portant sur divers types de transferts des migrants. Et ce, particulièrement au vu de l'immense défi que posent les changements environnementaux auxquels les migrants « agents adaptatifs » sont attendus à participer, sans que nécessairement ils puissent y répondre.

**Mots-clés :** Transferts politiques, pratiques translocales, migration, adaptation, changements environnementaux, perceptions, Sénégal.

## Abstract

Policymakers and scholars increasingly assume migrants to be “agents of change” (Grabowska et al., 2017), “agents of development” (Sinatti & Horst, 2015) or “adaptive agents” in the face of climate change for their country or community of origin (Ransan-Cooper et al., 2015). However, we argue that this should not be argued ideologically, but should be investigated more thoroughly. Indeed, it is mostly assumed in a neo-liberal fashion, notably in the New Economics of Labour Migration theory, that the migrant-actor is a flexible, resilient individual coping in a too often depoliticised context. Very few research has been done so far in what I investigated in the migration as adaptation-research strand.

The role of remittances for social resilience has been addressed (Adger et al., 2002). The literature contains many references to factors that favour social resilience, such as financial remittances, livelihood diversification, participation in decision processes, openness to innovations (through social remittances), and many more (Siegmann, 2010; Béné et al., 2012; Grabowska et al., 2017).

However, there are very few studies simultaneously integrating in their analysis:

1. The translocal dimension of remittances or “translocality”. Most studies look at in-situ impacts – at the place of origin or destination on a general level – neglecting the translocal dimension of migration (Sakdapolrak et al., 2016).
2. Political dimension, including translocal power relations in the analysis for adaptation and social resilience. In this regard, the thesis mobilises Pierre Bourdieu’s Theory of Practice and the critical field of political ecology.
3. Ecological/environmental dimension looking further at emic perceptions of adaptation to environmental change, including climate change.
4. various social entities or translocal social institutions in the village of origin and in the country of destination, beyond the classical household-level analysis (i.e., family, association, enterprises).

The general objective of the thesis is to understand the role of political and ecological dimensions in translocal practices - understood here as political remittances - of members of migrant communities from areas affected by environmental change. More specifically, this qualitative, multi-sited research focuses on the contribution of members of the Haalpulaar migrant community in Belgium to the process of adaptation to environmental change in rural villages in the Fouta-Toro region (Middle Valley of the Senegal River, northeast Senegal).

To do so, we adopt a translocal perspective with an eclectic ethnographic approach focusing on transnational practices and their political dimensions. The translocal practices selected are those that, according to our respondents, improve living conditions in the context of environmental change. Furthermore, these practices reflect the political dimension of transnational relations between international migrants in Belgium and development actors at the village level. In this respect, salient socio-political conditions in their village of origin and in Belgium determine the extent whether international migrants can act as “adaptive agents” for their community of origin.

We therefore use a translocal social resilience approach, with an analytic lens informed by Pierre Bourdieu's Theory of Practice and political ecology. The thesis' operational framework is articulated in four main steps:

1. An emic perceptions analysis of environmental risks that affect living conditions in the Middle River Valley region. Within the villagers' vulnerability context to socio-environmental changes, we try to grasp the social representations they have of international migrants, notably their expectations and social demands in relation to these identified environmental hazards. Then, in Dakar, we also analyse the perceptions of environmental risks of internal migrants from the Fouta-Toro region and we assess the social expectations and demands towards the diaspora and the links with the latter in terms of remittance practices towards the village of origin. Finally, in Belgium, we are interested in the socio-environmental perceptions and experiences of Haalpulaar migrants, both before and after their migration project. The emic perceptions approach is used to assess the discourse on practices in the translocal social field of village development.
2. An analysis of the major transnational practices of migrants with collective adaptation effects. In order to objectify the extent to which migrants can be considered as 'adaptive agents', we assess how the transnational practices and (political) commitments of these migrants enhance the adaptive capacity and resilience of the community. The assessment is made by examining ex ante slow-onset environmental adaptation practices (longer-term adaptation) and ex post rapid-onset environmental/climatic impacts (shorter-term coping strategies).
3. An analysis of the political dimension of the transfer practices identified as having an effect on adaptation to environmental change. In this context, we are interested in the socio-political dynamics and processes in the translocal field at the village level in Senegal and Belgium. The analysis calls for the involvement of changing power relations by social institutions in these translocal mechanisms (family, enterprises, associations), particularly in collective coping strategies influencing the livelihoods (resources) and living conditions of villagers.
4. Finally, we draw up a typology of Haalpulaar migrants in Belgium in relation to their capacity to contribute to coping strategies in their village of origin.

The thesis shows that the capacity of migrants to engage in collective adaptation strategies through various remittance translocal practices is strongly limited and constrained by social structure, notably composed of a political dimension. Hence, the improvement of living conditions at collective level beyond the household in the country of origin demands changing power relations through social and political networks. This will lead the international migrants to build their capacities (their 'capitals') in multilevel translocal conditions that shape the field of village development and the margin of action of the emigrants. While translocal practices are necessary for the migrants to acquire social recognition and legitimacy, the migrants' various capitals in the sense of Bourdieu (1986) are constructed in a translocal space, amongst which in the country of origin and destination. These practices allowing for collective adaptation in the village of origin carry significant symbolic and political stakes.

**Keywords:** Political remittances, translocal practices, migration, adaptation, environmental change, perceptions, Senegal.

# Partie introductive.

## Des transferts matériels aux transferts politiques

### 1. Contexte général

Cette partie introductive propose une première mise en contexte de l'objet principal de recherche : les transferts politiques pour les stratégies d'adaptation collective dans des communautés d'origine. Nous y décrivons le contexte général (section 1), la problématique et les questions de recherche (section 2), ainsi que les registres théoriques (section 3) et méthodologiques (section 4) qui ont orienté notre approche.

Le contexte général ci-dessous est composé de trois sous-sections. La première section « La migration comme stratégie d'adaptation : sujet en vogue loin d'être épuisé » reprend les fondements, la problématique et les questions de recherche de la thèse. La seconde section « Huunde fof ko politik » : tout est politique, constitue une mise en contexte générale des divers transferts (*remittances*, en anglais) comme pratiques transnationales dans le contexte sahélien de changements socio-environnementaux. Enfin, nous exposons, dans la troisième section, la structure du document.

#### 1.1. La migration comme stratégie d'adaptation : sujet en vogue loin d'être épuisé

Plusieurs régions du monde, notamment le Sahel ouest-africain, connaissent de forts mouvements de population : peuvent-ils être attribués aux seuls changements environnementaux ? La littérature répond déjà négativement (voir Partie introductive - Section 3). Néanmoins, au sein de la problématique des changements environnementaux, les connaissances restent plus lacunaires concernant les stratégies et les capacités d'adaptation des populations affectées par ces mouvements. Pourtant, la forme d'adaptation la plus extrême consiste en effet probablement à émigrer des régions affectées négativement (Reid, 2014), c'est-à-dire à se déplacer temporairement ou définitivement vers des régions moins affectées dans le même pays (migration interne) ou à l'étranger (migration internationale).

Dans le contexte des changements environnementaux, la migration mérite une attention particulière. La question des relations entre les migrations et l'environnement n'a investi le débat scientifique que très récemment. Une première percée date des années 1980, à l'occasion de la crise écologique majeure que furent les grandes sécheresses du Sahel. Une seconde, dix ans plus tard, est illustrée par l'émergence du paradigme du changement climatique. Plus récemment, un nombre croissant de chercheurs souligne le potentiel de la migration en tant que stratégie d'adaptation (par exemple, Foresight, 2011, Hunter et al., 2015), tandis que la migration induite par l'environnement est souvent présentée comme un problème majeur dans les débats politiques et les médias (par exemple, Tacoli, 2009, Bettini et al., 2016).

La recherche sur les migrations et les déplacements environnementaux est politiquement orientée. Elle répond à un intérêt croissant des décideurs politiques sur le sujet, notamment vis-à-vis des scénarios futurs en termes de flux migratoires. Ces scénarios influencent l'élaboration de nouvelles politiques publiques

intégrant ces dimensions (McLeman et Gemenne, 2018). Par ailleurs, et non nécessairement lié à la recherche académique, la migration est souvent perçue et connotée négativement par les décideurs politiques. Ceux-ci considèrent notamment les migrants comme des victimes des effets des changements climatiques plutôt que comme des acteurs de l'adaptation. Dans son premier rapport publié en 1990, le GIEC affirmait déjà que « les effets les plus graves du changement climatique pourraient être ceux sur les migrations humaines ». Depuis, les tentatives d'estimation approximative (*guesstimate*) du nombre de migrants environnementaux dans des scénarios futurs se sont succédées (McLeman et Gemenne, 2018). À ce titre, les premières estimations du nombre de réfugiés climatiques varient entre 10-25 millions et 150-300 millions d'ici 2050 (voir Ionesco et al., 2016). Plus récemment, le rapport Groundswell (Rigaud et al., 2018) prédit jusqu'à 143 millions de personnes potentiellement contraintes de migrer dans leur propre pays pour échapper aux impacts à évolution lente du changement climatique en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Amérique latine entre 2020 et 2050.<sup>3</sup>

En dehors du scepticisme croissant qui domine les débats publics et politiques sur la migration<sup>4</sup> depuis ces deux dernières décennies, les milieux universitaires et politiques ont redécouvert le potentiel de la migration pour le développement. Plus récemment, et plus spécifiquement encore : le potentiel de la migration pour l'adaptation aux changements environnementaux. Les chercheurs qui encouragent ce "nouvel enthousiasme" (Faist, 2008), mettent particulièrement en avant le rôle de la migration dans la répartition des risques liés aux moyens de subsistance des ménages et dans le renforcement du capital social, culturel et économique des individus et des ménages (Massey et al., 1998 ; Saxenian, 2005 ; Niebuhr, 2010 ; McLeman et Smit, 2006 ; Banerjee et al., 2012).

Par ailleurs, depuis une dizaine d'années, une série de projets de recherche se sont penchés sur le lien entre la migration et l'environnement (ou le climat). Ceux-ci sont notamment financés par la Commission européenne et d'autres institutions internationales (EACH-FOR 2007-2009 ; Where The Rain Falls 2011-2014 ; MECLEP 2014-2017) ou par des institutions d'États-membres (Foresight 2008-2011 par The Government Office for Science du Royaume-Uni ; Micle 2010-2014 et TransRe 2014-2018 par le ministère de la coopération allemande). Les bailleurs internationaux tels que l'Union européenne (UE) ont mis en place des programmes pour soutenir la recherche sur le sujet (Ober et Sakdapolrak, 2017).

Si les pistes d'argumentations divergent, les études sur les migrations environnementales semblent unanimes sur l'existence de bénéfices de la migration pour l'adaptation aux changements environnementaux. Dans le cas plus particulier de l'Afrique, les résultats de recherches antérieures révèlent que certains transferts de fonds des migrants (en plus de l'aide publique au développement) ont permis d'absorber les chocs pour les pays/population plus pauvres. C'est notamment le cas dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne (ASS) ayant subi des perturbations liées au climat (van der Land et al., 2018 ; Banque mondiale, 2015 ; Findley, 1994). En effet, les transferts de fonds des migrants peuvent contribuer à financer des investissements liés à l'adaptation, allant de priorités à court terme telles que l'achat d'équipements d'irrigation essentiels à des objectifs à plus long terme liés à la santé et à l'éducation (Couharde et Generoso, 2015).

La reconnaissance de la multidimensionnalité des pratiques transnationales des migrants va de pair avec celle de l'ampleur prise par leurs transferts financiers à destination des pays d'origine. En termes de volume, le FIDA (2017) estime que ceux-ci ont augmenté de 51% entre 2007 et 2016, en passant de 296 milliards à 445 milliards d'USD au niveau mondial, soit plus de trois fois le montant de l'aide publique au développement. En outre, les transferts de fonds se sont avérés très résilients pour soutenir les ménages

<sup>3</sup> Fin 2020, environ 7 millions de personnes dans 104 pays et territoires vivaient en situation de déplacement à la suite de catastrophes survenues non seulement en 2019, mais aussi les années précédentes (IDMC, 2021).

<sup>4</sup> Pour des analyses scientifiques de cette évolution, voir par exemple Altenburg et al. (2017), Bobić et Janković (2017), Chouliaraki et al. (2017), Allen et al. (2018), Crawley et Skleparis (2018) ainsi que la section 3 de cette partie introductive.

les plus pauvres en cas de choc depuis le début de la crise financière mondiale (Banque mondiale, 2015) et durant la crise sanitaire de la COVID-19 (KNOMAD, 2021<sup>5</sup>).

Depuis une vingtaine d'années, des recherches ont en effet montré le caractère multidimensionnel et articulé des apports des migrants en faveur du développement socio-économique des contextes d'origine (Tall, 2002, de Haas 2012 ; Levitt et Nyberg-Sorensen, 2004). Ceux-ci se manifestent au travers de transferts financiers (Ferro, 2011), mais aussi sociaux (*social remittances*). Ces remises sociales ou transferts sociaux se traduisent notamment en termes d'idées, de valeurs et d'innovations (Levitt 1998 ; Lafleur et Duchesne 2017) – ainsi qu'au niveau de la circulation de compétences (Guissé et Bolzman, 2009 ; Ionescu, Dia, et Guissé, 2009).

Auparavant, les associations de migrants étaient surtout envisagées en tant que médiatrices des processus d'inclusion dans les sociétés d'accueil (Cattacin et Domenig, 2014). Désormais, grâce à l'émergence du « tournant transnationaliste » (Glick Schiller et Fouron, 1999 ; Vertovec, 2009), l'attention s'est de plus en plus focalisée sur les engagements associatifs transnationaux des migrants. Ces engagements s'exercent la plupart du temps entre localités d'installation et d'origine, selon une dynamique « translocale » de développement (*translocal development*), ou de co-développement (Grillo et Riccio 2004).

En plus des transferts individuels et familiaux, le terme transferts collectifs (*collective remittances*) est utilisé pour décrire l'argent et le matériel collecté par des groupes organisés de migrants au profit d'un groupe ou d'une communauté à laquelle ils sont affiliés, généralement dans leur lieu d'origine (Goldring 2004). Un certain nombre de chercheurs ont montré comment les transferts de fonds collectifs effectués par des associations de migrants organisées dans leur ville d'origine (*Hometown Association, HTA*) ont financé des projets d'infrastructure et d'autres initiatives communautaires dans leur pays d'origine, notamment des routes, des écoles, des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et des soins de santé publics (Binford, 2003 ; Faist, 2008 ; Goldring, 2004 ; Levitt et Lamba-Nieves, 2011 ; Nyberg-Sorensen et al., 2002b ; Scheffran et al., 2012 au Sénégal).

Parallèlement, le nombre de migrants lié au changement climatique devrait augmenter au cours des prochaines décennies, en particulier en Afrique subsaharienne (Rigaud et al., 2018). Par conséquent, il est nécessaire de clarifier la manière dont la migration est évaluée, notamment par rapport aux autres réponses des ménages et des communautés face aux effets des changements environnementaux. Du fait de cette nécessité, le projet MIGRADAPT, financé par Belspo-BRAIN, a vu le jour. Ma recherche doctorale s'inscrit dans ce projet de recherche interdisciplinaire et multipartenaires. En tant que chercheur en sciences sociales de l'environnement et responsable pour la recherche au Sénégal, il m'a été possible d'explorer plusieurs des problématiques de recherche du projet MIGRADAPT. Au croisement de cette problématique, un focus important a été réalisé sur le questionnaire suivant : comment des migrants contribuent-ils à l'adaptation aux changements environnementaux dans leur communauté d'origine ?

Fidèle à ses fondements d'origine, cette recherche a été bâtie sur l'approche de « migration comme adaptation ». Les notions d'adaptation et de stratégies d'adaptation étant fortement critiquées (voir section 3.4.), au travers des questionnements méthodiques liés aux analyses de terrain. Une perspective de mobilité et translocalité y a été intégrée afin de pallier cette vision parfois unilatérale de la migration. La résultante amène ce doctorat à se positionner résolument dans une approche « *translocal social resilience* » (Sakdapolrak et al., 2016). La recherche prend ainsi en compte le contexte des processus de changements environnementaux, mais aussi des processus de changement agricole et rural.

Par ailleurs, depuis une vingtaine d'années au moins, les auteurs s'inquiètent du fait que les gouvernements attendent des migrants qu'ils résolvent les problèmes que l'État n'a pas été en mesure de résoudre (Levitt & Nyberg Sorensen, 2004, Mahler, 2000 ; Boccagni, 2015 ; Skeldon, 2008). En même temps, les États

---

<sup>5</sup> Au Sénégal, ceux-ci ont représenté encore 2,6 milliards USD et 10,5% du PIB sénégalais en 2020 (KNOMAD, 2021).

d'origine deviendraient dépendants des migrants, en fondant les politiques de développement sur les contributions futures des migrants. Des critiques similaires existent, *mutatis mutandis*, dans le cadre de la nouvelle donne des changements environnementaux, y compris climatiques (e.a., Felli, 2013 ; Bettini et Gioli, 2016 ; Bettini, 2017).

Ainsi, cette thèse adopte une posture critique par rapport à la notion d'adaptation, et aux relations de pouvoirs dans ce champ politique du développement translocal. Elle s'attache à replacer l'individu-migrant dans son contexte socio-environnemental, contraint par des conditions structurelles qui déterminent en partie ses capacités à améliorer les conditions de vie de groupes de personnes de sa communauté villageoise d'origine.

**L'objectif de cette thèse** est de comprendre davantage comment des membres de communautés translocales pratiquent des transferts politiques qui contribuent aux capacités adaptatives de groupes dans leurs communautés d'origine. En particulier, cette thèse explore une population précise et deux versants des pratiques migratoires : (a) comment la dimension politique traverse les pratiques translocales des émigrés de la communauté haalpulaar<sup>6</sup> en Belgique et (b) comment ces pratiques s'inscrivent dans des stratégies de renforcements de capacités d'adaptation collective dans leur communauté d'origine.

L'approche de résilience sociale translocale adoptée par cette thèse, est informée par la théorie de la pratique de Bourdieu (2000 [1972]) et les recherches en *political ecology*. C'est cette triade théorique qui permet la mise en perspective critique des capacités de migrants à fonctionner comme des « agents d'adaptation » pour leur communauté d'origine. Ce faisant, la présente recherche contribue ainsi également à l'évaluation du fait d'envisager les migrants en termes « d'agents adaptatifs » aux changements environnementaux dans l'optique des politiques publiques de développement (voir Section 2.2 et 3.4.).

Non seulement ce cadre théorique translocal de résilience sociale, permet d'étudier les transferts politiques (*political remittances*), mais en plus il permet de leur donner une place centrale (Sakdapolrak et al., 2016). Ce cadre est en effet focalisé sur les dimensions infra-politiques et micropolitiques (Mazzucato et Kabki, 2009) à l'échelle de villages translocaux ou « multi-situés » (Dia, 2010 ; 2013 ; 2015). Pour le lecteur aguerri, nous soulignons que cette approche est très similaire à celle de l'approche translocale des moyens de subsistance durable (*Translocal Sustainable Livelihoods Approach* ; Schöfberger, 2017).

Notons qu'il n'est cependant pas coutume d'intégrer le niveau collectif, c'est-à-dire des groupes sociaux plus larges que le ménage dans l'analyse translocale des moyens de subsistance. Nous estimons justement que cette opération novatrice dans l'analyse est nécessaire afin (a) de capter le rôle politique que peuvent jouer les migrants, ainsi que (b) de comprendre davantage les principaux mécanismes et processus infra-et micropolitiques y afférents, dans les moyens de subsistance des familles et des institutions sociales au sein des communautés villageoises à plus large échelle. Ce cadre s'opérationnalise par l'adoption de cette perspective translocale en trois points de vue distincts : (i) celle des acteurs 'membres villageois' restés au Sénégal dans les villages d'origine de la région du Fouta-Toro (ii) ceux restés dans les banlieues de Dakar et (iii) celle des migrants internationaux en Belgique.

Bien que nous placions le migrant et ses pratiques au centre de cette recherche, nous reconnaissons également la prémisses communément admise selon laquelle tout individu est contraint par sa structure sociale. Nous considérons dans cette recherche que le migrant-acteur individuel l'est également. Ainsi, il construit ses capitaux et devient un agent adaptatif pour sa communauté d'origine dans des conditions contraignantes. La construction de cette capacité (*capability*), peut être selon nous qualifiée de 'capacité

---

<sup>6</sup> Nous conservons le terme de Haalpulaaren (singulier Haalpulaar), ce qui signifie littéralement « ceux qui parlent la langue pulaar », car il n'a pas d'équivalent en français.



adaptative<sup>7</sup>. Pour un migrant international en particulier, il s'agit d'augmenter la capacité adaptative des unités ou institutions sociales translocales<sup>7</sup> au sein de son pays d'origine.

Pour ce faire, divers « capitaux » (le capital économique, social, culturel et symbolique), dans le sens de Bourdieu (1986)<sup>8</sup>, sont nécessaires pour acquérir une reconnaissance sociale. Dans cette approche, ces capitaux se construisent dans un *espace et champ social translocal*<sup>9</sup> entre les espaces du pays de destination et celui du pays d'origine. Dès lors, cette triade théorique opérationnalisée, déconstruit l'idée selon laquelle des migrants (potentiels ou actuels) sont des « agents d'adaptation aux changements environnementaux » pour leur communauté d'origine. Cette déconstruction passe par une analyse des transferts politiques à l'œuvre dans les pratiques de transferts.

Cette recherche est au croisement de deux champs de recherche : celui de l'étude de la relation entre la migration et le développement d'une part, et celui de l'étude des transferts sociaux, d'autre part. En ce qui concerne le premier champ d'étude : le lien entre migration et adaptation fait partie du champ plus vaste du lien entre migration et développement. En ce qui concerne le deuxième : les transferts politiques sont souvent considérés comme une sous-catégorie des transferts sociaux (Krawatzek et Muller-Funk, 2019). Tout comme les idées, les compétences, les technologies et les modèles sociaux ramenés ou transmis par les migrants, les transferts politiques (*political remittances*) exposent les communautés d'origine aux changements sociaux. Ces changements ont également des effets sur la relation avec l'environnement naturel et les changements socio-environnementaux, ainsi que la poursuite de l'émigration. Nous y reviendrons...

## 1.2. « Huunde fof ko politik » : tout est politique

Notre objet et questions de recherche sont étudiés à travers un cas d'étude et un terrain singulier. Plusieurs raisons nous ont amené à choisir de mener le travail de terrain auprès des Haalpulaaren dans diverses localités, tant au Sénégal qu'en Belgique (voir figure 1 ci-dessous) : (1) l'émigration historique importante, et plus récemment vers la Belgique ; (2) la région du Fouta-Toro est fortement affectée par les changements environnementaux et climatiques ; et (3) cette région est généralement considérée comme un laboratoire des effets de la diaspora sur les communautés locales dans un contexte de changements socio-environnementaux.

Dans le contexte de la moyenne-vallée du Fleuve Sénégal, les ressources naturelles sont soumises à de fortes pressions croissantes (Gaye et al., 2015 ; Sakho et al., 2019 ; Bruckmann, 2018.) Pourtant, la plupart des personnes interrogées, dès ma première enquête de terrain, ne cessaient de répéter qu'ils ont de la chance, à la base, d'avoir accès à l'eau du fleuve et à une terre fertile, mais qu'ils leur manquent « les moyens ». Ces moyens et ressources, qui permettraient de faire face aux effets des changements socio-environnementaux sont inégalement répartis parmi les familles et villages ruraux. Selon nos répondants, les migrants internationaux joueraient un rôle crucial pour accéder à ces ressources ou les débloquer.

La place du politique dans ces discours était également frappante : l'adaptation aux changements socio-environnementaux, comme le développement d'ailleurs, serait un « problème politique ». Les migrants internationaux joueraient en particulier un rôle crucial dans la distribution (inégalement) des risques face aux impacts négatifs des changements environnementaux, ainsi que des moyens pour y faire face, et s'y

<sup>7</sup> Cette notion comprend ici principalement la famille (et la lignée), les entreprises, le groupe d'appartenance social et la communauté villageoise.

<sup>8</sup> Dans les années 1970 et 1980, le sociologue Pierre Bourdieu reprend la notion du capital de Marx et la retravaille en profondeur. Il en fait une notion multidimensionnelle, qui est toujours aussi déterminante de la position sociale mais où les biens matériels ne sont plus les seuls en jeu.

<sup>9</sup> Voir la Section 3.6.2 de la partie introductive pour la définition de ce concept.

adapter. Par conséquent, puisque « tout est politique » (« huunde fof ko politik », en langue pulaar), cette thèse s'intéresse aux dimensions politiques des pratiques des migrants internationaux originaires du Fouta-Toro, une région fortement affectée par les changements environnementaux, y compris climatiques.

La **communauté ethnique des Haapulaaren** est originaire de la région de la moyenne-vallée du fleuve Sénégal (MVFS), également connue sous le nom historique du Fouta-Toro. Cette région sahélienne est majoritairement habitée par cette ethnie, parfois aussi appelée Toucouleurs ou Peulhs (voir la figure de cartes ci-dessous). Elle comprend les régions de Podor, Matam (Nord) et Bakel (Sud-Est) et a été caractérisée par une forte émigration depuis la sécheresse des années 1970 (CARIM, 2010). Les sécheresses ont fortement contribué à limiter le développement économique, et dans l'ensemble accru la pauvreté (Oyebande & Odunuga, 2010).

La région du Fouta-Toro reçoit une **part importante des divers transferts des migrants internationaux** sénégalais vers leurs pays d'origine. Sa principale communauté ethnique, les Haalpulaaren, a une longue histoire de mobilité et de migration, notamment vers l'Europe (la France en particulier), et plus récemment vers la Belgique. En effet, elle est l'un des plus anciens centres d'émigration internationale des Sénégalais. Des hommes de la vallée du fleuve Sénégal commencèrent à immigrer dès les années 1940 vers Dakar (Lericollais et Vernière, 1975), puis vers d'autres pays d'Afrique avant de partir vers la France dès les années 1950, le mouvement s'accéléralant à la suite des sécheresses à la fin des années 1960 et début des années 1970 (Dia, 2015). La crise pétrolière de 1974 a apporté de nouvelles restrictions à l'immigration de travailleurs en France, et des lois plus strictes sur l'immigration ont été adoptées dans les années 1980 (Babou, 2008 ; Chen, 2013). Au Sénégal, le nombre de personnes quittant le pays a largement augmenté dans les années 1980, notamment en raison des difficultés économiques croissantes (Bruzzone, Gueye et Sarr, 2006). De nouvelles destinations sont alors apparues : l'Italie est devenue une destination majeure dans les années 1980, suivie par l'Espagne dans les années 1990 et la Belgique (Lessault & Flahaux, 2014, p. 62<sup>10</sup>). On estime entre 10.000 et 25.000 membres de la diaspora sénégalaise en Belgique, dont probablement au moins un tiers appartenant à la communauté ethnique Haalpulaar<sup>11</sup>.

Depuis les années 1970, de nombreuses études se sont intéressées au phénomène d'émigration internationale dans la vallée du fleuve Sénégal. Elles ont successivement pointé comme causes de départs vers l'étranger la sécheresse (Lericollais, 1975 ; Delaunay, 1984), l'explosion démographique (Adams, 1977 et 1984) et le déséquilibre des échanges économiques (Amin, 1974 ; Quiminal, 1991).

<sup>10</sup> Près de 85 % des migrants sénégalais vivant hors d'Afrique vivent en Europe (principalement en France, en Italie et en Espagne), et la Belgique est un pays de destination depuis une trentaine d'années (Schoumaker et Schoonvaere, 2012).

<sup>11</sup> Selon une source de l'ambassade du Sénégal en Belgique, qui se base notamment sur les cartes consulaires distribuées (un peu plus de 9000). Concernant la diaspora sénégalaise d'origine haalpulaar, il y aurait entre 3000 et 8000 personnes en Belgique. La définition des membres de « la diaspora » est plus large que la définition classique du migrant international, car elle comprend aussi les enfants d'émigrés (seconde ou troisième génération). Remarquons que pour l'estimation des effectifs de migrants, la plupart des bases de données utilisent la comparaison du lieu de naissance et du lieu de résidence. Un migrant international est alors une personne qui est née dans un autre pays que son pays de résidence (Schoumaker et Schoonvaere, 2012).

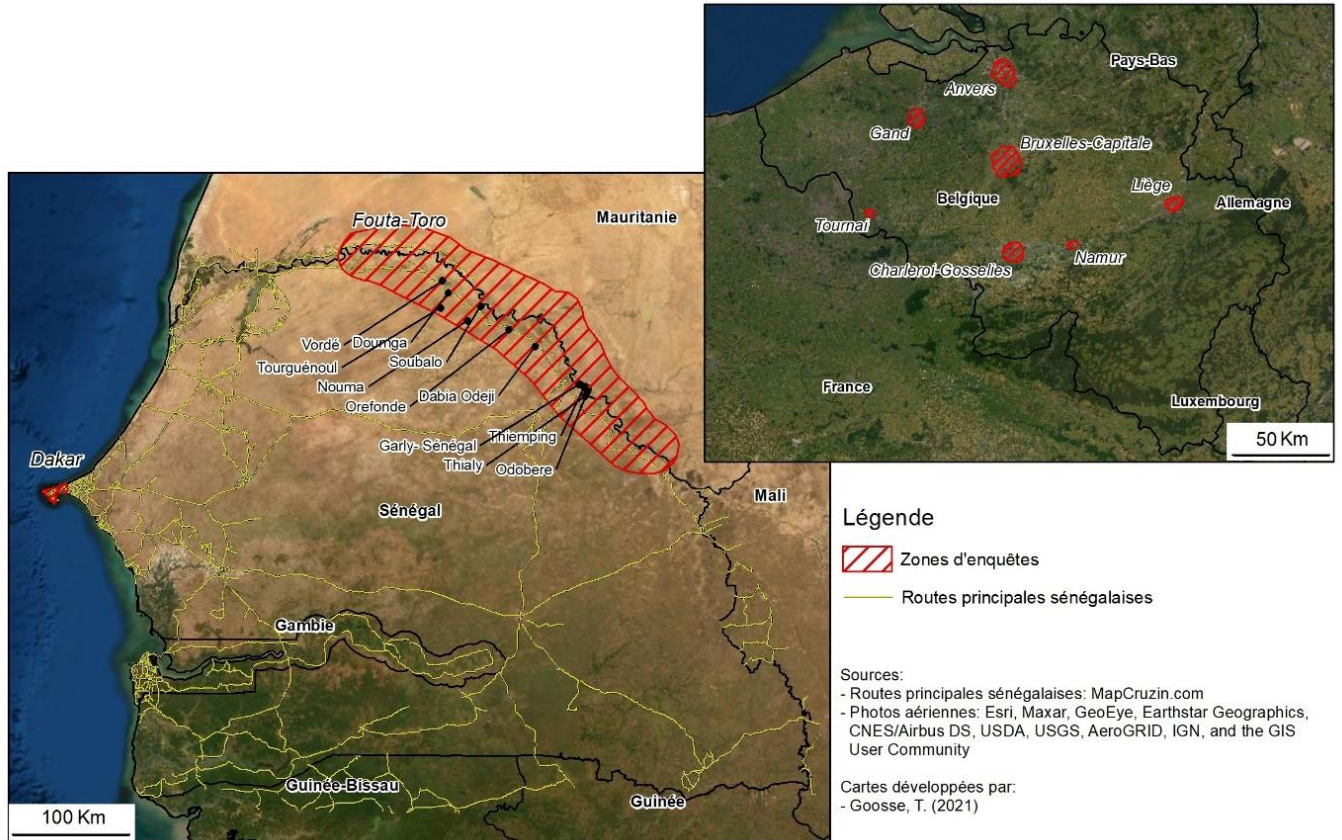


Figure 1 – Cartes globales des zones d'enquêtes au Sénégal (Dakar et la région du Fouta-Toro) et en Belgique.

### 1.3. Structure du document

Cette partie dite introductive contraste avec les trois parties empiriques considérées comme le cœur de cette recherche. Après un aperçu du contexte général de cette recherche (**Section 1**), elle traite davantage de la problématique théorique et des considérations politiques qui nous ont amené à soulever quatre questions de recherche (**Section 2**). La dernière section de cette partie introductive s'attache à énoncer la revue critique des registres théoriques en vue de proposer un cadre d'analyse pertinent pour l'étude de notre objet de recherche (**Section 3**).

Le cadre théorique suit un fil rouge : il traite de l'évolution de l'approche de la « migration comme adaptation » dans les discours politiques, informés par des travaux académiques s'y attachant (Section 3.2.). Il en suit une critique raisonnée qui contribue à informer l'approche finale qu'adopte cette thèse (Section 3.4.). Cette nouvelle approche translocale et multi-située avec une approche Bourdieusienne est étayée dans la section qui suit ces critiques (Section 3.5.) Dans la section finale du cadre théorique, celle-ci est mise en lien avec les pratiques translocales de transferts qui ont une dimension politique ayant des effets collectifs et adaptatifs (Section 3.6.). Pour clore cette partie introductive, une **section de méthodologie générale** détaille l'heuristique de cette thèse, les choix et la démarche méthodologique et l'analyse des données pour les trois zones d'enquête concernées (**Section 4**). On y décrit et discute en détails la méthode de collecte de données ; la pertinence du choix des sites de recherche, des populations et des acteurs sélectionnés ; les méthodes d'analyse des données ; et finalement les limites relatives au travail de terrain.

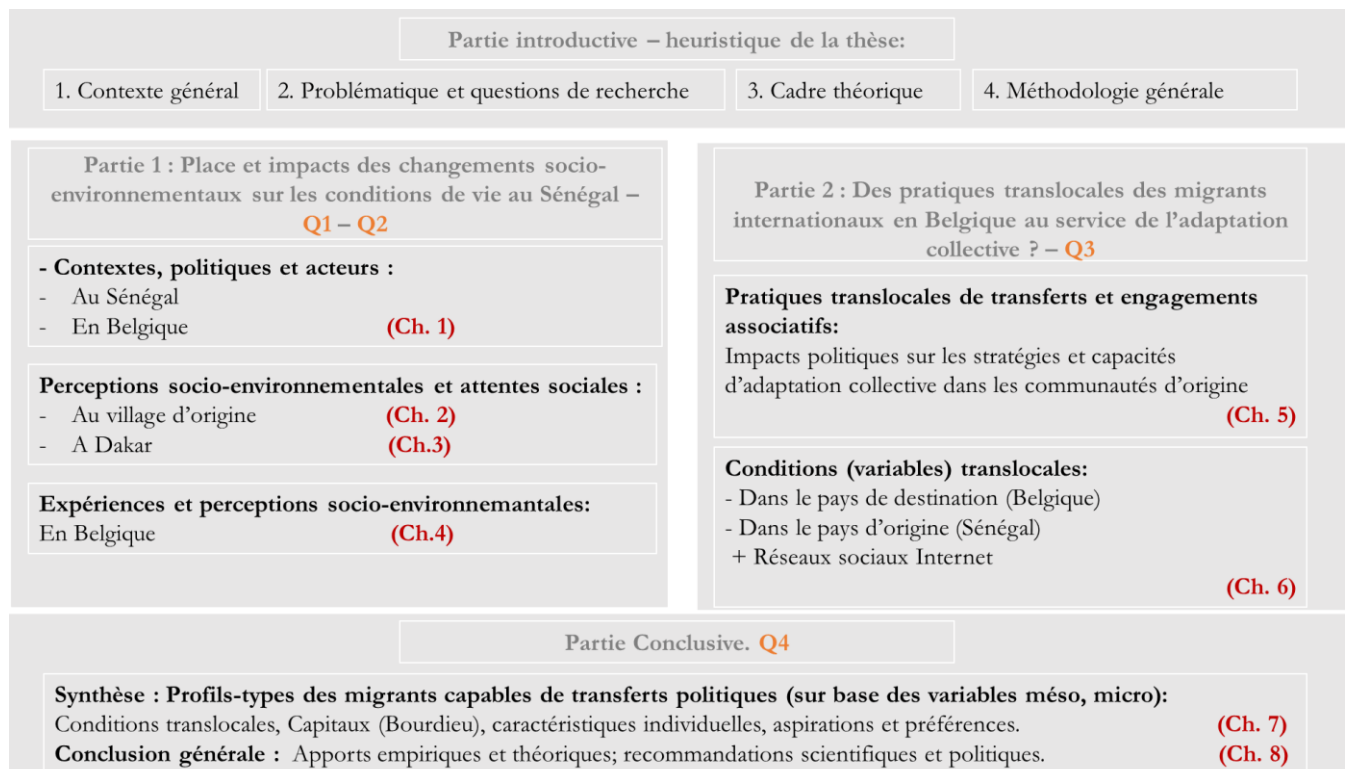


Figure 2 – Structure de la thèse avec l'indication des chapitres et questions de recherche.

Les **trois parties empiriques** qui suivent forment le cœur de l'argumentaire et rassemblent sept chapitres. Pour chacune des parties, les résultats empiriques sont accompagnés d'une section **d'éléments méthodologiques spécifiques**.

Dans la première partie, le **premier chapitre** pose brièvement le contexte politique, social et environnemental de l'étude de cas. Il combine des sources de la littérature et des observations de terrain. On y dresse un tableau des aspects socio-économiques (moyens d'existence), des changements et stress environnementaux. Ce faisant, il expose également les dynamiques de mobilité dans la Vallée du fleuve Sénégal.

La revue de littérature relative à cette partie, aborde les politiques de migration et de développement. En particulier, nous nous attachons à présenter les sources qui font le lien entre ces deux domaines, et la présence des sujets centraux de notre recherche (les migrants haalpulaaren en Belgique). Certaines sources exposent ainsi les liens qui existent au Sénégal et en Belgique dans une perspective historique. Le fil rouge général de la problématique des changements socio-environnementaux, suit un angle d'approche par des éléments qui ont trait aux politiques d'adaptation (chapitre 1, section 1). La section suivante s'articule autour du contexte de la diaspora et de la politique partisane sénégalaise. Il témoigne du cadre politique dans lequel navigue nos sujets de recherches, les émigrés translocaux en Belgique (chapitre 1, section 2). S'ensuit une présentation méthodique des politiques menées en Belgique et du paysage d'acteurs belges pertinents pour la diaspora sénégalaise qui réside dans ce petit pays d'Europe de l'Ouest (chapitre 1, section 3). Pour conclure le contexte de l'étude de cas, nous dressons un tableau des **caractéristiques socio-environnementales** des zones d'études. Ce tableau inclut les données des **12 villages enquêtés dans la région du Fouta-Toro**, au nord du pays et en bordure du fleuve Sénégal. Il commence par le contexte environnemental en lien avec la mobilité, pour ensuite esquisser le contexte social et politique de « la culture migratoire » qui prévaut dans cette région du Sénégal (chapitre 1, section 4). Ce chapitre termine par une section qui illustre le paysage des acteurs du développement qui opèrent généralement dans les villages enquêtés. Nous montrons la grande diversité d'acteurs, qui co-existent et coopèrent à des degrés divers avec les migrants de la diaspora sénégalaise et de la communauté haalpulaar en Belgique.

Les **premiers résultats** s'intéressent aux perceptions des impacts socio-environnementaux sur les conditions de vie des personnes restées au pays d'origine (le Sénégal) : les non-migrants *villageois*, et les migrants internes à Dakar (les *Néo-Dakarois*). Ces perceptions sont ensuite mises en perspective avec les perceptions et les vécus des migrants en Belgique. Nous cherchons ici à poser les bases : quelles sont les considérations environnementales et la place actuelle (et potentielle) qu'elles prennent dans les priorités villageoises translocales ?

Le **deuxième chapitre** rentre véritablement dans le matériel empirique primaire de nos enquêtes de terrain. Il s'attache à mieux comprendre les perceptions concernant les effets des changements socio-environnementaux sur les conditions de vie des villageois restés au village dans la région du Fouta-Toro. Ensuite, par rapport aux problèmes identifiés par les villageois liés aux effets des changements socio-environnementaux, il reprend les attentes et demandes sociales des villageois envers les migrants internationaux, dont ceux qui nous intéressent : les résidents d'origine haalpulaar en Belgique. Nous procédons à une analyse par domaine ou secteur des principaux moyens d'existence des villageois de nos zones rurales d'enquêtes. Ce chapitre relève les perceptions des effets des changements environnementaux sur les conditions de vie des ménages au village, dont les demandes collectives à l'échelle du village auxquelles nous nous intéressons principalement.

Le **troisième chapitre** a pour objectif de démontrer que les migrants internationaux haalpulaaren – dont ceux résidant en Belgique - sont sujets à d'autres demandes sociales que celles de leur village d'origine. Ces

demandes sociales émanent principalement de la banlieue néo-Dakaroise, où la plupart des membres villageois ont des parents ou des proches. Si les migrants internes à Dakar sont censés contribuer aux divers transferts (individuels et collectifs) vers le village d'origine, ils sont aussi souvent sujets eux-mêmes à des aléas socio-environnementaux. Nous analyserons les perceptions relatives aux effets sur leurs conditions de vie, au regard de l'articulation aux attentes des contributions de migrants internationaux pour leurs propres problèmes à Dakar, d'une part, et de leurs engagements pour le village originel via des pratiques translocales, d'autre part. Cela permettra de comprendre l'ampleur des aléas environnementaux qui pèsent sur les migrants internationaux ; celui-ci ne se limitant pas au village originel, puisque des localités néo-Dakaroises demandent souvent aussi une part de leur bienveillance.

Le **quatrième chapitre** vise à capter la perception que se font nos sujets principaux de l'importance des effets de changements environnementaux. Si les considérations et représentations mentales de ces aléas environnementaux sont importantes dans le chef des migrants, il serait probable que les pratiques translocales de ceux-ci en soient influencées (chapitre 5). Ce chapitre 4 tente de saisir l'expérience vécue des migrants internationaux haalpulaar originaires de la région du Fouta-Toro concernant les effets des changements environnementaux sur leurs propres conditions de vie avant leur départ, d'une part, et sur celles de leurs proches restés au pays après leur départ. Dans un premier temps, nous y développerons la question de l'incidence perçue des effets environnementaux sur les conditions de vie des migrants haalpulaar interrogés en Belgique. Nous verrons comment ces aléas environnementaux ont contribué parfois à consolider la décision de leur projet migratoire. Sans que cela ne soit directement explicite dans une première trame de leurs discours respectifs, nous verrons comment ces aléas ont contribué, parmi d'autres facteurs, à prendre la décision de quitter le pays d'origine. Dans un deuxième temps, nous verrons **quelles sont les perceptions des migrants en Belgique** sur les principaux changements et stress environnementaux affectant les conditions de vie **quotidiennes et actuelles de leur famille** restée au village.

La première partie se clôture par une **conclusion intermédiaire** reprenant les principaux éléments qui permettent d'affirmer qu'au niveau des déterminants d'ordre socio-cognitifs, les aléas socio-environnementaux et leurs effets négatifs sur les conditions de vie sont ancrés de manière très significative dans les perceptions et représentations sociales dans les trois zones d'études : dans les villages d'origine, à Dakar et en Belgique.

**La deuxième partie** a pour objectif d'analyser les pratiques et **capacités d'engagement translocal des migrants** envers leur communauté d'origine, c'est-à-dire envers un ou plusieurs groupes non-gouvernementaux ou institutions sociales villageoises (familles, entreprises, associations).

Le **cinquième chapitre** analyse les pratiques transnationales par des membres de la communauté haalpulaar identifiés en Belgique. Quelles pratiques translocales peuvent être qualifiées comme contribuant aux stratégies d'adaptation collective, c'est-à-dire qui vont au-delà du ménage ? Celles-ci feront l'objet de discussions approfondies par domaine-clé et au regard des perceptions, discours et pratiques, des acteurs villageois. C'est ainsi que nous aurons une idée de la mesure dans laquelle les migrants haalpulaaren en Belgique se sentent ou non capables de répondre aux demandes sociales formulées dans leur village d'origine.

Ce même chapitre s'intéresse aussi à la **dimension politique des pratiques** translocales des migrants haalpulaar en Belgique. La capacité de ces migrants à améliorer les capacités d'adaptation des non-migrants dépendent également de facteurs infra-politiques dans l'espace translocal et de facteurs macro-politiques et institutionnels, tant dans le pays de résidence que d'origine. Nous soulèverons ici les discours et perceptions des migrants – corroborés à ceux et celles des villageois – relatifs aux obstacles à caractère

politique autour des pratiques qui permettraient des stratégies d'adaptation. Nous accordons une attention particulière au rôle des capitaux (dans le sens de Bourdieu) et des aspirations individuelles (déterminées par l'habitus) dans la volonté de s'engager dans des pratiques translocales ; là où s'opère le glissement des transferts matériels et des engagements associatifs vers des pratiques politiques au sens stricte du terme. L'analyse des conditions socio-politiques au village qui peuvent jouer un rôle sur les pratiques des migrants, conduit à celle des conditions socio-économiques des migrants en Belgique. Nous verrons l'importance des capitaux d'origine et de leur intégration socio-économique afin de s'engager pour leur communauté d'origine. Cet engagement plus ou moins politique, selon les cas, passe notamment par le captage de ressources disponibles via des partenaires de développement. Nous verrons finalement leurs considérations par rapport à cette difficulté, qui peut sensiblement amputer la construction d'une reconnaissance sociale et politique au sein de la communauté villageoise translocale.

**La troisième partie conclusive**, contient le chapitre 7 et le chapitre 8. Le **septième chapitre** vise à développer une typologie des profils des migrants par rapport à leurs aspirations et capacités à s'engager dans des pratiques translocales pouvant contribuer aux stratégies d'adaptation collective. En fonction de critères sélectionnés, cette typologie identifie les migrants engagés dont les pratiques sont influencées par leurs expériences et perceptions socio-environnementales et, par conséquent, de développer des mesures spécifiques pour répondre aux aspirations d'engagement transnational (et soutenir ceux qui en ont besoin).

Le **huitième chapitre** propose une conclusion générale de la thèse développées en trois catégories. La première récapitule les principaux apports et réponses à l'objet et la question de recherche en termes de résultats empiriques. La deuxième expose les avancées théoriques à la littérature académique. La troisième section conclusive présente les limites, les perspectives pour des recherches futures et quelques pistes pour les décideurs politiques.

## 2. Problématique et questions de recherche

### 2.1. Flux, discours et pouvoirs

Nous posons la problématique de cette thèse en admettant les deux prémisses selon lesquelles (1) les changements environnementaux influencent les flux migratoires et (2) les flux migratoires peuvent contribuer à atténuer et aggraver les effets environnementaux. Ainsi, ces changements et ces flux théoriques successifs aux impacts de pratiques continuent de capter l'attention des académiques et des décideurs politiques. Différentes projections indiquent que ces phénomènes ne vont qu'augmenter dans les prochaines années (IPCC, 2014 ; 2019 ; Sultan, 2020) et renouvèlent de manière accrue la pertinence de s'attarder sur cette problématique.

Ce domaine de recherche et ses problématiques se sont développés récemment au cours de la dernière décennie. Ils sont notamment motivés par les besoins des décideurs politiques (McLeman & Gemenne, 2018). **L'adaptation est en effet avancée comme une option (politique) majeure** pour éviter les conséquences désastreuses du changement climatique. Ce faisant, la migration est souvent présentée comme une potentielle stratégie d'adaptation (Nordas et Gleditsch, 2007 ; Laczko et Aghazarm, 2009 ; Tacoli, 2009 ; Scheffran et al., 2012).

À l'instar des acteurs publics, l'adaptation des acteurs privés, organisés ou individuels, représente un défi multiforme, lui aussi seulement abordé depuis une dizaine d'années. La plupart des recherches abordent ce sujet soit d'un point de vue politique soit d'un point de vue juridique. Elles manquent souvent de données empiriques approfondies. Le monde académique comme politique manque ainsi cruellement de recherches empiriques récentes abordant ces problématiques. Or, ces recherches peuvent améliorer notre compréhension de la dynamique et des pratiques migratoires liées aux effets des changements environnementaux (Sakdapolrak et al., 2016 ; Van Praag et Timmerman, 2019).

En raison de la dégradation progressive de l'environnement naturel, une attention a été accordée aux changements environnementaux au Sénégal (par exemple, GIEC, 2014 ; OIM, 2017 ; les projets PRISE, MICLE et HELIX). Ces travaux montrent notamment que la collusion entre pratiques migratoires et changement socio-économiques et environnementaux est inévitable. Cependant, ces études n'ont fait que dans une moindre mesure le lien pourtant si crucial entre changement environnementaux et dynamiques politiques translocales.

Cette recherche doctorale part notamment du constat que les envois d'argent que font les Sénégalais établis à l'étranger vers leurs villages d'origine représente plus d'un tiers du budget de l'État et plus de la moitié de l'aide au développement accordée au Sénégal. Plus précisément, la moyenne-vallée du fleuve Sénégal reste une région bénéficiaire importante de ces transferts. Elle est un des foyers les plus anciens de l'émigration internationale sénégalaise. Au regard de l'importance de leur contribution au développement économique et social, la diaspora est représentée au niveau national par 15 députés à la 13ème législature de juillet 2017 (République du Sénégal, 2018 : 107).

Les migrants de la diaspora représentent donc non seulement un poids économique mais ont aussi **un poids politique considérable**. Or, ce point est sous-étudié sous l'angle de l'adaptation à l'échelle villageoise. Malgré tout, certaines recherches sur le « lien entre développement et migration » (*migration-development nexus*) ont été progressivement étendues au domaine politique (Kapur, 2004). Mais elles sont restées presque exclusivement consacrées aux transferts de fonds économiques — l'argent envoyé par les migrants à leurs familles — ou à l'intégration sociale des migrants dans le pays d'installation.



Dans les années 1990, les chercheurs ont noté un changement significatif dans le phénomène traditionnel des remises de fonds (*financial remittances*) des migrants vers leurs proches ou leurs communautés d'origine. L'augmentation de ces transferts financiers s'accompagne d'une transformation de leurs mécanismes et d'une meilleure contribution à des objectifs de développement. Cette évolution dépend également des dynamiques des populations immigrées (Meyer, 2003). Il est courant que la littérature sur le lien contemporain entre migration et développement se concentre sur la manière dont **les pays d'origine** (c'est-à-dire leurs gouvernements) courtisent leurs diasporas en vue de cumuler des ressources financières pour le développement national (Gibson et McKenzie, 2011 ; Kapur, 2010). Elles accordaient malheureusement peu d'attention à la manière dont **les migrants eux-mêmes et les villageois** perçoivent l'importance de leur engagement translocal varié (notamment par les finances mobilisées par ces groupes de diasporas) dans un premier temps. Notre contribution tente de pallier ce manque de connaissance au niveau académique.

Les discours politiques et même académiques sur les migrations supposent une forme d'inévitabilité ou d'automatisme en termes de contributions des diasporas au développement des États d'origine qui sont problématiques (Collyer, 2012 ; Sinatti et Horst, 2015). Le discours en vigueur auprès des milieux spécialisés en matière de migration et développement est caractérisé par un « enthousiasme » concernant l'effet positif de la migration, de la diaspora et de ses associations dans le développement (Sinatti, 2015). Cet effet positif ne peut cependant déresponsabiliser les États d'origine. Les États restent en effet responsables de la création des conditions favorables au développement et de la mise en place d'infrastructures adéquates. Une attention politique et académique focalisée exclusivement sur le rôle de la diaspora présente le risque de favoriser l'émergence d'une **logique néo-libérale**. Cette logique relègue au deuxième plan les devoirs et les tâches étatiques. Les devoirs de la diaspora sont appelés à se substituer de plus en plus au rôle de l'État (Kapur, 2003). Ces critiques persistent aussi dans le champ d'étude qui fait le lien entre la migration et l'adaptation, en particulier concernant les discours et approches de la migration comme adaptation (*migration as adaptation*).

Dans le même ordre d'idée, certains discours actuels visent à canaliser les **transferts de fonds individuels ou collectifs en faveur d'investissements** davantage productifs. Or, ces discours paraissent en décalage avec la réalité tant que les conditions générales favorables aux investissements dans le pays d'origine ne seront pas remplies (de Haas, 2012). Le respect de ces conditions implique des changements structurels et des réformes publiques – qui révèlent ainsi encore des questions de gouvernance. Or, les accords commerciaux internationaux et bilatéraux, ainsi que les politiques d'ajustement structurel initiées par des bailleurs de fonds internationaux, ont considérablement laminé le rôle de l'État en tant qu'architecte social (Diop et Faye, 2002).

Un tel contexte présente des entraves à la mise en place de **conditions structurelles** favorables à un développement durable. A ce titre, l'étude de Maggi et al. (2012 : 18) suggère que la diaspora sénégalaise « ambitionne de jouer **un rôle aussi politique** et non seulement économique dans le pays d'origine » (à Milan, Paris et Genève). Les auteurs invitent dès lors à étudier de plus près « les imbrications entre les rôles économiques, sociaux, intellectuels et politiques joués par la diaspora et ses organisations, et leur impact au niveau d'un développement durable » (2012 : 18). Bien que Romankiewicz et al. (2016), Sall (2010) et Dia (2013) soulignent les investissements réalisés par les migrants sénégalais dans les régions d'origine, leur influence politique et le caractère translocal de leurs régions d'origine, trop peu d'auteurs font encore les liens entre ces différents rôles joués par la diaspora au Sénégal (e.a. Dia, 2015, et Sano, 2020 ; Lacroix, 2014 ; 2016 ; 2018).

Les émigrés sénégalais font également preuve d'**activisme transnational politique et citoyen** (e.a. Green, Sarrasin, et Maggi 2014 ; Smith, 2015 ; Tandian, 2017). Ils se sont depuis longtemps mobilisés pour manifester de manière individuelle ou collective leur intérêt pour la politique de leur pays d'origine (Tandian, 2017). Ils s'engagent dans la création des petites ou moyennes entreprises en tant que stratégie de retour ou de circulation entre les espaces (Sinatti, 2018). Mais aussi, ils sont initiateurs de **projets associatifs** en faveur du développement social et économique des communautés d'origine, surtout en milieu rural (Daum, 1993 ; Dia, 2015). Des migrants et leurs associations participent depuis des décennies de façon active au développement local des contextes d'origine, en finançant des infrastructures et des équipements sociaux collectifs via leurs projets. Leurs projets concernent des **domaines variés** tels que la santé, l'éducation, l'accès à l'eau et à l'énergie, les infrastructures ainsi que le développement agricole et rural.

Ces contributions ont lieu de manière indépendante, avec des fonds propres, ou au travers de projets de **co-développement**<sup>12</sup>. C'est le cas plus en particulier des associations de migrants sénégalais qui sont basées en France et en Italie, en raison de l'existence de politiques de co-développement dans ces pays. Celles-ci impliquent un cofinancement et un partenariat avec des entités étatiques et non-étatiques (des pays d'installation et, selon les cas, des pays d'origine), selon une dynamique transnationale liant les espaces ici et là-bas. (Orozco 2004 ; Tandian 2005 ; Dia 2007, 2010).

Au Sénégal, la **pratique des transferts collectifs** est une stratégie d'organisation sociétale traditionnelle qui remonte à l'avènement des associations de communautés villageoises pour le développement il y a plus d'un demi-siècle (Wade et Wade, 2018). Au cours des dernières années, une tendance à vouloir focaliser leurs engagements sur des projets de développement agricole et rural s'est accentuée auprès des migrants sénégalais et leurs associations, qu'il s'agisse de projets associatifs en faveur des communautés d'origine ou d'investissements individuels (voire collectifs) en vue d'un retour ou d'une circulation entre les espaces (Sinatti, 2015).

Des recherches précédentes réalisées au Sénégal ont étudié les associations villageoises en lien avec la migration dans de nombreuses régions du Sénégal<sup>13</sup>. Diverses études qualitatives ont montré l'impact social des systèmes de transferts collectifs au Sénégal, notamment dans la région rurale de la vallée du fleuve Sénégal (Lavigne-Delville, 2000 ; Wade et Wade, 2018). La question de la participation des migrants au développement de leur communauté d'origine a été abordée par divers auteurs dans le cadre d'études portant sur plusieurs pays où la migration internationale est très répandue<sup>14</sup>.

En revanche, les recherches qui ont étudié les pratiques translocales des migrants dans l'idée de comprendre leurs effets d'adaptation – intentionnels ou non – sur des groupes ou communautés villageoises, ou encore sur **les systèmes socio-écologiques** de leur communauté d'origine, sont beaucoup plus rares. À mesure que les conditions environnementales se détériorent, il est intéressant de comprendre les dimensions politiques et environnementales des transferts qui traversent les pratiques translocales et comment elles s'intègrent dans l'idéal du développement villageois.

En Belgique, une étude seulement – menée à Anvers dans le cadre d'un projet de co-développement – explore le potentiel des associations sénégalaises parmi d'autres associations de migrants (Van Caudenberg

---

<sup>12</sup> Voir la définition retenue dans le glossaire.

<sup>13</sup> Notamment, la région de Casamance (Reboul, 1987), de Louga (Maggi, Sarr, Amadei, 2008), de la région de Saint-Louis, dans le département de Podor (Dia, 2008 ; 2015) et dans la région de Matam (Kane, 2001 ; Wade et al., 2017 ; Wade et Wade, 2018 couvrant la vallée). D'autres ont mené des recherches auprès d'associations de migrants sénégalais établis en Espagne (Lacomba & Cloquell, 2014), Suisse, France et Italie (Maggi et al. 2013 ; Green et al. 2014 ; Riccio, 2008 en Italie uniquement).

<sup>14</sup> Par exemple, au Salvador (Landolt 2003), aux Philippines (Asis 2010), au Mali (Daum 1993 ; Gauvrit et Le Bahers, 2004), au Maroc (Daoud, 1997 ; Lacroix 2005 ; Mernissi 1998), de la Mauritanie (Yatera 1997), Mexique (Escala 2005 ; Lanly 2002 ; Moctezuma 2005), le Nigeria (Odaman 1990) et le Sénégal (Quiminal 1991 ; Conde, 2005 ; Conde et Diagne, 1986).

et al., 2016). Aucune n'étudie la migration sénégalaise en Belgique de manière transnationale ou translocale en lien avec l'adaptation aux changements socio-environnementaux.

## 2.2. Considérations théoriques et politiques

Un basculement vers de nouvelles recherches sur le lien entre transnationalisme politique et le développement dans les pays d'origine s'est opéré. Cette mise en relation reste rare. Elle permet cependant de se tourner vers de nouvelles questions liées aux changements environnementaux : comment les migrants se mobilisent-ils pour faire face aux impacts environnementaux qui affectent leur communauté d'origine ? Cette question impose de concilier l'étude des facteurs de migration avec celle des impacts des migrations sur les communautés d'origine pour saisir la complexité des migrations.

Premièrement, la littérature sur la migration et le développement a largement ignoré la composante politique des divers transferts matériels ou économiques, ainsi que les transferts immatériels ou sociaux. Les quelques références existantes se sont concentrées sur les impacts des opinions politiques des acteurs (Blue, 2004) et sur l'efficacité des politiques d'amélioration des transferts de fonds (voir les publications de la Banque mondiale et de l'OIM). De plus en plus de travaux concernent les différents types de transferts et leurs effets sur le développement social, économique et politique local. Ceux-ci ont, par exemple, documenté l'effet positif global des transferts sur les conditions démocratiques dans les pays d'origine sur une gamme d'échelles et de régions, y compris l'Afrique (lire Hochleitner et Exner, 2018 pour un aperçu). Mais un examen plus approfondi de la chaîne des relations qui façonnent les structures politiques des remises expliquerait pourquoi leur forme et leur impact peuvent varier d'un contexte à l'autre. La comparaison effectuée par Lacroix (2014) entre l'Algérie et le Maroc est révélatrice : la relative inaction (et la méfiance) du gouvernement algérien en ce qui concerne les transferts d'émigrants, ainsi que la perturbation des cadres sociaux et institutionnels causée par une décennie de guerre civile, ont été un obstacle au déploiement d'engagements transnationaux.

Deuxièmement, une plus grande importance devrait être accordée au rôle des institutions sociales dans les pratiques de transferts (*remittance practices*) : l'importance des familles, des groupes statutaires, des entreprises et des associations. Ces institutions sociales constituent un espace où se joue l'économie morale dans les relations entre acteurs. À cet égard, les structures familiales et statutaires et la densité des liens associatifs englobant les sociétés d'installation et d'envoi sont de première importance. La problématique d'appartenance collective à une caste, une ethnie, un village est un aspect psychosociologique que nous incluons dans notre analyse. En ce qui concerne les entreprises de migrants, ce sont des institutions sociales par lesquelles circulent non seulement l'argent, mais aussi des idées et des relations de pouvoir.

La littérature actuelle a enrichi les discussions sur le rôle des associations villageoises de développement (AVD) en tant qu'acteurs transnationaux et pourvoyeurs de développement, et bon nombre des débats actuels ont souligné la nécessité de procéder à de nouvelles évaluations théoriques. Les histoires soulignant les interactions tendues entre les migrants et les non-migrants et les évaluations partiales, qui mettent souvent en évidence les limites de la capacité des migrants internationaux à apporter des changements dans leur pays, donnent un aperçu des importantes dimensions micropolitiques du travail des AVD. Elles n'offrent toutefois, selon Lamba-Nieves (2017), qu'une compréhension limitée de la manière dont les acteurs organisationnels de différentes localités se rassemblent souvent pour s'engager dans des projets de développement communautaire transnationaux fructueux.

Troisièmement, une telle approche est susceptible de jeter un nouvel éclairage sur les transferts politiques, généralement considérés comme faisant partie des transferts sociaux (*social remittances*). Nous allons illustrer que les transferts (notamment matériels) ont des implications politiques, c'est ce qui nous amènera à jeter un premier regard sur les transferts politiques (cf. Lacroix, 2016).

Les migrants internationaux sont reconnus comme un groupe de plus en plus important d'acteurs politiques transnationaux. Ce champ de recherche a commencé à se concentrer sur la question de savoir si les migrants sont des agents de changement, d'abord du développement et du changement social plus généralement (Glick Schiller, Basch, & Blanc, 1992 ; Itzigsohn & Villacres, 2008<sup>15</sup>; Kapur, 2004 ; Levitt, 1998, 2001 ; Levitt & Lamba-Nieves, 2011) et plus récemment de démocratisation<sup>16</sup> (Careja & Emmenegger, 2012 ; Pérez-Armendáriz & Crow, 2010) et de conscience légale (Kubal, 2015). Cependant, la recherche empirique sur les déterminants, la dynamique et les effets de l'engagement des migrants dans leur pays d'origine n'en est qu'à ses débuts (Ahmadow & Sasse, 2016). Les études interdisciplinaires présentent des arguments variés pour expliquer les niveaux d'engagement transnational, allant des facteurs démographiques et socioéconomiques à l'assimilation et à l'environnement politique de la société d'accueil.

Au Sénégal, à côté de mouvements sociaux et citoyens depuis 2011 comme « Y en a marre »<sup>17</sup>, « M23 »<sup>18</sup>, des migrants internationaux font partie des acteurs politiques qui cristallisent de plus en plus l'attention (Sano, 2020). La migration au Sénégal agit comme un marqueur de classe, un classificateur social (Herrera & Carrillo 2010). Longtemps considérés comme des soutiens de famille et des différentes communautés d'origine, certains investissent massivement le champ politique et affichent un ardent désir de participer aux compétitions politiques. Ils ne se contentent plus des investissements socioéconomiques qu'ils menaient individuellement ou avec leurs associations, pour le compte des populations, mais, demandent à prendre part à la gestion de leurs municipalités d'origine. Dans un contexte traditionnellement marqué par de fortes hiérarchies sociales en fonction des appartenances sociales, liées aux groupes statutaires, en plus de l'âge, et le genre, la migration internationale a le potentiel de chambouler les rapports de pouvoirs et de positionnements (politiques), notamment par les pratiques transnationales des migrants (e.a. Sall, 2010 ; Dia, 2015 ; Leservoisière, 2009).

Le processus de la décentralisation<sup>19</sup> aidant, de nombreux migrants ont saisi l'opportunité pour légitimer leurs actions tout en leur donnant une nouvelle dimension sociopolitique (Quiminal, 2006). Diop (2009: 21), par exemple, reconnaît que le « Fouta est un important lieu de déroulement du vote ethnique<sup>20</sup> (...) on est en présence d'un geste politique qui n'a rien à voir avec la démarche rationnelle prêtée à l'électeur ».

<sup>15</sup> Les remises politiques ont été étudiées en se concentrant sur le transfert d'idées et de pratiques démocratiques, et des études ont cherché à savoir si et comment le transnationalisme politique des migrants est une force positive dans le renforcement des règles formelles d'organisation de la représentation et de la participation politiques (par exemple, Itzigsohn et Villacres, 2008).

<sup>16</sup> Des chercheurs ont affirmé que les migrants sont des « groupes de pouvoir nouveaux et non comptabilisés » (*new and unaccounted power groups*) (Itzigsohn & Villacres, 2008) et des « vecteurs de (...) diffusion démocratique de masse » (*vectors of (...) mass-level type of democratic diffusion*) (Pérez-Armendáriz & Crow, 2010).

<sup>17</sup> « Y en a marre » est un mouvement de jeunes aux profils différents (artistes, rappeurs, journalistes, activistes, professionnels, des chômeurs, etc.) pour se dresser contre le vote d'une loi jugée inique et politicienne. Il a vigoureusement contesté et manifesté devant les portes de l'Assemblée nationale le 23 juin 2011 et s'est dressé contre la troisième candidature de Abdoulaye Wade, la jugeant anticonstitutionnelle.

<sup>18</sup> « M23 » ou Mouvement du 23 juin regroupe les associations de la société civile sénégalaise qui ont manifesté contre le vote de loi « le quart bloquant » qui éliminait le second tour au cas où le score du candidat placé deuxième n'atteint pas 25 %, et le ticket présidentiel qui permettait au président d'être élu avec un vice-président ; et contre la troisième candidature du Président Abdoulaye Wade qu'ils jugent anticonstitutionnel.

<sup>19</sup> Le Sénégal vient d'opérer une nouvelle réforme de la décentralisation dénommée Acte III de la décentralisation voir : Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code général des Collectivités locales.

<sup>20</sup> Il fait presque le même constat, quand il discute du vote *serere* à Fatick, et du vote des peuls du Jolof.

Ainsi, l'engagement politique au Sénégal devient-il l'affaire des migrants dont l'action politique se limitait au vote et/ou à l'influencer (Smith, 2015). En effet, ils s'engagent et participent aux processus des différentes élections nationales. Dans ce champ longtemps réservé aux « politiciens traditionnels et professionnels », aux partis politiques, les migrants bousculent les habitudes, en se posant comme alternatives. Du reste, dans certaines zones à fort taux d'émigration, ce phénomène a fait ressurgir des tensions latentes entre les migrants et d'autres catégories d'individus, transformant ainsi, leur localité, en une véritable arène politique.

Au Sénégal, ce phénomène d'imbrication entre migration internationale, développement des territoires d'origine, et politique semble avoir réellement émergé au début des années 2000, après déjà une vingtaine d'années de pratiques transnationales telles que le codéveloppement en France qui opère dans la moyenne-vallée du Fleuve. La cause de ce phénomène d'emballement et d'enthousiasme pour la migration en faveur du développement n'est pas claire, car de nombreux facteurs entrent en jeu. Si ceux-ci sont liés aux dynamiques et pratiques existantes des migrants, les politiques migratoires et de développement renforcent celles-ci. Au Sénégal, les opinions sur les Sénégalais de l'étranger sont mitigées : un fort désir de migration et d'émulation sociale déclenché par les « success stories » de rapatriés apparemment riches cohabitent avec des critiques concernant le mode de vie à l'étranger (Riccio 2005 ; Diop 2008 ; Timera 2014). Cependant, des opinions globales plutôt favorables prédominent, car les flux financiers de la diaspora sont unanimement considérés comme vitaux pour l'économie sénégalaise (Ndione 2009 ; OCDE, 2012). En 2017, ces flux ont atteint 2,2 milliards de dollars US, soit environ 13% du produit intérieur brut et plus de deux fois le niveau de l'aide au développement (Ndione 2019 : 17, 68).

Quatrièmement, les changements environnementaux, dont le facteur de changement climatique, viennent s'ajouter aux problématiques de développement « classiques » et sont depuis les années 1990 de plus en plus considérés comme un « multiplicateur de menaces » dans les pays en voie de développement fortement affectés par ceux-ci. En plus de « l'enjeu d'un développement équitable » dans le contexte de l'accaparement des concessions de terres à grande échelle dans la région du Fouta-Toro (Leservoisier, 2017 : 11), vient s'adjoindre l'enjeu d'un développement durable et adapté aux conséquences des changements environnementaux.

Au-delà de l'aspect migration-développement (e.a. Dia, 2007 ; Fall, 2010 au Sénégal), il n'existe que très peu d'études qui mettent en lumière le rôle que joue ou pourrait jouer la diaspora dans la résilience et l'adaptation aux changements environnementaux (au Sénégal, e.a. Sall et al., 2011 ; Romankiewicz et al., 2011 ; Wade et al., 2017, IOM, 2018). La plupart des études ont été menées au niveau des ménages pour comprendre leurs stratégies de résilience et d'adaptation face aux changements environnementaux. Très rares sont celles qui ont adopté une approche multisituée et/ou translocale (Brüning et Piguët, 2018). De même, le rôle que joue les facteurs environnementaux dans les pratiques et stratégies transnationales et translocales collectives est méconnu par les chercheurs et, à fortiori, les décideurs politiques (Scheffran et al. 2011). Le rôle de la dimension politique dans ces pratiques transnationales collectives particulières n'a pas encore été abordé. Dans cette thèse, les différents enjeux sont éclairés dans le chef des migrants et des bénéficiaires dans les villages d'origine, dans une **perspective politique et donc de relations sociales de pouvoir**.

Finalement, en termes de **considérations politiques**, l'ensemble de ces questions scientifiques ont une **double visée de politique publique**. Premièrement, cette recherche est pertinente afin de mieux comprendre comment et dans quelles conditions la diaspora pourrait être mobilisée pour des objectifs d'adaptation aux changements environnementaux. Ce travail permettra en effet de mieux apprécier les capacités d'anticipation environnementales et socioéconomiques des acteurs du développement. Cela permettra d'éclairer les programmes par des outils qui visent à ralentir ces effets dévastateurs.

Deuxièmement, ce travail devrait contribuer ensuite à mieux cerner la complexité de l'espace translocal, en **repolitisant les défis d'adaptation** aux changements environnementaux.

## 2.3. Questions de recherche

Cette recherche se donne donc pour objectif d'éclairer la communauté scientifique et celle des décideurs politiques, sur les dimensions politiques des relations et pratiques translocales par rapport aux changements socio-environnementaux affectant cette région sahélienne. Cet objectif est soutenu par l'analyse de transferts matériels entre les migrants et les non-migrants, et les stratégies d'adaptation qui peuvent en découler. En ce sens, cette contribution démystifie le migrant comme « agent adaptatif », et rend compte de l'intervention des migrants dans les arènes politiques locales de développement. C'est dans ce champ du processus politique de développement bienpensant<sup>21</sup> (cf. Eriksen & Lind, 2009) que se situe le domaine de l'adaptation aux changements socio-environnementaux et nos questions de recherches.

Cette thèse vise à fournir à la recherche future et aux décideurs politiques davantage d'outils pour comprendre les capacités limitées et fortement contraintes des migrants à contribuer à la capacité d'adaptation des groupes et des communautés translocales. Ces derniers sont pourtant effectivement fermement confrontés et affectés par des changements environnementaux dans leur milieu de vie naturel.

Dans les contextes ruraux sahéliens, l'agriculture en tant qu'activité économique la plus centrée sur l'environnement, dont le climat, est confrontée aux plus grands risques et incertitudes associés à la perte des moyens de subsistance (IPCC, 2014). Par conséquent, nous apportons un éclairage sur les perceptions, les besoins et les demandes locales, et sur la manière dont cela se traduit par des interactions translocales et des relations de pouvoir changeantes. Nous montrons comment ces relations de pouvoirs sont finalement nécessaires pour transformer efficacement ces communautés intégrées dans des systèmes socioécologiques fragiles.

Les objectifs ainsi exprimés nous conduisent à aborder la principale question de recherche :

**Comment les transferts politiques<sup>22</sup> des membres de communautés migrantes influencent les stratégies et capacités d'adaptation collectives dans leur communauté d'origine ?**

Différents questionnements découlent de cette question principale :

Q1 — Quelles sont les perceptions socio-environnementales des membres des communautés villageoises ? (Partie 1)

Parmi les membres des communautés villageoises translocales, nous considérons ici trois groupes :

a. Les villageois dans les villages du Fouta-Toro (chapitre 2) ;

<sup>21</sup> Plusieurs auteurs ont parlé du développement comme un domaine bienpensant et comme champ politique local : Olivier de Sardan (1993 ; 1995 ; 2001)

<sup>22</sup> Le concept de transferts politiques est défini en Section 3.6.2. Spécifions déjà que nous considérons les transferts politiques suivants : des pratiques de transferts diverses perçues comme pertinentes par les répondants pour l'adaptation aux changements environnementaux. Ces transferts sont à l'intersection entre les dimensions politiques et socioécologiques des pratiques de transferts matériels.

- b. Les migrants internes originaires de ces villages qui se trouvent dans les banlieues dakaraises (chapitre 3), et
- c. Les migrants internationaux qui résident en Belgique – avant et après leur projet migratoire (chapitre 4)

Q2 — Quelles sont les dynamiques de demandes sociales entre les villageois et « leur diaspora » qui découlent de ces perceptions socio-environnementales ? (Partie 1 – chapitres 2, 3 et 4)

Q3 — Comment les pratiques des migrants internationaux en Belgique reflètent ces demandes sociales ? (Partie 2 – chapitres 5 et 6)

- a. Quelles sont leurs pratiques transnationales qui leur semblent contribuer à la résilience sociale (et à la capacité d'adaptation collective) dans leur village d'origine ? (Partie 2 – chapitre 5)
- b. Quels sont les facteurs et variables sociopolitiques qui conditionnent les pratiques à retombées collectives et « adaptatives » des migrants internationaux Haalpulaaren, dans leur village d'origine et dans leur pays d'installation en Belgique (chapitre 6) ?

Q4 — Comment synthétiser l'ensemble des capacités, les conditions des pays d'origine et de destination en profils sociopolitiques et que révèlent-ils ? (Partie 3)

En apportant des pistes de réponses à ces questions, nous sondons **la capacité des migrants à contribuer à l'adaptation dans leur village d'origine. Nous soulignons ainsi la portée de leurs activités transnationales** par-delà les observations des activités transnationales de groupes immigrés, en dépassant le niveau du « ménage ».

Sur la base de matériaux empiriques documentant les activités transnationales de ces groupes (Partie Introductive – section D), notre recherche **développe des hypothèses explicatives** sur les facteurs sociopolitiques (sans pour autant négliger les aspects culturels et économiques) qui conditionnent la création et la reproduction des activités transnationales. Les retombées collectives de ces facteurs au niveau de l'adaptation sont également considérées.

En conséquence, ce ne sont pas les « communautés villageoises » qui sont au centre de l'étude, mais des migrants internationaux haalpulaaren en Belgique : plus précisément, leurs pratiques transnationales et translocales, ainsi que les mécanismes sociopolitiques derrière celles-ci.

## 2.4. Définition de l'objet d'étude : les pratiques « translocales » et leurs dimensions politiques

D'un point de vue définitionnel, les pratiques transnationales recouvrent toutes les activités déployées par les migrants impliquant la Belgique et le Sénégal, respectivement le pays de résidence et le pays d'origine, quel que soit le degré d'implication des co-ethniques. Sont retenues dans cette thèse les pratiques qui ont un effet sur la résilience sociale translocale (Schöfberger, 2017 ; Sakdapolrak et al., 2016). Celles-ci impliquent aussi des activités qualifiées de transnationales par Portes dans sa typologie fondée sur les acteurs : celles initiées et soutenues par **les acteurs non institutionnels**, par leurs **groupes organisés** ou leurs **réseaux individuels** à travers les frontières (Portes, 2001). Dans le cadre de cette recherche, nous retenons le précieux qualificatif « translocal » (voir section 3.5 et tableau 1). Son importance prend tout son sens au vu

des interactions importantes des migrants avec d'autres sites – notamment avec les sites dakarois où résident de membres des communautés villageoises enquêtées.

Enfin, les pratiques qui sont initiées de manière individuelle et collective, sont prises en compte, à partir du moment où elles ont des retombées d'adaptation collectives, c'est-à-dire qui dépasse l'échelle du ménage du migrant dans son village d'origine. Par conséquent, les activités et programmes des États-nations qualifiés d'internationaux et les activités des institutions de large échelle telles que les corporations ou les Églises, qualifiées des multinationales sont exclus. Ainsi, **les dimensions collectives** des liens transfrontaliers et translocaux, leur ouverture sur l'espace public local, voire les formes de consolidation institutionnelles « par le bas » des **pratiques individuelles et collectives** sont eux au centre de cette recherche. Si la distinction entre ces dimensions prend tout son sens au niveau analytique elles ont toutes trois tendances à s'entremêler sur le plan empirique.

La recherche sur le transnationalisme admet que le nombre de personnes effectivement engagées dans des activités transnationales ayant une **dimension collective demeure faible ou limité** (Levitt, 2002 : 19). Elle souligne se faisant la faible ouverture de ces activités sur **l'espace public**. Certes, nombreux sont les individus qui envoient régulièrement un soutien financier à leurs familles, investissent leur épargne pour préparer leur retour, soignent les relations avec la parenté et les amis de leur premier lieu de socialisation par le biais de contacts téléphoniques, ou encore suivent l'actualité politique et/ou sportive via les journaux ou la télévision. Ces activités n'acquiescent cependant pas de pertinence au-delà du **cercle privé** et ne sont ainsi **pas prises en considération dans notre étude**.

**Ce sont ainsi les dimensions politiques et environnementales** des pratiques translocales de divers transferts qui font l'objet spécifique de cette thèse. En dépit de la difficulté du découpage des sphères sociales (économiques, socioculturelles et politiques) et environnementales, à cause de la réalité et de la perméabilité de ces sphères, il semble nécessaire de traiter de **l'ensemble des activités** à effets « adaptatifs », et non de se limiter aux activités purement politiques, qui ont dominé jusqu'ici les études empiriques sur le transnationalisme, notamment en Europe. Ce choix reflète le souci de s'orienter vers la description (Berthomière et Hily, 2006 : 72) ainsi que l'attention portée à décrire la réalité sociale des activités transnationales et translocales des migrants haalpulaar en Belgique. Cette description s'enrichit de l'observation des interférences et des interactions entre le pays d'immigration (la Belgique) et celui d'origine (le Sénégal) avec la communauté étudiée.

Plus précisément encore, c'est l'analyse de la dimension infra-et micropolitique sur **les capacités des migrants** à contribuer à **l'adaptation collective** aux changements socio-environnementaux **dans leur village d'origine** à travers des **pratiques translocales** qui retient notre attention. Cette thèse développe sa propre conception des processus et implications politiques de ces pratiques translocales de transferts des migrants internationaux : des transferts politiques (voir section 3.6).

Par infra-politiques on comprend l'ensemble des pratiques qui ne sont pas partagées ouvertement sur la scène politique, mais qui s'y insèrent discrètement sans pouvoir être directement et totalement identifiées (voir Scott, 1990). L'infra-politique passe par des petites actions quotidiennes et banales - dans le discours, le comportement, les normes et les valeurs - qui ne sont pas spécifiquement dirigées ou organisées (Scott, 1990). Le concept a été conçu au départ pour des groupes qui subissent une pression particulière de la part du pouvoir institutionnalisé et des discours hégémoniques. Cette recherche intègre donc la problématique des rapports de pouvoirs dans la question de transferts, et se doit donc de considérer des groupes sociaux typiquement dominés dans le contexte étudié, comme « les castés », les jeunes et les femmes. Cependant, elle fait le choix de ne pas particulièrement approfondir la problématique du genre dans la question des transferts politiques (voir section 4.4.).



Par micropolitique on entend la politique à petite échelle ou locale, en particulier des questions ou conséquences politiques découlant des interactions d'un groupe social relativement petit, par rapport au phénomène des pratiques de transferts des émigrés. Les échelles où se déroulent ces pratiques commencent à partir du niveau des institutions sociales migratoires de nature translocales (par exemple, associations, familles/lignage, entreprises) jusqu'au niveau villageois. En se concentrant sur les pratiques des migrants au sein d'**entités non étatiques**, l'analyse principale se situe dans la mobilisation et l'engagement des migrants au niveau infranational - notamment par le financement de la construction d'écoles, d'hôpitaux et de cliniques, et la fourniture de systèmes d'eau potable. Si ces interventions visent normalement à réduire et éliminer la pauvreté, l'inégalité et le chômage dans les communautés appauvries, elles impliquent souvent aussi une **dimension d'adaptation** ou de résilience sociale aux changements socio-environnementaux (Scheffran et al., 2011).

La problématique et la définition initial de l'objet d'analyse étant posés, nous procédons à la revue critique des registres théoriques pertinents et à une proposition de cadre d'analyse. Le cadre théorique traite de l'évolution de l'approche de la migration comme adaptation dans les discours politiques (parfois informés de travaux académiques). Il s'ensuit une revue critique affinant l'approche finale de notre objet de recherche, et la méthodologie qu'adopte cette thèse. La nouvelle approche translocale et multisituée qui y est présentée, se munit d'une approche Bourdieusienne. Elle est étayée dans la section qui suit ces critiques. Dans la section finale du cadre théorique, nous peaufinons les liens entre les pratiques translocales de transferts qui ont des dimensions politiques avec leurs dynamiques et effets d'adaptation collective.

### 3. Revue de registres théoriques et proposition de cadre d'analyse

Le cadre théorique suit un fil rouge : après l'introduction (section 3.1) et une réflexion critique sur le concept d'adaptation (section 3.2), il traite de l'évolution de l'approche de la « migration comme adaptation » dans les discours politiques, informés par des travaux académiques s'y attachant (section 3.3). Il s'ensuit une critique raisonnée qui contribue à informer l'approche finale qu'adopte cette thèse (section 3.4). Cette nouvelle approche translocale et multi située avec une approche Bourdieusienne est étayée dans la section qui suit ces critiques (section 3.5). Dans la section finale du cadre théorique, cette approche est mise en lien avec les pratiques translocales de transferts qui ont une dimension politique ayant des effets collectifs et adaptatifs (Section 3.6).

#### 3.1. Introduction

Notre recherche prend acte des avancées théoriques relatives d'une part à la **reproduction collective des groupes par les transferts** axés sur les ménages et communautés agricoles de pays en développement, et d'autre part, **celles relatives à la gestion des risques** environnementaux et climatiques. Ces recherches, combinées avec le cadre théorique de résilience sociale translocale avec une approche Bourdieusienne, étayent des éléments d'analyses relatifs à l'objet de cette thèse : **les transferts politiques** dans le cadre d'un contexte de changements socio-environnementaux. Ces pratiques de transferts, qui impliquent une dimension politique agissant sur les capacités et les stratégies d'adaptation collective, sont analysées au regard du cas d'étude des émigrés Haalpulaar du Sénégal résidant en Belgique. En effet, la plupart de ces émigrants participent à des pratiques de divers transferts vers leur terroir d'origine. L'importance des transferts est une caractéristique saillante du phénomène migratoire de la région de la moyenne-vallée du fleuve Sénégal (le Fouta-Toro), située à la frontière nord du Sénégal et celle du sud de la Mauritanie.

La littérature scientifique relative aux diverses *remittances* et leur contribution au développement et à la résilience en zone rurale sont évidemment considérables dans les études sur les migrations. Nous ne prétendons pas en faire une analyse exhaustive. L'état de l'art figure en principe au début de chaque partie ou section dans ce document, en fonction de la question et/ou sous-questions de recherche auxquelles celles-ci visent de répondre. Nous proposons ici **une revue succincte des critiques et réflexions récentes** relatives à la contribution des migrations pour l'adaptation aux changements environnementaux.

Afin de justifier le choix de cette porte d'entrée pour comprendre le rôle des migrants internationaux dans l'adaptation de leur communauté d'origine, nous rendons compte des **de la littérature qui conçoit la** « migration comme adaptation » et, par conséquent, l'idée du « migrant comme agent adaptatif ». Ce cadre présente l'intérêt d'être en mesure de lier **explicitement (1) la capacité des migrants à contribuer au développement communautaire (et à l'adaptation), (2) aux relations sociales entretenues par les migrants et (3) à la dimension politique de leurs pratiques.** (E.a. Dia, 2015 ; Sakdapolrak et al., 2016 ; Lacroix, 2014 ; 2016).

Le cadre théorique élaboré dans cette thèse fait donc référence à des débats relativement récents de la littérature propre au développement du monde rural des pays du Sud impactés par les changements environnementaux. Il met dès lors l'accent sur **l'aspect relationnel entre les migrants internationaux**

**et d'autres acteurs de développement** sur le site du village. Le cadre d'analyse de départ représente en effet un système d'interrelations complexes entre les migrants-acteurs sociaux, les villageois, les institutions sociales (p. ex. associations villageoises, entreprises translocales) et institutions politicolégales qui sont en compétition pour la reconnaissance sociale et l'accès aux diverses ressources dans l'arène politique locale du développement (de Sardan, 2005). Ce cadre est représenté schématiquement en Figure 3.

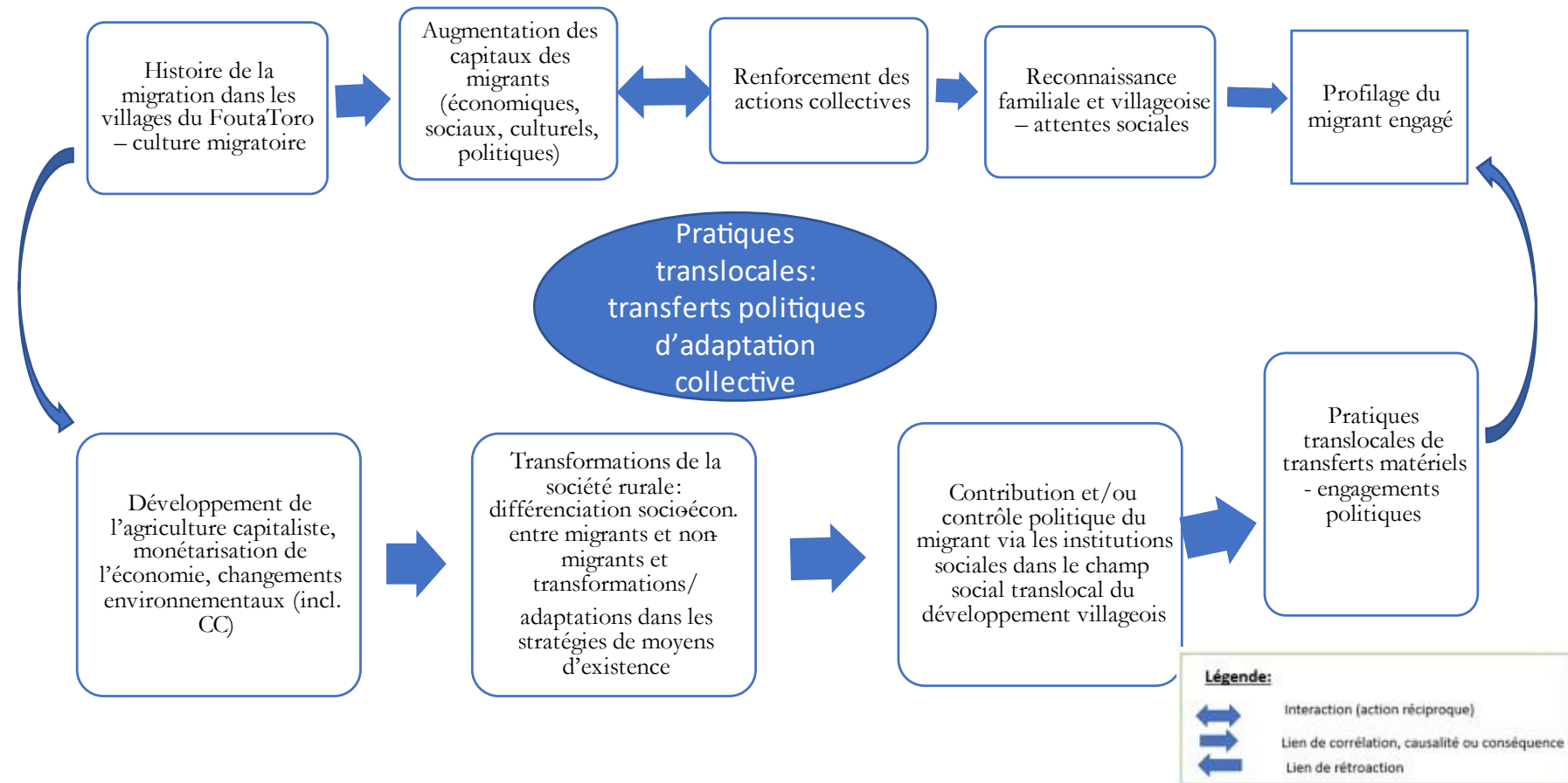


Figure 3 – Proposition des composants principaux des transferts politiques relatifs à un contexte migratoire (Source : auteur).

## 3.2. Définir l'adaptation...et déconstruire au regard des perceptions

La définition de l'adaptation des systèmes humains au changement climatique la plus communément utilisée est celle du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Celle-ci est mise en avant ci-après.

L'adaptation ;

« une démarche d'ajustement au climat actuel ou attendu, ainsi qu'à ses conséquences, de manière à en atténuer les effets préjudiciables et à en exploiter les effets bénéfiques »

(GIEC, 2012 : 4)<sup>23</sup>.

Cette première définition permet aux académiques de concevoir **la migration comme un potentiel « effet bénéfique » pour l'adaptation**. En effet, souvent présentée par les décideurs politiques comme un échec de l'adaptation aux changements environnementaux, la migration peut au contraire s'avérer stratégique pour augmenter la résilience des populations face aux aléas climatiques et aux dégradations de l'environnement (Gemenne et Blocher, 2017). Ainsi, la migration — qu'elle soit directement liée ou non aux changements environnementaux— représente un **triple bénéfice à la fois en termes de développement et d'adaptation aux changements environnementaux. La migration bénéficie en effet (1) aux migrants eux-mêmes, (2) aux communautés d'origines (3) aux communautés d'accueil. Nous explicitions ci-après.**

Dans un premier temps, la migration, lorsqu'elle est choisie, profite **aux migrants eux-mêmes** en ce sens qu'elle représente un rite de passage et/ou une émancipation qui peut s'accompagner d'une amélioration du statut socioéconomique du migrant. Cette migration s'accompagne habituellement de pratiques de transferts et diverses contributions vers leur pays d'origine. Les contributions des migrants ne se limitent pas seulement aux envois monétaires, elles incluent aussi les transferts non financiers relatifs aux innovations, aux compétences, aux savoir-faire dont disposent les migrants et qu'ils peuvent réinvestir dans leurs communautés (Scheffran et al., 2012 ; Wade et al., 2017a). Ces transferts sont dits immatériels (ou non financiers). Pour les pays d'origine, ils peuvent avoir un impact décisif dans des secteurs comme l'agriculture, l'élevage et la transformation des produits agricoles (Romankiewicz et al., 2016 ; Top, 2014; Wade et al., 2017b).

Dans un second temps, ces transferts immatériels permettent notamment aux **communautés d'origine d'augmenter leur résilience aux changements environnementaux**. En effet, la migration est alors perçue comme une stratégie de diversification des revenus (Hut et Zickgraf, 2020) qui permet aux ménages des migrants de diminuer leur vulnérabilité face aux changements, notamment climatiques. Par exemple, dans les communautés fortement dépendantes de l'agriculture, les transferts (parfois aussi appelés remises ou rémittences) représentent un soutien considérable en cas de sécheresse.

Enfin, la migration profite également aux **sociétés d'installation, et ce de plusieurs manières**. Qu'ils soient qualifiés ou non, les migrants apportent de **nouvelles connaissances** et technologies ainsi que de nouveaux savoir-faire aux communautés d'accueil. Ils pallient souvent les défaillances du marché du travail lorsqu'ils occupent des postes délaissés par les populations locales (Gemenne et Blocher, 2017). Cependant, cette première définition nous oblige également à souligner que : comme toute stratégie d'adaptation, la migration comporte des risques et des limites. L'observation de la plupart des pays

---

<sup>23</sup> Il existe aussi une autre définition de l'adaptation similaire du GIEC de 2014 : « *In human systems, the process of adjustment to actual or expected climate and its effects, which seeks to moderate harm or exploit beneficial opportunities* » (IPCC, 2014).

d'installation de migrants est sans appel : **l'intégration dans les communautés d'accueil** s'avère souvent difficile et les migrants se retrouvent **en situation de grande précarité**, voire dans l'incapacité de soutenir leurs familles restées dans leurs communautés d'origine (Caponio et Testore, 2012). De plus, malgré leur potentiel effet bénéfique sur l'adaptation au changement climatique, certaines migrations visant à réduire les impacts des changements climatiques ont des **effets inverses sur d'autres groupes sociaux ou populations**<sup>24</sup>. Ce phénomène a été qualifié de risque de *maladaptation*. (Barnett et O'Neill, 2010).

Cette revue de la littérature bénéficie ainsi du fait que, si l'« adaptation au changement climatique » constitue un domaine récent, le concept d'adaptation jouit lui d'un ancrage historique fort au sein de différents champs de savoirs et de pratiques (Simonet, 2009 ; Pelling, 2011). Nous remontons ainsi la ligne du temps du concept d'adaptation au travers des disciplines afin de construire notre définition de l'« adaptation aux changements socio-environnementaux » de manière multidisciplinaire<sup>25</sup>.

Dès le 19<sup>ème</sup> siècle, le concept d'adaptation a émergé du monde de la **biologie**, et plus spécifiquement de la théorie de l'évolution. L'adaptation était incluse dans l'analyse du monde du vivant. Elle est considérée comme une condition essentielle à l'existence. Le concept d'adaptation est alors conçu comme un phénomène **dynamique, non directionnel et à long terme** (Williams 1966, vii). Plus tard, en s'inspirant de la biologie, la **psychologie** du développement s'intéresse elle aussi à l'adaptation pour étudier les interactions entre l'homme-sujet et le monde dans lequel il évolue (lire Simonet, 2009). Le concept d'adaptation a depuis également été utilisé et développé plus généralement dans les sciences sociales et politiques, notamment dans le cas des échanges culturels et sociaux (Chhetri, 1987). Enfin, l'anthropologie a également utilisé le concept d'adaptation afin d'analyser les **ajustements biologiques et culturels** des individus et groupes à leur environnement, notamment pour leur survie. La sociologie s'est quant à elle intéressée à **l'adaptation sociale**, c'est-à-dire aux changements qu'opèrent un individu pour s'intégrer ou se sentir appartenir à un groupe. La sociologie établit alors un lien fort entre le concept d'adaptation et les concepts de socialisation et d'intégration sociale (Simonet, 2009).

Notre cadre d'analyse adopte une **conception socio-anthropologique de l'adaptation**. L'analyse de l'adaptation se doit alors d'intégrer les facteurs environnementaux et climatiques, puisqu'ils font partie intégrante du milieu auquel les êtres vivants, individus et sociétés humaines s'ajustent. En cela, cette thèse contribue à une déconstruction de l'adaptation comprise dans son sens institutionnel et dépolitisé. Elle replace l'adaptation dans son rapport aux pratiques mêmes des individus dans leurs environnements, à travers l'analyse des représentations mentales et perceptions d'acteurs de terrain. Pour ce faire, fidèles à certaines pratiques sociologiques et anthropologiques, nous adoptons une **perspective émique** (*emic*) de l'adaptation et des concepts qui y sont liés, c'est-à-dire attachée à la manière dont les acteurs eux-mêmes font sens de cette notion d'adaptation dans leurs pratiques au quotidien (e.g. comme Mwangi, 2016)<sup>26</sup>.

Après avoir partiellement défini la notion d'adaptation<sup>27</sup>, les sections suivantes s'attachent à la critique du registre théorique de base de la « migration comme adaptation ». Elles aboutissent à favoriser la notion de transferts politiques dans un cadre d'analyse informé par l'approche de la résilience sociale translocale (Sakdapolrak et al., 2016). Ce cadre met l'accent sur la dimension sociale, anthropologique et politique par

---

<sup>24</sup> Par exemple, l'envoi par des émigrés de machines agricoles et d'autres intrants agricoles qui ne sont pas adaptés aux écosystèmes sahéliens fragiles.

<sup>25</sup> Nous détaillons et justifions dans la Section D.1. de cette première partie pourquoi nous élargissons la focale du seul changement climatique.

<sup>26</sup> Les principaux acteurs-sujets de cette recherche sont d'abord les migrants internationaux en Belgique, suivis des non-migrants (villageois) et migrants internes (Dakarois) originaires des villages de la région du Fouta-Toro.

<sup>27</sup> Nous précisons les notions liées de capacité d'adaptation dans la sous-section 'De la capacité adaptative au capital social'.

une approche Bourdieusienne des pratiques translocales mises en lien avec les enseignements de la *political ecology*.

### 3.3. Évolution de l'approche de la « migration comme adaptation » dans les discours politiques

Depuis plus de deux décennies, diverses publications ont mis l'accent sur la migration comme étant multidimensionnelle et multicausale, avec des liens environnementaux nuancés (Piguet et al., 2010). Pourtant, de nombreux discours semblent perpétuer une vision unidimensionnelle du phénomène. Nous les parcourons ci-après.

Dans la même période, les débats sur le changement climatique et la migration ont souvent été consacrés à l'analyse de la migration en tant que problème ou menace (Hartmann, 2010). Les discours politiques alarmistes sont même allés jusqu'à décrire la migration comme un « **échec de l'adaptation** », qui devrait être traité par des pratiques encourageant les gens à rester dans leur lieu de résidence (Geiger et Pécoud, 2013). Ces discours, fondés sur la peur, ont été utilisés pour sécuriser le débat sur la « migration climatique ». Ils soutiennent le développement de **politiques migratoires et frontalières excluantes/discriminantes** en Europe comme ailleurs (Bettini, 2014 ; Boas et al., 2019 ; Chaturvedi et Doyle, 2010).

Par ailleurs, dans le but de justement contrecarrer la sécurisation du lien entre climat et migration, la « migration comme adaptation » est de plus en plus présentée, depuis la fin des années 2000, comme un **idéal politique alternatif** (Gemene et Blocher, 2017 ; Wrathall et Suckall, 2016). Les discours sont ainsi passés de la mise en évidence de **la nature forcée** de la migration environnementale et des menaces de sécurité qui y sont liées, à la mise en avant de la migration comme une **solution d'adaptation possible et proactive** qui devrait être régie, soutenue, et facilitée (Piguet, 2013).

Cette perspective, qualifiée d'optimiste, est proposée par diverses organisations internationales, telles que la Banque mondiale (2014 ; 2017 ; Barnett et Webber, 2010) ou l'OIM (2009, 2019 ; voir Hall, 2015), des groupes d'experts politiques (Honarmand Ebrahimi et Ossewaarde, 2019) et des scientifiques (Sakdapolrak et al., 2016). Elle a été adoptée par des acteurs majeurs comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, 2014) mentionnée ci-avant. Elle se reflète ainsi dans des documents stratégiques tels que le Cadre d'adaptation de Cancún (CCNUCC, 2010), le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR, 2015) et le Pacte mondial pour les migrations (AGNU, 2018). Au regard de ces contributions, force est de reconnaître que la recherche à l'interface science-pratique a éclairé les fondements et applications empiriques de la migration comme adaptation (Sakdapolrak et al., 2016).

Selon nous, la migration en tant qu'adaptation reproduit largement les principes de la recherche sur la migration et le développement, en particulier concernant les dynamiques **de la nouvelle économie de la migration du travail** (NELM) (Stark et Bloom, 1985). Cette dernière considère en effet **la migration comme une stratégie de gestion des risques** adoptée au niveau des ménages (Stark et Levhary, 1982 ; Lucas et Stark, 1985). Cette approche spécifique de la migration figure, par exemple, en bonne place dans l'historique Foresight Report (2011 : 173-183), qui a été commandé par le *Government Office for Science* du Royaume-Uni et produit par son groupe de réflexion interne Foresight. Le rapport Foresight a réuni d'éminents spécialistes de la migration pour élaborer un cadre de migration et de développement. Celui-ci se veut applicable à l'échelle mondiale, et en particulier dans les pays en développement, notamment par le biais d'ateliers nationaux (par exemple, UNESCO, 2014 : 36).

Plus précisément, le rapport Foresight définit la migration en tant qu'adaptation en s'inspirant d'une tendance contemporaine dans le domaine de la « migration et du développement » (de Haas, 2010). Celle-ci met l'accent sur les **transferts de fonds des migrants** en tant qu'atout pour les stratégies de développement et la résilience aux multiples facteurs de stress, y compris le changement climatique, dans les pays d'origine (Foresight, 2011). L'idéal politique de la migration en tant qu'adaptation a remis en question les critères d'exclusion basés sur les frontières territoriales et suggère de nouvelles façons de réguler le mouvement des personnes, permettant ainsi des changements dans les discours et les approches de la migration, du développement et de la sécurité (Afifi et al., 2016 ; Gemenne et Blocher, 2017 ; Warner, 2012).

Par ailleurs, la recherche sur la migration en tant qu'adaptation identifie quatre courants de pensée (Bott, 2018 ; Gemenne et Blocher, 2017, Sakdapolrak et al., 2016). Ceux-ci ont en commun de caractériser la migration comme une **opportunité d'adaptation** aux changements environnementaux. Si ces courants présentent des caractéristiques qui se chevauchent et ne s'excluent pas mutuellement, ils mettent l'accent sur différents niveaux d'analyse (individu, ménage, communauté), et différents types de migrations (court vs long terme, permanentes ou temporaires, etc.). De ce fait, ces quatre courants mettent en exergue différents mécanismes permettant l'adaptation par la migration. Nous présentons ci-après ces quatre approches : (1) adaptation in situ, (2) adaptation comme ressource, (3) migration pour l'adaptation, (4) migration par transformation.

A l'extrémité du spectre, la première approche se concentre sur l'**adaptation in situ** et le renforcement de la résilience. Cette approche ne reconnaît la migration que comme une **option lorsque tout le reste a échoué** (Adger et al., 2014). Pour illustrer cette approche, nous pouvons citer l'une des définitions les plus courantes des « migrants environnementaux » formulée par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (Perruchoud et Redpath-Cross, 2011 : 33<sup>28</sup>). Celle-ci ne reflète en effet pas directement la migration en tant que stratégie d'adaptation. Elle considère davantage la migration comme une stratégie de dernier recours en réaction à des événements spécifiques à court ou à long terme (Sobczak-Szelc et Fekih, 2020).

Une deuxième approche considère la **migration** comme une ressource permettant d'**éviter les déplacements forcés** (Scheffran et al., 2012). Ainsi, les migrants individuels partent pour que les membres de leur ménage n'aient pas à le faire. Les chercheurs apparentés à cette approche ont généralement défini la « migration comme adaptation » sous l'angle de la diversification (Black et al., 2011 ; Scheffran et al., 2012), de la génération de revenus (Tacoli, 2011), de la répartition des risques (Afifi et al., 2016) et de la stratégie de coassurance informelle pour les ménages (Gubert, 2002 ; Foresight, 2011). Cette approche a été adoptée principalement dans l'analyse de contextes agraires ruraux. Selon cet angle d'analyse, de nombreux paysans choisissent de migrer à la recherche de moyens de subsistance alternatifs, au risque d'une mauvaise récolte ou d'un faible rendement des cultures, dus aux conséquences du climat et d'autres aléas environnementaux (McLeman, 2013). Ces approches reconnaissent que les transferts de fonds sont le facteur le plus évident qui renforce la capacité des ménages à s'adapter au stress (Banerjee et al., 2011).

Troisièmement, on retrouve les approches de la migration comme transformation forcée. De portée plus large, celles-ci considèrent la migration — quelle que soit la cause du mouvement — comme une transformation adaptative forcée. Celle-ci est par ailleurs spontanée, et a le potentiel de se transformer en

---

<sup>28</sup> L'OIM appelle migrants environnementaux « les personnes ou groupes de personnes qui, essentiellement pour des raisons liées à un changement environnemental soudain ou progressif influant négativement sur leur vie ou leurs conditions de vie, sont contraintes de quitter leur lieu de résidence habituelle ou le quittent de leur propre initiative, temporairement ou définitivement, et qui, de ce fait, se déplacent à l'intérieur ou hors de leur pays d'origine ou de résidence habituelle ». (Perruchoud et Redpath-Cross, 2011 : 33).



**rétroactions positives.** Elles reconnaissent ainsi que les réseaux de migrants peuvent contribuer à des innovations techniques et institutionnelles telles que la réduction des risques, le renforcement de la résilience et l'adaptation au climat dans les communautés d'origine via des transferts de connaissances, des transferts financiers et des migrations de retour (Barnett et Webber, 2010 ; Scheffran et al., 2012). En outre, cette perspective envisage les envois de fonds de la région d'installation comme un facteur de réduction des contraintes de crédit sur l'adoption de stratégies d'adaptation (Patnaik et Narayanan, 2015).

Une quatrième approche de la migration est celle **de la coopération générale et du codéveloppement** (Scheffran et al., 2012). Celle-ci s'incarne dans des initiatives qui mettent l'accent sur le potentiel de transformation de la migration pour les communautés d'origine grâce à des partenariats entre les migrants, leurs organisations et d'autres acteurs du codéveloppement. Les migrants fonctionnent ainsi comme des médiateurs transnationaux entre les communautés d'origine et de destination (Deshingkar, 2012 ; Lacroix, 2014 ; Scheffran et al., 2012). Cette approche se révèle très pertinente pour notre analyse de la dimension politique des transferts matériels des émigrés de notre cas d'étude. Celle-ci nécessite toutefois d'être complétée par d'autres types de transferts issus des approches précédentes, ainsi que d'être renforcée par une approche mettant en exergue les processus socio-politiques des relations entre les migrants et les non-migrants.

### **3.4. Critique des migrants comme « agents adaptatifs » : vers la migration comme stratégie de résilience sociale translocale**

La section précédente a révélé quatre approches de la migration, qui permettent d'envisager la migration au-delà d'une stratégie unidimensionnelle ou unicausale. De plus, nous désirons rendre compte d'une série de critiques importantes quant à la « migration comme adaptation ». La révélation de ces écueils offrent de nouveaux points d'entrées analytiques.

Les définitions (de l'adaptation) sous-jacentes du développement ont évolué parallèlement à la littérature sur le transnationalisme des migrants (Portes, 2006 ; Skeldon 2008). Selon leurs auteurs, les arguments conventionnels, en particulier ceux avancés dans les cercles de praticiens au sein de l'industrie du développement, suppose que les migrants et leurs associations pouvaient jouer le rôle de principaux financiers et agents de développement. Un premier écueil apparaît. Cette vision est biaisée. Elle ignore le rôle que les États d'origine et les acteurs du secteur privé doivent contribuer à l'activité économique et à la résolution des problèmes structurels.

Dans le même ordre d'idée, mais dans le cadre des changements environnementaux cette fois, certains chercheurs **critiquent également le concept de migration comme stratégie d'adaptation (Felli 2013, Bettini et Gioli, 2017 ; Bettini, 2017)**. Ils critiquent surtout l'idéal politique normatif, comme la vision néolibérale de la gestion de la migration en tant que stratégie d'adaptation. Selon ces auteurs, la reformulation de la « **migration en tant qu'opportunité** » implique un changement de langage, passant des « réfugiés climatiques » — affectés par des forces indépendantes de leur volonté et dont les États providence pourraient être rendus responsables — aux « **migrants environnementaux** ». Ces derniers peuvent alors être rendus individuellement responsables de la recherche de solutions aux catastrophes d'origine climatique auxquelles ils sont confrontés, que cela signifie « rester » ou « partir » (Felli, 2013).

Bien que les organisations de développement (telles que l'OIM, ou les acteurs régionaux) puissent fournir une coordination et un soutien si nécessaire, la migration dans le contexte de changements environnementaux est alors présentée par les auteurs de la « migrations comme opportunité » comme un

**mouvement entrepreneurial** (et supposément émancipateur). Les migrants tenteraient alors de tirer le meilleur parti des opportunités du marché du travail mondial (Bettini et Gioli, 2016 ; Methmann et Oels, 2015). Par conséquent, dans cette perspective, l'incapacité à s'adapter équivaut à un échec individuel, et non communautaire. En plaçant la responsabilité de l'adaptation aux changements environnementaux sur les migrants individuels (et leurs communautés seulement à moindre mesure), les approches néolibérales dissimulent les inégalités économiques mondialisées et renient en partie les héritages postcoloniaux qui façonnent les migrations internationales contemporaines. Les questions de justice environnementale et/ou climatique et de vulnérabilités inégales à l'échelle mondiale, régionale et locale risquent ainsi d'être réduites au silence (Bettini, 2017 ; Baldwin et Fornalé, 2017).

Au lieu de cela, nombre de ces chercheurs critiques soutiennent que la « migration climatique » ou « la migration environnementale » serait mieux abordée à travers le prisme de la « justice climatique » (Bettini et al., 2017), des droits de l'homme (par exemple, Manou et al., 2017) ou de la « justice de la mobilité » (Sheller, 2018). De manière probablement contrintuitive, ce changement de paradigme de la « migration comme adaptation » **n'implique pas une ouverture générale des frontières**. En effet, l'OIM et les acteurs européens du développement ne promeuvent pas la libre circulation des personnes dans le monde entier. La migration comme stratégie d'adaptation n'est encouragée que dans le cadre de la « gestion des migrations » (« *migration management* ») de l'OIM (Ahouga, 2018 ; Geiger et Pécoud, 2010). Ainsi, au niveau de la gestion des migrations, les flux ne peuvent ni être trop spontanés, ni emprunter des canaux (irréguliers) de mobilité internationale échappant au contrôle des États (cf. IOM, 2009 : 39 ; UNGA, 2018). En effet, au nom de la défense des « droits de l'Homme » des migrants, mais aussi pour que la migration devienne « productive » et contribue effectivement à l'accumulation économique mondiale, les flux doivent être régulés (Ashutosh et Mountz, 2011 ; Felli et Castree, 2012). Bien que l'OIM mette désormais l'accent sur la promotion de la mobilité comme adaptation aux changements environnementaux, la gestion des migrations reste limitée par des approches néolibérales et néo-conservatrices (Bettini et al., 2016).

Il existe donc un **enjeu réel de dépolitisation de la migration**. Celui-ci s'explique, d'une part, par une forme de **naturalisation des chocs environnementaux ou socio-environnementaux**<sup>29</sup>. En effet, les discours échafaudés autour des migrants comme figures de menace, de victimes et d'agents d'adaptation postulent tous trois que les changements environnementaux sont inévitables. De la sorte, ils les « naturalisent », c'est-à-dire les présentent comme un destin auquel il faudra faire nécessairement face (Methman & Oels, 2015 : 63). D'autre part, face aux conséquences négatives des bouleversements climatiques, les discours sur la résilience **prônent des réactions positives d'adaptation**. Ce faisant, ils mettent au second plan la question des revendications de justice et de droits, comme un droit à la mobilité ou un droit à des indemnités<sup>30</sup> (Bettini et al, 2017 : 348). En outre, ces discours placent souvent **la responsabilité dans le chef de l'agent d'adaptation**, c'est-à-dire dans le chef de celui qui est capable de tirer profit de la situation en s'insérant sur le marché du travail (Felli, 2013). Ce faisant, ces discours minimisent la responsabilité des États dans le phénomène du réchauffement climatique. Ainsi, l'espace politique ne permettrait plus d'interroger les causes des bouleversements climatiques et les inégalités structurelles liées aux mobilités humaines qui leur sont liées.

Cette dépolitisation s'accompagne d'un **processus de subjectivation**, au sens où elle ramène la question au *sujet*, en dehors de toute environnement politique. En effet, si la conceptualisation de la migration comme adaptation aux changements environnementaux semble, de prime abord, proposer la mobilité

---

<sup>29</sup> Dans la communauté scientifique, dans les institutions nationales ou internationales, dans les organisations non gouvernementales, l'analyse de ces changements socio-environnementaux est fondée sur la thèse de la désertification et de la dégradation des terres (Alexandre et Mering, 2018).

<sup>30</sup> Remarquons que les États peuvent toutefois réclamer des compensations, dans le cadre du mécanisme des « Pertes et préjudices », par exemple, discuté aux COP.

comme « libre choix » au sujet migrant, et donc comme **stratégie d'autonomisation, nous avons vu qu'elle évince par là-même la question politique des causes des changements environnementaux**. Elle annihile ainsi toute vision d'un monde qui serait à l'abri de leurs conséquences. En ce sens, elle cantonne l'espace du politique à la binarité « rester ou partir », et au soi-disant libre choix du sujet migrant (Methman & Oels, 2015 : 63). Plus encore, elle produit un sujet résilient qui doit **accepter l'injonction à s'adapter, à défaut de résister** (Evans et Reid, 2013 : 85). Evans et Reid écrivent à ce propos : « [...] le sujet résilient est un sujet qui doit lutter en permanence pour s'adapter au monde, et non un sujet qui peut concevoir de changer le monde, sa structure et condition de possibilité. (2013 : 83) ».

En conclusion, si l'on ne peut contester l'importance et la réalité de cette question du lien entre migration, environnement et adaptation, il n'en demeure pas moins que beaucoup de discours occultent souvent les causes sociales de la migration. La mobilisation des interventions politiques nécessaires pour traiter les causes sous-jacentes – et socio politiquement construites – de la vulnérabilité leur font défaut (Vigil, 2016). Bien que la littérature académique soit devenue de plus en plus sceptique quant aux attributions de causalités simplistes, les chroniques dans les milieux politiques et les médias continuent à reproduire des récits linéaires qui ont tendance à insister trop fortement sur le facteur environnemental au mépris des spécificités du contexte et des **interactions entre l'homme** et la nature. Ainsi, nous verrons dans ce qui suit comment notre cadre d'analyse socio-anthropologique retenu pour répondre à notre question de recherche permet de pallier ces déficits analytiques en intégrant le sujet migrant dans son environnement naturel et politique.

### 3.5. Apports d'une analyse translocale multi située avec une approche Bourdieusienne

Nous partons du postulat que les migrants peuvent être des agents sociaux actifs (*active social agents*) : ils peuvent façonner et transformer leurs moyens de subsistance dans des conditions environnementales changeantes afin de trouver des réponses collectives (e.a. Scheffran et al, 2015). Ainsi, comme le souligne Schade (2013), la migration n'est pas toujours l'expression d'une vulnérabilité : elle peut aussi être la manifestation d'une « **capacité** » (*capabilities*), à savoir, la capacité d'une personne à choisir et à vivre une vie qu'elle apprécie (Sen, 1997) – et dans ce cas, la capacité de choisir entre rester ou partir – ou encore, la capacité de contribuer aux besoins de la famille.

Si l'idée que **la migration reflète une capacité** doit être étudiée, et non assumée, elle s'éloigne d'une définition limitante des migrants en tant qu'« agents d'adaptation ». Cette vision de la manifestation d'une capacité conduit à ce que Ransan-Cooper et al. (2015) décrivent comme une définition des migrants en tant que « **sujets politiques** ». **Dans le même ordre d'idée** et de manière souvent sous-estimée, nous évoquons ainsi la piste de la migration également comme un moyen par lequel les individus **construisent leur capital social** (p. ex. par leur engagement dans les réseaux sociaux, leur participation aux nouveaux marchés du travail et leur exposition à d'autres modes de vie). Ces postulats de départs nécessitent donc l'élaboration ou l'adoption d'un cadre analytique intégrant ces concepts.

Ainsi, un apport notable également pris en compte dans cette recherche est l'appel de Black et al. (2011 : 449). Les auteurs y demandent justement une meilleure compréhension du rôle de la migration pour réduire la vulnérabilité et augmenter la résilience face aux changements environnementaux. Le chercheur Sakdapolrak et ses collègues (2016) y répondent en s'appuyant notamment sur la contribution de McLeman et Smit (2006) et en proposant un cadre analytique intégré de **résilience sociale translocale**. C'est-à-dire une approche intégrant les composantes fondamentales à l'analyse des pratiques sociales des

acteurs mobiles et immobiles, la construction sociale des relations homme-environnement et la connectivité translocale. Nous y reviendrons dans la section suivante.

Ce cadre analytique intégré de la résilience sociale translocale peut être assimilé à la dimension écologique du *translocal sustainable livelihoods approach* (Schöfberger, 2017 ; Steinbrink & Niedenführ, 2020). Il bénéficie néanmoins d'une approche Bourdieusienne inspirée de la *political ecology* (Greiner & Sakdapolrak, 2016). La résilience sociale translocale permet non seulement de reconnaître l'aspect de la « capacité » des individus, mais aussi la dimension politique de la migration, et les potentielles implications que celle-ci a sur le capital social d'un individu et/ou de sa communauté.

Moyennant certains aménagements spécifiques notre cadre théorique général se fonde sur cette approche afin d'intégrer la dimension politique ainsi que les effets collectifs des pratiques de transferts. Ce faisant, nous pallierons les limites de la conceptualisation de la « migration comme adaptation » et, en même temps, nous surmonterons ses interprétations néolibérales décrites dans la section précédente.

Dans les paragraphes qui suivent, nous décrivons précisément chacun des concepts au centre de ce cadre théorique. Nous commençons par ses prémisses et leur impact sur la compréhension de la vulnérabilité migratoire. Nous continuons par une description des trois composantes de base de la résilience sociale translocale. Nous élaborons ensuite sur les apports des notions de capacité adaptative et du capital social à l'analyse.

### 3.5.1. Prémisses environnementales et migratoires

Les deux prémisses de notre approche admettent les liens suivants entre environnement et migration :

- La migration, indépendamment des changements environnementaux attendus, se produit déjà et continuera d'être une dynamique majeure du changement mondial (PNUD, 2009).
- La migration fait partie intégrante des moyens de subsistance de nombreuses personnes et ménages dans le monde (Kelly, 2011).

Par conséquent, nous soutenons que pour avoir une compréhension globale du lien entre l'environnement et la migration, nous devons **analyser la mobilité dans le contexte spécifique des systèmes de subsistance vulnérables** (*vulnerable livelihood systems*) (Sakdapolrak, 2008 ; Findlay et Geddes 2011). Autrement dit, cela nécessite d'appréhender **la vulnérabilité implicite des personnes dans leur quotidien** (Wisner et Luce, 1993)<sup>31</sup>.

Une littérature importante permet d'ores et déjà d'appréhender la vulnérabilité dans le contexte de la famine, de la sécheresse et des catastrophes (Little et al. 2001, Oliver-Smith 2009, Smucker et Wisner 2008, Watts et Bohle, 1993). Elle aborde également à plusieurs reprises les questions de déplacement et de migration (forcée). Ce courant de recherche examine en profondeur les risques environnementaux tout en analysant l'écologie politique (dans le sens de *political ecology*) de l'exposition au risque. Il conclut généralement que la vulnérabilité est médiée par des **relations de pouvoir inégales** et des combinaisons variables de facteurs. L'environnement n'est que l'un de ces facteurs, rarement le plus important. Les conclusions de cette littérature sont donc en défaveur de l'importance excessive accordée par la recherche aux événements exceptionnels et aux crises environnementales, parce qu'elle masque les causes profondes de la vulnérabilité et le rôle de la mobilité dans celle-ci.

---

<sup>31</sup> Ainsi, dans la première partie de ce travail, nous faisons l'exercice préliminaire de l'analyse de vulnérabilité des communautés villageoises enquêtées (voir Chapitres 1 et 2).

Par ailleurs, nous devons dans ce travail de recherche, considérer le concept de migration par rapport à celui de déplacement. À la suite de Richmond (1993), nous considérons la migration et le déplacement non pas de manière dichotomique, mais comme les pôles d'un continuum de modèles de mobilité proactifs et réactifs qui résultent de **l'interaction entre les forces structurelles et l'agentivité** (*agency*) humaine. Nous expliquons. Les modèles de mobilité socialement et spatialement différenciés dans le contexte de la vulnérabilité témoignent d'une certaine finesse (Perch-Nielsen et al. 2008 ; Tacoli 2009). Celle-ci est nécessaire à la compréhension des dynamiques de migration et de déplacement aux trois niveaux suivants : **celui de la communauté, du ménage et de l'individu**. De plus, ces modèles ne doivent pas négliger l'encastrement de ces niveaux **dans des contextes sociaux et écologiques**.

A ce titre, les systèmes socio-écologiques (*Socio-ecological systems* – SES) se caractérisent par une dynamique complexe à plusieurs échelles et par des **processus sociaux et écologiques étroitement liés entre eux**. Ces caractéristiques entraînent des changements constants et de la nouveauté. Pour pallier cette potentielle complexité, cette recherche propose de se concentrer sur les processus et les relations, à l'instar de Mancilla Garcia et al. (2020), ce qui permet de se détacher des concepts disciplinaires qui entravent l'intégration entre nature et société. Dans cet ordre d'idée, nous considérons qu'il est crucial de comprendre le lien environnement-migration non pas comme une relation unilatérale de l'impact environnemental sur les décisions de migration, mais comme un mode spécifique d'interaction homme-environnement. Ces interactions (processus et relations) impliquent divers types de dynamiques de rétroaction complexes (lire Greiner et al. 2015 ; Oliver-Smith, 2012 ; Murphy, 2015). Les deux sphères ne peuvent être comprises isolément l'une de l'autre. En outre, la compréhension complète du lien entre la migration et l'environnement nécessite, selon nous, la conceptualisation de l'environnement non seulement comme une menace, mais aussi comme une ressource cruciale pour les moyens de subsistance (Sakadaplrak et al., 2016).

### 3.5.2. Composantes fondamentales de la résilience sociale translocale

Nous sommes conscients qu'un ancrage dans les systèmes socio écologiques, comme seule base d'analyse du vivant (naturel ou social), court le risque de naturaliser l'analyse des phénomènes sociaux. La résilience rend mieux compte des propriétés autorégulatrices et adaptatives de systèmes naturels que des rapports de pouvoirs inhérents aux systèmes sociaux (Cannon et Müller-Mahn, 2010). C'est pourquoi nous avons choisi un cadre d'analyse de **résilience sociale translocale réaménagée avec une approche Bourdieusienne et informée par la *political ecology***. Nous soutenons que celui-ci prend en compte des transformations économiques et sociales, des rapports de pouvoirs, des choix et des ruptures des sociétés, et de leurs enjeux universels (par exemple, vivre dignement, (se) reproduire, entretenir, l'amélioration des conditions d'accès à des biens et des services fondamentaux).

Inspirée de la théorie de la pratique (Bourdieu, 1998 ; 2000), le cadre analytique résilience sociale translocale s'interprète en termes **de pratiques sociales** (Sakdapolrak, 2014). La résilience s'y définit comme **l'interaction entre les propriétés structurelles** des moyens de subsistance des ménages (ancrés dans des réseaux locaux et translocaux) avec d'une part les contextes de risques spécifiques, **et d'autre part, avec l'agentivité humaine**. L'agentivité se réfère aux **choix, aux libertés** et aux **capacités des acteurs mobiles et immobiles** à — entre autres — établir et maintenir une **connectivité translocale** (*translocal connectedness*) qui influence la préparation aux incertitudes futures (Adger et al. 2002). Par exemple, lorsqu'un migrant envoie des fonds (agentivité humaine) à sa famille au risque de moins subvenir à ses propres besoins (risques spécifiques), il fait preuve de résilience (interaction entre les moyens de

subsistance). Vu sous cet angle, **la résilience sociale** implique les capacités à faire face (*coping*<sup>32</sup>), à s'adapter aux risques et à transformer leurs moyens de subsistance (*livelihoods*)<sup>33</sup> (Sakdapolrak et al., 2016). En d'autres termes, nous définissons la résilience sociale translocale comme la capacité des entités sociales et de leurs composantes à faire face aux chocs et au stress ou à tirer parti des opportunités pour maintenir ou accroître leur bien-être (comme Peth et Sakdapolrak, 2020).

Sur le plan conceptuel et théorique, nous établissons une série de liens **entre les travaux récents sur la migration** (e.a. Thieme 2011 ; Taylor 2011) et **la translocalité** (Brickell et Datta 2011), ainsi que sur **la vulnérabilité sociale** (Sakdapolrak 2010 ; 2007) et **la résilience sociale** (Obrist et al. 2010 ; Keck et Sakdapolrak 2013) qui est théoriquement informée par la théorie de la pratique de Bourdieu (Bourdieu, 1972 ; 1998). Pour résumer, le cadre analytique de ces liens qui intègrent la résilience sociale et translocale<sup>34</sup> s'appuie sur trois composantes fondamentales (Sakdapolrak et al., 2016):

- 1) Les pratiques sociales des acteurs mobiles et immobiles ;
- 2) La construction sociale des relations homme-environnement ;
- 3) La connectivité translocale.

### 3.5.3. De la capacité adaptative au capital social

Le terme d'« adaptation » pris seul se révèle parfois problématique pour plusieurs raisons. Une première est qu'il est souvent difficilement distinguable d'autres notions comme celle de « développement » ou « transformations », etc. Une deuxième, est de savoir dans quelle mesure ce terme, et l'analyse qui en découle, met le focus, de manière implicite ou explicite, sur le climat, sur l'environnement, sur l'humain, ou sur son système.

Ce problème épistémologique est notamment lié à la place des concepts environnementaux dans les recherches sur l'adaptation. Cette place est tantôt supposée essentielle (et trop naturalisante), tantôt minimisée. En effet, la notion générale d'adaptation peut perdre son sens, en minimisant les aspects des changements environnementaux. A force d'être définie vaguement, tout changement, environnemental ou social, nécessiterait de l'adaptation. En pratique, si dans certains cas, le facteur environnemental est sans doute un facteur majeur à la migration, il ne l'est clairement pas toujours. De fait, la migration revêt des trajectoires ou des modifications de modes de vie qui sont influencées par des facteurs multi-causaux, incluant parfois les impacts environnementaux et climatiques.

Aux vues de ces réserves, puisque nous avons consacré une revue de la littérature à la « migration comme adaptation » et révélé ses écueils, cette thèse utilisera le terme d'adaptation de manière restrictive et précise. Nous utilisons le terme d'adaptation dans son **approche émique**. C'est-à-dire dans la manière dont les

---

<sup>32</sup> Le mot « coping » vient du verbe anglais « to cope with » qui signifie « faire face à ».

<sup>33</sup> 'Social resilience, i.e. the ability of individuals and households to withstand stress, to cope with and adapt to risks, and to benefit from opportunities in order to maintain and increase their well-being'. (Porst & Sakdapolrak, 2018 : 36).

<sup>34</sup> Bien que la résilience sociale ait déjà été associée aux catastrophes dans les années 1990 - et probablement même avant (par ex. Burton et al., 1994), Keck et Sakdapolrak (2013) affirment que seule la résilience socioéconomique était prise en compte jusqu'à ce qu'Adger (2000), dans son article "Social and ecological resilience", distingue et définit pour la première fois la résilience sociale en tant que telle.

acteurs eux-mêmes font sens de cette notion d'adaptation dans leurs pratiques au quotidien (e.g. comme Mwangi, 2016 ; voir aussi le chapitre 4, section 4.1 et 4.2).<sup>35</sup>

Nous ferons donc plus facilement recours à la notion de « capacité d'adaptation » de l'individu au sein d'un système (déclarée, consciente ou inconsciente, en fonction des données recueillies) que de « l'adaptation » dans un sens générique. Ainsi, la définition que donne Smit et al. (2001 : 895) de la capacité d'adaptation paraît pertinente pour notre recherche – en cela qu'elle ne renvoie pas uniquement et spécifiquement aux aléas climatiques ou environnementaux :

Adaptive Capacity:

« Adaptive capacity refers to the ability to prepare for hazards and opportunities in advance (as in anticipatory adaptation) and to respond or cope with the effects (as in reactive adaptation) ».

Smit et al. (2001 : 895)

Cette définition est ouverte à divers risques socio-environnementaux. Elle permet ainsi d'envisager l'adaptation comme un **processus** ayant pour finalité l'amélioration ou le maintien de la qualité de la vie des êtres humains en passant par diverses voies qui incluent la préservation de l'environnement en général (Magnan, 2009).

**Dans cette perspective, la construction des capacités d'adaptation par un individu fait partie intégrante du processus de mise en œuvre de l'« adaptation » au sens large.** Pour Smit et Wandel (2006 : 286), les adaptations peuvent être en effet considérées comme des « manifestations de la capacité d'adaptation » (notre traduction). Ci-après, nous explicitons la notion de capacité d'adaptation, notamment au regard de celle de capacité à faire face. Nous tentons ainsi d'en distinguer les différentes composantes.

Premièrement, nous distinguons d'une part (1) la **capacité de faire face** (*capacity to cope*), qui renvoie à la **capacité de réagir et de se remettre d'un choc externe** (*ex-post*), et (2) la **capacité d'adaptation** (*capacity to adapt*), qui renvoie à la capacité non seulement de répondre à un choc externe, mais aussi de réfléchir à des stratégies potentielles de développement et **de faire face ex ante à d'éventuels chocs futurs**. Dans le même ordre d'idée, le GIEC définit **les capacités d'adaptation** ainsi :

**La capacité d'adaptation :**

« Faculté d'ajustement des systèmes, des institutions, des êtres humains et d'autres organismes, leur permettant de se prémunir contre d'éventuels dommages, de tirer parti des opportunités ou de réagir aux conséquences [du changement climatique] »

(GIEC, 2018a, glossaire Annexe II : 182).

Ensuite, l'intérêt de la notion **de capacités d'adaptation** réside dans le fait qu'elle englobe le risque environnemental en vertu de **deux composantes distinctes** :

- Une première composante, de type physique, fait référence à **l'exposition** d'un territoire aux impacts des changements environnementaux.
- Une deuxième composante, de nature contingente, fait référence aux **caractéristiques contextuelles des sociétés humaines ou des individus**. Ces dernières sont de nature

<sup>35</sup> Nous ferons de même pour les notions de risques ou d'aléas. Dans une perspective sociohistorique, « **la problématique du risque** est indissociable de la construction sociale des systèmes de protection et des perceptions de la sécurité », et donc de l'adaptation (Castel, 2003).

dynamique et évolutive et peuvent donc diverger dans le temps. Il s'agit, par exemple, des structures institutionnelles, politiques, sociales, économiques, culturelles etc.

**Par ailleurs, les déterminants de la capacité d'adaptation** divergent quant à eux en fonction des **contextes et l'échelle** examinés. Ils sont en outre partiellement interdépendants. Par exemple, **l'appartenance à certains réseaux** peut faciliter l'accès à des ressources économiques, qui peuvent à leur tour permettre l'adoption de nouvelles technologies etc. (Smit et Wandel, 2006).

Au-delà de la capacité d'adaptation, le cadre de la résilience sociale translocale nous permet d'articuler les pratiques migratoires des individus avec la notion de capital social. Suivant de Haan et Zoomers (2005) qui utilisent aussi la **théorie de l'habitus de Bourdieu** pour les études sur les moyens d'existence (*livelihoods*), les pratiques sociales sont opérationnalisées en termes de **style**<sup>36</sup> (*style*) et de **parcours** (*pathways*)<sup>37</sup> (voir aussi van Dijk, 2011). A ce titre, ce dernier soutient que les pratiques de résilience sociale translocale, les décisions et les actions prises par les acteurs mobiles et immobiles, pour faire face, s'adapter ou transformer leurs moyens de subsistance ont une histoire. Elles sont enracinées dans des **expériences personnelles ou collectives** passées et dans des processus d'apprentissage. Les parcours ou trajectoires des moyens d'existence sont une **question de mobilité sociale**..

Par ailleurs, ces **champs sociaux** sont caractérisés par des relations de pouvoir entre les **acteurs dominants et subordonnés** qui se disputent les ressources. Les règles régissant les *champs* — qui sont souvent contestées — déterminent l'accès aux ressources et, par conséquent, les moyens de faire face aux risques (Bourdieu et Wacquant 1992 : 97 ; de Haan et Zoomers 2005 : 43 ; Thieme, 2011). Les **positions des acteurs dans le champ sont liées à la dotation inégale en diverses formes de capital** (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 96). Le concept de capital joue un rôle central dans la théorie de la pratique de Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1986). Ses travaux, notamment *Esquisse d'une théorie de la pratique* (Bourdieu, 2000) et *La Distinction* (Bourdieu, 1979), sont identifiés comme les éléments d'une théorie généralisée des pratiques sociales.

Sans revenir sur l'ensemble des travaux de ce sociologue français, nous rappellerons de manière synthétique le **statut des capitaux** ainsi que la manière dont nous les appliquons à l'instar d'autres chercheurs (Etzold, 2017 ; Sakdapolrak, 2014 ; Sakdapolrak et al., 2016 ; Schöfberger, 2017).

Bourdieu (1986, 1998) décline quatre formes fondamentales de capital qui englobent différents **processus d'échange** : économique, culturel, social et symbolique<sup>38</sup>.

1. **Le capital économique** renvoie aux ressources matérielles, au patrimoine (par exemple, les ressources foncières au village), aux revenus (Bourdieu, 1979b).
2. **Le capital culturel** fait référence à l'ensemble des qualifications intellectuelles aux savoirs et savoir-faire, et parfois à leur reconnaissance au travers des diplômes (Bourdieu, 1979a).

---

<sup>36</sup> Anthony Giddens présente dans *The Constitution of Society* (Giddens, 1984) l'idée selon laquelle l'analyse des faits sociaux contemporains nécessite une prise en compte des styles de vie et des pratiques qui leur sont associés. La théorie de la structuration sociale proposée par Giddens met en évidence la récurrence des activités sociales qui contribuent à cette structuration : les pratiques sociales sont reproduites dans le temps et l'espace permettant aux individus de développer des modèles de relations sociales. Giddens comme Bourdieu soulignent l'existence de mécanismes conduisant à la stabilisation des pratiques dans des structures sociales.

<sup>37</sup> Etzold (2017) utilise les trajectoires des moyens d'existence (*livelihood trajectories*) au lieu des parcours (*pathways*).

<sup>38</sup> Alors que la *sustainable livelihoods approach* en distingue cinq<sup>38</sup> (Chambers et Conway, 1992 ; Scoones, 1998 ; DFID, 1999). Mais ceux-ci peuvent être intégrés ou assimilés aux capitaux de Bourdieu. Nous y revenons ci-après.



3. Le **capital social** désigne l'ensemble des relations sociales, des contacts dont un individu dispose et qu'il peut mobiliser (Bourdieu, 1980a). Nous nous attarderons et développerons l'évolution du capital social dans la littérature ci-après.
4. Le **capital symbolique**, quatrième de la liste, rend compte de la **reconnaissance et du prestige accumulés** par un acteur au sein de son champ d'appartenance (Bourdieu, 1989).

Ces différents capitaux **peuvent être accumulés, investis, convertis, transmis**, et leur inégale répartition parmi les acteurs sociaux est à la fois source et fruit de lutte(s) sociale(s)<sup>39</sup>. L'œuvre entière de Bourdieu est traversée par l'idée que tout capital accumulé, qu'il soit économique, social ou culturel, produit inmanquablement une forme d'imposition symbolique allant des dominants aux dominés (Dubois et al., 2019).

Ce qui nous intéresse dans le cadre de cette thèse, c'est la manière dont le capital social interagit avec la capacité adaptative des individus. Dans les paragraphes suivants, nous révélons donc les spécificités de la théorie de Bourdieu au regard de la littérature plus actuelle qui intéresse l'objet de recherche.

Selon Bourdieu, les individus accèdent au capital social par l'appartenance à des réseaux interpersonnels et des liens sociaux, puis le convertissent en d'autres formes de capital pour améliorer ou maintenir leur position dans la société (Bourdieu, 1986 ; aussi Coleman, 1988).

Le capital, dans l'interprétation bourdieusienne que nous suivons, n'est pas considéré comme donné ou statique, mais comme du « travail accumulé » et de « l'énergie sociale » (Bourdieu 1986 : 41). Il a un **caractère dynamique** et résulte de la lutte des relations sociales chargées de pouvoir et nécessite donc de s'interroger sur la manière dont il est généré, distribué et détruit (van Dijk, 2011). En tant que telles, l'accumulation et l'appropriation du capital sont liées à un effort productif qui nécessite du temps, et doit être conçu dans sa **dynamique temporelle** comme un processus historique évolutif. Pour Bourdieu (1986), la structure de la distribution du capital est l'expression de la régularité du monde social. Les positions relatives de domination ou de subordination des acteurs sociaux dans ce cadre sont déterminées par l'appropriation des différentes formes de capital et la manière dont elles sont valorisées et perçues dans les champs sociaux respectifs. En tant que tel, le capital détermine aussi les contraintes et le succès des pratiques sociales. Avec le terme « capital », Bourdieu (1997 : 79) vise à capter la totalité des processus d'échange sociaux afin de créer une « science générale de l'économie des pratiques » (Bourdieu, 1977 : 183).

Or, Sakdapolrak (2014) dans son analyse révèle en quoi les concepts de capitaux du *livelihoods approach* nécessitent une révision, n'étant pas tout à fait appropriés pour comprendre les **dynamiques sociales translocales** à l'œuvre en contexte migratoire. Alors que certains parallèles conceptuels entre le « capital » de Bourdieu et les « actifs » (*assets*) du cadre théorique des moyens d'existence (*livelihoods approach*) peuvent être identifiés, la compréhension du capital de Bourdieu aborde explicitement, comme le souligne Wilshusen (2012), les questions de contexte, des relations et de pouvoir, et remet donc profondément en question la notion traditionnelle non intégrée, anhistorique et statique des actifs dans les études sur les moyens d'existence (voir également van Dijk, 2011:106-108).

Bourdieu se concentre en effet sur les questions de classe, de pouvoir, de conflit et sur la manière dont les différents capitaux sont formés et jouent un rôle dans la reproduction et la transformation. Là encore, le contraste est frappant avec la littérature ultérieure qui utilise souvent **la notion de capital social** comme

---

<sup>39</sup> Cette logique, Bourdieu l'a plus d'une fois assimilée par métaphore à des opérations alchimiques (dans des expressions telles que « force magique », « transubstantiation », « transfiguration », « transmutation », « convertibilité », etc.), rendant toutes compte de l'inflexion particulière que subit toute forme, toute force, toute espèce de capital lorsqu'elle « répond à **“des attentes collectives”**, socialement constituées, à des croyances », au point d'« [exercer] une sorte d'action à distance, sans contact physique » (Bourdieu, 1994 : 189, cité dans Dubois et al., 2013).

concept fourre-tout (Fine, 2010 : 38-39). Allen (2006 : 98), dans le contexte de la préparation communautaire aux catastrophes, conclut dans ce sens que « le capital social ne peut être créé ou façonné indépendamment des inégalités structurées et des programmes politiques des acteurs locaux et externes ».

Les sociétés migrantes établissent entre elles – ainsi qu'avec leurs communautés d'accueil et d'origine – un nouveau **capital social et des réseaux** qui les relie (concernant les origines de ces concepts, voir Granovetter, 1973 ; Portes, 1998). Bourdieu (1979) définit ainsi le capital social comme : « l'ensemble des ressources réelles et potentielles liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées de connaissance et de reconnaissance mutuelles » (Bourdieu 1979 : 2).

Bourdieu fait ainsi une distinction essentielle — mais souvent ignorée — entre les réseaux eux-mêmes et les ressources qui peuvent être mobilisées par ces réseaux. Après tout, le volume du capital social possédé par une personne dépend, d'une part, de la taille des connexions du réseau et, d'autre part, du volume du capital (économique, culturel ou symbolique) possédé par chacune des autres personnes auxquelles elle est connectée. Les réseaux de migrants (*migrant networks*<sup>40</sup>) peuvent donc être conçus comme une forme de capital social spécifique à un lieu, dans lequel les gens puisent pour avoir accès à des ressources ailleurs (Massey et al. 1998). Les réseaux de migrants tendent à réduire les coûts économiques, sociaux et psychologiques de la migration (de Haas, 2010).

Bourdieu (1993), comprend le **capital social comme une ressource pour l'action collective**<sup>41</sup>. Il en va de même pour les **remises sociales (*social remittances*)**. Les liens et réseaux sociaux « lient le migrant à la communauté d'origine » (Conway & Cohen, 1998 : 33) et permettent aux communautés locales de renforcer leur résilience. Les migrants de retour peuvent faire revivre les réseaux sociaux existants dans les régions d'origine et inverser la fuite des cerveaux par des transferts directs de connaissances et d'expériences. Les réseaux établis par la migration donnent accès à des ressources qui enrichissent le capital humain, social et culturel des communautés d'origine (Woodruff & Zenteno, 2007). Portes et Sensenbrenner (1993) soulignent que **le capital social** peut avoir des conséquences aussi bien négatives que positives ; les théoriciens mettent généralement l'accent sur le rôle positif qu'il joue dans l'acquisition et l'accumulation d'autres formes de capital. Cet accent a été particulièrement prononcé dans la recherche sur la migration.

Enfin, toute espèce de capital (économique, culturel, social) tend (à des degrés divers) à fonctionner comme **capital symbolique** (de sorte qu'il vaudrait peut-être mieux parler, en toute rigueur, **d'effets symboliques du capital**) lorsqu'il obtient une reconnaissance explicite ou pratique, celle d'un habitus structuré selon les mêmes structures que l'espace où il s'est engendré. Autrement dit, le capital symbolique (l'honneur masculin des sociétés méditerranéennes, l'honorabilité du notable ou du mandarin chinois, le prestige de l'écrivain renommé, etc.) n'est pas une espèce particulière de capital, mais ce que devient toute espèce de capital, lorsqu'elle est méconnue en tant que capital, c'est-à-dire en tant que **force, pouvoir ou capacité d'exploitation (actuelle ou potentielle)**, et donc reconnue comme légitime.

Cette approche par les capitaux offre une **grille d'interprétation efficace des dynamiques sociales**, ce qui explique que de nombreux chercheurs, de disciplines différentes, y aient eu recours. Certains sont restés fidèles aux capitaux proposés par P. Bourdieu, là où d'autres ont au contraire essayé de les décliner sous de nouvelles formes. Nous reprenons le cadre théorique général, mais l'adaptions tout de même au contexte de notre étude. En particulier, c'est par le prisme des capacités des transferts matériels et les

---

<sup>40</sup> *Migrant networks* peuvent être définis ainsi: « sets of interpersonal ties that connect migrants, former migrants and non-migrants in origin and destination areas through bonds of kinship, friendship and shared community origin » (Massey et al. 1993: 448).

<sup>41</sup> À l'instar que d'autres sociologues comme Putnam (1993) et Coleman (1988), mais qui utilisent le capital social dans des perspectives de résultats différents.

perceptions de l'utilisation par diverses institutions sociales au village (famille, association, entreprise) que nous allons appliquer la théorie de Bourdieu.

### 3.5.4. Appréhender les dynamiques et connectivités des acteurs par le concept de translocalité

En ligne avec cette approche, les **divers transferts (*remittances*) et réseaux des migrants** dans les régions d'installation peuvent créer de nouvelles opportunités pour les migrants et leurs communautés, notamment par des transferts de ressources pour soutenir les moyens d'existence et y améliorer les conditions de vie. Les transferts diversifient les moyens de subsistance des ménages en compensant partiellement les pertes de ressources initiales. Les capacités et les transferts de ressources dans les réseaux de migrants, y compris les connaissances, les transferts de fonds et la migration de retour, peuvent contribuer aux innovations techniques et institutionnelles dans les communautés d'origine pour l'adaptation au climat, le développement durable et la consolidation de la paix (Scheffran et al., 2012).

S'appuyant sur des approches relationnelles de l'espace et du lieu (voir Appadurai 1996 : 178 ; Bourdieu 1997), la recherche sur la résilience sociale translocale doit également tenir compte de **la connectivité des acteurs à distance** et de l'interconnexion des lieux comme éléments constitutifs de la résilience. Ainsi, notre approche met l'accent sur les **liens continus et durables entre les migrants et leurs régions d'origine** (Levitt et Glick Schiller, 2004). Au cours de la migration généralisée et de la multiplication des formes de mobilité (PNUD 2009 ; Sheller et Urry 2006), les liens translocaux des personnes et des lieux avec d'autres dans des localités différentes – et souvent éloignées – s'intensifient (Zoomers et Westen 2011).

Nous utilisons **le concept de translocalité**, qui cherche systématiquement à se saisir de ces processus et dynamiques (Brickell et Datta 2011 ; Zoomers et Westen 2011 ; Greiner, 2010 ; Steinbrink, 2009).

**La construction de la translocalité** est influencée par la vulnérabilité et les contraintes structurelles. Les politiques migratoires du Nord et les coûts et risques liés à la migration sud-nord ont conduit à une sélectivité migratoire accrue (De Haas, 2009). La capacité des individus à satisfaire aux exigences des permis de séjour — telles que l'éducation, les garanties financières et les contacts dans le pays de destination — est influencée par leur degré de vulnérabilité. Par exemple, en raison d'un niveau d'éducation plus faible, d'un manque de diversification économique et d'une exposition majeure aux crises des moyens de subsistance, les personnes issues de ménages ruraux — par opposition aux personnes issues de ménages urbains — ont un accès plus difficile aux canaux de migration régulière dans les pays de l'OCDE (Schöfberger, 2017). Au Sénégal, de **nombreux villages ont adopté un système translocal** bien organisé. Le rôle des réseaux de migrants et des liens personnels pour le développement économique et social des zones d'origine est significatif (Chhetri, 1987 ; Adger, 1999 ; Gubert, 2002 ; de Haas, 2007, 2010).

Cette approche s'appuie sur la recherche sur les réseaux de migration et les divers transferts des migrants (*remittances*). Elle utilise les idées des études sur le transnationalisme, mais cherche à les intégrer dans une compréhension plus holistique, **orientée vers les acteurs et une compréhension multidimensionnelle des interdépendances socio-spatiales ancrées**. (Brickell et Datta 2011). L'accent mis sur les lieux et les localités. Cela ne signifie pas que l'on néglige les processus globaux, mais qu'en suivant Marcus (1995) –

« *the global is collapsed into and made an integral part of parallel, related local situations* » (Marcus 1995 : 102)<sup>42</sup> – les lieux et localités constituent une partie essentielle de l'analyse (Greiner et Sakdapolrak, 2013).

Nous prenons une perspective locale, en analysant les connexions locales-locales, bien que celles-ci se passent au-delà des frontières nationales. En effet, même en étudiant les relations sociales des membres d'une communauté villageoise qui sont situés dans des espaces nationaux distincts, il est possible de parler de translocalité. Ces concepts et leur terminologie ont connu une évolution certaine dans leurs usages par les académiques. Ainsi, comme nous l'avons vu, l'approche de la résilience sociale translocale implique aussi une dimension internationale et transnationale. Elle n'est pas limitée à des relations translocales au sein d'un même pays (Peth, 2015). Nous parlons donc de relations et de **pratiques translocales**, lorsque nous traitons de pratiques de transferts des migrants haalpulaar orientés vers leurs localités d'origine.

**Une approche translocale** permet aux chercheurs d'examiner non seulement les **réseaux de migrants**, mais aussi un large éventail de **connexions inter et intra-institutions sociales** entre des personnes vivant dans des lieux différents. Les approches translocales des études sur la migration sont fondées sur une compréhension complètement différente du lieu, de l'espace et de la localité par rapport aux études traditionnelles sur la migration, et ne sont **pas encore pleinement intégrées dans la littérature sur la migration et l'environnement** (Flavell et al., 2020 : 80).

La figure 4 ci-dessous illustre la structure des espaces translocaux, sur la base des travaux au Sénégal de Schöfberger (2017). Les résultats des entretiens avec les membres des douze villages confirment en effet ce schéma classique. Le lecteur trouvera dans la conclusion générale, une version évoluée adaptée de celui-ci ([figure 12](#)). Dans les communautés analysées, les espaces translocaux sont le résultat de processus de construction impliquant le village d'origine et d'autres lieux extra-locaux. Les actions qui ont lieu dans chacun de ces lieux influencent les actions dans d'autres lieux. En paraphrasant Escobar (2001), on peut donc affirmer que l'action, comme la culture, « s'installe dans des lieux ». L'encastrement des espaces dans de multiples lieux a conduit certains auteurs à les définir comme « multi-situés » (par exemple, Giraut, 2013 ; Dia, 2010 ; 2013 ; 2015). En raison de la variété des lieux et des formes de mobilité impliquées, les espaces multi-situés sénégalais ont été décrits comme des espaces de circulation, de transformation et de récupération d'une alchimie de cultures (Dia, 2014 : 143).

Dans ce qui suit, nous nous y référons en intégrant les considérations conceptuelles exposées ci-dessus :

— Une notion **dynamique et multidimensionnelle du lieu** est fortement mise en avant. Le lieu est considéré comme un nœud où les négociations entre les acteurs mobiles et non mobiles — inégalement dotés de diverses formes de capital — sont fondées ; où des flux mondiaux particuliers convergent et influencent la production sociale de services écosystémiques ainsi que la perception des menaces et des avantages des écosystèmes et, par conséquent, influencent la résilience sociale des ménages et des communautés (Brickell et Datta, 2011 : 10 ; Ernstson 2013 ; Mustafa 2005).

— La migration étend les lieux, c'est-à-dire les cadres d'interaction sociale, au-delà des endroits. Les processus migratoires alimentent et, en même temps, sont façonnés par les voies et les styles de **pratiques sociales** constituant les champs sociaux. Le champ social, en tant que contexte des pratiques sociales, s'élargit dans la mesure où les locaux sont finalement étendus à des translocaux — **des champs sociaux translocaux** — par l'établissement d'activités de routine dans et entre de multiples lieux. Les interactions à distance au sein des associations translocales, à leur tour, ont un impact sur les voies et les styles de pratiques et donc sur la résilience sociale. Un champ social n'est pas spatial en tant que tel : concrètement, des migrants sont simultanément intégrés dans leur champ social dans leur village d'origine (ils sont

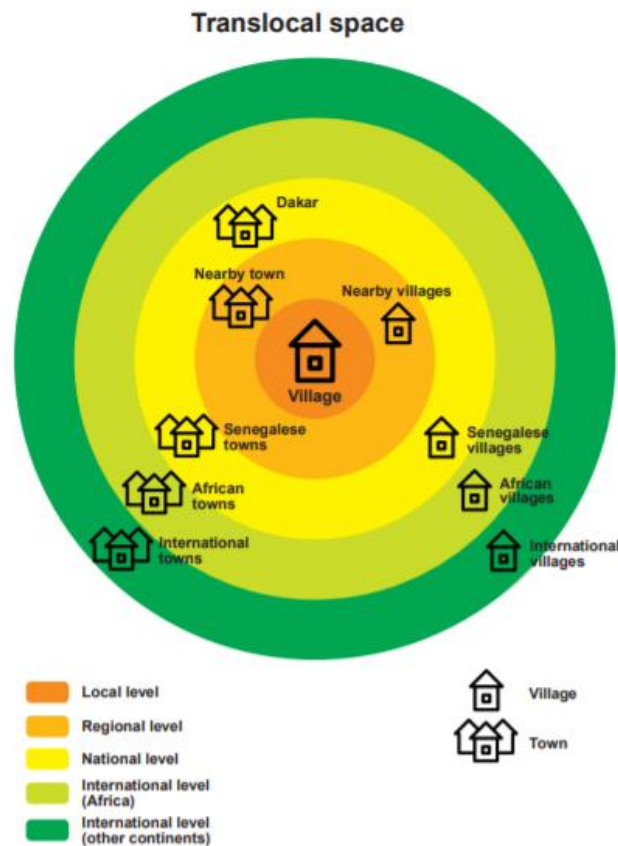
---

<sup>42</sup> Traduction de la citation originale : « le global est effondré et fait partie intégrante de situations locales parallèles et liées » (Marcus 1995: 102).

connus pour travailler sous telle et telle condition) ainsi qu'en même temps intégrés dans des organisations ou associations de migrants dans leur communauté de résidence.

<b>Transnationalisme (<i>Transnationalism</i>)</b>	<b>Translocalité (<i>Translocality</i>)</b>
Depuis les années 1990	Depuis les années 1980
Contexte du départ : la mondialisation	Contexte du départ : l'anthropologie
Les connexions mondiales au-delà des frontières nationales, avec pour thème central : « la création et la gestion de réseaux mondiaux d'échanges économiques et d'entrepreneuriat » (Brickel et Datta, 2011 : 8).	Discussion critique sur le dépassement des limites spatiales locales de la recherche (Appadurai, 1996).
Points de référence : œcuménisme mondial, réseaux, systèmes judiciaires-législatifs, unités économiques	Points de référence : loyautés et identités ancrées dans des réseaux sociaux translocaux spécifiques ; mondes de vie ( <i>lifeworlds</i> , cf. Habermas, 1987) et actions quotidiennes.
<b>2000 - Au tournant du siècle, le transnationalisme et la translocalité ont été de plus en plus discutés comme faisant partie l'un de l'autre</b> (Brickel et Datta, 2011 : 9)	
Les subjectivités des migrants ( <i>migrant subjectivities</i> ) en fonction de la limitation structurelle	<i>Social agencies</i> de la vie quotidienne des transmigrants
Perspective globale/internationale →	Perspective locale ; connexions locales-locales
<i>Grounded transnationalism</i> →	"In turn, translocality became a form of grassroots transnationalism – in the face of transnationalism from below" (Brickel et Datta, 2011: 10).

**Tableau 1 – Évolution et interaction des usages de deux concepts convergents : transnationalisme et translocalité (Source : Peth, 2015 d'après Brickel et Datta, 2011).**



**Figure 4 – Représentation de l'espace translocal et de ses niveaux (Source : Schöfberger, 2017 : 149).**

— **Les réseaux sociaux** sont considérés comme un résultat, ainsi qu'une condition préalable, des pratiques sociales translocales, et cruciaux pour l'échange et la communication (Steinbrink 2009 ; Greiner 2011). Ils sont les relations/interactions sociales entre les acteurs individuels et collectifs qui constituent les champs sociaux transfrontaliers (aussi abordés dans la recherche sur le transnationalisme<sup>43</sup>). Dans une certaine mesure, ils comblent le fossé théorique entre les perspectives micro et macro. Faist (2010 : 59-90) parle également d'une « *méso-level theory* ».

Tant les migrants et les non-migrants sont intégrés dans ces réseaux (Portes et Sensenbrenner, 1993) qui permettent la circulation des ressources, des informations et des marchandises, ainsi que le transfert des remises sociales, c'est-à-dire des idées, des pratiques et des identités, et influencent donc **les capacités** à faire face, à s'adapter et à transformer les moyens de subsistance sur le lieu d'origine des migrants (Levitt, 2001).

Conceptualiser la résilience sociale translocale de cette manière met l'accent sur :

- i) les **pratiques quotidiennes des acteurs sociaux qui sont enchâssés dans des champs sociaux**, qui sont structurés par la dotation des acteurs sociaux avec **différentes formes de capital** inégalement distribué. En même temps, ceux-ci sont
- ii) intégrés dans des **réseaux sociaux translocaux** qui facilitent la circulation des ressources, des pratiques et des idées entre les lieux. Une approche de la résilience sociale translocale telle que constituée par les **pratiques dans les champs sociaux translocaux** met donc l'accent sur les **circonstances ou conditions dans lesquelles la connectivité émerge, est maintenue ou est inexistante**. En outre, une approche de la résilience sociale translocale du lien entre l'environnement et la migration met l'accent sur
- iii) **l'agentivité des acteurs mobiles et immobiles** en ce qui concerne l'articulation, la régulation et la distribution des services écosystémiques et, par conséquent, **dévoile la nature construite et politisée des relations homme-environnement**.

Dans l'ensemble, une compréhension de la résilience sociale translocale basée sur la pratique rend compte de la **relation interdépendante entre l'agentivité (*agency*) des acteurs et les caractéristiques structurelles des champs sociaux reflétant les négociations constantes des capitaux**<sup>44</sup>. Ceux-ci influencent finalement les capacités à faire face, à s'adapter et à se transformer, et donc la manière dont la société interagit avec son environnement (Sakdapolrak et al., 2016).

Les figures 3 ci-dessus (section 3.1.) et la figure 5 ci-dessous (respectivement dans la et 3.5.4) illustrent qu'il y a des facteurs importants qui affectent négativement les conditions de vie au quotidien et les moyens d'existence des populations restées dans les communautés villageoises, dont certains qui sont influencés et/ou constitués par les **changements socio-environnementaux**. Puisque ceux-ci sont entremêlés avec d'autres facteurs sociaux, économiques et politiques, il est non seulement pertinent de savoir comment ceux-ci sont perçus et ont été vécus par les émigrés en Belgique, mais aussi par les villageois et (néo-)Dakarois (migrants internes, originaires du village d'origine).

**Ensuite**, la pertinence des migrants internationaux pour les villageois et dakarois réside notamment dans **leur apport en termes d'amélioration de qualité de vie dans le pays d'origine**. C'est précisément ces

---

<sup>43</sup> Les réseaux sociaux jouent également un rôle central dans l'approche du système migratoire.

<sup>44</sup> Pour une discussion et analyse comparative des approches principales de la structure/agentivité, à savoir la théorie des pratiques de Boudieu, la théorie de la structuration de Giddens, et la morphogénétique d'Archer, voyez : Lacroix, 2012 : 10-17).

capacités dont seraient dotés les migrants dans les représentations sociales qui leur confèrent **un statut social particulier**.

**Nous faisons l'hypothèse que si les effets des changements socio-environnementaux sont reconnus et identifiés** comme problèmes majeurs dans les localités du pays d'origine, alors les attentes et demandes sociales villageoises y seraient en partie associées. Ensuite, dans les cas où des migrants arrivent à répondre à certaines demandes sociales, leur statut social et reconnaissance sociale augmente et leur confère un capital politique. Celui-ci s'avère justement d'autant plus nécessaire et utile pour le migrant et les membres de son village en quête d'améliorer les moyens d'existence dans un contexte où les diverses ressources sont rares, notamment au niveau des ressources publiques.

En effet, **la réputation des migrants engagés** dépasse clairement le niveau de la famille et de son groupe statutaire. Cette réputation a des **effets dans les communauté villageoise**, constituée de divers sous-communautés et groupes sociaux (institutions sociales), mais aussi dans les villages voisins dans la région et même parfois au-delà.

### 3.6. La dimension politique de l'adaptation et la résilience sociale translocale : les transferts politiques

Les attentes envers les migrants internationaux comme « agents de développement » sont énormes de la part des acteurs de coopération internationale. La littérature sur les migrations regorge d'études sur les « diasporas » en tant qu'agents du développement national et vecteurs de changements sociaux (Mboup, 2001 ; Kleist, 2008 ; Sinatti et Horst, 2015) et sur l'impact des transferts de fonds individuels sur la réduction de la pauvreté (Ratha, 2013), le niveau de vie (Adams et al., 2008) et les inégalités (Taylor et al., 2005 ; van Nearssen et al., 2007). La sociologie des réseaux montre bien **la position stratégique des acteurs de la diaspora** (Granovetter, 1983 ; Burt, 1992). Par ces acteurs peuvent circuler des ressources de tous ordres, autrement confinées. C'est une position gratifiante qui n'est pas étrangère au succès actuel de la forme diasporique, mais elle suppose aussi des investissements symboliques, organisationnels et techniques importants (Fibbi et Meyer, 2002).

Certaines rares études suggèrent que les **attentes sociales dans le chef des bénéficiaires** sont aussi importantes, à savoir les **populations locales** dans les zones du pays origine des migrants. **Le poids de cette charge morale et sociale** qui pèse sur les migrants internationaux est problématique, tant pour les migrants eux-mêmes que pour les acteurs de développement privés et publics. Ceux-ci naviguent entre de nouvelles initiatives et de nouvelles politiques de (co-)développement avec peu de connaissance de cause, mais des attentes certaines. Bien que les apports de la migration au développement soient réels et qu'il soit dès lors important de contribuer à mieux canaliser et appuyer les efforts de la diaspora et ses associations, ils ne sont pas en mesure de modifier durablement les problèmes structurels. Ceux-ci demandent des efforts conjoints de la part des États d'installation et d'origine, et la mise en place d'accords commerciaux davantage cohérents avec le développement (e.a. Maggi et al., 2012 ; de Haas, 2012).

Les transferts ou remises (*remittances*) et les débats concernant leurs impacts à différents niveaux, du ménage au niveau global, ne sont pas nouveaux. Des discussions animées ont été menées dans les années 1970 et 1980 sur la question de savoir si les transferts de fonds ont contribué au développement, et si oui, comment ils ont mené à une impasse à la fin des années 1980 et au début des années 1990. La plupart des analystes s'accordaient à dire que les transferts de fonds étaient dépensés comme un revenu, c'est-à-dire pour la nourriture, l'habillement, le logement, l'éducation et les services de santé, et qu'il restait relativement peu d'argent à consacrer aux investissements dits « productifs » (Sarr, 2009 ; FIDA, 2014). Cependant, à partir du milieu des années 1990, l'intérêt pour les transferts de fonds a refait surface dans plusieurs milieux, en raison de plusieurs changements qui justifient de réexaminer les questions relatives aux impacts des transferts et à leur relation avec le développement (Skeldon, 2008). Ces changements comprennent l'émergence de transferts communautaires ou collectifs et des organisations de migrants qui y sont associées, ainsi qu'un nouvel ensemble d'acteurs institutionnels impliqués dans diverses formes de transferts (Sinatti et Horst, 2015 ; Wade et al., 2017b).

Ces changements justifient la reconnaissance et une **analyse plus approfondie des différents types** de transferts (*remittances*). Cela peut **contribuer aux discussions sur la relation entre les divers transferts** et les différentes versions ou définitions du développement, y compris la résilience et l'adaptation aux changements (socio-)environnementaux.



En effet, si la question du développement peut être déplacée, car différents types de transferts (familiaux, collectifs, investissements) contribuent à divers aspects du développement (Goldring, 2004), le même raisonnement est valable en ce qui concerne **l'adaptation collective**, qui permet d'améliorer les conditions de vie et stratégies de moyens d'existence de groupes de personnes dans les diverses institutions sociales villageoises (familles, entreprises, associations). Ainsi, comme pour le développement, cela suppose une **définition large de l'adaptation**, qui inclut des dimensions environnementale, sociale, communautaire et politique. Dans un contexte de changements socio-environnementaux, il est intéressant de faire l'effort de cerner les relations entre les transferts, en particulier leurs dimensions politiques, et les effets des aléas environnementaux qui affectent les moyens d'existence et les conditions de vie. Les transferts peuvent avoir des **dimensions politiques importantes**, qui deviennent claires dans le contexte de l'examen de leurs conséquences en termes de dynamiques avec des institutions médiatrices et des opportunités d'apprentissage et de constructions sociales et politiques.

Une compréhension translocale nous permet de saisir **les processus et mécanismes causaux** par lesquels la migration peut œuvrer à l'adaptation, notamment la manière dont les **capacités et les aspirations différentielles** (Porst et Sakdapolrak, 2018) se traduisent par :

- un certain choix de migration ;
- les conditions légales, de travail et de logement dans **les lieux de destination** et la manière dont elles se traduisent par les transferts (*remittances*) ;
- **la capacité des ménages dans les lieux d'origine** à transformer les transferts financiers et sociaux en actions adaptatives et transformatrices dans le contexte de changements environnementaux, économiques, sociaux et politiques ;
- **la capacité** des migrants et des membres des ménages dans les lieux d'origine **à s'auto-organiser et à s'engager dans des actions collectives** au niveau communautaire et au-delà (Sakdapolrak et al., 2016).

Cette dernière **dimension collective, et les implications politiques** des *remittances*, n'a pas été pas suffisamment abordée en général dans la littérature sur la migration et le développement (Lacroix, 2016 ; Boccagni, 2015), et encore moins dans le cadre du contexte de changements environnementaux. Ainsi, la thèse s'intéresse à combler certaines lacunes analytiques et empiriques.

**L'objet de recherche se situe** donc aussi dans la troisième sous-catégorie du « *homeland politics* » de Østergaard-Nielsen (2003), à savoir la « **politique translocale** » (« *translocal politics* »), pour désigner toutes les initiatives prises depuis l'étranger pour améliorer la situation des communautés d'origine. Ceux-ci peuvent éventuellement avoir des externalités si le renforcement ou l'autonomisation des communautés locales sert de catalyseur pour un changement politique à une échelle plus large. En effet, l'engagement dans le développement dans la communauté d'origine peut avoir des ramifications politiques plus larges, car l'autonomisation des communautés locales sert de catalyseur pour un changement politique à une autre échelle (Portes, 1999 : 473-474). Cette notion est caractérisée par les activités politiques entre localité. Il s'agit des actions des communautés d'immigrés qui mobilisent des ressources pour financer des projets dans les localités d'origine. En effet, ce sont surtout des associations de développement de type villageois, communal, confrérique voire communautaire et ethnique (entendu ici comme des groupes sociolinguistiques) qui se mobilisent pour investir le plus souvent dans les infrastructures sociales de base. En outre, le local est, le plus souvent, le lieu où se construisent les hommes politiques d'envergure nationale. Nous pouvons qualifier de manière interchangeable, à la suite de Smith et Guarnizo, (1998, cités par Waldinger, 2012) ces actions translocales comme transnationales, parce qu'elles mettent en œuvre les

communautés d'ici et de là-bas, qui ont mis sur pied des projets pour l'amélioration des conditions de vie des populations des communautés d'origine.

Dans une optique collective, les associations d'immigrés ont fait l'objet d'une littérature interdisciplinaire dans des champs d'études tels que la participation politique et les mouvements sociaux, la société civile, le bien-être local, ainsi que les relations organisationnelles et ethniques. Certaines études examinent le potentiel des associations de migrants en tant que source de connexions de développement avec la patrie, en particulier au niveau local (Guarnizo, Portes, & Haller, 2003 ; Itzigsohn & Villacrés, 2008). Boccagni et Pilati (2015) étudient la littérature sur les variables structurelles, contextuelles et individuelles qui façonnent les associations d'immigrants et leurs champs d'action. L'adaptation aux changements environnementaux n'y a que très rarement été associée. Pourtant, cette problématique transversale socialement construite réclame d'être investiguée davantage et avec une approche interdisciplinaire. L'adaptation associe étroitement politiques publiques, connaissances scientifiques, innovations technologiques et changements de comportements.

Ainsi, nous estimons que les critiques oublient aussi **l'importance du niveau méso et les mécanismes des institutions locales** (Christoplos, 2010) et des institutions sociales, comme les familles/lignages, les entreprises, et les associations (Lacroix, 2014) dans les villages ou communautés d'origine. Cela peut être entendu comme les réseaux intermédiaires ou « meso » (Faist, 2010) à l'échelle de la communauté translocale.

En outre, le rôle des associations d'immigrés est souvent exposé à des attentes exagérées ou trop instrumentales au sein du nouvel agenda mondial du développement (Faist, 2008 ; Boccagni, 2015), de la même manière que les « migrants agents adaptatifs » dans l'agenda de l'adaptation au changement climatique (Felli, 2013 ; Bettini, 2017). Puisque les migrants sont **contraints par les structures sociales et institutionnelles**, nous considérons qu'il est crucial de mieux les comprendre. En effet, nous pensons que cette compréhension pourra contribuer à consolider et/ou **réinventer des mécanismes institutionnels** adéquats qui aident à surmonter les obstacles et permettent des solutions innovantes dans le processus de migration, tels que l'auto-assistance, les règles sociales, la gestion conjointe et durable. Ceux-ci pourraient davantage servir de base à la coopération entre les gouvernements, les groupes de citoyens et les entreprises (Scheffran et al., 2012).

### 3.6.1. Un positionnement ancré dans la political ecology

Notre positionnement est clairement informé par la **political ecology**, courant qui prône la connaissance approfondie d'un terrain, avec la mise en évidence des effets environnementaux et sociaux locaux produits par les jeux de pouvoir à différentes échelles (Gautier et Benjaminsen, 2012). Très peu de tentatives significatives ont été faites pour introduire cette approche dans le débat sur l'adaptation et la migration. (Baldwin & Fornalé, 2017: p 325, sauf Vigil, 2019 ; Sakdapolrak et Greiner, 2016). Du point de vue de la *political ecology*, certaines questions sont mises en évidence : les questions des contextes et conditions structurelles, du rôle du pouvoir – et donc du politique - et de l'agentivité des acteurs (locaux et non locaux), ainsi que de la pauvreté et de la vulnérabilité dans le contexte d'un environnement politisé. Une perspective de *political ecology* considère les « conflits environnementaux », principalement comme des négociations sur l'accès et le contrôle enracinées dans l'histoire et les relations sociales (Le Billon 2001 ; Peluso et Watts 2001).

En s'inspirant des travaux académiques sur la *political ecology* et le transnationalisme (notamment ceux de Biersack 2006 et Taylor 2011), nous soutenons qu'une synthèse des perspectives de la translocalité et de la

*political ecology* est un moyen fructueux d'améliorer la compréhension du lien entre migration et environnement. Bien que les deux perspectives présentent des points communs conceptuels, puisqu'elles partagent des termes et dimensions centrales, elles sont néanmoins **complémentaires**, car elles diffèrent dans leurs accents. Tout d'abord, le lieu est conceptualisé de manière dynamique et multidimensionnelle en tant que nœud où « le local-local est le plus important » et où s'ancrent les « négociations locales-locales » (Brickell et Datta, 2011) entre les migrants et les non-migrants (*translocalité*). C'est là que convergent des flux multi-scalaires particuliers, et où différents ensembles d'acteurs négocient l'utilisation des ressources et produisent une configuration spécifique des relations entre l'homme et l'environnement (*political ecology*).

Les deux approches ont une notion commune du lieu en tant qu'arène pour les processus de différenciation sociale et pour la génération d'inégalités sociales (Massey, 1991). Deuxièmement, les deux approches partagent l'idée fondamentale selon laquelle la compréhension des processus locaux doit prendre en compte les dynamiques et les **interactions à plusieurs échelles**. Alors que la *political ecology* met l'accent sur la manière dont les environnements locaux sont façonnés par des forces politiques, économiques et autres à des niveaux supérieurs (Bebbington et Batterbury 2001), la translocalité s'intéresse aux connexions locales-locales, à la simultanéité et aux engagements multilocaux d'acteurs mobiles et non mobiles.

### 3.6.2. Les transferts politiques par les transferts matériels

Cette thèse conçoit les **transferts ou remises** (*remittances*) comme une **pratique sociale**, qui comprend l'échange d'argent, d'objets, de comportements et d'habitudes, de capital social, d'opinions, d'idées, de normes et de récits (Levitt et Nyberg-Sørensen, 2004 : 8). Dans un esprit a priori similaire que la théorie du don (Mauss, 1925), les transferts sont des actes de participation, des manifestations de loyauté ou d'**allégeance** et d'**agentivité individuelle et collective**. Par cette **compréhension large**, nous pouvons saisir les différentes pratiques de transferts (*remittance practices*) qui nous permettent d'analyser le rôle que joue la dimension politique dans la capacité des migrants à améliorer les conditions de vie de proches dans leur communauté d'origine.

Les études sur la manière dont les connaissances et les pratiques des migrants se développent au fil du temps montrent que, non seulement **la politique transplante** et assure une **implication et des contacts continus** des migrants au fil du temps (Levitt et Lamba-Nieves, 2011), mais que **les préoccupations liées au développement de la patrie** contribuent à **remodeler les structures du pouvoir politique** et à renforcer la participation politique des migrants à la politique locale dans leur zone d'accueil (Piper, 2009 ; Sabur et Mahmud, 2008).

Si les transferts politiques peuvent impliquer l'échange d'idées politiques particulières depuis le nouveau foyer des migrants et les infuser dans la politique du pays d'origine (par exemple, Goldring, 2003, Steen, 2007, Piper, 2009), ils peuvent être interprétés comme des **pratiques d'appartenance** dans le sens où **ils affirment le rôle continu des migrants en tant que membres d'une société locale** (Lacroix, 2014 ; Carling, 2014).

Dans le cadre notre objet de recherche, pour comprendre comment des membres de communautés migrantes contribuent à l'adaptation collective (au-delà du ménage) dans leur village originel, nous devons commencer par **démêler le vaste concept de « remises » ou transferts à implications politiques**, que nous appellerons dorénavant **transferts politiques** (voir la définition encadrée ci-dessous).

Cette thèse soutient qu'avant d'arriver au stade du migrant acteur politique affiché, les migrants sont engagés « politiquement » au sens large d'une certaine façon par leurs diverses pratiques de *remittances*, **tant**

**individuelles et familiales que collectives** (communautaires et villageoises). En outre, ces remises peuvent être **matérielles** (envois de fonds financiers ou pécuniaires ; biens et matériaux en nature) **ou immatérielles**, c'est-à-dire les remises sociales (*social remittances*) (Levitt, 1998). Ces dernières incluent des transferts tangibles et « intégrés » au migrant (nouvelles compétences et connaissances personnelles) et d'autres formes intangibles tels des informations, des réflexions sur les normes et les valeurs, différents points de vue, des façons de faire et, en général, des idées nouvelles (Peth et Sakdapolrak, 2019). Pour expliquer les faibles montants des transferts de fonds qui ont été investis de manière « productive », Goldring (2004) a proposé de rajouter une catégorie de « transferts de fonds d'investissements » (*remittance investments*), que d'autres ont appelé des « **transferts d'investissements productifs** ».

Généralement, les articles académiques se concentrent soit sur les **remises individuelles**, soit sur les **remises collectives**. Les remises économiques sont un terme généralement utilisé pour désigner le flux financier de la région de destination vers la région d'origine et il s'agit d'une forme individuelle de transfert en espèces (argent) ou en nature (biens matériels). Les remises collectives sont, en revanche, collectées par un groupe ou une communauté et envoyés au profit d'un autre groupe ou d'une autre communauté. (Goldring, 2004). En revanche, si nous prenons en compte des *initiatives* individuelles dans notre analyse, c'est uniquement lorsqu'elles ont des retombées collectives, c'est-à-dire qui dépasse le niveau du ménage. Nous élargissons donc la définition classique de remises collectives, en considérant que des initiatives individuelles peuvent également avoir des retombées collectives.

Ce sont les transferts financiers (*financial remittances*) qui ont été les plus étudiés et mis en avant, dans le champ de la migration et du développement, ainsi que dans celui du lien entre migration et environnement. Par conséquent, ils sont davantage mis en avant dans les recommandations politiques que les transferts sociaux, qui commencent progressivement à être repris dans certains programmes d'acteurs de la coopération<sup>45</sup>. Ensuite, nous verrons que l'utilisation de ces diverses catégories de remises dans le contexte haalpulaar prennent tout leur sens lorsqu'elles sont associées avec une approche Bourdeusienne de résilience sociale translocale.

Nous formulons une **définition opérationnelle pour la notion de transferts politiques** (*political remittances* en anglais) dans l'optique de répondre à notre problématique et question de recherche. Dans la littérature, la définition est comprise comme une sous-catégorie indistincte des transferts sociaux<sup>46</sup>, et donc de transferts immatériels (normes, valeurs, connaissances, savoir-faire, etc.). Étant adoptée avec une vision restreinte, cantonnée aux transferts de normes, elle omet généralement de faire le lien avec les transferts économiques ou matériels (sauf, par exemple, Lacroix, 2016 ; Vari-Lavoisier, 2016 ; Senne, Chort, & Gubert, 2011).

Dans la définition classique de Levitt (1998 : 933-4) les **transferts sociaux** (*social remittances*) englobent la politique, définie au sens large pour inclure les idées, les valeurs et les croyances concernant la performance organisationnelle des institutions étatiques, mais aussi les modèles de participation civile et politique. Lacroix, Levitt et Vari-Lavoisier (2016) tendent également à subsumer le politique dans les remises sociales lorsqu'ils incluent les « flux intangibles », la « diffusion démocratique » et les « transferts de normes ». Les « transferts ou remises politiques » sont généralement comprises comme une partie des remises sociales où la mobilisation et l'engagement politique peut se développer autour de rassemblements particuliers, d'une organisation sociale ou de pratiques de vote (par exemple Tabar, 2014 au Liban ; Smith, 2015 au Sénégal). La littérature politique et économique sur la migration s'est attachée à établir une

---

<sup>45</sup>Depuis 2001, avec le programme-phare MIDA de l'OIM au Ghana et au Sénégal appuyé pour la Coopération italienne ; Migration for Development-programme 2017-2020 de la GIZ, l'agence de développement allemande. Voyez le programme [MIDA](https://diaspora.iom.int/migration-development-africa-mida-ghana-senegal) : <https://diaspora.iom.int/migration-development-africa-mida-ghana-senegal> ; et programme [Migration for Development](https://www.giz.de/en/worldwide/62318.html): <https://www.giz.de/en/worldwide/62318.html>

<sup>46</sup> Souvent le terme synonyme de 'remises sociales' est utilisé dans la littérature francophone.

relation de cause à effet entre la migration internationale et le comportement politique. Ces études analysent généralement le transfert de normes politiques induit par la migration, au niveau macro ou micro (lire Tuccio et Wahba, 2020, pour un aperçu).

Je soutiens dans cette thèse qu'il est possible et intéressant d'étendre davantage ce concept. Ainsi, certaines pratiques translocales de transferts matériels ayant des retombées socioéconomiques, qui n'apparaissent, *prima facie*, pas comme des transferts politiques, ont, en fait, une nature politique et peuvent être politisées (aussi Lacroix, 2016). Ainsi, dans l'économie morale de la société *haalpulaar*, ils peuvent être compris comme des processus sociopolitiques qui mettent en lumière la dimension politique des pratiques de transferts des migrants orientés vers le pays d'origine. Le concept d'économie morale désigne d'ailleurs un ensemble de pratiques et de valeurs politiques, infra-politiques et culturelles communautaires qui visent à la défense des intérêts de la communauté même sur le plan économique (lire Thompson, 1971 ; Scott, 1976).

**Dans cette optique, nous définissons les transferts politiques ainsi :**

Des transferts politiques sont des pratiques translocales de transferts qui entraînent des conséquences (infra-, micro et/ou macro) politiques (résultats). Ces résultats peuvent notamment se traduire en termes de stratégies et capacités d'adaptation collective aux changements socio-environnementaux. Ils résultent des processus ou mécanismes inhérents aux dimensions politiques, et donc de relations de pouvoirs, qui traversent des pratiques de transferts des migrants.

Dans un contexte de changements socio-environnementaux, on s'intéresse aux transferts politiques qui **permettent d'améliorer les stratégies et capacités d'adaptation collectives**. Ce sont donc des retombées politiques, plus ou moins directes, qui émanent depuis diverses pratiques de transferts, contribuant de manière plus ou moins intentionnelle, à faire face aux effets des changements environnementaux. Dans une double compréhension Bourdieusienne et de *political ecology*, ces transferts politiques modifient les relations de pouvoirs au sein des communautés translocales, et par conséquent également la distribution des risques socio-environnementaux au sein de celles-ci. Le débat scientifique a montré en effet que les ressources, les capacités, les coûts et les charges sont inégalement répartis entre les acteurs sociaux (Bourdieu, 1985), notamment dans le contexte de la migration (Carrington et al., 2008 ; Preibisch et al., 2016).

Cette thèse s'intéresse à la dimension politique et écologique des engagements à travers des pratiques individuelles et collectives de transferts matériels et économiques utiles à améliorer les moyens d'existence et conditions de vie dans la communauté d'origine. Ainsi, si des aspects immatériels et dimensions extra-économiques, c'est-à-dire diverses valeurs derrière les engagements et capitaux, dont le capital social et symbolique, apparaissent importants pour comprendre les mécanismes derrière ces pratiques, ce ne sont pas les transferts sociaux immatériels en tant que tels qui sont l'objet central de la thèse. C'est l'intersection entre les dimensions politiques et socio-écologiques des pratiques de transferts matériels<sup>47</sup> qui nous intéresse principalement. Ces pratiques impliquent, d'une part, un certain engagement du migrant — souvent politique, dans une certaine mesure — envers la communauté d'origine, et, d'autre part, comportent des conséquences socio-écologiques au sein de celle-ci.

Krawatzek et Muller-Funk (2019) soutiennent que les transferts politiques sont analytiquement distincts des autres transferts principalement parce qu'ils peuvent vouloir transformer l'État lui-même et visent généralement **la sphère publique** — contrairement aux transferts sociaux, économiques ou culturels. C'est pourquoi les transferts politiques sont souvent intermédiées par l'État et peuvent également devenir la

---

<sup>47</sup> Sur la base d'une désagrégation des transferts en transferts familiaux, collectifs ou communautaires, et d'investissement (Goldring, 2004).

cible de ses activités de sensibilisation. Nous montrons précisément comment la plupart des pratiques transnationales de migrants ont des effets collectifs, même lorsqu'elles sont *à priori* orientées vers la famille. Ainsi, les pratiques qui touchent à la sphère publique, revêtent souvent un caractère politique.

L'approche adoptée dans le cadre de ce travail est donc d'interroger les **transferts politiques** à la suite des relations sociales que des migrants entretiennent avec les membres de leur communauté d'origine par diverses pratiques transnationales qui ont des retombées communautaires et adaptatives. Ces relations et ces questions seront ici abordées à travers l'étude des transferts individuels et collectifs des migrants pour le bénéfice des populations d'origine (voir Figure 5 ci-dessous). Nous nous intéressons à la **capacité des migrants au sens empirique, c'est-à-dire à leurs pratiques** qui apportent des contributions adaptatives collectives à leur village d'origine. En d'autres termes, nous n'évaluons pas les effets des projets adaptatifs *per se* ni les modalités de leurs transferts, mais nous étudions les **interactions entre acteurs migrants et non migrants** (acteurs sociaux et institutionnels) au sein d'arènes politiques translocales (villageoises), dont l'enjeu est à la fois l'accès aux ressources et la constitution d'une légitimité/autorité politique.

La figure 5 ci-dessous résume notre cadre théorique du mécanisme de transferts politiques dans un contexte de changements socio-environnementaux. Remarquons déjà que le lecteur trouvera la version plus affinée au niveau des capacités de contribution à l'adaptation collective dans la conclusion générale de la thèse (Figure 13).

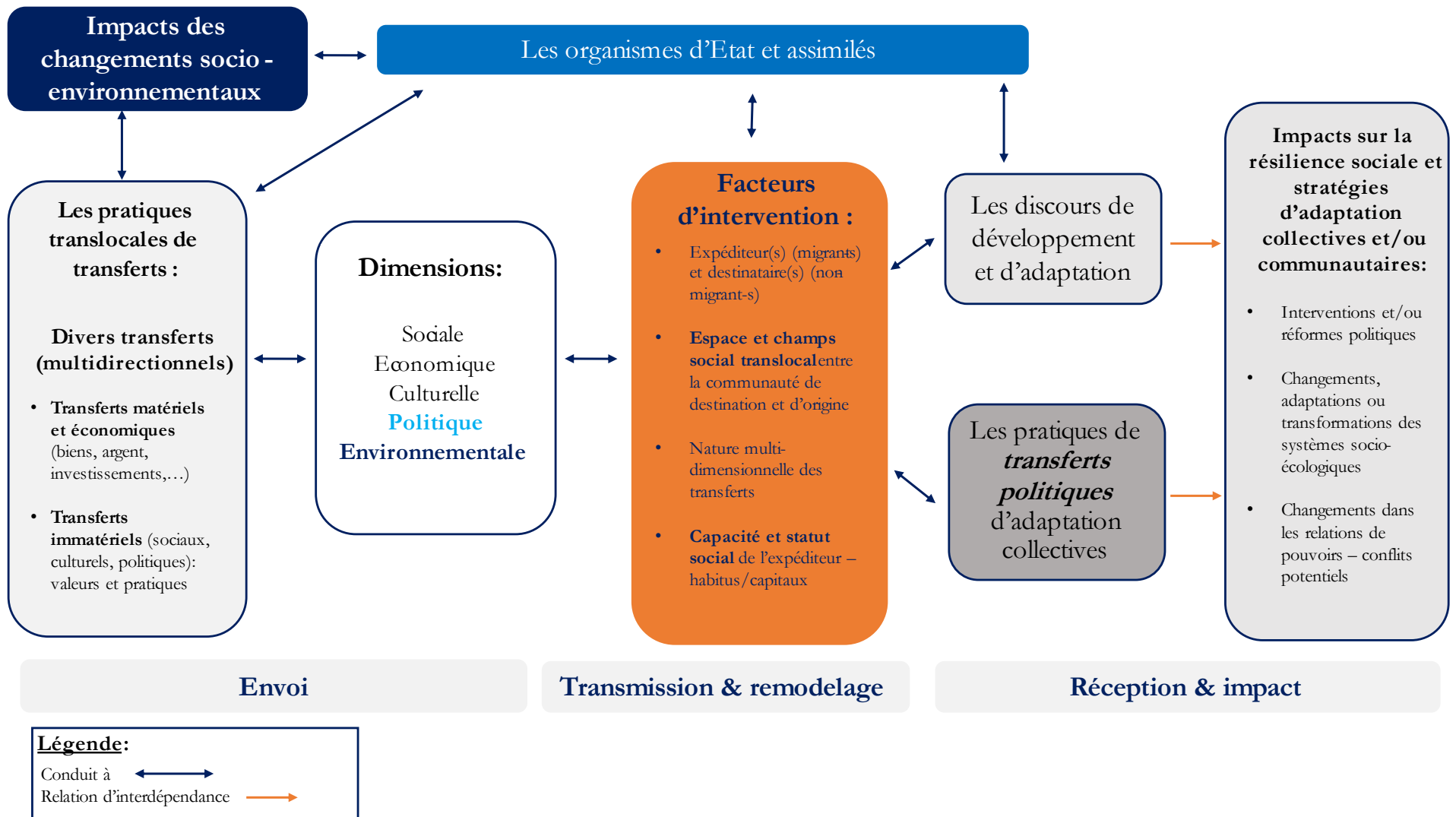


Figure 5 – Le mécanisme de transferts politiques dans un contexte de changements socio-environnementaux (source : auteur, construit sur base de Krawatzek et Muller-Funk, 2019).

## 4. Méthodologie générale

### 4.1. Démarche et principes méthodologiques

Cette partie décrit comment nous allons répondre aux questions de recherche précitées. Notre recherche contient toutes les caractéristiques d'une approche interdisciplinaire et qualitative (Creswell, 1998 : 14). Plutôt que de chercher les bonnes réponses, la recherche qualitative se préoccupe également de la formulation des bonnes questions, et de ce qui est réellement utile pour générer des hypothèses (Sofaer, 1999). Ainsi, le but de la recherche qualitative s'inscrit dans la « description grossière » (Geertz, 1973<sup>48</sup>) et la compréhension ancrée dans le terrain et en profondeur de l'objet d'enquête.

Les questions et les hypothèses de recherche ont été élaborées suivant une démarche itérative (théorie-empirie). L'objectif de cette démarche de type socio-anthropologique est de se laisser surprendre par le terrain de recherche et par ce qui nous est dit, tout en gardant en tête le cadre général de l'état de l'art de la littérature sur la contribution de la migration par le prisme des diverses « *remittances* » pour l'adaptation aux changements environnementaux (e.a. Gemenne & Blocher, 2017 ; Sakdapolrak et al., 2016). Les études socio-anthropologiques de terrain ne sont généralement ni purement déductives, ni inductives, mais plutôt une combinaison des deux. Wilson & Chaddha (2009) expliquent qu'elles partent de la théorie déductive et finissent par générer des arguments théoriques dans un processus inductif qui intègre les anciennes idées issues de la théorie à des arguments théoriques nouveaux et inattendus basés sur des données découvertes lors de recherches sur le terrain.

Au départ, nous sommes partis de cadres théoriques existants (*framework analysis*), afin de constituer nos premières grilles d'enquêtes thématiques par rapport aux perceptions environnementales, aux pratiques et aux stratégies d'adaptation transnationales qui y sont associées. Avec des pistes de recherches basées sur les projets MECLEP et TransRe, notre objectif a été de recueillir des informations sur les perceptions et représentations des populations autour des migrants et de leurs différentes actions sociales ayant des retombées d'adaptation collectives et politiques dans la zone.

La primauté de notre démarche empirique se répercute en conséquence dans la structure du travail. En effet, nous avons choisi de ne pas proposer en introduction l'état d'une question qui aurait été posée *a priori* par rapport à la littérature s'y référant. Nous avons privilégié la recherche d'un cadre théorique permettant de fédérer et de canaliser les nombreuses observations de terrain vers **un questionnement spécifique** qu'il nous a semblé primordial de relever à l'issue du travail de terrain (*a posteriori*).

Pour saisir la connectivité translocale et ses impacts sur les pratiques de transferts contribuant à une résilience sociale translocale et des stratégies d'adaptation, une approche de recherche multi-sites a été choisie (Marcus, 1995 ; Falzon, 2009). Comme Marcus (1995) l'a souligné, l'approche de recherche multi-sites est particulièrement adaptée pour surmonter la pensée dichotomique typique entre ici et là-bas, local et global, rural et urbain (Marcus, 1995, p. 95) qui a longtemps dominé la recherche sur la migration et le développement (Brickell et Datta, 2011; Zoomers et van Westen, 2011 ; Greiner et Sakdapolrak, 2013 ; Schapendonk et Steel, 2014).

Cette thèse adopte une approche intégrative éclectique (*eclectic integrative approach*), combinant plusieurs approches utilisées par des anthropologues qui travaillent ethnographiquement sur les questions de changement climatique (Baer et Singer, 2014 : 68). Les trois approches sont celles de l'écologie culturelle

---

<sup>48</sup> Dans sa langue originale : « *thick description* » (Geertz, 1973).



(*cultural ecology*), des Interprétations culturelles ou phénoménologiques (*cultural interpretive or phenomenological approach*), et des approches critiques (*critical approaches*) issues de la *political ecology*. Baer et Singer présentent une approche éclectique quelque peu englobante (Baer et Singer, 2014 : 5), sous ce que Leichenko et O'Brien appellent le discours intégratif, où le changement climatique est considéré comme un problème environnemental et social enraciné dans « particular beliefs and perceptions human-environment relationships and humanity's place in the world<sup>49</sup> » (Leichenko et O'Brien, 2019 : 43).

La première approche dite écologique culturelle (*cultural ecological approach*) concerne le risque et la capacité des systèmes sociaux humains à s'adapter aux nouveaux scénarios de changement climatique.

La deuxième approche *culturelle interprétative* ou *phénoménologique* se concentre sur la construction du sens, les perceptions et les interprétations d'un environnement changeant. Ces ethnographies explorent souvent la relation entre les connaissances "locales" et les phénomènes climatiques (Baer et Singer, 2014 : 67, 71). Dans le cadre d'une approche phénoménologique, le changement climatique devient perceptible par les sens humains à travers les changements météorologiques ou environnementaux. Tous les humains, et sans doute surtout les agriculteurs, ont tendance à planifier leurs activités parce qu'ils attendent un certain type de météo en fonction de la saison. Ramener le caractère abstrait du changement climatique "sur terre", pour ainsi dire, a été un appel auquel beaucoup ont répondu par les perceptions des gens en matière de météo et de saisonnalité.

Certaines parties de ma propre analyse s'inspirent de cette tradition, mais, comme le font remarquer Baer et Singer (2014), l'approche phénoménologique tend souvent à éviter d'aborder la manière dont les perceptions de l'environnement et du climat peuvent être liées au pouvoir. Ce dernier est abordé de manière ethnographique par les approches critiques, qui s'alignent sur le champ de la *political ecology* (Robbins, 2020) et le *critical discourse* suggéré par Leichenko et O'Brien (2019). En abordant la question de l'adaptation et de la migration environnementale, ainsi que celle de la gestion des risques, nous combinons ainsi les questions politiques et le "sense making" culturel. C'est donc à la catégorie d'approche éclectique de la recherche ethnographique que je vois ce travail contribuer pour articuler les principales conditions propices aux contributions des migrants aux stratégies collectives d'adaptation et mettre en lumière leur dimension politique. En utilisant des approches interprétativistes/constructivistes<sup>50</sup> qui intègrent les dimensions symboliques (Bourdieu, Simmel, Mauss), notre approche devrait permettre également une certaine compréhension du processus conduisant les migrants à s'engager — à divers degrés — pour leur communauté d'origine.

Cette approche s'est incarnée dans la définition même de l'objet de recherche. C'est ainsi que le travail de terrain a rapidement révélé que **l'adaptation au changement climatique est un champ trop restreint** pour comprendre les mécanismes de transferts politiques dans le contexte des processus de changements environnementaux à l'œuvre dans les communautés d'origine, qui comprennent aussi des processus de changement agricole et rural. Le climat faisant partie de l'environnement, **les changements socio-environnementaux** (incluant le changement et la variabilité du climat) pour le Sénégal semble plus adéquat (Ionesco et al., 2017). Le changement climatique est un phénomène statistique abstrait, à savoir une modification lente et progressive des conditions climatiques moyennes, et donc un phénomène difficile à détecter et à évaluer avec précision sur la base d'une expérience personnelle (Weber, 2015).

<sup>49</sup> Traduction : « des croyances et des perceptions particulières des relations homme-environnement et de la place de l'humanité dans le monde ».

<sup>50</sup> Le constructivisme est « un courant ou un paradigme à l'intérieur de la sociologie qui se donne explicitement pour mission d'étudier la façon dont, concrètement, nous construisons au quotidien la réalité dans laquelle nous vivons » (Van Campenhoudt, 2014 : 241).

Dans notre recherche, nous intégrons **trois groupes de déterminants en particulier, agissant sur les capacités d'adaptation des migrants, et par ricochet, sur ceux des non-migrants restés au village.**

- (A) Le premier groupe est **celui des facteurs d'ordre sociocognitif, qui font référence aux représentations sociales** (Adger et al., 2009 ; Clayton et al., 2015 ; Vulturius et al., 2018).

Les travaux s'intéressant à ces facteurs intègrent dans leur approche des éléments tels que les **croyanances** liées aux changements environnementaux (dont le changement climatique), la **perception du risque**<sup>51</sup> ou encore la perception de la **capacité personnelle à s'adapter** (Hulme, 2009). L'analyse de ces facteurs sociocognitifs permet d'évaluer, outre **les pratiques d'adaptation, les motivations d'acteurs** à l'origine de ces pratiques. Dans notre cas, plus particulièrement les motivations derrière les pratiques translocales et les demandes sociales envers les migrants pour la mise en place de stratégies d'adaptation à l'échelle collective (ou non) impulsées par les transferts (politiques) des migrants.

**L'analyse des perceptions socio-environnementales** et des transferts liés est notre porte d'entrée. L'objectif de la première partie de la recherche est en effet de cerner **les perceptions villageoises, les effets des changements environnementaux** sur les conditions de vie et moyens de subsistance ainsi que les **représentations sociales et les attentes envers les migrants internationaux.**

La perception des interactions nature/société et la perception de l'environnement (entendue ici comme le cadre global dans lequel évolue une population, ce qui n'empêche pas de prêter attention aux perceptions environnementales « naturelles », plus strictes<sup>52</sup>) sont en fait avant tout une affaire individuelle. Puisqu'elles sont rendues possible par les sens, la majorité d'entre nous possédons les mêmes outils pour l'appréhender. Elle est cependant hautement subjective et socialement construite, car influencée par l'expérience, la sensibilité, la personnalité de chacun, et par les relations particulières qu'une personne entretient avec l'environnement.

Le concept de **représentation**, l'une des notions fondatrices de la psychologie sociale (Moscovici, 1961), mais aussi de la sociologie (Bourdieu, 1982), et de l'anthropologie (Augé, 1979), désigne une forme de connaissance sociale, la pensée de sens commun, socialement élaborée par les membres d'un même ensemble social ou culturel. C'est une manière de penser, de s'approprier, d'interpréter une réalité donnée et son propre rapport au monde. Les apports de ces disciplines reconnaissent et explicitent la fonction des représentations dans la constitution des rapports sociaux, l'orientation des comportements collectifs et la transformation du monde social (Maggi et al., 2008). Les représentations d'un groupe social et culturel donné peuvent dès lors être étudiées en observant, en récoltant et en analysant un corpus complexe d'informations, valeurs, opinions, comportements, envisagés comme une structure organisant l'ensemble des significations relatives à l'objet sous examen (Moscovici, 1998). Pour étudier auprès d'une communauté un tel « montage » de discours et de comportements relatifs aux changements environnementaux et à la migration – en d'autres termes ses représentations – une approche méthodologique ethnographique a été privilégiée. Elle s'est basée sur les entretiens individuels et collectifs (ou focus groupes), l'observation, et l'immersion sur le terrain (Lessard-Héber, Goyette, Boutin, 1997).

<sup>51</sup> Le risque, concept insaisissable et multidimensionnel, a été approché par diverses disciplines émanant aussi bien des sciences humaines et sociales que des sciences dures. En particulier, on doit d'abord la notion de perception du risque aux sciences cognitives (psychologie, intelligence artificielle, anthropologie...).

<sup>52</sup> Une définition classique est celle-ci: « *Environmental perception has commonly been defined as awareness of, or feelings about, the environment, and as the act of apprehending the environment by the senses* ». (Zube, 1999).

- (B) Le deuxième groupe est **celui des capacités d'engagement translocal des migrants envers leur communauté (groupe non institutionnel)**. Toutefois, la capacité de ces migrants à améliorer les capacités d'adaptation des non-migrants dépendent non seulement de leurs capitaux (dans le sens de Bourdieu) et des aspirations individuelles (déterminées par *l'habitus*), mais également des facteurs infrapolitiques dans l'espace translocal et des facteurs macropolitiques et institutionnels, tant dans le pays de résidence que d'origine.
- (C) Ainsi, le **troisième groupe** de facteurs retenus pour l'analyse sont **d'ordre-socio politiques** dans l'espace translocal (infrapolitiques et micropolitiques).

Nous n'allons pas nous concentrer sur les facteurs macro politiques et institutionnels, bien qu'ils soient abordés par les migrants interrogés et discutés au regard de l'objet de recherche. Les perceptions concernant la dimension politique nous amèneront en effet à discuter ces facteurs institutionnels. Ce groupe de déterminants institutionnels, consiste à la fois aux politiques publiques mises en place (par exemple les plans d'adaptation, les politiques de la mobilisation de la diaspora, de codéveloppement, etc.), aux structures institutionnelles (pouvoir relatif des administrations concernées, ressources disponibles etc.) et aux caractéristiques de la gouvernance (Smit et Wandel, 2006 ; Urwin et Jordan, 2008 ; Johnston et Hessel, 2012 ; GIEC, 2014). Ces facteurs institutionnels s'imposaient de toute façon à travers les discours de nos répondants (migrants et non-migrants), lorsque nous abordions les possibilités d'actions plus structurelles relatives à l'adaptation.

Alors que les facteurs institutionnels nous paraissent tout à fait pertinents pour comprendre les possibilités d'actions structurelles relatives à l'adaptation, particulièrement dans un pays tel que le Sénégal qui est exposé à des problématiques de gouvernance sévères, le premier groupe nous semble fondamental à explorer lorsque nous nous intéressons aux pratiques transnationales de transferts ayant des retombées collectives et adaptatives.

Les relations transnationales participent à une mécanique sociale migratoire qui englobe les stratégies d'adaptation psychologiques, spirituelles, culturelles, politiques ou économiques (Lacroix et al., 2008). Par conséquent, il existe une **interaction très forte entre pratiques et relations sociales** qui se déploient par-delà les frontières. L'objectif de cette thèse est d'analyser cette articulation pour les stratégies d'adaptation aux changements environnementaux à travers les transferts politiques des Sénégalais Haalpulaaren de la moyenne-vallée du fleuve résidant en Belgique. Notre démarche s'inscrit dans la logique des études « transnationales » et « translocales » en analysant le rôle des divers transferts et leurs dimensions politiques pour l'adaptation dans les communautés d'origine.

Dans une logique « translocale », notre unité d'analyse principale se situe au niveau du « migrant international » appartenant à la communauté Haalpulaar en Belgique pour comprendre comment divers membres de cette communauté se sentent en capacité de contribuer en termes d'adaptation et de résilience sociale dans son village d'origine. L'approche comparative inter-village dépasse le cadre de cette recherche, la variabilité intra-villageoise étant trop importante.

Cette logique consiste en l'analyse des transferts politiques, qui constituent des mécanismes sociaux (avec des conditions et facteurs) dans l'espace translocal. De nombreuses pratiques de transferts matériels – effectivement réalisés ou non –, décrites dans la deuxième partie, sont traversées par une dimension politique. Les transferts sociaux ou immatériels, n'interviennent que dans un second temps, à travers l'analyse et la discussion des transferts matériels. Cette analyse se fait à partir d'une grille de lecture basée sur la résilience sociale translocale (Sakdapolrak et al., 2016) avec une approche Bourdieusienne et informée par la *political ecology*.

Nos travaux de recherche ne concernent qu'une certaine catégorie de pratiques transnationales : celles dont l'activité impliquent des retombées collectives, au-delà du ménage comme unité sociale, en termes d'adaptation et de résilience sociale. Nous nous abstenons délibérément d'utiliser le terme de ménage car il a (a) une forte connotation locale, et (b) suggère une prise de décision commune. Les entités sociales qui nous intéressent sont les institutions sociales comme la famille, les associations et les entreprises au sein des communautés villageoises. Nous reconnaissons les différentes positions, relations de pouvoir, et les inégalités qui sont contestées et négociées dans ces réseaux et champs sociaux (Bourdieu, 1996). Ne font pas partie de l'objet d'étude : certaines pratiques de transferts familiaux classiques, comme les envois d'argent pour des dépenses courantes des ménages.

**La logique du raisonnement opérationnel de la recherche** est la suivante :

Premièrement, les effets des facteurs environnementaux affectent les conditions de vie et les moyens d'existence des villageois. Leurs effets sont évalués principalement par les perceptions des villageois dans une perspective contemporaine et sectorielle. Ils ont aussi été remis dans une perspective historique.

Nous procédons par une **analyse par domaine ou secteur des principaux moyens d'existence des villageois** de nos zones rurales d'enquêtes. Ce chapitre relève principalement des perceptions des effets des changements environnementaux sur les conditions de vie des ménages au village, mais ce sont **principalement les demandes collectives à l'échelle du village qui nous intéressent**.

Nous ne cherchons pas à évaluer précisément la vulnérabilité des villageois et *néo-Dakarois*, mais plutôt d'en saisir les implications en termes d'attentes et demandes sociales envers les migrants. En lien avec ces considérations environnementales, nous avons examiné les requêtes et demandes sociales existantes concernant les transferts collectifs des migrants et évalué leur sensibilité aux risques environnementaux identifiés par nos enquêtés. Ces résultats cernent l'importance accordée aux aléas environnementaux dans les pratiques transnationales, et ainsi, la place politique que ceux-ci prennent dans des demandes sociales villageoises. Ces dernières sont liées aux améliorations des moyens d'existence des populations restées sur place (au village d'origine et à Dakar).

Dans le chapitre 3 de la première partie empirique, nous adoptons une **approche similaire à Dakar**, dans les zones d'installation de migrants internes originaires du Fouta-Toro. Ce chapitre a deux objectifs. Premièrement, il vise à mieux comprendre les perceptions concernant les effets des changements socio-environnementaux sur les conditions de vie des migrants internes à Dakar originaires de la région du Fouta-Toro (appelés les *Dakarois* par les membres du village originel). Deuxièmement, il reprend les attentes sociales et demandes communautaires des migrants internes envers les migrants internationaux, dont ceux qui nous intéressent : les résidents d'origine haalpulaar en Belgique. Ceci en tenant compte des problèmes identifiés par les villageois liés aux effets des changements socio-environnementaux qui interfèrent dans les pratiques translocales de ces migrants internes (les *Dakarois*). Cette analyse permet de situer et comprendre l'articulation des pressions socio-environnementales vécues par les *Dakarois* par rapport à celles vécues par les villageois du site originel. Par conséquent, nous comprendrons que les migrants internes sont tant contributeurs permanents (au développement villageois) que parfois demandeurs d'appui (temporaires, et plutôt individuellement) envers les émigrés, notamment en cas de catastrophe naturelle. La réputation sociale des émigrés, dont ceux en Belgique, dépend donc aussi des actions déployées sur les sites de Dakar habités par la communauté Haalpulaar.

Nous allons discuter les effets de ces pratiques de transferts en termes d'adaptation aux changements socio-environnementaux. Ensuite, nous aborderons les conséquences politiques de ces transferts par une approche Bourdieusienne. Celles-ci se traduisent en termes de mutations institutionnelles et de changements de relations de pouvoir entre acteurs du champ social du village translocal. Il y a un double

effet politique de ces transferts : pour le migrant engagé dans des pratiques translocales et pour sa communauté villageoise.

L'analyse des **perceptions socio-environnementales des migrants haalpulaaren en Belgique** nous indiquent comment les effets des changements environnementaux ont marqué l'expérience et le vécu quotidien de ceux-ci lorsqu'ils résidaient au Sénégal. Ce sont à la fois les conditions sur le lieu d'origine et les circonstances sur les lieux de destination qui influencent les décisions en matière de migration. Dans cette optique, il est nécessaire d'aller au-delà des simples facteurs de causalité de la migration (cf. Peth, 2015).

L'objectif est de cerner la place des effets environnementaux parmi les différents facteurs qui ont joué sur les conditions de vie des migrants. Sans prétendre à ce que ces perceptions aient été la cause principale de leur décision migratoire. Nous ne cherchons en effet pas à déterminer la cause migratoire mais bien à comprendre si les effets environnementaux ont marqué les esprits des migrants haalpulaar en Belgique. Ainsi, nous faisons l'hypothèse que l'expérience socio-environnementale vécue par la communauté d'origine et par les migrants eux-mêmes – co-construisent la volonté sociale de s'engager dans des pratiques translocales qui visent à réduire ou à s'adapter à leurs effets néfastes sur la vie quotidienne de proches restés au village. Ce sont alors ces résultats qui permettront d'informer la suite de l'analyse de cette thèse (notamment sur la typologie des migrants en Belgique).

Troisièmement, nous avons **examiné les profils sociopolitiques par rapport aux capacités perçues et observées** des migrants internationaux en Belgique **de répondre à ces demandes** sociales villageoises. Cette notion de capacités des migrants à contribuer aux stratégies d'adaptation collectives est expliquée plus haut et repris dans le tableau du cadre théorique opérationnel ci-dessous. Ceux-ci font donc probablement partie des moteurs ou facteurs des pratiques translocales qui permettent de contribuer aux stratégies d'adaptation collectives. En outre, ces attentes sociales et pratiques sont probablement en corrélation avec les mobilités humaines existantes et les renforcent dans une « culture migratoire ». Cet aspect est investigué auprès des migrants en Belgique, qui ont aussi vécu ces pressions environnementales, personnellement, mais aussi après leur émigration en Belgique à travers leurs contacts translocaux avec des proches restés au pays d'origine.

Au total, nous aurons passé environ 10 mois au Sénégal, dont un peu plus de trois mois dans la région du Fouta-Toro :

- Terrain 1 : du 21/11/2017 au 14/02/2018 (+3 mois)
- Terrain 2 : du 21/01/2019 au 20/03/2019 (2 mois)
- Terrain 3 : du 31/10/2019 au 23/03/2020 (5 mois) (rapatriement anticipé d'un mois à cause de la COVID)

Les activités principales menées durant les trois terrains au Sénégal, ainsi que la densité empirique des terrains respectifs sont repris dans un tableau en Annexe 1.

Un aperçu général du corpus de la recherche empirique et présenté dans le tableau ci-dessus (tableau n°3).

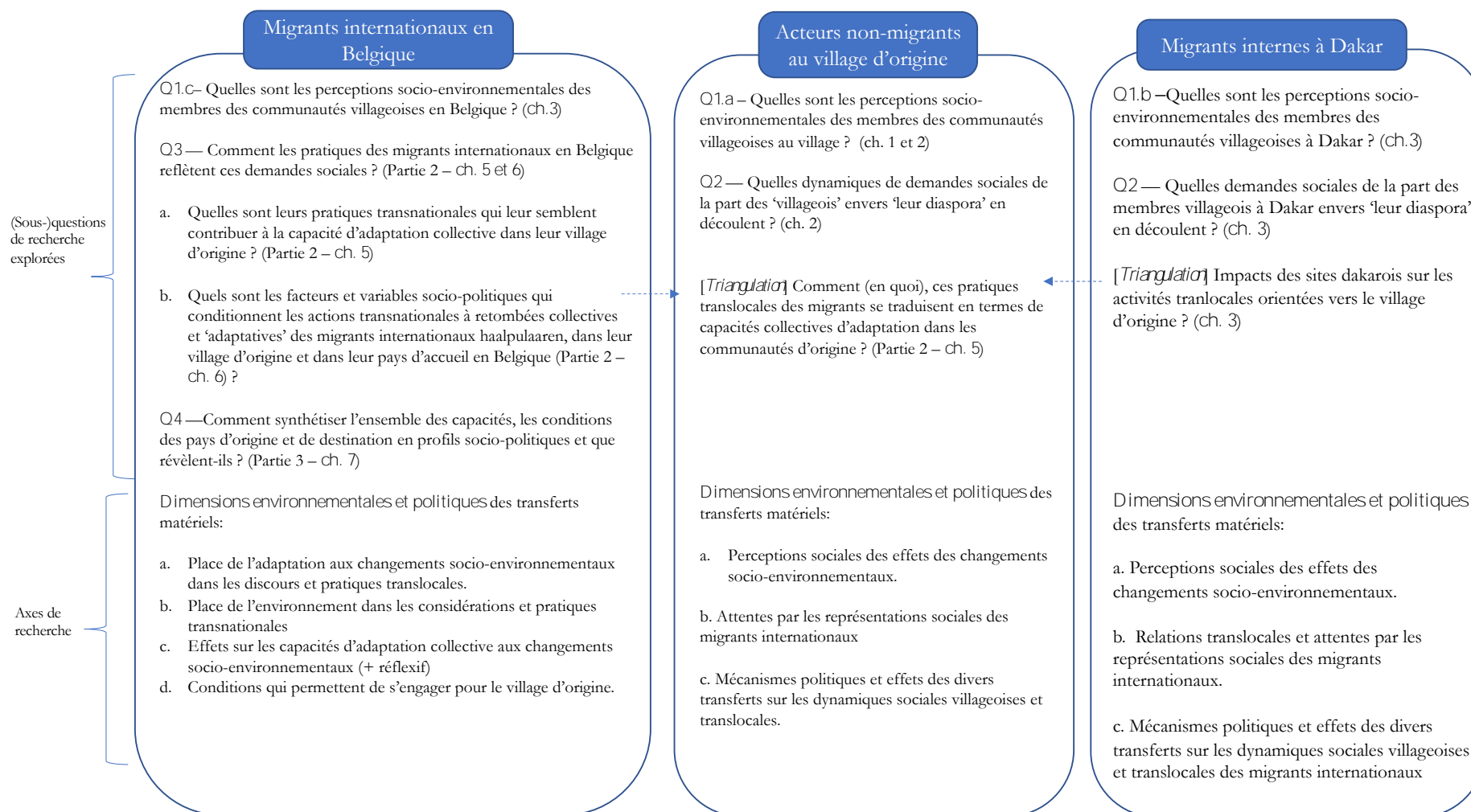


Tableau 2 – Récapitulatif de la démarche méthodologique avec une approche de résilience sociale translocale.

Migrants internationaux en Belgique	Acteurs non-migrants au village d'origine	Migrants internes à Dakar
<p>Travail de terrain dans 5 villes en Belgique (mai 2017-octobre 2020):</p> <p>Localités: Bruxelles (majorité), Anvers (5), Charleroi (5), Tournai (3), Liège (2)</p> <p>Entretiens semi-dirigés ; 61 migrants; 51 Haalpulaar, dont 13 femmes ; Migration récente en Belgique &lt;5 ans (N= 20); et migration &gt;5 ans: N= 31)</p> <p>Notes de terrain (observations)</p> <p>+ à Paris (N=7) à l'événement de Fongad-invest (oct 2017)</p>	<p>Trois terrains (1, 2 et 3, 2 resp. nov—fév. 2019, déc.-mars 2019; fév.-mars 2020)</p> <p>Localités: 12 villages d'origine dans la région du Fouta-Toro :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6 villages le long du (bras du) fleuve (Dande Maayo/Waalo);</li> <li>- 4 villages sur l'axe Route Nationale 2 (2 Matam, 2 Podor);</li> <li>- 2 villages dans le Diéri (zone exondée, à +-2 km du fleuve: dépt de Podor)</li> </ul> <p>Nombre total d'entretiens: N=256</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Entretiens semi-dirigés (N= 236)</li> <li>• Récits de vie (N=20), plutôt âge &gt;70.</li> <li>• Entretiens collectifs et focus groupes (N=41), dont :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des hommes (N=30), dont personnes âgées de plus de 65 ans (N=10) ;</li> <li>- Des femmes (N=10) et mixte hommes-femmes (N=1) ; jeunes oins de 30 ans (N=14), dont avec des jeunes filles (N=5).</li> </ul> </li> </ul>	<p>Terrain 2 à Dakar (janvier 2019):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Localités: Quartiers de banlieues de Dakar à Pikine, Guédiawaye, et Thiaroye.</li> <li>• Entretiens semi-structurés: 84 migrants internes, également d'origines diverses, mais principalement issus de 7 villages enquêtés lors du terrain 1+2;</li> <li>• Récits de vie: N=6</li> <li>• Entretiens semi-dirigés avec des personnes-ressources: N=13 (chefs de quartier : N=4 ; maires : N=1 ; Imams de quartier : N=3; Capitaine des sapeurs-pompiers de Guédiawaye), gérants de boutiques: N=4 de ces quartiers enquêtés.</li> <li>• Entretiens collectifs: N= 9, y compris des jeunes hommes (3), des jeunes femmes (3), des femmes (1) et des hommes d'âge moyen (2)</li> </ul>

**Tableau 3 – Base de données et corpus empirique.**





## 4.2. Méthode ethnographique de la collecte de données

**La méthode, d'analyse et de collecte des données**, que nous avons suivie a été de type « hypothético-inductive » dans le sens où la construction de mes analyses s'est faite autour d'observations non participantes, d'entretiens individuels et collectifs (Van Campenhoudt & Quivy, 2006 : 133).

Il existe différentes méthodes pour étudier les perceptions liées aux changements environnementaux. Nous combinons deux méthodes : *Emic perceptions* et (*translocal*) *livelihoods approach*. Pour ses avantages analytiques nous avons procédé par l'étude des perceptions des liens (de causalité) entre les effets d'aléas environnementaux, d'une part, et la réduction ou la pression sur les moyens de subsistance, d'autre part. Cependant, capter l'incidence des changements environnementaux sur les moyens de subsistance ne signifie pas forcément que les répondants ont réellement compris les causes des changements environnementaux. Ni comment y remédier. **Appréhender la dimension écologique des moyens de subsistance** est une démarche qui permet de cerner la vulnérabilité des ménages et groupes face aux changements environnementaux et la place accordée à l'environnement au sein de communautés d'origine dans leurs conditions de vie au quotidien (Steinbrink et Niedenführ, 2020).

Nous utilisons ici tant le terme de perception, qui est utilisée davantage en socio-anthropologie que le terme de discours. Finalement, ce premier est l'équivalent d'une analyse de discours qui fait attention aux biais psychosociaux. Nous définissons **le discours** comme une perspective socialement partagée sur un sujet, y compris toutes les pratiques et relations sociales. Les discours délimitent ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Ils guident les actions des différentes parties prenantes, produisant des effets matériels et servant de précurseurs aux résultats politiques (Hajer et Versteeg, 2005 : 178). Suivant l'approche ethnographique éclectique (cf. section précédente), nous nous inspirons de l'approche critique de la *political ecology* qui cherchent à « détronner les discours hégémoniques » (Robbins, 2020 : 72<sup>53</sup>) qui ferment le débat, surtout s'ils conduisent à des politiques nuisibles et injustes.

La vaste expérience du Sénégal en matière de dégradation de l'environnement liée à l'homme et au changement climatique, ainsi que les impacts prévus, conjugués à son histoire de migrations intercontinentales, intrarégionales et internes, en font un site idéal pour l'étude des mobilités liées à l'environnement et de leurs impacts sur l'adaptation. La migration environnementale peut être observée dans tout le Sénégal, qu'il s'agisse de déplacements dus à des inondations ou de schémas de migration associés à des changements à évolution lente. Le littoral sénégalais est menacé par les impacts du changement climatique : érosion côtière, élévation du niveau de la mer, inondations, salinisation des sols et augmentation des ondes de tempête (Cormier-Salem, 2013). La région de la vallée du fleuve est menacée par la désertification, la dégradation des sols, les variabilités pluviométriques (sécheresses et inondations) (Diallo, 2019).

Nous avons adopté des **méthodes particulières** pour répondre à certaines sous-questions de recherche. Celles-ci seront exposées en plus amples détails dans la section correspondante (éléments méthodologiques). Les questionnaires d'entretiens ont été conçus pour recueillir les perceptions et observations locales des villageois, pour la plupart des agriculteurs, sur les changements environnementaux et leurs expériences en matière de variabilité climatique et d'évènements extrêmes principalement au cours des deux dernières décennies, et ensuite sur une durée longue d'environ 50 ans.

---

<sup>53</sup> Notre traduction. Citation originale : « dethrone hegemonic discourses ».

Une méthode de recherche qualitative similaire est adoptée pour capter les représentations sociales et les perceptions socio-environnementales des membres de la communauté villageoise au village (chapitre 2), des migrants internes dans la banlieue dakaroise (chapitre 3) et des migrants haalpulaaren en Belgique (chapitre 4). Nos outils étaient constitués **d'observations, d'entretiens individuels** (entretiens semi-directifs, récits de vie) **et collectifs** (ou focus groupes, selon les cas) de chefs de ménages, de membres de ménages et de personnes-ressources (maires, chefs ou délégués de quartiers, représentants d'association, etc.). Notre conception de chef de ménage n'est pas uniquement liée au genre masculin. En effet, par exemple, lorsqu'une femme prend le rôle de son mari absent (e.g. décédé ou en émigration) elle peut devenir de facto la chef de ménage. Par ailleurs, le questionnaire semi-dirigé à Dakar contenait davantage de questions fermées que celui utilisé dans les villages du Fouta-Toro et en Belgique.

Pour le terrain concernant les migrants internationaux haalpulaar en Belgique, l'observation directe semblait moins possible qu'au Sénégal, et nous n'avons mené qu'un seul entretien collectif en Belgique. Le travail de terrain a été réalisé dans diverses localités en Belgique, principalement dans le quartier Matongé à Bruxelles, à Anvers et à Charleroi-Gosselies) et au Sénégal, dans 12 villages ruraux (fondés et dominés par la communauté ethnique haalpulaar) dans la moyenne vallée du nord du Sénégal et dans la banlieue de Dakar (Pikine, Guédiawaye et Thiaroye).

Les régions bruxelloise et anversoise sont des lieux de forte concentration de la population étrangère. En terme d'immigrations non-communautaires, Bruxelles accueille quasiment autant d'immigrants que la Flandre (Eggerickx et al. 2006)

Nous avons utilisé des méthodes qualitatives (entretiens semi-directifs, récits de vie, questions sur les trajectoires de mobilité des familles et entretiens collectifs et focus groupes) pour nous aider à comprendre les perceptions, les intentions et les représentations sociales. L'accès aux « réseaux sociaux » sur internet nous a aussi permis de cerner certaines dynamiques et pratiques transnationales (Kissau et Hunger, 2010). Cette partie digitale de la recherche s'est limitée à WhatsApp et Facebook étant de loin les plus utilisés par nos sujets durant notre période d'enquête (août 2017-décembre 2021).

Des groupes de discussion ont été organisés avec des jeunes, des femmes, des agriculteurs, des professionnels non agricoles (marchands, commerçants, menuisiers, briquetiers, couturiers, etc.), des représentants politiques, des responsables politiques et des notables du village, des migrants de retour et des membres d'associations villageoises. Les grilles de questions semi-structurées ont été adaptées à chaque groupe cible en utilisant un noyau commun de questions. La conception de l'étude est itérative, c'est-à-dire que la collecte des données et les questions de recherche sont ajustées en fonction de ce que nous avons appris au fur et à mesure de l'enquête. Nos données qualitatives utilisent de multiples facteurs de stress environnementaux perçus et rapportés (sécheresse, manque d'eau, faible fertilité des sols...).

En Belgique, nous l'avons fait en posant des questions ouvertes sur les raisons de leur projet de migration vers la Belgique. Ensuite, nous avons accordé une attention particulière à l'incidence sous-jacente éventuelle des facteurs environnementaux sur les motifs de la migration. Enfin, nous avons demandé pourquoi et comment ils se sont déjà engagés dans des pratiques transnationales et comment ils souhaiteraient potentiellement y contribuer (à quelles fins ?). L'incidence environnementale sur les pratiques translocales des transferts divers (*remittances*) et la dimension politique qui traverse celles-ci, a ensuite pu être évaluée à travers le discours et les pratiques concrètes (rapportées et/ou observées et généralement corroborées par d'autres sources empiriques).

Au Sénégal, nous avons trois sections différentes de questions ouvertes : (1) sur les perceptions des changements environnementaux affectant leurs conditions de vie quotidiennes (changements dans la vie quotidienne et impacts sur les moyens de subsistance) et (2) comment les migrants ont déjà aidé ou devraient contribuer à faire face à ces impacts environnementaux négatifs ; (3) sur les motivations et

aspirations globales de la migration. Finalement, de manière semi-dirigée, nous avons demandé aux répondants de les relier explicitement entre eux. Dans leurs réponses, ils ont souvent mentionné comment ces questions s'inscrivaient dans le contexte socioéconomique.

Le fait de commencer par des questions ouvertes (sans commencer par mentionner les changements environnementaux) nous a permis d'éviter le « biais environnemental », en regardant ce qui est apparu en premier, et d'avoir une vision claire de la façon dont les répondants relient les discours sur le changement climatique et les changements environnementaux visibles. Ensuite, nous avons approfondi les événements concrets et les changements environnementaux spécifiques dans la région. Au cours de l'entretien, d'autres questions ont été ajoutées sur la religion et sur les origines de ces changements (et ce qui pourrait être fait pour y faire face et s'y adapter).

Des études ethnographiques ont confirmé que les individus peuvent identifier correctement le changement climatique sur une décennie ou plus en se basant sur leur expérience personnelle (Marin, 2010 ; West et al., 2003 ; West et al., 2008). Par exemple, une étude récente menée au Burkina Faso a révélé que les agriculteurs ont reconnu avec succès une diminution des précipitations sur une période de 30 ans (West et al., 2008). En outre, les agriculteurs ont été interrogés sur leurs conditions socioéconomiques, leurs choix et leur accès aux informations sur le climat et les nouvelles techniques agricoles (services de vulgarisation climatique et agricole) et, par conséquent, sur leurs choix de stratégies d'adaptation.

Dans une deuxième phase de la recherche, nous avons tenté d'être davantage encore à l'écoute du terrain et de ses composantes, pour mieux cerner les **conditions et logiques de l'engagement translocal des migrants et son caractère politique** qui permettraient d'adopter des stratégies d'adaptation dans leur communauté d'origine. L'approche inductive générale par laquelle les thèmes émergent des données, combinée à l'analyse thématique s'est alors imposée pour cerner ces mécanismes sociopolitiques à l'œuvre. Nous prenons en compte à la fois les espaces ruraux, souvent négligés dans l'étude des dynamiques migratoires contemporaines, et les espaces urbains (Dakar et Bruxelles principalement).

Lorsque l'on posait une question sur la **communauté d'origine**, il s'agissait de la communauté à l'échelle villageoise, dans laquelle le répondant a habité avec sa famille proche pendant au moins une partie de son enfance ; ou la communauté d'appartenance sociale, un groupe statutaire particulier (p. ex un certain groupe « casté ») plus précise au sein du village. La notion de « communauté » comporte diverses couches et significations (e.a. Lacroix, 2013 ; 2018). Nous précisons lorsqu'il s'agit d'une communauté appartenant à un groupe particulier ou d'une institution sociale spécifique.

En ce qui concerne **le ménage**, nous entendons les membres de la famille qui vivent dans ou/et contribuent à la qualité de vie de la famille. Par exemple, ceux qui restent en contact ou contribuent financièrement au ménage – même s'ils n'y vivent pas toujours physiquement, ils font partie du ménage. De nombreux chercheurs montrent par une série d'arguments que les ménages ne sont pas (plus) considérés comme des sujets et unités homogènes et harmonieux (De Haan & Zoomers 2005). Certains chercheurs soulignent que le concept traditionnel de ménage devrait être considéré comme culturellement spécifique et eurocentrique (Moran 1990, Hussein & Nelson 1998, Safri & Graham 2010, Greiner 2012). De même, Moran propose de définir les systèmes de ménages à des fins d'analyse en traçant des lignes arbitraires autour des sous-unités (Moran 1990 : 331). En effet, la **concession familiale** (*galle*, en pulaar) semble souvent une unité plus appropriée en fonction de l'âge et de « l'étape de la vie familiale » à laquelle se situent les personnes interrogées. Il est également compliqué de tracer des frontières entre les ménages parce que les individus – en particulier dans les pays africains – appartenaient souvent à plusieurs ménages (Moran, 1990 ; Greiner, 2012). Enfin, la translocalité des ménages s'accroît également. C'est pourquoi il est nécessaire d'étudier aussi bien la négociation des stratégies d'adaptation externe qu'interne. Le fait de ne considérer que la motivation individuelle nuit à la compréhension de la migration internationale. Des

processus aussi complexes ne peuvent être compris qu'à travers des unités d'enquête complexes telles que la famille, le ménage et la communauté. Il est donc nécessaire d'appliquer différents niveaux d'abstraction et d'investigation (Portes, 1997).

La troisième partie s'intéresse à développer une **typologie des profils** de migrants haalpulaar en Belgique, engagés à divers degrés dans des pratiques translocales diverses, qui ont des effets collectifs et adaptatifs aux changements socio-environnementaux dans leur communauté d'origine. Sur base des données de terrain récoltées, avec les méthodes de recherche qualitatives précitées, nous avons pu distiller et retenir un certain nombre de variables qui conditionnent et caractérisent les profils-types identifiés des migrants haalpulaar en Belgique.

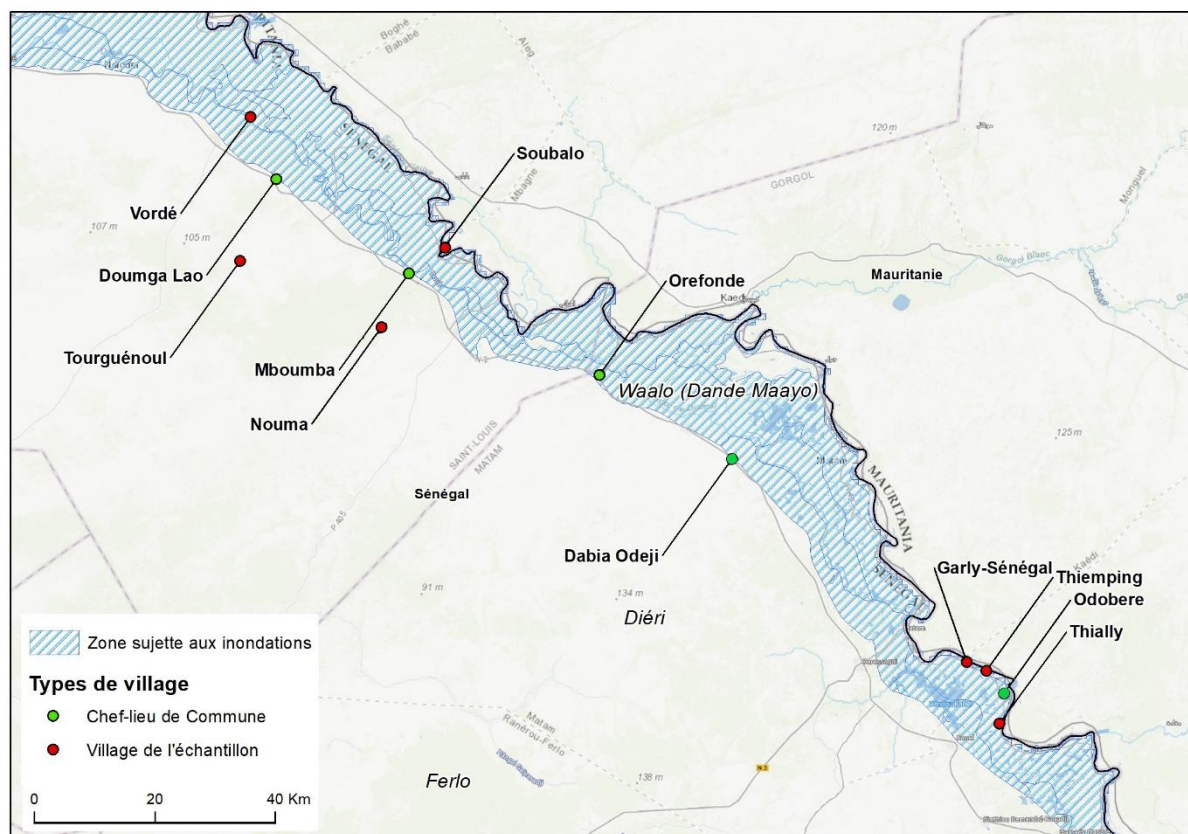
#### 4.2.1. Pertinence du choix sites de recherche et des populations et acteurs sélectionnés

Les villages étudiés sont situés dans la région historique du Fouta-Toro, localisée dans les régions administratives de Saint-Louis et de Matam (voir Figure 8 ci-dessous). C'est une vaste zone qui se situe au nord-nord-est du Sénégal, sur la rive gauche du fleuve Sénégal, faisant frontière avec la Mauritanie. C'est aussi une zone habitée majoritairement par des Haalpulaar (aussi appelés *Toucouleurs*), des Soninkés, des Wolofs et des Maures. Les villages retenus sont fondés et dominés par la communauté Haalpulaar. Cependant, ces villages ce sont au fil des années diversifiés et sont devenus le lieu de résidence d'un certain nombre de Wolofs principalement originaires du bassin arachidier (maximum 10 % de la population villageoise totale). La vallée est aussi devenue une région d'accueil, selon certains notamment avec l'aménagement du fleuve dans le cadre de l'OMVS (GRDR, 2014 : 11)<sup>54</sup>.

Si la région apparaît excentrée par rapport aux autres régions du pays, elle est aussi ouverte sur la Mauritanie et le Mali. Dans le grand ensemble du bassin du Fleuve, la situation géographique de la zone présente ainsi des similitudes avec la région de Kayes, au Mali, du fait de l'ampleur des migrations. Comme tous les villages de la Vallée, ils sont touchés par une **forte émigration des hommes**. La population résidente est nettement dominée par les femmes, les personnes âgées et les enfants de moins de quinze ans (Top, 2014).

---

<sup>54</sup> Remarquons toutefois que les Wolofs qui ont immigré dans les villages haalpulaar de la moyenne-vallée du fleuve ne travaillent généralement pas dans le secteur agricole. Ils sont plutôt boutiquiers, commerçants, menuisiers, etc.



**Figure 6 – Carte de la zone d’enquête dans la région du Fouta-Toro, moyenne-vallée du fleuve Sénégal (sources : OpenStreetMap & ArcGISonline).**

Les terres des villages sur la Route Nationale 2 se trouvent dans le Waalo et dans le Diéri. Les terres du Diéri sont affectées à l’agriculture pluviale. Le Waalo représente la partie située en bordure du fleuve également appelé « *Dande maayo* » en langue locale. Cette zone était propice aux cultures de décrue, mais l’est de moins en moins, comme nous allons le voir.

Notre choix pour ce terrain dans la moyenne-vallée du fleuve se fonde d’abord sur **la place qu’occupe la région du Fouta-Toro dans l’émigration sénégalaise**. La zone a été choisie pour notre recherche à la suite de conseils avisés d’experts en migrations et environnement au Sénégal lors d’un premier terrain exploratoire pour le projet MIGRADAPT en fin 2017-début 2018. Selon nombre d’experts interrogés au Sénégal du monde académique et de la coopération au développement, cette région avec un « historique migratoire » notable est un réel « laboratoire des impacts de la diaspora » pour le développement et l’amélioration des conditions de vie des populations locales. D’abord, la moyenne-vallée est connue par le départ d’une bonne partie de sa jeunesse vers les grandes villes de l’Ouest, des pays de la sous-région ouest-africaine ou vers d’autres continents et cela depuis les années 1940 (Diop, 2008).

Ensuite, l’émigration y serait un des **moteurs des transformations spatiales**, des mutations territoriales et socioéconomiques (Diagne, Dia, 2015 ; Wade et al., 2017). En effet, la migration, de plus en plus considérée comme facteur de développement et de recomposition territoriale, s’est graduellement imposée en haut de l’agenda des politiques du développement local et régional. En outre, l’émigration y avait déjà intéressé nombre de chercheurs, capitalisant une longue tradition d’enquêtes socioéconomiques, culturelles et politiques. Elle représente un poids significatif de la base de données bibliographiques sur la migration et le développement local. En revanche, elle ne semblait pas encore avoir souvent étudié sous l’angle des changements environnementaux (à part p. ex. Sall et al., 2011 ; Wade et al, 2017 ; Schöfberger,

2017). Or, les impacts climatiques et environnementaux dans cette région sont assez extrêmes et affectent considérablement les conditions de vie des populations locales.

#### **4.2.1.1. Pertinence et caractéristiques structurelles des villages**

Le choix des villages d'enquête s'est fait en fonction de **leur niveau de participation à l'exode rural** et en fonction de la **présence des ressortissants de ces villages ayant émigré en Belgique**. Comme pour la sélection des ménages, nous n'avons pas seulement choisi les villages ayant un nombre important de migrants à l'étranger, mais nous sommes également intéressés aux villages ayant très peu de migrants à l'étranger. Pour les besoins de l'analyse transnationale, nous avons veillé à inclure les villages dont les migrants résident en Belgique (9 villages sur 12 avaient des membres vivant en Belgique). Au total, sur les 64 sénégalais interrogés<sup>55</sup>, 52 répondants disaient avoir leurs origines dans la Moyenne-vallée du Fleuve, et 18 d'entre eux provenaient des 12 villages enquêtés.

Le premier village a été choisi à cause du simple fait qu'il était connu d'avoir un nombre important d'émigrés en Europe. Ensuite, nous avons opté de continuer nos enquêtes dans les villages voisins, également situés dans la zone du *Dande maayo* (riverains du fleuve) afin d'avoir un groupe de villages de la même zone agro-écologique. Ces premiers villages ne comptaient pas de nombre particulièrement important d'émigrés en Belgique (de 0 à une dizaine) par rapport aux villages où l'équipe s'est rendue pour le deuxième terrain.

L'année suivante, l'équipe est d'abord retournée dans ces quatre premiers villages afin d'approfondir certaines questions et de combler certaines informations manquantes. Ensuite, elle s'est rendue à une cinquantaine de kilomètres en aval du Fleuve dans la zone de la route Nationale 2, qui se trouve à cheval sur la zone du Diéri et du Wallo. Trois villages chefs-lieux de Commune sur la route dont 2 villages apparentés à un chef-lieu ont été investigués, chacun entre 4 et 12 jours.

Pour le troisième terrain, nous avons opté d'ouvrir le terrain sur le Département de Podor (région de Saint-Louis), afin de couvrir davantage la zone de la région du Fouta-Toro. Plusieurs répondants interrogés en Belgique provenaient de cette zone. En outre Le Festival à Sahel Ouvert à Mboumba était une occasion pour approfondir la problématique de l'eau, thématique de l'événement en 2020, ainsi que la dimension politique liée aux appartenances statutaires.

---

<sup>55</sup> Pour le projet Migradapt, il était utile d'ouvrir quelque peu l'échantillon à 12 personnes-ressources qui ne se sont ni originaires de la Moyenne-vallée du Fleuve, ni qui se qualifient comme membres de la communauté ethnique haalpulaar ou foutangkoobé.

**En termes de caractéristiques structurelles**, les douze villages enquêtés varient notamment par leur taille, leur isolement<sup>56</sup>, leur contexte géophysique, et leur structure sociale. Nous avons observé des villages dont la taille variait de 300 habitants (hameaux-villages de pastoralistes peuls) à 3000 et même 8000 habitants. Ce facteur est clairement apparu comme important, les grands villages ayant plus de ressources humaines, plus de besoins et plus d'opportunités pour former des groupements et associations villageoises.

Les villages observés présentent une grande hétérogénéité d'infrastructure et de développement économique. Dans la mesure où certaines de ces infrastructures sont financées ou promues par des agents extérieurs (État ou ONG), le niveau d'équipement d'un village révèle aussi le choix de ces institutions extérieures. 3 petits villages qui ne comptent pas d'organisation dynamique avec leurs ressortissants à l'étranger ne sont pas électrifiés et sont moins bien dotés en infrastructures sociales de base (Garly, Nouma et Tourguéno). Les infrastructures sociales, écoles et postes sanitaires, typiquement cofinancées par la diaspora et (principalement) des agents extérieurs<sup>57</sup>, ont une influence importante sur le capital humain du village.

Tous les villages ont une infrastructure hydraulique, généralement des forages de types divers (souvent à panneaux solaires) et parfois inter villageois (petits villages d'éleveurs Peuls), et des puits. Lorsque le village possède plusieurs forages, leur gestion est souvent décentralisée par zone géographique (cf. section sur le paysage des acteurs villageois). Malgré la diversité du contexte géographique, nous avons relevé dans tous les villages des activités d'agriculture, d'élevage, et de petit commerce. En revanche, la présence d'activités de maraîchage, d'artisanat, ou de pêche varie d'un village à l'autre.

Sur base des observations de terrain, nous pouvons utiliser des critères afin de catégoriser les villages en cinq « clusters ». L'idée méthodologique est de constituer 5 « clusters » de villages retenus, en fonction des critères (variables indépendantes) de :

1. positions géographiques, utiles à l'exposition (*exposure*) et à la sensibilité (*sensitivity*) des aléas environnementaux) ;
2. effectifs des (ex-) migrants internationaux (dont en Belgique)
3. historique et dynamique d'émigration du village (ancienne : avant 1970 ; moyennement ancienne : entre 1970 et 2000 ; récente : après 2000)
4. Statut administratif et taille (nombre d'habitants)
5. Structure sociale (groupe statutaire dominant qui détient la chefferie ; degré de mixité ethnique)

Ainsi, nous arrivons à ces 5 « clusters », qui serviront à corroborer, en identifiant les similitudes et les différences significatives par thématique et variable) avec une méthode d'analyse globale les résultats empiriques.

---

<sup>56</sup> L'isolement d'un village est caractérisé par son éloignement par rapport aux principaux axes routiers ou au marché.

<sup>57</sup> Un problème important néanmoins est celui de leur entretien et fonctionnement au retrait de cette aide extérieure.

Villages	Position géographique	Historique et dynamique de la diaspora	Statut administratif et taille	Structure sociale – chefferie
<b>Soubalo (Dépt Podor)</b>	Walo en bordure de fleuve	Faible et récente émigration (4 en Belgique)	Village -Pas chef-lieu — 1000 habitants <sup>58</sup>	Pêcheurs <i>cubalbé</i> - homogène
<b>Garly (Dépt Matam)</b>	Idem ( <i>Dande maayo</i> )	Idem (2 en Belg.)	Idem -130 ménages (1300-2000 habitants)	Nobles <i>Sebbe</i> – mixité <sup>59</sup>
<b>Vordé (Dépt Matam)</b>	Idem	Idem (0 en Belg.)	Idem -800 habitants	Pêcheurs <i>cubalbé</i> - homogène
<b>Thiemping (Dépt Kanel)</b>	Idem	Forte et ancienne (3 en Belg.)	Idem - 300 ménages (4000-6000 habitants <sup>60</sup> )	Nobles <i>Sebbe</i> – mixité <sup>61</sup>
<b>Thially (Dépt Kanel)</b>	Idem	Forte et moy. Ancienne – àpd 1980 (2 en Belg.)	Idem – 3000 hab.	Pêcheurs <i>cubalbé</i> (partie Nord) Nobles <i>Toorobé</i> – mixité (partie Sud)
<b>Odobere (Dépt Matam)</b>	Idem	Forte et ancienne – àpd 1940 (40 en Belgique)	Chef-lieu de Commune- 600 ménages (6-8.000 habitants <sup>62</sup> )	Nobles <i>Sebbe</i> - mixité
<b>Mboumba (Dépt Podor)</b>	Idem	Forte et moy. Ancienne -1970, puis 1990 (7 personnes en Belg.)	Chef-lieu – 5000 hab <sup>63</sup> .	Nobles <i>Toorobe</i> – mixité ( <i>Maccubé</i> quasi-majoritaires)
<b>Doumga Lao (Dépt Podor)</b>	RN2 - Walo 3 km du fleuve	Forte et moy. Ancienne (8 ménages en Belg.)	Idem- 170 concessions — 1800 ressortissants	Nobles <i>Toorobe</i> - mixité
<b>Dabia Odeji (Dépt Matam)</b>	RN2-Walo 4 km du bras du fleuve	Forte et moy. Ancienne (4 ménages en Belg.)	Idem-318 ménages - 4842 ressortissants	Nobles <i>Toorobe</i> - mixité
<b>Orefonde (Dépt Matam)</b>	RN2 – Walo 8 km du bras du fleuve	Forte et moy. Ancienne (10 ménages en Belg.)	Idem – 11 000 ressortissants	Nobles <i>Sebbe</i> - mixité
<b>Nouma (Dépt Podor)</b>	Diéri – 7 km du bras du fleuve (isolé)	Faible et récente émigration (1 en Belg.)	Village-hameaux - 30 ménages (300 à 500 personnes <sup>64</sup> )	Nobles <i>Rimbe Fuulbe</i> (éleveurs Peuls) - homogène
<b>Tourguénol (Dépt Podor)</b>	Diéri – 10 km du fleuve (isolé)	Faible et récente émigration (0 en Belg.)	Village-hameaux - 20 ménages (200 personnes)	Idem - homogène

Tableau 4 – Caractéristiques des villages d'enquêtes du Fouta-Toro.

<sup>58</sup> Ordre de grandeur : 5 boutiquiers et 2 mosquées ; 2 petits forages ; 1 école primaire (pas de collège, ni de dispensaire), 1 projet de GPF jardin-maraîcher via ONG espagnole.

<sup>59</sup> Principalement les pêcheurs classiques *cubalbe*, les clercs érudits du Coran *toorobe*, et les subalternes *maccube*.

<sup>60</sup> Ordre de grandeur : 15-20 boutiquiers ; 5-10 mosquées.

<sup>61</sup> Les trois catégories de la hiérarchie traditionnelle chez les Haalpulaaren y sont représentées : 1. Nobles: *Cubalbe*, *toorobe*, *djavanambe* ; 2. Artisans castés – *nyeenyobe* : teinturier-*maabobe*, cordonnier - *sakke*, forgerons- *baïlo*,... subalternes anciens captifs, esclaves: *maccube*, et d'autres groupes ethniques wolofs « Baols-Baols », et quelques familles de Malinké).

<sup>62</sup> Ordre de grandeur : 6 mosquées ; 30 boutiquiers ; École primaire, collège et lycée, centre de santé.

<sup>63</sup> Ordre de grandeur : 5 mosquées ; 25 boutiquiers ; École primaire, collège, lycée, poste de santé.

<sup>64</sup> Ordre de grandeur : 1 mosquée et 1 à 2 boutiquiers.



L'existence de réseaux villageois transnationaux est le corollaire du changement du projet migratoire des hommes de la vallée du Fleuve (cf. Kane, 2001). A l'origine, jusque dans les années 1970 – années de grandes sécheresses – la migration des villages sur la RN2 du Bosséa et du département de Podor était saisonnière et couvrait de courtes distances. Ensuite, les trajectoires migratoires deviennent plus durables et de plus en plus lointaines. Pour certains villages dans le Département de Kanel (région de Matam), la migration durable vers les pays étrangers date depuis les années 1940-50.

Il est important de souligner ici que la plupart des différents villages étudiés font non seulement partie d'une Commune (ex-communauté rurale) qui appartient à une entité traditionnelle qui s'étend bien au-delà du territoire sénégalais. Par exemple Dabia et Orefonde font partie d'une zone appelée le *Bosséa*. Le sentiment d'appartenance à une même entité historique et géographique qui transcende le découpage administratif national a conduit les élus locaux à mettre en place, en 2011, le Groupement d'Intérêt Communautaire<sup>65</sup> du Bosséa : dans sa version officielle, celui-ci regroupe les communautés rurales de Dabia, Agnam Civol, Oréfondé et la commune de Thilogne.

Dans certains villages, les familles d'un même groupe statutaire (ou même caste) ou d'une même ethnie se regroupent par quartiers. Quand les quartiers sont espacés, il existe un arbre à palabres par quartier.

#### **4.2.1.2. Le choix de la communauté ethnique : les haalpulaaren de la région du Fouta-Toro**

Nos sujets qui constituent notre unité d'analyse principale sont les migrants de la communauté haalpulaar en Belgique. Ce groupe spécifique des Haalpulaaren (littéralement, « ceux qui parlent le pulaar », en langue pulaar) est originaire de la région actuelle de Matam et du département du Podor. Nous définissons le groupe ethnique par « l'auto-conscience d'une identité propre dont l'ethnonyme est l'expression externe. Cette identité est fondée historiquement sur des réalités économiques, sociales, linguistiques, etc. » (Traore, 1994 : 63). Les prénoms des membres des villages étudiés sont combinés avec le pays où ils vivent pour les différencier des résidents locaux du même nom – les gens se référeront à, par exemple, Djeynaba-Belgique, Amadou-France, Moussa-Washington, Aysata-Milan, Coumba-Dakar lorsqu'ils s'adresseront aux personnes. Ils font partie de « la diaspora sénégalaise », ou, plus particulièrement, de « la diaspora » haalpulaar de la région du Fouta-Toro du Sénégal.

Les études sur les migrations au Sénégal sont dominées par celles qui portent sur les régions sources de migration les plus connues le long de la vallée du fleuve Sénégal et sont très richement documentées (par exemple, Adams, 1977 ; Minvielle, 1985 ; Lavigne-Delville, 1991, Lericollais, 1975 ; Quiminal, 1991 ; Rémy, 1977 ; Weigel, 1982 ; Dia, 2015). Les études font apparaître la prédominance de quatre groupes : les Soninkés, les Haalupaaren, les Wolofs et les Maures, en suivant le cours du fleuve d'amont en aval (Lericollais & Vernière, 1975 : 161-175). Les travaux qui ont surtout pris pour objet les Soninkés, ont été initiés dans les années 1970 et ont été actualisés continuellement (Lericollais, 1975 ; Gonzales, 1994 ; Manchuelle, 2004).

En ce qui concerne le groupe des Haalupaaren, la population choisie pour cette recherche, les études sont moins nombreuses (Manchuelle, 2004 fait le détour par les Soninkés pour étudier les Haalpulaaren ; Dia, 2015). Celles qui combinent le département de Podor (région de Saint-Louis) et le département de Matam

---

<sup>65</sup> Le Groupement d'Intérêt communautaire : l'article 239 du Code des Collectivités locales (1996) stipule que « plusieurs communautés rurales peuvent décider de constituer entre elles, ou avec une ou plusieurs communes, un groupement d'intérêt communautaire ayant pour objet la gestion ou l'exploitation des terres du domaine national, de biens d'équipements, d'infrastructures ou des ressources intéressant plusieurs communautés rurales et une ou plusieurs communes ».

et Kanel (région de Matam) – couvrant ainsi la région historique du Fouta-Toro dans la moyenne-vallée du fleuve Sénégal – sont particulièrement rares.

Nos terrains ont eu lieu en saison sèche, entre les mois de novembre et mars, sur trois années consécutives en 2018, 2019 et 2020. Nous avons ainsi pu retourner dans certains villages pour approfondir certaines questions en réinterrogeant certaines personnes. Au total, un séjour d'une durée de quasiment un an au Sénégal, a permis de collecter des données provenant de sources diverses, à partir d'observations directes sur le terrain, de documents partagés, de rencontres, et bien entendu de divers entretiens formels et informels.

### Encadré 1 : La notion de « diaspora » au Sénégal

Il existe de nombreuses et diverses définitions du terme « diaspora ». Ce terme n'est pas crucial pour l'opérationnalisation de cette recherche, mais il est utile de savoir qu'il est devenu commun dans le langage courant et administratif, notamment au Sénégal. Appelés « émigrés » ou « travailleurs migrants » dans les documents de politique officielle dans les années 1980, les Sénégalais de l'extérieur ont ensuite été nommés « Sénégalais de l'étranger » et enfin « Sénégalais de l'extérieur » dans la nomenclature officielle. En 2007, le ministère a utilisé l'expression « compatriotes expatriés » dans son *Guide du Sénégalais de l'Extérieur*<sup>66</sup>. Les Sénégalais de l'extérieur sont communément appelés « les émigrés » et « la diaspora » dans les conversations quotidiennes et les reportages des médias (Smith, 2020). Ce qui est clair, ce sont les caractéristiques communes des diasporas. Deux caractéristiques principales des diasporas sont (a) qu'il s'agit d'une population qui est transnationale ou déterritorialisée ; et (b) qu'elles ont des liens avec leur pays d'origine par le biais d'intérêts familiaux, économiques et politiques (Cohen, 2008).

#### 4.2.1.3. Choix des familles d'origine des migrants

L'échantillonnage des répondants sélectionnés au Sénégal est basé sur une variation des critères suivants : 1) l'accès aux réseaux de migrants ou l'expérience de la migration (à la fois ceux qui en ont et ceux qui n'en ont pas), 2) l'âge, 3) le sexe (équilibre entre les femmes et les hommes), 4) le statut socioéconomique et 5) le fait d'être originaires d'un des départements de la région du Fouta-Toro suivants : les départements de Podor (région de Saint-Louis) et les départements de Matam et de Kanel (région de Matam), au Sénégal.

Nous avons fait l'effort d'interroger une large palette de profils socioéconomiques de chefs de ménage et de membres de ménage, qui représentent ainsi le mieux les populations des communautés villageoises enquêtées. Les détails des personnes interrogées, individuellement et en groupe, sont communiqués dans le chapitre 2 qui traite des perceptions environnementales et demandes sociales des villageois envers les migrants internationaux.

Les raisons qui ont motivé le choix comme objet d'étude principal les migrants membres des communautés villageoises en milieu rural de la région du Fouta-Toro sont diverses. Plusieurs études (dont le Rapport de l'Agence Nationale pour la Statistique et la Démographie de 2019) indiquent que cette région du Sénégal, connaît le plus haut taux d'émigration vers l'Europe. Dans ce sens, le rapport de l'ANSD (Ndione, 2019) nous informe que la région qui reçoit la plus grande quantité de transferts

<sup>66</sup> République du Sénégal (2007), *Guide du Sénégalais de l'Extérieur. Mieux communiquer avec les compatriotes expatriés*, Ministère des Sénégalais de l'Extérieur, Dakar.

financiers au Sénégal est la région de Matam, où presque la moitié des foyers en reçoivent<sup>67</sup> ; il s'agit justement des départements où se situent 9 des 12 villages enquêtés.

#### 4.2.2. L'enquête menée dans la banlieue de Dakar

La thèse inclue des éléments pour renforcer les résultats des pratiques transnationales des migrants en Belgique orientées vers les villages d'origine. Ainsi, elle intègre les perceptions des changements environnementaux et les demandes sociales des migrants haalpulaaren à Dakar, qui sont originaires des villages enquêtés au Fouta-Toro. Dans la logique translocale et transnationale des migrants en Belgique, les localités à Dakar jouent un rôle pour au moins deux raisons principales. Premièrement, les migrants internes ou nationaux, font souvent partie de la famille translocale des migrants originaires des « villages multi-situés ». Deuxièmement, la plupart des migrants en Belgique ont séjourné ou résidé, de quelques semaines à plusieurs années à Dakar. Ainsi, une certaine relation existe aussi avec ces quartiers dakarois, qui nous laisse présager une incidence sur les pratiques transnationales des migrants en Belgique.

En ce qui concerne le terrain de recherche dans les banlieues de Dakar, nous avons pu relier tous les migrants internes interrogés avec un des villages enquêtés (ce qui n'a pas été possible pour le terrain en Belgique, comme nous l'expliquons ci-dessous). En effet, le nombre important de migrants internes originaires de nos villages enquêtés présents à Pikine, Guédiawaye et Thiaroye a permis d'interroger des membres des ménages originaires des villages enquêtés, et de comprendre leurs pratiques translocales orientées vers leur village originel. Dans la zone de Dakar, une partie de l'échantillon est constituée d'individus dont les contacts ont été obtenus au Fouta-Toro dans le cadre de l'enquête auprès des ménages et des individus.

#### 4.2.3. Le terrain conduit en Belgique auprès de membres de la communauté haalpulaar du Sénégal

Des membres de familles originaires de villages haalpulaar dans la région du Fouta-toro qui résident en Belgique ont été interrogés sur le territoire belge, plus particulièrement dans leur ville de destination, à savoir Bruxelles, Anvers, Charleroi-Gosselies et Gand. En Belgique, une partie de l'échantillon est constituée d'individus dont les contacts ont été obtenus au Fouta-Toro dans le cadre de l'enquête auprès des ménages. Une autre partie de l'échantillon a dû faire l'objet d'un recrutement direct selon la méthode des quotas et de la boule de neige.

Un certain nombre de migrants internationaux interrogés en Belgique ne sont pas originaires des villages que nous avons enquêtés en profondeur (en résidant dans chaque village entre 5 jours et 3 semaines).

Ce choix d'interroger des migrants d'autres villages dans la région du Fouta-Toro nous a été imposé par les réalités du terrain. C'était en particulier la difficulté de retrouver et convaincre des membres de ces villages qui faisait obstacle à la volonté initiale d'interroger uniquement des migrants originaires des villages enquêtés au Sénégal. Ceux-ci n'ont pas (encore) de nombre important de migrants en Belgique, contrairement à la France, pour nous permettre de rester sur cette option méthodologique.

---

<sup>67</sup> Pour une présentation exhaustive de la région de Matam, voir l'étude de l'ANSD, sur la situation économique et sociale régionale 2014, publiée en juillet 2015. [www.ansd.sn](http://www.ansd.sn)

En outre, afin de cerner les dynamiques dans lesquelles se retrouvent une partie des personnes originaires de nos « villages-mères » étudiés au départ, il semblait pertinent d'ouvrir l'échantillon à d'autres personnes issues de villages voisins, qui ont des rôles spécifiques et sont ainsi des acteurs-clés dans des associations qui accueillent également des personnes originaires des villages-mères. En effet, cantonner et limiter l'échantillon à des membres originaires de nos 12 villages, manquerait de refléter la richesse des dynamiques qui semblent également régionales. Les liens et les réseaux s'étendent à la région du Fouta-Toro où les Haalpulaar retrouvent des références identitaires communes. De ces diverses associations régionales et nationales, émanent et partent des idées, connaissances et engagements qui peuvent être capitalisées et matérialisées pour le village spécifique. Ainsi, le terrain exige de les inclure dans nos analyses, puisqu'il s'agit de cerner plus particulièrement l'apport des migrants et leurs capacités à contribuer à des stratégies d'adaptation collective dans leurs villages d'origine.

#### 4.2.4. Les profils de l'échantillon des personnes interrogées en Belgique

Au départ, les sites belges n'étaient pas, pour la plupart, des destinations principales pour les migrants provenant des sites sénégalais. Cependant, en tant que pays de destination relativement nouveau, les migrants sénégalais travaillent surtout dans la région de Bruxelles dans une variété de secteurs, y compris le commerce (coiffeur, boutique, et tissus), les soins (de santé), l'horeca, la construction (migrants récemment régularisés qui ont bénéficié d'une éducation spécifique).

Voici en chiffres les résultats des profils des entretiens effectués lors du terrain en Belgique :

Au total, nous avons interrogé 61 migrants sénégalais dans 5 villes en Belgique : Bruxelles (la majorité), Anvers (5), Charleroi (5), Tournai (3), Liège (2). Nous avons interrogé 51 personnes originaires de la région du Fouta-Toro (13 femmes et 38 hommes), avec des catégories d'arrivée et de durée de séjour en Belgique qui varient : arrivée il y a moins d'un an (N=3) ; entre 1 à 5 ans (N=17) ; entre 5 et 10 ans (N=9), entre 10 à 20 ans (N=15) et plus de 20 ans (N=11).

Nous avons 9 répondants originaires d'une autre région que celle de la région du Fouta-Toro (2 du Vélingara dans le sud du Sénégal, 2 de Saint-Louis et 5 de Dakar), dont 7 hommes et 2 femmes. Les 2 répondants du Vélingara sont également de l'ethnie haalpulaar.

Parmi nos 61 répondants, 11 personnes avaient des rôles de « leader » ou dirigeants dans des organisations ou associations de types diverses (culturelles, villageoises, etc.) et 8 personnes étaient en situation irrégulière « sans-papiers »<sup>68</sup>, ou demandeurs d'asile.

Parmi les répondants de l'ethnie haalpulaar, 5 personnes avaient un rôle de leader et 5 personnes étaient en situation irrégulière.

Environ la moitié de nos interviewés haalpulaar sont restés plus de trois ans à Dakar, principalement dans les banlieues de Pikine et Guédiawaye.

---

<sup>68</sup> Ce terme définit « toute personne étrangère qui se trouve sur le territoire belge et qui n'y dispose pas ou plus d'un droit de séjour » (Ciré, 2021). Ces personnes peuvent être entrés de manière illégale sur le territoire européen sans être munis des documents nécessaires (passeports et visas), ou à l'inverse, ils sont rentrés légalement sur le territoire mais ils sont restés au-delà de la validité de leur visa. Cette catégorie prend également en compte les demandeurs d'asile déboutés qui n'ont pas quitté le territoire. Ce terme recouvre donc une multitude de situations différentes (Ciré, 2021).

Quasiment la moitié est ou a été « sans-papiers » ou dans des situations juridiques compliquées liées à l'accès au territoire belge. Il convient d'être prudent lorsqu'on utilise les catégories de « sans-papiers », de clandestins et d'illégaux : ces termes désignent des réalités différentes. En effet, ces personnes peuvent avoir un itinéraire migratoire très différent, ainsi que des situations légales différentes. Certaines personnes sont entrées légalement sur le territoire belge avec un visa touristique ou un visa d'étude et restent dans le pays lorsque leur visa expire en trouvant un travail au noir. Elles deviennent de la sorte à la fois des irrégulières et des travailleuses irrégulières. D'autres sont entrées illégalement en Belgique (par voie aérienne et/ou en combinant différentes voies, notamment terrestre et maritime) et sont dès leur entrée des « clandestins » et des « illégaux ». Il s'agit souvent de demandeurs d'asile déboutés qui sont restés, par nécessité, par peur de la désillusion ou par ambition. Ils tentent de survivre dans les méandres de notre société et de notre économie. Pour eux, il existe une possibilité de régularisation individuelle de la situation de séjour<sup>69</sup>. Les chiffres de l'Office des Étrangers montrent que cela se produit effectivement. Pourtant, il y a un certain nombre de cas qui sont chaque fois rejetés : on leur reproche un mensonge (ou une fraude) dans leur dossier ou on leur dit de demander un permis de travail dans leur pays d'origine. Ils savent aussi bien que ceux qui leur donnent ce conseil que soumettre une telle demande est irréaliste : dans la plupart des cas, ils n'obtiendront jamais ce permis. Ils restent donc coincés dans leur zone grise, souvent dans une pauvreté extrême, sans droits, entre espoir et désespoir. Notons que deux campagnes de régularisation ont été organisées par le gouvernement fédéral, dont certains de nos répondants ont pu bénéficier : l'une en 1999<sup>70</sup> et une autre en 2009<sup>71</sup>. Durant les années 2000, plusieurs milliers de régularisations ont eu lieu au cas par cas, sur la base de l'article 9.3 ou 9bis de la loi du 15 décembre 1980. Pour mémoire, en 1974, le gouvernement belge décide de limiter rigoureusement les nouvelles entrées aux qualifications non disponibles dans le pays. Cette décision avait été accompagnée d'une politique de régularisation des étrangers séjournant clandestinement en Belgique (Rea et Martiniello, 2013).

En même temps, la plupart des personnes de notre échantillon sont membres d'au moins une association en lien avec le pays d'origine. En fait, le simple fait de reconnaître ses origines d'un village de la moyenne-vallée rend la personne en principe membre de l'association villageoise de développement, même si ce n'est pas via un engagement formel ni même une adhésion à la section en Belgique. Cela ne signifie pas pour autant que toutes ces personnes sont actives dans le cadre du développement villageois, comme nous allons le voir dans ce travail.

Parmi nos répondants haalpulaar environ la moitié (N=27) avait un niveau socioéconomique en Belgique « moyen », c'est-à-dire qui jouit d'une certaine stabilité par une combinaison de facteurs (un emploi, une certaine formation, un logement assuré, etc.). Environ un tiers peut être catégorisé par un niveau socioéconomique « faible » (emploi informel, ou très précaire, logement précaire, faible niveau de formation...).

Une minorité de notre échantillon haalpulaar (N=4) jouit d'un niveau socioéconomique élevé (revenus fixes, propriétaire de logement, formation reconnue, etc.), comme pour la catégorie du niveau socioéconomique « très faible » (N=5). Ces derniers se trouvent dans des situations de séjours irréguliers et sont pour la plupart en phase de procédure de régularisation.

---

<sup>69</sup> La régularisation est une procédure exceptionnelle qui permet à une personne en situation irrégulière d'obtenir une autorisation de séjour en Belgique pour des raisons humanitaires ou médicales (aux articles 9bis et 9ter de la loi du 15/12/1980).

<sup>70</sup> Elle était basée sur quatre critères : procédure d'asile trop longue, raisons de santé et humanitaire et ceux disposant d'attaches durables.

<sup>71</sup> Deux autres critères limités ont été retenus : l'ancrage local durable (les personnes présentes sur le territoire depuis cinq ans et pouvant faire valoir l'occupation d'un emploi, de compétences linguistiques, de liens sociaux, etc.) et la régularisation par le travail (les personnes présentes depuis plus de trois ans et qui disposent d'une offre ferme de travail).

Sur base de nos observations et entretiens, nous avons constaté des degrés différenciés d'engagement translocal des migrants par rapport aux stratégies d'adaptation collectives dans leur village d'origine. Voici les catégories de notre échantillon classées par ordre du degré d'engagement communautaire :

1. Les migrants déconnectés de la famille (très minoritaires)
2. Les migrants déconnectés des activités villageoises, mais peuvent s'engager dans des pratiques transnationales qui visent la famille ou des proches (minoritaires)
3. Les migrants engagés à travers la cotisation d'au moins une association communautaire (majoritaires)
4. Les Politiquement engagés au sens large à travers la participation active à diverses activités et associations communautaires – pas forcément ouvertement affiliés à un parti politique (tout juste minoritaires)
5. Les « Leaders politiques » – influents via différents canaux (religieux, culturels, politiques...p. ex : marabouts, chanteurs...) pas forcément ouvertement affiliés à un parti politique (minoritaires)
6. Les « Leaders politiques » affiliés à un parti politique (très minoritaires) ;

Remarquons que notre échantillon n'a pas vocation à être représentatif de la population haalpulaar en Belgique. En effet, rappelons qu'il s'agit d'une étude qualitative et non pas quantitative.

En outre, 6 acteurs de développement ont été interrogés à Bruxelles afin de recueillir des informations concernant les politiques en lien avec la migration et le (co)développement. Il s'agit de deux acteurs gouvernementaux sénégalais (ministre-conseiller de l'ambassade sénégalaise en Belgique et un représentant chargé de développement communal dans la région de Saint-Louis) ; un acteur gouvernemental belge (DGD- section Migration et Développement) et trois acteurs non gouvernementaux (deux de l'ONG flamande 11.11.11 et une personne du CNCD-11.11.11)<sup>72</sup>.

Au Sénégal, nous avons aussi interrogé 90 acteurs de développement pour ma recherche dans le cadre du projet Migradapt, qui nous ont permis de débroussailler les liens entre migration, adaptation et changements environnementaux. Ceux-ci sont constitués d'acteurs gouvernementaux (ministères, agences de l'État), acteurs locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux), de la coopération bi et multilatérale, acteurs internationaux non gouvernementaux (ONG) et académiques sénégalais (liste en Annexe 8).

---

<sup>72</sup> A Paris nous avons conduit 7 entretiens ouverts à l'événement de Fongad-invest en octobre 2018.

### 4.3. Méthodes d'analyse des données

**Les guides élaborés**<sup>73</sup> pour nos entretiens individuels et collectifs ont porté sur la migration et les changements environnementaux vus par la population locale, les demandes sociales envers les émigrés et l'utilisation des remittances dans les revenus du ménage et pour les projets communautaires (en analysant les liens avec les changements environnementaux).

Ces concepts de *remittances*, vulnérabilité, adaptation, résilience sociale et translocalité ont été à la base de la réalisation d'une grille d'entretien semi-ouverte, utilisée par la suite lors des différents entretiens.

**L'analyse des représentations** autour des effets des changements environnementaux et de la migration internationale (et des migrants) a été élaborée sur la base d'observations ethnographiques, de focus groupes (au Sénégal, uniquement) et d'entretiens individuels semi-structurés réalisés au Sénégal et en Belgique. Les grilles de questions semi-dirigées étaient adaptées à chaque groupe-cible en utilisant un **tronc commun de questions**. Le phénomène à l'étude étant peu à peu cerné au fil de la collecte de données, une « saturation théorique » s'est manifestée quand on a compris que de nouvelles données ne pouvaient ajouter des informations supplémentaires.

L'analyse est mise en perspective dans le cadre des apports de la littérature existante sur le sujet, notamment en corroborant les données concernant les études scientifiques climatiques et environnementales des deux régions (Dakar et la moyenne-vallée<sup>74</sup>), ainsi que d'autres études sur les perceptions environnementales, la migration et le lien avec le développement dans les terroirs d'origine.

Tous les entretiens ont été retranscrits, entièrement ou partiellement *ad verbatim*. J'ai utilisé la méthode traditionnelle qui consiste à lire les textes encore et encore, à surligner les passages clés, à réécouter les passages importants des entretiens jusqu'à ce que je puisse isoler des thèmes spécifiques. Les transcriptions ont été codées, en utilisant un codage manuel systématique, qui combine Word et Excel (Ose, 2016). Celle-ci a produit un document Word flexible de données d'entretien séparées en chapitres et sous-chapitres logiques. Tout le texte est codé et les codes correspondent aux rubriques du document final. Ce codage manuel systématique m'a permis de coder davantage de contenu, et pas seulement les mots ou les termes qui sont extraits du texte (Ose, 2016).

Stake (2005) affirme que les données qualitatives sont continuellement interprétées, d'abord par rapport à une question, une perspective ou une utilité, puis par rapport à d'autres données. Yin (2009) explique que pour cette raison, les études de cas bénéficient du développement préalable d'une position théorique pour guider la collecte et l'analyse des données. Bien que je sois parti du cadre de la « migration comme adaptation » (Gemenne et Blocher, 2017), au cours de mon travail de terrain, j'ai pris conscience de l'importance du cadre théorique de la résilience translocale avec une approche Bourdieusienne que je n'avais pas envisagée au départ.

À certaines occasions, cela m'a amené à recoder les données afin d'obtenir une meilleure description de leur contenu. Je crois que ce processus a été important pour l'appropriation et la familiarisation avec mes données. De toute façon, l'organisation des données implique une « segmentation » et entraîne une « décontextualisation », d'un côté, et, leur interprétation, ou encore catégorisation, mènent à une « recontextualisation », de l'autre (Wanlin, 2007). Nous avons donc essayé de mettre en évidence un processus intellectuel visant à rassembler le corpus d'informations et à le trier selon son appartenance ou non, et à

<sup>73</sup> Les guides d'entretiens sont repris en Annexe 5.

<sup>74</sup> Nous prenons ici comme dénomination la moyenne-vallée au lieu de la région du Fouta-Toro, car il s'agit ici de données géographiques des sciences naturelles plutôt que socio-historiques.

faire ressortir les similitudes qui existent. La classification en « thématiques » et « classes conceptuelles » permet de donner un sens à l'étude (Wanlin, 2007).

Pendant l'analyse, j'ai utilisé **l'analyse thématique** pour identifier les thèmes dans les transcriptions des entretiens et des focus groupes. En me basant sur les guides d'entretien, j'ai identifié trois catégories pour **l'analyse thématique** de la recherche et dans la perspective de vérifier les hypothèses : 1) les perceptions socio-environnementales ; 2) les attentes sociales (envers les pratiques de transferts des migrants internationaux) et 3) les conditions qui façonnent les capacités d'adaptation et de résilience sociale des migrants et des non migrants.

J'ai ensuite créé des catégories générales des « parcours migratoires », de la « communauté », du « ménage », de « transferts », de « problèmes environnementaux », de « stratégies d'adaptation » et de « capacités (d'adaptation) », parce qu'elles avaient été les principaux domaines de discussion pendant les entretiens et focus groupes. Puis, j'ai construit des nœuds à partir de là pour comprendre comment certains aspects du phénomène des transferts, notamment la dimension politique et écologique, peuvent être reliés. En passant en revue les thèmes, j'en ai éliminé certains et ajouté d'autres en les nommant et définissant.

Cette approche quasi inductive de l'analyse s'est avérée fructueuse, car j'ai trouvé des surprises dans les données, certains points inattendus ayant été mentionnés de nombreuses fois par des acteurs très différents. C'est le cas par exemple de conflits entre « groupes statutaires » (« nobles, castés, et anciens captifs/esclaves ») et de « pouvoirs et blocages politiques » liés à la migration internationale. C'est alors que l'analyse des données par une interprétation bourdieusienne informée par une approche de *political ecology* nous a semblé d'autant plus pertinente (Sakdapolrak et al., 2016).

Mason (2002) explique qu'un défi majeur pour les approches interprétativistes est le risque de déformer les perspectives des participants à la recherche et il est important d'en tenir compte. Comme le note Denscombe (2014), il est important de ne pas prendre tout ce que dit un répondant pour argent comptant et de toujours remettre en question sa validité. Le meilleur moyen d'y parvenir est de procéder à une **triangulation** et d'identifier les thèmes émergents dans les transcriptions. Dans certains cas, il m'a également été intéressant de revenir sur la transcription avec les répondants en les recontactant par WhatsApp. J'ai adopté une approche critique pour analyser les informations que m'ont fournies les participants, en particulier dans leur **récit des interactions politiques** en cours avec les différents acteurs gouvernementaux. Quand la situation était chargée politiquement, les gens pouvaient en effet avoir des opinions extrêmes.

**La deuxième partie de cette thèse** se concentre sur les pratiques translocales rapportées par des migrants haalpulaaren interrogés en Belgique. Nous corroborons ces résultats avec des données obtenues par des entretiens individuels et collectifs avec des membres villageois (non-migrants et ex-migrants et leurs réseaux). Nous ne regardons pas ici tous les facteurs qui expliquent des différences parmi les villages enquêtés qui peuvent se situer à des niveaux d'échelles différentes : il peut y avoir des phénomènes de transformations villageoises, de transition, ou d'adaptation à des changements environnementaux, à des changements plus larges qui résultent d'autres agents économiques, d'autres acteurs que les migrants. Ce qui nous intéresse ensuite dans cette thèse est de comprendre quelles sont les conditions au village et en Belgique qui semblent être des variables pertinentes pour la capacité des migrants à contribuer à des stratégies d'adaptation.

Nous allons commencer par distinguer les pratiques individuelles des pratiques collectives. **Les pratiques individuelles** sont les pratiques qui émanent d'**initiatives individuelles**, qui ont lieu avant des aléas environnementaux (ex ante – pratiques planifiées, anticipées ou non intentionnelles) et après que ceux-ci



aient eu lieu (ex post – pratiques réactives, spontanées). Ces typologies sont basées sur la littérature qui fournissent des critères utiles à l'analyse des actions d'adaptation (van Gameren et al., 2014).

**Les pratiques collectives** sont des pratiques initiées et portées par un **groupe de migrants ensemble orientées vers un des sites où résident des membres de la communauté (généralement plutôt vers la région du Fouta-Toro que vers Dakar, comme nous allons voir)**. Nous tenterons également de classer les pratiques selon les **catégories ex ante** (liées aux effets lents et graduels des changements environnementaux) **et ex-post** (liées aux effets rapides des changements environnementaux). Ce sont d'abord des stratégies d'adaptation en générale par la prise en charge des biens publics (santé, accès à l'eau, éducation, environnement). À côté de celles spécifiques à l'environnement (reboisement, déploiement de projets de foyers améliorés, gestion de déchets), les thématiques concernent des domaines de développement communautaire classique, mais qui permettent des stratégies d'adaptation face aux effets des changements environnementaux.

## 4.4. Limites de la recherche – Défis relatifs au travail de terrain

### 4.4.1. Défis liés à l'accès aux terrains

La façon dont se passe l'**accès au terrain** et à la population renseigne en outre sur l'objet investigué et met au jour les conditions et les limites que le terrain impose aux chercheurs (voir à ce propos Schinz, 2002).

Dans ma recherche, l'**accès aux migrants haalpulaaren** vivant en Belgique s'est généralement révélé relativement facile pour au moins deux raisons. Premièrement, j'avais déjà mené des enquêtes dans les villages de la moyenne-vallée du Fleuve. Ainsi, les personnes desquelles j'avais reçu les contacts, soit par des membres de la famille dans le village d'origine, soit par « effet boule de neige » en Belgique, étaient mises en confiance. Deuxièmement, la thématique du développement dans leurs localités d'origine plaisait d'entrée de jeu. En effet, c'est clairement un sujet qui anime la plupart des migrants, ce qui a facilité mes demandes de participation aux entretiens. Certains répondants m'ont proactivement contacté après qu'un proche que j'avais interrogé leur avait transmis mes contacts téléphoniques. Afin d'éviter les malentendus quant à la finalité de l'interview, je leur rappelais bien que je n'étais qu'un « simple doctorant » et que je n'allais pas pouvoir décider moi-même d'orienter directement des ressources de l'aide publique au développement vers leur village.

Pour certains groupes sensibles, notamment de femmes et les personnes en situation irrégulière, il était plus difficile d'obtenir des entretiens. En ce qui concerne les femmes, les normes sociales et culturelles au niveau de la participation des femmes dans les affaires transnationales de développement sont *à priori* moins favorables pour obtenir des répondantes féminines (cf. la section limite de l'étude). En ce qui concerne les hommes en situation irrégulière, c'est l'insécurité liée à des doutes par rapport à mon identité et mes « objectifs réels », qui leur faisaient craindre un piège de l'État belge. Si certains craintifs au départ ont pu être convaincus, d'autres n'ont pas osé prendre de risques.

**L'accès au terrain au Sénégal**, et aux différents acteurs, a relevé **d'autres types de difficultés**.

Pour la recherche exploratoire des acteurs de développement, principalement à Dakar, les demandes se passaient par voie de courriels et par contacts téléphoniques obtenus par des répondants précédents. Il s'agissait souvent d'insister plusieurs fois.

En ce qui concerne les acteurs « villageois », les participants et participantes aux focus groupes étaient rassemblés à la suite de la convocation du chef de village. Certains chefs de village se montraient très collaboratifs et efficaces pour rassembler différents groupes de personnes (femmes, notables, jeunes, etc.). Généralement, nous commençons par une introduction de notre mission de recherche dans la cour centrale du *galle* (le carré de la maisonnée) du chef de village, où nous logions aussi. Épaulés par celui-ci, certains villageois posaient parfois des questions critiques par rapport aux objectifs de la recherche et de leur intérêt à y participer. Grâce à la bonne communication en pular de mes collègues-doctorants Haalpulaaren, notre mission fut généralement bien accueillie au sein du village. Nous avons toujours reçu le feu vert de la part des chefs de ménages pour mener nos enquêtes. Cependant, **les femmes** étaient parfois plus difficilement accessibles, à cause de normes sociales musulmanes (nous étions trois chercheurs masculins), mais davantage à cause de leur importante charge de travail, ne laissant que peu de temps de repos pour un entretien ou un focus group. De nombreux chefs de ménages étant en mobilité (interne ou internationale), nous avons parfois dû interroger l'homme ou la femme qui remplace le chef de ménage absent dans le *pooye*.

En ce qui concerne le terrain à Dakar, des difficultés similaires que dans les villages se sont manifestées. C'était principalement les contraintes des hommes partis travailler ou faire leurs activités, qui posaient problème. Ainsi, à Dakar, ce sont plutôt des hommes retraités que nous avons interrogés. Malgré le fait qu'ils résident à Dakar, leur intérêt pour les questions de développement villageois ne manquait pas. Au contraire, les discussions pouvaient y être davantage « politiques » que dans les villages originels.

En somme, le travail de terrain et les entretiens ont parfois été compliqués en raison des questions de genre (moins de femmes que d'hommes interrogés), des biais de traduction, des enjeux politiques en termes de résultats de développement liés à la recherche, et donc parfois de la crainte de répercussions politiques.

#### 4.4.2. Limites et biais du savoir situé

Fontana et Frey (2005) expliquent comment les entretiens sont un processus de collaboration, aboutissant à une histoire liée au contexte et mutuellement acceptée. Cependant, il est également important de comprendre que les entretiens sont aussi « inextricably and unavoidably historically, politically and contextually bound » (*ibid.*, p.695). Ainsi, l'histoire qui résulte de la collaboration entre le chercheur et la personne interrogée dépend en fin de compte de leur relation et de leurs interprétations respectives. Yin (2009) note que cette critique est souvent formulée à l'encontre de la recherche par étude de cas en particulier, car si le chercheur n'adopte pas les mesures appropriées, cela peut souvent entraîner un jugement subjectif dans l'analyse.

Nous devons communiquer des limites importantes à cette recherche socio-anthropologique, qui a le mérite de prendre en compte la mobilité dans les enquêtes, ce qui est rare (cf. Agier, 2012). Mener une enquête collective entre l'Europe et l'Afrique m'a confronté aux questions, parfois pénibles, de positionnement (*positionality*) (Faist, 2012). Les difficultés rencontrées pour mener cette recherche, et en particulier pour conserver autant de symétrie que possible entre les enquêtés, mes collègues-chercheurs sénégalais et moi-même (chercheur-étudiant blanc « toubab » de Belgique) ont incontestablement fait partie des enseignements de cette aventure.

N'étant clairement pas né Haalpulaar, et n'ayant probablement pas été suffisamment longtemps en immersion dans cette riche et complexe culture, je ne peux prétendre à la maîtrise des codes sociaux, symboliques et interactionnels de la société haalpulaaren multisituée. Plusieurs fois par jour, j'ai sollicité mes collègues chercheurs sénégalais, notamment pour des d'interprétations de la vie quotidienne, afin de me repérer dans les codes sociaux de la communauté haalpulaar. Ils n'hésitaient pas non plus à me transmettre proactivement certains conseils et codes de conduite.

Les immigrants et leurs groupes familiaux sont peu enclins à donner à des scientifiques l'accès à leurs mondes privés, d'autant que les contextes politiques et idéologiques ont pris une tournure passionnelle en matière d'immigration (Chort & Dia, 2013).

Des difficultés sont notées dans le déroulement de la recherche en rapport avec la sensibilité du sujet et parfois la mobilité des personnes centrales qui pouvaient fournir des éclairages sur des questions en rapport avec les investissements, les transferts financiers, les budgets familiaux, leurs rapports avec les autorités politiques. Nous avons pu ressentir parfois des doutes chez les répondants, quant à la nature réelle de l'enquête. Alors que certaines associations avaient reçu tout récemment des financements européens (parfois de plusieurs centaines de milliers d'euros) dans le cadre de projets de codéveloppement, leurs membres voyaient arriver des « enquêteurs », disant réaliser une étude pour « informer la coopération belge au développement ». Cela les conduisait à s'interroger : et si c'étaient les

bailleurs qui avaient commandité cette recherche ? À plusieurs reprises sur le terrain, cette question ressurgit, non sans biaiser certains entretiens.

L'ambiguïté de l'objet de l'étude et plus encore la confusion produite par l'étiquette « chercheur belge pour la coopération au développement » a sans doute incité certains enquêtés à donner une image très consensuelle des actions des associations et des relations en leur sein. Nous gardons à l'esprit que les rivalités mises au jour sont sans doute une estimation « basse » de la vivacité des tensions entre les membres villageois et des associations villageoises. Mes propos contre les mesures migratoires restrictives mises en place par l'Europe apaisèrent les jeunes : « on était ensemble »<sup>75</sup>. Cela a favorisé une réduction de la distance sociale et la mise en place d'une relative complicité.

Idéalement, nous aurions intégré davantage de territoires, puisque la situation migratoire dans un contexte de diversification des lieux d'installation a des effets sur les filières professionnelles investies par les migrants, leur mode de résidence, le projet migratoire lui-même, le rapport au village d'origine et aux autres sites de la migration. Par exemple, en Europe, et particulièrement la France qui est la destination principale de nos sujets, il s'agit principalement de Paris, Mantes-la-Jolie, Nice et Le Havre, et l'Italie (Milan). En Afrique, ce sont surtout les villes gabonaises (Libreville et Port-Gentil) ; Abidjan en Côte d'Ivoire, et l'Afrique centrale (Pointenoire), et le Congo-Brazzaville, qui étaient des lieux de destination importants pour la plupart des villages et donc qui participent à la réalisation de projets villageois. Toutefois, une partie de ces perceptions d'apports de la migration sous-régionale a pu être captée par une vingtaine d'entretiens de migrants de retour de ces sous-régions<sup>9</sup>.

#### 4.4.3. Réflexion sur les relations de pouvoir entre l'auteur et les sujets de recherche

Comme l'indique Meisch (1995 : 443), la littérature spécialisée suppose que « les relations de pouvoir sont invariablement pondérées du côté des touristes étrangers ou [de l'anthropologue] du Monde industrialisé<sup>76</sup> ». Sans doute le fait d'être un *toubab* (« un blanc », en wolof et en pulaar) — par moment profilé opportunément comme travaillant pour la coopération belge — a ouvert de nombreuses portes, en particulier dans les cercles d'élite comme dans les universités locales, et je suis sûr qu'elle a facilité l'établissement de la confiance avec les villageois.

En outre, au Sénégal, la migration et le développement demeurent des questions centrales. Ces deux premiers thèmes font probablement de ceux qui sont les plus discutés par toutes les couches de la société, quel que soit le milieu, l'âge et le sexe ou la catégorie sociale. En effet, quotidiennement, dans les ménages et autour du thé (*barada* ou *attaya*), dans les bureaux, les places publiques, ces sujets libèrent les passions. Par conséquent, les demandes de participation butaient très rarement sur un refus, bien au contraire. En revanche, lorsque j'abordais le sujet en termes de « la contribution de la migration aux stratégies d'adaptation aux changements environnementaux », les (potentiels) répondants semblaient directement adopter un regard plus circonspect et interrogatif.

<sup>75</sup> C'est une expression couramment utilisée par les gens pour signifier que l'on est « du même camp ». On peut l'employer lorsque quelqu'un nous remercie pour un service effectué, stipulant là la normalité de l'acte effectué, ou alors, comme dans ce contexte, que des choses nous lient.

<sup>76</sup> Citation originale : « *power relations are invariably weighted on the side of foreign or First World tourists [anthropologist]* » (Meisch, 1995: 443). Meisch, L. (1995), « Gringas and Otavaleños: Changing Tourist Relations », *Annals of Tourism Research* 22(2): 441-462.

#### 4.4.4. Connaissance des langues locales

Étant très limité dans ma connaissance de la langue pular, les entretiens tant dans les villages qu'à Dakar ont été effectués avec l'aide de 4 locuteurs Haalupaar. Si les entretiens avec la majorité des personnes-ressources, et acteurs « politiques » étaient possibles en langue française, je préférerais parfois être accompagné d'un de mes collègues pour pouvoir interpréter collectivement « à chaud » le discours de la personne interrogée.

Dans les villages, j'ai été accompagné de doctorants en géographie de l'Université de Gaston Berger (UGB), à Saint-Louis. L'un étant originaire du Vélingara, en Casamance dans le sud du Sénégal, avait une vision plus « externe » que l'autre, qui est ressortissant d'Ourossogui. Devenu une petite ville et carrefour économique de la région du Fouta-Toro, il a lui-même des activités agricoles (dont l'embouche bovine et ovine) et possède une certaine connaissance des dynamiques sociales et locales.

Dans les banlieues de Dakar, ce sont des ressortissants dakarois, un étudiant en Master 2 en géomatique et un doctorant en géographie humaine à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, qui étaient mes collègues de recherche durant un mois et demi (début janvier à mi-février 2019).

Bien que le français reste la lingua franca permettant de communiquer dans le contexte plurilinguistique du Sénégal et de nombreux pays africains, seuls 29 % des Sénégalais sont francophones, bien que comme deuxième langue, le chiffre de locuteurs serait plus élevé (Wolff & Aithnard, 2014).

#### 4.4.5. Précisions méthodologiques

**Concernant l'échelle**, nous pensons qu'une analyse multiscalaire serait intéressante. C'était l'optique initiale de cette recherche fondée au départ sur le projet MIGRADAPT. Cependant, ce travail doctoral, porte moins le regard sur le niveau macro (politiques publiques) que sur les niveaux méso et micro, bien que l'échelle "macro" soit prise en compte lors de la discussion de nos résultats de terrain.

**Concernant la temporalité**, nous estimons qu'une temporalité longue permettrait une étude plus approfondie (cf. Dia, 2015). Toutefois, si dans ce travail nous avons pris une échelle de 60 ans, nous avons été plus précis dans les échelles de 20-30 ans et les perceptions des réalités actuelles. Comme l'adaptation ne se produit pas instantanément, la relation entre la capacité d'adaptation et la vulnérabilité dépend essentiellement des échelles de temps et des aléas qui nous intéressent (Brooks et al., 2005). Les aléas climatiques ont été élargis aux aléas socio-environnementaux.

**Les variabilités inter villageoises** n'étant pas toujours directement attribuables à la présence des émigrés, nous ne pouvons pas évaluer (quantitativement) la mesure de leurs activités translocales. La présence d'infrastructures sociales de base peut être le fruit du travail des émigrés originaires du village, mais elle peut aussi être « endogène », par exemple due à une personne influente dans la politique locale qui a su obtenir une école. Elles peuvent aussi être le fruit d'une combinaison de collaboration de trois acteurs ensemble (migrants, partenaires externes et pouvoirs publics) : un dispensaire de santé<sup>77</sup> peut avoir été mis en place par une ONG, grâce aux émigrés du village, et le maire du village a pu appuyer le dossier auprès des pouvoirs publics supérieurs pour obtenir le personnel de santé.

Pourtant, nous avons observé plusieurs différences dans l'espace et le champ social. Une première différence marquante, et observable directement entre les villages qui comptent peu ou pas d'émigrés et

---

<sup>77</sup> Au Sénégal, la nomenclature, par ordre de grandeur est la suivante : hôpital, centre et poste de santé, dispensaire.

ceux qui n'en ont pas, se note au niveau des infrastructures sociales de base (écoles, postes de santé, mosquées, etc.) — qui influencent les conditions de vie — entre les villages étudiés.

Une deuxième différence visuelle entre les villageois qui ont des membres à l'étranger et ceux qui n'en ont pas est flagrante : au **niveau des habitations**, la quasi-totalité des maisons en dure — souvent avec des antennes paraboliques — a été construite avec les remises d'épargne des villageois à l'étranger. Les habitations en banco, traditionnelles, sont en général habitées par des villageois qui n'ont pas pu envoyer des membres de la famille à l'étranger. Dans les villages d'éleveurs Peuls, les habitations sont plus dispersées, du fait du besoin d'espace pour les troupeaux.

Une troisième différence importante s'observe **au niveau de l'alimentation** et la manière de consommer. Les répondants qui avaient des membres à l'étranger possèdent plus souvent un véhicule ou ont les moyens de s'approvisionner en gros et en détail, par exemple à Ourossoqui, une ville-carrefour voisine. Ils consomment plus de produits protéinés onéreux (viandes, haricots ou *niebe*<sup>78</sup>,...) avec leurs féculents de base (riz, patate douce<sup>79</sup>, manioc, mil) que ceux qui n'ont pas de revenus supplémentaires de l'étranger. Pour se nourrir à la boutique, en dehors de ce que les villageois cultivent dans leur jardin maraîcher, il faut avoir suffisamment de revenus (notamment de l'agriculture), ou alors des parents émigrés qui envoient de l'argent.

#### 4.4.6. Considérations éthiques

Dans tous les sites, avant les entretiens, tous les répondants et participants aux discussions de groupe ont reçu des informations sur le projet MIGRADAPT, ont été invités à donner leur consentement éclairé pour participer et être enregistré. Ils ont été informés qu'ils pouvaient se retirer de la recherche à tout moment et que leur nom serait rendu non identifiable. Ils ont tous donné leur accord. L'anonymat de tous les participants est garanti par l'application d'un système de numérotation dans les analyses des données qualitatives et dans la version écrite des résultats de la recherche. Tous les entretiens ont été transcrits *ad verbatim*, et les noms ont reçu un pseudonyme et/ou ont été numérotés pour garantir l'anonymat des répondants. Avant de commencer l'enquête, tous les participants ont été informés qu'ils ne devaient pas se sentir obligés de répondre aux questions avec lesquelles ils ne se sentaient pas à l'aise. Après la publication de cette thèse, les résultats seront mis à la disposition des participants qui ont exprimé leur intérêt.

---

<sup>78</sup> Le *niebe* (haricot) est un légume populaire dans le Walo parce que ces haricots se vendent à prix assez élevé et permet une bonne marge. En outre, une bonne partie de la plante peut servir comme fourrage pour l'embouche bovine ou ovine.

<sup>79</sup> Garly « champion de la patate douce », est réputé dans la région pour sa spécialisation et son volume de patates douces. « Des camions viennent se charger ici de patates douces en fin d'hivernage », mais cela ne fait qu'une rentrée temporaire qui ne permet pas de « tenir » un an.

**Première partie.**

**Place et impacts des changements socio-  
environnementaux sur les conditions de vie  
au Sénégal :**

**Politiques, acteurs et perceptions sociales**

# Chapitre 1.

## Contexte de l'étude de cas : Aspects socio-économiques, stress environnemental et mobilités au Sénégal

Avant de rentrer dans le matériel empirique des perceptions socio-environnementales et des attentes sociales dans le chef des villageois et migrants internes à Dakar envers « leur diaspora », ce chapitre introductif contextualise notre cas d'étude. Il esquisse d'abord les éléments-clés contextuels dans lesquels se situent nos sujets (des migrants membres de la communauté haalpulaar) et notre objet de recherche (les transferts politiques). Comment fonctionne la société haalpulaar dans la région du Fouta-Toro ? Nous allons commencer par décrire certaines dynamiques politiques et de gouvernance locales au Sénégal, qui serviront à l'analyse des dimensions politiques des pratiques translocales (Deuxième partie de la thèse). Dans le cadre de compréhension des enjeux politiques du lien entre le triptyque mobilité/migration-développement-adaptation, ce chapitre esquisse le contexte politique à différentes échelles (internationale, nationale, et régionale/local), et les aspects économiques en lien avec les mobilités en perspective historique (voir aussi Figure 3, Partie introductive, section 3.1).

Interpréter la migration du point de vue de la vulnérabilité des moyens de subsistance (Etzold et Sakdapolrak 2012 ; Sakdapolrak 2008, 2014) offre un moyen de contextualiser le lien entre environnement et migration, et permet une compréhension nuancée des interactions associées. Par conséquent, nous soutenons que pour avoir une compréhension globale du lien entre l'environnement et la migration, l'analyse de la mobilité dans le contexte spécifique des systèmes de subsistance vulnérables est souhaitable (*vulnerable livelihood systems*) (Sakdapolrak, 2008 ; Findlay et Geddes 2011). Cela nécessite une compréhension de la vulnérabilité des personnes implicite dans la vie quotidienne (Wisner et Luce, 1993). L'accent est mis sur les bases de ressources et l'action stratégique dans un contexte de changements socio-environnementaux. Les vulnérabilités peuvent être associées aux caractéristiques sociopolitiques des événements environnementaux, ainsi qu'à des vulnérabilités sociales et politiques plus générales associées à la pauvreté, à la précarité et à la marginalisation (par exemple, un manque d'accès à des moyens de subsistance sûrs, l'exclusion des processus politiques) (Sakdapolrak, 2007 ; Sharma et Ravindranath 2019)<sup>80</sup>.

Avant cela, cette partie commence par esquisser le contexte des macro politiques qui font le nexus entre la migration, le développement et l'adaptation au Sénégal (section 1). Ensuite, nous verrons comment la diaspora s'intègre comme enjeu stratégique dans les considérations politiques sénégalaises (section 2).

Une troisième section dresse le paysage du contexte politique en Belgique avec un bref panorama des principaux acteurs en lien avec la diaspora sénégalaise sur ce territoire (section 3).

La dernière partie de ce premier chapitre décrit les caractéristiques socio-environnementales des zones d'études, qui sont mises en lien avec la mobilité interne et internationale (section 4).

---

<sup>80</sup> En 2012, le GIEC a remplacé la définition de la vulnérabilité par le concept de risque, en fonction de l'aléa, de l'exposition et de la vulnérabilité (IPCC, 2012b). La vulnérabilité est décrite comme les attributs d'un système en danger d'un aléa, et l'exposition (*exposure*) est décrite comme l'emplacement des éléments qui peuvent être impactés par l'aléa (Sharma et Ravindranath 2019).



# 1. Les politiques en lien avec la migration, le développement, et l'adaptation

## 1.1. Contexte international

Jusqu'à présent, l'influence des politiques d'incitation des transferts de fonds (*'remittance-enhancing policies'*) sur les dynamiques sociales n'a pas fort retenu l'attention des académiques. Pourtant, cette influence est le point de contact entre l'infra-politique des relations entre les migrants et les non-migrants, d'une part, et la politique des transferts de fonds à l'échelle nationale ou internationale, d'autre part. Les politiques des diasporas tendent à réifier le sentiment d'appartenance à une formation sociale diasporique. Comment ? Par les concepts et les représentations qu'elles véhiculent et le cadre juridique et les institutions qu'elles créent, selon Lacroix (2016). Par conséquent, il est utile pour nous de brièvement esquisser celles-ci dans ce premier chapitre contextuel de la première partie empirique de cette thèse. Si cette partie a pour vocation de contextualiser notre objet de recherche, elle est aussi empirique dans le sens où de nombreuses informations sont issues de sources primaires d'entretiens avec divers types d'acteurs de développement<sup>81</sup>.

De nombreux rapports et accords internationaux reconnaissent l'importance de la migration pour le développement du pays d'origine, dont certains textes reprennent explicitement la notion d'adaptation aux changements environnementaux ou climatiques. Dans un effort pour contrecarrer les tendances à la sécurisation des politiques migratoires, la migration est de plus en plus présentée comme une importante stratégie d'adaptation au changement environnemental qui peut prévenir les déplacements futurs. Les réponses politiques devraient minimiser les risques associés à la migration en réponse au changement climatique, et maximiser la contribution de la migration à la capacité d'adaptation. Cet argument est avancé dans les débats universitaires (par exemple Barnett & Webber, 2010 ; Black et al 2011b; Affifi et al 2015), mais il est également de plus en plus fréquent dans les résultats des institutions internationales, présentant la migration comme un processus parmi un ensemble plus large de stratégies potentielles d'adaptation à un changement climatique dommageable. Au premier plan figurent les travaux de l'OIM (2009, 2019) et du GIEC (2014), mais aussi ceux de la Commission européenne (EC, 2013a, 2013b; aussi EC, 2011; EC, 2016 ; 2020), de la Banque mondiale (2014) et les discussions menées par la Plateforme sur les déplacements dus aux catastrophes, issue de l'Initiative Nansen. Les mentions sont également de plus en plus courantes dans les négociations internationales, avec par exemple une reconnaissance dans le cadre d'adaptation de Cancún 2010 (UNFCCC COP 16, par. 14 (f)) et des mentions dans l'Accord de Paris (CCNUCC, 2015<sup>82</sup>) et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (ONU, 2018, objectifs 2, 5 et 23).

Deux autres accords internationaux illustrent l'ampleur prise par les discussions actuelles sur la relation dynamique complexe entre la migration, l'environnement et le développement. Premièrement, l'ONU, dans le cadre de **l'Agenda 2030** pour le développement durable (ONU, 2015), souligne la contribution positive des migrants à une croissance inclusive et au développement durable, et les pratiques de résilience climatique pour lutter contre le changement climatique. Comme chaque pays signataire, le Sénégal devait

---

<sup>81</sup> Voir liste des entretiens en Annexe 5 des acteurs de développement de la coopération bi-et multilatérale, académiques, pouvoirs publics nationaux, régionaux et locaux, et représentants d'associations locales, régionales et nationales (N=98) (Lietaer et Durand-Delacre, 2021).

<sup>82</sup> Le Sénégal a ratifié l'Accord de Paris sur le climat le 21 septembre 2016. La Contribution Déterminée au niveau National (CDN), document stratégique élaboré à cet effet, cristallise les engagements sectoriels (agriculture, élevage, foresterie, pêches...) pris par l'Etat du Sénégal dans le cadre de l'Accord de Paris. Le Sénégal a élaboré en 2006 le Programme d'Actions National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA), à travers lequel document des mesures prioritaires d'adaptation ont été identifiées et mises en œuvre dans trois secteurs considérés comme les plus vulnérables aux changements climatiques.

traduire en stratégie nationale, les orientations des ODD (République du Sénégal, 2018<sup>83</sup>). Deuxièmement, **l'Agenda 2063 de l'Union africaine**<sup>84</sup>, présenté par "Nous, peuples d'Afrique et de sa diaspora", explicite une reconnaissance claire du rôle de la migration dans la région.

Dans un tel contexte, les instances intergouvernementales, les gouvernements des pays d'accueil et d'origine, les organisations internationales et les ONG manifestent une propension grandissante à mobiliser, structurer et soutenir au niveau technique et financier les migrants et leurs associations pour accroître l'impact de leur action et de leur transfert en faveur du développement du pays d'origine. Les efforts visent d'une part à appuyer l'engagement associatif dans les projets en faveur des communautés d'origine, et d'autre part à essayer de canaliser, par des politiques incitatives et des dispositifs d'appui, les transferts financiers des migrants vers des investissements individuels et/ou collectifs productifs, capables de générer de l'emploi et des revenus dans les pays d'origine, en participant à la stabilisation socioéconomique des zones de départ. Ces discussions et enjeux percolent jusqu'à l'échelon local, là où les actions de la diaspora sont les plus manifestes<sup>85</sup>.

Après la crise de Cayuco en 2006 entre l'Afrique et l'Espagne., il y a eu une grande discussion sur le lien entre développement, d'une part, et de l'adaptation au climat, d'autre part<sup>86</sup>. La recherche s'est réorientée vers ce lien, car l'élaboration des politiques semblait également prometteuse dans ce domaine. Mais à la suite du printemps arabe et la crise des réfugiés/migrations de 2015, les décideurs politiques ont considéré ce lien sécuritaire comme plus important et l'ont souligné dans leurs documents de politique extérieure. Cette tendance se reflète également dans les programmes de développement sénégalais, fortement orientés et financés par les pays et organisations donateurs occidentaux (Sinatti, 2015 ; Sinatti & Horst, 2015).

La coopération Sud-Sud, l'une des priorités du "Processus de Rabat", est également importante pour renforcer la migration comme adaptation. De manière remarquable, mais suivant une logique visant à éviter et à limiter la migration intercontinentale, les programmes de coopération Sud-Sud sont également soutenus (et cofinancés) par le Fonds fiduciaire d'Urgence de l'UE. Ceux-ci sont souvent mis en œuvre par des consultants occidentaux (par exemple Expertise France) et des agences (par exemple GIZ) en collaborations avec des ONG, comme le PAISD.<sup>87</sup>

Pionnier en matière de dialogue et d'inclusion de la diaspora, le Sénégal a en ce sens engagé au début des années 2000 des réflexions sur la manière d'optimiser l'implication de sa diaspora dans le développement économique et social de leur pays d'origine.

En 2014, le Sénégal a adopté une nouvelle stratégie via le Plan Sénégal Émergent (PSE), référentiel de la politique économique et sociale sur le moyen et le long terme (SNDES) visant « l'émergence économique à l'horizon 2035 ». Le PSE accorde une **place importante à la diaspora** et ce vis-à-vis des différents flux notamment financier qu'elle apporte. Ces transferts de fonds pourraient contribuer positivement au développement économique du pays au travers d'investissements financiers ou de création d'entreprises. C'est dans ce cadre que la coopération décentralisée, les collectivités locales sénégalaises et françaises estiment avoir « toute leur place à prendre pour valoriser ces capitaux, comme coordinateur et facilitateur des initiatives des porteurs de projet. Cet appui, qui apparaît nécessaire au développement économique en général et aux investissements productifs en particulier, vient apporter une réponse construite aux

---

<sup>83</sup> Dans sa stratégie nationale de Développement Durable, sept ODD identifiés comme étant très prioritaires : ODD 6 : Eau et Assainissement, ODD 15 : Ecosystèmes terrestres, ODD 1 : Pauvreté, ODD 2 : Faim, Sécurité alimentaire, Nutrition, ODD 13 : Changement climatique, ODD 7 : Energie, ODD 4 : Education de qualité.

<sup>84</sup> L'Agenda 2063 est un cadre stratégique pour une croissance inclusive et un développement durable dans toute l'Afrique, établissant clairement des synergies avec l'Agenda 2030.

<sup>85</sup> Résultats basés sur nos propres enquêtes, à savoir des entretiens avec des acteurs-clé de développement en lien avec les mobilités (Voir liste des entretiens en Annexe A10.1.; Lietaer et Durand-Delacre, 2021).

<sup>86</sup> Ibid.

<sup>87</sup> Ibid. Voir aussi, par exemple, l'annexe IV, Commission européenne (2016) et European Commission (2017).

problématiques liées à un déficit en matière d'infrastructure de production des agents » (Commission Nationale de la Coopération Décentralisée, 2015).

Dans le cadre du PSE, l'implication de la diaspora représente un pilier central des stratégies de développement, en particulier agricole. Les investissements des migrants, qu'ils soient individuels ou collectifs, sont considérés comme un atout pour accompagner le processus de croissance agricole du pays, ainsi que pour générer des ressources et des emplois en milieu rural. Dans un tel cadre, les associations de migrants sont appelées à dépasser une logique d'action caractérisée par l'appui social aux communautés et la mise en place d'infrastructures de base, pour embrasser une démarche à visée davantage productive, qu'il s'agisse d'appui à l'agriculture familiale et communautaire, ou d'agrobusiness (aussi Maggi et Sarr, 2020).

En fait, cela fait plus de 40 ans que les développeurs dans la vallée du Fleuve y ont inversé l'articulation entre développement et migration : de 1975 à la fin des années 1980, l'irrigation appuyée par l'alphabétisation en langue maternelle était censée freiner la migration ; de l'achèvement des barrages (1986-1987) à aujourd'hui, l'argent des (ex-)migrants, érigés en acteurs phares, est censé pérenniser les périmètres irrigués (Schmitz, 2008a).

Au Sénégal, l'intégration progressive de la migration et de l'adaptation dans les discours et politiques de développement se fait timidement, à différentes vitesses dans les différentes échelles (nationales, régionales et locales). En général, tant la migration que l'environnement tendent à s'intégrer de plus en plus dans les documents de plans et stratégies. Toutefois, si cela commence à être l'intention affichée au niveau formel, l'application pratique et systématique reste évidemment plus compliquée. Les 'partenaires internationaux' intègrent des domaines qui ne sont pas a priori leur spécialité. Par exemple, la UNHCR et l'OIM, deux organisations qui s'occupent des mobilités, mettent en place des projets d'adaptation et de résilience dans la région de la moyenne-vallée du fleuve Sénégal, alors que la FAO, spécialisée dans l'agriculture, y intègre les mobilités dans ses programmes. Il est devenu évident, notamment pour l'OIM (2021), que le lien entre (1) migration, (2) changement climatique et environnement et (3) développement est pertinent pour un large éventail de politiques et de pratiques, y compris, mais sans s'y limiter, la réduction des risques de catastrophe, la santé, le développement durable et la réponse humanitaire.

Le niveau de développement, ainsi que les caractéristiques structurelles et le degré d'exposition aux chocs économiques jouent un grand rôle sur la capacité des pays à absorber les extrêmes climatiques (Generoso, 2012). Plusieurs initiatives sont menées à des échelles différentes. La multiplicité des réponses par les acteurs peut être lue à travers le nombre de bailleurs de fonds publics, privés, internationaux et les stratégies communautaires et individuelles. Ce constat témoigne peut-être de la dispersion et de la faible vision concertée, organisée par l'Etat.

## 1.2. Contexte sénégalais : implications des politiques pour les zones d'émigration de la vallée du Fleuve

L'importance socio-économique et politique attribuée à la diaspora découle principalement de sa contribution financière sous forme de transferts de fonds (Ndione, 2009). Au Sénégal, en 2017, ces flux ont atteint 2,2 milliards de dollars US, soit environ 13 % du produit intérieur brut et plus de deux fois le niveau de l'aide au développement (Ndione 2019 : 17, 68). Entre 2010 et 2018, la Banque mondiale (2019) estime que les transferts de fonds personnels ont globalement augmenté et contribué à hauteur de 9 à 10% du PIB (produit intérieur brut) sénégalais. Une étude de cette institution financière qui a pris en compte

les transferts de fonds informels a même estimé leur contribution au PIB à 19% en 2005 (Azam et al. 2005).

Souvent présentées comme une alternative à l'émigration, les actions de développement dans la région du Fouta-Toro sont aussi portées par les émigrés eux-mêmes. La plupart des infrastructures sociales ont été financées par les associations de ressortissants, de plus en plus soutenues et accompagnées par des collectivités territoriales du Nord et par la coopération internationale. Nous rencontrons dans plusieurs villages de cette région des marques de l'engagement collectif de leurs migrants : dispensaire, rénovation de l'école, construction de forages, réfection d'une piste ou financement de la Mosquée (aussi Wade et Wade, 2018 ; Dia, 2015). Voici une brève perspective historique et politique, comment les politiques se sont mises à mobiliser la diaspora sénégalaise « pour le développement » de la patrie d'origine.

Dès lors que les gouvernements ont compris et mesuré l'importance des transferts d'argent amenées par leur communauté d'expatriés, le « *state-sponsored* » transnationalisme a émergé. Le but recherché étant d'encadrer ces transferts et d'en avoir un certain contrôle (Smith, 1996). Diverses lois ont donc été adoptées pour faciliter la création d'association et de programmes y injectant de l'argent, résultant en une profonde transformation du secteur du développement. Cela s'est déroulé *grosso modo* en 3 étapes, comme dans d'autres pays, comme pour le Maroc et l'Inde (Lacroix, 2016).

- A. Décentralisation des pouvoirs : adoption d'une série de lois qui a permis d'augmenter le pouvoir des municipalités en matière de développement, sans leur accorder plus de ressources cependant, créant un déséquilibre entre responsabilités et ressources.
- B. Prise en compte de l'impact des apports des migrants ou de 'la diaspora' et création d'institutions consacrées à renforcer cet échange
- C. Transformation de la nature et du secteur du volontariat.

### ***1.2.1. Création d'institutions consacrées à la diaspora***

L'engagement avec la diaspora a commencé dans les années 1980, lorsque les étudiants et les travailleurs migrants en France étaient les deux principales catégories de Sénégalais de l'étranger. En 1979, le Service de Gestion des Étudiants Sénégalais à l'Étranger a été créé par le ministère de l'éducation. Hébergé à l'Ambassade du Sénégal à Paris, il gère les bourses gouvernementales pour les étudiants sénégalais à l'étranger (paiement, orientation et assistance des étudiants sénégalais à l'étranger) et est compétent pour les étudiants sénégalais du monde entier. En 1983, un ministre-délégué chargé des émigrés est nommé pour la première fois, avec pour mission principale l'assistance aux Sénégalais de France (Fall 2010 : 82). Dans un contexte de première vague de rapatriement forcé des migrants sénégalais de France, le Bureau d'Accueil, d'Orientation et de Suivi des émigrés (BAOS) est créé en 1987 pour apporter une assistance aux rapatriés (voir l'encadré 2 ci-dessous).

Cependant, le véritable tournant politique et la première tentative d'institutionnalisation d'un engagement global avec la diaspora ont eu lieu en 1993, lorsque le nom officiel du ministère des Affaires étrangères est devenu le ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE) et avec la création au sein du ministère de la Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur (DGSE). Chargée de la promotion, de la protection et de l'assistance aux ressortissants sénégalais à l'étranger, cette direction devient un ministère à part entière en 2003, dénommé ministère des Sénégalais de l'Extérieur (MSE). En 2012, elle a été réintégré au sein du ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur (MAESE). La Direction générale des Sénégalais de l'extérieur comprend actuellement deux divisions : la Direction de l'Assistance et de la Promotion des Sénégalais de l'Extérieur (DAPSE), chargée de la

protection et de l'assistance aux Sénégalais de l'extérieur, et la Direction de l'Appui à l'Investissements et aux Projets (DAIP) (Fall 2010 ; Toma et Kabbanji 2017).

En 2001, le gouvernement du Sénégal a organisé un symposium à Dakar pour s'engager avec les **associations de Sénégalais de l'extérieur**, ce qui a conduit à l'autonomisation de la Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur et à la création du ministère des Sénégalais de l'Extérieur en 2003. En 2006, le ministère a formalisé les engagements politiques officiels de l'État envers ses citoyens à l'étranger dans une *Lettre de Politique Sectorielle des Sénégalais de l'Extérieur* (République du Sénégal, 2006), mise à jour ultérieurement en 2011, esquissant les principales priorités : enregistrement et assistance consulaire, représentation politique et promotion économique. En 2018, le ministère a publié son plan d'action, élaboré en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La *Politique Nationale de Migration du Sénégal* (PNMS) réaffirme ces principaux objectifs, tout en donnant clairement la priorité au développement économique, conformément au plan national de développement du Sénégal appelé *Plan Sénégal Emergent*, et à la régulation des flux d'émigration, conformément aux priorités des principaux partenaires du Sénégal (France, Italie et Espagne).

Dans l'ensemble, l'engagement de l'État sénégalais auprès de ses citoyens à l'étranger s'est clairement intensifié au fil des ans, selon ses deux priorités les plus saillantes : la représentation politique et l'exploitation des ressources de la diaspora (Smith, 2020).

## **Encadré 2 : Les Institutions majeures dédiées aux Sénégalais de l'Extérieur**

- 1984** Création d'un poste de Ministre-Délégué chargé des Emigrés
- 1987** Bureau d'Accueil, d'Orientation et de Suivi des émigrés (BAOS) dans plusieurs localités au Sénégal en vue, notamment de faciliter le retour.
- 1991** Mise en place d'un Comité de coordination politique
- 1992** Révision du Code électoral avec introduction de droit de vote à distance pour les émigrés
- 1993** Création de la Direction des Sénégalais de l'extérieur (DGSE) qui a la même mission administrative que le Comité (aide au retour, gestion des rapatriements, information, etc.)
- 1995** Conseil Supérieur des Sénégalais de l'Extérieur (CSSE)
- 1999** Création du Sénat avec trois représentants des Sénégalais de l'Extérieur
- 2001** Suppression du Sénat et création d'un poste de député à l'Assemblée Nationale
- 2001** ministère des Sénégalais de l'extérieur (MSE)
- 2007** Retour du Sénat et 4 représentants de la Diaspora
- 2008** Création du Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE).
- 2012** Ministre-Délégué, chargé des Sénégalais de l'Extérieur
- 2016** premier Bureau d'Appui aux Sénégalais de l'Extérieur (BASE) hors du Sénégal, situé auprès du consulat général du Sénégal à Milan (bureau de liaison pour les programmes nationaux FAISE, FONGIP et PLASEPRI) – pas encore effectif en Belgique.
- 2017** 15 sièges de député pour la diaspora sénégalaise
- 2019** Direction Générale d'Appui aux Sénégalais de l'Extérieur (DGASE) remplace la DGSE ; création du poste de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires Etrangères, chargé des Sénégalais de l'Extérieur.

(Source : auteur, basé sur Fall, 2010 ; Smith, 2020)

Une politique essentielle pour soutenir l'engagement transnational, très répandue au niveau mondial, est la double citoyenneté (*dual citizenship*). Elle permet aux migrants de faire des allers-retours entre leur pays de résidence et leur pays d'origine. Elle permet également de lever les obstacles à l'investissement qui bloquent parfois les étrangers souhaitant investir ou acheter des biens immobiliers dans leur pays d'origine (Lafleur et al., 2019). Alors que la Belgique autorise la double nationalité, le Sénégal autorise la double nationalité uniquement pour les citoyens naturalisés<sup>88</sup>.

De plus, la législation sur le vote externe adoptée par le pays d'origine est une incitation supplémentaire à l'engagement transnational (Lafleur et al., 2019). Ces restrictions ont une influence sur les possibilités et les motivations des membres de la diaspora à investir dans leur pays d'origine.

Le gouvernement du Sénégal a décidé d'encadrer, d'accompagner, de protéger mais surtout de promouvoir « sa diaspora », en adéquation avec sa mission établie dans le *Plan Sénégal Emergent* du gouvernement Macky Sall (Toma et Kabbanji, 2017). Cependant, le discours gouvernemental par rapport aux soutiens envers sa diaspora est le plus souvent remis en cause par les migrants eux-mêmes. Dans la majorité des cas, les interventions des migrants individuels et de leurs associations de la diaspora sont financées par leurs propres partenaires ou par des fonds propres (voir la discussion dans la deuxième partie – chapitre 5).

Si les migrants peuvent être des agents de développement importants, les collectivités locales de la région de Matam ignorent souvent les possibilités qui existent en matière de coopération décentralisée. « *Dakar et les grandes villes se partagent tout... Il y a deux Sénégal en fait : il y a le Sénégal de Dakar... il y a le Sénégal du Fouta-Toro. On n'est pas dans le même Sénégal.* » estime le maire d'un village de la région du Fouta-Toro<sup>89</sup>. Toutefois, les collectivités locales de la région du Fouta-Toro devraient être mises au courant des possibilités grâce aux nouvelles structures locales mises en place. Il s'agit des suivantes, classées par ordre chronologique : Bureau Economique Local, Agence de Développement Local (BEL), et l'Agence Régionale de Développement (ARD). Celles-ci ont justement pu se mettre en place grâce aux financements de la coopération décentralisées. L'absence de protection de base et de politique étatique volontariste n'est que partiellement compensée par les dispositifs d'entraide et la vie associative dynamique des Sénégalais de l'extérieur (Dia 2007, 2010 ; Tandian et Coulibaly-Tandian, 2016 ; Hunter, 2018).

Cependant, les États européens ont tendance à essayer de **contrôler et prévenir l'immigration** par les politiques de coopération au développement. Les pays occidentaux appliquent souvent le concept de codéveloppement afin de réguler les migrations, en liant le financement de projets à des programmes de retour et en signant des accords de coopération avec les autorités locales et des programmes de retour pour la réadmission des "immigrants irréguliers" (Panizzon, 2008 ; Sinatti et Horst, 2015).

### ***1.2.2. La politique de décentralisation inachevée pour inclure la diaspora dans le développement local***

Deuxièmement, la politique de décentralisation de l'Etat sénégalais s'est attachée dès le début des années 1970 à transférer un certain nombre de compétences à des collectivités, notamment les communautés rurales. Cependant, dans les faits, la décentralisation ne confère pas suffisamment de moyens aux entités nouvellement créés pour assurer des missions de services publics. Conséquemment, au niveau local, les migrants, en plus des ressources propres qu'ils cherchent à rassembler dans le cadre de leurs associations, se mettent en quête de moyens complémentaires auprès d'ONG ou d'autres acteurs institutionnels

---

<sup>88</sup> Rares sont les pays africains qui posent des conditions à la double nationalité, et encore plus rares sont ceux qui interdisent la double nationalité, p. ex la RD Congo (Olivier, 2015).

<sup>89</sup> Entretien, Orefonde, février 2019.

(généralement français, italiens ou espagnols, dans la région du Fouta-Toro). De cette façon, ils tentent de contribuer à améliorer les conditions d'existence dans les régions d'origine.

**La décentralisation** est ancienne au Sénégal. Amorcée en 1972, elle connaît un approfondissement depuis 1996 avec la délégation à des collectivités locales de plus en plus de compétences : gestion du domaine national, environnement et gestion des ressources naturelles ; santé, population et action sociale ; jeunesse, sports et loisirs ; culture, éducation ; planification ; aménagement du territoire ; habitat/cadre de vie ; lotissements, eau, électricité, téléphone, hygiène, assainissement, routes, pistes. De fait, les départements, communes et communautés rurales<sup>90</sup> redeviennent un espace de compétition entre différentes factions politiques<sup>91</sup>.

Depuis le début des années 1990, poussée par l'agenda de la « bonne gouvernance », la décentralisation s'inscrit plus ou moins durablement dans la plupart des pays africains (Marie et Idelman, 2010). Annoncée comme un moyen efficace de répondre aux besoins des populations à la base, elle est souvent associée au développement local. Dans un contexte de désengagement de l'Etat, le niveau local semble être l'échelon pertinent de mise en œuvre des politiques de développement, *a fortiori* dans une période marquée par l'implication croissante des bailleurs de fonds internationaux, des Organisations non gouvernementales (ONG) et des sociétés civiles qui exigent la transparence dans la gestion des affaires collectives, et dont la confiance envers les gouvernements centraux s'est fortement érodée. Ainsi, notamment dans les pays francophones, l'Etat hyper-centralisateur cède certaines de ses prérogatives, laissant plus de marge de manœuvre aux autorités et aux initiatives locales.

Cependant, la décentralisation est un processus dont la mise en œuvre reste très contrariée au Sénégal. Même si le caractère décentralisé de l'Etat est manifeste dans la Constitution, le transfert de compétences et de ressources vers les collectivités est en deçà des ambitions affichées (Boutinot, 2001 ; PDM, 2008). L'un des problèmes fondamentaux des collectivités est le chevauchement des compétences les unes par rapport aux autres et le déficit de moyens humains, matériels et financiers<sup>92</sup>. Leur prolifération a par ailleurs entraîné une forte concurrence dans l'accès aux ressources financières qui se traduit par la démultiplication des espaces dédiés au commerce (Diop, 2006) et le recours à des partenaires étrangers dans le cadre de la coopération décentralisée.

**L'acte III de la décentralisation**<sup>93</sup> au Sénégal, a doté les Départements de compétences propres avec pour mission la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, social et environnemental d'intérêt local. Cet ancrage territorial à un échelon de décentralisation plus restreint vise à favoriser une plus grande **responsabilité des élus locaux** envers leurs mandants et ouvre des marges de manœuvre pour **l'inclusion de nouveaux types d'acteurs**, qui devront être articulés au travers d'une gouvernance locale à réinventer. Assez tôt, « **l'acte 3** » a fait naître

---

<sup>90</sup> Les communautés rurales du Sénégal (CR) sont des collectivités locales du Sénégal, au même titre que les communes d'arrondissement, les communes et les régions – contrairement aux villages, aux arrondissements et aux départements qui sont des circonscriptions administratives. Elles regroupent les villages, alors que les communes et les communes d'arrondissement concernent les villes, moyennes ou grandes.

<sup>91</sup> Il existe un *Fonds de dotation de la décentralisation* depuis 1996, revu en 2013, année où le *Fonds de concours* a aussi été instauré. Ce dernier est destiné à financer des équipements limités à des dépenses prédéterminées dans les neuf domaines de compétences transférés à la commune (Faye et al., 2019).

<sup>92</sup> Remarquons que dans d'autres pays africains, des collectivités locales souffrent également de ce manque de ressources à la suite de la décentralisation, notamment dans le cadre des mesures d'adaptation au changement climatique. Par exemple, l'étude de Smucker et al. (2015) montre comment celles-ci sont compromises "*by giving local government heavy responsibilities but few resources to pursue locally sensitive development....*".

<sup>93</sup> L'adoption de la loi n°2013-10 du 28 décembre 201338, portant Code général des collectivités locales, consacre l'Acte III de la décentralisation au Sénégal. Parmi les mesures prises, il y a entre autres, la suppression de la région et des communautés rurales et la communalisation intégrale.

**des conflits**, notamment dans certains de nos villages d'enquête, après sa mise en application suite aux élections locales de juin 2014 (Sané, 2016).

Sall (2010) suggère toutefois que l'"appétit" des migrants pour l'influence politique n'est pas seulement lié à leurs investissements pour favoriser le développement et à exiger ainsi la transparence, mais aussi à la décentralisation des compétences de gestion des terres vers les niveaux locaux de gouvernement (aussi Sall et al., 2010 ; Faye, 2008 sur le processus de décentralisation).

### ***1.2.3. Le volontariat transformé : charges accrues sur les épaules des émigrés***

**Troisièmement, le volontariat par la société civile** qui a des activités orientées vers le Sénégal a été **transformé et encadré**, notamment grâce aux processus de décentralisation. Les associations de ressortissants (dont sénégalais) ont été officiellement reconsidérées par les pouvoirs publics dans les années 1980. A cet égard, le contexte institutionnel français semble plus favorable que celui que propose la Belgique. Le moule institutionnel français semble encore aujourd'hui plus adéquat pour les associations de migrants/de ressortissants afin de nouer des partenariats, dits de « codéveloppement »<sup>94</sup>. Toujours est-il que ces associations doivent disposer des compétences nécessaires afin de rentrer dans ce type d'interactions parfois complexes (GRDR, 2014).

En France, jusqu'au début des années 70, la libre circulation des migrant·es originaires des anciennes colonies françaises permettait des allers-retours entre la France et le pays d'origine. Ce processus s'est arrêté avec la fermeture des frontières, obligeant paradoxalement certains migrant·es à se fixer en France. C'est à partir de cette période (1970-1974) que l'on découvre une des caractéristiques importantes du lien entretenu avec le pays d'origine, la famille, le village ou la région : la solidarité en direction des villages d'origine à partir de caisses alimentées par les migrants gérées par les plus anciens. C'est là que naissent ce qu'on a postérieurement appelé les OSIM (Organisations de solidarité internationale issues des migrations). Ce fonctionnement très ancien dans les pays comme le Mali, la Mauritanie, le Sénégal... a favorisé l'émergence de nouvelles formes d'organisation et de demandes de reconnaissance en tant qu'acteurs ici et là-bas, ainsi qu'un traitement égal à celui des Organisations de Solidarité Internationales.

Avec la loi du 9 octobre 1981, « les caisses villageoises » des migrant·es peuvent devenir des associations loi 1901. C'est alors qu'a eu lieu officiellement la naissance des OSIM et plus tard le FORIM : Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations, qui est la plateforme nationale qui réunit des réseaux, des fédérations et des regroupements d'Organisations de solidarité internationale issues de l'immigration (OSIM) engagées dans des actions d'intégration « ici » et dans des actions de développement dans les pays d'origine.

Il y a vingt ans, une étude française sur les projets initiés et financés par les migrants de la Vallée du fleuve Sénégal vivant en France a montré que 36% d'entre eux étaient consacrés aux soins de santé et à l'éducation et 23% à l'eau et à l'agriculture (Gonin, 2001). Outre le capital physique et social investi dans le codéveloppement, l'innovation et le transfert de connaissances jouent également un rôle important (Scheffran et al., 2012). Par exemple, l'Association des ingénieurs de la diaspora pour le développement du Sahel a apporté son soutien et ses conseils à plus de 200 projets dans la région de Kayes au Mali (Sall, 2005).

Cependant, les moyens au niveau local sont très limités, malgré l'Acte III de la Décentralisation et les objectifs de déploiement du Plan Sénégal Emergent au niveau local. Ainsi, l'Agence de Développement

---

<sup>94</sup> Résultat basé sur les entretiens menés avec des acteurs de développement, ainsi qu'avec les émigrés haalpulaar en Belgique. Cette variable sera approfondie dans le chapitre 6 de la thèse.



Local, (ADL), dans le cadre de sa mission d'appui aux collectivités locales « dans une démarche inclusive, participative et surtout de responsabilisation effective des Collectivités locales, s'engage dans la mise en oeuvre de projets. Pour cela, elle compte démarrer avec les moyens du bord et en appelle à la mobilisation, à l'engagement et à l'accompagnement de tous les acteurs et partenaires de la décentralisation et du développement local <sup>95</sup>».

Depuis les années 2000, l'on assiste à une reconnaissance grandissante de la possibilité, pour les **migrants et leurs associations**, de garder des liens avec les pays d'origine tout en étant intégrés dans le pays d'installation, d'adopter des identités transnationales, et de s'engager, de manière le plus souvent volontaire ou bénévole, autant en faveur du développement du pays d'origine que de l'inclusion dans le pays d'accueil (Levitt 2003 ; Riccio 2008 ; Portes, Escobar, et Aranna 2008 ; Michielsen et al. 2014 en Belgique). **Les associations de migrants** agissent généralement selon les principes qui caractérisent le bénévolat (Cattacin et Domenig 2014). Selon Halba (2006), parmi ses caractéristiques principales figurent : l'engagement, la liberté (l'on s'engage de son plein gré) ; l'acte est sans but lucratif ; l'action est organisée et collective ; elle est au service de la communauté (intérêt commun ou général).

Les associations de migrants forment avec les associations solidaires d'aide aux migrants un réseau dense d'organisations parfois regroupées en fédérations ou au sein de plateformes nationales, plurinationales et/ou thématiques. Elles sont actives dans les domaines de la représentation, de la promotion et du développement des pays d'origine, où elles ont souvent tissé des liens avec des organisations sœurs. **L'échelon local** est celui auquel les associations de migrants opèrent le plus efficacement. Elles peuvent nouer avec d'autres associations et les autorités locales des relations sur la confiance mutuelle et contribuer financièrement, directement ou par l'entremise de donateurs extérieurs, à la mise en oeuvre de programmes de développement. Leur implication dans ces activités permet aussi le transfert d'expériences, de connaissances et de savoir-faire. En reliant les réseaux relationnels dans les pays d'accueil à ceux des localités d'origine, elles favorisent la solidarité et la compréhension mutuelle (Maggi et al., 2013).

C'est en s'appuyant sur le mouvement associatif que les migrants de la moyenne-vallée du fleuve ont, depuis plus de cinquante ans, initié des projets villageois de développement (Fall, 2007a ; 2008 ; Dia, 2007 ; 2008 ; 2015). Ceux-ci ont pour but de faciliter les conditions de vie des populations restées sur place.

En effet, les villageois, même partis au loin, continuent à entretenir des relations avec leur village d'origine à travers des **associations de ressortissants très dynamiques** qui ont, en vingt-cinq ans, amélioré de manière significative les conditions de vie des populations locales. Pour mieux intervenir dans le développement du village, les migrants des villages étudiés ont mis en place une structure fédérative de toutes les associations de ressortissants dans les différents pays d'installation à travers le monde (France, Belgique, Gabon, Côte d'Ivoire, Congo-Brazzaville, USA...). Généralement cette structure prend pour nom celui du village, suivi ou précédé des vocables « association développement » ; par exemple Thially Association Développement, ou Association Développement Thiemping. Elle est composée de **plusieurs sections**, qui ont chacune leur dynamique propre. Selon nos répondants, les sections en France sont généralement les plus actives. Les sections – formelles ou informelles (constituées en association de fait) - dans d'autres pays européens, comme celles en Italie et en Belgique, ou aux USA ne peuvent pas compter sur le même nombre significatif de Haalpulaaren sur leur sol, et comptent moins de membres dans leurs rangs.

A l'exception de la section établie au village-même, toutes les autres exigent de leurs membres des cotisations régulières, le plus souvent mensuelles. Il est toutefois souvent possible d'opter pour d'autres

---

<sup>95</sup> Voir : <http://www.adl.sn/projetsprogrammes>, consulté en ligne le 15 mars 2021.

modalités, comme par exemple payer « en un coup » pour l'année entière<sup>96</sup>. Certains villages n'ont pas de caisse villageoise pour le développement villageois au village même, mais uniquement en France. Ils font appel aux émigrés en France, lorsque des besoins clairs sont identifiés et peuvent être communiqués à la section de l'association des ressortissants du village en France<sup>97</sup>.

Les associations des migrants de la vallée affichent souvent deux objectifs majeurs : la protection sociale des adhérents et de leurs familles **dans le pays d'installation**, et le financement des projets de développement au profit du village d'origine (Kane, 2001). Il faut souligner que les associations de ressortissants se sont préoccupées en premier lieu de la protection sociale de leurs adhérents. Elles ne se sont orientées vers le **développement local que vers la fin des années 1970**. Les ressortissants se sont organisés pour participer de manière collective à l'amélioration des conditions de vie de leur village d'origine. Ces quatre dernières décennies, les associations villageoises de ressortissants ont joué le rôle d'acteur principal du développement dans la vallée du fleuve Sénégal.

**La constitution des mutuelles villageoises de protection sociale** dans les pôles d'attraction de la migration rurale s'est faite de manière spontanée en suivant les structures sociales et spatiales des villages d'origine (Diop, 1965 cité dans Kane, 2001). Les critères essentiels du regroupement en association villageoise sont la parenté et le voisinage par référence au village d'origine. Ainsi, les personnes venant du même village, du même quartier se réunissent sur cette base pour s'entraider dans un milieu perçu comme étranger et incertain. Selon la même logique de voisinage par référence au village d'origine et de parenté, les personnes issues d'une même famille élargie, d'une même caste se regroupent pour mettre en place des mécanismes de solidarité fondés sur des principes communautaires et mutuels. Ces formes d'organisation ont joué un rôle capital dans le processus d'adaptation des migrants Haalpulaaren à la vie urbaine dans les grandes villes d'accueil (Kane, 2001 ; Dia, 2015). Les nouveaux migrants à Dakar, dans les autres villes africaines, européennes ou américaines sont pris en charge dès leur arrivée par des associations de ressortissants bien organisées.

**En Belgique**, devenu pays de résidence de manière croissante depuis les années 1980-90 pour ces migrants Haalpulaaren, ce ne sont généralement pas les associations formelles qui accueillent les nouveaux arrivants. Ce sont plutôt les parents (au sens large) et proches originaires du village ou de la région, qui de manière informelle s'occupent d'accueillir et accompagner les nouveaux arrivants « le temps qu'il faut pour qu'ils trouvent leur voie », comme l'explique un émigré haalpulaar de 52 ans en Belgique<sup>98</sup>. Certains répondants en situation irrégulière préfèrent rejoindre des associations de soutien aux personnes « sans-papiers ». Nous reviendrons plus loin sur les options d'engagements translocaux limitées de ces personnes.

---

<sup>96</sup> Expressions utilisées par nos répondants membres d'associations villageoises en Belgique et au Sénégal.

<sup>97</sup> C'est le cas notamment de plusieurs villages d'enquêtes : Thially Soubalo, Vordé, Tourguéno, et Nouma.

<sup>98</sup> Entretien, Bruxelles, octobre 2018.

## 2. La diaspora et la politique partisane au Sénégal

Le comportement transnational sénégalais n'est pas un phénomène nouveau. Dès la période coloniale, certains intellectuels avaient tenu depuis leur résidence en Europe un discours destiné à peser sur le système politique de leur pays d'origine (Dia, 2015 ; Smith, 2015). Au-delà des partis politiques, les émigrés sénégalais élaborèrent des discours politiques transnationaux dans les résidences des travailleurs émigrés en France, par exemple par le biais de l'Association pour le développement des résidences, l'Association pour la réception et la formation des travailleurs émigrés, l'Association pour l'assistance aux travailleurs africains, l'Association des travailleurs émigrés (Dia, 2015). Cependant, les émigrés sénégalais étaient plus préoccupés par leurs conditions de vie, par le soutien qu'ils pouvaient fournir à leurs familles restées dans leurs villages d'origine que par la situation politique de leur pays (Tandian, 2017).

Au Sénégal la gestion politique était traditionnellement réservée aux intellectuels, aux élites. Pendant de nombreuses années, une sorte d'immobilité sociale intergénérationnelle contraignit les populations rurales à opter pour la migration afin de survivre. Cette participation politique s'est ouverte considérablement au cours des dernières années, car de plus en plus d'émigrés retournés au Sénégal ont commencé à y exprimer leurs opinions politiques (Tandian, 2017).

Aujourd'hui, les migrants internationaux sénégalais bénéficient d'une **considération sociale importante dans leurs contrées d'origine**. De ce fait, tous les partis politiques, ou presque, s'activent à avoir des représentants dans la diaspora grâce à leur poids symbolique dans la conscience collective des Sénégalais (Dia H., 2007, 2008, 2010). Les hommes politiques sont conscients de cela et mettent en œuvre des stratégies pour bénéficier du soutien de la diaspora lors des élections. Cela explique que les pays d'immigration deviennent de plus en plus des « arrière-boutiques » pour les partis politiques sénégalais (Tall et Tandian, 2007).

**Les principaux partis politiques** ont des sections à l'étranger, avec une présence formelle dans les organigrammes des partis. Notamment la 'Délégation des Sénégalais de l'Extérieur' de l'Alliance pour la République (APR); la 'Secrétaire National Chargé de la Diaspora' du Parti Démocratique Sénégalais (PDS); ou le 'Secrétariat National aux Sénégalais de l'extérieur et aux questions migratoires' du Parti Socialiste (PS). Historiquement, ces sections à l'étranger ont été particulièrement actives en France, en Italie, aux États-Unis, en Espagne et au Gabon. Les campagnes électorales commencent souvent à l'étranger et certains candidats à la présidence ont même lancé leur campagne politique depuis l'étranger (Salzbrunn 2002 ; Smith, 2015). Dans des pays comme la France, les liens avec les partis et les syndicats du pays d'accueil se sont également développés au fil des ans, notamment au niveau local. Il ressort de nos enquêtes que c'est moins le cas en Belgique, surtout en ce qui concerne les syndicats. Cela s'explique probablement par le fait que les migrants sénégalais en Belgique sont moins clairement regroupés et organisés sous forme syndicale qu'en France. Cependant, au niveau de l'agenda des campagnes électorales sénégalaises à l'étranger, la Belgique semble relativement importante aux yeux des candidats politiques.

L'importance politique attribuée au Sénégalais de l'extérieur a évolué sous différents gouvernements. Au cours du premier mandat présidentiel de Macky Sall, l'intégration du ministère dédié aux affaires de la diaspora au sein du ministère des affaires étrangères a été comprise comme un signe de la diminution de l'importance accordée à ce domaine politique. Toutefois, la création du poste de secrétaire d'État aux Sénégalais de l'extérieur en 2019 constitue un indicateur de l'importance politique croissante des relations avec la diaspora.

Au Fouta-Toro, la plupart de nos interlocuteurs reconnaissent sans équivoque que les raisons de l'engagement politique au sens strict de la plupart des migrants internationaux sont ethniques<sup>99</sup>. Depuis les campagnes électorales de Macky Sall en 2010-12 et 2014, qui fait prévaloir ses origines haalpulaaren, un nombre important de migrants haalpulaaren sont retournés d'Europe pour continuer dans la politique au Sénégal. Le mandat politique (poste de maire, Directeur-Général, etc.) reçu en échange de soutien lors de la campagne du président, permet aussi de continuer d'autres affaires de business. En effet, les migrants devenus maires dans la moyenne-vallée du fleuve ont été choisis et désignés par le président M. Sall (Sano, 2020). De nombreux postes politiques ont été attribués à des migrants de retour, dont une partie importante qui ont résidé un certain temps en Europe (principalement en France). C'est dans la région de Matam que le **phénomène de l'engagement politique au sens strict** des migrants internationaux s'est le plus accentué. Dans la région de Matam, de nombreuses personnalités politiques ont une expérience migratoire internationale. Environ la moitié des maires actuels ont résidé à l'étranger. Plus précisément, dans le Département de Kanel, on compte 5 sur les 12 maires qui sont des migrants de retour internationaux (Dembancane, Bokiladji, Waounde, Ndendory, Synthiou Bamambe), et dans le Département de Matam, 5 sur 10 maires sont des anciens émigrés ou continuent à faire des allers-retours entre différents pays (Ogo, Nabadji, Matam, Bokidiawe et Thilogne). En outre, dans le Département de Podor (Région de Saint-Louis) un tiers des maires ont une expérience migratoire (6 maires sur 16)<sup>100</sup>.

Avec cet **intérêt politique pour la diaspora conjugué aux racines haalpulaar** des candidats politiques à la présidence (dont l'actuel président<sup>101</sup>), une partie de nos répondants migrants en Belgique, ont déclaré s'être davantage intéressés et mobilisés politiquement que lors des campagnes électorales précédentes.

Avant les élections législatives de juillet 2017 et les présidentielles de février 2019, le président Macky Sall avait relancé la possibilité d'un salaire trimestriel de 50.000 CFA pour les chefs de village en 2019. Cela n'a pas abouti, car il y a un « problème de budget pour payer les nombreux chefs de village du pays », explique le maire de Orefonde<sup>102</sup>. Toutefois, il est probable que cela ait contribué un tant soit peu à motiver certains sénégalais dans la diaspora à revenir prendre une fonction de responsabilité au village d'origine.

**Le système politique sénégalais**, dans sa version précoloniale, coloniale, post-coloniale (de Léopold Sédar Senghor à Abdoulaye Wade) s'est **toujours constitué sur la base du clientélisme** dans un contexte de « **démocratie patrimoniale** » (Beck, 2002 : 529-547). Du sommet de l'Etat à l'échelon local, c'est la capacité à accéder aux ressources à les redistribuer qui confère la **légitimité politique**. Dans le cadre de la vallée du fleuve Sénégal, la raréfaction des ressources rend incontournable la figure de l'homme politique (aussi Dia, 2015).

Avec la sophistication des niveaux administratifs, **le politicien renforce son pouvoir** soit par le **cumul des mandats**, soit par **l'ancrage de sa faction** à tous les échelons : région, commune, communauté rurale, village, hameau. Plus on s'éloigne des centres de décision nationaux, moins on a de chance d'accéder aux ressources décisives. Si les instituteurs et les médecins, voire les agronomes ont dominé pendant longtemps le champ politique, les deux dernières décennies ont vu les figures connectant le Fouta-Toro à l'Etat central se renouveler. Suite à la décentralisation, des **représentants** des grands corps de l'Etat reçoivent l'onction du pouvoir central pour investir le monde rural, notamment les administrateurs civils. Pourtant, ces derniers étaient les grands perdants des politiques d'ajustement

---

<sup>99</sup> C'est-à-dire que l'appartenance particulière à un groupe ethnique (Haalpulaar, Wolofs, Sérères, Djola, etc.) est un vecteur de participation et/ou d'engagement politique.

<sup>100</sup> Ces données ont été obtenues à travers des entretiens avec des personnes-ressources, principalement des collectivités territoriales.

<sup>101</sup> Remarquons qu'en 2000, Djibo Ka était un candidat haalpulaar qui a fait un bon score. Toutefois, Macky Sall en 2012 a connu un soutien plus important du fait de sa victimisation, avec la tentative du président Wade de l'emprisonner.

<sup>102</sup> Entretien, département de Matam, janvier 2019.

structurel en ce qu'ils se sont vus dessaisir de la gestion des entreprises nationales, pour la plupart privatisées. Ils étaient aussi les grands perdants de la décentralisation, puisque les élus locaux prennent un peu plus d'importance au détriment du commandement territorial (Dia, 2015).

En fait, comme ces administrateurs civils n'avaient pas suffisamment de moyens de faire de la politique dans un contexte monétarisé, d'autres figures sont privilégiées par les instances politiques nationales des grands partis hégémoniques (le Parti socialiste au pouvoir de 1960 à 2000, le Parti démocratique sénégalais de 2000 à 2012, puis l'Alliance pour la République depuis 2012). Parmi ces nouvelles figures on retrouve (1) les inspecteurs du Trésor, des Impôts et des Domaines et de la Douane, (2) des avocats d'affaires et des représentants des grandes fortunes liées au commerce, aux travaux publics ou à l'immobilier, et (3) des émigrés de retour<sup>103</sup>.

Les mairies, les communautés rurales sont aussi **réservées dans la plupart des cas à des gens établis à Dakar**. Ceux-ci disposent de réseaux et de moyens qui reviennent chaque année faire voter leurs budgets ou, à la veille d'élections, faire campagne. Ils s'arrangent pour placer à la tête des associations locales et des divers groupements (jeunes, femmes, etc.) des fidèles qui s'occupent 'du terrain'. Toutefois, au sein de ces collectivités, **les locaux qui sont restés disposent de moyens pour agir et soutenir un certain standing de vie** (cf. *lifestyle*), notamment par des manipulations foncières qui acquièrent une importance nouvelle avec le boom de la construction dans la vallée.

**L'homme politique**, qu'il ait une envergure nationale ou qu'il soit un relais local est de fait **associé à un certain prestige social**. Dans la politique locale, des ressources additionnelles sont mises à disposition par les ONG ou arrivent par le biais de la coopération décentralisée avec des collectivités des pays du Nord, notamment la France, l'Italie et l'Espagne. Des présidents de département, de communautés rurales, des maires de communes sont démarchés par leurs homologues français, italiens ou espagnols. Parfois, afin d'établir des partenariats internationaux, et bénéficiant de la complicité des associations de ressortissants, ils se déplacent en Europe. « Ce sont autant de ressources qu'ils utilisent aussi à des  **fins clientélistes pour asseoir leurs bases politiques**. Peu importe la façon dont les moyens sont utilisés, pourvu qu'ils soient redistribués au plus grand nombre, en sorte que la plupart y trouvent leur compte » (Dia, 2015 : 176).

**Diverses recompositions sont en cours au niveau du leadership politique**, impulsées avec le progrès de l'instruction, l'ancrage du politique moderne, et la forte ouverture vers l'extérieur que postule la migration internationale. **Les chefs traditionnels** dans le Fouta-Toro ont pu longtemps garder la main haute sur le politique grâce à une relative autonomie agricole que leur procurent les riches terres. Mais le basculement de la région vers le paradigme monétaire favorise l'essoufflement de la classe cléricale de *toorobe* qui a fait la révolution théocratique de 1776. Et ce, « malgré un recyclage réussi dans la modernité coloniale, puis post-coloniale, du moins jusqu'à une certaine période » (Dia, 2015 : 177, l'auteur ne précise pas de période). Vers les années 1980-90, **les anciens groupes dominés et les nobles dits de second rang font une apparition remarquable sur la scène politique nationale, puis locale**. Ils utilisent les ressorts du politique moderne, notamment la **légitimité par l'instruction** (l'éducation universitaire se démocratisant) et la **technocratie** pour investir l'appareil de l'Etat et les partis hégémoniques. Ainsi, ils parviennent à perturber le jeu des anciennes légitimités (Dia, 2015 ; aussi Schmitz, 2009).

**En résumé, l'ambition politique des migrants** fait face à deux types de pouvoirs : **le pouvoir traditionnel** – basé sur les rapports sociaux fortement hiérarchisés - et **le pouvoir moderne** - basé sur la souveraineté populaire (élection). Le jeu des acteurs est au cœur des stratégies de l'arène politique locale. Des « croches pieds », les changements de vestes sont partout présents (Latouche, 2005). De nombreux

---

<sup>103</sup> Cette catégorie d'émigrés ou migrants de retour n'est pas reprise par Dia (2015 : 176).

migrants sont parvenus à s'imposer dans les consciences collectives, à devenir légitimes au point de remporter les élections dans presque toutes les contrées où ils se sont présentés (Sano, 2020<sup>104</sup>).

---

<sup>104</sup> La thèse doctorale de Sano (2020 : 46) se pose notamment les questions suivantes : « Face au clientélisme des partis politiques, comment les migrants parviennent-ils à leurs desseins ? Comment les politiciens professionnels entendent-ils contrer cet élan des migrants et ou cohabiter avec eux ? »

### 3. En Belgique - Politiques et acteurs en lien avec la diaspora

#### 3.1. Les politiques de codéveloppement en Belgique et ses principaux acteurs

La Belgique fait partie des pays qui a dû apprendre à gérer ces différences, contrairement aux pays traditionnels d'immigration, comme les Etats-Unis, l'Australie ou le Canada qui ont été fondés sur – et par – ces mêmes populations migrantes (Cattacin, 2006). Les relations migratoires entre la Belgique et le Sénégal rentrent plutôt dans une catégorie de 'nouvelles mobilités' (Cattacin et La Barba, 2014) qui datent des années 1980. Cette catégorie théorique est caractérisée par une diaspora transnationale, qui peut rentrer dans une relation de partenaire de l'Etat (local, régional, national) dans les projets d'inclusion au sein du territoire belge, ainsi que dans les projets de développement au Sénégal. Les projets de coopération décentralisée (partenariats entre collectivités locales sénégalaises et belges) ne sont que très rarement ressortis lors de nos enquêtes de terrain en Belgique. Seuls quelques rares partenariats entre ONG, OSIM et volontaires du quatrième pilier<sup>105</sup> ont pu être observés lors de nos enquêtes faisant le lien entre la Belgique et le Sénégal.<sup>106</sup> Il ressort de nos enquêtes auprès des émigrés haalpulaar que la Belgique n'est pas considérée comme un pays évident pour nouer de partenariats de codéveloppement et de coopération décentralisée. La France, et en en moindre mesure l'Italie ou l'Espagne, sont perçus comme des pays « plus faciles » à cet égard.

Une hypothèse explicative serait liée au contexte institutionnel belge complexe. Celui-ci est basé sur différents niveaux de pouvoir et sur différentes régions fédérées, ce qui rend la situation complexe en termes d'action et de communication sur le codéveloppement. Le ministère des Affaires étrangères et celui de la Coopération au développement sont les interlocuteurs principaux du niveau fédéral, sans oublier les ministères de l'Intérieur (mobilité), de l'Egalité des chances, de l'Emploi, etc. Au sein des **Régions et des Communautés**, des compétences de relations, de coopération et de solidarité internationale existent également. A noter que **l'intégration est une compétence régionale** par plusieurs de ses aspects liés à l'action sociale. Enfin, **les pouvoirs locaux** (provinces et communes) développent aussi des initiatives de solidarité internationale, dont certaines peuvent être qualifiées de codéveloppement et/ou de coopération décentralisée. Toutefois, les politiques de codéveloppement en Belgique sont nettement moins développées qu'en France, certainement en ce qui concerne les relations avec le Sénégal. Sans rentrer dans l'historique des politiques de codéveloppement franco-sénégalaises, les extraits d'entretien avec le directeur du PAISD (Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement) soutenu par l'Agence française pour le Développement et des fonds de l'UE donnent une idée des effets dans les villages bénéficiaires dans la Moyenne-vallée du fleuve Sénégal (voir en Annexe A5.13, l'extrait de l'entretien avec le directeur du PAISD).

Un bref historique de l'évolution des politiques de codéveloppement permet de mieux situer le contexte politique dans lequel les émigrés haalpulaar en Belgique ont dû naviguer ces deux dernières décennies.

---

<sup>105</sup> Pour rappel, le terme « quatrième pilier » utilisé en Belgique reprend des initiatives citoyennes d'initiatives citoyennes volontaires qui avec peu de moyens soutiennent des projets dans le Sud et créent des liens Nord/Sud. On retrouve dans cette catégorie les associations paroissiales, les mouvements de jeunes, les associations de quartier, les groupes scolaires ou n'importe quelle autre association de personnes qui à un moment s'intéresse à la problématique Nord/Sud. (De Bruyn et Huyse, 2009).

<sup>106</sup> Nous reviendrons sur cet aspect dans ce travail lorsque nous discuterons des difficultés éprouvées par les migrants en Belgique de trouver des partenaires externes pour leur village originel.

## 3.2. Bref historique du codéveloppement en Belgique

En Belgique, il a fallu attendre le **début des années 2000** pour voir un certain intérêt naître pour le codéveloppement dans les milieux institutionnels et politiques. C'est en 2001 qu'un véritable pas est franchi. En effet, la présidence belge de l'Union européenne met en avant le thème "Migrants = Partenaires dans le développement". Au début des années 2000, un débat sur le thème "Migrants et développement : force d'avenir" a été organisé à la commission des Relations extérieures et de la défense du Sénat. Les recommandations adoptées à l'issue de ce débat encouragent à créer un "partenariat effectif entre les ONG, les associations de migrants et tout acteur public ou privé du développement" (Sénat de Belgique, 2004)<sup>107</sup>.

**Depuis 1997**, les premiers programmes de "Migrations et Développement" subsidiés par la DGD **concernaient le retour volontaire et la réintégration définitive** ou temporaire des migrants dans leur pays d'origine. N'ayant pas rencontré un accueil positif auprès des premiers intéressés, ces programmes vont faire place à d'autres outils : une ligne d'appui budgétaire au cofinancement de programmes présentés par des OSIM et une contribution volontaire au programme MIDA Grands Lacs de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

En 2001, la plate-forme "Migration et développement" est mise sur pied au sein du Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11)<sup>108</sup> avec le soutien de la Direction générale de la coopération internationale (actuelle DGD). Ses objectifs principaux étaient, notamment : (1) impulser une collaboration et un partenariat effectif entre les ONG, les associations de migrants et tout acteur public/privé du développement/de la solidarité internationale ; (2) favoriser la participation active des organisations de migrants aux dynamiques portées par le monde de la coopération et vice-versa ; (3) renforcer les capacités des migrants comme acteurs de développement ; (4) favoriser des prises de positions conjointes sur la thématique.

Entre 2003 et 2006, la Région wallonne subsidie une **expérience pilote** d'appui à des projets de coopération internationale menés à l'initiative de personnes issues de la migration et actives en région wallonne et en communauté française Wallonie-Bruxelles. Celle-ci permet à plusieurs OSIM de sortir du stade de la réflexion pour passer à celui de l'action sur le terrain. Ainsi, la Coordination des initiatives pour et avec les réfugiés et étrangers (CIRE) a été chargée, de 2003 à 2006, du programme Migr'actions. Financé par la DGD, ce programme a soutenu de manière ponctuelle 18 projets dans 6 pays du Sud.

En 2006 est créée la **Coordination générale des migrants pour le développement** (CGMD, axe Belgique-Pays du Sud) à l'initiative d'organisations issues de la migration. La CGMD désire rassembler en Belgique des OSIM autour d'objectifs communs, porter le plaidoyer pour leur reconnaissance en tant qu'acteurs de développement et soutenir leurs actions. Dès sa création, la CGMD travaillera sur la mise en place au niveau des pouvoirs publics de la coopération au développement, de lignes de financement destinées à soutenir les actions des OSIM, ceci étant considéré comme principal indicateur de la reconnaissance recherchée.

**Cette même année 2007**, l'appui de Wallonie Bruxelles International (WBI) a permis à la CGMD de renforcer la visibilité du monde des acteurs migrants en Belgique à travers la production d'une "**Charte des OSIM**" et l'organisation d'un pré-forum mondial "Migrations et développement" à Bruxelles. C'était en prélude au Forum mondial migrations et développement, organisé pour la première fois, en 2007, par la

---

<sup>107</sup> Sénat de Belgique (2004), « Migrants et développement : forces d'avenir », Rapport, Fait au nom de la commission des Relations extérieures et de la défense du Sénat par Jean Cornil, 22 juin 2004, <https://www.senate.be/www/?MIval=/publications/viewPubDoc&TID=50335878&LANG=fr>

<sup>108</sup> La plate-forme Migrations & Développement du CNCD- 11.11.11 était composée de CCAE-B, CNCD-11.11.11, CIRE, FCD-Solidarité socialiste, La maison de l'Amérique latine, LMSLF, ITECO, OXFAM, SEDIF.



Belgique, sous l'égide des Nations Unies. Parallèlement, **la CGMD a servi d'interlocuteur en Belgique à la fois à des pouvoirs publics et des acteurs de la société civile**, contribuant ainsi à la continuité du dialogue et de l'action sur la thématique "migrations et développement" dans les différents espaces concernés par le sujet en Belgique.

En 2007, le CNCD-11.11.11, après deux années d'interruption, relance la thématique via la mise en place d'un Groupe de travail "Migrations et Développement"<sup>109</sup>. Le groupe de travail revendique également la participation effective des OSIM dans la coopération au développement.

Depuis la préparation de la campagne justice migratoire, vers 2014/2015 le Groupe de travail "Migrations et Développement s'est muté en **groupe de travail « Justice migratoire »** coordonné conjointement par le CNCD-11.11.11 (FR) et 11.11.11 (NL). Celui-ci est plus large, étant centré sur 4 axes<sup>110</sup>. Cette plateforme est composée de membres comme le Ciré, OxfamSolidarité, Caritas International, Médecins du Monde, We Social Movements (WSM), Fairwork Belgium, Mouvement Ouvrier Chrétien, Beweging.net, FOS, Orbit vzw, Vluchtelingen-werk Vlaanderen. Ensemble, ils émettent des propositions sur le rôle que la coopération au développement peut jouer dans un contexte de migration internationale, en mettant en avant par ailleurs les risques de lier ces deux enjeux. Ces acteurs ont des partenaires avec qui ils collaborent sur le terrain dans le Sud, qui mettent en place leurs propres organisations et institutions.

### 3.3. Acteurs associatifs de ressortissants sénégalais en Belgique

Cette section décrit les principaux types d'acteurs associatifs de ressortissants sénégalais en Belgique, en se concentrant plus particulièrement sur la communauté haalpulaar. L'objectif ici n'est pas d'en faire l'inventaire, ni d'en faire une typologie, même si ce travail serait utile. C'est plutôt de montrer que les migrants s'inscrivent dans des dynamiques associatives qui vont partiellement déterminer leur niveau d'engagement dans la communauté haalpulaaar, tant en Belgique qu'au Sénégal, en fonction de l'objectif des associations dans lesquelles ils s'inscrivent.

Dans notre échantillon d'émigrés haalpulaar (N=54)<sup>111</sup>, ils sont nombreux à être membres d'au moins une association de migrants en Belgique. Environ deux-tiers des personnes interrogées (N=17) faisaient partie d'au moins une association liée aux Haalpulaaren. Il existe deux grands types d'associations d'émigrés de la moyenne-vallée : des associations villageoises et inter-villageoises. Les premières ont une approche limitée au local, c'est-à-dire à l'échelle du village ou communale. Les autres, à la différence des premières, regroupent des migrants issus de plusieurs villages ou communes d'une même région qui souhaitent intervenir sur une réalité plus vaste et complexe.

Des migrants issus de cultures où les liens communautaires et familiaux sont considérés comme puissants, entretiennent souvent un **sentiment de redevabilité** puissant envers leurs proches, leurs milieux et leurs concitoyens restés dans leurs pays, région ou village d'origine (Carling, 2014). Par conséquent, il n'est pas étonnant de trouver que la grande majorité des associations de migrants haalpulaar soient impliquées directement ou indirectement dans la **solidarité avec leur région ou village d'origine**. C'est aussi le cas dans d'autres pays d'installation, comme en France (Daum, 1998), en Italie (Riccio, 2008) et en Belgique,

---

<sup>109</sup> Le Groupe de Travail Migrations et Développement du CNCD- 11.11.11 est composé en 2010 du CADTM, CNAPD, CNA CIRE, ITECO, MSLF, Oxfam-Solidarité, SEDIF, Solidarité Mondiale, CEPAG-FGTB, Memisa, Transfaires ACV-CSC, 11.11.11, CGMD.

<sup>110</sup> Voir le mémorandum + <https://www.cncd.be/-migrations->

<sup>111</sup> Cela représente probablement environ 1 % de la population d'émigrés haalpulaar en Belgique. Deux répondants inclus dans ce nombre étaient originaires du Vélingara et non pas du Fouta-Toro.

selon nos enquêtes. Ils font ainsi partie d'une « OSIM » (Organisations de solidarité internationale issues des migrations), dont il n'existe à ce jour, ni en Belgique, ni au niveau international aucune définition officielle fixant le statut. Cependant, sur base du travail effectué en 2007, par la Coordination générale des migrants pour le développement (CGMD-Belgique, 2008<sup>112</sup>) nous proposons de définir ces acteurs comme suit : «une OSIM (Organisation de solidarité internationale issue des migrations) est une organisation constituée par des personnes immigrées et/ou issues de l'immigration(...), effectuant des activités au Nord et/ou au Sud, dont les finalités sont totalement ou partiellement orientées vers la solidarité internationale et le développement en faveur des populations, dans un ou plusieurs pays (...), dont principalement le pays d'origine».

Même en considérant cette définition, il est difficile d'établir un panorama qui indique clairement le nombre d'OSIM sénégalaises en Belgique, ce qu'elles font et comment elles le font. A côté des OSIM reconnues par les pouvoirs publics, nous retrouvons des petits regroupements informels de migrants, qui forment de modestes associations de migrants (souvent informelles). Ce sont en fait des associations de « 4ème pilier », comme sont appelées des initiatives citoyennes volontaires (De Bruyn et Huyse, 2009 ; Michielsens et al., 2014).

Un grand nombre d'associations de migrants ou OSIM sont des associations de fait et/ou qui œuvrent sans étiquette identitaire définie et/ou développent des stratégies d'action et d'interaction autres que celles repérées par les autres acteurs de la coopération et, plus largement, ceux du secteur socioculturel. La plupart de ces associations sont peu structurées, reposent sur le bénévolat, sont peu ou pas équipées, certaines n'ont pas même de locaux. Beaucoup reposent sur la mobilisation d'une personne ou d'un noyau constitué d'une poignée d'individus. Si elles sont probablement nombreuses à vouloir jouer un rôle dans le plaidoyer politique, leur expérience organisationnelle ne le permet pas toujours (aussi Michielsens et al., 2014 pour la diaspora congolaise, ghanéenne et marocaine à Anvers en Belgique).

Les OSIM les plus visiblement actives, sont celles qui jouissent d'un **statut juridique**, qui communiquent davantage, sont plus présentes dans les réseaux, côtoient le monde de la coopération. En outre, leurs responsables et/ou membres ont un niveau d'étude plus important et jouissent d'une situation socioprofessionnelle stable et sont en Belgique depuis plusieurs années. Très peu d'associations cumulent plusieurs de ces caractéristiques<sup>113</sup>.

### ***3.3.1. Les associations de ressortissants villageois pour le développement local***

**Le tissu associatif sénégalais est encore relativement restreint en Belgique**, mais semble en train de grandir. Il est composé de diverses associations – la plupart informelles - qui ont des objectifs différents. Remarquons que la plupart des associations ne sont pas répertoriées et encore moins déposées au Moniteur belge. Un migrant haalpulaar de 42 ans, engagé dans plusieurs associations en lien avec le Sénégal, explique : «Cela fait partie de notre culture de se regrouper en associations par groupe affinitaire. Mais parfois c'est clairement mieux d'officialiser l'association (...), ce qui est assez rare<sup>114</sup>».

Cependant, si elles sont nombreuses à avoir comme **objet social le 'développement' (bambaare, en pulaar)**, **aucune de ces associations n'est spécifiquement axée sur « l'adaptation »**. Mais de nombreuses associations villageoises de développement ou de villes natales et au moins quatre organisations estiment être au moins indirectement liées à l'adaptation dans la région du centre-nord de la vallée. Certaines

---

<sup>112</sup> Cfr. Coordination Générale des Migrants pour le Développement (CGMD), *Charte des Organisations de Solidarité Internationale issues de la Migration (OSIM) belges*, mars 2008.

<sup>113</sup> Résultat basé sur nos enquêtes de terrain en Belgique.

<sup>114</sup> Entretien n°17, Bruxelles, octobre 2019.

associations de migrants sont actives en éducation au développement par le biais d'événements festifs et culturels<sup>115</sup>.

Les associations dont sont membres nos répondants haalpulaar ne sont donc pas toujours orientées vers le développement du village par des initiatives collectives. Si c'est toujours le cas des sections de l'association villageoise de développement, les diverses associations qui composent la société civile haalpulaar, ou sénégalaise plus généralement, se préoccupent de la situation des migrants, souvent par des activités culturelles et religieuses. Cependant, celles-ci peuvent être aussi tournées vers des projets de développement. Les deux types d'associations, culturelles et développementalistes, ont souvent un caractère communautaire (*haalpulaar*) ou sous-communautaire (groupe statutaire) et peuvent être d'échelle villageoises, inter-villageoises<sup>116</sup>, régionales<sup>117</sup>, nationales ou internationales (p. ex. Fedde Foulbe).

La plupart des migrants en Belgique sont encore **organisés en « caisse » informelle**, comme c'était le cas en France avant de s'appuyer - à la faveur de la modification de la loi française sur les associations de 1981 - sur le partenariat noué avec la société civile et les collectivités territoriales du pays d'accueil. En effet, les étrangers régulièrement admis en France bénéficient à partir de 1981 de la possibilité de créer leurs propres associations. Dans le cas du Sénégal, la dynamique associative s'est alors renforcée au sortir d'une capitalisation de l'expérience acquise sur le terrain et de la dégradation continue des conditions de vie des zones de départ. C'est la déclaration auprès de l'autorité administrative du pays d'installation de la « caisse de Village X » qui a donné naissance à l'Association des ressortissants de Village X en France.

Certains villages dont sont issus une partie de nos répondants affirment avoir commencé les démarches pour formaliser la caisse en section d'association villageoise de développement. Toutefois, ils admettent que la section en France continuera d'occuper une place de choix dans les dispositifs de participation au développement local. En tant qu'une des petites sections qui regroupent les migrants des autres destinations, ils contribueront à hauteur de leurs possibilités aux projets villageois<sup>118</sup>. Le même principe est en vigueur pour les migrants installés à Dakar qui sont réunis au sein de « l'Association des Ressortissants de Village X à Dakar ».

Si les investissements dits symboliques continuent de mobiliser les migrants (mosquée, cimetière, cérémonies...), **la priorité est de plus en plus accordée aux infrastructures communautaires de base (dispensaire de santé, école, ...) qui contribuent à la fonctionnalité de l'espace villageois**. Profitant aussi des importantes sommes d'argent mobilisées **dans le cadre de la coopération décentralisée**, les associations de migrants ont, au fil des années, élargi leurs actions à des secteurs comme l'agriculture, l'éducation, la santé, l'hydraulique villageoise, etc. (GRDR, 2015).

Fall (2016) pense que plutôt que d'inscrire le développement dans une perspective villageoise, les protagonistes du développement gagneraient, à l'échelle d'une même province, à conjuguer leurs efforts dans le cadre d'une synergie fondée sur une planification et une harmonisation des multiples initiatives de développement.

---

<sup>115</sup> Entretiens avec des représentants et/ou membres actifs de ces associations.

<sup>116</sup> Par exemple, l'association inter-villageoise des Agnam dénommée ALDA (Association de Liaison pour le Développement des Agnam) a été mise sur pied en 1980 par les émigrés : elle fédère 15 villages de la communauté rurale et 03 hameaux. Les associations se mobilisent essentiellement pour le développement de leurs terroirs. Elles interviennent sur plusieurs fronts notamment la gouvernance locale et l'aménagement du territoire avec la mise en place d'infrastructures communautaires de base.

<sup>117</sup> C'est le cas de l'association « Lénôl fulbé » en France, ou « Fulbé Aragon » en Espagne.

<sup>118</sup> Selon certains répondants, certaines associations de migrants (notamment en France) financent à travers ces caisses certains jeunes du village pour les rejoindre à l'étranger. Ces jeunes migrants rembourseront ensuite cet argent après quelques années en Europe.

### **3.3.2. Les associations régionales ou nationales : sans garantie de retour sur investissement collectif**

Parmi la dizaine d'associations de ressortissants haalpulaar qui dépassent l'échelle villageoise, certaines orientées sur le développement au Sénégal sont d'envergure régionales et nationales. Dans le cadre de notre objet de recherche, elles sont pertinentes dans le sens où elles sont sources de transferts (politiques) potentiels ou effectifs des émigrés en Belgique qui pourraient servir à améliorer les conditions de vie au village d'origine. En effet, à partir de ces plus grandes associations partent des idées, connaissances, réseaux et engagements, qui peuvent être capitalisés et matérialisés pour le village originel spécifique. La plupart des émigrés interrogés affirment vouloir être reconnus comme contribuant à y améliorer les conditions de vie. Toutefois, le simple lien commun d'être haalpulaar n'est pas toujours suffisant pour dégager les énergies nécessaires à l'engagement pour œuvrer pour « le développement » du terroir d'origine.

Nous allons voir dans la deuxième partie de la thèse que ce choix est lié à un habitus des émigrés de fonctionner comme ressource pour les membres du village d'origine. Ces pratiques revêtent une reconnaissance sociale qui offre des potentialités politiques à l'émigré, d'une part, et à sa communauté d'origine, d'autre part.

## 3.4. Caractéristiques socio-environnementales des zones d'études

### 3.4.1. Contexte environnemental en lien avec la mobilité

S'ils sont gens du fleuve, les Haalpulaaren de la moyenne vallée du Sénégal sont surtout des gens de la terre : « on ne comprendrait rien au Fouta-Toro si l'on ne connaît pas la nature des relations entre le *Fuutanke* et le *waalo* » (Kane, 2004 : 45). Ainsi, si la production scientifique de la migration en rapport avec l'environnement a pris un envol dans les années 1980 (notamment par l'IRD), on peut retrouver des travaux plus anciens datant des années 1960. Pensons aux travaux d'Abdoulaye Bara Diop, qui portent notamment sur l'exode rural dans un contexte de crise économique (Diop, 1965), qui a favorisé l'installation de plusieurs familles haalpulaaren dans les villes africaines et principalement Dakar. Certes, ils reflètent les incidences environnementales moins explicitement, que certains travaux récents. Des variations climatiques, notamment en termes de chaleurs, illustrent que des variations environnementales existaient avant les grandes sécheresses des années 1970.

Le Sénégal est subdivisé en six zones agro-écologiques présentant des potentialités différentes. Du point de vue administratif, le Sénégal est subdivisé en 14 régions et en 45 départements.

Les zones d'études concernent les zones agro-écologiques de la Vallée du fleuve et les Niayes dans les banlieues de Dakar. La vallée du fleuve Sénégal peut encore être sous-divisée. Notre zone d'enquêtes concerne la moyenne vallée du fleuve, et en particulier le Walo et le Diéri.

Dans le contexte ouest africain, en général, et sénégalais, en particulier, les exploitations familiales contribuent pour plus de 85 à 90 % au financement des activités productives du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique (République du Sénégal - PNIASAN, 2018).

Le **Fouta Toro** est le pays qui correspond in extenso à la moyenne vallée du fleuve Sénégal. Il se situe au Sahel entre les 15 ° et 17 ° degrés de latitude nord et s'étend sur quelque 600 km. Il est aujourd'hui partagé entre la Mauritanie et le Sénégal (Wagué, 2007). De nombreux villages partagent des membres de familles de part et d'autre des rives du Fleuve.

Le climat est de type sahélien recevant entre 300 et 500 mm de pluie par an (Fall, 2014), avec des températures très élevées (jusqu'à 50°C), en particulier pendant la saison sèche. Le Fouta-Toro est caractérisé par la survenue des sécheresses lors des années 1972, 1973, 1983, 1984 qui ont sévèrement affecté l'environnement et les systèmes de productions agropastoraux (Vischel et al., 2015), puis par une récente reprise des précipitations (Nicholson, 2013 ; Descroix et al., 2015) accompagnée d'une augmentation de la production de biomasse (San Emeterio et al., 2013 ; Dardel et al., 2014)<sup>119</sup>. Au cours des dernières décennies, la région a connu une augmentation des températures chaudes, des régimes pluviométriques imprévisibles et instables (World Bank, 2019 ; IPCC, 2013), ainsi que d'événements à évolution lente qui détériorent les ressources naturelles et défient la productivité du secteur agricole. Les changements environnementaux en cours liés au changement climatique **modifient les modèles de migration** en raison de leur impact sur les ressources de subsistance, comme le secteur agricole, qui représente 35 % du PIB de l'Afrique de l'Ouest, et 17,46 % au Sénégal en 2016 (van der Land, 2018 ; République du Sénégal, 2018).

---

<sup>119</sup> Ces constats climatiques sont vrais pour plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, comme l'indiquent nos sources d'études mobilisées dans ce paragraphe.

**Les scénarios climatiques futurs** ne sont pas de bonne augure pour cette région d'Afrique de l'Ouest. (Vischel et al., 2015 ; Sultan, 2020) Cette région est fortement exposée au changement climatique et menacée par des chaleurs extrêmes et des pénuries de nourriture et d'eau. Ces facteurs climatiques, combinés à d'autres facteurs politiques et socio-économiques, exerceront à l'avenir une pression supplémentaire sur les économies et les moyens de subsistance des sahéliens ouest-africains (ainsi qu'ailleurs sur le continent), et pourraient affecter les flux migratoires, souvent internes et vers les zones urbaines, comme cela a déjà été observé (van der Land et al., 2018).

La **vulnérabilité du secteur agricole dans les pays en développement** est très largement reconnue. En particulier, les agriculteurs en Afrique sub-saharienne sont considérés comme étant parmi les plus vulnérables au changement climatique (Hummel et al., 2012 ; Niang et al., 2014). Un grand nombre d'études prévoient des impacts négatifs du changement climatique sur les pratiques agricoles en Afrique, dont au Sénégal (e.a. Mertz et al., 2009 ; Müller, 2011 ; Knox et al., 2012). En plus du changement climatique, d'autres changements environnementaux ont perturbé les moyens de subsistance des *fuutangkobés*. Depuis les années 1970, la vallée du Sénégal a connu d'importantes mutations entre sécheresse, installation de barrages, développement de l'agriculture irriguée pour la riziculture. Depuis le début des années 1970, plusieurs sécheresses ont été enregistrées, rendant la culture sous pluie risquée et le niveau de la crue annuelle imprévisible malgré les efforts de stabilisation des débits aux barrages de Manantali et de Diama. Le caractère imprévisible de l'agriculture accroît la menace d'insécurité alimentaire et a participé à entraîner une augmentation des taux de migration (Tacoli, 2011 ; Gaye et al., 2015 ; Lo et al., 2014).

**L'État a réagi aux sécheresses en adoptant de nouvelles mesures** pour le secteur agricole : mécanisation, subventions et prêts. Cependant, l'extrême politisation du processus de sélection des agriculteurs a fait que les plus démunis dans les hautes sphères des régimes clientélistes qui ont successivement gouverné le Sénégal - la majorité - se sont retrouvés balayés par cette nouvelle forme biaisée de modernisation de l'agriculture (Diop, 2008). En fait, c'est au cours des années 1990 que les départs vers des lieux proches - les pays de la sous-région - et lointains - les pays d'Europe en particulier - se sont accélérés, ancrant la migration moderne dans les mœurs sociales et économiques des habitants de la région.

La vallée du Sénégal est depuis toujours considérée par les pouvoirs publics comme le lieu majeur pour la **réalisation des objectifs d'autosuffisance en riz** alors que le pays dispose d'autres régions aux forts potentiels, en particulier la Casamance (Belières et al., 2013). L'atteinte de ces résultats par la riziculture de la vallée se fait toujours attendre, et ce malgré les programmes agricoles successifs : Programme Agricole (1960-1980), Nouvelle Politique Agricole (1984-1994), GOANA suite aux crises de la faim de 2008 ou encore PRACAS en 2013. Aujourd'hui la réorganisation du système agraire de la vallée a remis en cause l'organisation traditionnelle basée sur la crue (Magistro et Lo, 2001). La concrétisation des stratégies de développement agricole du gouvernement du Sénégal s'est traduite par d'importants investissements en aménagements hydro-agricoles, en particulier, dans la Vallée du Fleuve Sénégal pour l'horticulture et le riz. Leur mise en place s'est accompagnée de mesures institutionnelles, juridiques et réglementaires. La compétition foncière est importante et la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ne correspond pas aux besoins locaux des populations de la vallée qui exploitent les terres inondées par la crue, alors que celle-ci est inconsiderée par les pouvoirs publics (Bruckmann, 2018b).

### 3.4.2. Contexte social et politique en lien avec la mobilité : la « culture migratoire » de la région de la moyenne-vallée du Fleuve

**Le pouvoir est souvent lié à l'âge, à la caste et au sexe.** Par conséquent, les décisions importantes sont encore prises principalement par des hommes âgés appartenant aux castes supérieures. Le Sénégal reste essentiellement un pays gérontocratique, surtout dans les zones rurales (Schmitz, 2000 ; Dia, 2007).

À l'instar de nombreuses autres sociétés en Afrique de l'Ouest, les hiérarchies formelles traditionnelles de la société haalpulaar sont réparties en trois ordres : les nobles libres (*rimŷe*), les groupes professionnels (*neenyŷe*) et les esclaves (*maccuŷe*). Chaque ordre est subdivisé en plusieurs catégories (Wane, 1969). Dans la société haalpulaar, les *leyyi* désignent des ensembles politiques, de plus ou moins grande importance, ayant chacun à sa tête une famille noble qui, au fil de l'histoire du peuplement et des dissidences politiques, a intégré auprès d'elle plusieurs autres familles et différents groupes sociaux, dont des esclaves<sup>120</sup>. L'emploi des termes « esclave » et « noble » renvoie ici à un usage local et à un statut social et non à une condition d'existence. Ces descriptions de stratifications sociales correspondent encore, bien que de manière atténuée, à la réalité sociale actuelle.

La noblesse est, en plus de la richesse économique, construite par l'autorité morale liée à l'enseignement coranique. Les nobles nés libres, peuvent migrer plus facilement que les 'castés' Artisans (*nyeenyobe*) et les Descendants d'esclaves ou affranchis (*Maccube* ou *galounkobe*). Les nobles de premier rang, telles que les familles musulmanes cléricales (*toorobe*) dominent encore les ressources économiques naturelles (le terres) et l'autorité politique (Schmitz, 2008a ; Dia, 2015)<sup>121</sup>. Cela conduit souvent les jeunes à se sentir à l'écart. Dans certains villages, il peut arriver que les jeunes migrants de retour ne veuillent plus s'adapter à cette structure de pouvoir et forment des groupes d'opposition politique<sup>122</sup>.

Les jeunes représentent non seulement une grande partie de la population, mais aussi une partie en croissance rapide. L'âge moyen est de 22,4 ans, et selon le recensement de 2013 (ANSD, 2014), la moitié des Sénégalais a moins de 18,7 ans. 42,1 % ont moins de 15 ans. Seulement 3,5 % sont plus âgés que 64 ans. Dans les zones rurales, la moitié de la population a moins de 15 ans. Comme les auteurs du rapport final sur le recensement de 2013 le précisent, ces chiffres dépendent aussi de la forte migration des jeunes adultes vers l'extérieur.

Depuis les crises agricoles des années 1970 et les sécheresses, la vallée du fleuve Sénégal s'est engagée dans une « révolution sociale portée par le développement » (Dia, 2015 : 174). Des organismes internationaux et des organisations non-gouvernementales injectent des fonds importants dans la région pour asseoir les bases d'une modernisation économique, éducative, sanitaire, environnementale, culturelle et sociale (Dia, 2015 : 174).

Dans la culture Haalpulaar du Fouta-Toro, l'individu est généralement davantage censé se mettre au service communautaire du village que dans d'autres régions. Les migrants *Fuutangkooobe* sont censés cotiser mensuellement aux **caisses sociales villageoises** (*Kees muro*) pour financer le 'développement' du village en infrastructures sociaux de base, principalement dans les domaines sanitaires et éducatifs. A travers

---

<sup>120</sup> À défaut de données chiffrées disponibles, rappelons que dans certaines localités le nombre de descendants d'esclaves peut représenter un pourcentage important. À la fin du XIXe siècle, les taux d'esclaves dans les régions sahélo-soudaniennes atteignaient de 30 à 50 % du total de la population, voir C. Meillassoux (dir.), *L'Esclavage en Afrique précoloniale*, Paris, Maspero, 1975. Dans le cercle de Kaédi, ce pourcentage s'élevait en 1904 à plus de 50 %, voir M. Klein, *Slavery and Colonial Rule in French West Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 258.

<sup>121</sup> p. ex : Ville de Bakel – projet d'amélioration du cadre de vie de la Commune de Bakel (ACV), Diagnostic socio-environnemental de la commune de Bakel. Rapport final de mission, mars 2014 ; Ville de Matam - Profil Environnemental de la ville de Matam, avril 2005.

<sup>122</sup> Résultats basés sur nos propres enquêtes au Sénégal.

certaines de ces caisses villageoises, ces associations de migrants financent certains jeunes du village pour les rejoindre à l'étranger et ces derniers rembourseront la somme après quelques années. Cependant, il faut signaler que certaines personnes en déconnexion totale ou relative avec le village, refusent de cotiser à certaines ou toutes ces caisses villageoises. La majorité des candidats-migrants se font aider financièrement par la famille, qui trouve un moyen d'obtenir le capital nécessaire en fonction du projet migratoire et de ses activités génératrices de revenus. Très fréquemment, c'est la vente d'une partie du stock de bovins et/ou d'ovins qui permet ce financement<sup>123</sup>.

**Les communautés translocales** ou « **villages multi-situés** »<sup>124</sup> dont il est question ici sont apparus au fil du temps dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, une zone actuellement divisée entre les régions de Saint-Louis et de Matam. Ils sont pour la plupart peuplés par des Haalpulaaren, et leur économie a longtemps été **basée sur l'agriculture** en terrain fertile (Kane, 2004). De ce fait, la région était relativement autonome. L'hégémonie coloniale (1850-1960) a entraîné un changement de paradigme dans les échanges économiques : on a de plus en plus recours à une **monnaie extérieure**, dont la possession est nécessaire en raison des mutations de l'économie (Manchuelle, 2004). C'est à partir de ce moment que des vagues de plus en plus importantes de jeunes ont commencé à quitter les villages pour aller travailler dans les grandes villes de l'époque et dans d'autres régions agraires. L'idée était de travailler pendant une courte période afin d'économiser de l'argent et de retourner au village, en utilisant les économies pour payer les impôts et financer un mariage ou la constitution d'un troupeau, pour ne citer que les événements les plus courants. À l'époque, les familles rurales n'étaient pas entièrement dépendantes de la migration (Dia, 2015 ; 2020).

Ces familles considéraient qu'il était important d'honorer les obligations imposées par l'administration coloniale puis d'entrer dans le circuit commercial découlant des nouveaux besoins qui modifiaient les modes de consommation au sens large : nourriture, vêtements, attentes cérémonielles, nouvelles façons de construire qui entraînaient un changement de l'architecture dans son ensemble, et les innovations technologiques révolutionnant l'espace domestique. Le contexte de l'époque - la monétarisation et l'obligation de répondre aux exigences de l'administration moderne - a incité les habitants à adapter leur comportement économique et à modifier leurs habitudes de mobilité, qui avaient été auparavant façonnées par leurs liens avec l'élevage (Dia, 2020 : 280).

La moyenne vallée du fleuve Sénégal et ses villages sont depuis longtemps **associés à la terre**, où l'on pratique une agriculture pluviale (basée sur la pluie) et les plaines inondables grâce à la crue du Fleuve en hivernage (juillet-septembre). Cette image a été bouleversée par les sécheresses des années 1970, qui ont détruit les fermes et endommagé l'économie locale (Lavigne-Delville, 1991). L'État a réagi en adoptant de **nouvelles mesures pour le secteur agricole** : mécanisation, subventions et prêts. Cependant, l'**extrême politisation du processus de sélection des agriculteurs** a fait que les plus démunis (la majorité) qui pouvaient le moins compter sur du soutien dans les hautes sphères des régimes clientélistes qui ont successivement gouverné le Sénégal, se sont retrouvés balayés par cette nouvelle forme de modernisation de l'agriculture (Diop, 2008).

L'essoufflement de la triple activité agriculture – élevage – pêche fondatrice de l'économie de la Vallée explique en partie le passage brutal d'une économie rurale fondée essentiellement sur le troc à une monétarisation généralisée des échanges. Le berger échangeait avec le paysan son lait contre du maïs, lequel à son tour échangeait son mil avec le poisson du pêcheur et ainsi de suite. En moins de trente ans, depuis les années 70-80, l'argent est devenu un intermédiaire nécessaire. En manquer retarde pour les

---

<sup>123</sup> Résultats basés sur nos propres enquêtes, qui rejoignent ceux d'autres travaux (e.a. Dia, 2015 ; Tandian, 2020).

<sup>124</sup> Selon Dia (2020 : 280) « Le village multi-situé englobe une scène sociale incarnant des pratiques et des représentations, ce qui exclut une approche via le concept de transnationalisme » (notre traduction).



jeunes ruraux restés ou revenus au pays toutes les étapes du passage à la vie adulte : mise en couple, logement, prise de parole dans l'espace public (cf. Dia, 2007).

La seule solution proposée par le président Wade face à la crise des pirogues sénégalais<sup>125</sup> à l'été 2006 a été le plan REVA (Retour vers l'Agriculture) pour le développement agricole. Les Sénégalais interrogés sur les objectifs de ce plan ont répondu brièvement et négativement. Leur manque d'enthousiasme a donné lieu à une situation connue de tous et pourtant difficile à expliquer aux bailleurs de fonds internationaux : **le mépris du travail agricole hérité de l'époque où cette activité était réservée aux "esclaves"** (Schmitz, 2009).

Les agriculteurs de la vallée du fleuve Sénégal font preuve, selon Leroy, 2011 : 11) « d'une grande capacité d'adaptation, passant rapidement d'une culture extensive, de sorgho de décrue et de mil pluvial, à une riziculture irriguée ». C'est d'abord et surtout une évolution observable dans le Delta en aval du Fleuve, qui se propage plus lentement vers l'amont du Fleuve. La moyenne-vallée connaît encore de nombreux villages qui peinent à lancer le processus d'intensification rizicole, notamment dans les villages enquêtés. L'accent donné au capital dans ce processus d'intensification paraît toutefois paradoxal, dans une société aux niveaux de revenus faibles et à l'autofinancement difficile. **Le crédit institutionnel** joue un rôle déterminant dans cette mutation agricole. Son impact s'avère indéniable dans la progression des superficies irriguées, fortement corrélées avec les prêts de campagne accordés. La Caisse nationale du crédit agricole du Sénégal (CNCAS, ensuite devenu le Crédit Agricole) assure une part écrasante du crédit à l'agriculture irriguée dans la vallée du Sénégal. **D'autres formes de crédit** existent, sous forme **mutuelle** ou par des ONG, mais elles ne représentent qu'une proportion minimale des sommes prêtées. Le crédit institutionnel participe ainsi amplement au statut de grenier à riz qu'a acquis la vallée du Sénégal. Toutefois, **l'endettement** constitue un problème récurrent, qui grippe périodiquement le système productif. Cela freine la réalisation de l'objectif d'autosuffisance en riz, principal aliment du Sénégal (Leroy, 2011 ; Bruckmann, 2018b).

#### ***3.4.2.1. Une diversification des destinations, dont la Belgique***

Si les premières émigrations volontaires à l'international dans la région du Fouta-Toro commencèrent en général surtout à partir des années 1950 (et années 30), les mobilités vers Dakar sont plus anciennes.

Les émigrés étaient le plus souvent de jeunes hommes célibataires, les femmes rejoignant parfois plus tard leurs maris dans le cadre du regroupement familial (Ba, 2007). À ces premiers ressortissants, succèdent des étudiants du Fouta-Toro, passés par Dakar, des Sénégalais néo-urbains dans les années 1990 et 2000, des réfugiés mauritaniens (Dia, 2015). Le rôle des jeunes filles nées en France, mariées à des cousins sénégalais, sera également important dans le renouvellement de ces dynamiques (Dia, 2015).

En fait, c'est au cours des années 1990 que les départs vers des lieux proches - les pays de la sous-région - et lointains - les pays d'Europe en particulier - se sont accélérés, ancrant la migration moderne dans les mœurs sociales et économiques des habitants de la région. Ceux-ci se sont intensifiés au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, pour devenir une stratégie de monnaie courante (Fall, 2017 ; Dia, 2020).

Depuis une dizaine d'années, les migrations internationales concernent toutes les régions du Sénégal (Ndione, 2019). Le phénomène de l'émigration internationale s'est fortement généralisé et touche toutes les couches de la population active, en particulier les jeunes, en milieu rural comme en milieu urbain (Ndione, 2019). Si la région de la moyenne-vallée du fleuve reste probablement la région la plus

---

<sup>125</sup> Période marquée par de nombreux départs migratoires de Sénégalais utilisant les services de transports maritimes (les pirogues) des pêcheurs. Par manque de revenus, de nombreux pêcheurs se sont convertis en « passeurs », principalement vers les îles canaries (Fall, 2016).

emblématique pour la migration et ses effets sur le territoire, elle n'a plus le monopole quand il est question d'émigration. Plusieurs recherches ont mis en évidence la diversité des origines et des motivations des migrants (Fall, 2007a ; Mboup, 2001 ; Ndiaye, 1992).

Les migrants ont tendance à être dépeints comme étant majoritairement peu instruits, même si, de fait, tous les segments de la société participent aux migrations internationales : des jeunes, des citadins, des femmes, des personnes hautement qualifiées (Guèye, 2001). Les effets cumulés de la faillite des politiques publiques mises en place depuis l'indépendance du pays en 1960, de la traduction nationale des programmes d'ajustement structurel conçus par des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale), de la crise des ménages urbains (Fall, 2007b), de la déliquescence du système éducatif paralysé par des mouvements de grève répétés (Diagne, 2012 ; Bianchini, 2004), du chômage des jeunes (Antoine, 2001), précipitent les Sénégalais sur les routes des migrations africaines (Marfaing, 2008 ; Pian, 2007) ou internationales (Kane, 2011). Les facteurs d'incitation économique sont, par conséquent, rencontrés dans pratiquement tous les profils sociologiques.

**La migration interne** vers Dakar et vers d'autres zones urbaines et rurales est pratiquée par presque tous les ménages de nos villages de la moyenne vallée. En raison de son faible coût et des rares restrictions légales qui la régissent, la migration interne est accessible même aux ménages très vulnérables et peut donc apporter un soulagement immédiat en cas de crise des moyens de subsistance ou aider à financer des investissements futurs, comme la migration internationale.

**La migration internationale** peut être dirigée vers d'autres pays africains ou vers des pays d'autres continents. Grâce à des accords tels que le protocole de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la libre circulation des personnes, la résidence et l'établissement, et à leur proximité géographique, les pays africains sont juridiquement et financièrement plus accessibles aux migrants sénégalais que les destinations situées sur d'autres continents. La migration vers les pays de transit africains peut, en outre, être adoptée comme une première étape facilitant d'autres projets de migration. En raison des coûts élevés des canaux de migration régulière et irrégulière, certains migrants migrent vers d'autres pays africains dans un premier temps. Selon les pays, les envois de fonds en provenance d'Afrique peuvent être légèrement ou nettement supérieurs aux envois de fonds provenant des destinations de migration interne.

Historiquement, les Sénégalais ont d'abord émigré vers d'autres pays africains (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale) et vers la France. Les flux d'émigration se sont diversifiés dans les années 1990 pour inclure notamment l'Italie, l'Espagne et l'Amérique du Nord, ainsi que de nouveaux pays de destination au Moyen-Orient (Arabie saoudite et pays du Golfe), en Afrique du Nord (Maroc), en Asie (Chine) et en Amérique du Sud (Brésil, Argentine) (Bredeloup 1992 ; Robin et Lalou 2000 ; Tall, 2002 ; Diop 2008 ; Fall 2013 ; Lessault et Flahaux 2013 ; Baizán et al. 2013 ; Beauchemin et al. 2014 ; Ndione 2019).

L'émigration sénégalaise est sociologiquement hétérogène, combinant des flux historiques de migration de travail (secteur industriel en France et en Europe du Sud, secteur minier en Afrique de l'Ouest et centrale-voir Bredeloup 1993 ; Beauchemin et al. 2014) dans les années 1960 et 1970, suivis du petit commerce et du secteur informel (pratiquement partout, voir Ebin et Lake 1990), des migrations d'étudiants et de personnes hautement qualifiées (principalement en France, mais aussi en Suisse, en Belgique, en Amérique du Nord, au Maroc ou en Asie<sup>126</sup> - voir Bava et Pliez 2009), et des démarches religieuses (Mboup 2001 ; Tandian 2008 ; Dia 2014 ; Berriane, 2015).

La Belgique comme choix de destination de migration pour les Haalpulaaren est relativement récente. Le choix de la Belgique est fortement décidé par les réseaux sociaux, familiaux. S'il y avait au départ

---

<sup>126</sup> La migration vers les pays asiatiques, arabes et latino-américains, gagne en importance (Schöfberger, 2017).

probablement plus de Haalpulaaren issus de groupes statutaires 'nobles' en Belgique dans les années 1970-80, il y a depuis les années 2000 tous les groupes statutaires présents sur le territoire belge, ainsi qu'un rééquilibrage qui s'est produit : si au départ, les personnes appartenant aux groupes statutaires nobles étaient davantage capables d'émigrer vers l'Europe, les moyens financiers et les réseaux de groupes « castés » ou subalternes semblent suffisants pour financer le voyage vers l'Europe. Cette croissance de la population migrante peut « s'auto-entretenir », à travers l'influence des réseaux de migrants (Massey et al., 1993). Des travaux empiriques montrent que le fait de connaître des migrants en Europe augmente très nettement les chances de migrer vers l'Europe au départ de l'Afrique (à propos des Congolais et des Sénégalais, voir Toma et Vause, 2011).

Une femme haalpulaar de 28 ans qui n'a pas réussi à faire regrouper ses deux enfants restés au village explique :

« Mon village est dirigé par les Tooroobe. Comme la plupart des villages. Ou bien ce sont les Tcheddos. Oui, comme ils avaient plus de terres et plus d'animaux, ils ont pu financer des voyages en premier vers Dakar, puis l'Afrique-centrale et l'Europe. (...) La plupart des fuutangkoobe en Belgique ont les papiers grâce au regroupement familial. »<sup>127</sup>

Finally, la présence sénégalaise en Belgique est à la fois variée et diverse, de même que la présence belge au Sénégal. Le Sénégal est présent en Belgique à travers ses étudiants, ses travailleurs, sa gastronomie, sa culture et la mise en place de structures œuvrant en faveur du développement de plusieurs de ses localités. Concernant la présence belge au Sénégal, elle se manifeste par une présence diplomatique, une coopération technique, des aides au développement et des actions humanitaires en faveur des personnes démunies dans les villages sénégalais. Des projets y sont déployés par des citoyens volontaires (dont des personnes migrantes originaires du Sénégal), des ONGs, ou la coopération belge au développement. Ceux-ci peuvent tous travailler avec un ou plusieurs migrants, qui peuvent être constituées en associations de fait (comme la plupart des associations villageoises de développement), en adoptant une personnalité juridique sous forme d'asbl ou d'ONG (rarement)<sup>128</sup>.

#### ***3.4.2.1. Une « culture migratoire » et la migration comme « fait social total »***

Les chercheurs s'accordent sur le fait qu'une véritable « **culture de la migration** » (Cohen, 2004) s'est enracinée au Sénégal. La migration comme phénomène social au Sénégal n'est plus liée à une région ou une ethnie, bien que son intensité puisse varier (Tandian, 2020). La région de la moyenne-vallée et ses populations principalement Haalpulaar et Soninké sont, comme nous l'avons vu, particulièrement réputées pour leur « culture migratoire ». Guilmoto (1998) considérait, il y a plus de vingt ans, que la migration était devenue une « institution sociale » dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, assimilée par la structure sociale et encadrée par des règles et des normes spécifiques. La migration y est au centre des discussions des populations. Elle est même devenue un des rares thèmes de discussion, qui réunit toutes les franges de la population locale quels que soient l'âge, le sexe, le groupe ethnique, le niveau scolaire, le statut professionnel.

Les mobilités humaines ou les migrations sont une des principales caractéristiques de son histoire. Ainsi, Marcel Mauss (2004 [1925]) qualifierait probablement la migration d'un « fait social total », car c'est une activité qui a des implications dans toute la société, dans les domaines économique, juridique, politique et religieux (Olivier, 2008). On verra en conclusion de résultats que le phénomène social des pratiques de

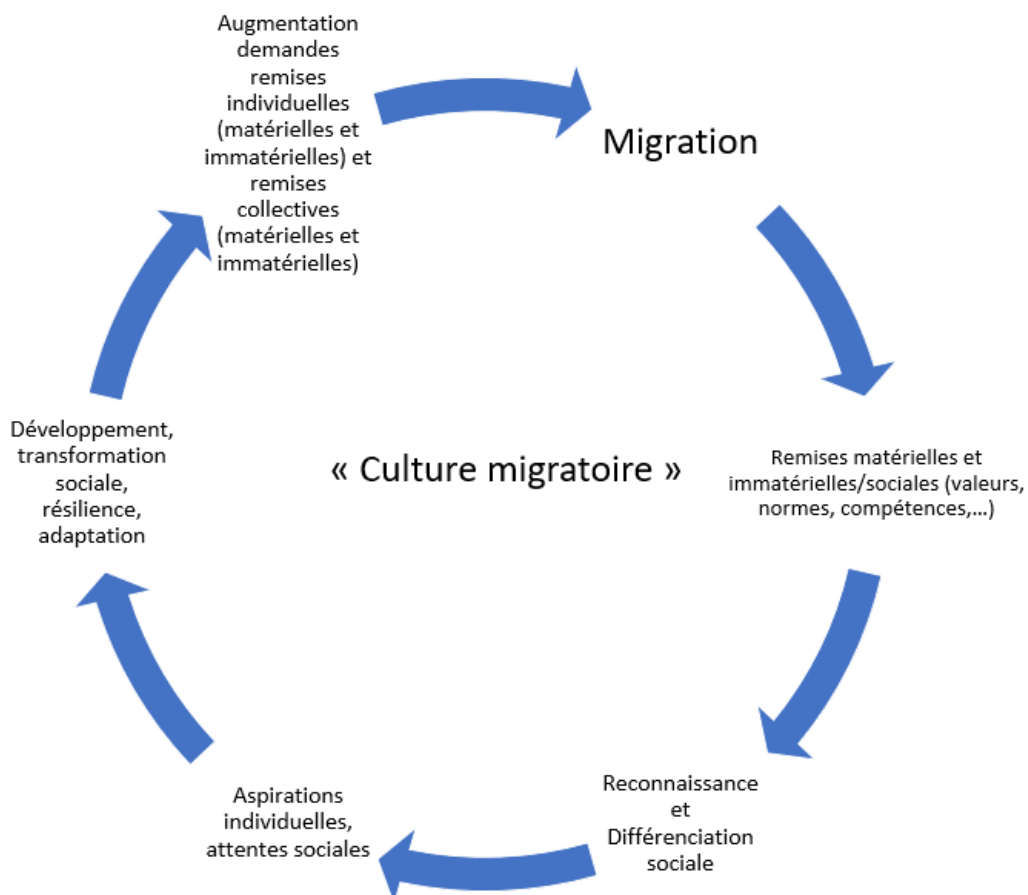
---

<sup>127</sup> Entretien n°9, femme de 28 ans, Bruxelles, septembre 2018.

<sup>128</sup> Résultat général basé sur nos enquêtes de terrain au Sénégal et en Belgique.

transferts qui découlent de la migration sont ainsi, à la fois une lutte pour le prestige, et un « système d'obligations » (Mauss, 2004).

Outre l'impact économique, la réussite des migrants crée souvent une image positive du migrant que les autres cherchent à imiter. Cela conduit à une culture de la migration (*migration culture*) (Massey et al., 1993 : 452). La culture migratoire fait référence à un développement dans lequel la migration contribue à un désir plus fort de biens de consommation et de statut social au sein d'une communauté. Les gens souhaitent souvent copier la *success story* des migrants<sup>129</sup> et veulent réaliser le même régime alimentaire, le même style de vie, les mêmes activités de loisirs et les mêmes commodités que leur voisin, leur groupe de référence ou leur société. Outre le désir de prestige social, la réussite des migrants influence de manière décisive les aspirations individuelles des autres et leur motivation à migrer (Stark et Taylor, 1989 ; Massey, 1998 ; Castles, 2009 ; Doevenspeck, 2011). Cette culture migratoire agirait ainsi sur la perception des populations de la migration comme une stratégie de développement individuel et communautaire, y compris d'adaptation aux changements environnementaux. La figure 7 ci-dessous illustre comment la migration se maintient.



**Figure 7 – Une culture migratoire ou la migration comme cause et conséquence du développement (source : auteur, inspirée de Castles, 2009 et van der Land, 2018 : 86).**

<sup>129</sup> Celle-ci n'est cependant pas aussi lisse que ce que les perceptions sociales laissent croire (voir chapitre 5 et 6).

**Le migrant international s'est progressivement imposé comme la nouvelle « figure de la réussite » sociale et économique**, remplaçant ainsi le fonctionnaire public comme symbole de l'accomplissement individuel (Dia, 2007, p. 3). Les *modu-modu*<sup>130</sup> (Ndiaye, 1998), comme on les appelle familièrement, sont célébrés dans des chansons sénégalaises comme des héros modernes, conduisant Riccio (2005) à conclure à un renversement des hiérarchies sociales traditionnelles.

La plupart des migrations sénégalaises sont des migrations de travail, et pendant de nombreuses années, c'était un phénomène masculin. Cependant, il faut souligner que, si la migration s'est imposée comme une **étape presque obligée de la trajectoire d'un jeune homme de cette zone**, cela n'est pas le cas pour les femmes. La mobilité internationale féminine reste fortement découragée dans la vallée (Kane, 2002 ; Dia, 2013 ; Mondain et Diagne, 2013), et cela à un plus haut degré que dans d'autres régions du Sénégal (Sall et collab., 2010). La migration indépendante des femmes non accompagnées est encore stigmatisée et souvent associée à la prostitution (Ba, 1995 ; Ebin, 1995 ; Ba et Bredeloup, 1997 ; Rosander, 2005). Une petite proportion est néanmoins qualifiée, comprenant des étudiants migrant vers l'Europe et l'Amérique du Nord, les pays du Maghreb et les États du Golfe, parfois les pays de l'ancienne Union soviétique, et de plus en plus la Chine (Kane, 2019 ; Dia, 2015 ; Bredeloup, 2014).

**L'émigration des épouses** pour réunification familiale fait également l'objet d'une opposition de la part de la famille et de la communauté d'origine, mais pour des raisons différentes. Les parents du migrant sont réticents à voir leur belle-fille rejoindre son mari car son départ représente souvent une perte en termes d'aide domestique ainsi qu'une diminution des transferts d'argent reçus par ceux-ci (cf. aussi Barou, 2001). La communauté locale craint quant à elle que le départ des femmes ne conduise inévitablement au dépeuplement des villages. Tant que les femmes demeurent au village, les hommes y sont attachés aussi (cf. Toma, 2014). En dépit des barrières qui entravent leur mobilité, certaines Sénégalaises prennent la route de manière autonome, et ces cas ont été récemment étudiés dans la littérature, par exemple celui des Mourides installées aux États-Unis (Ba, 2008 ; Babou, 2008) ou celui des commerçantes qui parcourent le globe (Bredeloup, 2012 ; Ebin, 1995 ; Rosander, 2005 ; Sarr, 1998). Cependant, ces femmes proviennent généralement d'un milieu urbain et sont le plus souvent wolof (groupe ethnique majoritaire au Sénégal).

Comparés aux migrants internationaux qui rentrent au pays, **les migrants internes sont moins perçus comme des exemples de réussite**. Ils ont souvent les plus belles voitures, les plus grandes maisons et ces signes extérieurs de richesse font que de plus en plus de jeunes sont prêts à partir à l'étranger à la recherche d'une vie meilleure (Ndiaye, 2014). La migration interne permet une « double-présence ». Quand les jeunes décident de **migrer en interne ou dans la région**, cela permet de garder un lien fort avec leur communauté d'origine lors d'événements sociaux importants et/ou lors de catastrophes environnementales. Ainsi, le **recours en termes de mobilité(s) permet de penser la dialectique migration-développement de manière englobante** et de prendre en compte les plus-values et les moins-values matérielles et immatérielles générées sur les territoires par ces mobilités (aussi ; Castles et al., 2014).

---

<sup>130</sup> Terme attribué aux migrants wolofs et mourides, abréviation de « Mamadou Mamadou ».

### Encadré 3 : Des figures mythiques de l'aventure migratoire

Plusieurs figures mythiques, faisant partie du patrimoine oral, perdurent aujourd'hui, avant tout sémantiquement, dans les représentations collectives au Sénégal. C'est ce que rapportent les travaux de Sylvie Bredeloup (2014) à propos des diamantaires sénégalais : chez les Soninkés et les Haalupaar, la « légende des diamantaires » aurait ainsi largement marqué l'imagination.

Cette légende est celle d'un groupe de commerçants provenant du département de Matam et partis « faire fortune » en « creusant le diamant », c'est-à-dire en travaillant comme extracteurs dans les mines des pays voisins (Bredeloup, 1994). Ils auraient été quelques centaines, en 1956-1957 à rejoindre les mines du Sierra Léone et une centaine à partir pour le Zaïre entre 1960 et 1970 (Amin, 1969 : 164 ; Bredeloup, 1993 : 205-232).

Dans les premières années des Indépendances, cette forme de départ, « partir pour chercher le diamant », a atteint massivement l'Afrique de l'Ouest et particulièrement les jeunes pour lesquels il s'agissait d'une « aventure pour faire fortune », avec une intention de retour permettant notamment d'obtenir davantage de pouvoir. S. Bredeloup (2014) explique également comment leur départ convoquait des figures emblématiques de ce qu'elle nomme des « pionniers de la migration », tel Samba Guelajo-Jeegi, héros de l'épopée et geste pulaar<sup>131</sup>.

### 3.4.3. Paysage des acteurs de développement dans les villages d'origine et la place des migrants

L'agenda des transformations villageoises<sup>132</sup> depuis deux décennies dans la plupart des grands villages du Fouta-Toro n'est que partiellement influencé par les migrants internes et internationaux.

On distingue deux niveaux d'organisation des populations, renfermant chacun ses composantes : le niveau village et le niveau communautaire (institutions sociales locales en fonction de l'appartenance à un groupe statutaire, l'âge, le genre...).

Le nombre d'associations dans un village haalpulaar de la moyenne-vallée du fleuve est impressionnant. Pour faire face aux incertitudes économiques et renforcer leur cohésion sociale, les communautés rurales ont développé des formes d'organisation d'entraide et de solidarité. Les transformations socio-économiques – notamment les processus de démocratisation et de libération économique – qu'a connu le Sénégal ont eu des répercussions sur le mouvement associatif en général et sur celui du monde rural en particulier. Malgré la présence d'un tissu associatif très riche et diversifié, la vie des organisations est confrontée à des difficultés de plusieurs ordres, et marque une certaine léthargie.

Les principales organisations villageoises sont à catégoriser dans les instances classiques de délibération du village et celles qui ont émergé plus récemment avec le paradigme de développement.

---

<sup>131</sup> La geste est une série de poèmes épiques racontant l'ensemble des aventures d'un héros. Plusieurs langues africaines où fleurissent les épopées ne séparent pas ces textes d'autres genres narratifs historiques. En pulaar, on emploiera *daarol* (récit du passé) et en wolof *jaaloore* (exploit) ou *cosaan* (origine).

<sup>132</sup> On paraphrase ici C. Quiminal (1991). « Transformations villageoises » est une partie du sous-titre de son ouvrage.

**Au niveau des instances classiques**, il y a **trois institutions centrales au village qui participent à la production du politique** : (1) le *batu wuro* (assemblée villageoise dirigée par le chef de village) ; (2) le *batu keerido* ou *batu hinde* (assemblée restreinte qui concerne les groupes statutaires, les *hinde*) ; et (3) le regroupement de l'ensemble des femmes du village<sup>133</sup> (*goomu rembe*).

On peut identifier principalement **quatre institutions de type périphérique** : les groupes d'âge (pelle, ou fedde, au singulier) ; les regroupements autour du repas du midi (le tumbudu, tumbuli, au pluriel) et les rassemblements autour d'un thé en journée ou en soirée (resp. *naalnde* ou *hiirde*). Il y a un processus de fabrication de l'opinion majoritaire autour des questions d'intérêt général dans ces diverses institutions villageoises. Si les cadres secondaires et périphériques remplissent une pluralité de fonctions sociales, ils participent aussi **à la définition des enjeux villageois globaux**. S'ils expriment des intérêts particuliers, c'est **surtout en vue de peser sur les décisions collectives, à un degré ou un autre** (Dia, 2015 : 335).

De manière générale, ces institutions restent encore ancrées dans le village. Cependant, elles ont longtemps tiré leur force d'un contexte particulier : une économie agricole basée sur la culture de décrue sur des terres fertiles. Les membres du *batu wuro* étaient alors les grands maîtres des partages des surfaces cultivables. Le pouvoir du *batu wuro* était basé sur le contrôle du foncier. La perte de la centralité de la terre dans l'économie locale travaille ces institutions. **L'essentiel des ressources** – domestiques comme nécessaires à la réalisation d'œuvres d'intérêt général – sont **désormais localisées à l'extérieur**. Ce basculement de l'économie locale charrie de **nouvelles hiérarchies** et suscitent des institutions requérant d'autres aptitudes (Dia, 2015).

Ceux qui détiennent les chefferies dans les villages peuvent être de quatre appartenances statutaires : les *toorobbe* (anciens cultivateurs et musulmans lettrés) qui ont pour chef le *Mawdo*<sup>134</sup> (ou encore *Elimaan Jakka*) et *sebbe* (guerriers) dirigés par un *Palimpa* dans les villages du Dande Maayo et sur la Route Nationale. Dans les zones agro-écologiques extrêmes du Dande Maayo et du Diéri, il y a respectivement le groupe des cubalbé (pêcheurs), spécialisés dans les activités liées à l'eau et le fleuve, dont le chef porte le titre de *Jaaltaabe*, et le groupe des Peulhs éleveurs (*Fuulbe*) dirigés par l'*Ardo*.

Si ces groupes statutaires ne détiennent donc pas toujours la chefferie dans les plus grands villages, ils ont constitué leur groupe statutaire par quartier. Au sein du *hinde* des *cubalbe* (pêcheurs), par exemple, sont décidés les tarifs de la traversée du fleuve pour se rendre sur la rive droite en Mauritanie et les dates de tenues d'institutions événementielles importantes. Parmi celles-ci, le *gubol*, qui est une chasse collective de toutes variétés de poissons, ou le *fifiira*, chasse collective aux crocodiles, devenue une cérémonie symbolique suite à la disparition des crocodiles dans le fleuve. Toutefois, le folklore en pirogues décorées est maintenu, afin de montrer les pratiques d'autrefois aux jeunes, notamment ceux en migrations (par les réseaux sociaux internet) ou par un retour temporaire physique au village pour l'occasion combinée aux navétanes. Une *fifiira* a été tenue lors du Festival à Sahel Ouvert organisée par une ONG française (GLOBE) à Mboumba en janvier 2020<sup>135</sup>. Le lien avec les animaux du fleuve ranime l'importance de la protection de l'environnement. Il y a, par exemple des incantations par le *jaaltabe* et les chants du pékan afin que les hypopotames passent leur chemin sans s'arrêter aux environs du village (et donc sans détruire les champs de cultures).

---

<sup>133</sup> Personne n'a pu dater la création de cette institution, mais les interlocuteurs aux villages pensent que les femmes se sont toujours regroupées. C'est aussi ce que Dia estime dans ses travaux (2015).

<sup>134</sup> Le chef de village est choisi à tour de rôle dans les différentes familles nobles issus des grandes lignées de marabouts du village, le plus âgé dans l'une d'entre elles est intronisé. Quand arrive le tour d'une famille, si la personne désignée n'est pas la plus âgée du village, le choix devrait porter sur une autre qui est restée longtemps sans fournir de chef. Toutefois, en pratique, plusieurs chefs de village *toorobbe* avaient dans la cinquantaine d'âge.

<sup>135</sup> Observations, notes de terrain 3.

Les décisions prises par le *binde* (groupe statutaire) engagent tous les membres du groupe qui le constitue : le chef, assisté des chefs de ménages de tous les *pooye* (foyers) et *galleeji* (maisonnées) qui se réclament d'une telle appartenance statutaire. De cette manière, le *binde* (groupe statutaire) joue le rôle d'instance de préservation des équilibres propres au groupe lui-même. C'est l'instance qui est sollicitée en cas de conflits entre ses membres, de tensions entre les couples, qui réunit des moyens en guise de soutien lorsque l'un des membres du groupe organise une cérémonie familiale ou religieuse importante (Dia, 2015).

A Soubalo, par exemple, le village est composé uniquement de membres qui se considèrent faisant partie du groupe statutaire des *soubalbe* (pêcheurs). S'il y habite une seule famille *maccudo*, le chef dit ne faire aucune distinction entre celle-ci et d'autres familles. Toutefois, il y a des lignages que les nobles du village considèrent comme historiquement inférieurs, et qui doivent aux familles fondatrices une certaine servitude traditionnelle. De manière à maintenir ces pratiques historiques, il est encore usuel de voir que les familles supérieures attendent des lignages inférieurs qu'ils soient aux petits soins lors de côtoiements ponctuels (par exemple, lors d'un passage, ou une visite imprévue ou à l'improviste à domicile) ou lors de festivités et de cérémonies de quelque nature elle soit (Observations, notes de terrain 1, 2 et 3).

Au niveau des **instances plus modernes**, on peut identifier :

**Les associations villageoises de développement (AVD)** Ces associations sont souvent dénommées sections ou comités villageois de développement. Elles regroupent l'ensemble des notables et personnes ressources du village. Les renouvellements sont rares du fait que certains membres occupent d'importantes positions dans la vie du village (marabouts, familles royales, imams). Les AVD ont pour principal objectif d'œuvrer pour le développement du village et servent d'interface entre la communauté villageoise et le monde extérieur. Les associations villageoises mises en place par les émigrés originaires de la vallée du fleuve Sénégal sont réputées les plus dynamiques dans ce domaine.

Compte tenu de la migration des hommes de cette zone dans plusieurs villes africaines, européennes et américaines, chaque association villageoise dispose généralement de sections dans les différents pôles d'attraction des ressortissants du village. Notons que les sections principales sont basées : au village-même, à Dakar, et à Paris (ou ailleurs en région francilienne). Chaque section est dotée de plusieurs commissions (entre 4 et 8), comme la commission religion, commission sport et culture, commission communication (qui s'occupe notamment des communiqués de presse lorsqu'une action ou un partenariat est conclu, en n'omettant pas de mentionner à quel migrant le mérite revient. Cette ramification des associations communautaires villageoises, suivant l'itinéraire des migrants, donne à ces regroupements un caractère transnational.

La plus ancienne Association villageoise de développement (AVD) dont nous avons eu connaissance a été créée à la fin des années 1950. D'autres sont beaucoup plus récentes, mais la plupart de celles de la région de Matam ont été créées dans les années 1970-80 (aussi Delville, 1991). Dans le département de Podor (Région de Saint-Louis), elles sont généralement plus jeunes d'une petite vingtaine d'années. A partir des années 1990, plus de 400 associations villageoises de développement étaient déjà répertoriées dans la région du fleuve (Daum, 1993). Nous n'avons pas trouvé de sources récentes d'estimations du nombre d'associations dans la région. Selon les dimensions des villages, l'ADV regroupe plusieurs villages ou au contraire a les limites d'un quartier, dans les grands villages.

Dans les villages constitués de plusieurs groupes statutaires ethniques, il existe aussi des associations statutaires, ce qui a développé une multipolarisation transnationale des villages. Les villageois sont parfois moins reliés à leurs voisins immédiats qu'à leurs propres satellites internationaux, organisés en associations gérant des « **caisses** » (*Kees*, en pulaar) financées par les cotisations mensuelles des migrants (autour de 15 euros/mois pour 'les travailleurs' en France et en Belgique). Ces « **cotisations** » (*piyye*) sont l'**élément**



**central de l'économie morale des communautés politiques villageoises**, chacune distribuant le pouvoir différemment entre citoyens et étrangers, entre libres et esclaves (ou artisans castés), et enfin entre citoyens ordinaires, électeurs et éligibles. Certaines associations villageoises ont des problèmes d'ententes et souffrent de crise de confiance entre les membres, ce qui résulte sur une faible présence lors des réunions villageoises et une difficulté de trouver des volontaires pour gérer les activités qui cadrent dans le développement villageois. C'est le cas notamment dans les villages avec un **faible taux d'émigration**, mettant **trop de pression sur les émigrés**, qui doivent déjà prendre en charge leur famille. Par exemple, les émigrés de Garly, principalement présents dans la sous-région<sup>136</sup>, participent à la cotisation mensuelle du village à hauteur de 1000 CFA. Celui qui vient voir sa famille fait le calcul de sa durée de séjour à l'étranger et verse ensuite le montant correspondant à l'association de Développement de Garly (ADG).

Pour Quiminal (1991) les premiers investissements (souvent des mosquées, mais aussi des puits) dans les années 1970-80, permettaient aux « vieux » de réaffirmer **l'attachement collectif des émigrés à leur village** et à ses valeurs, tout en consolidant leur pouvoir sur les migrants en imposant des cotisations élevées.

Cette **solidarité sous contrainte** repose sur un système de pénalité aux mains de conseils de notables qui fixent le barème des amendes assorties de pratiques d'exclusion du village. En définitive, si un conflit éclate pour non-paiement de cotisation, on pratique l'interdiction de fréquenter certains lieux (« embargo »), la séparation des villages (*fecere*), des puits, des boutiques... Pour échapper à cette spirale, des groupes de médiateurs (*masloobé*) se forment, qui cherchent des compromis par consensus (Schmitz, 2000). S'ils réussissent leur carrière morale d'arbitre et de faiseurs de paix, ces compétences peuvent les amener à devenir chefs à leur tour.

Comme l'explique le trésorier de l'AVD à Odobere, un migrant de retour de France en 2013, qui y a été 37 ans le trésorier de la section à Paris :

« Nous disposons de délégués dans chaque quartier et ce sont eux qui font remonter l'expression des besoins au niveau de l'association des émigrés. Nous avons fixé une règle selon laquelle tout émigré qui revient à Wodobéré doit apporter sa contribution dans la caisse villageoise. Les migrants qui sont aux Etats-Unis, en Espagne, en France, etcétera ont été informés de cette décision prise au niveau villageois. Les émigrés de chacun de ces pays disposent de leur propre Caisse qu'ils alimentent mensuellement »<sup>137</sup>.

Continuons sur ce cas typique. Les émigrés de Odobéré sont majoritaires en France par rapport aux autres pays d'émigration occidentaux. Là aussi, c'est la région parisienne qui abrite le plus grand nombre de ressortissants de ce village. Ils sont répartis en fonction des régions où il y a une caisse. Néanmoins chaque mois d'août, il se tient une assemblée générale au cours de laquelle tous les responsables des différentes caisses se rencontrent à Paris pour faire un bilan annuel des activités. Il existe un bureau national en France qui gère toutes les demandes de financement de projets au niveau local. On y trouve un chargé du dispensaire, de la mosquée, de l'éducation (collège, lycée), du forage etc. Chaque domaine d'intervention est dédié à un responsable qui s'occupe des tâches à accomplir pour sa bonne marche.

En principe, ni l'ethnie, ni la caste, ni la profession, ni le sexe ne sont des facteurs de cloisonnement. Cependant, à l'intérieur de l'AVD, des associations spécialisées peuvent se constituer. La plus fréquente est l'« Association des Femmes ». On doit aussi ajouter que la dispersion géographique ne l'est en principe pas non plus. La diaspora villageoise demeure structurée, plus ou moins fortement selon le degré de dispersion de ses membres, par les associations de village. Ainsi, l'Association de Mboumba, comme celle

---

<sup>136</sup> Seuls cinq maisonnées ont des membres qui ont émigré en Europe (en France, aux Pays-Bas et en Belgique).

<sup>137</sup> Entretien, Wodobere, région de Matam, janvier 2018.

des autres villages, vit des échanges réguliers qu'entretiennent entre eux ses membres habitant au village, à Dakar et à Paris, mais aussi avec des ressortissants qui vivent dans d'autres pays. Ceux-ci peuvent établir une section de l'ADV à partir d'un nombre estimé suffisant de migrants originaires du village originel (parfois déjà à partir de trois personnes). Afin d'obtenir le soutien de la plus grande partie de la population et des migrants vivant à l'étranger, les groupes villageois adoptent diverses stratégies. Tout d'abord, ils entreprennent **des projets très consensuels** : bâtiments religieux, projets d'infrastructures publiques (postes de santé, écoles, cimetière, etc.) (aussi Wade et Wade, 2018). Ensuite, ils évitent parfois de traiter avec la municipalité afin de ne pas donner l'impression de soutenir un clan politique local et préfèrent s'associer aux associations villageoises locales<sup>138</sup>.

L'importance des AVD pour la vie des habitants de la vallée du Fleuve est à la mesure de celle qu'a prise l'émigration dans les cinq dernières décennies (Reboul, 1987 ; Dia, 2015). A l'origine des AVD, ou plutôt des associations villageoises il y a généralement un projet social des villageois, organiser un système de protection mutuelle contre les aléas de la vie : la maladie, les démêlés avec la justice, une maison dévastée par un incendie ou une tornade, etc. Dans un deuxième temps, les AVD se sont lancées dans la réalisation d'équipements collectifs, fonctionnant comme une sorte de société en commandite. Les émigrés fournissent l'argent et les autochtones le travail, aidés du reste par les émigrés quand ils retournent au village, tous les deux ou trois ans ou parfois davantage. Ils groupent leurs vacances pour amortir leurs frais de déplacement (nos enquêtes, aussi Dia, 2015).

Les AVD **pallient donc depuis plusieurs décennies une carence administrative de l'Etat**, à laquelle ne suppléent ni les efforts d'administration parallèle de la société d'intervention : la SAED, en dépit de ses moyens, ni l'institution tardive des conseils ruraux où siègent représentants de l'administration et membres élus des communes. Dans cette région très éloignée de Dakar, mal desservie, sous-administrée, où les rapports sociaux les plus contraignants opposent les travailleurs émigrés à leurs employeurs étrangers, la **notion même d'Etat** a un contenu pour le moins différent de celui qu'elle peut avoir dans un pays industrialisé de longue date.

A l'origine aucune association villageoise n'avait de **statut ni de reconnaissance légale** : l'ADV s'autogère avec des formalités souvent réduites au minimum : des réunions régulières chez le plus ancien du lieu de résidence (hommage à l'ancienne hiérarchie), un homme de confiance pour gérer les fonds de l'association, des décisions prises collectivement. Si les nécessités d'une action particulière imposent une reconnaissance administrative, l'ADV se dote alors d'un statut écrit (nos enquêtes, aussi Wade et Wade, 2018).

**Les fonds de l'association villageoise sont à la mesure des disponibilités monétaires** de ses membres. Les ressources ordinaires sont constituées par des cotisations généralement mensuelles, variables selon les villages. La plupart des montants collectés (environ 70%) provient de la France. L'émigration y a été amorcée vers la fin des années 60. La sous-région (Gabon, Guinée-Conakry, Côte d'Ivoire, ...) continue à attirer des candidats à la migration, mais les cotisations, contributions aux projets collectifs et les remises d'épargne en provenance de ces pays apparaissent plus faibles que pour ceux qui ont pu émigrer vers des pays du Nord, comme la France ou la Belgique (aussi Dia, 2015 ; Wade et Wade, 2018).

Pour réaliser un projet de quelque importance, des **appels de fonds spécifiques sont faits**. L'argent des travailleurs émigrés est alors la ressource la plus courante. Mais d'autres ressources peuvent être obtenues auprès de l'administration sénégalaise, des services de coopération des pays étrangers ou encore des ONG. Ces ressources sont à la mesure des relations politiques et plus généralement sociales de l'association. La

---

<sup>138</sup> Lacroix (2009 ; 2014) l'observe également dans ses recherches pour les associations de migrants indiens et marocains.

situation des villages apparaît à cet égard extrêmement variable. Les aides apparaissent très inégalement réparties (aussi déjà Reboul, 1987).

Dans un contexte général où les engagements collectifs sont en déclin en France, il n'est pas probable que la situation des dynamiques translocales en Belgique serait différente de celle en France. Comme l'explique toujours le même trésorier de l'AVD de Odoboré à Paris :

*« Les jeunes d'aujourd'hui sont moins enclins à mettre leur argent dans les caisses de l'association, surtout ceux qui sont nés en France. D'autres refusent tout simplement de s'engager. En Belgique, on verra avec les jeunes, s'ils pourraient reprendre avec leurs parents, mais ce serait sans doute kif-kif comme en France (...) »<sup>139</sup>*

En résumé, **les associations des migrants** sont des acteurs très importants, voire incontournables au sein de leur communauté d'origine. Grâce à leur possibilité de capter des fonds et des projets dans le cadre de la coopération décentralisée, les associations villageoises et inter-villageoises apparaissent aussi comme des « courtiers »<sup>140</sup> qui captent et drainent des ressources de la coopération vers les localités d'origine (Daum, 1993<sup>141</sup> ; Blundo, 1995 ; Bierschenk et al., 2000 ; Dime, 2016). Elles jouent directement le rôle de médiation, de facilitation entre les structures formelles des systèmes ou des groupes qu'ils mettent en relation (Silverman, 1974 : 291 cité par Blundo, 1995). Ainsi, ces associations interviennent dans presque tous les secteurs sociaux de la vie de leurs communautés, allant jusqu'à se poser et à se positionner comme alternative face aux insuffisances, voire à l'absence des pouvoirs publics. De plus en plus légitimes, elles sont devenues des acteurs centraux dans la transformation sociale de leur localité, au point d'apparaître parfois « comme des concurrents voire des substituts aux structures étatiques et aux collectivités locales » (Dime, 2016).

D'autres organisations locales se multiplient dans les années 1980 (Jacob et Lavigne Delville, 1994).

**Les groupements de promotion féminine (GPF)** est le type d'organisation communautaire le plus répandu. Comme le nom l'indique, ces groupements sont exclusivement composés de femmes. Ils ont pour objectifs d'assurer aux femmes un certain leadership et, constituent un canal d'expression de leurs besoins. Les femmes sont réunies autour d'un seul Groupement de promotion féminine, souvent né ou du moins formalisé dans les années 1980, qui peut regrouper jusqu'à 1500 membres dans les grands villages. Des différends politiques gênent parfois le bon fonctionnement des activités, en particulier la mise en valeur du jardin maraîcher auquel s'adonne les femmes du village.

**Les groupements d'intérêt économique (GIE)** sont en général des organisations plus structurées que les GPF. Les GIE disposent pour la plupart d'un titre de reconnaissance juridique. Ils sont en général orientés dans des domaines d'activités spécifiques par rapport à leur expérience ou leur profession et se meuvent dans les activités génératrices de revenus.

L'émergence des organisations paysannes est une autre conséquence du désengagement de l'État dans la vallée du fleuve Sénégal. Schéma unique de participation des populations locales pour les bailleurs de fonds internationaux, ces organisations de producteurs sont suscitées, voire imposées. En fait, c'est le moyen de se décharger auprès des populations de la gestion d'aménagement hydro-agricoles, dont la rentabilité était déjà plus que douteuse. Ce transfert de responsabilités s'opère de manière précipitée, sans formation suffisante des apprentis gestionnaires. Il s'ensuit de profonds problèmes de gestion financière et technique,

---

<sup>139</sup> Entretien, à Odoboré, janvier 2018.

<sup>140</sup> Les « courtiers » sont les personnes au village ou à l'extérieur, qui sont les porteurs sociaux locaux d'un projet de développement qui constituent un groupe d'acteurs spécifiques, très important pour la dynamique des négociations autour de l'aide au développement. (cf. Bierschenk, Chauveau et Olivier de Sardan, 2000).

<sup>141</sup> Une étude réalisée en 1991 auprès de 105 associations d'immigrés originaires de la région du fleuve Sénégal, donne toute la mesure du dynamisme de ces structures. Les immigrés du bassin du fleuve Sénégal ont financé, en un peu plus de dix ans, 334 réalisations diverses pour un budget total de 43,5 millions de francs français (environ 8 millions de dollars EU) dont 38,5 millions de francs sur leur épargne et 5 millions de francs apportés par des ONG avec l'aide de bailleurs de fonds internationaux (Daum, 1993).

qui accentuent les mauvaises performances de l'agriculture irriguée depuis la désorganisation de la filière rizicole et la dévaluation du franc CFA en 1994<sup>142</sup>.

Prenant la forme juridique souple et peu onéreuse de groupement d'intérêt économique (GIE) ces organisations paysannes jouent un rôle incontournable dans l'agriculture irriguée. Outre qu'elles assurent maintenant le fonctionnement et l'entretien des périmètres irrigués collectifs, les organisations paysannes constituent un passage obligé pour l'accès au crédit institutionnel. L'obtention d'un prêt auprès de la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal ne peut se réaliser qu'à travers un GIE.

**Les associations de gestion des infrastructures et équipements sociaux de base :** Il s'agit des comités de santé, des associations de parents d'élèves (APE), des comités de gestion de forages et parfois, de comités de gestion de moulins. Ces associations sont créées à chaque fois que le village est doté d'un équipement ou d'une infrastructure d'utilité communautaire. Elles ont pour objet de veiller à la bonne gestion des ouvrages et biens collectifs. Elles sont mises en place à la suite d'une assemblée populaire et doivent être renouvelées, selon une échéance préalablement définie.

Notons que les « Caisses » de ces comités sont gérées par des volontaires défrayés. Ce sont des places souvent prisées, dans un contexte où le travail salarié est très rare. Certaines de ces caisses représentent des montants importants et leurs ressources financières sont parfois mobilisées à d'autres fins que leur objet social initial. Par exemple, la caisse du poste de santé de Thially, suite à l'encaissement des frais de consultations et de médicaments, participe aussi au financement des cérémonies religieuses, au forage et même le paiement des factures de l'électricité publique. « Ici c'est le village qui paie l'électricité publique, la mairie dit qu'elle n'a pas les moyens de le payer », explique le chef de village de Thially.

**Les associations sportives et culturelles (ASC)** sont des associations de jeunes orientées dans les activités sportives et culturelles. Il en existe une dans chaque village. Dans les grands villages, comme Oréfondé, on note une ASC dans chaque quartier, soit sept au total. Ces ASC sont affiliées à l'ODECAV (organe départemental de coordination des activités de vacances) de Matam. Les ASC participent au mouvement navétane durant les grandes vacances avec l'ODECAV. Cependant pour la plupart des villages dans le Dande Maayo, il est difficile de participer à ces activités du fait de l'éloignement des centres urbains et des contraintes liées au fleuve durant l'hivernage. Ces associations sont en principe mandatées pour assurer une animation sportive et culturelle au niveau du village. Elles se limitent de plus en plus qu'à la pratique du sport en particulier le football, et abandonnent la lutte traditionnelle, les courses de chevaux et de chèvres, les danses et chants traditionnels. De nombreux villageois affirment regretter ces nombreuses activités traditionnelles, signes de perte ou la pauvreté de la culture locale. L'ASC participe généralement aussi ponctuellement au développement du village notamment à travers l'organisation de podium de rap, des séances de sensibilisation sur la vaccination, des journées de consultation gratuite. Concernant le volet environnemental, le nettoyage du village (*set-setal*) trimestriel ou semestriel est une activité classique. Cependant, des sujets et actions comme le reboisement restent encore timides, malgré qu'ils soient très appréciés des ONG internationalisées et financées par des pays du Nord (pour la plupart européen) et de l'Etat. En effet, la sensibilisation aux aspects environnementaux semble souvent d'origine externe au départ. Nous y reviendrons dans le chapitre 2 concernant les demandes sociales envers la diaspora et le chapitre 5 concernant les pratiques translocales de la diaspora de ces villages en Belgique.

On peut trouver dans certains grands villages tels que Oréfondé des **sections de partis politiques**. Ces entités sont chargées d'assurer l'animation politique au niveau du village et de mobiliser les militants durant les joutes électorales. Ce sont actuellement surtout les jeunes adultes qui forment des groupes WhatsApp, qui suivent ou refondent des tendances politiques.

---

<sup>142</sup> Cette dévaluation du franc CFA en 1994 valorise le pouvoir d'achat des migrants en même temps qu'elle entraîne par comparaison le déclassement des fonctionnaires locaux (Dia, 2015 : 365).

Finalement, on observe aussi dans la plupart des villages, une **association des élèves et étudiants**, qui organise aussi de temps en temps des cérémonies de remise de prix pour les élèves du primaire et du moyen.

**Au niveau communautaire**, généralement plusieurs organisations communautaires sont présentes. A côté des associations villageoises classiques, il existe une association pour pratiquement chaque corps de métiers (producteurs, couturiers, coiffeurs, cordonniers, boutiquiers-commerçants, bûcherons, etc.). Il y a par exemple, une association de charretiers dans les plus grands villages chef-lieu de commune ; une association de vente en détail d'alimentation générale ; de groupements de femmes, groupement ou coopératives agricoles, etc. Ces organisations se regroupent et se structurent autour d'objectifs communs pour la défense de leurs intérêts.

- **Comité Local de Concertation des Organisations de Producteurs (CLCOP)** de la Commune (ex-communauté rurale, depuis l'abolissement de celles-ci en 2016 suite à la mise en œuvre de l'Acte 3 de la décentralisation Communauté rurale). Comme son nom l'indique, c'est un cadre fédérateur des organisations de producteurs de la Commune (depuis les années 2000). Il est aussi l'interface des OP auprès des partenaires. A ce titre, tout appui en faveur d'une OP membre du CLCOP est soumis à son aval. Ces comités locaux sont une forme d'organisation villageoise toujours existante que le Programme des services agricoles pour les organisations de producteurs (PSAOP1) de la Banque Mondiale avait développée antérieurement en partenariat avec l'Asprodeb (Clavel & Gaye, 2018).

- **L'Association regroupant les éleveurs de la communauté rurale** est chargée d'assurer le développement de l'élevage dans la communauté rurale. Elle veille à la bonne cohabitation de l'élevage et de l'agriculture et, représente la voix des éleveurs auprès des partenaires potentiels ;

**L'association villageoise de développement (AVD)** est généralement en contact avec le GPF, l'ASUFOR, l'APE<sup>143</sup> et le Comité de santé : les acteurs-clés des domaines d'investissement prioritaires des migrants.

Depuis les années 1970, **les acteurs extérieurs de la coopération internationale** sont de plus en plus nombreux, notamment ceux qui envisagent des partenariats avec les associations villageoises de développement et leurs sections multi-situées (qui peuvent constituer une OSIM) (aussi GRDR, 2014 ; Dia, 2015). Parmi les partenaires, on peut retrouver des partenaires de la coopération internationale multi-latérale (Union européenne, UNHCR, OIM, etc.), coopération bilatérale (principalement la France par l'AfD et son programme PAISD et l'Espagne par les programmes de l'AECID), des ONG d'envergure et de moyens très variables, des partenaires de codéveloppement et de coopération décentralisée (comme la Zarèse en Italie, ADOS<sup>144</sup>, la Maison des Yvelines, qui peuvent soutenir les autorités locales et le GPF). Enfin, parmi **les partenaires techniques de la Mairie** on peut citer l'USE/PIP (Union pour la Solidarité et l'Entraide à travers le Projet Intégré de Podor) qui mène un Programme régional de Nutrition, les Associations de Parents d'Elèves, la Direction de l'Équipement et de la maintenance des ouvrages hydrauliques, les Comités de gestion (du forage, du poste de santé, de l'école, etc.).

---

<sup>143</sup> Association des Usagers du Forage (ASUFOR), Groupement de Promotion des Femmes (GPF), Association des Parents d'Elèves (APE). (Cf. liste d'acronymes).

<sup>144</sup> Créée en 1985, l'ADOS –Association Ardèche-Drôme Ouro-Sogui Sénégal. Depuis 15 ans, l'ADOS est devenue une association d'appui au développement local et appuie des démarches participatives qui visent à faire émerger les demandes locales et à mettre en cohérence les différents projets d'un territoire. De la réponse à des demandes ponctuelles de type humanitaire, l'ADOS est passée à l'accompagnement de dynamiques locales. Les élus sénégalais établissent des liens directs avec leurs homologues français. L'ADOS assure la maîtrise d'œuvre des programmes de coopération décentralisée. Son rôle est d'accompagner l'identification, le montage et l'exécution de projets de développement à Matam.

D'autres acteurs du développement local sont surtout soutenus par les partenaires au développement étrangers (ex. Contrepart, Yaajendee de USAID, le PAISD, RETE Italie...), ainsi que des agences régionales et locales (SAED, ARD, BEL) et programmes spécialisés en soutien agricole (PRODAM, ANCAR...).

Remarquons que les autorités locales n'ont généralement pas de cadre de partenariat spécifique avec les migrants ressortissants du village. Il est important de souligner que dans nos villages **plusieurs acteurs de développement sont présents et se côtoient ou collaborent à des degrés variables** (voir le schéma de la figure 9 ci-dessous). Par conséquent, de nombreuses personnes endossent un rôle de représentation et se sentent concernés par les affaires publiques villageoises et communales.

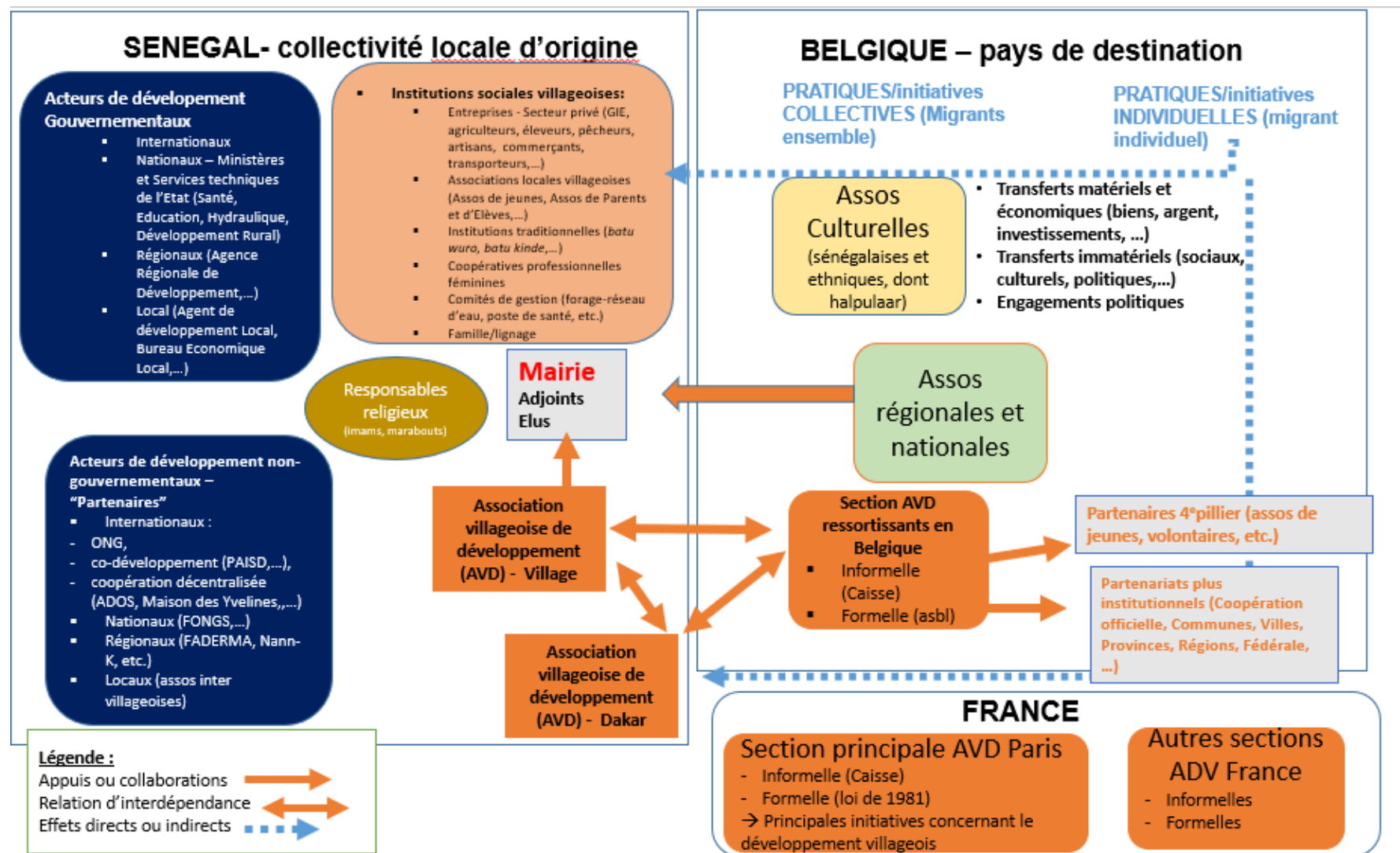


Figure 8 – Paysage des principaux acteurs transnationaux et translocaux entre les localités d'origine dans la région du Fouta-Toro et de destination en Belgique (Source : auteur)

## Chapitre 2.

# Le rôle des perceptions environnementales et attentes sociales des villageois envers les migrants internationaux

## 1. Introduction

Ce chapitre étudie comment les villageois perçoivent les effets des changements socio-environnementaux sur leur quotidien et leurs moyens d'existence dans leur village d'origine, d'une part, et leurs attentes et demandes sociales<sup>145</sup> envers leurs migrants internationaux par rapport à ces problèmes identifiés, d'autre part (Q 1 et Q 2).

Dans la littérature, des lacunes subsistent quant aux implications de la migration pour l'adaptation, en particulier dans les « *climate hotspots* » (Conway et al., 2019). Le Sénégal fait partie des pays les plus vulnérables au changement climatique. Le pays est un des 47 pays classés parmi « les moins avancés » en 2020 (IDMC et NRC, 2021 : 78)<sup>146</sup>. Dans cette partie, nous contribuons à cette littérature de manière empirique en fournissant une **analyse ascendante des perceptions** sur les effets des changements socio-environnementaux sur les conditions de vie et moyens d'existence. En lien avec ces perceptions, nous aborderons les attentes sociales par rapport aux migrants qui découlent de ces perceptions. Cela constitue une première étape pour contribuer, sur le plan conceptuel, à la compréhension des implications de la migration, ou des mobilités, pour l'adaptation aux changements environnementaux dans le village d'origine.

Cette démarche admet l'hypothèse que les émigrés évitent d'être stigmatisés socialement et se conforment dès lors généralement aux attentes sociales des membres de leur communauté d'origine, notamment par les pratiques de transferts (Carling et Hoelscher, 2013 ; Carling, 2014 ; Lacroix, 2016). Pour connaître ces attentes, il nous faut d'abord savoir quels sont les enjeux principaux dans les conditions de vie des villageois, et savoir comment ceux liés aux changements environnementaux (l'objet de ce chapitre 2). Ensuite, les pratiques en lien – ou en réponse directe – des transferts des émigrés pourront être analysés (chapitre 5). Cette analyse révélera alors aussi comment l'adaptation aux changements environnementaux fait partie des enjeux dans l'arène politique du village translocal. Par conséquent, les émigrés peuvent y jouer un rôle, plus ou moins directement politique, à travers leurs diverses pratiques de transferts<sup>147</sup> (chapitre 5 et 6).

Les études anthropologiques sur le changement climatique, et particulièrement l'adaptation, ont mis entre autres en exergue les implications culturelles du changement climatique (e.g. Crate et Nuttall, 2009) ; la perception et les réponses apportées par des individus confrontés aux impacts du changement climatique (e.g. Mertz et al., 2010) ; les ressources agissant sur la vulnérabilité et les capacités d'adaptation (Nelson et

---

<sup>145</sup> Les émigrés évitent d'être stigmatisés socialement et se conforme dès lors souvent aux attentes sociales.

<sup>146</sup> Il y aurait eu 3.300 nouveaux déplacés en 2020 à la suite de catastrophes naturelles (IDMC et NRC, 2021 : 78).

<sup>147</sup> Pour rappel, la Section 3.6 et sa sous-section « La dimension politique de l'adaptation et la résilience sociale translocale : les transferts politiques » traite de la littérature à ce sujet.



al., 2009 ; Crane et al., 2010). Comprendre l'impact et l'importance relatifs du changement et de la variabilité climatiques sur la vie rurale contemporaine au Sahel et ailleurs en Afrique aride n'est cependant pas simple (Mertz et al., 2008 ; Tschakert, 2007 ; Ziervogel et al., 2006). D'une manière très générale, cela est dû au fait que le climat n'est souvent, sinon toujours, **qu'un des nombreux facteurs qui influencent les stratégies d'adaptation** aux changements environnementaux (Adger, 1999 ; Eakin, 2000), car celles-ci se déroulent toujours dans le contexte de multiples pressions et perturbations des moyens de subsistance (Black et al., 2011 ; Leichenko et O'Brien, 2008).

Les prochaines sections de ce chapitre sont organisées de la manière suivante : d'abord, les éléments méthodologiques spécifiques aux terrains dans les villages enquêtés sont exposés ; ensuite, les résultats sont présentés systématiquement par secteurs, qui recouvrent les principaux domaines de moyens d'existence des villageois, à savoir, d'une part, les secteurs agro-halio-sylvo-pastorales (agriculture, pêche, élevage et embouche, domaine forestier); et, d'autre part, les secteurs non-agricoles. Afin de compléter l'analyse des attentes et demandes, le chapitre analyse brièvement celles qui concernent les infrastructures sociales et communautaires de base, à la lumière des changements environnementaux. Le chapitre conclut par une synthèse transversale des impacts environnementaux perçus et distillés de l'analyse sectorielle précédente.

## 2. Eléments méthodologiques

### 2.1. Méthodes de collectes et analyse des données

Les indicateurs élaborés jusqu'ici ont eu tendance à se focaliser sur les dimensions économiques et technologiques de la vulnérabilité, réduisant ainsi sa portée (Magan, 2009), alors que d'autres dimensions -sociales, institutionnelles, politiques et culturelles, notamment – sont tout aussi cruciales. Il est vrai que la disponibilité de données et la définition d'indicateurs fiables concernant ces derniers facteurs font souvent défaut. Par conséquent, la mesure de vulnérabilité dans son ensemble se révélera sans doute toujours inachevée tant les dimensions et sous-dimensions sont multiples et spécifiques en fonction des contextes. Percevoir la vulnérabilité, implique d'accepter le fait que les risques sont aussi le résultat de facteurs internes aux sociétés, et pas seulement le fruit du hasard (aléa).

Notre analyse de la vulnérabilité des communautés villageoises basée sur les perceptions environnementales des villageois et les incidences sur leurs moyens de subsistance s'appuie sur une **série d'entretiens conduits** entre 2018 et 2020, ainsi que sur des groupes de discussion et des observations **non participantes à des réunions d'associations villageoises**. Pour rappel, la liste des entretiens effectués, et des détails sur leurs modalités, sont repris en **Annexe 5**. Les entretiens conduits, 265 au total, sont semi-dirigés, et les guides utilisés pour ce faire sont consultables en **Annexe 10- A10.6 et A10.7**

### 2. 2. Identification des principaux problèmes environnementaux et socio-économiques

Une revue extensive de la littérature clé sur la situation environnementale et socio-économique de la moyenne vallée sénégalaise (e.g. Gaye et al., 2014 ; Lo et al., 2014 ; Sakho et al., 2019 ; Tandian, 2015 ; Bruckmann, 2018), et une étude préliminaire d'experts, ont été entreprises afin d'identifier les problèmes environnementaux et socio-économiques clés auxquels la moyenne vallée sénégalaise est confrontée. Le choix des variables retenues pour le guide d'entretien semi-dirigé a aussi été inspiré par la littérature publiée, qui nous a donné une première indication des questions potentiellement pertinentes.

La première partie portait sur les **moyens de subsistance**, car les conditions de vie sont souvent liées aux conditions environnementales (Blaikie 1985, Dahlberg et Blaikie 1999). Cependant, tous les aspects des moyens d'existence n'impliquent pas directement l'utilisation des ressources naturelles. Les variables incluses dans cette matrice ont été dérivées du concept de *household livelihood security* de Frankenberger et McCaston (1998) et du *sustainable translocal livelihoods approach* de Schöfberger (2017) :

- la sécurité alimentaire (la facilité à nourrir sa famille);
- le niveau et l'accès à l'éducation ; l'état de santé et son accessibilité ;
- la diversité ou le nombre de sources de revenus (notamment par la migration de membres du ménage) comme indicateur de la résilience des moyens d'existence ; ainsi que le nombre de ménages ayant des membres à l'étranger, en Europe (censés être plus 'aisés').
- des variables de la migration internationale sur les aspects communautaires, collectifs et politiques des contributions de la migration sont aussi incluses.

Les données issues de nos entretiens ont fait l'objet d'une **analyse thématique** (Weiss, 1995) autour des besoins et demandes sociales exprimés, de la perception et de l'utilisation actuelle des diverses *remittances*.

L'identification de ces thèmes est liée à l'exploration de deux de nos sous-questions de recherche, à savoir la cohérence entre les demandes émanant des villageois et l'offre proposée par les migrants internationaux, ainsi que les effets 'adaptatifs' des diverses remises à retombées collectives pour des groupes de personnes à l'échelle villageoise. Cette grille d'analyse a servi de base à l'exercice de retranscription des entretiens auquel nous nous sommes livrés, et une partie des résultats que nous en tirons est proposée sous forme de tableaux schématiques (repris dans l'Annexe 10- A10.6 et A10.7).

Une deuxième partie thématique comprenait des **variables caractérisant la végétation et les conditions environnementales**, qui pouvaient être des moteurs ou des effets de la dégradation de l'environnement. Les variables 'qualité des pâturages' et 'densité des arbres' se rapportent à la composition et à la qualité de la végétation. La variable 'précipitations' est considérée comme le paramètre climatique le plus significatif affectant la vie des gens ainsi que la dynamique des écosystèmes au Sahel (Hulme, 2001 ; Brooks, 2004). La 'disponibilité et l'accessibilité à l'eau' incluent l'eau de toute source, qu'il s'agisse d'eau de surface naturelle ou d'eau accessible par des puits et des forages. Après le fourrage, l'eau est une contrainte importante pour l'élevage du bétail et un facteur déterminant des itinéraires de transhumance. Finalement, le facteur de l'influence des barrages a aussi été repris dans cette partie du questionnaire.

La dernière partie thématique était axée sur **les pressions exercées par les pratiques de l'homme et le bétail sur l'environnement**, car le surpâturage et la surexploitation de la végétation sont des forces motrices très souvent citées pour la dégradation des terres et la désertification (par exemple, Sinclair et Fryxell 1985 et d'autres partisans du paradigme de l'équilibre, voir Herrmann et Hutchinson 2005). Les variables incluses étaient les facteurs : (1) humains (pratiques agricoles, barrages, etc.) et (2) animaux : bovins, petit ruminants (c'est-à-dire mouton et chèvre) et camélidés. Plutôt que de parler des troupeaux de leur propre famille, les participants ont été invités à décrire l'évolution de la quantité globale des cheptels et leurs effets dans leur communauté d'origine.

**La temporalité** des variables se concentrent, pour répondre à notre question de recherche, sur les **rente dernières années**. Toutefois, le contenu des grilles d'entretiens individuels et des entretiens collectifs comprend environ six décennies et commence par les années 1960. Nous y opérons une distinction entre « ces dernières années » = les 30 dernières années, et « auparavant » = au-delà d'il y a 30 ans. Cela a été expliqué aux répondants et participants lors des entretiens. Ensuite, les répondants peuvent évoquer des périodes temporelles plus longues, comme « avant » et/ou « après » les grandes sécheresses des années 70 et/ou 1984. Afin d'ancrer les matrices de variables dans l'espace (différentes évolutions peuvent avoir eu lieu à différents endroits le long de leurs itinéraires de transhumance), dans cette activité, nous avons demandé aux groupes de discussion de pasteurs de ne parler que de leur communauté d'origine comme leur lieu de référence le plus permanent. **Les participants aux entretiens collectifs** ont en outre reçu pour instruction de parler au nom de leur communauté plutôt qu'en leur nom personnel.

Nous avons utilisé l'outil du (co-)marquage de scores (*scoring*) des matrices de variables, qui est un instrument couramment utilisé dans la recherche participative (par exemple, Schoonmaker Freudemberger et Schoonmaker Freudemberger 1993, Leach et al. 2011). Pour chacune de ses variables, nous avons saisi des scores de 1 à 5, généralement avec les participants, sinon a posteriori lorsque d'autres éléments ont été spontanément abordés. Le nombre de croix par variable était donc limité à un maximum de cinq. Ces résultats et scores ont été enregistrés et gardés dans une base de données afin de pouvoir être analysés et retravaillés. Les scores ne doivent pas être considérés comme une mesure quantitative précise. L'intérêt réside davantage dans l'évolution des scores et dans les proportions. Une autre fonction de cette activité, outre la production de données semi-quantitatives analysables, était de concentrer la discussion entre les participants sur les thèmes pertinents et d'explorer le raisonnement derrière l'attribution des scores.

L'approche par entretiens semi-directifs nous a permis de mettre en lumière **la place de l'environnement dans l'expérience quotidienne** des répondants. Nous opérons une triangulation pour ancrer et démontrer les propos tenus à l'aide d'un point de vue subjectif extrait d'un entretien pour objectiver par les résultats d'autres sources de données (observations, entretiens collectifs, documents et articles de la littérature). Nous mettons l'accent sur les significations locales du climat et de l'environnement en examinant comment elles sont évaluées par les gens, dans un contexte de changements non seulement climatiques mais également multiples (comme aussi Romankiewicz et Doevenspeck, 2015).

Les connaissances de base acquises par l'**observation** ont été approfondies lors d'entretiens semi-structurés et via des entretiens de récits de vie (Bernard, 2002).

Ci-dessous nous résumons schématiquement les logiques principales qui sous-tendent le cadre méthodologique des enquêtes dans les villages ruraux au Sénégal (figure 10).

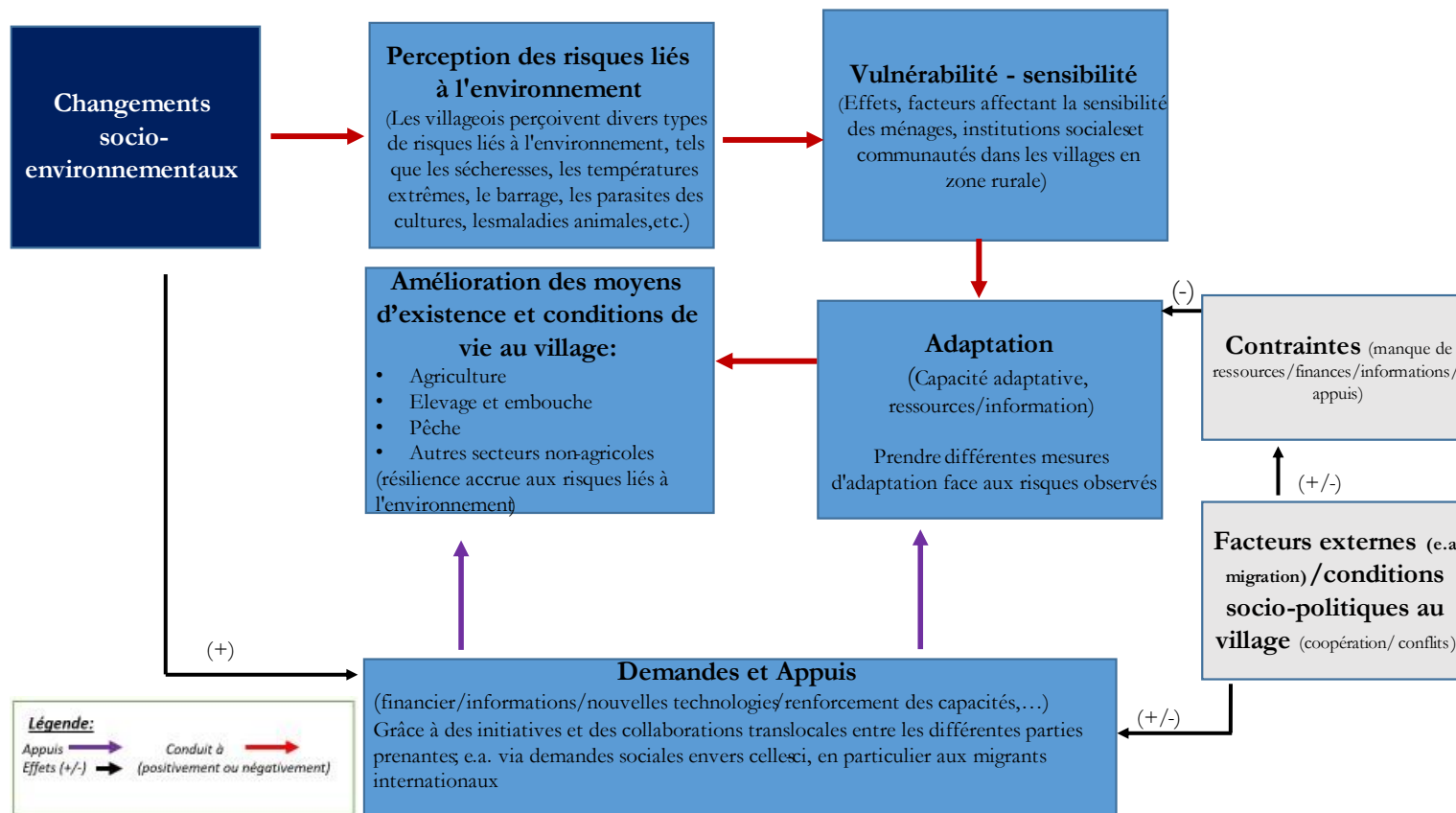


Figure 9 – Logiques principales sous-tendant le cadre méthodologique des enquêtes dans les villages ruraux au Sénégal (source : auteur, adapté de Abid et al., 2016).

### 2.3. Description de l'échantillon des acteurs 'villageois'

Cette section présente les caractéristiques socio-économiques et démographiques des communautés telles qu'elles ont été saisies par notre enquête auprès des membres de celles-ci. Le tableau 5 ci-dessous illustre certaines des caractéristiques de l'échantillon comprenant **256 répondants au total**. Les personnes interrogées ont été sélectionnées en fonction de l'âge, du sexe, du statut socio-économique, de l'origine ethnique et du lieu de résidence, couvrant ainsi la plupart des différences majeures au sein du village. Les ménages ont été sélectionnés en fonction des groupes sociaux susmentionnés au sein du village.

L'échantillon montre une plus faible population féminine interrogée dans les douze communautés (N=62), représentant ¼ de l'échantillon total. L'échantillon montre également un taux de personnes actives dans l'agriculture saisonnière élevé et un taux de chômage élevé. La plupart des répondants déclarent être des travailleurs indépendants, généralement ayant une occupation professionnelle dans le secteur informel. Une autre caractéristique importante est le faible niveau d'éducation. Sur le plan économique, le revenu mensuel était très faible et s'élevait en moyenne à moins de 100.000 CFA/mois (150 EUR/mois).

Les données ont été recueillies dans douze villages de la région du Fouta-Toro lors de trois terrains de recherche entre décembre 2018 et mars 2020, et auprès de **trois catégories de ménages : les ménages sans migrants, les ménages avec migrants internes et les ménages avec migrants internationaux**.

Les interlocuteurs 'membres villageois', complémentaires aux données des chefs et membres de ménages rencontrés pour cette analyse, sont de quatre types : chefs de ménage, villageois personnes-ressources ayant une fonction particulière de représentation dans une institution sociale et publique au village (associations, école, poste de santé, etc.) ; migrants de retour de l'étranger (de la sous-région africaine ou d'Occident) et des migrants internes (d'origine extérieure au village ou d'origine villageoise).

Afin de clarifier certains éléments thématiques ressortis dans nos entretiens avec les 'membres villageois', nous avons aussi éventuellement recours à d'autres personnes-ressources qui sont des partenaires de développement du village (repris dans la liste en Annexe-A10.1.). Occasionnellement, ces acteurs concernés par les thématiques couvertes, ont été inclus sur base d'une méthode de boule de neige.

Catégorie	Description	Nombre
Genre	Hommes	203
	Femmes	62
Age	14 - 30 ans	48
	30 -50 ans	99
	>50 ans	118
Connections familiales à l'étranger	Répondants avec membres à l'étranger - toutes destinations	140 <sup>148</sup>
	Répondants avec membres en Europe	98 <sup>149</sup>
Migrants de retour	Retour temporaire d'Europe	20
	Retour permanent d'Europe	38
	Retour permanent de la sous-région africaine	44
	Retour temporaire de la sous-région africaine	23
Migrants internes	Originaires du village (N=74)	74
	D'origine extérieure au village (N=32)	32
Fonctions au village	Répondants avec rôle ou fonction(s) publique(s) au village	99
	Principalement actifs dans le secteur agricole	147

**Tableau 5 – Nombre d'entretiens par types de profils effectués dans les 12 villages d'enquête de la région du Fouta-Toro.**

<sup>148</sup> Cela représente 53 % de l'échantillon total. En d'autres termes, plus de la moitié des répondants ont des membres de la famille dans un autre pays que le Sénégal.

<sup>149</sup> En d'autres termes, plus d'un tiers des répondants ont des membres de la famille qui vivent en Europe.

Des **entretiens collectifs** ont été réalisés avec 6 à 12 personnes dans chaque groupe. Nous avons différencié les groupes et les membres au sein d'un groupe par l'âge, le sexe, l'ethnie et le groupe socio-professionnel. Dans les villages enquêtés, au total, entre 2018 et 2020, nous avons mené **42 entretiens collectifs**, dont 30 focus groupes avec des hommes, dont 10 avec des personnes âgées de plus de 65 ans ; 10 avec des femmes et 1 mixte hommes-femmes ; 14 focus groupes avec des jeunes (moins de 30 ans), dont 5 avec des jeunes filles. Parmi ces groupes de discussion avec les jeunes, 8 groupes de discussion étaient menés avec des jeunes de moins de 22 ans (parmi lesquels 4 avec des filles). La grande majorité des participants pratiquent au moins l'agriculture saisonnière en hivernage, et complètent leurs revenus par des pratiques de maraîchage et de l'embouche ovine et bovine. Un aperçu plus détaillé par village se trouve à l'Annexe 5.



Catégorie de participants	Villages	Nombre (hommes)	Nombre (femmes)	Total d'entretiens collectifs (42)
Adultes > 30 ans	Thiemping	2	1	
	Thially	3	0	
	Garly	3	1	
	Dabia	3	1	
	Orefonde	4	2	
	Doumga Lao	1	0	
	Nouma	1	0	
	Vordé	0	1	
			21	5
Jeunes adultes < 30 ans)	Thiemping	1	0	
	Dabia	1	0	
	Soubalo	1	0	
		3	0	3
Jeunes garçons (< 22 ans)	Thiemping	2	0	
	Orefonde	2	0	
	Doumga Lao	1	0	
	Garly	0	3	
	Dabia	0	1	
		5	4	9
Mixte jeunes et plus âgées	Thiemping	1	1	
	Nouma	1	0	
		2	1	3
Mixte hommes et femmes	Dabia	/	/	1

Tableau 6 – Aperçu des focus groupes et entretiens collectifs menés dans la région du Fouta.

Des entretiens de **récits de vie (N=20)**, principalement avec des hommes (>70 ans) différenciés par leur ethnie, ont été menés. Ces enquêtes approfondies ont principalement porté sur l'évolution temporelle des conditions biophysiques, culturelles et socio-économiques des moyens de subsistance dans le village, dans le but d'obtenir des données permettant d'établir des chronologies couplées homme-environnement remontant à 1950, c'est-à-dire de découvrir (a) les événements généraux survenus dans le village, (b) le moment où certaines stratégies de subsistance ont été initiées, et (c) le moment où certains événements climatiques ont eu lieu et leurs effets sur la dynamique migratoire.

**Les entretiens semi-structurés (N=236)** et les discussions de groupe (N=41) ont été structurés de manière à ce que, pour chaque catégorie de questions, les personnes interrogées soient invitées à : (1) évaluer la situation actuelle (par exemple, la composition du ménage, la principale source de revenus, les possessions matérielles, le nombre d'animaux, la taille des champs ; etc.) ; (2) décrire les principaux changements (s'il y en a eu) au cours des 50 dernières années ; (3) évaluer les principales causes de ces changements (s'il y en a eu). Aucune indication sur l'importance du climat n'a été présentée aux répondants à ce stade afin de minimiser les biais dans les réponses. Finalement, (4) exprimer comment les membres de la communauté villageoise agissent pour faire face aux problèmes relevés, et, ce qu'ils attendent des migrants internationaux (même dans les cas où les répondants n'avaient pas de membres à l'étranger dans la famille).

À la fin des entretiens et des discussions de groupe, les personnes interrogées ont été invitées à évaluer leur perception du changement climatique et de l'environnemental en général, ainsi que les impacts perçus de ce changement sur une série de paramètres de subsistance, de ressources naturelles et d'aspects sociaux. Lorsque les **impacts étaient jugés négatifs**, les répondants devaient expliquer les mesures d'adaptation qu'ils avaient prises pour réduire ces impacts. Nous avons posé des questions sur l'impact de la migration internationale sur leur vie quotidienne. Ensuite, nous les avons interrogés sur les différents types de transferts (*remittances*). Nous leur avons demandé d'évaluer **l'ampleur et l'utilisation finale des transferts de fonds individuels et collectifs** - tant matériels (fonds, équipements) qu'immatériels (transferts sociaux, politiques et culturels) - en termes de contributions à l'amélioration de leurs conditions de vie et, finalement, de la manière dont ils ont aidé à développer des stratégies de survie et d'adaptation aux impacts environnementaux négatifs.

Environ la moitié des entretiens ont été menés en pulaar, la langue locale, avec l'aide de deux chercheurs Haalpulaar, qui les avaient enregistrés numériquement et retranscrits ensuite. J'ai délégué aux collègues haalpulaar la plupart des entretiens avec les personnes qui ne parlaient pas ou insuffisamment le français.

Méthodes	Thèmes couverts	Temps d'acquisition des données	Portée temporelle couverte	Densité quantitative
<b>Observation Participative</b>	Vie quotidienne ; diversification des moyens de subsistance ; composition, revenus et pratiques des ménages ; menaces pour le bien-être ; Rôle de l'agriculture ; Impact des transferts de fonds individuels et collectifs des migrants et des projets - aspects politiques ; Impact des projets d'autres acteurs du développement.	Janvier-février 2018 (terrain 1) Février-mars 2019 (terrain 2) Janvier-mars 2020 (terrain 3)	Enjeux contemporains	Présence constante dans le village
<b>Entretiens semi-structurés</b>	Changements économiques, culturels et biophysiques au fil du temps ;	Idem	Avant 1970	236 dans le Fouta
	Cause des changements		Les 50 dernières années	Différencié selon l'âge, le sexe, le statut social, l'origine ethnique, le lieu de résidence.
	Réponse adaptative aux changements dans le temps ; Perceptions de l'environnement et du climat Composition, revenus et pratiques des ménages – attentes ; Menaces sur le bien-être.		Enjeux contemporains	
<b>Récits de vie</b>	Expérience de la migration et liens avec les changements environnementaux		Vie passée	20 dans le Fouta (plupart âge >65)
<b>Entretiens collectifs/Focus groupes</b>	Changements économiques, culturels et biophysiques au fil du temps ;	Idem	Les 50 dernières années	41, dont 10 avec personnes âgées (>65 ans) ; Différencié selon l'âge, le sexe, le statut social, l'origine ethnique, le lieu de résidence.
	Cause des changements		Enjeux contemporains	
	Réponse adaptative aux changements dans le temps ;  Représentations de migrants ; Demandes sociales des non-migrants/villages ; Événements socio-économiques et culturels dans le village ; Événements climatiques au village		Avant et après 30 ans  Enjeux contemporains	

**Tableau 7– Terrains dans le Fouta-Toro - Synthèse des méthodes appliquées, des thèmes et de l'étendue temporelle couverts, et de la densité quantitative.**

### 3. Résultats par domaine de moyens d'existence dans les villages

#### 3.1. L'agriculture

##### 3.1.1. Le poids des effets environnementaux clairement perçus sur l'agriculture

*Celui qui refuse de cultiver va marcher plus loin que son chemin*<sup>150</sup> [Proverbe Haalupaar] (Tandian, 2003 : 148)

Dans le secteur de l'agriculture, la région dispose de terres cultivables de bonne qualité et en quantité importante. Le potentiel aménageable pour la région de Matam est estimé à 55 000 ha sans compter la possibilité de développer trois systèmes de production : (1) l'agriculture pluviale, (2) l'agriculture de décrue qui se fait sur les terres inondables du fleuve Sénégal, au niveau de ses défluent, sur les mares et bas-fonds ayant retenu l'eau de pluie de façon naturelle ou artificielle ; (3) l'agriculture irriguée qui se développe avec l'appui de la SAED<sup>151</sup> et du PRODAM<sup>152</sup> dont les expériences développées en matière d'aménagement (PIV<sup>153</sup>, PIP et SIPA<sup>154</sup>) constituent aussi des acquis à capitaliser dans la perspective d'intensification et de modernisation de l'agriculture et de l'élevage, deux principaux leviers de développement de la région.

Les céréales cultivées (mil, sorgho, maïs, riz) répondent principalement à un souci de subsistance. Tandis que les autres spéculations de la décrue et de l'irriguée (patate douce, produits maraichers et légumineuses) sont pour la grande partie réalisées comme productions de rentes.

Depuis le début des années 1970, plusieurs sécheresses ont été enregistrées, rendant la culture sous pluie risquée et le niveau de la crue annuelle imprévisible malgré les efforts de stabilisation des débits aux barrages de Manantali et de Diama. La plupart des répondants affirme que **les crues étaient assez fortes avant les grandes sécheresses**, et encore **davantage avant la construction du barrage**. Cependant, les personnes âgées interrogées affirment qu'ils pouvaient généralement gérer ces crues pour avoir des récoltes en suffisance pour nourrir la famille quasiment toute l'année. Boutillier et al. (1962 : 12) ont mesuré celles-ci entre le début du 20<sup>ème</sup> siècle et 1960, et ils ont trouvé que la plupart des crues étaient « moyennes-fortes ». Notons aussi qu'en 1944 « une crue catastrophique » causa la famine dans la vallée.

Un des problèmes majeurs de **gestion agronome**, selon les agriculteurs, est de savoir comment cultiver les *kolongal* : « *il faudrait lâcher l'eau du Fleuve un peu plus tôt, avant les pluies en hivernage, pour prolonger l'humidité dans le sol* », explique un agriculteur originaire de Dabia, qui cultive le long d'un bras du Fleuve (*Mbarguou*, en langue pulaar). Cependant, aucun agriculteur rencontré ne pense être capable d'influencer les politiques du barrage, même en s'organisant et en mettant la pression sur les hommes politiques via des membres dans la diaspora.

<sup>150</sup> En langue pulaar originale : *So gorko saliima remde ma o yab ko bari casol mum* (Tandian, 2003 : 148).

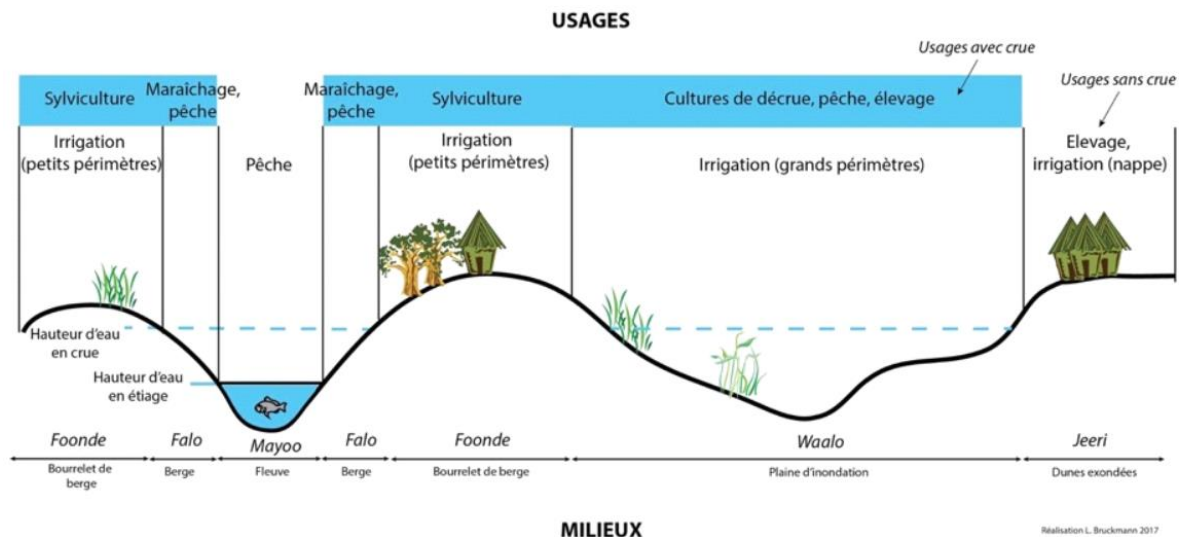
<sup>151</sup> SAED : Société d'Aménagement et d'Exploitation du Delta du Fleuve Sénégal (SAED).

<sup>152</sup> PRODAM : Projet de Développement Agricole de Matam, qui vise à rétablir la confiance dans le secteur agricole, notamment en instaurant de périmètres horticoles de maraîchage – les SIPA).

<sup>153</sup> PIV : Périmètre Irrigué Villageois, axé sur des campagnes agricoles dans le Waalo, basées sur le riz en hivernage et le maïs, oignons...hors hivernage.

<sup>154</sup> SIPA : Société D'intensification de la Production Agricole, qui est système d'irrigation moderne avec pivots, axé plutôt sur le Diéri « (...) ces dernières années le décor y a changé avec les SIPA » ; établi pour répondre à des commandes, notamment de nouveaux produits agricoles comme les pommes de terres, qui sont intégrées dans la culture maraîchère. Chaque périmètre fait 40 ha ; 30 ha exploitable et 10 ha pour des investissements, comme des magasins phytosanitaires). Au total : 40 ha dans 45 villages de la région de Matam. (Entretien, Planificateur chez PRODAM, février 2019).

Le maximum de la crue est atteint généralement, vers septembre dans la région de Matam. La fin des pluies marque le début de la décrue. Avant la construction du barrage de Manantali, le régime des crues dépendait surtout des pluies tombant sur le bassin versant dans le Fouta-Djalon. D'une année sur l'autre, il pouvait y avoir entre les crues des différences considérables qui conditionnaient étroitement les superficies disponibles pour les cultures de saison sèche. La construction du barrage a permis de réduire ces différences, ce qui est un élément souvent perçu positivement par les populations. Les paysans peuvent encore distinguer, mais en moindre mesure, des crues fortes, moyennes ou faibles suivant le niveau qu'atteint l'eau au-dessus de l'étiage.



**Figure 10 – Activités pratiquées dans la plaine inondable du fleuve Sénégal. Les ressources en eau (irrigation et crue) se combinent et accroissent les potentialités d'activités (Source : Bruckmann, 2018b : 12).**

Dans l'organisation de la production de la zone de l'étude, **l'unité de production et/ou de production est le ménage (pooye, et foyre au pluriel)**. La gestion des terres du ménage est sous le contrôle du chef de ménage. Le système foncier coutumier est toujours en vigueur à côté des lois modernes qui régissent les terres. Dans le système traditionnel, la majorité des terres était détenue par les propriétaires appartenant aux classes nobles (e.a. *Tooroobé* et *Sebbé*) qui pouvaient octroyer des droits d'usage moyennant certaines formes de redevance (*l'assakal* ou *dime*). Ces droits traditionnels pratiqués principalement sur les terres les plus fertiles du walo que sur celles du Diéri qui étaient d'un accès plus libre. Malgré l'entrée en vigueur de la loi 64-46 du 17 juin 1964 sur les domaines nationaux, la pratique de ces deux formes de droits peut entraîner des situations conflictuelles. Cela a été observé dans la plupart de nos villages étudiés.

De nombreux ménages ne se reposent plus sur l'agriculture comme moyen de subsistance principal. Les membres de tout âge confondus (sauf jeunes enfants) pratiquent l'agriculture plutôt comme complémentaire aux différentes ressources dont dispose le ménage. Les changements environnementaux en sont une des causes, mais clairement pas identifiés par nos répondants comme la seule, ni souvent pas comme la principale cause de la déchéance agricole dans le Fouta-Toro. En effet, une majorité des répondants dans nos villages restent convaincus que des rendements agricoles suffisants qui permettraient une vie décente au village, sont possibles. Toutefois, pour la grande majorité, les conditions environnementales et économiques actuelles, sont insuffisantes pour permettre un travail champêtre qu'ils estimeraient humainement décent.

Les paysans communiquaient quasi-systématiquement d'abord leurs plaintes liées aux conditions socio-politiques et économiques. Dans un second narratif, de nombreuses raisons environnementales, parfois

explicitement mis en lien avec le changement climatique, étaient mises en avant pour expliquer l'abandon ou la sous-exploitation agricole dans la plupart des localités étudiées.

Avant les politiques gouvernementales déployant la culture irriguée dans les années 1980, deux types de culture étaient pratiqués par les populations en fonction des saisons. Durant la saison des pluies, ce sont les terres du *jeeri*, situées dans les hautes berges exondées, qui sont exploitées par les paysans. En saison sèche, celles du *maalo*, zones basses inondables, font l'objet d'exploitation de décrue, après le retrait des eaux. La production de ce dernier type de culture, malgré son importance, demeure irrégulière à cause des variations des crues (Boutillier et Schmitz, 1987 ; Bruckmann, 2018a ; 2018b).

**La culture sous pluie n'est quasiment plus pratiquée**, à cause des variabilités et du déficit pluviométrique depuis les grandes sécheresses (1969-1974, 1983-1985). En outre, la dégradation des sols était souvent mentionnée, en deuxième lieu. Les causes perçues pour la dégradation des sols dans les zones exondées (le *jeeri*) étaient principalement la déforestation, et, rarement avancé, le surpâturage. Cela s'explique probablement en partie par le fait que la plupart de nos répondants dans les zones du *jeeri* sont des (agro-)pastoralistes éleveurs de bétails et de cheptels peuls (*riimbe fuulbe*). Ceux-ci ont une relation sacralisée et affective avec leurs animaux, qu'ils peuvent très difficilement remettre en cause. Ils considèrent souvent leurs vaches comme faisant « partie de la famille élargie », comme plusieurs l'ont exprimé<sup>155</sup>.

**La culture de décrue est encore beaucoup pratiquée, mais** « n'est plus ce qu'elle était, depuis la construction des barrages en amont et en aval du fleuve à la fin des années 1980 ». La variabilité des précipitations (sécheresses et inondations, respectivement "trop peu" ou "trop à la fois") est considérée comme faisant également beaucoup de tort à la pratique culturelle de décrue. C'est aussi le constat de Lavigne-Delville (1991 : 94-95) : « La sécheresse a aussi eu des répercussions sur les cultures de décrue [...] la crue est plus faible et plus aléatoire, et les surfaces cultivables en décrues ont largement régressé. »

Également perçue comme affectant le niveau d'eau du fleuve, les superficies de terres inondées auraient diminué, résultant en moins de parcelles disponibles à se partager pour cultiver en saison sèche, lors de la décrue du fleuve. **La dégradation des sols** dans les zones inondables (le *Waaloo*) est considérée comme principalement causée par les produits chimiques/pesticides diminuant la qualité des sols agricoles. Plus rarement sont évoqués le facteur de surexploitation, en négligeant l'importance des pratiques de mise en jachères de terres exploitées. Ensuite, sont remis en cause les barrages hydro-électriques suspectés retenir les sédiments organiques en amont du fleuve en provenance des forêts guinéennes du Fouta-djallon. Ces facteurs de **dégradation des sols** sont généralement perçus comme ayant contribué fortement à diminuer les revenus des agriculteurs en compromettant les rendements agricoles. De nombreuses femmes, dont le mari est parti en migration, sont devenues vendeuses de produits maraîchers ou jettent leur dévolu sur le 'petit commerce' (comme la vente de lait en poudre). Elles expliquent que l'agriculture n'est plus rentable et, dès lors, se sont mises au commerce.<sup>156</sup>

Ces formes culturelles ancestrales, considérées de plus en plus obsolètes, sont remplacées de manière croissante – mais toujours insuffisante, selon tous nos répondants - par la culture irriguée (agricole ou maraîchère). Celle-ci constitue une pratique d'adaptation majeure dans le domaine agricole. **Le lien le plus évident au niveau des initiatives collectives de la diaspora, d'une part, et des retombées collectives d'adaptation agricoles, d'autre part, se matérialisent probablement par les forages hydrauliques** (souvent co-financés), qui servent notamment à arroser les petits jardins dans les parcelles d'habitations privées via les robinets qui y sont installés.

<sup>155</sup> Focus groupe, village peul dans le *Diéri*, Tourguénol, février 2019.

<sup>156</sup> Focus groupe de femmes au marché de Thiemping, janvier 2018.

Les travaux de Lavigne-Dellville (1991 : 94-95) expliquaient clairement l'influence de la pluviométrie et des sécheresses sur la désorganisation de l'ensemble du système agro-halio-pastoral :

« La pluviométrie moyenne y était de 500 millimètres avant la sécheresse (moyenne 1930-1960) ; elle est tombée depuis à près de 250 millimètres (moyenne 1972-1984). Parallèlement, les variations entre les années se sont creusées. 300 millimètres constituent, en général, la limite pour les cultures pluviales. Le risque sur les cultures pluviales, déjà élevé avant la sécheresse, et donc devenu crucial. La production sur *foonde* est faible, souvent quasiment nulle. Plus en aval, vers Podor, les cultures pluviales ont même presque disparu. »

Dans la gestion des cultures agricoles, nous avons pu observer un certain nombre de **stratégies d'adaptation spécifiques**. Certaines sont classiques et anciennes comme l'irrigation des cultures, la modification du calendrier de préparation des terres et de la plantation, le stockage des céréales, et le recours au métayage (*rem-peccen*, en pulaar). L'ampleur des transferts de fonds permet, par exemple, **d'embaucher des travailleurs journaliers**. Ces dynamiques dépendent du temps que les migrants passent au loin, et souvent de leur **destination**. Elle dépend rarement du fait de l'expérience accumulée par les migrants qui aiderait la famille à se doter de capacités toujours plus grandes. La raison est simple : les migrants internationaux sont souvent moins actifs dans le secteur agricole en contexte migratoire qu'ils ne l'étaient avant leur départ. D'autres stratégies d'adaptation semblent parfois contradictoires dans les discours et les pratiques. Par exemple, un discours courant prône la diversification des cultures et les cultures intercalaires et la rotation des cultures (*jachère*), et l'augmentation de la taille des exploitations privées (en GIE). Pourtant, de nombreux ménages dépendent en partie des projets de périmètres irrigués villageois (PIV) aménagés par la SAED qui consiste en l'irrigation de monoculture de riz sur des parcelles (entre 0.25 et 0.5 ha) jugées trop petites pour pouvoir nourrir un ménage (*foyre*) toute l'année.

Les activités de jardins maraîchages des femmes regroupées en Groupement de Promotion de Femmes (GPF) semblent aussi une **stratégie d'adaptation nécessaire**, bien qu'elles ne semblent pas nouvelles. C'est aussi ce que confirme la présidente du groupement des femmes agricultrices de Thially Soubalo :

« (...) Non, même au moment où il pleuvait beaucoup et qu'il y avait des eaux de crues on faisait cette activité de jardinage. A un moment nous avons voulu nous regrouper et être plus autonomes pour aider nos maris dans les dépenses quotidiennes »<sup>157</sup>.

Ces regroupements de femmes ne bénéficient généralement pas de soutien de la part de l'association de ressortissants pour le développement villageois. Certains regroupements n'avaient pas non plus explicitement sollicité la diaspora pour l'exploitation agricole des femmes.

Dans la même veine contradictoire se situe ce qu'avance la plupart des représentants agricoles et agriculteurs, à savoir **l'utilisation d'engrais organiques**, alors que les engrais chimiques sont aujourd'hui davantage utilisés. Il y aussi le problème **des semences commerciales**<sup>158</sup> achetées 'en aveugles' (sans garantie, ni traçage de l'origine), qui sont vendues par des intermédiaires privés comme des variétés tolérantes à la sécheresse ou à maturation précoce. Pourtant, aussi bien les *leaders* que la plupart des

<sup>157</sup> Entretien, Thially soubalo, janvier 2018.

<sup>158</sup> Les semences commerciales s'opposent aux semences paysannes. Ces dernières comprennent à la fois les semences traditionnelles et les semences locales, ainsi que les nouvelles semences développées par les paysans à travers la sélection ou d'autres méthodes de sélection et qui sont adaptées, cultivées et entretenues localement. Les semences paysannes sont conservées, produites, utilisées et échangées librement par les paysans sans aucune restriction (Enda Pronat). Les variétés reproductibles (anciennes ou plus récentes) capables de transmettre leurs caractéristiques à leur descendance, sont de plus en plus rares, ce qui constitue une source de préoccupations pour les villageois et les migrants. Les variétés hybrides F1 sont de plus en plus commercialisées et causent parfois de mauvaises surprises à la seconde en F2 (2<sup>ème</sup> génération).

cultivateurs étaient conscients de l'importance des banques semencières et ils déploraient la perte graduelle de celles-ci. Ils ne voient pas le rôle que les migrants joueraient actuellement à cet égard.

Plus fondamentalement, il s'agit d'un débat sur la place de ce qui doit rester disponible et résister à toute forme d'appropriation et de privatisation, comme l'eau et les semences<sup>159</sup>. Ces discussions renvoient finalement à des **idéologies politiques classiques**, comme le sont les jardins communautaires, qui sont selon certains répondants des héritages marxistes des années 1960-70, qui ne suffisent plus pour vivre dans une société capitaliste. Dans les cadres néolibéraux, bien que des contraintes matérielles existent, et la croissance démographique souligne les limites, le principal problème réside dans un système sous-productif qui découle d'une **allocation sous-optimale des ressources** (Scoones et al. 2019 : 234).

En ce qui concerne les stratégies par rapport à l'**information agricole**, ce sont plutôt les agents des **diverses agences** (Agence Régionale de Développement, SAED, Agence de Développement Local) et ceux employés par les programmes et projets d'organisations internationales (Programme Alimentaire Mondial, ONGs, ...) qui sont consultés par les agriculteurs, plutôt que les migrants. Encore relativement rares sont les agriculteurs qui disent accéder aux informations sur les prévisions météorologiques, et encore moins aux systèmes d'alerte précoce, qui sont clairement et généralement méconnus par les populations. Les recherches menées dans le cadre de PRISE ont montré que le manque de services d'information sur le climat au Sénégal et au Tadjikistan, en particulier de systèmes d'alerte précoce, peut constituer un **obstacle important à l'adoption d'une action climatique** par les agriculteurs. Ainsi, la fourniture de services d'information sur le climat, d'une aide gouvernementale et d'un soutien ciblé à l'adaptation permettrait, selon toute vraisemblance, d'accroître considérablement leur capacité d'adaptation (Crick et al., 2018).

### **3.1.2. Des attentes familiales importantes auxquelles s'additionnent des demandes sociales**

Dans certains villages, qui ont un nombre relativement important de migrants internationaux, ces derniers sont considérés comme **importants pour leurs interventions dans le domaine agricole**. Comme l'illustrent les propos de cet agriculteur d'un village en bordure de fleuve (dans le *Dande Maayo*), avec de nombreux migrants en France. Ceux qui veulent lancer une campagne agricole et qui n'ont pas émigrés se débrouillent en vendant du bétail ou des ovins, sinon ils ont recours aux prêts bancaires qu'ils tenteront de rembourser après la récolte. Nombreux sont les ménages (*pooye*) qui craignent le cycle de l'endettement, comme l'illustrent les propos d'un agriculteur et chef de ménage, dont le frère a émigré en France :

« [Dans le domaine agricole], ce sont les migrants qui nous ont appuyé dans l'aménagement de nos parcelles. Quand on cultive et qu'on ne s'en sort pas, ce sont eux qui paient les dettes pour nous. Ils aident aussi pour l'achat d'aliments de bétail, car comme vous le constatez, il n'y a pas de pâturage pour le cheptel. En définitive, nous sommes très dépendants des envois des migrants car auparavant, nous vivions de la pluie et des crues du fleuve. Mais maintenant, même s'il pleut, cela ne nous sert pratiquement à rien du tout... »<sup>160</sup>

En termes d'investissements dans les moyens de production agricoles, la préparation de l'hivernage est considérée comme une période-clé afin d'optimiser les campagnes agricoles. À chaque début de saison, les agriculteurs et petits maraîchers **demandent d'envoyer davantage d'argent** pour l'achat et la réparation des matériels agricoles, d'engrais ainsi que de semences.

**Les attentes sociales** envers les migrants individuels sont plutôt dirigées vers des soutiens aux entreprises agricoles **familiales** (GIE familial) plutôt que communautaires ou villageoises. Les villageois savent bien

<sup>159</sup> Lire à ce sujet, par exemple : Dardot et Laval (2014).

<sup>160</sup> Intervenant Focus groupe agriculteurs, Thially sud, février 2018.



que les migrants contribuent généralement à titre individuel au niveau familial pour permettre d'irriguer les périmètres de champs aménagés des PIV ou des jardins maraîchers. Pratiquement chaque famille qui a un membre à l'étranger sollicite l'appui de ce dernier lors des campagnes agricoles. Généralement, il s'agit d'interventions au niveau des financements variés qui concernent les intrants agricoles afin de lancer la campagne (l'eau<sup>161</sup>, le gasoil, l'électricité, les semences, l'engrais<sup>162</sup>, etc.). Lorsque les récoltes sont mauvaises et que les paysans se retrouvent en situation d'endettement auprès de la SAED et la Banque agricole, ceux qui ont des proches en Europe s'attendent à ce que ces dettes puissent être épongées par des transferts financiers de ces proches. Les émigrés aident plutôt les membres de leurs familles dans le domaine agricole. Ceux qui n'ont pas d'émigrés dans leurs connaissances se débrouillent avec leurs moyens, par exemple en vendant quelques têtes du cheptel ou du bétail, s'ils en ont, sinon ils doivent recourir aux emprunts auprès d'institutions financières.

La plupart des villageois considèrent que les migrants n'ont généralement pas envie de mettre leur épargne dans l'agriculture par **manque de confiance** en la réussite du projet (accès à la terre, gestion du projet à distance, ...), d'une part, et qu'ils n'ont, d'autre part, que peu de connaissances dans le domaine du développement agricole, certainement pas au niveau des savoirs-techniques. Si ceux-ci sont plutôt attendus des partenaires de développement, les migrants internationaux ont la charge sociale de trouver ces partenaires.

En outre, si les locations de machines agricoles sont une dépense importante pour les agriculteurs, les rares initiatives d'investissements des migrants dans des machines agricoles ne sont pas non plus gratuites pour les membres de la communauté en dehors de la famille. Comme l'explique un chef de village :

« Le tracteur qui laboure le champ ne le fait que pour ceux qui ont payé. Je suis censé recenser tous ceux qui ont payé avant que nous appelions le propriétaire. Nous avons quelqu'un dans le village qui avait acheté un tracteur, mais il n'était pas de bonne qualité. Il tombe toujours en panne. C'est un immigré à la retraite qui est propriétaire du tracteur qui a aussi ses fils à l'étranger il a donc les moyens de se payer un tracteur neuf mais il n'écoute pas nos conseils nous qui connaissons le milieu »<sup>163</sup>.

Selon la plupart des villageois, dans certains grands villages avec un nombre important de migrants en Europe, l'Etat recommence depuis le gouvernement de Macky Sall en 2012 petit à petit à réinvestir dans les moyens de production à travers les machines agricoles et les aménagements rizicoles.

**En ce qui concerne les demandes collectives** via l'association villageoise de développement, de plus en plus de voix s'élèvent pour amener les migrants internationaux à trouver des partenaires de développement qui pourraient appuyer des projets agricoles collectifs et/ou individuels (tant des jardins-maraîchers que sur les Périmètres Irrigués Villageois).

Dans certaines localités, des migrants ont acheté des moissonneuses et des tracteurs pour aider les populations dans les travaux de récoltes. Cela donne des idées et entraîne des demandes similaires dans nos villages enquêtés. Généralement, les grandes machines agricoles de ce genre sont louées à la SAED.

« On a demandé à la SAED, via notre homme politique Abdoulaye Hann. Mais cela bloque on ne sait pas où. Ils ont été retenus. (...) » On est en train d'envoyer une lettre de demande d'obtention

<sup>161</sup> A chaque fois qu'un champ reçoit de l'eau par voie de motopompe, il faut payer 400 CFA par parcelle de 0.5 ha au pompiste.

<sup>162</sup> Les engrais et les semences sont vendus par la SAED. Le prix du sac d'engrais varie de 6500 à 7000 CFA, soit 10 euros.

<sup>163</sup> Entretien chef de village, Thially, février 2019.

d'un tracteur à la préfecture de Kanel, au nom du «groupement de la coopérative agricole de Thiemping », affirme un agriculteur membre actif de l'AVD de Thiemping.<sup>164</sup>

Le secrétaire de l'AVD de Thiemping raconte :

« On avait déjà formulé ces demandes d'exportation de tracteurs à l'association de développement villageois de Thiemping. Les migrants réagissent positivement au départ, mais cela peine à passer à une vitesse supérieure. C'est lent. Puis on oublie et on passe à autre chose. »

En plus de penser que les migrants ne sont pas friands de financer d'onéreux tracteurs, l'argument général, tant du côté des villageois que les migrants, c'est que la SAED devrait s'en charger.

La plupart des villageois, surtout les personnes qui ont des fonctions-clés (chefs de village, maires, représentants d'agences locales et représentants d'association de développement local), jugent que les transferts des fonds devraient être davantage orientés vers les activités productives et non être affectés à des investissements non productifs.

« Depuis 1985 que je suis dans le secteur du développement dans le Fouta, jamais je n'ai croisé une initiative des immigrés visant créer un jardin [maraîcher] communautaire, il n'y a que des projets individuels », explique un agriculteur qui est aussi 'agent prestataire de services' pour des ONG dans la région depuis plus de trente ans<sup>165</sup>.

Le président d'un GIE de PIV d'un village à quelques dizaines de kilomètres le confirme aussi :

« Nous reconnaissons que nos immigrés sont de braves hommes, ils ont beaucoup contribué dans le village, mais dans le domaine agricole leur intervention est faible voire inexistante. Tout le monde peut le témoigner ici, ils interviennent partout (santé, éducation, soutien des familles démunies), sauf dans les domaines de l'élevage et de l'agriculture »<sup>166</sup>.

Pourtant, la plupart s'accorde à dire que ces secteurs restent à la base de la survie des populations et que si les migrants pouvaient s'y investir davantage, ils leur seraient encore plus reconnaissants.

Un agriculteur chef de ménage de 48 ans, participant au focus groupe, suggère une idée de demande qui semble assez répandue dans la région :

« Ce qui serait intéressant c'est qu'ils nous aident dans l'achat des semences et des intrants et cela en ouvrant des magasins de stockage où nous pourrions emprunter ou acheter et éviter les longs transports pour acheter ces produits »<sup>167</sup>.

L'idée véhiculée ici est largement répandue dans les différentes localités. Au lieu de servir en grande partie à entretenir les ménages, les recettes de la migration pourraient être utilisées à développer les activités économiques susceptibles de fixer les jeunes, d'occuper les adultes et la gent féminine. Il s'agit pour eux, par peur de voir ces « remises » se tarir, de tout faire pour réduire la dépendance des familles vis-à-vis des envois d'argent des migrants. Pourtant, cette volonté de développer le terroir local se heurte à un environnement local peu propice à la valorisation de l'épargne des migrants dans des projets productifs : les appuis prévus dans ce sens sont très faibles et la concertation sur le « double-espace » de la migration est inexistante. Par conséquent, les espoirs sont rivos sur les partenariats extérieurs (souvent ONG), qui peuvent être « trouvés » par des émigrés, sinon d'autres membres « courtiers de développement » au

<sup>164</sup> Entretien D.S., migrant interne retourné de Dakar, Thiemping, février 2019.

<sup>165</sup> Entretien M. N., 60 ans, Orefonde, février 2019.

<sup>166</sup> Président de GIE, participant au focus groupe de 6 agriculteurs, Dabia Odeji, mars 2019.

<sup>167</sup> Agriculteur, participant au focus groupe de 6 agriculteurs, Dabia Odeji, mars 2019.

village. C'est notamment le cas à Garly, village avec à peine 5 personnes qui ont émigré en Europe. Comme l'explique la présidente du GPF de Garly (48 ans), qui compte environ 400 membres :

« Nous avons sollicité l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, qui nous a payé 25 tuyaux d'irrigation et clôturé notre champ. (...) En plus, cette ONG avait mis à la disposition de notre groupement féminin 415 moutons. Jusqu'à présent, ces moutons continuent de vivre dans le village. Beaucoup de gens pauvres ont pu améliorer leur situation à travers cette intervention. Les partenaires suisses de leur côté, nous ont amené cette motopompe qui continue de fonctionner sans tomber en panne depuis 4 ans. Ils ont respecté toutes les promesses qu'ils avaient faites ».

Les risques agricoles, le fait que la SAED n'a pas de réputation fiable, et/ou que des ONG interviendront dans la zone, peut expliquer que les migrants choisissent d'investir dans les grands centres urbains comme Dakar plutôt que dans les villages d'origine.

## 3.2. La pêche

### ***3.2.1. Perceptions environnementales : diverses causes pour le déclin des ressources halieutiques***

Le secteur de la pêche continentale reste une composante essentielle de l'économie de la région du Fouta-Toro et revêt une importance capitale pour les populations locales (tradition, source de nourriture et de revenu). Le secteur bénéficie des potentialités de la zone : l'existence de plusieurs plans d'eau poissonneux à l'origine (le fleuve Sénégal et ses affluents Djoulol, Diamel, Pattowel, Gatawel), la présence de grandes mares, la forte tradition de pêche et le niveau d'organisation sociale des acteurs de la pêche (GIE, Conseils de Pêche, Fédération régionale et départementales) et enfin l'importance d'une demande locale forte (aussi Lo et al., 2014 ; Ndione, 2019).

La pêche n'est généralement plus considérée comme une activité exclusive pour les moyens de subsistance d'un groupe statutaire particulier : les pêcheurs (*cubalbé*). Traditionnellement, les personnes appartenant à la catégorie sociale des pêcheurs (*cubalbé*) installées dans les villages en bordure de fleuve ou de son bras (le Doué) vivaient principalement de la pêche combinée à l'agriculture pluviale et de décrue. Cependant, nos enquêtes révèlent que la pêche seule n'est plus considérée comme permettant de nourrir sa famille. Il n'y aurait plus que de bonnes prises de poisson durant l'hivernage, revendues ensuite pour acheter du riz et de l'huile. Différentes causes socio-environnementales sont avancées par nos répondants, pêcheurs et personnes issues d'autres catégories sociales qui pratiquent régulièrement ou occasionnellement également cette activité complémentaire.

Premièrement, l'appauvrissement des réserves halieutiques (« les stocks de poissons », comme l'expriment les pêcheurs) est considéré avoir commencé dans les années des grandes sécheresses à la fin des années 1960. Lavigne-Delville (1991 : 94-95) écrivait déjà, par rapport aux sécheresses consécutives : « (...) les poissons ne trouvent plus de zones favorables à leur reproduction. La pêche ne donne plus et même les villages *subalbe* riverains du fleuve consomment aujourd'hui principalement du poisson de mer en provenance de Saint-Louis. » En outre, les pêcheurs vont pêcher de plus en plus dans les zones de reproduction. Certains utilisent des filets à mailles fines, notamment des moustiquaires.

Ensuite, c'est principalement depuis la construction du barrage de Manantali à la fin des années 1980 auquel le faible niveau d'eau du fleuve est associé, ainsi qu'à diverses 'petites sécheresses' dans les années

2000-2017, que la situation s'est empirée pour les pêcheurs<sup>168</sup>. En plus de mettre à mal la pratique de l'agriculture irriguée, la réalisation des deux barrages de Diama et Manantali a affecté le secteur de la pêche, notamment par une perturbation de la migration des poissons, la perte de zones de reproduction, les inondations et l'irrégularité des crues du fleuve. « Dès que les vannes du barrage sont ouvertes, l'écoulement emporte tous les poissons qui étaient là. » explique un pêcheur qui s'est obligatoirement reconverti à d'autres activités de revenus<sup>169</sup>. Le rendement est dès lors en recul, tout comme la taille des poissons pêchés. Remarquons que si les sécheresses ont été abordées, il y avait peu de mentions explicites sur le changement climatique.

Comme l'explique un migrant de retour de France de 69 ans :

« Avant 1973, il n'y avait pas de sécheresses. Depuis lors, énormément a changé. Il y avait la brousse avec des animaux sauvages et beaucoup d'eau : il fallait des pirogues pour passer entre les deux villages de Thially Maka et Thially Soubalo - même en dehors de la période de l'hivernage au mois de juillet, août, et septembre. En hivernage, qui était un mois ou deux plus long que maintenant, il y avait tout le temps de la pluie. On pouvait prendre les poissons partout. »<sup>170</sup>.

Actuellement, la plus grande partie du poisson vendu aux marchés dans la région de la moyenne-vallée du fleuve provient de l'océan Atlantique et non pas du Fleuve et ses marigots. Les femmes vont chercher des sardinelles en Mauritanie pour les revendre aux marchés dans les villages<sup>171</sup>.

Deuxièmement, les villageois estiment aussi qu'il y a un « sérieux problème de régulation », car les zones protégées et les périodes de reproduction sont considérées insuffisantes ou pas respectées. En outre, les méthodes de pêche des pêcheurs "venus d'ailleurs" (notamment du Mali) ne sont pas durables, car ils utilisent de mailles de filets trop étroits empêchant la reproduction des jeunes poissons<sup>172</sup>. Certains ressentiments et tensions envers ces nouvelles populations de « mauvais pêcheurs maliens » sont palpables, surtout dans les villages de la région de Matam<sup>173</sup>.

Finalement, certaines personnes ont mentionné le facteur de « pollutions » diverses dans le fleuve en mettant l'accent principalement sur « le fléau des plastiques », comme l'exprimait un migrant international de retour de France qui est en phase de prendre le flambeau de la chefferie de son village natal de pêcheurs. Ce futur chef du village, qui a quitté Bordeaux lorsqu'il a obtenu ses droits de retraite en résidant au village, poursuit :

« Je suis terrifié de voir tous ces plastiques flottants et surtout s'incrystant dans le fond de notre fleuve qui nous donne tout. Nous devons faire quelque chose à ce problème, car le plastique

<sup>168</sup> Les urbains trouvent, grâce à l'aménagement du fleuve, une meilleure alimentation en électricité et en eau potable. Il n'en va pas encore de même pour beaucoup de ruraux, à l'exception toutefois de ceux qui peuvent bénéficier de terres irriguées. Par ailleurs, si on cumule les cas de bilharziose, le développement du typha (plante aquatique envahissante), les difficultés de la pêche continentale, les retards dans l'électrification rurale et le faible accès à l'eau potable, on constate que pour certains villages la situation "après barrages" correspond à une dégradation par rapport à la situation antérieure (lire aussi GRDR, 2017).

<sup>169</sup> Focus groupe avec des chefs de ménage pêcheurs, Thially sud, 3 février 2018.

<sup>170</sup> Entretien, Thially, département de Kanel, janvier 2018.

<sup>171</sup> Entretien collectif, femmes d'âge moyen, Thially, janvier 2018. La multiplication des marchés hebdomadaires (loumas, en pulaar) permet aux femmes de vendre la production maraîchère de leur groupement féminin et d'acheter les ingrédients du « riz au poisson », emblème de la consommation urbaine. Ces loumas sont le moyen pour d'autres de s'adonner au trafic transfrontalier avec la Mauritanie.

<sup>172</sup> Selon nos répondants, les poissons n'arrivent que rarement à maturité. Ils estiment qu'il y a encore une dizaine de variétés de poissons dans le Fleuve, et le bras du fleuve et ses marigots. Dans les zones du fleuve protégées de certains villages (du département de Podor), des lamantins sont aperçus de temps à autres qui se prennent dans les filets et sont ensuite libérés. Il y a des amendes importantes pour la pêche et consommation de ces espèces protégées.

<sup>173</sup> Remarquons qu'au niveau de l'agriculture, il existe aussi des ressentiments négatifs envers les bergers mauritaniens qui traversent le fleuve avec leurs troupeaux à la recherche de pâturage.

étouffe probablement la vie nécessaire sur les fonds du fleuve. Mais je vois que chaque année nos villageois consomment plus de plastique, sans avoir une bonne gestion des déchets comme on a en Europe. Je sais que dans d'autres localités il y a une ONG française qui propose des solutions pour ce fléau. Je vais essayer de les avoir pour notre village ici. (...) Notre problème, c'est que nous n'avons pas assez de migrants à l'extérieur pour initier des projets de codéveloppement (...)  
 »<sup>174</sup>

Par conséquent, les *cubalbé* ne s'adonnent plus spécifiquement à la pêche et sont obligés de diversifier davantage leurs revenus, comme l'explique Seck, un pêcheur *cubalo* : « Moi je suis un pêcheur surtout durant l'hivernage. Je revends mes prises pour acheter du riz et de l'huile et nourrir ma famille »<sup>175</sup>. Comme d'autres villageois, il part en Mauritanie<sup>176</sup> chercher du bois mort pour le revendre aux marchés du côté sénégalais et il pratique l'agriculture de décrue en bordure de fleuve, ainsi qu'une parcelle irriguée de 0.25 ha sur le PIV rizicole. Rares sont les pêcheurs qui se sont lancés dans l'élevage, car ce les moyens nécessaires sont généralement considérés trop importants. Un chef de ménage et pêcheur de 48 ans, par exemple, complète ses revenus grâce à un emploi dans la société de transport développée par son cousin émigré en France :

« On ne s'organise pas bien au niveau du village pour régler ce problème ; ainsi c'est juste durant la saison des pluies que nous pêchons dans le fleuve ; à part ça nous pêchons au niveau des mares, alors qu'on est un village de pêcheurs... »<sup>177</sup>.

Selon nos enquêtes, il n'y a pas de véritable projet piscicole dans les villages étudiés, qui ait perduré. Certains avaient été initiés par des migrants internationaux, mais la plupart étaient de projets d'ONG. Malgré les promesses du gouvernement faites aux populations, le programme FONGIP de l'Etat sénégalais n'est finalement jamais revenu avec des propositions concrètes de financements de piscicultures. Toutefois, si les mares sont pour la plupart formées de manière « naturelles », certaines ont été creusées par les hommes. Quand il y a crue du fleuve, les mares se remplissent d'eau et peu de temps après et les pêcheurs s'y rendent pour y pêcher. Là aussi, **l'absence de règles** explicites pose parfois des problèmes, selon les pêcheurs<sup>178</sup>.

### **3.2.2. Attentes sociales limitées envers les émigrés**

Concernant le secteur de la pêche, nous avons constaté relativement peu d'attentes envers les migrants internationaux. Au niveau des demandes individuelles, certains ont demandé ou pensent solliciter des proches pour investir ou avancer une somme qui permettrait d'acquérir du nouveau matériel de pêche, comme des filets ou une pirogue<sup>179</sup> (au lieu de l'emprunter ou de la louer).

Certains estiment que les migrants devraient investir, individuellement ou collectivement, dans la pisciculture, malgré l'expérience de plusieurs échecs cuisants de projets d'ONG. Plusieurs défis se posent, notamment par rapport à la gestion collective, la répartition des bénéfices et par rapport aux problèmes de vols de poissons (ce qui nécessiterait un gardien permanent qui surveillerait les bassins piscicoles).

<sup>174</sup> Entretien, Soubalo, département de Podor, février 2020.

<sup>175</sup> Entretien, Thiemping, département de Kanel, janvier 2018.

<sup>176</sup> Le Fleuve, frontière nationale, ne sépare les peuples qui vivent sur ses rives ni par la langue, ni par la religion — l'Islam depuis huit siècles — ni par le mode de vie, ni même par l'exploitation des terres.

<sup>177</sup> Entretien, Thially, janvier 2018.

<sup>178</sup> Focus groupes à Thially, janvier 2018)

<sup>179</sup> Le prix d'une pirogue s'élève à 150.000 CFA, soit environ 230 euros.

A défaut de pouvoir s'alimenter en poissons provenant du Fleuve, les attentes envers les émigrés demeurent pécuniaires et familiales afin de permettre l'achat de poissons qui provienne de l'Atlantique, à 300 km des localités étudiées.

Finalement, les villageois n'ont pas relevé de rôle particulier en termes de plaidoyer politique, notamment à l'égard du laxisme ou la difficile application de règles par les autorités publiques.

### 3.3. L'élevage et l'embouche

#### **3.3.1. Perceptions des effets environnementaux pas toujours cohérentes avec les pratiques de l'élevage et l'embouche**

Les éleveurs se disent fortement affectés par les effets des changements environnementaux. Les éleveurs sont traditionnellement le groupe haalpulaar d'appartenance social noble, à savoir les peuls-éleveurs (*riimbe fuulbe*). Parmi nos villages étudiés, seuls deux villages sont peuplés majoritairement par des pastoralistes peuls qui y tiennent aussi la chefferie traditionnelle<sup>180</sup>. Ces villages sont situés dans la zone agro-écologique du *Diéri*, zone exondée, qui se trouve entre 10 et 20 km derrière l'axe routier national qui longe le fleuve. En général, l'élevage pastoral au Sahel dépend entièrement de l'endroit où se trouvent les ressources pastorales (pâturages et eau) (Milleville, 1989 ; FAO, 2013).

Comme pour la pêche qui n'est plus uniquement pratiquée par les *cubalbé*, l'investissement dans des têtes de bovins et/ou ovins est actuellement aussi pratiquée par d'autres groupes statutaires. Si au plan social l'accumulation de bétail symbolise une forme de réussite, le secteur de l'élevage est loin de se résumer à la figure d'une activité de prestige ou contemplative. Dans tous nos villages du Waalo, de nombreux ménages ont tendance à pratiquer de plus en plus un certain élevage de diversification : l'investissement dans quelques moutons, chèvres et quelques vaches, combiné à des activités agricoles et maraîchères. Selon les anciens et nouveaux « éleveurs », cet investissement se justifie comme source de diversification de revenus à côté de l'agriculture en déchéance et d'autres activités (souvent de commerce et d'artisanerie).

Pratiquement, l'investissement dans des têtes de bétail et/ou de cheptel ovin peut se faire de deux manières. Premièrement, les villageois du *Waalo* peuvent opter pour l'embouche bovine ou ovine sédentaire. Cette pratique semble de plus en plus répandue et a été souvent motivée par des interventions d'ONG dans la zone<sup>181</sup>. La rentabilité dépend de nombreux facteurs. Cette pratique est d'ailleurs essentiellement pratiquée par les femmes. Certains répondants ont avoué que cette pratique pose des problèmes pour leurs propres cultures agricoles et maraîchères ainsi que celles des autres familles. En effet, celles-ci ne sont pas ou faiblement protégées par des barrières de bois d'épineux contre la pénétration de chèvres et de moutons en divagation à la recherche de nourriture<sup>182</sup>. Ces denrées alimentaires destinées aux humains se font facilement manger par ces ovins considérés comme devenus invasifs.

Une deuxième manière est la pratique de l'élevage 'par délégation'. Des familles cultivatrices qui avaient quelques économies et/ou qui ont pu bénéficier de soutien de parents dans la diaspora ou de programme de partenariat externe, ont remis un certain nombre de leurs têtes de bétail ou de cheptel à des

<sup>180</sup> La chefferie reste incontournable dans le Sénégal rural, notamment en matière de gestion des biens publics locaux (aussi Leservoisier, 2017b ; Schmitz, 2009)

<sup>181</sup> Notamment le programme Yaajeende de USAID ; l'ONG espagnole Món-3, l'ONG de coopération décentralisée ADOS, etc.

<sup>182</sup> Certaines familles ont sollicité leurs parents dans la diaspora afin de financer une clôture solide permettant de protéger le périmètre maraîcher ou agricole des animaux : chèvres, moutons, vaches, chevaux et ânes, mais aussi les oiseaux granivores et même des singes...

professionnels de l'élevage. Généralement, il s'agit de proches (personnes de confiance) qui sont d'appartenances peules et qui ont leur résidence principale dans le *Diéri*. La plupart des villageois du *Waal* craignent les risques liés aux longues transhumances en saison sèche pouvant mener leurs vaches à plusieurs centaines de kilomètres vers des pâturages (chèvres et moutons restent dans la zone). Ces **risques** perçus sont multiples, allant de vols ou de reventes non négociées avec le propriétaire de tout ou une partie du troupeau à des risques **causés par les changements environnementaux**.

En effet, nous avons identifié des effets négatifs sur le bétail (en termes sanitaires et reproductifs) souvent associés aux changements environnementaux de manière implicite ou explicite.

La plupart des 'véritables' éleveurs (*riimbe Fuulbe* du *Diéri*) attribuent le fait de devoir transhumier « de plus en plus tôt et de plus en plus loin<sup>183</sup> », principalement à la **variabilité pluviométrique et le déficit pluviométrique et à la dégradation des sols**. C'est qu'illustre les propos de l'Ardo, chef d'un village d'éleveur-peul (*Riimbe fuulbe*) :

« Après un ou deux mois de pâturage dans les environs des villages, le bétail doit déjà partir en transhumance. Auparavant, cette période de pâturage à proximité du village dans le jeeri pouvait durer 3 à 5 mois. Maintenant, il ne peut plus assez régulièrement et longtemps pour permettre à l'herbe de bien repousser. Il n'y a plus que des poches d'herbes dans les creux [là où avant l'herbe repoussait partout] ». <sup>184</sup>

Plusieurs anciens éleveurs interrogés ont abandonné l'élevage durant la sécheresse de 2011. Certains se sont entièrement reconvertis à d'autres activités grâce à l'électrification<sup>185</sup> du village [en 2006 pour Thiemping], telle la menuiserie métallique ou la couture. Comme l'explique un chef de ménage sans membres à l'étranger, qui combine son métier de boutiquier avec l'élevage depuis 28 ans :

« En 2011, on a eu des difficultés relatives à une sécheresse et on a perdu encore beaucoup de têtes de bœufs à cause du manque de fourrage. Il n'y avait rien à manger pour les animaux. Tu ne pouvais pas non plus vendre un bœuf pour acheter des aliments de bétail car, les animaux étaient très maigres, ils ne trouvaient d'acheteurs. Après cette épreuve, j'ai simplement repris mon commerce. » <sup>186</sup>

De manière similaire, un ancien éleveur de 58 ans, converti en tailleur, grâce au soutien financier d'un ami en France, témoigne :

« J'ai été éleveur 10 ans, mais je me suis rendu compte que ce n'est plus un métier. Ça ne marchait plus, il n'y a ni espace ni pâturage. On dit souvent que là où il y a voiture et essence, le berger n'y a pas sa place » <sup>187</sup>.

La vente de tout ou partie du cheptel permet de financer des projets extra-agricoles, comme dans ce cas dans un atelier de couture, ou de répondre à des besoins urgents en trésorerie<sup>188</sup>.

<sup>183</sup> Expression utilisée plusieurs fois dans des entretiens individuels ainsi que dans les focus groupes d'éleveurs dans les 2 villages peuls du *Diéri*. Les bergers passent souvent par la zone de réserve naturelle de la forêt de Ferlo et plus au sud, parfois jusqu'au Vélingara (région de Casamance).

<sup>184</sup> Chef de village peul dans le *Diéri*, Tourguéno, département de Podor, février 2020. A cause du Covid-19, les éleveurs de bétails n'ont pas pu faire la transhumance afin de vendre leur bétail, ce qui a provoqué un manque à gagner considérable pour la population qui tire ses revenus de l'élevage (entretiens par WhatsApp en novembre 2020).

<sup>185</sup> Remarquons que de nombreux foyers avec des émigrés en Europe avaient des petits panneaux solaires installés sur leurs toitures, qu'ils ont abandonnés une fois que la Senelec a électrifié le village. (entretiens et notes de terrain)

<sup>186</sup> Entretien, Thiemping, janvier 2018.

<sup>187</sup> Entretien, Thiemping, janvier 2018.

<sup>188</sup> Entretiens individuels et collectifs avec des éleveurs, janvier-mars 2018 et 2019.

Sans les crues et les « bonnes saisons de pluies », le secteur de l'élevage n'est souvent plus rentable dans la zone « parce que c'est le reste de l'agriculture de décrue et pluviale qui servait de fourrage pour nos troupeaux en saison sèche », explique un éleveur de 53 ans à Garly, qui s'est converti en bras droit d'un leader politique local<sup>189</sup>. Ainsi, les fourrages pour les animaux deviennent une denrée rare très convoitée, ce qui entraîne aussi un business pour certains. Par exemple, en plus des légumes cultivés dans sa parcelle maraîchère de 0.5 ha adjacent à sa maisonnée et irriguée par l'eau du fleuve via une motopompe (150.000 CFA- environ 230 EUR), la parcelle d'une femme de 45 ans, mariée au banquier du village, abrite de plants de cultures fourragères destinés aux animaux. Elle explique fièrement qu'il s'agit d'une expérimentation en vue de trouver une solution sur la cherté des aliments de bétail en contexte de sécheresse. Une charrette d'herbes fourragères peut se vendre autour de 6-7000 CFA (environ 10 euros), voire plus en fin de période de soudure. Pour cette entreprise, elle n'a pas sollicité de soutien à son frère qui est arrivé en France, il y a deux ans<sup>190</sup>.

Les éleveurs peuls (*Fuullbe*) et les agriculteurs adoptant une mixité de pratiques dont l'embouche bovine pointent donc rapidement les constats des effets sur leur conditions de vie de quotidienne en termes de moyens de subsistance. Ils avancent facilement, par exemple, qu'il n'y a plus assez d'herbe, ni de de fourrage végétal ou d'abreuvoir d'eau dans la région pour élever les animaux.

Même la **pratique du déstockage** qui consiste à la vente des boeufs et des ovins, notamment les plus âgés et les plus faibles pour sauver les animaux les plus vigoureux, semble souvent être insuffisantes. En revanche, il est plus rare dans le discours de première ligne de pointer les causes, les facteurs tels que le **surpâturage et de déforestation**. Une explication majeure résiderait dans le fait que ces causes font également partie des moyens de subsistance, et donc difficiles à remettre en cause.

Concernant le surpâturage, celui-ci est difficilement mesurable et lié au problème des biens communs et de l'action collective (Oström, 2010). De même que la déforestation actuelle<sup>191</sup>, causée par la coupe des arbres et liée à la nécessaire ressource bois-énergie dans un contexte de faible politique énergétique de l'Etat sénégalais. Le bois constitue une des ressources les plus facilement accessibles. Il sert pour la propre consommation, pour la revente dans le village ou pour le commerce de charbon dans les grands centres urbains<sup>192</sup>. Certaines personnes, dotées de connaissances par des formations via des ONG, comme ce Délégué d'une organisation de producteurs (OP) agricoles d'un village expliquent toutefois :

« L'eau s'évapore beaucoup plus rapidement qu'auparavant à cause du manque d'arbres et de plantes. Il y a trop de chèvres autours des maisons et de cheptels qui se baladent autour du village aussi. Les ménages qui possèdent des vaches [pour l'embouche domestique] doivent payer de plus en plus cher pour acheter du rakal <sup>193</sup>[alimentation industrielle pour l'élevage] afin de survivre à la saison sèche<sup>194</sup>.

Si l'embouche ou « l'élevage de case » est relativement développé, il occupe peu de temps dans le calendrier saisonnier des hommes. En effet, surtout les Peuls font de l'embouche – en plus de l'élevage de

<sup>189</sup> Entretien, Garly, janvier 2018.

<sup>190</sup> Entretien, présidente section Croix rouge et femme du banquier à Thiemping, janvier 2018.

<sup>191</sup> Précisons bien qu'il s'agit de la déforestation récente, car le déboisement de la région du Fouta-Toro date déjà d'avant l'époque coloniale française (notamment pour la construction des navires et l'exploitation de la gomme arabique). L'accélération du déboisement y commence à partir de la Deuxième guerre mondiale. Lire : Bernard (1993).

<sup>192</sup> A Dakar ou à Saint-Louis, un sac de charbon de bois de la vallée du fleuve (souvent coupé dans la réserve sylvo-pastorale du Ferlo) peut se vendre jusqu'à trois fois le prix demandé dans les villages du Fouta-Toro.

<sup>193</sup> Le prix au kilo du *rakal* et du fourrage montent au fur et à mesure que l'on avance dans la saison sèche. A la fin de la période de soudure (mars-juin), ceux-ci peuvent valoir jusqu'à 10 fois le prix par rapport à la période de l'hivernage.

<sup>194</sup> Entretien, Mboumba, département de Podor, mars 2020.



transhumance - une activité permanente. Ceux qui s'y adonnent sont dorénavant obligés d'acheter des aliments complémentaires pour les vaches et moutons (les chèvres pouvant se débrouiller seules). Sans l'achat de fourrage ou de *rakal*, les vaches ne passeraient pas la saison sèche vivantes. Ainsi, pour pouvoir financer ces aliments, il est souvent nécessaire de sacrifier ou de revendre à rabais une ou plusieurs bêtes (par exemple, 30.000 FCFA au lieu de 40.000 FCFA). Un chef de ménage et griot de 35 ans est inquiet à ce sujet :

« (...) Même si on arrive à cultiver une partie de l'année pour nourrir la famille quasiment toute l'année avec notre hectare de terres dans les kolongal<sup>195</sup> [berges fertiles et inondables dans le Waalo], on pense à comment nourrir notre bétail »<sup>196</sup>.

L'omniprésence de bétail dans la région représente par ailleurs une réelle opportunité pour intensifier durablement la production agricole à travers le transfert de matières organiques des parcours vers les zones cultivées, une opportunité saisie actuellement par les producteurs maraîchers (cf. aussi GRDR, 2014). Alors que le nombre de bovins était généralement signalé comme étant en hausse, ce qui est également confirmé par les estimations officielles (FAO, 2013), des **tendances à la baisse du nombre de bovins** ont été observées par la majorité des groupes de discussion des communautés de la région du Fouta-Toro<sup>197</sup>. Les raisons de cette diminution ont été données : **le manque de pâturages** dû à l'expansion de l'agriculture et la **préférence pour les petits ruminants** (c'est-à-dire les moutons et les chèvres), qui se multiplient plus rapidement et offrent de meilleurs avantages économiques que les bovins<sup>198</sup>. En fait, le nombre de petits ruminants est perçu comme ayant augmenté dans toutes les régions du Sénégal, en particulier dans les années 1990 et 2000, lorsque les gens ont pris conscience des revenus et des opportunités de marché qu'offraient les moutons (voir également Adriansen 2006, 2008).

Ce qu'explique un migrant de retour retraité de France (69 ans) qui a commencé à acheter du bétail vers 2000 est illustratif :

« Il ne me reste plus que 13 ou 14 têtes, je ne suis pas arrivé à en avoir beaucoup. Certains sont morts. Les éleveurs mauritaniens viennent faire brouter leurs vaches et moutons ici. Il y en a trop et pas assez d'herbe ! J'ai investi dans du bétail juste pour le plaisir d'avoir des vaches. Cela ne rapporte pas grand-chose quand tu n'en as pas au moins 30. Elles ne donnent même pas de lait après l'hivernage »<sup>199</sup>.

Rentré au village en fin de carrière migratoire, le travailleur émigré a pu faire valoir ses droits à une **retraite après avoir travaillé plusieurs décennies en France**. Il disposera encore d'un revenu monétaire sans commune mesure avec celui d'un paysan resté au village. Des centaines de milliers de francs CFA par an pour le premier, quelques milliers pour le second. Mais si certains éleveurs ont plus de 1000 têtes, ce ne sont généralement pas des émigrés. Les migrants de retour qui ont investi dans le bétail le font souvent « pour le plaisir ». Certains migrants de retour dans nos villages ont investi jusqu' à 40 têtes dans « **l'élevage de luxe** ». Depuis environ 15 ans, avec les 'petites sécheresses' consécutives ce n'est plus la

<sup>195</sup> « *Kolongal* », en pulaar, est un périmètre au niveau du Walo; vaste terre entre les villages où les propriétaires cultivent et où les non-propriétaires peuvent faire la cueillette, collecte de bois mort, et ils peuvent faire paître les cheptels. Chaque *kolongal* a sa particularité. Appartient souvent à une famille.

<sup>196</sup> Entretien, griot (maabo), Doumga Lao, février 2019.

<sup>197</sup> La région de la moyenne-vallée du fleuve, y compris la partie malienne et mauritanienne, compterait ainsi près de 8,3 millions de petits ruminants (caprins et ovins) et 2,7 millions de bovins, soit une moyenne d'environ 0,7 bovin par habitant et de 2,2 petits ruminants par habitant (GRDR, 2014).

<sup>198</sup> Un bovin se vend certes plus cher, mais les pertes et les coûts plus importants sont des facteurs que les villageois prennent en compte.

<sup>199</sup> Entretien, Thially, janvier 2018.

tendance d'accumuler des têtes en stock de bétail. Un autre migrant de retour qui a investi dans une vingtaine de têtes bovines rejoint cette idée :

« On les laisse juste se reproduire entre elles, sans investir vraiment dans de nouvelles têtes. Mais on est nombreux à avoir perdu plus de têtes qu'à en avoir gagné, mais on ne veut pas savoir combien exactement<sup>200</sup> [rires] ».

Les propriétaires les plus aisés investissent pour certains dans l'aliment pour bétail et des travaux d'hydraulique pastorale, ou dans des stratégies leur permettant d'y accéder, tandis que d'autres se contentent de valoriser au mieux les ressources fourragères et hydrauliques existantes.

Le bétail, une source de nourriture importante de la région, a donc subi des dommages collatéraux importants depuis les grandes sécheresses : les habitants racontent qu'on découvre chaque jour sur les pistes et dans les champs des cadavres de vaches, de taureaux, de moutons et de chèvres, morts de faim. Plusieurs familles ont perdu tous leurs biens et ont été contraintes de trouver d'autres solutions et surtout de changer profondément un certain nombre d'habitudes économiques.

Dans les années de faible pluviométrie en hivernage, **la vulnérabilité du sol dénudé** est parfois aussi considérée comme causée aussi par des facteurs d'érosion (vents violents et ravinements par les pluies) qui **ne permet pas la reconstitution totale du tapis herbacé** que la région du Fouta-Toro a connu il y a une cinquantaine d'années. Si la dynamique de la désertification n'est donc certainement pas perçue par tout le monde comme causée par l'activité de l'homme, pour la majorité de nos répondants le climat a évolué de façon négative ces dernière années.

Un autre phénomène parfois attribué au changement climatique est la résurgence de **certaines maladies animales** (épizooties). Des périodes plus longues de saison sèche immédiatement suivies de pluies excessives provoquent des chocs froids pour les animaux, les rendant plus vulnérables à la propagation des maladies. Ces maladies du bétail comprennent la "maladie de la peau grumeleuse", la peste bovine et le botulisme. Les éleveurs peuls (*Fuulbe*), dont tout le capital financier est concentré dans le bétail, sont extrêmement vulnérables à ces maladies. Les autres groupes statutaires vivant dans les villages le long de la route nationale 2 (RN2), ou le long du fleuve Sénégal (ou Doué, un bras du fleuve) sont relativement moins vulnérables en n'exposant qu'une partie de leur capital (investi en bétail) aux bergers peuls, qu'ils paient donc pour les transhumances vers des pâturages plus verts. Une étude d'Oyekale (2014) a rapporté que plusieurs éleveurs du Burkina Faso ont signalé la présence de nouveaux parasites et maladies chez les boeufs.

Des membres de familles les plus nobles qui ont des compétences de calculs ne deviennent pas bergers (métier considéré très difficile et lourd), mais pratiquent **le commerce du bétail**, aussi appeler le métier de "coxeur". Celui-ci consiste à acheter du bétail dans les villages environnants et les marchés de cheptels (*tifanké* ou *diarang*) dans les centres urbains jusqu'à remplir les camions de bétail (qu'ils louent) pour ensuite revendre le bétail sur les marchés de Dakar ou d'autres centres urbains proches (p. ex. Thilogne, Pété, Ourossogui ou Bakel). La tendance perdure des éleveurs *fuulbe* à abandonner le métier de berger, pour se convertir en courtiers dans la vente de vaches et/ou petits ruminants, notamment en migrant à Dakar. Cela s'explique notamment à cause de la **transhumance qui s'impose, devenue plus longue et difficile** à cause du manque de pâturage, et le stress lié à la perte des animaux en saison sèche. Les « grandes transhumances sont « saisonnières » et peuvent s'organiser « individuellement » ou en « groupe ».

<sup>200</sup> Entretien, Thiemping, janvier 2018. Les *Fuutankooobe* n'aiment généralement pas compter, parce que « connaître le nombre exact réduit l'impression de succès ». C'est ce que de nombreux répondants m'ont expliqué, lorsque je demandais à savoir le nombre exact de têtes de leur élevage (notes de terrain, 2018 et 2019).

Pour conclure, les perceptions de changements environnementaux ont induit un certain nombre de **stratégies d'adaptation** dans la gestion du bétail : au niveau de la vente de bétail (les pratiques de 'coxeurs'), du stockage de fourrage (pour alimenter le petit cheptel à domicile) et de l'achat de foin anticipé (pour éviter la flambée des prix), de la transhumance (départ plus tôt dans la saison), de la diversification du troupeau avec des espèces plus tolérantes à la sécheresse, l'abattage des animaux faibles malades (afin de sauver les autres animaux), fourniture d'ombre en plantant des arbres, engraissement des taureaux (embouche bovine plus sédentaire), et de plus en plus d'appels aux soins vétérinaires. L'ensemble des résultats révèle que les **connaissances (notamment sur la sécheresse) impactent la manière dont la manifestation du risque environnemental est perçue et communiquée aux migrants**. Par conséquent, ces connaissances façonnent la nature de la capacité d'adaptation et de la gestion des ressources dans le pastoralisme du Fouta-Toro (aussi Mwangi, 2016 pour le pastoralisme masai et Ydrissou et al., 2019).

### **3.3.2. Attentes envers les migrants internationaux plutôt d'ordre familial**

Les interventions demandées auprès des migrants pour l'élevage et l'embouche sont généralement plutôt **cantonnées au niveau familial**. Elles consistent le plus souvent à demander des interventions financières supplémentaires en période de soudure. Les envois d'argent servent alors aux coûts pour le maintien du stock d'animaux. Il s'agit principalement des dépenses liées aux aliments des animaux (fourrages ou aliments industriels, connus sous le nom de *rakal*), ainsi que celles pour les soins de vétérinaires lorsque les animaux sont faibles en période de soudure et tombent malades lors des premières pluies. Le financement de bergers par tête d'animal pour la transhumance et la mobilité accrue des animaux est aussi un poste fréquent de demandes.

Les associations villageoises des villages du Waalo, et par ce biais les migrants internationaux, n'interviennent pas pour compenser financièrement les effets de sécheresses sur le bétail, car cela est considéré comme un problème individuel, qui n'est pas directement vital pour les moyens d'existence du groupe. Si c'est en revanche considéré comme vital dans nos villages d'éleveurs-peuls dans le Diéri, ceux-ci sont trop petits, et ne comptent **pas suffisamment de membres à l'étranger pour constituer une association villageoise de développement** qui ait une capacité d'intervention suffisante.

Toutefois, sans AVD, c'est l'assemblée villageoise qui s'occupe de formuler certaines demandes par le biais des chefs de villages. Ces doléances sont adressées aux collectivités locales afin de renforcer les infrastructures d'accès aux points d'eau pour les animaux, notamment des bassins d'abreuvoirs et de forages dans les espaces de pâturages<sup>201</sup>. Il s'agit alors généralement de ressources publiques issues de programmes déployés au niveau national et régional, ou de partenaires extérieurs actifs dans la région. Le fait pour le village d'avoir une AVD dynamique augmente clairement les chances de capter ces ressources à cet égard.

---

<sup>201</sup> En effet, la croissance démographique, la surutilisation des ressources fourragères et l'expansion des cultures contribue aussi aux difficultés d'accès aux points d'eau pour l'abreuvement des troupeaux.

### 3.4. Le domaine forestier et la biodiversité

#### 3.4.1. Perceptions et discours relativement alarmistes, mais peu de marges pratiques

**Le recul du couvert forestier** a souvent été mentionné comme un fait alarmant, car perçu comme accélérant la désertification du terroir. Concernant les moyens d'existence, cela impacte tant le prix du bois-énergie que la protection naturelle qu'offre les arbres contre les vents et l'érosion des sols. Les répondants mentionnent généralement comme causes principales les pratiques de coupes de bois, pour le bois-énergie et pour les cultures agricoles, mais aussi, dans une moindre fréquence, le changement climatique. La plupart des villageois cuisinent avec le bois-énergie. Certains ménages vont chercher le bois eux-mêmes, alors que d'autres l'achètent à des personnes qui vont couper le bois en charrette dans les environs ou dans la zone du Ferlo. Le gaz peut être utilisé pour le petit-déjeuner, mais étant plus onéreux et moins dans les mœurs, il n'est généralement pas souvent utilisé pour préparer les grands repas<sup>202</sup>.

La plupart des villageois associent la disparition des forêts plus denses avec une diminution de la biodiversité. Cependant, cette dernière n'a pas été évoquée comme impactant les conditions de vie, ni comme affectant les moyens d'existence des villageois (à part certains qui ont mentionné l'importance des abeilles pour polliniser les plantes).

Les populations expliquent que les grands arbres ont quasiment tous disparu, et de moindre mesure le gonakié (*Acacia scorpioïdes*, ou mieux connu sous le nom « arbre à gomme arabique », convoité et décimés par les colons français), et le tiaski (*Faidherbia albida*). Remarquons en effet que les écrits (rapport et études d'institutions françaises) des descriptions de la végétation observées datant d'avant les grandes sécheresses<sup>203</sup> ne correspondent plus avec la réalité d'aujourd'hui. Les aménagements des PIV de riziculture causent un déboisement sans replantation en compensation. Même les forêts classées subissent un déboisement et des dégradations. Si certains grands arbres peuvent encore faire partie de certains paysages en bordure de villages, les villageois me font observer que l'actuel et le futur du couvert végétal est alarmant. Comme l'explique un agent de développement de 58 ans, au chômage car en attente d'un projet de partenaire de développement dans son village à Orefonde :

« Il n'y a pas de relève pour remplacer ces vieux arbres. Il n'y a pas de nouvelles pousses d'arbres qui parviennent à maturité. Ils sont coupés ou mangés par les chèvres avant d'être assez solides. Il n'y a plus que les arbres épineux qui survivent ici. C'est vraiment en train de devenir un désert et c'est un problème grave ! »<sup>204</sup>.

Différentes parties des arbres peuvent être consommées, transformées ou vendues, de façon courante ou seulement lorsque la récolte n'est pas suffisante, en particulier pendant les sécheresses : bois, fruits, graines, fleurs ou feuilles, certaines racines et herbes sont une source de calories et de nutriments. En plus de la consommation humaine, les éleveurs utilisent souvent de manière intensive les feuilles des arbres comme fourrage pour les animaux. Le bois ou le charbon de bois peuvent également être vendus en réponse à une sécheresse qui affecte le rendement des cultures et qui aide les gens à obtenir l'argent nécessaire pour acheter certaines céréales pour leur propre consommation. Une « stratégie de désespoir » peut conduire à la coupe illégale d'arbres (cf. aussi Bradley et Grainger, 2004).

De nombreux propos d'anciens migrants reflètent une **nostalgie**, qu'ils expriment en exagérant quelque peu la situation écologique de leur région natale. Par exemple, plusieurs ont comparé le Fouta de l'époque

<sup>202</sup> Résultats basés sur nos enquêtes de terrain 1, 2 et 3.

<sup>203</sup> Par exemple, se référer pour des descriptions détaillées sur l'environnement naturel dans la vallée des années pré-sécheresses : Papy (1951) et Jammet (1953).

<sup>204</sup> Entretien, Orefonde, février 2019.

à la Casamance. Un migrant retraité de France de 85 ans à Thiemping raconte ses souvenirs de l'environnement dans lequel il a grandi : « C'était vert comme la Casamance. Il pleuvait un peu moins, mais c'était vert avec des grands arbres comme la Casamance actuellement ! »<sup>205</sup>.

D'autres font référence au fait que l'île à Morphil était une île avec beaucoup d'animaux sauvages, comme le raconte le chef de village de Thially (63 ans) : « Les éléphants venaient s'y regrouper pour s'abreuver, alors que les crocodiles et les hippopotames se disputaient les territoires du fleuve en concurrence avec les villageois »<sup>206</sup>.

Actuellement, il n'y a plus de crocodiles dans le fleuve, mais des rares individus ou petits groupes d'hippopotames peuvent encore être observés<sup>207</sup>. Toutefois, les diverses traditions des *Cubalbé*, le groupe statutaire de « pêcheurs » ayant un lien particulier avec le fleuve et qui font référence à ses animaux, sont toujours maintenues (le *fijjiira*, les chants du Pékan, etc.). Ces occasions ne dépassent pas les deux fois par an.<sup>208</sup>

### **3.4.2. Attentes sociales envers les migrants internationaux**

Les projets de replantation des arbres sont souvent à l'agenda de politiques translocales villageoises. Les projets de replantation d'arbres au village d'origine, parfois aussi appelés projets de reforestation ou de reverdissement, figurent parmi les projets les plus populaires dans l'espace translocal. En effet, la reforestation est une des priorités quand il s'agit pour les répondants d'énoncer de projets collectifs d'adaptation, dans toutes les zones de recherche (Dakar, Matam, Belgique). Ce sujet revient souvent dans les discussions, notamment sur les groupes WhatsApp (voir chapitre 6).

Les attentes envers les émigrés sont surtout orientées vers leurs capacités à trouver des partenaires. Les moyens financiers et techniques étant limités, ils comptent sur ces ressources extérieures.

---

<sup>205</sup> Entretien, Thiemping, janvier 2018.

<sup>206</sup> Entretien, Thially, janvier 2018.

<sup>207</sup> En 2017, lorsque je me rafraichissais en me baignant dans le fleuve à Thiemping, des villageois qui étaient en bordure de fleuve m'ont averti en criant qu'il y avait une mère et son veau qui était à quelques 100 mètres. L'année suivante dans le même village, un hippopotame s'est coincé dans les mailles de filets de pêcheurs dans le fleuve. Un vétérinaire français exerçant son métier dans un zoo de Thiès, appelé pour sortir l'animal du filet, n'a finalement pas pu sauver l'animal. Des vidéos montrant ce spectacle ont circulé sur les réseaux sociaux jusqu'en Europe.

<sup>208</sup> A Soubalo (village de « pêcheurs » *Cubalbé*), en plus de la période des « navétanes », lors du retour des personnes originaires du village durant les vacances d'été, il y a eu une occasion de décorer les pirogues pour le Festival à Sahel Ouvert, organisé par une ONG française GLOBE, en février 2020. Du mot wolof *navet* (saison des pluies). A



**Photo 1 – Paysage désertifié du Fouta-Toro dans le Diéri, à 7 km du fleuve Sénégal  
(source : auteur).**

### 3.5. Les secteurs non-agricoles

#### **3.5.1. Perceptions environnementales : moins d'impacts négatifs dans les divers secteurs extra-agricoles**

Il ressort de nos enquêtes nettement moins d'effets directs des changements environnementaux, et moins d'attentes sociales au niveau communautaires dans les domaines professionnels non-agricoles. Toutefois, au niveau des **demandes familiales, de nombreuses sollicitations** émanent par rapport aux demandes d'appuis ou d'investissements dans **divers types d'activités extra-agricoles**. Ces activités non-agricoles se développent de manière croissante dans les plus grands villages enquêtés. Elles sont beaucoup moins présentes dans les plus petits villages de peuls-éleveurs et de pêcheurs, qui ne sont pas chef-lieu de Commune et qui ne sont pas situés sur l'axe routier (RN2). La diversification des systèmes agricoles, basée sur des activités à la fois "sur l'exploitation" (*on-farm*) et "hors exploitation" (*off-farm*), a été largement observée dans les communautés d'agriculteurs (Barrett et al., 2001 ; Tacoli, 2011 ; Top, 2014).

Nous n'allons pas détailler les principaux effets perçus sur les différents secteurs non-agricoles présents dans les villages. En revanche, il est intéressant de rappeler que dans ces villages ruraux, la plupart des ménages ont des activités économiques réparties dans divers secteurs. Il s'agit principalement des corps de métiers suivants. Premièrement, ceux liés **au secteur de l'immobilier** : les menuisiers métalliques, les charpentiers, les briquetiers, les maçons, etc. Deuxièmement, on retrouve les secteurs liés aux **services de l'esthétique** : de coiffeurs, de tailleurs/couturiers, etc. Troisièmement, on observe des métiers en lien avec **le transport** : des charretiers, des chauffeurs et commis de 'taxi-brousse', etc. Finalement, il y a les métiers dans le secteur du **commerce** : boutiquiers, commerçants, etc.

En général, les villageois qui gèrent des petites entreprises typiques – le plus souvent informelles –, se plaignent des « manques de moyens » pour développer leur business. Il s'agit des boutiquiers, des tailleurs/couturiers, des coiffeurs, des menuisiers, des quincailleries, etc. Les villageois fustigent plus particulièrement contre les conditions, selon eux, trop exigeantes d'accès au crédit financier et du taux d'intérêt excessif. Comme l'affirme ce boutiquier de 47 ans qui collabore avec son frère émigré au Gabon : « Nos difficultés sont surtout financières - les banques ne prêtent pas car de nos jours c'est risqué et les intérêts que prennent les banques sont énormes. »<sup>209</sup>

En même temps, ces personnes ne sont pas friandes des emprunts de crédit formels, qu'ils soient bancaires ou d'institutions de microcrédit (Pamecas, Crédit Mutuel Sénégalais). Les montants prêtés ne sont pas considérés comme assez conséquents (trop petites sommes), et sont remboursés avec des taux d'intérêts jugés trop élevés. Il faut aussi généralement pouvoir mettre un quart de fonds propres (p. ex. 250.000 CFA pour 1 millions CFA de crédit). Autrement, la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS) est le principal outil de la politique de financement du secteur agricole, qui repose quasi exclusivement sur des crédits de campagne à taux bonifiés (7,5 % pour les bénéficiaires finaux). En outre, les villageois craignent les risques de non-remboursement et la honte publique y associée. Il n'est alors pas étonnant d'observer des jalousies au sein des familles qui ne peuvent pas s'appuyer sur des transferts financiers<sup>210</sup> de membres migrants, que ce soient des dons ou des 'prêts'.

Nos résultats par rapport à ce constat rejoignent ceux de van der Land (2018), qui montre aussi dans son livre que de nombreux ruraux (jeunes hommes et femmes) ne voient pas leur avenir dans les zones rurales,

<sup>209</sup> Entretien, Dabia Odeji, février 2019.

<sup>210</sup> Les paiements transfrontaliers sont politiquement et économiquement réglementés et régis par des institutions nationales et supranationales comme la Banque mondiale et le Groupe d'action financière (GAFI). Elles ouvrent et ferment des barrières pour le système financier opérationnel et négocient les accords et les coûts de transaction pour les transferts d'argent. Ces réglementations financières ont un impact politique et social sur les acteurs des transferts de fonds.

soit parce que l'accès aux terres fertiles est limité et que les conditions climatiques peu fiables rendent l'agriculture moins attrayante, soit parce qu'ils imaginent leur avenir différemment du mode de vie de leurs parents et différent de l'agriculture de subsistance.

### **3.5.2. Attentes plutôt individuelles et familiales que communautaires**

Les profils actifs dans les secteurs non-agricoles perçoivent moins fortement les risques environnementaux et s'y sentent généralement **moins vulnérables**. Ainsi, il n'est pas surprenant d'avoir trouvé qu'il y a de nombreuses attentes de la part des villageois envers les migrants internationaux de s'engager dans des appuis familiaux ou individuels à ces secteurs (principalement d'appuis financiers, mais parfois aussi de connaissances et de savoir-faire). Ces types d'appuis **ne s'étendent généralement pas aux associations de développement villageois**. Cependant, dans les grands villages, certaines associations de groupes statutaires peuvent formuler des demandes particulières orientées vers des investissements collectifs pour des activités à but lucratif (comme par exemple, des machines à tisser ou du matériel pour la poterie).

En revanche, nos enquêtes auprès des villageois révèlent certaines attentes sociales qui consistent à trouver et ensuite nouer des partenariats dans l'optique de développer des domaines non-agricoles. La plupart des villageois portent un intérêt et estiment important que 'leur diaspora' puisse impulser des formations professionnelles dans la zone. La mise en place des Centres de formation par les pouvoirs publics appuyés par des partenaires extérieurs, pourrait, selon de nombreux répondants, être accélérée par un travail de plaidoyer des émigrés.

### **3.5.3. Les infrastructures sociales de base manquantes ou inadaptées : impacts des conditions climatiques sur l'enseignement et la santé**

Les infrastructures sociales de base (écoles, poste de santé, mosquées...) sont, malgré des progrès notables ces deux dernières décennies dans la plupart des localités enquêtées, jugées encore loin d'être satisfaisantes. Elles sont jugées insuffisantes par la plupart des villageois interrogés non seulement en quantité, mais également en qualité. Par conséquent, ces infrastructures influençant les conditions de vie et les perspectives dans ces villages peuvent encore être améliorées, notamment en tenant compte des changements environnementaux.

Selon les enseignants et directeurs d'écoles interrogés, les conditions climatiques impactent négativement le déroulement des enseignements. Comme l'explique le directeur de l'école primaire de Thiemping (45 ans) :

« Par exemple, durant les mois de décembre et de janvier nous sommes inondés de bains de sable. Et il est évident qu'un écolier ne pourrait pas travailler avec un cahier rempli de poussière. Il ne pourra pas écrire et même voir dans ces conditions. Mais aussi quant à la canicule, elle est torride aux mois d'avril à juin surtout. En cette période, dans les salles de classes qui ont beaucoup d'élèves, tout le monde est en sueur. Les élèves n'arrivent pas à se concentrer dans ces conditions... ».<sup>211</sup>

**Les infrastructures faites de zinc ne sont pas considérées comme bien adaptées** au contexte climatique de la zone. En guise de solution, un jeune instituteur de 28 ans souligne, comme la plupart des membres du corps enseignant (une vingtaine de personnes) interrogés dans les différents villages :

<sup>211</sup> Entretien, Thiemping, janvier 2018.



« La ventilation devrait être améliorée, si la climatisation est trop chère. On pourrait également changer la toiture de zinc ainsi que la position des classes face à la direction du vent, donc de la poussière. Nous avons en outre remarqué que les classes qui font face au soleil le matin ou le soir sont les plus chaudes »<sup>212</sup>.

De même, les **membres du personnel des soins de santé** interrogés dans les villages estiment généralement que les infrastructures ne sont pas non plus adaptées pour soigner les ressortissants du village et des alentours. Si le premier souci reste le manque de personnels, de médicaments et de matériels médicaux adaptés aux besoins, l'infrastructure du bâtiment ne leur semble pas non plus permettre des soins adéquats.

Les membres du corps enseignants et des postes ou dispensaires de santé interrogés dans les villages y voient un rôle certain pour la diaspora, puisqu'ils sont déjà à la base de nombre d'infrastructures scolaires et sanitaires, **généralement en codéveloppement avec une ONG ou en coopération décentralisée**. Seulement, ils pensent que les idées techniques de l'adaptation proviendront plus probablement des partenaires techniques qu'ils auront trouvé dans leur pays d'installation que de leurs propres compétences. En effet, certains ont fait référence aux techniques de **construction traditionnelle de « la voûte nubienne »**, qui est promue par une ONG française de codéveloppement (la Maison des Yvelines) active dans la région du Fouta-Toro. Celle-ci a construit plusieurs bâtiments publics avec cette technique thermodynamique adaptée au climat sahélien.

Dans les villages enquêtés, le cas des **rare panneaux solaires** pour les maisons privées<sup>213</sup>, par exemple, vaut **aussi pour des projets collectifs initiés collectivement par l'AVD**. Ceux qui sont installés sur les grands systèmes de forages d'eau, encore en état de fonctionnement, sont bien surveillés et gérés par le comité de gestion du forage. Les **problèmes de capacités de maintenance des panneaux et des vols** récurrents sont souvent mentionnés.

Plusieurs villages ont bénéficié de migrants qui ont trouvé des partenaires qui ont installé des systèmes électriques solaires (système photovoltaïque), pour les infrastructures sociales de base (école, poste de santé, maternité, etc). Par exemple, à Thiemping, à l'automne 1995, une équipe technique suisse du Tessin (Tecino) a remplacé l'ancien générateur du poste de santé, donnant ainsi forme concrète à une idée qui a vu le jour en 1992. Le rapport de l'ONG suisse mise en place spécialement suite aux liens d'amitiés entre un migrant ressortissant du village et un médecin suisse rappelle les avantages : « le système ne pollue pas, est capable de fournir plus de puissance et donc de permettre l'idéal : le stockage des médicaments et des vaccins ». Il s'agissait d'un effort considérable, car en raison du coût élevé des matériaux au Sénégal, il n'a pas été possible, comme cela aurait été souhaitable, de confier le travail à des entreprises locales. L'ensemble de l'équipement a donc été fourni par une entreprise suisse, transporté à Dakar, chargé dans une camionnette, escorté sur 700 km à Thiemping et enfin assemblé par des techniciens tessinois<sup>214</sup>. Actuellement, la maintenance de ces équipements est source de problèmes au village.

Cet exemple illustre la dépendance aux partenaires, à l'aide au développement. Il montre aussi que les techniques et savoir-faire importées du Nord, ne sont pas souvent maîtrisées de manière autonome, ni par les migrants internationaux, ni par les populations bénéficiaires.

<sup>212</sup> Entretien, Nouma, février 2020.

<sup>213</sup> Même si dans plusieurs villages on peut observer des vieux panneaux solaires hors d'usage sur certains toits de maisons en ciment.

<sup>214</sup> Voir aussi le rapport des activités du partenariat : [http://www.thiemping.ch/testi/2011\\_bollettino.pdf](http://www.thiemping.ch/testi/2011_bollettino.pdf), p. 4

## 3.6. Synthèse des perceptions

Impacts perçus des CE sur les moyens de subsistance et ses causes	Force de l'impact sur les conditions de vie ( <i>Dande maayo, Waalo, Diéni</i> )	Demandes envers la diaspora
Variabilité des précipitations (sécheresses et inondations, respectivement " trop peu " ou " trop à la fois ") - Le changement climatique a été mentionné par les agriculteurs en contact avec des partenaires de développement externes ; beaucoup ont également mentionné des raisons religieuses/mystiques (par exemple, punitions de Dieu/marabouts), le plus souvent mentionnées par des personnes n'occupant pas de "positions de leader ", ayant donc moins de contacts avec les partenaires de développement.	XXXXXX : impacts négatifs sur les rendements agricoles et les pertes matérielles, en particulier l'effondrement des habitations en terre par suite des fortes pluies.	La construction des points d'eau (forages et puits d'eau), idéalement à l'aide d'énergie solaire, car il n'y a apparemment aucun souci d'épuisement des nappes phréatiques dans la région.  Systèmes d'irrigation collectifs et privés (diverses techniques) ; Système de solidarité collective ad hoc via les réseaux sociaux et les systèmes de transfert d'argent pour répondre aux impacts des fortes pluies et vents forts causant l'effondrement des maisons.
La dégradation des sols (principalement la déforestation, et certains ont mentionné les barrages hydroélectriques retenant les sédiments organiques ; les produits chimiques/pesticides diminuant la qualité des sols agricoles et le surpâturage).	XXXX : Moyens de subsistance (bétail, perte de rendements agricoles)	Absentes ; plutôt demandes de soutiens pour l'achat de fourrage pour le bétail en saison sèche ; participation à l'augmentation des actifs d'élevage du bétail.
Désertification/Diminution de la couverture végétale (principalement la déforestation, mais beaucoup ont également mentionné le changement climatique associé à la sécheresse ; et certains ont mentionné les problèmes de surpâturage ; beaucoup ont également mentionné des raisons religieuses/mystiques mais moins que pour les événements à déclenchement rapide (les sécheresses et les fortes pluies).	XXXX : idem que pour la dégradation des sols	Demandes par le biais de diverses associations villageoises (principales organisations villageoises, mais aussi associations de jeunes) de contribuer financièrement à de petites initiatives de "reboisement" ; cependant, de nombreuses expériences ratées découragent les populations sans partenaires de développement externes. Remarquable : peu de demandes sociales pour des cuisinières propres/foyers améliorés ; ni avec les partenaires extérieurs (beaucoup d'abandons à la fin du projet).
Diminution des stocks de poissons (principalement depuis la construction du barrage de Manantali ; faible niveau d'eau associé au barrage et à la sécheresse ; zones et périodes de reproduction insuffisantes ; méthodes de pêche des pêcheurs venus "d'ailleurs" (notamment du Mali) ; certaines pollutions mentionnées dans le fleuve (principalement les plastiques) ; peu de mentions explicites du changement climatique.	XXXX : la plupart des poissons sont importés de la côte ailleurs malgré la proximité du fleuve Sénégal ;	Peu de demandes pour des alternatives telles que la pisciculture - problème de réglementation du poisson (peu de plaidoyer de la diaspora).
L'érosion des berges du Fleuve et du sol par l'eau et le vent (généralement perçue comme "normale", bien qu'elle soit perçue comme étant en augmentation ; peu de raisons sont données ; lorsqu'il y en a, on mentionne souvent le changement climatique.	XXXX : affectant les maisons (+ les vents forts avec la poussière de sable fin affectent la santé des personnes vulnérables ;	Mécanismes ad-hoc de solidarité collective en cas d'effondrement des maisons – proches migrants internes, internationaux et villageois (cf. ci-dessus)
Perte de biodiversité (beaucoup moins de diversité faunique et végétale qu'auparavant, principalement perçue	XX : Peu d'agriculteurs ont parlé de l'importance de la biodiversité pour la production agricole, telles que des	Pas de demandes spécifiques.

comme étant due à la désertification et à la déforestation ; presque personne n'a mentionné le changement climatique)	insectes pour l'augmentation des rendements.	
Pollution visible (déchets plastiques, eau, eaux usées, etc.) - perçue comme une conséquence du "développement" et du passage d'une consommation "traditionnelle" à une consommation "moderne".	XXX : Pertes d'élevage (moutons, chèvres, vaches) dues à l'ingestion de plastique ; impact négatif sur la reproduction des poissons.	Demandes de participation financière aux activités annuelles de collecte des déchets ( <i>'set setal'</i> ) organisées par les associations villageoises ; également du matériel pour la gestion des déchets, mais principalement par le biais de partenaires de développement ; plaidoyer pour des installations publiques liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, éventuellement avec des partenaires externes.

**Tableau 8 – Perceptions des causes environnementales et de leurs effets sur les conditions de vie, liées aux demandes sociales à l'égard des membres de la diaspora.**

Tableau à lire avec une échelle en fonction du nombre de croix : de 1 à 5, respectivement de très faible à très important en fonction de l'importance accordée à l'aléa/impact sur les conditions de vie par les répondants haalpulaaren (villageois de la région du Fouta-Toro). Les notes ont été attribuées sur la base de nos entretiens semi-dirigés et sur la base de nos observations.

/: Aléa inexistant X: très faible; XX: faible; XXX: Moyen; XXXX: Important; XXXXXX: très important

## 4. Conclusion : Divers aléas environnementaux entraînent des attentes particulières

Nos enquêtes de terrain indiquent que les zones d'études dans la région du Fouta-Toro sont sujettes aux impacts lents et rapides des changements environnementaux (voir ci-dessus le tableau de synthèse des résultats reprenant les perceptions et les attentes envers la diaspora villageoise – Section 3.6.).

Les villageois sont sensibles et affectés à des degrés variables (en fonction de l'activité économique principale, le secteur agricole étant plus vulnérable aux aléas environnementaux, l'âge, le genre, l'appartenance à des groupes statutaires) par ces impacts environnementaux, tant au niveau de leurs ressources et moyens d'existence que des infrastructures privées ou collectives.

Bien que la perception des changements environnementaux soit une condition préalable à la réponse d'adaptation individuelle et collective, les conditions socio-économiques déterminent la vulnérabilité des ménages agricoles à la tragédie économique et aux privations sociales induites par les changements environnementaux, dont le climat. Ces aléas sont perçus comme négatifs, et menaçants, surtout par les personnes qui ont moins de membres dans la famille proche en mobilité. Les villageois qui ont des membres de la famille à l'étranger sont relativement moins sensibles et se sentent moins vulnérables à ces aléas. Leurs capacités adaptatives semblent en général supérieures à celles des personnes qui ne peuvent pas compter sur un soutien extérieur.

Ce sont les secteurs de l'agriculture, l'élevage et la pêche qui sont les plus fortement affectés par les effets des changements environnementaux. A l'époque, il y avait une nette différence entre les éleveurs et les agriculteurs dans leurs pratiques. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. La différence de pratiques entre éleveurs pasteurs et agriculteurs tend à disparaître. En effet, les pasteurs associent de plus en plus l'agriculture à l'élevage pour compenser les pertes en ressources pastorales. Quant aux agriculteurs, ils se tournent vers l'élevage ou du moins l'embouche, dans le but de survivre dans ces conditions extrêmes.

L'impact majeur est celui de la **variabilité des précipitations** (sécheresses et inondations, respectivement "trop peu" ou "trop à la fois") est perçue comme un problème très important. Le changement climatique a été mentionné, dans ce cadre, par les agriculteurs en contact avec des partenaires de développement externes. Beaucoup ont également mentionné des raisons religieuses/mystiques (par exemple, punitions de Dieu/marabouts), le plus souvent mentionnées par des personnes n'occupant pas de "positions de leader", ayant donc moins de contacts avec les partenaires de développement.

Les impacts affectent négativement les rendements dans ces secteurs. Il y a aussi des pertes matérielles, en particulier l'effondrement des habitations en terre (*banco*) à la suite des fortes pluies.

Parmi les **demandes sociales** envers la diaspora on retrouve les constructions des forages (idéalement à l'aide d'énergie solaire) pour le maraîchage. Si les villages n'ont apparemment pas de problème d'épuisement des nappes phréatiques dans la région, certains villages dans le département de Podor commencent à souffrir de l'intrusion de « la langue salée » (les nappes phréatiques contaminées par le sel l'eau marine). Il y a aussi une volonté de revalorisation des anciens puits abandonnés à la suite de la construction des premiers forages dans les années début 1990 (après que les effets des barrages se sont fait ressentir). On retrouve aussi des demandes de financement de systèmes d'irrigation pour des projets d'agriculture et de maraîchage - de saison et de contre-saison - pour des collectifs et privés (diverses techniques).

**Les catastrophes naturelles peuvent causer des pertes matérielles** importantes au village. C'est le plus souvent mentionné en cas de sécheresse et en cas de forte pluie accompagnée de vents forts (souvent

en début d'hivernage). Si la perte de bétail 'de luxe' n'est pas considérée comme priorité pour l'intervention de la communauté villageoise via l'AVD ou une autre association villageoise, c'est bien le cas pour l'aide aux familles démunies qui manquent de moyens pour reconstruire leur maison effondrée en banco à cause de fortes pluies<sup>215</sup>. Le rôle des imams et marabouts comme intermédiaires apolitiques pour les appels à contributions des « bonnes âmes, » au Sénégal et à l'extérieur, est très important dans les villages affectés. Dans la plupart des villages, lors d'impacts des fortes pluies et de vents forts causant l'effondrement des maisons, se mettent en place des demandes de solidarité collective ad hoc via les réseaux sociaux et les systèmes de transfert d'argent. Ce sont ici des réactions spontanées, après l'événement extrême (ex-post), qui demandent des solutions plus durables, comme la construction de bâtiments plus adaptés aux conditions environnementales. De manière plus détaillée dans la deuxième partie empirique (chapitre 5), nous verrons comment des membres de la communauté haalpulaaren s'organisent pour répondre aux besoins de la communauté villageoise affectée par une catastrophe naturelle.

Un second impact environnemental sur les conditions de vie est la **dégradation des sols**. Celui-ci est principalement perçu comme étant causée la déforestation, et certains ont mentionné aussi les barrages hydroélectriques retenant les sédiments organiques. D'autres ont rajouté ou insisté sur les produits chimiques/pesticides diminuant la qualité des sols agricoles. Finalement, le surpâturage n'a pas souvent été pointé du doigt comme facteur dégradant la qualité du sol et de la couverture végétale, notamment par l'érosion causée par les herbivores. Si la dégradation des sols est clairement perçue comme affectant les rendements agricoles et causant des pertes de têtes dans les cheptels et troupeaux, il n'y a pas d'attentes ni de demandes pour restaurer celui-ci à long terme. En revanche, il y a plutôt des demandes de soutiens individuels et familiaux pour l'achat de fourrage pour le bétail en saison sèche et de participation à l'augmentation des actifs d'élevage du bétail.

Un troisième impact, **la désertification** (ou la diminution de la couverture végétale) est liée et souvent confondue avec la précédente. Il s'agit principalement du problème de la déforestation qui est évoqué, mais ils sont nombreux à avoir aussi mentionné le changement climatique associé à la sécheresse ; et certains ont mentionné les problèmes de surpâturage. Si comme pour les deux autres phénomènes environnementaux précédents, des raisons religieuses et mystiques sont souvent évoquées, elles le sont moins souvent que pour les événements à déclenchement rapide (les sécheresses et les fortes pluies).

Les demandes pour lutter contre la désertification sont formulées plutôt par le biais de diverses associations villageoises (principales organisations villageoises, mais aussi associations de jeunes). Concrètement, ces associations sollicitent la diaspora pour contribuer financièrement à de petites initiatives de "reboisement" ; cependant, de nombreuses expériences ratées découragent les populations sans partenaires de développement externes. Remarquons qu'il n'y a que peu de demandes sociales pour des cuisinières propres (*clean cookstoves*), tant envers la diaspora qu'envers leurs partenaires extérieurs (beaucoup d'abandons à la fin du projet).

Un quatrième élément qui affecte les moyens d'existence est la **diminution des stocks de poissons**. En effet, la plupart des poissons sont importés depuis la côte atlantique malgré la proximité du fleuve Sénégal. Ces effets sont principalement perçus depuis les grandes sécheresses, mais surtout depuis la construction du barrage de Manantali qui cause un faible niveau d'eau et des zones et périodes de reproduction insuffisantes pour les réserves halieutiques. Sont également blâmés : les méthodes de pêche des pêcheurs

---

<sup>215</sup> Remarquons à ce sujet que certains répondants considèrent qu'il y aurait moins d'effondrements de maisons qu'auparavant, parce qu'il y aurait moins de pluies, d'une part, et que les maisons sont construites davantage en ciment et d'autres matériaux 'modernes', d'autre part. Les réponses allant dans ce sens étaient plus fréquentes lors du premier terrain en 2018 (année plus sèche, ainsi que les années précédentes) qu'en 2019 et 2020 (années à plus forte pluviométrie).

venus "d'ailleurs" (notamment du Mali) et certaines pollutions mentionnées dans le fleuve (principalement les plastiques) ; Il y a eu relativement peu de mentions explicites du changement climatique dans ce cadre.

On a observé relativement peu de demandes pour des alternatives telles que la pisciculture et des plaidoyers par rapport au problème de réglementation du poisson (peu de plaidoyer envers et émanant de la diaspora).

Un cinquième impact est **l'érosion des berges du fleuve** et du sol par l'eau et le vent (généralement perçue comme "normale". Bien qu'elle soit perçue comme étant en augmentation ; peu de raisons sont données ; lorsqu'il y en a, on mentionne souvent le changement climatique. L'érosion des berges et les vents forts affectent les maisons, surtout celles en bordure du fleuve, d'un de ses bras ou marigots. Les vents forts combinés avec la poussière de sable fin affectent la santé des personnes vulnérables.

Les demandes consistent principalement à construire des 'maisons modernes' et à intervenir par des mécanismes ad-hoc de solidarité collective villageoise (et famille élargie) en cas d'effondrement des maisons. Ce sont plutôt des proches de victimes, souvent migrants internes et internationaux, dont il est attendu d'intervenir davantage.

Un sixième impact environnemental est perçu, mais pas nécessairement considéré comme affectant les conditions de vie : celui de la **perte de biodiversité**. S'il y a unanimité sur le constat qu'il y a beaucoup moins de diversité faunique et végétale qu'auparavant, cela est principalement perçu comme étant du à la désertification et à la déforestation ; presque personne n'a mentionné le changement climatique. Peu d'agriculteurs ont parlé de l'importance des abeilles (ou autres insectes pollinisateurs) pour l'augmentation des rendements. Concernant les demandes envers la diaspora par rapport à cela, le résultat est simple : il n'y a pas de demandes directement liées, si ce n'est la volonté de reboiser la zone autour des localités.

Le dernier impact environnemental évoqué est celui de **la pollution visible** (déchets plastiques, eau, eaux usées, etc.). Celui-ci est généralement perçu comme une conséquence du "développement" et du passage d'une consommation "traditionnelle" à une consommation "moderne". Si ce phénomène de pollution est moyennement considéré comme ayant des impacts sur les moyens d'existence, il est néanmoins considéré comme important pour la qualité de vie au village. Ainsi, la diaspora est sollicitée par des demandes de participation financière aux activités annuelles de collecte des déchets (*'set setal'*) organisées par les associations villageoises. Ces dernières leur demandent également du matériel pour la gestion des déchets, mais cela se passe principalement par le biais de partenaires de développement. Les villageois discutent aussi avec leurs migrants par rapport aux installations publiques liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, éventuellement avec des partenaires externes.

Au-delà des facteurs environnementaux, les villageois enquêtés mentionnent souvent les problèmes de santé et d'infrastructures, l'absence d'accès aux marchés et à l'éducation, le manque de travail et de stabilité politique. Comme dans d'autres cas d'études dans le Sahel, ces problèmes sont considérés comme des contraintes plus graves et plus immédiates à la survie que la variabilité et le changement climatiques, malgré la gravité des sécheresses qu'ils ont connues (Mbow et al., 2008, Mertz et al., 2008, Tschakert, 2007). Le manque de ressources, d'informations, de moyens financiers et de soutien institutionnel sont autant de contraintes qui limitent la capacité d'adaptation des ménages agricoles, notamment pour leurs exploitations familiales et communautaires.

De nombreuses études ont montré que les ménages et les communautés du Sud, tout en étant très vulnérables aux risques naturels et aux changements environnementaux, sont en même temps souvent très résilients à leur égard. Ainsi, ce chapitre a montré qu'ils mettent souvent en place des stratégies d'adaptation qui leur permettent de rester et de conserver leurs moyens de subsistance, même en présence de constellations de risques multiples. Ainsi, la migration en tant qu'adaptation pourrait n'être qu'une stratégie d'adaptation parmi d'autres (Tacoli, 2011 ; van der Land, 2018). Il apparaît dans nos villages que

les mobilités sont perçues comme des opportunités, qui peuvent influencer ces stratégies et pratiques d'adaptation. Cette analyse par les transferts au sens large est l'objet des sections suivantes. Ces stratégies, parfois renforcées ou rendues possibles grâce aux interventions des migrants (surtout internationaux), rendent les villageois moins vulnérables, et donc plus résilients face aux aléas environnementaux (Dime, 2015; Lalou et Delaunay, 2015 pour la migration saisonnière depuis le bassin arachidier; Tandian, 2015 ; Wade et al, 2017). Par conséquent, dans nos zones d'études, il semble que la migration est une des options majeures parmi d'autres moyens d'adaptation (aussi Sall et al., 2011).

Enfin, nous avons vu qu'il y a **de fortes attentes de la part des ménages d'origine envers leurs migrants, qui peuvent se traduire** en termes de contribution aux capacités d'adaptation collectives. L'importance accordée à la mobilité par les non-migrants, comme moyen d'adaptation souvent inconscient, explique en partie la réticence observée pour la migration de retour et une certaine prévalence de la migration à long terme comme stratégie d'adaptation majeure (Lietaer et al., 2020).





## Chapitre 3.

# Le rôle des perceptions socio-environnementales sur les attentes et demandes sociales de membres de la communauté translocale à Dakar envers les migrants internationaux

## 1. Introduction

### 1.1. Les mobilités rurales vers Dakar : étapes et liens translocaux

Le phénomène de l'exode rural (migration interne) vers la capitale et la relation avec la mobilité internationale et son corollaire, les transferts (*remittances*) pour le développement et/ou l'adaptation aux changements environnementaux, sont apparus très tôt dans plusieurs ethnographies rapprochées de travaux universitaires (Beauchemin et al., 2013). Certaines études se sont penchées sur l'occupation spatiale et la transformation de ces "zones rurales" (zones rurales devenant urbaines), notamment autour du lac Rose en banlieue néo-Dakaroise (par exemple, Sow, 1995 ; 1999 ; Sow, 2002 ; Ndao, 2012). Ces études appliquent une approche ascendante (*bottom-up*) axée sur la communauté portent sur la manière dont celles-ci gèrent durablement des stratégies d'adaptation au climat conflictuel.

Toutefois, ce qui nous intéresse ici est de comprendre que les migrants internationaux haalpulaaren – dont ceux résidant en Belgique - sont sujets à d'autres demandes sociales que celles de leur village d'origine. Beaucoup de migrants internationaux ont de la famille et des proches dans la région néo-Dakaroise. Ils y ont eux-mêmes souvent séjourné de quelques semaines à plusieurs années. En outre, quasiment chacun des villages enquêtés dans la région du Fouta-Toro et chacun des migrants internationaux interrogés ont une section de l'association villageoise de développement localisée à Dakar. Peu d'études ont fait le lien entre les migrants internes et internationaux à leur ménage et village d'origine (Boltz-Laemmel et Villar, 2013). Encore plus rares sont les travaux qui opèrent ce lien avec les changements environnementaux.

Ainsi, il nous semble utile d'étudier les perceptions des effets des changements environnementaux sur les conditions de vie à Dakar des membres des communautés villageoises enquêtées. Cela est utile pour comprendre l'importance de leur incidence sur les attentes et demandes envers leur diaspora, et en particulier, les émigrés haalpulaar en Belgique.

Ce chapitre met en lumière comment les migrants internes originaires des communautés villageoises translocales se perçoivent comme - à nouveau<sup>216</sup> - impactés par des conditions socio-environnementales difficiles à Dakar (**Q 1.b.**) Les dynamiques de contributions migratoires par les transferts matériels des migrants haalpulaaren interrogés en Belgique s'en retrouveraient dès lors aussi impactés. En effet, une partie des efforts de transferts matériels est retenue pour les difficultés auxquelles font face les proches et membres de la communauté d'origine à Dakar. Cependant, les demandes sociales des migrants internes

---

<sup>216</sup> En effet, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, ceux-ci étaient déjà affectés par des aléas environnementaux dans leur village d'origine du Fouta-Toro.

haalpulaar à Dakar envers leur diaspora sont-ils aussi engageants politiquement ? Comment s'articulent-elles aux dynamiques translocales orientées vers le village d'origine ? (Q2<sup>217</sup>)

## 1.2. Les banlieues de Dakar : Pikine, Guédiawaye et Thiaroye

La vallée du fleuve Sénégal fut la première zone affectée par la sécheresse dans les années 1960/70 et constitue le premier pôle d'émigration notamment vers le Nord (Kane et Lericollais, 1975 ; Findley, 1991 ; Guilmoto, 1997). La capitale, Dakar où est concentré l'essentiel de l'activité moderne, est également touché par la crise économique et le phénomène migratoire international (Borderon et al., 2014).

Les migrations circulaires et saisonnières vers Dakar datent depuis au moins les années 1950, et les réseaux d'accueil des migrants se mettent en place plus structurellement dans les années 1970 et 1980 (Lavigne-Delville). Ces mouvements se généralisent dans les années 1990 et atteignent une ampleur considérable, touchant la population à de très jeunes âges. Des migrants haalpulaar partis au départ pour une migration saisonnière ou temporaire, s'y sont installés de manière permanente. D'autres ont continué leurs parcours migratoire et ont émigré vers le Nord, gardant un réseau social sur Dakar. Ainsi, les quartiers d'enquêtes sélectionnés à Dakar constituent des « arrières-boutiques » de la vallée du fleuve Sénégal. Ce sont des espaces où le migrant international se doit non seulement d'y être présent, mais il faut aussi y investir aussi en tant que migrant international. Parce que la réussite en tant que membre de la diaspora se mesure aussi à travers la réalisation de la construction d'une maison dans le territoire d'origine, mais également dans le territoire traversé de la capitale, in casu Pikine, Guédiawaye et Thiaroye.

Les Communes de Pikine et Guédiawaye ont connu une évolution urbanistique caractérisée par une occupation anarchique de l'espace, notamment en zones inondables. Si les quartiers les plus inondés sont ceux dits « irréguliers », même les cités construites à partir de la fin des années 90 et au début des années 2000 dans les quartiers aménagés avec des constructions régulières peuvent être affectés du fait du manque de projets d'assèchement (Tall, 2009 ; Diongue et Diouf, 2018). Par conséquent, les inondations et d'autres risques (e.g., effondrements de maisons, contaminations et maladies liées à la qualité de l'eau, ...) empirent les effets du changement climatique (Enda, 2014). En effet, dans un contexte de semi-opérabilité des **infrastructures sociales de base** à cause des inondations et de **ressources économiques très limitées** des ménages, les populations sont **vulnérables** aux divers risques (Borderon et al., 2014 ; Enda, 2014).

Les inondations récurrentes (2005, 2009, 2012 et 2013), et plus récemment celles causées par la saison des pluies de 2020, ont attiré l'attention des décideurs politiques. Ils ont identifié avec les partenaires internationaux du développement des besoins importants d'investissement pour répondre à cette problématique caractérisée par différents types d'inondations dans plusieurs localités, notamment à Dakar (Diongue et Diouf, 2018). Des réflexions ont été lancées au niveau national pour répondre aux risques de catastrophes. Par exemple, l'Agence française de Développement (AFD) intervient aux côtés du gouvernement sénégalais depuis 2010 sur la gestion des eaux pluviales. Les zones périurbaines, comme les quartiers irréguliers de Pikine ont "des besoins d'investissement importants en matière d'évacuation des eaux" selon l'AFD (2017 : 8). Le projet de gestion intégrée des inondations au Sénégal a été présenté aux Fonds vert pour le climat et s'inscrit dans le cadre de l'action Sendai 2015 - 2030 pour la réduction des risques de catastrophes.

---

<sup>217</sup> Pour rappel, la deuxième question de recherche, est formulée plus généralement ainsi : Quelles sont les dynamiques de demandes sociales entre les villageois et 'leur diaspora' qui découlent de ces perceptions socio-environnementales ? (Q 2).

La position de Dakar en tant que ville relativement stable dans la région a attiré des investissements de capitaux internationaux. La gouvernance multi-niveau doit cependant encore émerger fortement à Dakar (Pelling et al., 2018). La société civile reste souvent fragmentée et le processus décisionnel de la ville se caractérise par des préoccupations enracinées dans la résolution des échecs quotidiens du développement qui l'emportent sur les priorités locales de gestion des risques (Pelling et al., 2018). La recherche Foresight (2011 : 111) a souligné que les migrants urbains ont tendance à se concentrer dans les quartiers les plus vulnérables aux changements environnementaux due à un manque d'alternatives. La Banque mondiale rapporte que 40 % des nouveaux migrants arrivés à Dakar entre 1998 et 2008 se sont installés dans des zones à fort potentiel d'inondation (World Bank, 2010). La croissance de Dakar est symptomatique des pays où la croissance de l'économie agricole a chuté et où les taux d'urbanisation augmentent. Diallo (2019) suggère dans sa thèse un rôle accélérateur du climat sur les migrations internes au Sénégal à travers la détérioration des conditions de vie des populations. Dakar offre des opportunités économiques dans des activités non dépendantes de la pluviométrie (le secteur dit informel).

En général, les nouvelles populations sont également moins sensibilisées aux risques environnementaux et moins susceptibles de prendre le temps d'apprendre les normes d'actions collectives et de réponses aux risques environnementaux (Lalou et Delaunay, 2015). Des taux de migration élevés pourraient réduire la cohésion sociale dans les régions de destination à court terme, car les nouvelles populations ne prennent pas le temps d'apprendre les règles et les risques (Putnam, 2007). Par exemple, il a été démontré que les nouveaux migrants dans les îles Caïmans sont peu conscients des risques d'ouragans et des mesures de sécurité, ce que les résidents autochtones perçoivent comme un risque accru pour tous (Tompkins et al., 2009). Fournir des informations et des services à de nouvelles populations présente des défis opérationnels importants (Foresight, 2011).

## 2. Eléments méthodologiques

Ce chapitre intègre les différentes perceptions des migrants internes originaires d'une zone géographique et historique du Sénégal, le Fouta-Toro, choisie en raison de son importante émigration (Diop, 2008 ; Ndione, 2019).

A Dakar, en janvier 2019, deux chercheurs haalpulaar ont contribué à la réalisation d'entretiens collectifs et des entretiens avec 94 migrants internes (53 hommes<sup>218</sup> et 41 femmes). Les répondants étaient également de profils socio-économiques variés et de différentes générations. La principale caractéristique commune est qu'ils étaient principalement issus des 7 villages enquêtés lors du premier et deuxième travail de terrain dans la région du Fouta-Toro<sup>219</sup>. Ces villages appartiennent soit à une unité territoriale, soit à des unités territoriales historiques voisines partageant des caractéristiques majeures.

Notre échantillon est composé de migrants internes temporaires et permanents en âge de travailler et en migration autonome (entre 16 à 75 ans). Comme l'indique le tableau 9 ci-dessous reprenant les caractéristiques des villageois, l'échantillon de la population est plus ou moins répartis uniformément entre le sexe, l'âge et les groupes socioprofessionnels (indépendants/nobles, groupes socioprofessionnels "castés", "dépendants" ou anciens captifs/esclaves). Les répondants ont dès lors aussi divers types de moyens de subsistance et de statuts sociaux hétérogènes (jeunes femmes, jeunes hommes et adultes de divers secteurs et milieux professionnels). La sélection tendait à atteindre une représentation égale de ces

---

<sup>218</sup> Dont 6 entretiens de **récits de vie** avec des hommes haalpulaaren, pour la plupart âgée de plus de 65 ans.

<sup>219</sup> Pour rappel, il s'agit de Thiemping, Thially, Odobere, Garly, Dabia Odeji, Orefonde, et Doumga Lao.

différents groupes socioprofessionnels. En effet, l'échantillon devrait être relativement représentatif des profils très variés qui se déplacent pour diverses raisons vers Dakar. Ces groupes présentent une structure hiérarchique qui joue encore un certain rôle dans la stratification sociale<sup>220</sup> (Wane, 1969 ; Schmitz, 2009), ceci malgré les bouleversements qu'elle connaît depuis plusieurs décennies, notamment suite à la mondialisation (Dia, 2015).

Le matériel empirique issu des entretiens semi-structurés et des groupes de discussion a été analysé selon une **approche d'analyse thématique**. Les données empiriques collectées avec l'aide cruciale de deux chercheurs haalpulaar de l'UCAD<sup>221</sup> dans la banlieue néo-Dakaroise sont croisées avec celles récoltées dans la région du Fouta-Toro.

Le profil du "migrant interne" à Dakar, qui nous intéresse dans ce chapitre, est défini comme ayant une résidence temporaire ou permanente à Dakar, et est né dans un des villages de la région du Fouta-Toro. Cependant, nous avons également interrogé 5 personnes nées à Dakar, mais dont les parents sont originaires de la région du Fouta-Toro et qui ont donc un attachement particulier à l'un des 7 villages étudiés (issus de 3 des 9 anciennes provinces, à savoir le Bosséa, le Lao et le Damga).

Les entretiens ont été principalement menés dans les banlieues de Pikine, Guédiawaye et Thiaroye-sur-mer (carte ci-dessous). Celles-ci font partie des principales zones de destination des *Funtangoobe* à Dakar, bien que soumises à des impacts environnementaux majeurs (inondations, pollution...) qui affectent fortement les conditions de vie

Nous avons aussi mené des **entretiens individuels semi-dirigés avec des personnes-ressources** de ces quartiers enquêtés (au total N= 13, à savoir des chefs de quartier : N=4 ; maires : N=1 ; Imams de quartier : N=3, commandant sapeur-pompier de Guédiawaye : N=1 ; gérants de boutiques multi-services : N=4) et des **entretiens collectifs (N=9)** avec des jeunes hommes (N=3), des jeunes femmes (N=3), des femmes (N=1) et des hommes d'âge moyen (N=2) originaires d'un des villages d'enquête.

---

<sup>220</sup> Voir le Glossaire pour la définition de stratifications sociales.

<sup>221</sup> Voir les remerciements en début de document adressés à M. Sané et Coumba Ndoffene Faye.

<b>Caractéristiques des répondants à Dakar (N=94)</b>	<b>Description</b>	<b>Nombre</b>
Sexe	Hommes	53
	Femmes	41
Age	12-25 ans	22
	25-35 ans	28
	35-45 ans	14
	45-55 ans	13
	Plus de 55ans	17
Village d'origine dans le Fouta	Thiemping	7
	Thially	22
	Odobere	7
	Garly	0
	Dabia Odeji	12
	Orefonde	12
	Doumga Lao	5
	Autres	31
Commune de résidence à Dakar	Guédiawaye	29
	Pikine	22
	Thiaroye	26
	Yeumbeul	5
	Parcelles Assainies	3
	Autres	9
Durée/temps séjourné ou résidé à Dakar	0 à 3 mois	5
	De 3 mois à 5 ans	20
	6-10 ans	4
	10 -20 ans	7
	Plus de 20 ans	41
Nées à Dakar	oui	5
	non	72
	Pas de données	17

**Tableau 9 – Aperçu des effectifs dans l'échantillon (N=94) des répondants selon l'âge, le genre, le village d'origine et la Commune de résidence à Dakar.**

Cinq thèmes sont couverts par le guide d'entretien administré aux migrants internes haalpulaaren à Dakar, à savoir (1) les expériences et le parcours migratoire ; (2) « Vivre à Dakar » et les changements qui s'y opèrent, réseaux et contacts avec la famille d'origine et avec les Néo-Dakarois ; (3) « Vivre au village d'origine » et les changements qui y affectent les conditions de vie ; (4) l'environnement et comment les changements environnementaux affectent le quotidien du répondant (à Dakar et/ou au village) et (5), la solidarité internationale par le prisme notamment des transferts matériels et immatériels envoyées et les transferts reçus, à quelles fins, fréquences et ampleurs (voir le tableau des méthodes et du corpus ci-dessous).

Si la plupart des questions sont ouvertes et laissent place aux commentaires des répondants, d'autres types de questions ont été utilisés dans le questionnaire d'entretiens : des questions fermées dichotomiques ("oui/non"), des questions à choix multiples, avec une série de questions à échelle de classement (e.a. pour classer un ensemble d'effets environnementaux négatifs les uns par rapport aux autres ; classer le nombre estimé d'habitants originaires du village d'origine dans les quartiers particuliers de la banlieue de Dakar), et une série de questions à échelle de Likert sur une échelle de cinq ou sept points qui est utilisée pour permettre à l'individu d'exprimer à quel point il est d'accord ou non avec une déclaration particulière, notamment concernant les contributions des migrants.



**Figure 11 – Carte de la zone d'enquête dans la banlieue de Dakar (source : openstreetmap, 2021).**

Nous avons essayé de saisir de manière aussi complète que possible les principales variables socio-environnementales susceptibles de jouer un rôle dans les conditions de vie des migrants internes, ainsi qu'éventuellement dans leurs sollicitations envers des membres ayant émigrés à l'étranger :

- couvrant une période de temps suffisamment longue (actuelle ou contemporaine : « ces dix dernières années » ; et « ces 20-30 dernières années », ainsi que certaines questions qui touchent à la période des grandes sécheresses des années 1970-80).

- considérant les principales variables environnementales sur la base d'indicateurs du changement climatique et de la dégradation de l'environnement élaborés par une exploitation systématique des données existantes collectées par les principales organisations (Organisation météorologique mondiale, Réseau international d'information sur les sciences de la terre, FAO, etc.)

En fonction de la durée du séjour, on distingue la migration saisonnière (moins d'un an), la migration temporaire (entre 1 et 5 ans) et la migration de longue durée, sans projet de retour à court terme (plus de 5 ans), qui peut devenir "permanente".

Dans le cadre de cette thèse, ce qui nous intéresse particulièrement est de **capter les perceptions sociales des changements environnementaux et les stratégies communautaires d'adaptation<sup>222</sup> dans lesquelles les migrants internationaux s'inscrivent**. Celles-ci impliquent des mesures d'ordre institutionnel, technique et économique prises par les populations, les autorités locales et gouvernementales, en partenariat avec les ONG et autres Agences de coopération, pour atténuer la sévérité des impacts du changement climatique (Enda, 2014 : 35).

---

<sup>222</sup> Ou plutôt de 'riposte', comme le vocable utilisé dans le rapport de Enda (2014). Il est alors entendu plutôt dans le sens de 'coping strategy' en anglais, lorsque les populations ne parviennent pas à s'adapter structurellement aux aléas environnementaux récurrents.

Méthodes	Thèmes couverts	Temps d'acquisition des données	Portée temporelle couverte	Densité quantitative
<b>Observation Participative</b>	Vie quotidienne ; Impact des transferts individuels et collectifs des migrants et des projets - aspects politiques ; Impact des projets d'autres acteurs du développement.	Janvier 2019 (Suivis et compléments de novembre 2019-janvier 2020)	Enjeux contemporains	Présence constante dans les quartiers
<b>Entretiens semi-structurés</b>	Expériences/ Parcours migratoires	Idem	Actuelles et antérieures	N= 84 originaires du Fouta-Toro <sup>223</sup>
	Vivre à Dakar et les changements qui s'y opèrent, réseaux et contacts avec la famille d'origine et avec les Néo-Dakarois ;	Idem	Enjeux contemporains	Idem
	Vivre au village d'origine et les changements qui y affectent les conditions de vie ;	Idem	Enjeux contemporains et Changements sur les 20-30 dernières années	Idem
	Environnement – comment les changements environnementaux affectent le quotidien du répondant (à Dakar et/ou au village)	Idem	Enjeux contemporains et Changements sur les 20-30 dernières années (parfois aussi sur 50 ans)	Idem
	Solidarité internationale : remises matérielles et immatérielles envoyées et remises reçues, à quelles fins, fréquences et ampleurs ?	Idem	Enjeux contemporains	Idem
<b>Récits de vie</b>	Expérience de la migration et liens avec les changements environnementaux	Idem	Vie passée et actuelle	N=6 (âge >65, N=4)
<b>Entretiens collectifs</b>	Réponses adaptatives aux changements dans le temps, y compris événements environnementaux ; Représentations de migrants ; Demandes sociales des non-migrants/villages ; Événements socio-économiques et culturels dans le Fouta et dans le quartier néo-Dakarois.	Idem	Enjeux contemporains et les 50 dernières années	N=9 <sup>224</sup>
<b>Entretiens personnes-ressources</b>	Idem	Idem	Idem	N= 13 <sup>225</sup>

**Tableau 10 –Terrain à Dakar - Synthèse des méthodes appliquées pour l'acquisition des données, des thèmes et de l'étendue temporelle couverts, et de la densité quantitative.**

<sup>223</sup> Y compris 6 représentants d'associations (3 locales et 3 d'associations villageoises) avec un guide d'entretien spécifique (voir Annexe – A10.3.).

<sup>224</sup> Y compris des jeunes hommes (3), des jeunes femmes (3), des femmes (1) et des hommes d'âge moyen (2) originaires d'un des villages d'enquête.

<sup>225</sup> Y compris 4 gérants boutiquiers multi-services ; 3 imams de quartier ; 4 délégués de quartier ; 1 maire ; 1 commandant sapeur-pompier (voir Annexe 7 pour guide d'entretiens des personnes-ressources).



### 3. Résultats

Les migrants internes à Dakar ont quitté le Fouta-Toro pour de nombreuses et diverses raisons. Une des raisons fréquentes évoquées, est que la migration vers Dakar sert comme moyen de diversification des revenus du ménage. Les profils de ces personnes étant très diverses, nous n'allons pas ici rentrer dans ces détails (cf. échantillon dans la méthodologie). Trois résultats principaux importent pour notre propos d'analyse translocale.

Premièrement, les sites de destination à Dakar servent à soutenir les familles et la communauté villageoise par les transferts de fonds familiaux et collectifs. Ils renforcent aussi la structure de l'association villageoise de développement (AVD) en y hébergeant le siège la section globale (AVD de village X à Dakar). Les *Néo-Dakarois* jouent un rôle dans les activités collectives orientées vers le village, même s'ils connaissent aussi des problèmes dans leur lieu de résidence à Dakar, comme nous allons le voir dans les paragraphes suivants. Ils semblent souvent plus actifs dans l'AVD à Dakar que dans des ASC de quartier. Cette section néo-Dakaroise de l'AVD tente de faire le relai au maximum avec les différentes sections de l'AVD à travers le monde. Il y a des profils très variés, tous ressortissants du village originel. On peut y observer des dynamiques de pouvoirs similaires que l'on peut retrouver dans l'AVD au village. Les déterminants de ces dynamiques de pouvoirs sont liés à l'âge, le groupe statutaire, le genre, mais aussi de plus au niveau scolaire et l'expérience migratoire.

Deuxièmement, les jeunes migrants internes (*sukaabe*) qui font des allers-retours entre Dakar et le village sont bénéfiques pour le village sur le plan administratif et pour les relations avec les institutions extérieures. Les jeunes migrants internes renforcent également le lien entre le village et les migrants établis à l'étranger en servant de relais pour les courriers partant du village. Bien que l'arrivée des téléphones portables connectés à internet a limité leur importance en tant que relai de courrier, les jeunes qualifiés restent très utiles pour les aspects plus administratifs et formels. Par exemple, lors des interactions avec les services décentralisés de l'Etat, ils sont sollicités pour la traduction des échanges qui se font souvent en français. Ils sont aussi les interlocuteurs pour les organismes de développement présents dans la zone qui visitent le village. L'esprit du développement villageois (*bamtaare*) valorise ces capacités de rédaction et de dialogues avec les acteurs à la fois économiques, politiques et humanitaires.

Troisièmement, de nombreux membres villageois à Dakar sollicitent aussi leurs proches émigrés, dont ceux qui résident en Belgique. Il s'agit généralement de demandes d'envois d'argent mensuel ou ad-hoc pour les dépenses quotidiennes. Les demandes particulières peuvent être très diverses en fonction des profils des personnes (étudiants, migrants de transit, personne malade, etc.). Des facteurs et aléas environnementaux à Dakar (comme au village) sont perçus comme ayant des incidences sur ces dépenses, comme nous allons le voir ci-dessous. Certaines demandes sont aussi destinées à des appuis d'investissements. Les Néo-Dakarois estiment, comme la plupart des villageois, que l'inaccessibilité ou les difficultés d'accès au financement pour pouvoir « commencer un business » posent des problèmes. C'est donc problématique également dans le secteur urbain non-agricole, moins vulnérable aux aléas environnementaux. Comme l'explique une jeune fille de 21 ans, qui a fini sa formation de couture et de coiffure à Dakar, originaire de Thially au Fouta-Toro.

“L'agriculture c'est trop dur et cela ne donne presque rien sans machines. Si cela n'est pas possible d'aller à la banque pour ouvrir mon atelier, à cause des conditions trop strictes et des taux

d'intérêts trop élevés (au moins 16 %), ni en s'appuyant sur un parent en Europe, on n'a pas d'autres choix que d'aller le chercher soi-même, là il y a de l'argent, en Europe »<sup>226</sup>.

Elle rejoint ainsi un discours que tenait surtout les jeunes hommes, mais que tiennent de plus en plus de jeunes femmes (aussi Top, 2014). Ce témoignage illustre aussi comment Dakar est considéré comme une étape dans le projet d'amélioration des conditions de vie, sinon de devenir un espace de transit.



**Photo 2 – Jeunes femmes originaires du Fouta-Toro qui suivent une formation de trois ans de couture et de coiffure dans un Centre de formation (Guédiawaye, Dakar janvier 2019) (Source : auteur).**

La section qui suit analyse comment les conditions de vie impactent les migrants internes, et, par ricochet, les émigrés en Belgique. Ceux-ci sont, en plus des diverses demandes classiques, parfois aussi sollicités pour pallier les effets des aléas socio-environnementaux.

### 3.1. Les conditions de vie et pratiques translocales impactées par des dégâts associés aux changements socio-environnementaux

A Pikine et Guédiawaye, la gestion des eaux pluviales, la pollution de l'air et de la nappe phréatique, la hausse de la température, ainsi que la destruction des infrastructures par les événements orageux extrêmes sont perçues comme causant des dommages et des pertes considérables aux populations et institutions.

Nos résultats d'enquêtes montrent que les dégâts directs et indirects liés aux effets environnementaux négatifs affectent la qualité de vie et les moyens d'existence de nombreux *Fuutangkooobe* à Dakar<sup>227</sup>. Ces impacts environnementaux entraînent aussi des demandes d'interventions envers les membres de la famille dans la diaspora. L'ampleur de la reconnaissance sociale pour ces actions d'interventions à Dakar n'est pas aussi importante que celle pour des interventions de la diaspora opérées au niveau du village originel.

**Les retombées politiques** créées par les interventions des migrants internationaux existent toutefois lorsqu'il y a des liens relativement forts entre le site villageois et le site néo-Dakarois. En effet, cette reconnaissance sociale émane des migrants internes originaires du village qui bénéficient d'un bâtiment sur

<sup>226</sup> Entretien M., Pikine/Dakar, janvier 2019.

<sup>227</sup> Ces résultats émanent de nos entretiens individuels et collectifs, ainsi que des observations de terrain.

le site néo-Dakarois (e.g. propriété ou copropriété) ou d'autres interventions de membres de la diaspora qui touchent à des propriétés qui servent à la collectivité.



Aléas environnementaux	Importance perçue	Conséquences perçues	Demandes d'actions/initiatives ?
1. Inondations (fortes pluies et évacuation insuffisante, ainsi que des zones d'habitation construites de manière irrégulière dans des zones inondables pendant les "années sèches" des années 1970-80).	XXXXX	Problèmes de santé (malaria, maladies d'insalubrité, ...), effondrement des constructions, ...	Gouvernementales (court terme : intervention locale avec des pompiers pour l'évacuation ; long terme : investissements infrastructurels dans les systèmes d'égouts et d'évacuation) + initiatives de solidarité avec les membres de la diaspora, parmi les parents et voisins.
2. Pollution atmosphérique (trafic routier, véhicules anciens, industries et usines proches,...)	XXXX	Problèmes de santé (maladies pulmonaires, cancer, ...)	Gouvernemental (normes et réglementations) + demande de soutien financier via des transferts de fonds pour couvrir une partie ou la totalité des factures de soins de santé (en particulier les hôpitaux privés).
3. Pollution des déchets (ordures, fuites d'huile, ...)	XXX	Problèmes de santé, diminution des moyens de subsistance des poissons le long de l'océan, ...	Gouvernementales (élimination et gestion des déchets) + société civile (souvent soutenue par des partenaires de développement extérieurs) et initiatives citoyennes (activités de collecte des déchets en commun).
4. Pollution de l'eau potable (mauvais système d'égouts, eau potable souvent contaminée ou non disponible, ...)	XXX	Problèmes de santé, entraînant des dépenses supplémentaires.	Gouvernementales (infrastructure : stations de traitement des eaux)
5. L'érosion côtière et les raz-de-marée qui frappent les maisons en hiver, en raison de la montée du niveau des océans, de l'extraction de sable et de la récupération de la végétation côtière) (mentionné uniquement par les personnes interrogées vivant à proximité du littoral)	XXX	Érosion côtière et effondrement de bâtiments, entraînant des dépenses supplémentaires.	Gouvernementales (protection des infrastructures : entre autres, construction de digues, plantation de filaos ; sanctions légales pour l'extraction de sable par l'homme à des fins de construction).
6. Déverdissement/disparition des arbres et des filaos, en tant que bande verte de 200 à 300 mètres de large le long du littoral <sup>228</sup> comme barrière naturelle (liée aux	XXX	Manque d'ombre et de refuges thermiques, augmentation de la chaleur, moindre absorption d'eau...	Gouvernementale (mise en œuvre de règles et de sanctions pour l'abattage des arbres ; mesures de protection des arbres et de la végétation, gestion de

<sup>228</sup> Pour protéger les activités maraîchères derrière les dunes, et pour fixer ces dunes, des plantations de filaos avaient été effectuées en 1955, puis en 1960, puis encore en 1972 et 1990 le long de la côte, de Dakar à St Louis, traversant ainsi Guédiawaye.

inondations, à l'érosion côtière et à la chaleur) :			l'urbanisme...); Société civile avec la diaspora (actions de "reverdissement"/ reforestation).
7. Vagues de chaleur	XX	Recherche de rafraîchissements (air conditionné, ombre, etc.)	Action personnelle + éventuellement demande de transferts financiers supplémentaires de la part des membres de la diaspora.
8. Sécheresses	XX	Hausse des prix des denrées alimentaires entraîne une insécurité alimentaire	Demandes des transferts de fonds aux membres de la diaspora

**Tableau 11 – Perceptions des risques liés aux effets des changements environnementaux majeurs sur les conditions de vie dans leurs quartiers de la banlieue de Dakar.**

**Actions et initiatives demandées par les migrants internes et différents acteurs des quartiers néo-Dakarois, notamment en direction des membres de la diaspora (source : auteur).**

Tableau à lire avec une échelle en fonction du nombre de croix : de 1 à 5, respectivement de très faible à très important en fonction de l'importance accordée à l'aléa/impact sur les conditions de vie par les répondants haalpulaaren (migrants internes originaires de la région du Fouta-Toro). Les notes ont été attribuées sur la base de nos entretiens semi-dirigés et sur la base de nos observations. /: Aléa inexistant X: très faible; XX: faible; XXX: Moyen; XXXX: Important; XXXXX: très important.

A travers ce tableau des résultats de terrain, nous pouvons voir que les zones d'études sont sujettes aux impacts des changements environnementaux lents et rapides. Ces quartiers de la banlieue néo-Dakaroise sont exposés et affectés à des degrés variables par ces impacts environnementaux, au niveau des infrastructures privées ou collectives, ainsi qu'en termes d'impacts sanitaires. Ceux-ci ont des répercussions indubitables sur les conditions de vie (notamment en termes socio-économiques) dans ces quartiers. Par conséquent, nous avons trouvé qu'un certain nombre de demandes d'interventions sont adressées ou attendues de la part des pouvoirs publics, mais aussi de la part de la diaspora.

Au niveau des **problèmes permanents**, la pollution de l'air des particules fines émises par les usines et le trafic routier causant des problèmes respiratoires et cardiovasculaires, la pollution de l'eau et la mauvaise gestion des déchets.

**Concernant les aléas temporaires**, ils sont pour la plupart récurrents, comme c'est principalement le cas pour les inondations.

Selon nos répondants, **les infrastructures sociales de base** comme les écoles, les centres de santé ainsi que les terrains de jeu (stade municipal, terrain de basketball, aires de jeu) **subissent des inondations** plusieurs mois par an, d'intensité variable. En saison des pluies – période de fortes activités de loisirs – ces terrains de loisirs deviennent très souvent des déversoirs d'eaux de pluie (à cause du drainage des eaux inondant les maisons) et d'ordures ménagères. Parfois, ces infrastructures collectives restent inaccessibles jusque quelques mois après la saison pluvieuse.

Durant cette période, **l'activité économique dans les marchés est fortement ralentie** et les opérations commerciales se retrouvent de façon spontanée au cœur des quartiers ou sur les trottoirs des routes. Cela génère souvent des conflits avec les piétons, d'une part, et entre commerçants, d'autre part. Selon la plupart des répondants et participants, ces inondations affectent également les systèmes de transport basé sur des véhicules à moteur thermodynamique qui servent de transport collectif (mini-bus, « cars rapides », « taxis-clandestins », ...). Ceci entraîne des surcoûts de transport et du temps de circulation (embouteillages, déviations fréquentes, importance des trous sur la chaussée, ...) <sup>229</sup>.

De nombreux enquêtés estiment qu'une autre **augmentation des coûts** et une certaine réduction de confort de vie est causée par des **pluies torrentielles** accompagnées par des **vents forts**. Ces événements climatiques causent des perturbations au niveau des services d'électricité et de téléphone. Là aussi, la fréquence des coupures d'électricité génère un surcoût dans les dépenses d'éclairage. En outre, un délégué de quartier <sup>230</sup> nous a rapporté que plusieurs maisons dans son quartier et dans des quartiers voisins ont subi des incendies liés à l'utilisation des bougies lors de coupures d'électricité. La plupart des familles ont reçu de la part de membres migrants en Europe des lampes torches de qualité européenne (contrairement aux « chinoises » meilleurs marché, mais réputées de mauvaise qualité). Deux familles ont également pu se procurer un groupe électrogène en cas de panne de courant, grâce à une participation très importante de membres dans la diaspora.

Certaines familles interrogées ont dû quitter leurs habitations à cause des **eaux stagnantes, la fréquence et l'intensité des pluies dilluviennes**. Au-delà des pertes et dommages financiers énormes, ces événements extrêmes ont eu un impact social et psychologique souvent dramatique. Certaines familles obligées d'abandonner leurs maisons n'ont pas pu retrouver une habitation de taille équivalente pour héberger tous les membres. Ces familles se sont retrouvées alors dispersées et réparties dans d'autres concessions, pouvant compter en partie sur les **filets de solidarité familiale et sociale** (moyennant un petit loyer, par exemple) <sup>231</sup>.

La majorité des répondants ont aussi rapporté des **incidences sanitaires** qu'ils ont liées explicitement aux problèmes environnementaux qui affectent leurs quartiers respectifs. La plupart des familles ont des membres qui ont contracté une ou plusieurs des nombreuses maladies hivernales et des infections liées à l'insalubrité (paludisme, maladies diarrhéiques, maladies cutanées, parasitoses intestinales, choléra, ...). La majorité a relevé la très mauvaise qualité de l'eau, qui est, de fait, non potable dans la plupart des quartiers de nos enquêtes. Ils parlent de **contamination de la nappe phréatique** du fait de **dépôts anarchiques d'ordures et de déversements de déchets** non contrôlés <sup>232</sup>. Ils considèrent en outre que les **structures sanitaires** dans leurs quartiers respectifs sont **inadaptées** en termes de médicaments et d'équipements. Paradoxalement, de nombreuses personnes vulnérables (malades, personnes âgées, ...) fuient la chaleur du Fouta et/ou viennent loger temporairement pour se faire soigner dans certains hôpitaux néo-Dakarois mieux dotés que dans leur région natale.

En outre, de nombreux répondants se considèrent fortement exposés à des polluants dans les activités de revenus du ménage. C'est notamment le cas pour une partie des femmes de la concession familiale qui

<sup>229</sup> Sources : enquêtes de terrain (voir la méthodologie).

<sup>230</sup> Les délégués de quartier (parfois encore appelés « chefs de quartier ») jouent un certain rôle pour l'intégration des migrants internes haalpulaaren dans les quartiers dakarois. Cela semble nettement moins le cas pour les imams de quartier, sauf lors des cérémonies. Par ailleurs, les *fiutankkoobés* semblent de facilement trouver leurs marques dans les quartiers enquêtés. (Entretiens avec trois imams et quatre délégués de quartiers ; observations, notes de terrain 2 à Dakar).

<sup>231</sup> Sources : enquêtes de terrain (voir la méthodologie).

<sup>232</sup> Depuis 2016, le Programme national de gestion des déchets intervient dans plusieurs quartiers enquêtés. Ce programme appuie les imams pour l'intégration de l'environnement dans les prêches du vendredi. (Entretiens avec trois imams, janvier 2019).

s'adonne au petit commerce (vente de beignets, café-Touba, pains, légumes, poissons, soupe, boullie de mil, etc). Ce commerce s'exerce dans les rues, et surtout pendant la nuit (du coucher du soleil jusqu'à minuit). Elles sont souvent placées derrière un étal (*taabal*, en pulaar) le long des routes (Route Nationale N°1) et carrefours fort fréquentés et, par conséquent, très exposés aux particules fines des échappements du trafic routier. De plus, très régulièrement, des feux sont allumés pour **brûler les déchets solides** amoncelés à différents endroits des quartiers. Aucune réglementation n'est appliquée à ce niveau. Ces femmes interrogées expliquent que ces **polluants dans l'air** affectent leurs **voies respiratoires et leur donnent des maux de têtes**.

Finalement, **le remblayage et les diguettes** sont aussi des techniques qui permettent de faire face aux inondations. Les migrants internationaux contribuent à obtenir les moyens financiers nécessaires pour gérer les eaux pluviales : remblayer à l'intérieur de la maison et réaménager les évacuations, à la fin de la saison des pluies. Le remblayage des quartiers ne se fait pas de façon coordonnée. Plusieurs chefs de ménages habitant des maisons dans les bas-fonds affirment souffrir des transferts des eaux de pluies des maisons situées légèrement plus haut. Ils regrettent que « *les gens n'aient pas le souci* » ou même « *le civisme* » de remblayer que la devanture de leur habitation.

**En matière d'assainissement**, la plupart des habitations où résident les *Fuutangkooobe* sont dotés **d'équipements de type domestique**, c'est-à-dire que chaque maison dispose de son propre système de gestion des eaux usées. A chaque saison de pluies, les populations aménagent de canaux d'évacuation des eaux pluviales au milieu des rues. Ces aménagements rudimentaires ont de faibles capacités d'évacuation et, en cas de fortes pluies, se retrouvent rapidement débordés par les eaux. Le drainage des eaux des ruelles se fait vers les lieux de pompage installés par les autorités publiques. Ces actions ne sont ni durables, ni véritablement efficace au regard de la persistance des difficultés. Avec ces systèmes de drainage, les populations remblaient très fréquemment les sillons déjà creusés pendant l'hivernage, un processus qui se renouvelle chaque année. A peine pompée ou drainée, l'eau revient très vite du fait de la rapide remontée de la nappe phréatique qui affleure la surface. En effet, les populations constatent que les eaux reviennent rapidement en l'espace de parfois moins d'une journée. En outre, les inondations étaient récurrentes chaque année jusqu'en 2012, et dans une moindre mesure par la suite (sauf une forte reprise des inondations en ces dernières périodes d'hivernage en 2019 et 2020)<sup>233</sup>.

Parmi **les dégâts matériels** liés aux catastrophes naturelles les plus fréquentes, les habitants interrogés mentionnent les **inondations** qui ont une cadence saisonnière, et les **raz-de-marée** dans les zones urbaines côtières des départements de Pikine et Guédiawaye. C'est en période d'hivernage que ces phénomènes – en partie 'naturels' - affectent des milliers de maisons, qui perdent souvent leurs habitats, une partie de leurs biens, et animaux domestiques. Des frais s'accumulent, dont des coûts évoqués qui sont associées aux **maladies** par les répondants (principalement le paludisme)<sup>234</sup>. Les différents types de pollutions qu'ils subissent, causent également des frais de santé supplémentaires importants.

**Le problème d'inondations est l'impact environnemental** majeur- évoqué le plus souvent - qui affecte leurs conditions de vie au niveau sanitaire et matériel (et donc financièrement). En effet, la majorité des personnes affectées vit dans des conditions d'insalubrité et de promiscuité extrême. Il s'agit pourtant d'un problème temporaire durant la saison des pluies, mais qui est récurrent chaque année, avec une gravité variant d'année en année. Plusieurs facteurs influencent cette gravité, notamment les travaux d'assainissements, la pluviométrie et les comportements des riverains.

---

<sup>233</sup> Sources : enquêtes de terrain.

<sup>234</sup> En effet, les températures élevées et les précipitations diluviennes influent sur la multiplication des agents pathogènes (Syal et al., 2011), vecteurs de maladies hydriques (Mc Michael, 2009).



De grands travaux d'infrastructures ont eu lieu depuis 2012 et se sont terminés dans certaines zones en 2016 (la fin du programme est prévue pour 2022), mais en 2019, des nouvelles inondations ont frappé à cause des bouches de canalisations obstruées par les déchets....



**Photo 3 – Image de propagande qui circulait sur WhatsApp durant la campagne électorale du président Macky Sall fin 2018-début 2019 (source : Entretiens à Dakar).**

Cependant, selon les personnes interrogées, même si les pluies sont perçues comme plus fortes qu'il y a vingt-trente ans, il y a une importante **responsabilité politique** – actuellement défailante - à préparer les quartiers à mieux s'adapter pour absorber ceux-ci. Ainsi, Fatoumata, étudiante de 22 ans originaire d'un village enquêté, qui réside chez sa tante dans un quartier inondé de Pikine, affirme :

« Presque tout le quartier est inondé chaque année parce qu'il n'y a pas de réseau d'assainissement et nous vivons chaque année ces problèmes dans notre maison. Les autorités administratives ne font rien, ce sont les volontaires du quartier qui font tout".<sup>235</sup>

Ceux qui n'ont pas de proches chez qui habiter le temps de résorber l'inondation, doivent se contenter des écoles qui servent d'abris provisoires dans de nombreux quartiers. Par chance, la saison des pluies coïncide avec les vacances scolaires. Le retour des victimes d'inondations dans leur foyer est généralement programmé avant l'ouverture des classes. En appui de coordination, les délégués de quartiers et les imams jouent un rôle important, en plus des associations sportives et culturelles (ASC) de quartiers, qui se mobilisent solidairement<sup>236</sup>.

<sup>235</sup> Entretien, Dakar, janvier 2019.

<sup>236</sup> Entretiens avec trois imams de quartiers et quatre délégués de quartier, janvier

**Les moyens capables d'être déployés par sapeurs-pompiers** sont dépassés par l'ampleur des événements. Selon le Capitaine des sapeur-pompiers de Guédiawaye, « les systèmes de préparation et d'alertes, ainsi que le nombre et la capacité des motopompes sont trop limitées »<sup>237</sup>.

Faisant partie des stratégies de réponses face à cela, **la diaspora** est souvent sollicitée pour intervenir quand les dégâts sont importants. En outre, depuis quelques années celle-ci est parfois visée par des **vidéos publiques** d'appel à l'aide postés sur les réseaux sociaux internet illustrant les situations de la catastrophe. Dans certains cas, les migrants à l'étranger qui ne connaissent pas bien ces quartiers, mais qui ont des parents proches qui y vivent, peuvent cotiser pour des projets familiaux ou collectifs de moindre ampleur (pelles, seaux, ...). Au total, une quinzaine d'émigrés interrogés en Belgique ont affirmé déjà avoir participé à ce genre d'interventions. **Leur terrain d'action de prédilection reste néanmoins le village d'origine dans le Fouta-Toro.**

Les familles résidentes dans ces quartiers sont d'origines diverses (Lébous, Sérères, Haalupaaren, ...) et la cohésion sociale des quartiers urbains est clairement différente de celle des villages du Fouta-Toro. Toutefois, les émigrés de ces quartiers d'origine ethnique diverse, se trouvent parfois pour la participation financière à un projet de quartier. Certains répondants ont aussi évoqué des formes de solidarité spontanée entre voisins de quartier pour des concessions affectées, en finançant du matériel, par exemple. Le pompage des eaux vers les bassins de captage sont généralement réalisés par les pompiers, mais les membres de la diaspora peuvent être impliqués en contribuant à l'achat de groupe motopompes pour évacuer les eaux stagnantes<sup>238</sup>.

Les autorités administratives (sapeurs-pompiers, maires et chefs de quartier), tout comme la plupart des résidents enquêtés, s'accordent à dire que l'Etat devrait légiférer par rapport aux déchets. Le maire de la commune d'arrondissement<sup>239</sup> déplore et constate :

« (...) même en sanctionnant les personnes pris en flagrant délit de dépôts d'immondices sauvages, car il y a aussi une part importante d'éducation et de mauvaises habitudes de la population ».

Dès lors, **ces dépenses supplémentaires liées aux impacts environnementaux** empêchent parfois de pouvoir subvenir aux besoins alimentaires, et mettent ces personnes affectées dans l'incapacité de faire face aux divers frais (scolarité, sanitaires, factures d'électricité, d'eau et de téléphone, ...). Ces dépenses constituent clairement une entrave à l'acquisition de nouveaux biens pour une qualité de vie plus confortable. A fortiori, elles limitent les aspirations et projets de vie des *Fnutangkoobe* à Dakar, comme démarrer une entreprise, poursuivre des études, le financement d'une expatriation, etc. De conséquences, nous avons trouvé de nombreux jeunes en limbo, en impasse, en quelque sorte bloqués dans ces quartiers de Dakar.

### 3.2. Les demandes sociales orientées d'abord vers les structures de l'Etat, tout en sollicitant la diaspora

Dans ce contexte, les migrants internes originaires du Fouta-Toro font souvent appel à leurs proches qui ont migré à l'étranger. Les capacités de contributions des migrants ayant migré en Occident, principalement en France, sont généralement perçues comme supérieures à ceux qui ont opté de partir

---

<sup>237</sup> Entretien, Dakar, janvier 2019.

<sup>238</sup> E.a. entretien avec trois délégués de quartier ; le Capitaine des pompiers, Guédiawaye, janvier 2019.

<sup>239</sup> Entretien, Dakar, janvier 2019.

dans les pays de la sous-région africaine. En outre, les inégalités entre ceux qui ont des membres à l'étranger et ceux qui n'en ont pas sont claires et reconnues par les populations interrogées.

**Des ressources** financières, de budget-temps et de l'énergie d'engagement sont annuellement employés pour lutter contre ces problèmes de caractères essentiellement environnementaux (au niveau des ménages et au niveau collectif). Ces ressources d'engagement de la part des résidents des quartiers, ainsi que de la diaspora restent perçues comme très importante par la majorité des répondants à Dakar.

Les habitants des quartiers s'entraident généralement, mais ceux qui peuvent compter sur des membres proches dans la diaspora, possèdent souvent plus de matériel pour effectuer les aménagements. Certaines habitations plus récentes dont les propriétaires se trouvent dans la diaspora étaient pourvues d'infrastructures d'assainissement publics.

Parmi les mesures communautaires, certains *Funtangoobe* étaient fortement impliqués dans les systèmes communautaires de drainage des eaux pluviales par les habitants du quartier. Ils participaient aussi aux actions de distribution de vivres et de couvertures. D'autres types d'actions sont entrepris, comme le stockage temporaire des biens et vêtements dans les maisons restées au sec, en fonction du niveau d'occupation maisons et des rues par les eaux pluviales.

Cependant, les habitants de ces quartiers estiment que **la seule voie d'action durable viendrait de la part de l'Etat** : c'est le gouvernement qui devrait lutter contre les inondations en construisant des canaux pour l'évacuation des eaux pluviales. Malgré les grands travaux publics entrepris depuis 2012<sup>240</sup>, de nombreux quartiers de Pikine et Guédiawaye en restent dépourvus<sup>241</sup>. Pour les habitants des quartiers qui ont bénéficié de ces travaux d'assainissements et de canaux d'évacuation, il y a **aussi une grande part de responsabilité citoyenne** pour maintenir en bon état de fonctionnement ces canaux. En effet, les gestes civiques sont cruciaux, comme celui de ne pas jeter les **ordures ménagères et autres détritiques dans ces canaux** afin d'éviter les bouchons et les débordements ensuite. Ils déplorent que ces gestes civiques ne fussent pas respectés à peine quelques années après les travaux. De plus, **les ordures déversées à l'air libre** qui jouxtent certaines maisons constituent une source permanente de maladies mais aussi de **pollution visuelle et de l'air**. Ainsi, ils plaident à ce qu'il y ait des campagnes d'informations et des sensibilisations des populations sur les enjeux des déchets, de l'hygiène et des changements climatiques afin de susciter des comportements responsables face à ces enjeux.

Les habitants, membres d'associations ou non, **demandent clairement aux autorités le déploiement d'un système d'assainissement** adapté et performant. S'ils savent que cette mesure d'adaptation gouvernementale est coûteuse, ils pensent qu'elle est nécessaire et possible en partenariat avec les autorités locales, les populations locales et les partenaires financiers et techniques. Elle consiste principalement à aménager des canaux d'évacuation des eaux usées vers les stations d'épuration et vers des bassins de rétention spécialement aménagés. D'autres activités économiques pourraient être déployées et créerait des 'emplois verts', grâce à la valorisation des déchets solides<sup>242</sup> et des eaux usées et pluviales. Ces dernières pourraient être rendues réutilisables après traitement dans des stations d'épuration pour des activités agricoles périurbaines, par exemple. D'autres niches d'emplois pourraient passer par l'aménagement

---

<sup>240</sup> Voir, par exemple le site web de l'Office National d'Assainissement du Sénégal (ONAS) :

<https://www.onas.sn/actualites/assainissement-lancement-des-travaux-d-assainissement-de-la-ville-de-pikine>

<sup>241</sup> Source : Entretiens et observations de terrain, Dakar, janvier 2019.

<sup>242</sup> En créant des dépotoirs conçus comme des gisements de matières premières pour des unités industrielles de transformation des ordures. Le rôle des charretiers investis dans la collecte devrait être renforcé. Ils pourraient s'organiser en Groupement d'Intérêt Economique (GIE) qui, avec des moyens peu coûteux comme les charrettes, se répartissent le territoire de la commune d'arrondissement pour ramasser les ordures domestiques et les acheminer vers ces dépotoirs.

d'espaces verts, le reboisement (dans des zones identifiées comme topographiquement inhabitables) et l'entretien de végétaux qui forment des rideaux ligneux longeant les rues<sup>243</sup>.

**Selon les personnes plus âgées** qui se sont installées à partir des années 60 et 70 dans ces quartiers, il y avait beaucoup d'arbres dans la zone lors de leur installation. **La dégradation biophysique**, qui comprend notamment la disparition des arbres et les nappes phréatiques polluées, a été rapide avec l'expansion démographique dans ces zones. Ce reverdissement permettrait de nombreux bénéfices écosystémiques. Il contribuerait notamment à ralentir et de réduire la vitesse des eaux de ruissellement et, par la même occasion, de favoriser l'infiltration ; l'augmentation du volume d'eau infiltrée contribuerait à assainir l'eau de la nappe phréatique polluée ; la température dans les îlots de chaleur urbain s'adoucirait, etc. La plupart des personnes-ressources interrogées, dont les imams et délégués de quartiers, sont conscients de ces solutions qui circulent d'ailleurs dans les réunions d'associations de quartier. Seulement, ils se disent désespérer face à l'ampleur des moyens nécessaires à ces fins.

« Les populations concernées en ont marre de toutes ces dépenses personnelles inutiles », affirme un représentant d'une ASC de quartier de Guédiawaye<sup>244</sup>. Les habitants voudraient s'affranchir de ces dépenses finalement inefficaces et non durables, afin de pouvoir les investir dans « des activités socialement et économiquement utiles »<sup>245</sup>, à savoir celles qui contribuent à l'épanouissement personnel et collectif dans ces quartiers néo-Dakarois. Il est ressorti des focus groups la nécessité **d'appliquer les principes de participation et de concertation**. Cela faciliterait les démarches de coordination, étant donné la variété d'acteurs concernés par la question.

Dans certaines zones submersibles de ces quartiers, la plupart des habitants pensent qu'il serait **dans leur avantage de 'déguerpir' et se faire relocaliser** et reloger dans des zones non submersibles. En effet, selon nos enquêtes, le caractère dépressif y est tel qu'aucun système de gestion des eaux pluviales et usées ne peut résoudre la question des eaux stagnantes dans ces cuvettes. Néanmoins, ces habitants estiment que toute relocalisation devrait se fonder sur la concertation, afin que les mesures d'accompagnement soient prises et mises en œuvre (cf. aussi Enda, 2014). En effet, ces plans de relocalisation devraient idéalement couvrir un **certain nombre de conditions**, comme l'identification des nouveaux sites d'installation pas trop éloignés de leur quartier auquel ils se sentent attachés, avec des équipements sociaux de base, l'octroi de titres fonciers, prise en compte des préférences culturelles et des pouvoirs économiques divergents des populations relocalisées, ...

Au niveau des options de relocalisation, ainsi que dans d'autres domaines, les habitants et membres d'associations perçoivent un **manque de dialogue politique régulier entre acteurs locaux**. En plus des populations de ces quartiers, les acteurs de la diaspora seraient davantage motivés à s'engager pour leur quartier néo-Dakarois. En effet, ils seraient rassurés quant à la gestion transparente des ressources mises à la disposition de leur Commune d'Arrondissement respectif par l'Etat et ses partenaires de développement. Cependant, à terme, si l'Etat arrive à régler ses problèmes environnementaux, l'engagement de la diaspora s'orientera vers d'autres activités, probablement davantage vers le développement économique. En effet, actuellement ces **mauvaises conditions environnementales ne sont pas propices aux investissements**, de quelque sorte qu'elle soit (rénovation de l'immobilier, petites ou moyennes entreprises, etc.) dans ces quartiers.

<sup>243</sup> Plusieurs membres d'associations ont relevé ces solutions, ainsi que deux délégués de quartier et un maire.

<sup>244</sup> Entretien, Médina Gounass, Guédiawaye, janvier 2019.

<sup>245</sup> Expression ressortie plusieurs fois et surtout par des répondants de profils de leaders et membres d'organisations, mais aussi par des *Funtangkoobe* non-membres d'organisations communautaires dans leur quartier dakarois.

Les *Néo-Dakarois*<sup>246</sup> et *Fuutangkooobe* temporairement à Dakar sont donc souvent affectés par ces aléas environnementaux dans leurs plans et projets personnels à Dakar. Le cas échéant, ils n'hésitent pas souvent à solliciter la diaspora. Cependant, le parcours de leurs membres dans la diaspora semble important quant à leur degré d'implication pour faire face à ces aléas environnementaux. En effet, **ceux qui ont résidé plus longuement dans ces quartiers** (sentiment d'intégration) et/ou qui ont investi personnellement dans l'immobilier ou même un de leurs parents proches, seront davantage enclins à faire des **investissements plus conséquents** comme (la participation à) l'achat d'un groupe motopompe. Ils sont alors souvent impliqués, à distance, dans des associations locales, également appelées organisations communautaires de base.

### 3.3. L'intégration relative des Fuutangkooobe dans des stratégies politiques et institutionnelles dans leur quartier néo-Dakarois

**Certains migrants de retour originaires du Fouta et membres de la diaspora peuvent jouer un rôle de plaidoyer politique** auprès des autorités publiques. Sinon, si ce n'est pas le cas, ils auront davantage tendance à contribuer financièrement de manière individuelle sans toujours avoir l'objectif de réduire l'impact de l'aléa environnemental, mais plutôt celui de combler les déficits numéraires pour d'autres besoins fondamentaux. Les soutiens financiers pour soutenir et impulser des entreprises dans les quartiers sont aussi compromis à cause de ces dépenses supplémentaires liés aux aléas environnementaux.

Les migrants *Fuutangkooobe* qui décident de s'engager pour 'leur quartier' néo-Dakarois, s'inscrivent généralement dans les organisations communautaires de base<sup>247</sup>. Nous observons un certain dynamisme organisationnel dans ces quartiers pauvres et spontanés de ces Communes.

Parmi le **tissu associatif varié**, on retrouve, de manière relativement similaire aux villages du Fouta-Toro : des associations de jeunes avec, d'une part, les Associations Sportives et Culturelles (ASC), qui s'activent en priorité dans le sport (principalement, le football) et, d'autre part, les Amicales de Jeunes, qui s'activent dans les activités culturelles ; les écoles/écuries de lutte traditionnelle ; des groupements de femmes, qui s'investissent dans l'épargne et le crédit, la teinture, le commerce... ; les Groupements d'Intérêt Economique (GIE), qui s'activent dans le commerce, l'élevage... ; les amicales de jeunes et mouvements d'actions catholiques (Scouts, CVAV...), les « dahiras » (structures musulmanes d'éducation religieuse et d'entraide) ; les organisations de gestion de services de base : les Comités de Santé, les Comités d'Hygiène et de Crise, les Associations de Parents d'Elèves...

**La majorité de ces associations autonomes sont déclarées officiellement** auprès des autorités et disposent d'un « récépissé » auprès du ministère de l'intérieur du Sénégal. Selon les personnes interrogées, certaines de ces organisations privées ont des relations plus ou moins développées avec une ou plusieurs institutions administratives. Les membres interrogés dans ces associations/organisations disent pouvoir **gagner en 'force de frappe'** dans la lutte contre les inondations et l'assistance sociale des populations sinistrées **en développant des programmes collaboratifs avec les structures étatiques** (principalement la Mairie et Sous-préfecture).

Tout en ayant une diversité ethnique, nous constatons un certain **esprit communautaire**. On peut y comprendre un réflexe identitaire et de survie duquel s'inscrit un ensemble d'expressions et de formes de

<sup>246</sup> Nous appelons les *Dakarois*, les personnes originaires du Fouta-Toro, mais qui sont nés ou ont grandi dans la région de Dakar.

<sup>247</sup> Le nombre d'organisations de base s'élève à plus de 300 dans la seule Commune d'Arrondissement de Diamaguène en 2014, selon ENDA (2014).

solidarité. Cet esprit de solidarité permet également de pouvoir mettre en commun les ressources (par exemple, les tontines des femmes pour les besoins essentiels, ou la cotisation pour un achat commun de groupes motopompes et autres matériels). Des initiatives spontanées, généralement initiées par plusieurs personnes ensemble, peuvent avoir lieu via des appels à soutien par les réseaux sociaux internet et les TIC. Les personnes appelées à participer peuvent inclure par exemple des émigrés haalpulaar en Belgique. Si ceux-là trouvent que « le projet en vaut la peine », ils peuvent renchérir le montant pour « augmenter le budget de l'initiative »<sup>248</sup>.

Si des nombreux Haalpulaar originaires du Fouta intègrent ces groupes, selon plusieurs personnes de souche de ces quartiers, les Haalpulaar sont moins enclins à prendre des initiatives pour ces quartiers qui sont pour nombreux d'entre eux des « quartiers d'accueil ». Ils préfèrent donc se concentrer sur la famille restée au village d'origine dans le Fouta. Si ces associations sont plus institutionnalisées dans les villes, les migrants peuvent tout de même jouer un rôle-clé dans ces institutions. Toutefois, la nature de ces organisation/associations urbaines est différente : elle est davantage religieuse et englobe plus d'activités hors du champ de développement.

Les associations villageoises, et leurs sections-siège respectives à Dakar, intègrent des mécanismes de contrôle qui permettent un suivi des membres, à savoir de ceux qui participent selon les règles et de repérer les mauvais élèves qui ne participent pas afin de les remettre sur le chemin des cotisations par des réprimandes et sanctions allant jusqu'à l'exclusion du membre ou de sa famille des activités villageoises.

### 3.4. Des personnalités politiques actifs dans leur quartier néo-Dakarois et dans leur village originel

Certaines personnes d'origine Haalpulaar sont devenues maires de Communes dans ces quartiers. Parmi ceux-ci, certains sont des migrants internationaux de retour de pays occidentaux. Si ces personnes sont clairement investies dans leurs quartiers dakarois, elles continuent souvent aussi de garder des liens avec leur ville ou village d'origine.

Quelques jours avant le lancement officiel de la période des campagnes électorales, nous avons assisté à une cérémonie de **remises matérielles d'une ex-maire d'origine Haalpulaar**. Toutes les autorités locales sont présentes (les imams, chef de quartiers, les maires des 5 Communes...). C'était l'occasion de poser la question aux bénéficiaires du quartier : est-ce que cette initiative individuelle de transferts matériels philanthropiques sont opérés à des fins de récupérations politiques ? Son petit-fils qui organise l'évènement explique : « Elle n'a plus rien à prouver. Cela fait 30-40 ans qu'elle a été en politique et un temps suffisant au pouvoir, comme maire de X<sup>249</sup>. Elle a même été réélue, mais elle a laissé sa place à quelqu'un d'autre ».

Plusieurs autres répondants fustigent que c'est une « campagne électorale déguisée ». Ainsi, un étudiant en droit originaire d'un village du Fouta-Toro déplore par ces propos :

« Au Sénégal, c'est ce genre d'événements qui élit les candidats politiques. C'est les podiums avec de la musique forte, les sifflets... pas le programme politique qu'ils proposent pour le futur de leur Commune. Il n'y a pratiquement jamais de débats contradictoires des candidats-clés en face à face

<sup>248</sup> Environ un quart des répondants haalpulaar en Belgique ont évoqué des appels à participation de cette nature et forme en provenance de quartiers dakarois.

<sup>249</sup> Nous anonymisons ici la Commune par « X », qui est l'une des cinq communes d'arrondissement de la ville et département mono-arrondissement de Guédiawaye.

en débat télévisé. Ce sont toujours des représentants ou conseillers de partis. Ce n'est pas normal, quand-même ? <sup>250</sup>»

Selon un répondant, lorsqu'elle était maire en 2012, elle avait organisé une cérémonie comparable de remise de matérielles (uniquement scolaires cette fois : chaises, tables, tableau, stylos, feuilles...), mais nettement plus importante en termes de bien valeurs de biens. Il y avait des ordinateurs, matériels médicales et médicaments, ... Pour une valeur de 15 millions de CFA de biens matériels importés « fraîchement » des USA. Elle-même n'y a jamais habité, mais y allait 3-4 mois pour voir ses 4 fils qui y habitent encore et occupent de bonnes positions dans des entreprises privées, puis revenait pour la vente des biens au Sénégal. Son premier fils est arrivé aux USA par ses propres moyens en obtenant de très bonnes notes à l'école qui lui ont permis de continuer ses études là-bas. Ensuite, il a pu faire venir d'autres frères. Ce n'est donc pas forcément grâce à sa position de maire ou autre qu'elle a pu placer ses fils à l'étranger : « Ses fils qui résident aux USA l'ont aidé parce que c'est leur mère, mais il n'y a pas d'intérêt politique derrière pour eux-mêmes. Ils vont rester aux USA. Ils réussissent bien là. » explique le petit-fils de l'ex-maire.

Elle gagnait nettement plus d'argent avec son commerce d'import-export que son job en tant que maire. Les transferts de compétences avec la décentralisation ont bien eu lieu, mais les transferts de moyens manquent. En fait, elle a pu parfois garder du matériel lors de ses achats aux USA pour l'exportation au Sénégal. Elle le mettait de côté pour les populations de son quartier<sup>251</sup>.

Paradoxalement, les vieux fidèles depuis parfois plus de 30 ou 40 ans (qui se sont assis une heure avant la cérémonie officielle), répondent que « c'est parce que l'Etat ne fait pas ce qu'il faut », que c'est aux gens des quartiers, et notamment en allant frapper aux portes des parents à l'étranger. Comme ils ressortaient fréquemment : « On doit prendre les choses en main nous-mêmes ».

---

<sup>250</sup> Entretien, Dakar, Guédiawaye, janvier 2019.

<sup>251</sup> Informations obtenues via plusieurs personnes présentes à la cérémonie.



**Photo 4 – Préparation avant la remise de matériel scolaire offerte par l'ex-maire de Sahn Notaire. Matériel importé par container des USA (source : auteur).**

Un second maire d'une des Communes de Guédiawaye à Dakar, participe également aux projets de développement de Dabia son village natal. Uniquement sa mère y est originaire et résidente, mais elle fait partie de la famille qui fournit le chef de village. Ainsi, avec son grand-frère qui est un migrant installé en Italie depuis 25 ans et qui revient occasionnellement lors de vacances, ils participent activement au développement de son village d'origine : en plus de cotiser fidèlement, ils tentent de « trouver des partenaires d'ONG, pour plusieurs types de projets, même dans le productif avec la transformation céréalière à Dabia avec le GIE féminin »<sup>252</sup>.

Cela semble étrange à première vue, car il pourrait être plus avantageux 'd'investir' dans sa commune, ou son quartier dans la ville plutôt qu'au village. L'explication réside dans le fait que l'attachement au village d'origine est très fort, d'autant plus qu'il y a une internalisation de responsabilité en tant que membre de la famille du chef de village. En outre, aucun des deux frères n'excluent l'idée du retour au village à un certain âge. Eventuellement, une reprise pour la relève en tant que chef de village est toujours envisageable - même si c'est un mandat coutumier non rémunéré financièrement.

---

<sup>252</sup> Entretien collectif, Guédiawaye, janvier 2019.



## 4. Conclusion : les Néo-Dakarois en limbo entre la diaspora et les villageois

Dakar est considéré comme une destination majeure pour rassembler des ressources nécessaires face aux difficultés socio-environnementales qui sévissent dans la région du Fouta-Toro. La situation y serait légèrement moins marquée par la rareté des opportunités d'emploi, des possibilités d'éducation supérieure et des services de santé plus avancés que dans les villages d'origine. Ce détour par la capitale sénégalaise se justifie notamment par le fait du rôle qu'elle joue sur les dynamiques translocales des émigrés Haalpulaar en Belgique, qui nous intéressent. Ceux-ci ont des liens affectifs et/ou des attaches personnelles dans les quartiers de Dakar. Certains y ont grandi, fait des études, logé et travaillé un certain temps, parfois le temps d'accumuler les finances nécessaires pour le voyage vers l'Europe.

Cependant, nos enquêtes de terrain montrent que des effets environnementaux sont perçus comme affectant leurs conditions d'existence à Dakar. Il s'agit de problèmes environnementaux permanents (e.a. pollution de l'air et déchets) et temporaires (les **inondations** quasi-annuelles). C'est en période d'hivernage que ces phénomènes d'inondations— en partie 'naturels' - affectent les habitations de nombreux répondants<sup>253</sup> : ils ont dû quitter leur habitat - généralement temporairement et ont perdu une partie de leurs biens (dont ceux qui constituent leurs moyens de subsistance, comme par exemple des animaux d'élevage). Ces inondations, accumulées aux **pollutions des ressources en eau, ainsi que la pollution atmosphérique** dégradent l'état de santé physique, mentale et économique des populations. Les effets des hausses de températures sont également ressentis en termes d'impacts sanitaires et économiques.

Ces enquêtes dans les banlieues dakaroises ont montré que les migrants internes, souvent candidats à la migration internationale, sont aussi une source d'attentes et de demandes sociales envers les émigrés. Bien entendu, la plupart des migrants *néo-Dakarois* interrogés contribue aux activités de développement du village d'origine (en tant que membre actif ou simple membre). Ils prennent ces engagements, malgré les problèmes environnementaux qui s'additionnent aux difficultés économiques à Dakar. En outre, ils sont nombreux, surtout les migrants saisonniers dont la famille est restée au village, à rentrer au village pendant la période des récoltes pour aider aux activités agricoles.

**Les perceptions des changements environnementaux** et de ses facteurs de stress, ne sont généralement pas accompagnées de solutions adaptatives majeures par des actions menées par les migrants internationaux. **La mobilisation des acteurs locaux**, principalement des jeunes et de certains groupements féminins, est importante, car elle **peut entraîner aussi une dynamique de la mobilisation de la diaspora**, durant ces périodes d'inondation. Si les activités de sensibilisation (causeries, porte-à-porte, etc.) par les Associations Sportives et Culturelles (ASC) sont toujours considérées comme plus efficaces en face-à-face, elles passent aussi par des initiatives sur les réseaux sociaux d'internet, tels que les groupes sur WhatsApp, ainsi que les groupes et pages Facebook depuis quelques années.

Les néo-Dakarois sont souvent lucides des faibles réponses adaptatives et peuvent parfois critiquer « leur diaspora » pour ces mêmes raisons. Cependant, les néo-Dakarois sont également considérés comme des migrants, qui sont soumis aux mêmes principes de contribution aux projets collectifs orientés vers le village d'origine que les migrants internationaux. Les montants de cotisations sont fixés par chaque section. Les participations financières sont nettement plus importantes dans les sections des pays

---

<sup>253</sup> Pour rappel, ce phénomène concerne des milliers de maisons. Toutefois, les chiffres varient d'année en année et les sources de recensements systématiques sont inexistantes.

d'Europe que celles au Sénégal ou de la sous-région africaine. Rappelons que le siège social est généralement situé à Dakar.

A Dakar se trouve plusieurs associations dans lesquelles les *néo-Dakarois* peuvent s'engager. En lien direct avec le village d'origine, le siège de la section de l'ADV tient ses réunions en alternance dans une des maisonnées de membres du village. Ensuite, dans de nombreux quartiers de Dakar, des associations de la diaspora sont orientées vers le quartier. Celles-ci fonctionnent avec des initiatives de membres de manière ponctuelle. Leur communication se passe depuis quelques années via WhatsApp. Ce phénomène est discuté plus loin dans la thèse dans le cadre des facteurs majeurs qui conditionnent les transferts politiques des émigrés en Belgique (chapitre 6).

Tant pour les néo-Dakarois que pour les émigrés haalpulaaren en Belgique qui se disent attachés à leur quartier à Dakar, ce sont généralement les actions orientées vers le village d'origine qui priment. Les migrants internes sont souvent plus actifs dans l'ADV à Dakar que dans des ASC de quartier. Le village d'origine est d'ailleurs le lieu où la récompense politique des actions translocales des migrants internationaux est la plus saillante (aussi Sano, 2020). Cependant, cette motivation purement politique de pratiques de transferts matériels n'en est qu'une parmi d'autres (voir chapitre 5).

# Chapitre 4.

## L'expérience socio-environnementale des migrants eux-mêmes avant et après leur parcours migratoire

### 1. Introduction

L'objectif de ce chapitre est de saisir l'expérience vécue des effets des changements socio-environnementaux sur les conditions de vie avant et après le départ des migrants internationaux haalpulaar originaires de la région du Fouta-Toro. Ce chapitre vise ainsi à capter l'importance perçue de ces effets des changements environnementaux par nos principaux sujets : les émigrés haalpulaar en Belgique. Quelles sont leurs perceptions concernant les changements environnementaux majeurs qui ont affecté leurs conditions de vie au village ? Et comment y perçoivent-ils la situation environnementale actuelle ? (**Q 1.c**). Notre hypothèse de départ est que si les considérations et perceptions de ces aléas socio-environnementaux sont importantes dans le chef des migrants internationaux, il serait probable que les pratiques translocales de ceux-ci en soient influencées (cf. Figure 5, dans la Partie introductive).

La démarche de ce chapitre est toujours dans l'optique de cerner la place des impacts socio-environnementaux parmi les (priorités des) pratiques translocales des migrants haalpulaaren interrogés en Belgique. Nous n'avons pas connaissance d'études qui font le lien entre l'expérience vécue des impacts environnementaux et les pratiques transnationales ou transnationales actuelles. Ce lien ne sera pas directement établi dans ce chapitre qui s'intéresse uniquement à **l'incidence des perceptions environnementales sur d'autres facteurs structurels** qui affectent les conditions de vie au village. C'est pour l'analyse des pratiques des transferts que la démarche de cette étape de chapitre est intéressante.

La perception du changement climatique pourrait être le premier facteur qui conditionne l'application d'une stratégie d'adaptation. Au niveau d'un individu, la perception du changement climatique va entraîner inconsciemment une évolution dans ces méthodes sans intégrer nécessairement le concept « d'adaptation au changement climatique » (Gbtebouo, 2009). La perception des risques environnementaux stimule le sentiment d'urgence et de responsabilité des personnes à l'égard de la protection de l'environnement et encourage les comportements de protection de l'environnement (Lin et al., 2018 ; Lieske et al., 2014). Cependant, d'autres chercheurs ont constaté qu'il existe un décalage entre la perception des risques environnementaux et les comportements, notamment de protection de l'environnement (Lorenzoni et al., 2007 ; Fisk, 2011). Des individus qui possèdent le même niveau de perception du risque environnemental peuvent avoir des comportements incohérents, notamment en matière de protection de l'environnement (Lacroix et Gifford, 2017 ; Deng et al., 2016).

Sans prétendre à ce que des aléas liés aux changements environnementaux soient des causes directes ou des déterminants migratoires, il est toutefois utile de les considérer parmi des facteurs ayant affecté les conditions de vie des migrants. Puisqu'une norme morale cardinale du migrant international haalpulaar est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de membres de sa famille et de sa communauté

(Boccagni, 2005 ; Dia, 2015), il nous semble important de comprendre les vécus et perceptions socio-environnementales de celui-ci. Il s'agit donc de capter les perceptions concernant le rôle que jouent divers facteurs socio-environnementaux - parmi d'autres facteurs - sur ses propres conditions de vie dans sa communauté d'origine. Pour ce faire, nous considérons ces perceptions aussi dans le cadre de sa décision migratoire, sans donc pour autant avancer que ce soit la raison principale de sa migration en Belgique. Cela permet de cerner son expérience socio-environnementale personnelle lorsqu'il vivait encore au Sénégal, ce qui permettra ensuite de mieux situer ses diverses pratiques translocales dans la deuxième partie de ce travail (chapitre 5).

La littérature récente sur les facteurs d'incitation dans les zones rurales d'origine reflète les préoccupations croissantes des milieux scientifiques et politiques concernant les moteurs structurels de l'émigration résultant du changement climatique, de la pauvreté rurale et de l'instabilité sociopolitique (Lacroix 2009; de Haas, 2010 ; Adams, 2011 ; Scheffran et al., 2012 ; Wodon et al., 2014 ; Borderon et al., 2018).

Il est intéressant de constater que **certaines études qui étudient les motivations migratoires font fi des facteurs climatiques ou environnementaux**. Par exemple, les grandes enquêtes nationales ne reprenaient pas le facteur environnemental ou climatique dans leurs questions fermées. Ainsi, les résultats des enquêtes réalisées par l'Agence Nationale pour la Statistique et la Démographie (l'ANSD) (ANSD, 2014) classifient respectivement les principaux motifs de la migration régulière comme irrégulière : travail, étude/apprentissage, raisons familiales, mariage, raisons de santé, etc. Certes, le migrant lui-même va rarement donner l'environnement comme motif de migration, même s'il a influencé sa décision de migrer (Black et al., 2011). C'est la difficulté d'identifier les facteurs sous-jacents, qui plus est, par des questionnaires fermés. Du point de vue de l'analyse microsociologique, une telle démarche présente des limites car elle ne prête pas attention aux nuances pouvant exister à certains niveaux, notamment au niveau macro (politique) et de la communauté (Tandian, 2018).

Les scientifiques ont récemment déployé des efforts considérables pour quantifier les flux migratoires qui seraient attribuables aux changements environnementaux sur la base de méthodes empiriques. Cependant, la littérature sur les migrations internationales n'est pas parvenue à une conclusion claire : de **nombreuses études n'ont pas trouvé d'effets significatifs du climat, alors que d'autres en ont trouvé** (Borderon et al., 2018 ; Brüning et Piguet, 2018).

Aujourd'hui, il existe un consensus croissant sur le fait que les changements environnementaux n'ont généralement pas un effet déterminant sur les processus migratoires, mais que différentes formes d'inégalités sociales, complexes et imbriquées, contribuent à la vulnérabilité aux changements environnementaux – et donc à la migration (Foresight, 2011 ; Brüning et Piguet, 2018). Ces facteurs imbriqués incluent, par exemple, l'âge, l'ethnicité, le niveau d'éducation, la profession<sup>254</sup> et le sexe (voir Hummel 2015). Même si les migrations des ruraux surviennent plus souvent quand les pluies annuelles sont insuffisantes et que la sécurité alimentaire des ménages n'est plus assurée, elles répondent aussi à une stratégie collective, définie au niveau de l'exploitation agricole (Stark, 1980). Ces analyses considèrent que les relations entre les changements environnementaux et les migrations sont dynamiques et complexes, et qu'elles relèvent non seulement de facteurs contextuels (macro), mais qu'elles répondent aussi de facteurs à l'échelle des individus (micro) et des exploitations agricoles (mésos). En ce sens, les migrations environnementales constituent, comme toute autre migration, un phénomène socialement construit et un choix concurrent et/ou complémentaire à bien d'autres options d'adaptation (entre autres Henry et al., 2003 ; Foresight, 2011)

---

<sup>254</sup> Les agriculteurs sont les principaux exécutants et acteurs au niveau de l'exploitation agricole, et par conséquent, la perception du changement climatique par les agriculteurs et les caractéristiques socio-économiques des ménages agricoles sont les principaux facteurs de la migration des agriculteurs..

Plusieurs recherches suggèrent de s'intéresser aux caractéristiques socio-culturelles des individus pour comprendre les migrations dans un contexte de changement environnemental (De Haan et al., 2002 ; Henry et al. 2004a). Stojanov et al. (2016a, 2016b) ont constaté qu'au niveau national, les individus reconnaissent d'abord le changement dans les aberrations climatiques et choisissent de migrer comme stratégie d'adaptation (aussi McLeman, 2013).

En ce qui concerne le lien complexe entre le changement climatique, la dégradation des terres et la migration dans certaines régions du Mali et du Sénégal, le projet Micle (2010-2014) a montré, entre autres, que la scolarisation est l'un des nombreux facteurs importants qui influencent les décisions de migration face à des conditions socio-écologiques instables<sup>255</sup>. Dans l'ensemble, les études du projet montrent que moins les gens ont de moyens monétaires et moins ils disposent de capital social pour compenser les pertes de revenus découlant des pertes ou des mauvaises récoltes liées au climat, plus leur vulnérabilité aux changements environnementaux est grande (par exemple, la variabilité croissante des précipitations). Pour certains groupes vulnérables, la migration peut en effet être le seul moyen d'assurer leur survie (e.a. van der Land et Hummel, 2013).

Des travaux empiriques montrent aussi que la migration induite « par le climat » ou « par l'environnement » ne sont pas *principalement* induites par le climat ou l'environnement : la migration dépend largement des **capacités particulières et des possibilités d'adaptation des individus, des ménages et des groupes** (voir par exemple, Schade, 2013). Celles-ci sont déterminées bien plus par des facteurs structurels que par des facteurs climatiques. **La migration est toujours un phénomène social, qui peut être, certes, associée à un phénomène environnemental.** Dans la région, plusieurs études de cas (Lalou & Delaunay, 2015 ; Foresight, 2011 ; Cissé *et al.*, 2010 ; EACH-FOR, 2009), montrent que, généralement, ce n'est qu'après épuisement de toutes les autres stratégies que les migrations sont entreprises<sup>256</sup>.

---

<sup>255</sup> “The lower the formal level of education, the higher the probability of economic activity in smallholder agriculture.” (Hummel 2015: n. p.)

<sup>256</sup> Si les mobilités n'étaient pas prévues ou envisagées pour d'autres raisons.

## 2. Eléments méthodologiques

Nous faisons donc l'hypothèse qu'il est pertinent de cerner les sensibilités des migrants haalpulaaren en Belgique concernant les effets des changements environnementaux sur les facteurs migratoires généralement identifiés comme structurels dans la littérature. Si ceux-ci sont considérés comme ayant une incidence importante dans leur vie avant leur émigration, on pourrait s'attendre à des efforts considérables de soutiens aux membres du village d'origine afin de pouvoir mieux y faire face.

Dans notre analyse des perceptions environnementales nous prenons un horizon relativement lointain (allant des effets actuels, à ceux d'il y a 20-30 ans, jusqu'à environ 60 ans, la période avant les grandes sécheresses) et ouvert. Selon la littérature existante, des événements climatiques extrêmes, même non vécus personnellement, peuvent marquer non seulement la mémoire individuelle mais aussi la mémoire collective (de Longueville et al., 2020). Nous faisons dès lors l'hypothèse de travail que les points à l'agenda dans l'espace politique translocal pourraient être influencés par ces perceptions socio-environnementales.

En ce qui concerne les **limites**, l'expérience environnementale tout au long du parcours migratoire fragmenté a été très difficile à évaluer, mais ne semble in fine pas significative pour les actions transnationales qui en résultent. Celles-ci étant orientées vers la famille la plus proche et/ou la communauté/région d'origine, ce sont les conditions socio-environnementales dans ces localités qui préoccupent les migrants en Belgique. C'est pour cette raison que nous ne discuterons pas davantage des perceptions environnementales pendant tout le voyage migratoire (environ 1/4 des répondants ont eu de nombreux arrêts/circuits différents à travers l'Afrique subsaharienne jusqu'en Afrique du Nord et en Europe...).

En ce qui concerne **l'échantillon et le profil des migrants interrogés en Belgique**. Nous avons interrogé 51 personnes originaires de la région du Fouta-Toro (13 femmes et 38 hommes), avec des catégories d'arrivée et de durée de séjour en Belgique qui varient :

Arrivés il y a moins d'un an (N=3) ; entre 1 à 5 ans (N=17) ; entre 5 et 10 ans (N=9), entre 10 à 20 ans (N=15) et plus de 20 ans (N=11).

**Les femmes sont donc minoritaires** dans notre échantillon, car elles étaient moins disponibles que les hommes pour participer à nos entretiens. Cela peut peut-être s'expliquer par le fait que dans notre présentation de la recherche aux potentiels candidats répondants, l'objet de recherche qui touche au développement du village d'origine paraissait davantage une thématique associée au genre masculin.

Parmi les répondants de l'ethnie haalpulaar, 5 personnes avaient un rôle de leader et 5 personnes étaient en situation irrégulière. Environ la moitié de nos interviewés haalpulaar sont restés plus de trois ans à Dakar, principalement dans les banlieues de Pikine et Guédiawaye.

Quasiment la moitié est ou a été 'sans-papiers' ou dans des situations juridiques compliquées liées à l'accès au territoire belge. Sur 13 personnes qui n'avaient pas de ménage en Belgique, 7 étaient célibataires.

Parmi nos répondants haalpulaar environ la moitié (N=27) avait un niveau socio-économique en Belgique « moyen », c'est-à-dire qui jouit d'une certaine stabilité par une combinaison de facteurs (un emploi, une certaine formation, un logement assuré, etc.). Environ un tiers peut être catégorisé par un niveau socio-économique « faible » (emploi informel, ou très précaire, logement précaire, faible niveau de formation...).

Une minorité de notre échantillon haalpulaar (N=4) jouit d'un niveau socio-économique élevé (revenus fixes, propriétaire de logement, formation reconnue, etc.), comme pour la catégorie du niveau

socioéconomique « très faible » (N=5). Ces derniers se trouvent dans des situations de séjours irréguliers et sont pour la plupart en phase de procédure de régularisation.

Les facteurs personnels relatifs aux migrants eux-mêmes comprennent **l'âge, le genre, l'origine ethnique, le niveau d'éducation, la situation professionnelle, le statut marital, et les aspirations personnelles** (Deotti & Estruch, 2016). Il est largement admis que la migration est sélective sur la base de facteurs tels que l'âge, le sexe, la richesse et les niveaux d'éducation (Foresight, 2011). La plupart des personnes qui sont arrivées en Belgique étaient **des hommes jeunes et parmi les plus âgés de leur ménage**. Ils appartenaient **principalement aux catégories sociales supérieures** de l'ethnie Haalpulaaren. Leur famille possédait principalement des terres et un élevage (bovins, ovins, caprins...).

Cependant, la plupart des immigrés avaient un **faible niveau d'instruction**, car la plupart ont quitté leur foyer à un très jeune âge (et ont résidé ailleurs avant d'arriver en Belgique), abandonnant leurs études et, dans de nombreux cas, sans poursuivre leurs études à l'étranger. Toutefois, ils sont une vingtaine à avoir suivi des formations professionnelles en Belgique par le biais des services publics.

La plupart des répondants qui ont décidé de ne pas emmener leur femme et leurs enfants avec eux en Belgique l'ont fait pour des raisons légales. Certaines femmes – célibataires (non mariées ou divorcées) – se sont remariées en Belgique et avaient toujours leurs enfants vivant au Sénégal. Outre le fait de se déplacer plus rapidement et de saisir diverses opportunités (logement, emploi, etc.), cela évite d'exposer les membres fragiles de la famille aux difficultés d'une situation illégale. Ils ont préféré régulariser d'abord leur situation pour permettre un nouveau départ. De plus, ils ont fourni à leurs parents au foyer une aide ménagère. Leurs enfants peuvent aussi bénéficier d'une éducation sénégalaise, et la famille n'est pas obligée de faire face à des pratiques culturelles et des modes d'organisation sociale différents. Cette décision de garder les enfants au Sénégal constitue finalement un facteur de facilitation au moment du retour.

**La stratification sociale** dans la société Haalpulaaren a entraîné des différences de capacités dans la façon dont les personnes des différentes classes sociales ou groupes statutaires pouvaient se déplacer. En effet, ces groupes disposaient de moins d'options légales (en raison de réseaux de migrants historiquement moins importants, y compris les voies irrégulières) et de ressources financières (ils ne possédaient pas de propriétés foncières, par exemple).

Alors qu'au cours des premières années, les personnes appartenant aux groupes statutaires les plus élevés étaient plus nombreuses à pouvoir migrer, cette différence de mobilité (et d'inégalité) semble s'être aplatie au cours de la dernière décennie. Au cours des deux dernières décennies, les membres des groupes subalternes les plus bas ont également pu émigrer de plus en plus vers l'Europe. Diverses évolutions ont facilité leur migration : l'augmentation des liens diasporiques par le biais de la technologie et des réseaux familiaux en Europe (principalement en France), qui ont à leur tour permis une mobilité légale (notamment le regroupement familial, l'accès facilité à l'éducation), et la réduction des coûts de déplacement (aussi Lessault et Flahaux, 2013 ; Schöfberger, 2017). Ils constituent probablement aujourd'hui une part importante de la population totale des migrants Haalpulaaren en Belgique.

### 3. Résultats

#### 3.1. Des préoccupations économiques en première ligne de discours

Les migrants ont d'abord considéré leur émigration comme une recherche de ressources pour remplir les rôles et les missions sociales qu'ils se sont attribués. En première ligne de la plupart des discours, ce qui a directement pesé sur les raisons de migration perçues – plus que le contexte environnemental naturel – ce sont les **préoccupations économiques**. Les migrants en Belgique ont perçu et observé des impacts environnementaux importants sur leurs moyens de subsistance, ainsi que sur les stratégies de subsistance à mettre en place. Ainsi, ces changements dans leur vie quotidienne lorsqu'ils ont quitté leur village d'origine étaient souvent **combinés à des questions de perspectives de vie et d'insécurité des moyens d'existence** en raison du manque d'emploi (à la fois dans et hors de l'exploitation agricole) et de revenus insuffisants pour d'autres projets qu'ils aspiraient à réaliser dans leur vie. En somme, les facteurs environnementaux ont aggravé les conditions socio-économiques déjà hostiles.

Ceci est lié aux facteurs généraux de l'environnement physique qui sont soumis à une pression croissante en raison des facteurs de stress liés au changement environnemental. Tout d'abord, les activités agricoles ont été perçues comme devenant très difficiles et insuffisantes comme activité de subsistance. Beaucoup ont mentionné que **divers risques environnementaux**<sup>257</sup> menaçaient leur sécurité alimentaire, particulièrement à cause des activités agricoles de leur famille qui dépendent fortement de la productivité des terres et des animaux, de l'eau<sup>258</sup>, ... En effet, la plupart d'entre eux ont déclaré que ces **risques avaient augmenté en raison des divers effets des changements environnementaux**, tels que les sécheresses et la variabilité des précipitations. Sans les moyens nécessaires pour faire face à ces impacts, ceux-ci ont provoqué des pertes de rendements agricoles et de maraîchage, des pertes d'élevage, etc. De plus, sans moyens d'irrigation, il n'y avait pas de travail dans l'agriculture pendant la saison sèche. Pour rappel, nos répondants sont originaires d'une zone rurale où 80 % des personnes dépendent (au moins en partie) des revenus agricoles pour leur subsistance (Ndione, 2019).

Ensuite, certains ont mentionné des **problèmes d'habitabilité**, par exemple en raison de l'érosion des berges et des pluies qui ont entraîné **l'effondrement des maisons traditionnelles** en banco (torchis), ou le **stress lié à l'eau potable** (principalement au début des années 1990, avant la mise en œuvre des projets de forages d'eau, mais après la construction du barrage de Manantali qui a rendu l'eau du fleuve non potable pour les humains). Les **problèmes d'insalubrité**, en particulier pendant la saison des pluies, ont souvent été mentionnés comme étant un **problème majeur dans la banlieue de Dakar**, où de nombreux migrants ruraux interrogés ont passé un certain temps (de quelques semaines à plusieurs années) avant de migrer plus loin, en Europe. **Les inondations et les eaux stagnantes** dues au mauvais fonctionnement du système d'évacuation ont causé un stress important et ont contribué à décider certaines personnes interrogées de quitter leur pays.

Toutefois, les éventuelles migrations liées au changement climatique sont souvent étroitement liées à d'autres aspects de changements environnementaux (aussi Foresight, 2011). Les effets de l'évolution des pratiques agricoles (par exemple, la mécanisation, l'utilisation d'engrais et de pesticides, les monocultures, l'irrigation, la concentration de la propriété foncière) sur l'environnement ont été jugés difficiles à distinguer des variations cycliques du climat et du changement climatique à long terme.

---

<sup>257</sup> Il s'agit sans surprise des mêmes risques que ceux qui sont évoqués par les *Dakarois* et les villageois.

<sup>258</sup> On peut qualifier ces éléments comme faisant partie des « services écosystémiques ».



Comme le montre l'étude de la BM (2010) au Sénégal, les populations des différentes zones agro-écologiques interrogées mettent en avant **les causes socio-économiques** dans les décisions de migrer quand bien même le changement climatique est à l'origine de la dégradation des conditions de vie (aussi Diallo, 2019).

### 3.2. Des problèmes sociaux

Deuxièmement, et en lien avec le premier point, nous avons constaté que les problèmes sociaux et les changements environnementaux s'influencent mutuellement. **Les pressions et motivations sociales**, telles que la **recherche d'une éducation** permettant de trouver un emploi, notamment dans des activités non agricoles, et **les obligations familiales** de contribuer au revenu du ménage, de construire sa propre maison, et de pouvoir se marier (*wadde galle*<sup>259</sup>), étaient considérées d'autant plus mis à l'épreuve par les changements environnementaux. Les migrants estimaient qu'il est plus difficile à cause des effets environnementaux de remplir ces rôles pour acquérir le respect, l'estime et une voix au sein de leur famille. Si certains ont fait valoir qu'ils souhaitaient s'installer en Belgique pour des raisons d'éducation (et/ou de regroupement familial), beaucoup pensaient pouvoir contribuer à l'amélioration des conditions de vie de leur famille, même sans diplôme et sans maîtrise des langues nationales. Ils estimaient pouvoir s'adapter aux exigences du marché du travail belge. Rappelons que les Sénégalais Haalpulaaren ont une tradition de mobilité culturellement ancrée depuis plusieurs siècles, lorsque la population était entièrement composée de semi-nomades et d'agro-pasteurs. De nombreuses personnes interrogées aimaient parler de ces traditions de mobilité nomade, dont elles étaient fières. En effet, la culture populaire regorge de proverbes qui soulignent l'importance de la migration, comme : 'Celui qui ne voyage pas ne saura jamais où il vaut mieux vivre' (Tandian, 2018). Ou encore : 'Il faut avoir de l'argent ou mourir loin'<sup>260</sup> et : 'Mieux vaut être pauvre et souffrir en situation migratoire que de rester misérable chez soi'<sup>261</sup> (Tandian, 2003 : 148).

Ils étaient nombreux à reconnaître d'avoir éprouvé un double sentiment : d'une part, une augmentation de la confiance en soi et de la considération sociale (qui a également motivé leur migration), mais d'autre part, la peur constante de décevoir les membres de leur famille restés au Sénégal. Ils ont été attirés par les images des conditions de vie occidentales et par la mythification des expériences et des succès de la migration. Ces images entraînent parfois des résistances chez les migrants à communiquer la situation complexe à laquelle ils sont confrontés dans leur pays de destination et les difficultés qu'ils rencontrent pour répondre aux attentes de la famille. Cependant, la plupart d'entre eux disent essayer de communiquer plus ouvertement avec les membres de leur famille, car ils ont le sentiment que les perceptions de ces derniers ont quelque peu changé à propos de l'"Eldorado européen". Certains attribuent cette évolution des perceptions à l'utilisation accrue des technologies de l'information et des médias sociaux (les TIC)(aussi Tandian, 2017). Ceux-ci pourraient montrer les effets de la crise économique européenne suite à la crise financière de 2008, les différentes "crises migratoires" médiatiques (comme en 2006 et 2015) et les campagnes d'information (OIM) qui ont suivi, ainsi que la diffusion de programmes télévisés montrant les difficultés auxquelles les Sénégalais et les Sénégalaises sont confrontés à l'étranger.

Enfin, un nombre croissant de migrants internationaux sont rentrés temporairement ou définitivement au cours de la dernière décennie. Cependant, les problèmes d'éloignement et d'accessibilité à divers services

---

<sup>259</sup> *Wadde galle* : fonder un foyer (ou une concession) ; par extension, s'autonomiser.

<sup>260</sup> En langue pulaar: *Kaalis keewdo walla anjeere woddunde.*

<sup>261</sup> En langue pulaar: *Yadé baboya bouri diodé baboya.*

sociaux de base (notamment l'eau, l'électricité et l'infrastructure numérique) restent généralement pris en compte, lorsqu'ils pensent à la vie au village, éventuellement pour un retour.

### 3.3. Des facteurs politiques

Troisièmement, **les facteurs politiques** ont également été mentionnés comme exacerbant les facteurs de stress environnementaux, mais dans une moindre mesure et de manière plus indirecte. Pour rappel, les changements environnementaux étaient perçus comme affectant les activités agricoles à risque et vulnérables. Dans ce contexte, une majorité d'entre eux ont mentionné leur perte de confiance politique dans la capacité du gouvernement sénégalais à créer les incitations politiques et les conditions socio-économiques pour une vie sans insécurité quotidienne des moyens de subsistance.

Dans l'autre sens, et de manière plus remarquable, le stress environnemental a semblé, dans quelques cas, jouer un **rôle dans l'activisme politique**, aboutissant à une fuite politique en tant que réfugié. En effet, peu de répondants ont mentionné des problèmes de persécution politique directe et de peur auxquels ils ont été confrontés avec le gouvernement sénégalais en raison de leur activisme politique (adhésion active et leadership au sein du "Mouvement Y en a marre" et/ou de la "France dégage !"). Dans ces cas, les **facteurs de stress environnementaux combinés à l'inaction politique** étaient considérés comme créant une insécurité intolérable des moyens de subsistance. Par conséquent, cette source d'insatisfaction a servi de déclencheur à trois répondants pour s'engager dans un activisme politique de désobéissance civile.

Il convient de noter que d'autres types plus courants d'engagements politiques (transnationaux) orientés vers la communauté d'origine au Sénégal ont également été partiellement influencés par les changements environnementaux. Cependant, il n'y a pas de preuve directe de la causalité qui aurait conduit à leur migration. Néanmoins, ils ont dit qu'ils connaissaient le potentiel que pouvait offrir la migration et les attentes sociales de s'engager plus fermement pour leur communauté d'origine. Ils ont reconnu qu'ils deviendraient « une ressource » pour la communauté par le biais d'initiatives de projets collectifs, notamment via l'association de développement villageoise, mais aussi en créant des entreprises agricoles ou non agricoles (collectives/familiales) et en aidant les membres de la famille à accéder au financement pour leurs entreprises. Une minorité de l'échantillon a affirmé qu'ils contribuaient effectivement à l'accès au financement par le biais des institutions bancaires et de microfinances ordinaires, ou par le biais des associations rotatives d'épargne et de crédit, appelées tontines.

Dans certains villages, **des changements institutionnels, à la suite de la décentralisation et la communalisation**, ont permis un processus de participation démocratique institutionnelle accrue et une représentation des groupes statutaires subalternes. Cela a conduit à certains conflits et tensions, notamment avant les élections locales de 2009, car cela a **perturbé la stratification et la hiérarchie sociales traditionnelles**. Bien que ces tensions sociopolitiques n'aient pas conduit à des persécutions effectives (par certains groupes statutaires, ni par des agents gouvernementaux) ni à des déplacements forcés qui en découleraient, ces aspects ont influencé la dynamique de coopération des migrants internationaux et handicapé les initiatives collectives orientées vers le développement des villages (voir chapitre 5).

Certaines personnes interrogées ayant une double nationalité (sénégal-mauritanienne) sont arrivées en Belgique en tant que demandeurs d'asile ou réfugiés pendant ou après le conflit ethnique qui a éclaté en 1989 (les "événements", comme l'appellent les locaux). Ce conflit violent était lié à un conflit de l'eau et peut donc être considéré comme influencé par des facteurs environnementaux. En 1989, la vallée du fleuve Sénégal a été le théâtre de l'un des rares conflits liés à l'eau dans le monde, entre la Mauritanie et le

Sénégal (Postel, 1999). Si des tensions ethniques sont à l'origine de ce conflit, celui-ci est surtout lié à l'inégalité d'accès à la terre et à l'eau dans la plaine inondable du Sénégal, pendant une période de crise hydro-climatique et agricole (Schmitz, 1993 ; Vandermotten, 2004). Ce conflit illustre la rupture de la gestion de l'eau du fleuve et de l'accès à la terre dans cette vaste zone humide sahélienne, où la dépendance à l'eau du fleuve est forte. Un conflit d'élite exogène, alimentée par les élites de Nouakchott, s'est répercuté dans les campagnes, reliant tragiquement le sort des villages haalpulaar peuls (Fulbé) aux évolutions nationales. Les événements de 1989 sont "une affaire d'État" (*taana laamu*), affirment les Fulbés, et non un affrontement entre "des ethnies ancestralement opposées", comme l'affirme l'historiographie officielle (République de Mauritanie, 1989). Entre 1989 et 1991, des groupes armés soutenus par les autorités locales et nationales ont persécuté des milliers de Peuls pastoraux de la région de Karakoro au nom de l'identité arabe du pays. Des centaines de personnes ont été tuées, des villages ont été pillés, le bétail volé et les terres occupées. De nombreux Peuls (agro-)pastoraux ont été déportés dans des camions militaires vers le Sénégal, tandis que des dizaines d'habitants des villages ont traversé le fleuve Karakoro pour se réfugier au Mali (voir Ciavolella, 2012). Un nombre assez important de Peuls sont alors arrivés en Belgique, et ont été reconnus comme réfugiés. La plupart des villages de part et d'autre du fleuve sont en fait membres de la même communauté haalpulaaren, et même souvent des parents proches. Ainsi, des villageois du côté de la rive sénégalaise qui ont des parents proches de l'autre côté du fleuve se sont faits passer pour des Mauritaniens et ont aussi obtenu le statut de réfugié en Europe.

La crise frontalière de 1989-1990 entre le Sénégal et la République Islamique de Mauritanie a perturbé le système de production économique de la zone. En effet les populations locales affirment avoir perdu leurs terres agricoles sur l'autre rive en Mauritanie, des terres les plus fertiles sur lesquelles elles pratiquaient les cultures sous pluies et de décrues. Cette situation a induit une baisse considérable de leurs capacités de production et d'autoconsommation. Pour combler ce déficit, le Gouvernement du Sénégal, accompagné de partenaires, a entrepris la réalisation des aménagements avec la SAED et renforcés par le PRODAM depuis 1995. Au-delà des aménagements, le gouvernement a visé le renforcement des capacités d'autonomisation des organisations paysannes, tout en mettant l'accent sur le renforcement des capacités techniques de la production irriguée (Bruckmann, 2018b).

### 3.4. Quid de la démographie ?

Quatrièmement, il y a eu peu de mentions de la façon dont les **changements environnementaux affectent les moteurs démographiques** de la migration, telles que l'ampleur, la densité, la structure de la population et la prévalence des maladies. Les aspects démographiques ont été rarement mentionnés spontanément, même lorsque la discussion a porté sur le manque d'emplois au Sénégal et la taille des ménages. Pourtant, la population du Sénégal a fortement augmenté au cours des dernières décennies : en 2011, elle était de 12.767.000 habitants alors qu'en 2020, la population s'élevait à 16,7 millions (ANSD, Projections 2020<sup>262</sup>), et elle devrait encore augmenter. A Dakar, la fécondité est de 3,2 enfants par femme ; elle est en moyenne de 5,3 et 5,0 enfants par femme respectivement dans les régions de Saint-Louis et Matam, alors que la moyenne du pays est de 4,7 enfants par femme en 2016 (ANSD & ICF, 2017).

Dans le contexte de la société Haalpulaar, le proverbe dit que "l'enfant est un trésor" (*bido ko jawdi*) : par conséquent, plus on a d'enfants, mieux c'est. Pourtant, lorsqu'ils évoquent le manque d'emploi, ils disent souvent craindre, par exemple, que la population sénégalaise augmente en taille ainsi que le nombre de nouveaux arrivants sur le marché du travail, alors que peu de nouveaux emplois sont perçus comme créés.

<sup>262</sup> Voir le site web de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD): [www.ansd.sn](http://www.ansd.sn) (consulté le 20 mars 2021).

Quant à la taille du ménage, généralement importante, ils ont parlé de la difficulté pour les parents de subvenir aux besoins et aux dépenses de tous les membres de la famille. Peu de répondants ont également mentionné la question du partage des terres fertiles dans la distribution de l'héritage, conséquence de la rareté des terres due à la pression accrue exercée par la population croissante (lire Bruckmann, 2018b).

Pourtant, de nombreuses terres restent inexploitées par manque de moyens financiers pour investir dans l'agriculture (en semences, en engrais, en électricité et en matériel, comme des clôtures, des tracteurs, etc.) Il est intéressant de noter que la plupart des personnes âgées de plus de 50 ans ont affirmé que leur village dans les années 1960 et 1970 était beaucoup plus peuplé de jeunes hommes (et de femmes) qu'il ne l'est aujourd'hui. Ainsi, la plupart des 'héritiers' ne vivent plus dans le village mais ailleurs, laissant dès lors beaucoup de terres inexploitées. De nombreux répondants en Belgique comme au Sénégal accusent le droit foncier sénégalais, qui est en effet complexe en combinant le droit coutumier et le droit foncier moderne (Faye, 2008 ; Gonin, 2016).

## 4. Conclusions

Ce chapitre répond à la question de savoir quelles sont les perceptions des migrants en Belgique concernant les principaux effets des changements socio-environnementaux qui ont affecté leurs conditions de vie au village – et qui ont éventuellement participé à leur mobilité internationale. Ensuite, nous mettons brièvement en perspective ces résultats en considérant leur perception de la situation environnementale actuelle au village. Remarquons que les aspirations migratoires et préférences individuelles ne sont pas analysées dans ce chapitre. Ces variables constitutives de profils migratoires sont en revanche intégrées dans l'analyse de profils de migrants « agents adaptatifs » (chapitre 7).

Premièrement, l'analyse des entretiens avec les répondants émigrés haalpulaar en Belgique fait apparaître que leurs perceptions environnementales sont relativement importantes concernant le regard qu'ils portent sur les conditions de vie dans leur village d'origine. En effet, les résultats révèlent que leurs décisions de migration étaient influencées – plus ou moins partiellement, selon les profils – par des conditions socio-écologiques jugées hostiles. Des effets environnementaux variés affectent insidieusement des motifs migratoires divers qui visent l'amélioration des conditions de vie de la famille dans le village d'origine. Il apparaît donc que les facteurs socio-environnementaux jouent un rôle souvent indirect, mais significatif, parmi les principaux moteurs des décisions de migration des villages de la moyenne-vallée du fleuve Sénégal vers la Belgique. Par ordre décroissant d'importance, les changements environnementaux perçus qui sont liés aux interactions avec les principaux moteurs existants (Foresight, 2011 ; Black et al., 2011) : les facteurs économiques, sociaux, politiques, environnementaux et démographiques.

Les considérations environnementales jouent donc un rôle sur diverses variables socio-économiques majeures, comme celles liées aux conditions jugées difficiles pour l'agriculture à petite échelle. Ces activités de moyen de subsistance ne sont pas considérées suffisamment substituables par d'autres entreprises économiques. A cet égard, le manque d'infrastructures et d'opportunités (écoles et formation continue, opportunités d'emploi en dehors du secteur agricole) pour les villageois sont jugés comme cruciaux. Cela renvoie à d'autres facteurs (politiques, sociaux, et économiques), ce qui illustre la multi-causalité des problèmes perçus qui entraînent la mobilité internationale et, ensuite, des pratiques de transferts.

Ces perceptions varient en fonction des origines et des lieux où les migrants vivaient avant leur arrivée en Belgique. Les répondants de plus de 40 ans évoquent les grandes sécheresses des années 1970 comme une période charnière dans l'évolution de la mobilité. Les répondants plus jeunes y font référence moins spontanément, mais elle est clairement gravée dans leur mémoire collective. Cette crise environnementale, associée à la monétarisation et aux politiques néo-libérales mises en œuvre dans les années 1980, notamment dans le secteur agricole, a affaibli les conditions socio-économiques. Les mobilités ont donc changé de nature et de dynamique dans la région à partir des années 1980-90, années où les Haalpulaaren sont arrivés en plus grand nombre en Belgique.

La migration internationale reste donc plus que jamais un investissement très important, qu'il s'agit de faire fructifier « en allant trouver quelque chose » qui en vaille la peine pour ne pas revenir les mains vides. Parmi les choses qu'ils peuvent « ramener » au pays : un partenariat de développement ou un mandat politique, suite à un retour d'ascenseur lors d'une aide à la campagne électorale d'un leader politique de la région qui a été élu (voir chapitre 5).

Deuxièmement, notre échantillon des migrants interrogés en Belgique a démontré des **perceptions communes avec les non-migrants restés au village** de divers impacts socio-environnementaux au Sénégal, tant avant leur migration, qu'après leur arrivée en Belgique.

Les perceptions que les émigrés ont de la situation socio-environnementale actuelle dans leur pays d'origine sont **plutôt négatives**, voire très négatives<sup>263</sup>. Leurs constats sont généralement les mêmes que ceux exprimés par les villageois interrogés (cf. chapitre 2 précédent). Les gens sont généralement inquiets, voire très inquiets, de la situation socio-environnementale : elle est perçue comme dégradée, tant dans leur village d'origine que dans la banlieue de Dakar. Tous nos répondants ont estimé que la situation socio-environnementale s'est encore détériorée par rapport au moment de leur départ migratoire<sup>264</sup>.

Les répondants sont largement conscients des impacts des changements socio-environnementaux sur leur communauté (ou pays) d'origine. Ces perceptions correspondent généralement aux données scientifiques externes sur la région du Sahel en Afrique de l'Ouest (Brüning et Piguët, 2018 ; van der Land et al., 2018).

Cependant, malgré les conditions socio-environnementales difficiles au quotidien, la grande majorité des émigrés haalpulaar en Belgique estiment généralement comme les villageois et *Dakarais*, qu'il est possible d'améliorer les conditions de vie et les moyens d'existence dans la région du Fouta-Toro. Comme nous allons le voir plus en détail dans la partie suivante, les répondants des trois zones d'enquêtes évoquaient que cela nécessite « des moyens » et des « bras longs ». Comment les pratiques translocales de la diaspora en Belgique permettent-elles d'accéder ou de contribuer à ces ressources ?

---

<sup>263</sup> Ces perceptions varient légèrement en fonction de facteurs tels que le niveau d'éducation, les professions, l'âge du migrant, l'expérience personnelle, et donc les vécus liés à la région d'origine (urbaine/rurale), y compris celle de leur ménage d'origine avant et après leur migration.

<sup>264</sup> Le fait que le changement climatique soit le résultat de certaines activités humaines, ajoute des dimensions de responsabilité, d'éthique et de justice dans l'équation. Pourtant, nous n'avons pas trouvé de sentiments de gêne ou de honte par rapport au fait d'habiter en Belgique (pays industrialisé, pollueur et émetteur historique de gaz à effet de serre).

## **4. Conclusion de la première partie. Des impacts socio-environnementaux forts présents dans la vie quotidienne et dans les attentes envers les émigrés**

Cette première partie empirique avait pour objectif de situer le cadre politique et social (au niveau macro et microsociologique) qui permet de contextualiser la place des impacts socio-environnementaux parmi les (priorités des) pratiques translocales des migrants haalpulaaren interrogés en Belgique.

Les politiques de développement et les politiques migratoires ont commencé à façonner le rôle des migrants internationaux depuis plusieurs décennies. Les discours politiques ont renforcé et récupéré des dynamiques d'actions de la diaspora envers leur pays d'origine. Toutefois, les politiques et programmes de soutiens à la diaspora sénégalaises en Belgique et au Sénégal sont perçus comme assez faibles en pratique. Dans les années 1960, des migrants en France originaires d'Afrique subsaharienne, dont ceux appartenant aux communautés haalpulaar de la région du Fouta-Toro, ont créé des organisations et lancé des projets de codéveloppement visant à la construction d'écoles, de dispensaires, de systèmes d'eau potable et d'irrigation. Depuis les années 1990, les organisations de migrants et les activités de codéveloppement se sont étendues à l'Espagne, à l'Italie, mais peu à la Belgique en ce qui concerne le Sénégal. Les programmes de codéveloppement en Belgique sont concentrés sur l'Afrique-centrale et le Maghreb).

Nous avons dressé les tableaux de paysages des acteurs de développement au Sénégal et en Belgique, qui montrent comment ceux-ci sont organisés. Certaines limites qui concernent la capacité des acteurs et organisations sont apparues importantes, notamment en termes de contributions aux stratégies d'adaptation collectives dans le pays d'origine. Ces éléments contextuels serviront à comprendre les la dimension politiques et environnementales des pratiques translocales analysées dans la deuxième partie de cette thèse, d'une part, ainsi que d'analyser les facteurs qui conditionnent les capacités de transferts politiques, de l'autre.

Ensuite, l'analyse de l'expérience des impacts socio-environnementaux avant l'arrivée en Belgique, d'une part, et les perceptions socio-environnementales concernant leur village d'origine après leur arrivée et installation en Belgique, montre que les considérations environnementales sont significatives parmi d'autres facteurs jouant sur les conditions de vie au village.

### **Les impacts environnementaux perçus par les répondants au Sénégal étaient divers et localisés.**

Leurs perceptions s'alignaient généralement sur celles des migrants internes et internationaux en Belgique. Les perceptions des effets négatifs des changements environnementaux variaient en fonction de divers facteurs tels que le niveau d'éducation, l'exposition aux changements environnementaux et les croyances religieuses. Pour de nombreuses personnes interrogées, les sécheresses des années 1970 et 1980 sont des événements importants qui façonnent leur vision des changements climatiques et environnementaux. Depuis l'apparition de ces événements extrêmes, et en particulier la sécheresse de 1973, la plupart des personnes interrogées sont d'avis que les précipitations ont diminué au cours des 30 dernières années.

Tant les changements environnementaux et climatiques à évolution lente (dégradation des sols, désertification) et les désastres naturels soudains (inondations, sécheresses) sont des sources d'inquiétudes et de sollicitations des villageois envers la diaspora. Les personnes interrogées dans la région du Fouta-Toro et à Dakar connaissent bien - et s'inquiètent souvent - des changements environnementaux dans leur

terroir, à Dakar, et ailleurs dans le pays. En tant que telle, bien qu'elle ne soit pas nécessairement toujours identifiée comme une priorité, l'environnement semble devenir de manière croissante le sujet et l'objet de relations et de pratiques transnationales des migrants. Les attentes sont en lien avec les préoccupations socio-environnementales qui affectent les conditions de vie des villageois. En effet, nous avons trouvé que la grande majorité des migrants (internes à Dakar et internationaux en Belgique) aimerait pouvoir agir pour sa famille et sa communauté d'origine. Tant pour les attentes familiales que collectives, les attentes semblent nettement plus importantes envers les émigrés en Europe, qu'envers ceux qui pèsent sur les épaules des migrants haalpulaar à Dakar. Leur contribution collective se traduit surtout en budget-temps et en énergie. En outre, de nombreux jeunes *néo-Dakarois* tentent de se procurer du numéraire en « bricolant » afin de financer leurs études et/ou concrétiser leur projet migratoire. (cf. Fall, 2007b). Leurs capacités d'actions sont cependant fortement limitées, comme nous allons le voir pour les émigrés haalpulaar en Belgique dans la partie suivante.

De l'analyse précédente concernant les impacts perçus des changements environnementaux (Chapitres 2, 3 et 4) nous arrivons à la conclusion que l'adaptation aux changements environnementaux impliquent des changements socio-économiques et donc également une **'adaptation'** des individus et des communautés au sens large aux réalités socio-économiques (capitalistes). Dans ces cas, il semble ainsi plus correct d'utiliser le terme de changements socio-environnementaux. Dans la transformation ou l'adaptation des communautés villageoises il y a des facteurs proprement environnementaux, notamment climatiques, et des facteurs démographiques, socio-économiques et culturels. Ces mêmes facteurs jouent également sur la transformation des milieux biophysiques, comme la désertification et la dégradation des terres (aussi Alexandre et Mering, 2018).

En ce qui concerne, **la place des considérations environnementales parmi attentes des villageois** et les demandes sociales envers les émigrés, un constat similaire apparaît : elles sont rarement spécifiquement et uniquement axées sur l'environnement naturel. Ces attentes sont les plus souvent liées aux moyens d'existence, qui eux, sont selon le secteur d'activités, plus ou moins vulnérables aux aléas environnementaux.

Les villageois actifs dans les secteurs agricoles, halieutiques et d'élevage, qui apparaissent les secteurs les plus exposés aux aléas environnementaux, ont des attentes plutôt familiales que communautaires. Les sollicitations familiales ou de proches sont rarement d'ordre à transformer structurellement les pratiques agricoles dans une optique intentionnelle d'adaptation. Selon la plupart des villageois, les investissements privés de la diaspora dans les moyens de production agricole, pourraient améliorer les productions maraîchères et rizicoles. Ces moyens de production ont trait à l'importation et la distribution d'engrais, de matériel agricole, la fabrication et la maintenance du matériel agricole, la maîtrise de l'eau par les motopompes et aménagements hydro-agricoles. En revanche, dans **les secteurs non-agricoles**, des attentes et demandes d'investissements réalisés avec un appui de la diaspora semblent plus importants. Cela indique une volonté des villageois ruraux de s'orienter vers des secteurs d'activités moins vulnérables aux changements environnementaux. Les attentes envers la diaspora sont ici aussi plutôt familiales que communautaires.

Nos résultats montrent, en effet, qu'il y a une pression, de natures diverses, sur les migrants pour transférer des ressources économiques (principalement de l'argent et du matériel) de manière régulière et continue vers leur ménage d'origine. Il semblerait que la solidarité envers la famille – et même au-delà – ne soit pas remise en cause et soit perçue comme un devoir naturel. Les sollicitations des villageois envers les migrants sont principalement liées aux besoins de dépenses quotidiennes (*financial/family remittances*) ; la construction/réfection de la maison ; des investissements productifs dans divers secteurs ; et la participation aux initiatives et projets collectifs via des transferts de fonds collectifs (*collective remittances*, soit



par l'entremise d'organisations formalisées, soit informelles). Remarquons qu'un nombre important de répondants, au Sénégal et en Belgique, considèrent que l'impact des transferts des fonds des migrants a aussi des effets négatifs sur certaines dynamiques socio-économiques, même s'ils reconnaissent le rôle capital des migrants dans le développement local (voir aussi Dia, 2007, 2015 ; GRDR, 2015 ; Renou et Diallo, 2015).

Le migrant haalpulaar est supposé participer à la croissance économique de la famille par des transferts de fonds supplémentaires pour des investissements. Cette socialisation, et **internalisation de la norme culturelle de l'aide** par les transferts de fonds est, nous l'avons vu, particulièrement présente dans la région du Fouta-Toro. Dans cette région les différences socio-économiques sont encore davantage accentuées par la culture de l'aventure à l'étranger, notamment en Europe (Bredeloup, 2007).

La lourdeur des procédures administratives et les énormes sacrifices consentis par les résidents pour obtenir un visa, avec souvent un long séjour irrégulier avant d'être régularisés au mieux ou renvoyés de force dans le pays de destination, sont perçus comme une très lourde charge (voir aussi Hernandez-Cárretero, 2016). Par conséquent, une fois à l'étranger, les villageois préfèrent que leurs migrants internationaux restent dans le pays d'émigration à continuer de s'intégrer d'un point de vue socio-professionnelle, notamment afin de pouvoir contribuer à la solidarité familiale et villageoise. Ici, on comprend qu'il y a une grande pression de la part du ménage d'origine sur le migrant pour qu'il envoie de l'argent régulièrement et le plus longtemps possible (Lietaer et al., 2020). Si le Fouta-Toro, ancienne région de départ vers la France principalement, a pu en tirer une réelle rente migratoire, des inquiétudes existent en ce qui concerne le futur de celle-ci (voir Gueye, 2007 ; Dia, 2015).

Le chapitre 4 qui clôture cette partie, a exploré l'expérience environnementale des émigrés haalpulaar en Belgique, avant et après leur parcours migratoire. Les considérations des émigrés concernant l'environnement changeant et ses aléas influençant d'autres facteurs structurels affectant les conditions de vie au village d'origine et à Dakar sont significatives. Ces considérations environnementales sont révélatrices non seulement pour la décision migratoire, mais aussi pour l'analyse des pratiques des transferts (Deuxième partie de la thèse). Le changement du projet initial de migration, qui, au départ était souvent prévu comme temporaire, est le résultat de deux facteurs conjugués. Au niveau du pays de départ, la désarticulation des systèmes locaux de production et les sécheresses répétitives n'offrent que très peu d'autres perspectives que celle de l'émigration durable. Au niveau des pays d'installation les politiques d'immigration poussent les immigrés en règle à procéder au **regroupement familial** et à se stabiliser en entamant un processus d'intégration. Mais, comme le montre la partie suivante, ce changement de perspective dans les choix des migrants n'implique pas un relâchement des relations entre ces derniers et leurs communautés d'origine.

C'est ce maintien des mécanismes de solidarité entre les migrants dans différents pays et leur village d'origine malgré les déclenchements des processus d'installation dans les pays de résidence/de destination, qui nous autorise à parler de « **diaspora villageoise** » (Kane, 2001) ou de ressortissants de « villages multi-situés » (Dia, 2010) participant de manière dynamique au développement des villages d'origine. La majorité des villages étudiés se sont dédoublés à Dakar, puis détriplé en France et ailleurs en Europe, dont en moindre mesure en Belgique. C'est donc en prenant le cas des émigrés haalpulaar résidant dans capitale de l'Union européenne, que la prochaine partie analyse les pratiques des transferts matériels qui permettent des stratégies d'adaptation collective au village d'origine.

## Deuxième partie.

# Des pratiques translocales des migrants internationaux en Belgique au service de l'adaptation collective ?

**Dans cette deuxième partie empirique, nous proposons d'analyser** la question suivante : comment les pratiques des migrants internationaux en Belgique reflètent les attentes et demandes sociales des membres de la communauté villageoises restées au Sénégal ? (Q3, Partie 2 – chapitres 5 et 6).

## Chapitre 5.

# Les pratiques translocales contribuant à l'adaptation collective et leurs dimensions politiques

## 1. Introduction et état de l'art

Ce cinquième chapitre répond à la sous-question suivante : quelles sont les pratiques translocales des émigrés en Belgique qui leur semblent contribuer aux stratégies d'adaptation collective dans leur village d'origine ? (Q3.a.)

Dans l'optique de répondre à la question de recherche principale, cette analyse vise à comprendre (1) la place accordée aux changements socio-environnementaux dans le champ du développement villageois et (2) l'importance des dimensions politiques (infrapolitique et micropolitique) à l'œuvre dans le champ translocal des pratiques des transferts afin de renforcer les stratégies d'adaptation collective au village d'origine. Dans ce chapitre, c'est d'abord à travers l'outil des discours et perceptions des migrants que nous retiendrons les pratiques translocales pour lesquelles ceux-ci estiment avoir des effets 'adaptatifs' et 'collectifs'.

Pour rappel, les effets adaptatifs sont définis ici comme des effets qui réduisent les effets néfastes des aléas socio-environnementaux sur les moyens d'existence des personnes restées au Sénégal. Les effets 'collectifs', sont compris comme des effets qui dépassent le niveau du ménage, sans se limiter pour autant au 'développement communautaire' qui se résumerait à la 'communauté villageoise'. La pertinence de l'analyse repose sur les transformations sociopolitiques que ces pratiques de transferts suscitent, qui contribuent précisément aussi à changer les capacités et stratégies d'adaptation collectives. Nous avons vu aussi qu'au niveau du village une palette d'institutions sociales locales est importante à prendre en compte pour comprendre les conditions dans lesquelles émergent, se développent et/ou échouent les pratiques translocales des migrants internationaux.

Nous avons vu comment les villageois perçoivent les changements socio-environnementaux dans leur village d'origine, d'une part, et leurs attentes envers leurs migrants internationaux, d'autre part. Cette partie vise à capter d'abord ce que font les migrants qui sont pertinents en termes d'adaptation aux changements environnementaux. La migration est davantage interne et régionale qu'internationale, et davantage temporaire (saisonnière, circulaire...) que permanente (Ndione, 2019). Toutefois, cette dernière semble être un nouveau phénomène qui vise à aider la famille à rester dans sa région et à poursuivre les activités économiques traditionnelles (Tandian, 2015) grâce à des transferts de fonds, de pratiques et de technologies (Sall et al., 2011 ; GERM, 2017 ; Lietaer et al., 2020).

Nous proposons d'abord une **typologie de diverses pratiques de transferts matériels** et engagements qui ont des retombées collectives et adaptatives dans le village d'origine. Parmi les nombreuses pratiques translocales, nous mettons la focale sur la dimension politique et adaptative des pratiques translocales qui occupent des émigrés haalpulaar en Belgique.

Dans ce chapitre, nous allons poser le regard sur ces diverses pratiques de transferts des émigrés haalpulaaren en Belgique à la lumière de ce que nous avons vu dans le chapitre précédent sur les perceptions socio-environnementales et les attentes des villageois et des Néo-Dakarois. En outre, l'apport original de cette partie réside dans le fait que c'est à travers un cadre Bourdieusien et de *political ecology* que les dimensions politiques et environnementales de ces pratiques seront analysées. Nous avons constaté

que ces dimensions rarement étudiées, et encore moins ou même pas du tout ensemble, semblent pourtant important pour les migrants interrogés et pour les non-migrants restés au village d'origine.

## 2. Éléments méthodologiques

Nous sélectionnons et décrivons des initiatives de migrants qui ont des **effets collectifs**, c'est-à-dire qui ont une portée au-delà du ménage (*pooye*). Ceux-ci sont les projets majeurs perçus par nos répondants membres villageois (migrants en Belgique et non-migrants dans les villages) comme ayant de retombées adaptatives ressortis de nos enquêtes. Quel que soit le type de migration (court ou long terme, interne ou international), il convient d'adopter une perspective à relativement long terme : environ 50 ans, comme Dia (2015). Comme nous l'avons vu, il a été démontré que le revenu des transferts de fonds a des effets directs sur la base de ressources, le bien-être économique et la résilience d'une communauté (Adger et al. 2002). Cela signifie que **pour qualifier d'adaptation des pratiques transnationales**, nous demandons aux villageois si la migration a contribué à **satisfaire leurs besoins fondamentaux** ou à **renforcer la stabilité** à long terme.

Les mêmes dispositifs de recherches ethnographiques que dans les chapitres précédents combinés avec des données secondaires sont utilisés pour cette partie d'analyse de nature plus descriptive.

Nous prenons comme point de départ les pratiques translocales identifiées dans le chef des migrants interrogés en Belgique. Celles-ci seront mises à la lumière d'une grille d'analyse d'adaptation. Il ne s'agit donc pas de prendre l'entrée du territoire (du village) et de regarder toutes les initiatives existantes qui impliquent également l'action des migrants internationaux. Nous nous focalisons sur les membres de la communauté haalpulaar en Belgique pour comprendre les conditions dans lesquelles ceux-ci développent (ou non) des capacités à contribuer par des pratiques translocales au processus d'adaptation collective dans leur village d'origine.

Les **pratiques transnationales majeures** identifiées en Belgique font l'objet de discussions approfondies par domaine clé et mises en dialogue avec les perceptions, discours et pratiques, des acteurs villageois<sup>265</sup>. Les pratiques translocales identifiées sont ensuite **catégorisées selon qu'elles soient initiées individuellement ou collectivement** (généralement via une association) au départ. Elles ont toutes en commun d'avoir des retombées qui dépassent le simple niveau du ménage.

Dans la littérature, les pratiques de transferts des migrants sont généralement divisées en deux grandes catégories :

- les **transferts matériels**, c'est-à-dire de l'argent, des investissements, des cadeaux et les produits de consommation, et
- les **transferts immatériels** ou sociaux, c'est-à-dire les connaissances, les idées, les valeurs et les normes, jouent un rôle important dans la vie quotidienne et la formation de l'identité des familles translocales (Levitt et Lamba-Nieves, 2011).

---

<sup>265</sup> Ainsi, nous évitons de répéter la panoplie d'impacts environnementaux et demandes sociales qui y sont associées par les acteurs villageois. Pour rappel, cette description fait l'objet de la première partie des résultats de cette thèse.

Nous avons utilisé 4 catégories de transferts, en fonction de la nature des transferts :

1. Les transferts **financiers** : l'argent renvoyé, qui fonctionne souvent comme une assurance contre la baisse des revenus liée aux chocs climatiques et augmente la résilience dans divers domaines (éducation, santé) ;
2. Les transferts **matériels/en nature** : investissements, cadeaux et produits de consommation (par exemple, envoi de voitures/bus pour le transport de l'entreprise/de la famille et pour augmenter la mobilité locale) ;
3. Les transferts **collectifs** (contributions collectives à des projets collectifs dans le village/la communauté) :

En plus d'envoyer l'argent dans leur pays d'origine pour soutenir leur famille, les migrants donnent également de l'argent pour des œuvres de charité, des secours en cas de catastrophe ou des projets communautaires dans leur ville natale. Lorsque ces fonds sont collectés et distribués par des groupes informels ou formels de migrants, ils peuvent être qualifiés de **transferts de fonds collectifs**. À la suite de Burgess et Tinajero (2009), cette thèse soutient que nous devrions faire une distinction entre les **initiatives individuelles** et les **initiatives collectives**, bien que ces deux types d'initiatives puissent avoir des retombées collectives :

- le type en fonction du **nombre de personnes** qui transfère (individuel ou en groupe/collectif) et
  - la **nature** du transfert (soutien familial, philanthropie ou investissement générant des profits).
4. **Les remises sociales ou immatérielles**<sup>266</sup>. Celles-ci sont essentielles pour exercer une pression politique et capter des ressources publiques pour le village (en concurrence avec d'autres villages de la région).

La définition originale des transferts sociaux donnée par Levitt (1998) est étroite : le transfert d'idées, de comportements, d'identités et de capital social des migrants vers leurs communautés d'origine. Plus tard, ils ont souligné l'importance d'examiner non seulement les transferts financiers, mais aussi le transfert et l'impact sur la vie quotidienne du capital social, des valeurs et des normes, des nouvelles idées, des compétences, des connaissances et des formations identitaires des familles translocales (Levitt & Lamba-Nieves, 2011).

Ce travail de recherche s'ancre dans les contributions à la résilience sociale dans un contexte de changements environnementaux. Dans ce cadre, il est alors davantage possible de saisir concrètement l'engagement des migrants (et la variation des niveaux d'engagements) via les divers **transferts de nature 'politiques'**, c'est-à-dire l'apport à **l'adaptation au-delà du ménage**, qui touchent souvent à la sphère publique, par les pratiques et les valeurs des migrants.

En plus des typologies de transferts avec un focus sur les transferts politiques, nous utiliserons des typologies qui fournissent des critères utiles à **l'analyse des actions d'adaptation** en lien avec la migration. Ces typologies se concentrent sur le moment et l'intentionnalité de l'action, les acteurs qui mettent en œuvre des mesures et la nature des mesures elles-mêmes. L'objectif est de pouvoir 'objectiver' et mettre en perspective les contributions de la migration en termes de retombées adaptatives.

---

<sup>266</sup> Généralement, elles comprennent aussi les transferts politiques dans le sens strict. Nous en avons une conception plus large dans ce travail, comme nous l'avons vu plus haut.

## 1. Corpus d'analyse

Les données traitées étant similaires que celles du chapitre précédent, nous renvoyons le lecteur aux sections suivantes :

- Partie Introductive. Section 4.
- Première partie. Chapitre 4 partie 4.2.

## 2. Traitement et analyse des données

Les données recueillies dans le cadre de la recherche documentaire, des observations directes réalisées sur le terrain, de la réalisation des entretiens avec les différents membres de village associés au processus de mise en œuvre des initiatives des migrants, ont été traitées et analysées selon les étapes décrites ci-après.

En premier lieu, un effort de **classement systématique des données** recueillies auprès de chaque migrant des initiatives individuelles et collectives qui ont été prises. Les éléments ont ensuite été regroupés par thème.

Ensuite, de façon transversale, les éléments d'analyse de chaque village pouvant décrire les conditions d'engagements transnationaux des migrants ont été **reclassés par thème**. Cette technique de classification par thème a ainsi permis de décrire, d'expliquer et d'analyser les différentes tendances d'engagements et de pratiques transnationales des acteurs. Finalement, certaines données n'ont toutefois pas pu être intégrées à la grille thématique. Étant donné l'importance certaine de ces données pour mieux comprendre les initiatives et pratiques des migrants dans les stratégies d'adaptation locales, elles ont également été reprises dans notre analyse. Ainsi, de nouveaux éléments d'analyse en sont ressortis faisant alors une ouverture possible pour d'autres recherches dans le domaine de la mobilisation des migrants pour l'adaptation aux changements environnementaux.

En ce qui concerne le **moment de l'action**, l'adaptation peut se mettre en place **en anticipation** de certains impacts, avant que le risque ne se manifeste concrètement, ou **en réaction**, c'est-à-dire en réponse à un événement extrême passé ou actuel. L'adaptation proactive requiert de la planification tandis que l'adaptation réactive a lieu après coup (Fankhauser et al., 1999).

Par ailleurs, on distingue aussi **l'adaptation planifiée de l'adaptation spontanée**. **L'adaptation planifiée** est fondée sur une **conscience des changements environnementaux** et implique des interventions humaines délibérées (comme la préparation de stratégies et de plans d'adaptation), tandis que l'adaptation spontanée ou autonome est incitée par différents facteurs et changements dans les systèmes naturels et humains. Ces facteurs peuvent être des changements écologiques ou de marché, qui ne reposent donc pas nécessairement sur une conscience des changements environnementaux (dont le changement climatique) (van Gameren et al., 2014)

### 3. Résultats généraux

Les travaux issus du champ récent de *migration as adaptation* (voir entre autres McLeman et Smit, 2006) trouvent leurs racines principalement dans la Nouvelle Économie de la Migration du Travail et du *Sustainable Livelihoods Approach*. Ils ont surtout montré des effets de la migration interne et internationale sur la capacité d'adaptation ou d'amélioration des moyens d'existence au niveau des ménages – et subsidiairement seulement au niveau des communautés (cf. McLeman et Gemenne, 2018 ; Gemenne et Blocher, 2017 ; Steinbrink & Niedenführ, 2020<sup>267</sup>).

Nos résultats de base rejoignent en général ceux qu'on retrouve dans cette littérature (voir entre autres Adger et al., 2002, Agarwal et Horowitz, 2002, Deshingkar, 2011 ; Lucas et Stark, 1985 ; Scheffran et al., 2012). Nos enquêtes montrent, comme ces études, comment un migrant interne ou international qui est en mesure d'envoyer régulièrement de l'argent dans son pays d'origine peut grandement contribuer au revenu du ménage du bénéficiaire et financer les besoins vitaux de base tels que la nourriture, le logement et les biens de consommation. S'il est suffisamment important, un revenu stable peut simplifier la planification financière, permettant éventuellement des investissements dans différents secteurs : les investissements familiaux et collectifs dans l'éducation peuvent augmenter le capital culturel des membres de la famille restés au pays (aussi van der Land et Hummel, 2013). Les investissements dans les outils de travail et les terres peuvent leur donner du travail et produire des revenus supplémentaires.

**Au niveau collectif**, les migrants s'engagent principalement à travers les AVD de ressortissants. Ils contribuent à des projets collectifs, principalement d'infrastructures sociales de base. Ces projets bénéficient les habitants du village, et parfois spécifiquement ceux qui font partie d'un groupe statutaire d'appartenance particulier (*batu kinde*). C'est par le biais de l'AVD qu'ils sont principalement attendus de trouver des partenaires de développement pour le village d'origine (aussi Dia, 2015).

**Ces transferts et engagements** ont divers degrés de **conséquences politiques et micropolitiques** au village. Le migrant acquiert une reconnaissance et a voix au chapitre dans les négociations villageoises et sera, par ricochet, reconnu comme personne influente, c'est-à-dire que le migrant sera considéré par les personnalités politiques et hauts fonctionnaires d'agences régionales de développement. C'est en transférant de l'argent et du matériel, comme un tracteur, que l'effet de ces transferts pourra être amplifié par un processus sociopolitique.

L'engagement des pratiques des migrants connaît plusieurs échelles : individuelle, familiale et villageoise. Nos enquêtes montrent qu'il y a généralement, au sein de la communauté des émigrés haalpulaaren en Belgique, une volonté d'agir, malgré notamment la **diversité des conditions de départ, des parcours, des statuts et des positions « ici et là-bas »**. Ces variables, qui sont aussi des caractéristiques des émigrés ne seront pas discutées en détail dans ce chapitre. En revanche, ils seront bien repris dans les deux chapitres suivants, qui traitent respectivement des conditions dans lesquelles se construisent les capacités (dont les capitaux) de contributions des émigrés à l'adaptation collective (chapitre 6), et pour le dernier chapitre qui dresse un profil des émigrés Haalpulaar en Belgique (chapitre 7).

Nous allons commencer par discuter les **transferts de fonds familiaux** en général, pour ensuite passer plus spécifiquement aux pratiques translocales des émigrés par secteurs et domaines socioéconomiques. Ceux-ci concernent aussi des transferts matériels, financiers et des investissements (cf. typologie de Goldring, 2004). **Les transferts collectifs par voie associative, a priori** sans buts lucratifs (mais cette conception est en train de changer), sont ensuite abordés subséquemment.

---

<sup>267</sup> Voir aussi le cadre théorique de ce travail pour un aperçu de l'état de l'art dans ces champs de recherche.

### 3.1. Les transferts d'argent et de matériels vers la famille, comme condition de base pour avoir voix au chapitre

En ce qui concerne les pratiques de transferts d'argent, la quasi-totalité des migrants envoie une partie de leurs revenus à leurs familles et proches restées au village, ainsi qu'à des associations villageoises, ne rompant pas avec leur milieu d'origine. Celles-ci s'élèvent entre 50 euros et 1000 euros par mois, mais la moyenne du montant envoyé à la famille tournait autour de 150 euros/mois. Ce constat vaut également pour les individus ayant quitté leur village avec leur femme et leurs enfants. Cet élément aurait pu laisser supposer un désir de coupure totale.

Les transferts et engagements associatifs seront développés dans la section 3.2. Pour la plupart des migrants interrogés en Belgique, il s'agit tout d'abord de se montrer capable de pouvoir s'occuper de sa propre famille. C'est un prérequis pour être un membre de la diaspora écouté et jugé sérieux par les membres de son groupe social et de sa communauté villageoise, et in fine gagner de la crédibilité politique. Les propos de ce migrant de retour temporaire de Belgique, 58 ans, marié et père de quatre enfants, l'illustrent bien :

« Quand on sort du village, surtout là-bas en Europe, ou loin dans la sous-région, et que les enfants restent ici, il faut envoyer de l'argent chaque mois ; de l'argent pour les dépenses du ménage, pour la nourriture, pour l'éducation, pour tout. Sinon tu n'es pas quelqu'un de respectable et on ne t'écouterait pas »<sup>268</sup>.

Dès lors que l'émigration s'inscrit dans le cadre d'un « contrat familial » (Gilmotto 1997), le migrant installé à l'étranger est fortement impliqué dans le soutien des membres de sa famille restés au pays<sup>269</sup>. En effet, les sources de revenus qui ont permis de payer le voyage vers l'Europe sont diverses. Si certains émigrés se sont entièrement chargés de leur voyage en trouvant des revenus dans les travaux champêtres, le commerce, la vente de bétails, d'autres ont été aidés dans leurs projets par leurs amis, parents et proches. Ce qui fait de la migration un projet à la fois individuel et collectif, voire familial (aussi Tandian, 2020). Les motivations de l'envoi financier associées au statut migratoire, sont **ressentis comme obligées** par la parenté, en compensation de « la fuite » et de la « réussite économique » à Dakar ou ailleurs. Faire le « *jokkere endam* » (en pulaar, solidarité ; tisser des liens forts entre proches du même sang) est une *condition sine qua non* pour gagner en légitimité. Une **forte pression sociale entoure l'acte de transfert de fonds**, et ceux qui ne le font pas sont stigmatisés comme égoïstes et inconscients de leur devoir. Il n'y a pas d'altruisme dans l'acte d'envoi de fonds à la famille : c'est un **devoir que les migrants sont censés remplir**. Il s'agit sans doute de **la forme de transfert la moins politisée a priori**, dans la mesure où elle laisse toute latitude aux destinataires de l'utiliser comme ils le souhaitent. Il n'y a pas d'utilisation prédéterminée de l'argent, c'est une pure "potentialité" (Simmel, 1987). Et les transferts monétaires sont la première forme de transfert effectuée par les émigrants. Ils commencent à envoyer des fonds dès les premiers jours de leur migration, dès qu'ils en ont la possibilité.

Les envois de type alimentaire ne sont pas réputés publics. Ils ne peuvent donc pas être évalués précisément par tous au sein du village originel. Bien sûr, le bouche-à-oreille, entre autres par la médiation du boutiquier, fait que ses transferts sont plus ou moins connus. Qu'il s'agisse des montants à destination du *foyre* dans son ensemble ou des envois spécifiques à des individus. Les familles qui n'ont pas d'émigrés (*daniibé* ; *nanido*, au singulier) sont parfois obligés de solliciter la solidarité de familles bien nanties, notamment celles qui peuvent compter sur des membres dans la diaspora. C'est souvent le cas en

<sup>268</sup> Entretien au Sénégal, dans son village natal dans la région de Matam (terrain 2).

<sup>269</sup> Par ses transferts d'argent il contribue notamment à la réduction de la pauvreté qui touche 47,4 % des habitants du département de Matam (SES, 2007).



« période de soudure ». Ces familles **jouissent alors une d'une reconnaissance collective importante**. Cependant, cela ne signifie pas forcément que les villageois bénéficiaires de l'aide voteront lors des élections pour des candidats politiques appartenant à ou désignés par cette famille qui les a aidés. **Les dynamiques politiques qui en résultent** sont plus complexes, car les enjeux des appartenances sociales et du domaine foncier jouent également un rôle dans les débats de développement villageois (et donc aussi « d'adaptation »).

Dia (2015) a montré dans son livre la subtilité de fonctionnement de *la norme de solidarité* et de générosité au sein d'un « village multi-situé » haalpulaar. Cette norme de solidarité est peu prescriptive : « on ne peut pas dire que les transferts d'argent et les dons de toutes sortes répondent à des règles précises » (Dia, 2015 : 282). Cependant, un égoïsme affiché est empêché par la crainte d'une malédiction (le *baqqe*) pour les personnes égoïstes qui font subir une injustice aux autres<sup>270</sup>.

Finalement, dans la suite de cette responsabilité financière, c'est souvent l'aîné de la famille qui prend des rôles et fonctions politiques. En outre, dans le cadre de la compétition au sein des villages et de la manipulation des symboles qui en est le corolaire, s'affirment d'autres types de transferts de fonds. Leur caractéristique principale est **leur publicité**. Ces transferts, plus ponctuels, donnent à voir autre chose : la **mise en scène de la lignée dans le versant local du village**. Cette publicité locale a des répercussions sur l'ensemble des sites d'installation des migrants originaires du village.

Dans ce cadre, on a pu remarquer l'importance des festivités sportives et culturelles (les navétanes) sponsorisées et sous patronage, d'une part, et les cérémonies religieuses (*ziarras ou gamou*), d'autre part, cofinancées par des émigrés, surtout depuis la France, mais aussi depuis la Belgique. L'organisation translocale se fait avec des *Néo-Dakarois* et des associations villageoises, parfois d'appartenance statutaire spécifique (par exemple, pour le gamou). En effet, ces cérémonies ont des retentissements qui confèrent un capital symbolique et politique à la lignée des émigrés au sein du village, et jusque dans les villages d'autres départements. En outre, parce que ces cérémonies attirent de nombreuses personnalités politiques, c'est le village qui bénéficie de cette publicité, dans un contexte de concurrence intervillageoise pour les ressources publiques rares.

Pour les migrants sénégalais, **l'envoi d'argent est un devoir familial qui devient un devoir de citoyenneté lorsque les transferts de fonds deviennent un objectif politique**. Les discours publics des responsables politiques s'appuient souvent sur des métaphores familiales et paternalistes pour éclairer les relations entre les émigrants et leur État d'origine. Dans ce « *state-sponsored transnationalism* » (Smith, 1996<sup>271</sup>), les expatriés sont présentés comme des "enfants établis à l'étranger". Les discours publics et les politiques associées créent ainsi un **continuum entre les identifications à la famille et à l'État d'origine**.

<sup>270</sup> Cela permet d'expliquer les réussites ou les échecs à postériori (entre autres migratoires), y compris des descendants. Cela impose aussi la précaution dans les pratiques de sociabilité et la gestion des liens familiaux et migratoires (Dia, 2015).

<sup>271</sup> Dès lors que les gouvernements ont compris et mesuré l'importance de ces rémittences amenées par leur communauté d'expatriés, le « state-sponsored » transnationalisme a émergé. Le but recherché étant d'encadrer ces transferts et d'en avoir un certain contrôle. (Smith, 1996). Diverses lois ont donc été adoptées pour faciliter la création d'association et de programmes y injectant de l'argent, résultant en une profonde transformation du secteur du développement.

### **3.1.1 Les transferts matériels**

La majorité des migrants en Belgique affirment vouloir mobiliser une partie de leur épargne (nette des transferts d'argent familiaux) à la préparation de projets d'investissement en faveur de leurs territoires d'origine. S'il peut s'agir d'investissements financiers qui se traduisent par des transferts matériels, ces transferts peuvent aussi prendre la forme de transferts matériels directs.

Au niveau des **transferts matériels directs** vers le pays d'origine (équipements, produits particuliers, comme des téléphones portables...), la grande majorité (environ  $\frac{3}{4}$ ) des répondants affirme avoir envoyé ou remis de main à main du matériel. La séance de distribution de dons et de cadeaux amorce une séquence de sollicitation permanente, le passage de voisins, familles ou amis, en quête d'argent ou simplement d'un service rendu. Les émigrants interrogés sont plus nombreux encore à vouloir exporter davantage de matériel que ce qu'ils font actuellement. Une grande partie de transferts matériels, sans doute la majorité des flux, ne sont pas destinés à l'une ou l'autre (sous —) communauté, mais sont plutôt de type familial, qui n'a pas d'effets adaptatifs directs. Dans les prochaines lignes suit une brève description des canaux de transferts matériels organisés depuis la Belgique vers le Sénégal. Dans les sections suivantes, nous verrons plusieurs exemples de cas de **transferts matériels, dont des investissements**, dans les secteurs agricoles et extra-agricoles.

Concernant les canaux de transferts matériels, il arrive que des envois privés ou collectifs de volumes de matériels importants (voitures, tracteurs, matériel agricole ou scolaire...) soient organisés directement par voie de containers. Pour les plus petits volumes, qui constituent davantage de flux, il y a trois manières courantes de faire parvenir le matériel en colis. Premièrement, par une **entreprise officielle** (de grandes comme *FedEx* ou des plus petites entreprises, qui centralisent les colis et font ensuite transiter le « barigo » ou « carton » dans un container). Deuxièmement, par un **particulier informel** (communément appelé le système GP). Troisièmement, encore simplement solliciter le **service d'un proche** qui voyage au pays<sup>272</sup>. Si de nombreux répondants ont affirmé envoyer des biens, cadeaux ou demandes particulières, la majorité de ces biens envoyés par « barrigo » (ou « carton ») est à destination de leurs membres de familles, ou amis. La majeure partie de ces envois matériels sert d'usage à la consommation ou utilisation propre, alors qu'une part qui semble moins importante sert plutôt à un usage commercial (revente de produits de beauté, colle et rustines de vélos, téléphones portables, pc...) pour une boutique familiale ou d'amis. Dans ces derniers cas, il y a souvent un arrangement de contrepartie ou une entente financière entre les parties. Le **facteur politique** semble généralement beaucoup moins présent, et même généralement absent de ces pratiques-là. Le **tableau détaillé des systèmes de transferts matériels** est consultable en **Annexe 2- Tableau 15**.

Nous avons interrogé deux personnes à Bruxelles qui font le travail de « GP », qui consiste à transmettre du matériel pour des clients en Belgique à des destinataires de manière internationale, in casu au Sénégal. Ce sont deux femmes, l'une qui réside à Dakar, souvent de passage en Belgique, et l'autre qui est résidente en Belgique avec la double nationalité belgo-sénégalaise. Les deux femmes trouvent que ce job d'indépendant informel de GP est un travail difficile. En effet, elles sont « souvent parties en voyage, en route » et donc loin de leurs enfants, et que c'est « très fatigant, notamment à cause des risques » liés à cette activité informelle. Comme l'explique une femme discrète de 45 ans, qui semble un peu mal à l'aise lors de

---

<sup>272</sup> Sinon il est bien sûr possible que la personne attende de se rendre personnellement au pays et d'emmener le matériel dans ses propres bagages.

l'entretien : « Parfois il y a des passages qui ne fonctionnent pas, quand la douane est sévère. Avant c'était mieux, mais maintenant, depuis le 11 septembre 2001 avec les attentats c'est plus difficile »<sup>273</sup>.

Plusieurs sources nous ont confirmé qu'il y a une offre relativement importante de GP, presque tant de femmes que d'hommes. Cependant, un répondant qui est utilisateur fréquent de ce système GP explique qu'en général « les femmes font mieux le boulot, plus discrètement que les hommes pour passer la douane. Certains produits ne passent pas la douane, comme les crèmes pour la peau lait Nivéa »<sup>274</sup>. Une autre personne qui envoyait souvent du matériel, principalement des médicaments et du matériel électronique, comme de téléphones et ordinateurs portables, raconte :

« Les GP ce n'est pas sûr, car il y en a beaucoup qui ne notent pas ce qu'ils ont mis dans leurs sacs. Si la douane intervient, comment tu vas être remboursé ? Ça m'a déjà créé trop de problèmes. Je ne le fais plus depuis quelques années. Encore avant-hier il y a un GP qui s'est fait réquisitionner tout un sac de téléphones portables. Il y en a aussi qui se font arrêter parce qu'il y a de la drogue. Les scans sont devenus très puissants pour détecter tout cela ».<sup>275</sup>

Également en guise de « services » pour les parents et proches restés au Sénégal, nous avons rencontré au moins sept (7) personnes qui passent une partie de leur temps libre à dénicher les bonnes affaires, notamment lors de promotions matraquées par des supermarchés tels qu'Aldi ou Lidl, ou sur les marchés aux puces. Comme l'explique M. Ba de Doumga Lao (62 ans), analphabète, d'appartenance statutaire *maccuddo* (groupe subalterne d'anciens captifs/esclaves), et d'origine de Doumga Lao :

« En Belgique, il y a tellement de choses que les gens n'ont plus besoin. Ils ne savent pas quoi en faire. J'aimerais parfois tout récupérer et l'envoyer au pays, mais bon... C'est quand même cher, donc il faut des choses de bonne qualité qu'ils ne trouvent pas ou difficilement là-bas. D'habitude c'est pour ma famille, mais aussi pour d'autres amis qui ont besoin de choses particulières. Au moins, ils penseront à moi quand ils utiliseront ces choses que j'envoie. Il faut garder des bonnes relations, car peut-être que j'y retournerai pour mes vieux jours ou avant même »<sup>276</sup>.

Il est arrivé en Belgique depuis une douzaine d'années s'est vu refuser une première fois sa **demande d'asile**. Sans-papier, il a cumulé des petits boulots, notamment dans des restos-bars souvent africains où il faisait la plonge. Ensuite, étant régularisé en 2009, il trouve un emploi à mi-temps après plusieurs années au CPAS (revenu d'assistance sociale du dernier filet de la sécurité sociale en Belgique). Il fait le tour des marchés hebdomadaires de Bruxelles et de ses alentours. Il revend ensuite lui-même une partie des biens « achetés ou trouvés pour deux fois rien » sur une plateforme d'achat-vente sur la toile, ou alors il les envoie par caisse 'barigo' ou container à son frère au Sénégal. Ce dernier les revend à Dakar ou les garde pour la famille, selon l'opportunité.

Un autre répondant originaire d'un des villages enquêtés (50 ans), depuis 22 ans en Belgique qui a deux enfants qui vont à l'école à Anvers, se voit notamment retourner vivre partiellement au Sénégal en migration circulaire, à Dakar, avec un projet de recyclage de déchets de vieilles voitures : « Nous sommes 4 amis qui avons l'idée, et je suis actuellement le seul issu de la diaspora. (...) Il faut aller vite, et retourner avant de se faire voler la place par des gens qui ont les mêmes idées »<sup>277</sup>.

<sup>273</sup> Entretiens à Bruxelles, septembre 2019.

<sup>274</sup> Entretien à Bruxelles, octobre 2019.

<sup>275</sup> Entretiens, Bruxelles, septembre 2019.

<sup>276</sup> Entretien, Bruxelles, octobre 2018.

<sup>277</sup> Entretien n°43, Anvers, octobre 2019.

Cet ouvrier en usine en Belgique ressent aussi une attente et pression sociale de la part de ses « amis-associés ». Il voudrait avoir une meilleure stratégie pour trouver des partenaires pour le financement de ce projet à but lucratif. Il affirme qu'il commençait à se décourager, lorsqu'il a compris que les critères des organismes publics de soutien financier et technique, comme BIO-Invest, ne sont pas accessibles pour son projet sans avoir de solides antécédents ou de 'track record' :

« Pourtant, on créerait de l'emploi sur place, et c'est un projet écologique et social, de recyclage. J'ai deux amis associés qui sont ingénieurs, mais diplômés sénégalais et que c'est vrai qu'on a du mal à convaincre avec notre business plan... »<sup>278</sup>.

Ce sentiment de manque d'options pour trouver un encadrement ou des appuis sera discuté dans le chapitre qui aborde les conditions translocales dans lesquelles évoluent les émigrés en Belgique.

### **3.1.2. Investissements 'productifs' agricoles : le parent pauvre de l'engagement collectif?**

#### *(i) Les projets d'infrastructures agricoles indiquent des limites des capacités et de volontés*

L'argent des migrants s'est investi moins dans la riziculture irriguée – ce qu'espère toujours le gouvernement sénégalais - que dans l'« urbanisation » des villages et l'investissement dans le foncier urbain (aussi Schmitz, 2008a). La plupart des études que nous avons examinées arrivent à la conclusion que la majorité des transferts de fonds ne sont pas investis dans des "actifs productifs" (*productive assets*). Ceux-ci sont en réalité utilisés directement, pour garantir ou améliorer le niveau de vie des bénéficiaires (voir par exemple, pour le Kenya : Ekbohm et al., 2001 ; Greiner et Sakdapolrak, 2012 ; pour la Namibie : Greiner, 2011 ; pour l'Afrique du Sud : Steinbrink, 2009 ; pour le Niger : Rain, 1999 ; pour le Sénégal : Mortimore et Tiffen, 2004<sup>279</sup>). Seule une petite proportion des fonds transférés est épargnée ou investie dans un sens entrepreneurial (par exemple, Dia, 2007 ; Ambrosius et al., 2008 : 3-4).

Pour des infrastructures telles que les aménagements agricoles et des magasins de stockage, les migrants considèrent généralement que c'est à l'État d'investir. D'ailleurs certains programmes agricoles, ont construit ces dernières années dans les zones bien représentées politiquement un certain nombre de magasins de stockage, bien qu'encore très rudimentaires, sans systèmes frigorifiques<sup>280</sup>. Par conséquent, ces initiatives de l'État (et ses partenaires de développement) semblent un changement relatif par rapport à la situation antérieure des 20-30 dernières années<sup>281</sup> où l'État adoptait une « position attentiste<sup>282</sup> » envers les migrants de la moyenne-vallée.

**Les infrastructures** sont considérées comme facteurs d'amélioration de la production et de la productivité en facilitant l'écoulement des productions agricoles et permettent de réduire les pertes post-récoltes. La contrainte très forte d'accès aux zones rurales va être prise en compte à travers des travaux de réfection et de réalisation de **pistes de production et de création de pistes de désenclavement**. Aussi, le développement des infrastructures post récoltes à travers la mise en place d'équipements de stockage, de conditionnement et de conservation devrait permettre la réduction des

<sup>278</sup> Entretien n°43, Anvers, octobre 2019.

<sup>279</sup> "[...] remittances mainly fund consumption needs, housing, and festivities." (Mortimore and Tiffen 2004: 271)

<sup>280</sup> Observations de terrain (carnet de notes).

<sup>281</sup> Le rôle de l'État dans le soutien et l'accompagnement des agriculteurs dans l'agriculture irriguée, notamment via les services de la SAED, était plus présent dans les années 1970-80 (cf. Le Roy, 2009 ; Bruckman, 2018a).

<sup>282</sup> Expression fréquemment utilisée tant par nos répondants en Belgique qu'au Sénégal.

perles post-récoltes et la stabilité des revenus des petits producteurs. L'enjeu politique est d'assurer au maximum que le village d'origine ne passe pas à côté de ces grands projets d'infrastructures, qui figurent bien dans les documents politiques<sup>283</sup>, mais pour lesquels les migrants et les villageois restent sceptiques quant à leurs réalisations effectives sur le terrain.

**Au niveau de l'action collective** des migrants de son village en Belgique, un migrant établi depuis une vingtaine d'années et originaire d'un des villages d'enquêtes déplore, comme la plupart, qu'ils n'étaient :

« pas assez nombreux, juste une petite dizaine, à Bruxelles, Liège, Anvers... on mettait 10 euros ensemble dans une caisse pour aider quand il y a un problème social au village. Mais on n'avait personne devant qui se bouge et qui court à gauche et à droite pour trouver des partenaires et formaliser notre association. On faisait juste l'association entre nous, comme un petit groupe, quoi, ou on peut dire début d'association, peut-être ? Mais ça nous manque beaucoup, pour pouvoir développer des business dans l'agriculture surtout ! En France, ils sont beaucoup plus nombreux et ils ont une bonne [section d'] association pour le village ! [...] »

Cependant, les associations de migrants qui investissent dans des **projets agricoles sur fonds propres** semblent très rares dans la MVFS. Les projets agricoles communautaires dans la zone sont généralement le **fruit d'initiatives gouvernementales et/ou de partenaires de développement étrangers**. Certaines de ces initiatives peuvent être qualifiées de codéveloppements. En effet, dans la mesure où ces partenaires (souvent des ONG et collectivités territoriales de France, d'Espagne ou d'Italie) collaborent avec l'association villageoise de développement (AVD) et les sections de l'association de ressortissants des villages en question dans le pays d'installation. Maggi et Sarr (2020) ont toutefois identifié quelques rares associations de ressortissant villageois de France dans la zone qui ont lancé des projets agricoles communautaires.

La tendance, selon nos enquêtes, confirme ce désir dans les discours des migrants pour répondre aux demandes villageoises. Mais il faut préciser que la tendance des convictions profondes semble plutôt montrer une croyance plus forte dans l'investissement agricole familial que communautaire. Et ce, pour diverses raisons liées aux **difficultés de gestion collective du travail et de partage des revenus**. « C'est plus viable quand vous investissez pour vous, c'est la tendance d'aller vers le GIE privé ou familial plutôt que le GIE collectif »<sup>284</sup>, affirme un migrant en Belgique de 42 ans originaire d'un village de pêcheur enquêté.

Cela ne correspond toutefois pas toujours avec les discours et les demandes de soutiens des villageois aux migrants de s'organiser pour investir dans l'agriculture. La plupart des villages étudiés comptent entre 4 et 10 GIE agricoles, dont la moitié est généralement familiale avec des surfaces de champs variant entre 1 hectare à quelques dizaines d'hectares. Les GIE collectifs ou 'villageois' sont souvent plus importants et peuvent dépasser la centaine d'hectares. Cependant, les terres de ces GIE ne sont pas pour autant toujours aménagées, ce qui explique qu'elles sont alors laissées en friches inexploitées<sup>285</sup>.

Les répondants actifs dans leur section de l'AVD en Belgique ou dans d'autres associations de migrants affirment qu'ils **aimeraient pouvoir développer des projets agricoles** et qu'ils y réfléchissent sérieusement. Ils désirent, au travers de leurs projets, représenter un exemple d'engagement dans l'agriculture pour les jeunes, ainsi que pour les habitants et pour les autres migrants. Elles manifestent un

<sup>283</sup> Dans le cadre du Plan Sénégal Emergent, voir notamment le Programme National d'Investissement Agricole pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition 2018-2022. Accessible en ligne :

<http://www.papa.gouv.sn/publications/programme-national-dinvestissement-agricole-pour-la-securite-alimentaire-et-nutrition-pniasan/>

<sup>284</sup> Entretien n°16, Bruxelles, septembre 2019.

<sup>285</sup> Observations de terrain (notes terrain 1, 2 et 3).

fort attachement pour le développement agricole de leurs localités d'origine, leur préoccupation pour l'autosuffisance alimentaire et pour l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. La création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes, est une motivation majeure.

Dans un contexte sénégalais caractérisé par une crise de l'agriculture et par une désaffection des jeunes envers le travail agricole, certains migrants et leurs associations accompagnent dans les localités d'origine une dynamique de retour vers l'agriculture. Cette dynamique est promue aussi par l'État (Wade et al. 2017). En Belgique, au niveau associatif cela semble donc **plutôt encore généralement un désir ou une aspiration future qu'une réalité concrète.**

(ii) *Peu de connaissances techniques directement mobilisables*

**De nombreuses personnes ont des idées**<sup>286</sup>, mais peinent à les matérialiser faute de capacités (financières, techniques, temps ...). Le discours typique consiste à dire qu'une fois à la retraite ils auront davantage de capacités et de moyens pour entreprendre des investissements productifs qui créeront des emplois. L'argument principal est qu'il est **nécessaire d'être sur place** pouvoir gérer un business (même familial). Sinon, trop de risques que l'argent soit 'mangé' sans jamais avoir pu servir à l'objectif initial.

« Oui, j'aimerais développer des choses, créer de l'emploi dans mon village, tout en travaillant en Belgique, mais c'est très difficile quand on n'est pas sur place. Par ex, j'ai un frère qui a investi dans une **machine à riz qui s'est gâté à cause d'une mauvaise gestion, ce qui lui a coûté beaucoup d'argent. (...)** je pense qu'à l'âge de la retraite j'aurai plus de possibilités de développer une activité agricole ou autre chose. »<sup>287</sup>.

Un migrant de retour de 45 ans, qui a passé 5 ans en Belgique (Bruxelles et Liège) affirme avoir été fortement inspiré par le simple fait d'avoir vu comment l'agriculture se passe en Belgique. Pourtant, l'homme a travaillé presque tout son séjour en Belgique comme un 'baol-baol', c'est-à-dire un commerçant ambulancier de toutes sortes d'accessoires et de gadgets : principalement des montres, ceintures, lunettes et parfum. C'est lorsqu'il a travaillé quelques mois dans la cueillette en région liégeoise qu'il a été interpellé et intéressé par les 'techniques modernes' en Belgique qu'il pourrait transmettre et/ou appliquer au Sénégal. Toutefois, après son rapatriement qu'il considère comme forcé en 2016 via l'OIM, il n'a pas pu matérialiser ces idées : « Je travaille à nouveau avec les ânes et les bœufs, comme avant. Même si je connais quelques techniques modernes, je n'ai pas les moyens de me lancer avec des techniques modernes »<sup>288</sup>.

La plupart des migrants ont des **connaissances techniques et technologiques en agriculture très limitées**. D'ailleurs, peu de migrants retournent hauts-diplômés, par exemple en agronomie, pour exploiter la terre. L'intervention de l'État, via la SAED et autres bailleurs, semble plus déterminante pour les pratiques agricoles.

La majorité des répondants des différents villages s'accordent à dire que ce n'est **pas au niveau des connaissances agricoles ni piscicoles** que les émigrés se démarquent par rapport aux villageois restés sur place. Selon eux, **les structures étatiques et des ONG** qui s'activent dans ce domaine permettent d'améliorer les connaissances. Par exemple la Direction Régionale du Développement Rural (DRDR), ou

<sup>286</sup> Investir dans la culture fourragère, la culture hâtive par des semences à cycles courts, dans l'arboriculture, la transformation des produits agricoles et sous-produits ; mais ils se posent généralement la question de la maîtrise de l'eau et le développement de la petite irrigation locale.

<sup>287</sup> Entretien, migrant en Belgique originaire de Doumga Lao, septembre 2019.

<sup>288</sup> Entretien, Pikine, janvier 2019.

encore Yaajeende (USAID, qui a formé des personnes dans le domaine de l'agriculture pour améliorer les pratiques agricoles)<sup>289</sup>.

Comme l'explique Djiby Guissé, secrétaire du comité agricole de Thiemping et représentant local de l'ONG *Yaajeende*<sup>290</sup> :

« Les émigrés apportent l'argent et nous nous occupons de tout ce qui nécessite la mobilisation du village ou de la force de travail. Les émigrés nous appuient financièrement, mais **que très rarement dans le domaine des idées**. Car ils sont partis chercher de l'argent pour satisfaire les besoins de ceux qui sont restés au village. Leur objectif n'était pas d'aller chercher de la connaissance relative à l'amélioration des techniques agricoles ».

Toutefois, si dans certains villages, une poignée d'hommes et de femmes ont pu être formés par ces partenaires externes, il manque souvent les **moyens financiers et matériels** pour lancer une bonne campagne agricole irriguée. Les personnes restées au village qui n'ont pas de capital financier et économique en réserve disent généralement que s'ils avaient les moyens, « comme les migrants », ils pourraient se lancer dans de beaux projets agricoles irrigués. C'est notamment le cas de D.S., qui est revenu vivre au village il y a 10 ans, après 40 ans à Dakar. Son grand frère a des moyens, qui préfèrent investir dans le bâtiment. D.S. trouve exprime le gâchis :

« C'est du gâchis, car il ne laisse rien de concret. Créer une entreprise est une continuité. Avec une maison, chacun prend sa part et puis c'est un gâchis. Les agriculteurs européens fonctionnent comme cela de père en fils. Il manque de la confiance entre nous. Il faut essayer de créer quelque chose de neuf, quand ils viennent ici avec tout cet argent. Notre avantage, c'est qu'on a de l'eau et des terres. Surtout notre famille, c'est vrai – mais même nous on n'exploite pas bien la terre ! »<sup>291</sup>.

**Les transferts de compétences et de connaissances** des migrants en Belgique vers le secteur agricole sénégalais sont **très limités. De plus, ils sont cantonnés** à des impressions de choses vues de loin (en réel ou via les médias) et non de savoir-faire concrets. La raison est simple : les Sénégalais ne sont généralement pas actifs professionnellement dans ce secteur agricole belge. En tous cas, aucune personne interrogée ne travaillait dans le secteur agricole en Belgique. Parmi ces personnes interrogées, il n'y en avait qu'une qui connaissaient un Sénégalais qui était engagé comme ouvrier dans l'industrie agribusiness, à savoir une usine des légumes surgelés dans la région anversoise.

Par conséquent, les **liens rares avec le secteur agricole ne facilitent pas les contacts** nécessaires afin de saisir des opportunités d'accumulation de connaissances ni pour trouver du matériel agricole de qualité. Les connaissances personnelles ou contacts avec des agriculteurs belges n'étaient pas nécessaires, puisque les transactions d'achat pouvaient s'opérer en ligne. Finalement, ils sont nombreux à s'être découragés par rapport aux coûts de douane. Les tracteurs n'auraient pas pu être dédouanés en tant que don par le ministère compétent sénégalais.

En ce qui concerne d'autres matériels agricoles, les répondants en Belgique n'ont jamais ramené avec eux de groupe motopompe (fonctionnant au solaire ou au gasoil). Ils n'ont pas non plus exporté des systèmes d'irrigation (par exemple, le système dit 'de goutte-à-goutte' pour les jardins maraichers) depuis la Belgique vers leur pays d'origine. En revanche, certaines personnes (4) ont ramené plusieurs kilos de semences d'arbres fruitiers et de légumes dans leurs bagages lors d'une visite familiale au Sénégal. La raison

<sup>289</sup> L'ONG américaine TOSTAN s'active dans le changement des comportements tel que l'abandon de l'excision et le planning familial.

<sup>290</sup> Entretien à Thiemping, janvier 2018.

<sup>291</sup> Entretien, agriculteur-maraicher de 62 ans à Thiemping, février 2019.

principale donnée qui ressortait le plus souvent est liée au fait que le matériel agricole n'est plus forcément de meilleure qualité en Belgique, ni meilleur marché qu'au Sénégal.

(iii) *Les transferts économiques pour l'agriculture qui peuvent avoir des retombées politiques*

Le fait que les émigrés ne soient souvent experts agricoles ne semblent pour autant pas réduire leur reconnaissance sociale, ni leur voix et aura politique dans les débats liés aux projets agricoles. Les émigrés restent somme toute une catégorie particulière qui pourrait potentiellement débloquent des problèmes et capter des ressources extérieures qui serviront à la communauté villageoise.

Ils sont nombreux à envoyer de l'argent tous les mois, dont une partie contribue à l'achat des intrants agricoles, notamment l'achat des semences et du diésel pour la motopompe.

Pour les émigrés et leur famille dans le village, rembourser le crédit à temps est **source de valorisation sociale**<sup>292</sup>. La main-d'œuvre agricole étant constituée des membres du ménage, même absents ces derniers peuvent ainsi encore contribuer à la reproduction familiale. L'envoi de leur contribution est ainsi utile. Les ménages sans revenus migratoires et sans soutien d'un parent à l'étranger remboursent plus souvent difficilement le crédit de campagne agricole<sup>293</sup> et sont généralement plus souvent en situation d'instabilité économique.

Les migrants en Belgique et à Dakar se disent conscients, malgré les contraintes, de l'importance de l'agriculture dans l'économie des ménages de la région. L'épargne personnelle investie dans l'agriculture et le bétail au village est un capital économique individuel, géré en principe collectivement par le chef de famille. Même avec une faible contribution, cette contribution financière peut maintenir le ménage dans une autosuffisance alimentaire.

Pourtant, **rare sont les migrants interrogés en Belgique qui investissent dans l'agriculture** à travers leur propre entreprise agricole. Seulement quatre personnes affirmaient faire partie d'un GIE familial. En revanche, ils sont plus nombreux à **répondre à des sollicitations de membres du ménage** ou de la concession familiale (*galle*) et même de la famille élargie et de proches. Ces demandes consistent généralement à plusieurs appuis divers. Elles sont en lien avec les besoins de l'activité agricole et maraîchère. Il s'agit par exemple d'avancer des fonds pour un crédit bancaire, d'envoi d'argent pour acheter ou réparer une motopompe pour irriguer les champs, d'avancer de l'argent pour l'achat des intrants agricoles afin de ne pas devoir passer par l'emprunt à la banque (Banque Agricole, ex-CNAS) à une agence de microcrédit (PAMECAS ; Crédit Mutuel Sénégalais).

Trois migrants interrogés en Belgique ont investi dans des **plus petites motopompes**, à la suite de demandes familiales. Ils affirment que ces motopompes finissent par circuler dans le village, dans d'autres parcelles, suite aux nombreux besoins et demandes. Ainsi, l'usage de celle-ci dans le cadre strictement familial est rapidement dépassé. C'est également le cas pour la reconnaissance sociale et la gratitude envers le migrant et sa famille, certainement lorsque celle-ci est prêtée et non pas louée (ce qui est de plus en plus le cas).

<sup>292</sup> À ce sujet, nous avons pu observer la satisfaction ressentie de nombreux émigrés de retour ou en vacances dans le village natal (notes de terrains 1, 2 et 3).

<sup>293</sup> Selon les agents de recouvrement des différentes caisses de crédit et des banques interrogées (PAMECAS, et Banque Agricole), et agents de développement locaux et régionaux, dont l'ARD et la SAED (aussi Top, 2014).



Toutefois, aucun migrant en Belgique n'a affirmé investir dans de grandes motopompes onéreuses qui permettent d'irriguer des champs rizicoles éloignés de quelques kilomètres du fleuve. Un migrant originaire de Dabia qui préfère militer, notamment par les réseaux sociaux WhatsApp avoue :

« Même la motopompe mise à disposition par la SAED n'est pas assez puissante pour bien irriguer ces parcelles de PIV ensemble qui sont à 2 kilomètres. En plus, ils tombent souvent en panne. Non, franchement, je ne vais pas mettre mes économies là-dedans. Trop de gens vont avoir besoin de cette motopompe et voudront l'utiliser. Comment refuser chez nous ? Donc, je ne préfère carrément pas me lancer »<sup>294</sup>.

Cependant, deux personnes ont entrepris des démarches pour **l'achat d'un tracteur agricole** à envoyer par voie maritime en container. Les connaissances personnelles ou contacts avec des agriculteurs belges n'étaient pas nécessaires, puisque les transactions d'achat pouvaient s'opérer en ligne. Finalement, les deux se sont découragés par rapport aux coûts de douane. Les tracteurs n'avaient pas pu être dédouanés en tant que don par le ministère compétent sénégalais. Dans d'autres cas, notamment des émigrés de France originaires des villages enquêtés, ce dédouanement avait fonctionné. Certains migrants peuvent s'avérer particulièrement bien placés pour être témoins de pratiques corruptrices, sans en être bénéficiaires, et sans pâtir (trop fortement) des sanctions sociales associées à leur dénonciation (cf. Vari-Lavoisier, 2016 pour une analyse des raisons). Toutefois, rien que le fait d'avoir essayé d'envoyer un tracteur, et d'en avoir fait la publicité au sein de groupes WhatsApp, a permis de marquer une volonté de bienfaisance pour la communauté d'origine.

En ce qui concerne d'autres matériels agricoles, les répondants en Belgique n'ont jamais ramené avec eux de **groupe motopompe** (fonctionnant au solaire ou au gasoil). Ils n'ont pas non plus exporté des systèmes d'irrigation (par exemple, le système dit 'de goutte-à-goutte' pour les jardins maraichers) depuis la Belgique vers leur pays d'origine. En revanche, sept personnes (7) ont (co-) financé des GMP et un nombre similaire a ramené plusieurs kilos de semences d'arbres fruitiers et de légumes dans leurs bagages lors d'une visite familiale au Sénégal. La raison principale donnée qui ressortait le plus souvent est liée au fait que le matériel agricole n'est plus forcément de meilleure qualité en Belgique, ni meilleure marché qu'au Sénégal.



**Photo 5 – Motopompe à gasoil financée par un migrant interrogé en Belgique (source : auteur).**

<sup>294</sup> Entretien, octobre 2019, Bruxelles.

Certains ménages d'émigrés qui utilisent des motopompes sur des parcelles individuelles contournent le système traditionnel de distribution d'eau qui favorise souvent l'élite du village (cf. photo ci-dessus).

Les produits de type agricole ne constituent qu'une petite partie du matériel envoyé vers le pays d'origine. Toutefois, même les envois de ce matériel non agricole permettent d'acquérir une **reconnaissance sociale** et une **légitimité politique** au village d'origine. Il s'agit surtout de répondre dans la mesure du possible à des demandes des membres de la famille d'abord, et éventuellement à d'autres personnes proches originaires du village. Ensuite, si les migrants veulent rentrer dans des débats publics, c'est possible : ils augmentent leurs chances d'être écoutés grâce à leurs actions concrètes. De là, ils pourront éventuellement lancer leur parcours politique ou même une carrière politique.

En revanche, si la grande majorité ne préfère pas engager son épargne durement gagnée en Belgique, certains sont actifs pour **mettre la pression politique afin d'obtenir la faveur de la SAED**. Ils sont prêt à 'se retrouver en haut de la pile' parmi les nombreuses demandes villageoises. Certains cas de réussites d'investissements agricoles d'émigrés résidants en France originaires de leurs villages ou de la zone sont bien connus auprès des émigrés en Belgique. Certains migrants de retour de France, que nous avons pu interroger, ont effectivement « réussi » par de premiers petits investissements agricoles. En particulier, ils ont réussi à peser sur des dossiers de demandes d'appuis à la SAED. Ils ont ainsi obtenu des aménagements hydroagricoles importants pour leur GIE familial, combiné à des aménagements de GIE villageois. Des centaines de personnes, même des villages voisins, ont ainsi pu travailler en campagne agricole, y compris en contresaison. Les émigrés en Belgique savent que c'est un cercle vertueux à déclencher, mais semblent généralement encore trop frileux ou dans l'incapacité des passés à l'action. Il est souvent ressorti des discours que pouvoir investir dans un « bon projet agricole » demande beaucoup d'efforts et de « bons contacts » sur place, mais aussi, et surtout de bonnes connexions politiques, aussi appelés communément des « bras longs ».

#### (iv) *Systèmes agricoles démotivants, malgré les discours politiques*

**Plusieurs raisons** ont été données qui expliquent pourquoi la plupart des émigrés n'investissent pas plus structurellement dans des activités agricoles 'productives'. Il en ressort le plus souvent qu'ils n'auraient pas cette culture de l'entreprise au départ. Ensuite, il y a un **manque de confiance** accordée aux membres qui sont restés en Afrique. De nombreux migrants ainsi que des non-migrants restés au village affirment que « *Les gens ne sont pas sérieux* » et sont souvent capables de « *détourner les biens et les fonds qui leur sont confiés* ». Ils s'accordent généralement à dire que « *chacun essaie de tromper les gens pour privilégier sa famille* ». Cela semble le principal obstacle pour l'investissement dans un contexte de rareté des ressources. Finalement, la plupart des migrants sont d'avis qu'il y a **nettement moins de risques dans l'immobilier ou des activités commerciales**, par rapport à l'agriculture, ou encore l'élevage et la pisciculture. Cependant, la rente de l'immobilier ne semble généralement pas servir à être réinvesti dans le secteur primaire des activités de fermage (aussi Tall, 1994 ; Dia, 2007).

Les émigrés en Belgique, qu'ils soient de retour ou non, n'investissent donc que rarement dans le domaine agricole. Pourtant, un discours fréquent (majoritaire, dans notre échantillon) affiche une volonté de cultiver une « *belle parcelle, dans les bonnes conditions matérielles et financières* », comme le précise un émigré de Mboumba (Entretien, Bruxelles, aout 2020). Cette volonté n'est généralement pas démentie dans les villages d'origine, mais les commentaires à propos de ces faibles initiatives concrètes divergent<sup>295</sup>.

<sup>295</sup> Si certains villageois comprennent bien les difficultés auxquelles font face les émigrants, d'autres les qualifient aisément d'égoïstes.

Le maire de la Commune de Wodobéré, par exemple, confirme :

« Oui bien sûr, les immigrés de la commune veulent investir dans le domaine agricole, mais c'est un problème foncier et de financement qui les bloque. Notre commune manque de terres, même le casier que nous exploitons actuellement appartient à la commune d'Ouro Sidy. Vous savez les premiers habitants sont les principaux propriétaires des terres. Dolol le village d'à côté est propriétaire de presque toutes les terres... nous sommes un peu coincés entre les villages (...). En plus, nous avons perdu presque toutes nos terres qui étaient de l'autre côté du fleuve après les événements de 1989 avec la Mauritanie »<sup>296</sup>.

Ainsi pour les migrants (de retour ou non) qui ont des économies et désireux investir dans l'agriculture, **l'accès à la terre** fait souvent défaut. Dans d'autres cas, la volonté de prendre des risques financiers pour l'accès à l'eau (mettre les moyens nécessaires pour l'irrigation irriguée) est également un facteur. Si certaines personnes ont des terres, celles-ci peuvent être très éloignées du fleuve. Cela demande un coût important de financement pour faire un « bon » aménagement irrigable, faute de pouvoir cultiver les vallées inondables en culture de décrue à cause de l'imprévisibilité des lâchers d'eau des barrages en amont du Fleuve. Encore moins peuvent-ils compter sur la culture pluviale à cause de la variabilité et du déficit pluviométrique (cf. chapitre précédent).

En ce qui concerne les **grands barrages de Manantali et Diama** il s'agit, en fait plutôt d'un problème pour la **culture de décrue** (non irriguée) que pour la culture vivrière irriguée en contresaison<sup>297</sup>. Ce sont alors des petits investissements d'intrants agricoles rendus accessibles via les fonds des migrants qui sont mis en périls à cause de lâchers de barrage jugés imprévisibles. Il s'agit donc ici d'un problème **d'accès à la ressource de l'eau** : de ne pas pouvoir ou vouloir trouver les moyens pour déployer une agriculture irriguée.

La majorité des répondants estiment que les **investissements productifs peuvent être rentables. Seulement, ceux-ci demandent beaucoup de moyens** et les migrants ne sont pas prêts à prendre les risques de l'échec traduit par un endettement et **une déchéance sociale**. Ainsi, ils attendent que l'État et les programmes et projets en collaboration avec des partenaires de développement déploient les conditions nécessaires pour le développement agricole au village. Comme en témoignent les propos d'un jeune migrant en Belgique de Thially :

« Je me rappelle qu'un blanc était venu au village et a essayé de lancer son projet dans l'agriculture, mais il est reparti en 1995-1997 après 2 campagnes. Les conditions ne lui permettaient pas de réussir, pourtant c'est un toubab [homme blanc] ! »<sup>298</sup>.

Ces propos font parfaitement écho aux discours des villageois. Comme l'illustrent encore ceux d'un migrant interne (54 ans), fils de cultivateur, qui retourne régulièrement au village avec ses enfants (Entretien, Pikine, Dakar, janvier 2019), et qui explique :

« Si nous avons de bons aménagements dans la zone nous allons travailler et nous n'aurons pas besoin de quitter le village, souvent les aménagements sont mal faits. Aujourd'hui, beaucoup de PIV sont abandonnés et cela est lié à la dette des paysans, à cause de mauvaises récoltes sur des terres mal aménagées ! ».

Le délégué de quartier (ex-chef de village) de Wodobéré, qui est revenu d'un séjour de quelques années en Belgique à la fin des années 1990, affirme :

---

<sup>296</sup> Entretien, Wodobere, janvier 2018.

<sup>297</sup> Lire Le Roy (2009) pour une analyse économique.

<sup>298</sup> Entretien, Bruxelles, août 2019.

« Aujourd'hui la plupart des terres exploitées dans la zone du Waalo sont exploitées pas les marabouts qui ont des talibés donc la main-d'œuvre suffisante, mais si vous n'en avez pas et que les moyens font défaut vous ne pouvez pas exploiter les terres ».

Cependant, il confirme que certains migrants de retour, notamment dans le village voisin de Thiemping, ont réussi à créer un GIE familial qui bénéficie de PIV aménagé par la SAED. « Mais ils ont eu des bras longs, qui ont réussi à pousser leur dossier auprès du DG de la SAED, contrairement à nous ! ». Les acteurs interrogés de la SAED (maîtres d'ouvrage), ainsi que l'ingénieur-en-chef d'une société portugaise (RC Construcoes) qui exécute les travaux, affirment bien comprendre que

« Les gens veulent savoir qui est derrière ces aménagements, car ils sont très importants pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Il manque probablement un peu de communication avec les villageois, faute de temps et de moyens. »<sup>299</sup>.

Le discours général est qu'il « faut pousser les jeunes et les migrants à oser s'investir dans l'agriculture à valeur ajoutée », confirme l'ingénieur délégué de la SAED. Par exemple, « si tu fais de la culture de riz irriguée, cela ne sera que rentable si tu y ajoutes une **valeur ajoutée en décortiquant le riz blanc** ». Ainsi ce riz pourra directement être vendu sur les marchés, contrairement au riz paddy (brut) ; sans que cela passe par des intermédiaires Baol-Baol qui ont des machines décortiqueuses dans les villages, qui se font une marge importante dessus. Ce coût ne serait plus à déduire de ce que gagne l'agriculteur dans la chaîne de valeur rizicole<sup>300</sup>.

**Les enjeux politiques** pour le développement de la culture irriguée sont colossaux pour les moyens de subsistance des villageois. Certains facteurs politiques jouent à l'échelle villageoise, mais les plus grands enjeux se situent au niveau des pouvoirs régionaux et centraux : quels villages auront droit aux aménagements de la SAED, et donc ensuite accès à d'autres ressources agricoles (financements bancaires, tracteurs, GMP, etc.). **Les « bras longs »** qui ont accès à ces réseaux sont importants et le levier de l'expérience migratoire peut constituer un atout. Certains migrants désirent rentrer en politique lors d'un éventuel retour précisément pour pouvoir orienter ces ressources de développement vers leur localité d'origine.

**Les frustrations** par rapport au système agricole irrigué sont explicites et manifestent tant du côté des villageois que des migrants. Selon la plupart des villageois, dans certains grands villages avec un nombre important de migrants en Europe, l'État réinvestit dans les moyens de production à travers les machines agricoles et les aménagements rizicoles. Ceci est surtout observé depuis le gouvernement de Macky Sall en 2012. Ils estiment que les migrants ne devraient plus craindre d'investir dans l'agriculture irriguée, si l'État continue ses efforts de politiques de soutien agricole.

« En fait, si vous avez un procès-verbal de délibération octroyé par la commune, la SAED pourra vous faire un devis pour estimer le montant nécessaire pour l'aménagement. C'est aussi la SAED qui se charge de vous trouver un financement. Après, elle pourra vous aménager votre champ. Actuellement, c'est la SAED qui s'occupe des PIV et le PRODAM qui s'occupe des SIPA »<sup>301</sup>.

Cette explication, est donnée par un migrant de retour de France depuis 1986. Il dit être « bien informé et connecté » du fait qu'il a été politicien et qu'il est le grand frère du secrétaire général du Conseil départemental de Kanel. Ce dernier homme fort au niveau du réseau politique du village est également un migrant de retour de France.

<sup>299</sup> Entretien, Thiemping, janvier 2018

<sup>300</sup> Entretien, Matam, février 2019.

<sup>301</sup> Entretien, janvier 2018.

La PRODAM a en effet mis en place depuis quelques années un processus pour affecter les terres aux jeunes et aux femmes. Comment ? En discutant avec les notables du village des avantages des SIPA, les étapes consistent en : 1. Identifier le site ; 2. Libérer le site ; 3. Autorisation du défrichement. Après discussion consensuelle, la PRODAM tente de faire accepter au village cet investissement « *pour la création d'emplois* ». Les critères pour les bénéficiaires du périmètre sont notamment les suivants :

« qu'ils ou elles doivent être jeunes ou femmes, qui sont prêts à travailler en groupe et d'accepter les règles du jeu, notamment suivre des formations, se constituer en GIE ou en SARL, qui sera suivie par un 'cabinet d'experts', etc.. » (Entretien planificateur chez PRODAM, février 2019).

Si le PRODAM crée et accompagne les SIPA, il vise surtout à les autonomiser. Dans l'espace du périmètre SIPA de 40 ha, « il peut aussi y avoir une partie dédiée à l'élevage, ce qui pourrait intéresser les migrants », selon ce planificateur du programme étatique.

Tant le responsable de la SAED que celui de la PRODAM estiment et qu'il serait positif et positif que les migrants de la diaspora participent à ces projets agricoles, si ce n'est pas déjà le cas<sup>302</sup>. In fine, on constate donc le même son de cloche et appels à l'investissement agricole que chez les différents acteurs villageois (chefs de village, chefs de ménage, femmes), sauf en moindre mesure chez les jeunes (filles et garçons). Ces derniers semblent en effet plus **souvent démotivés** par l'agriculture que les générations antérieures. Ceux qui ont de la famille en Europe attendent plutôt une invitation à rejoindre un de leur membre en Europe, à moins d'une **transformation convaincante dans le secteur agricole**, qui leur permettrait de bonnes conditions de vie. Les parents des jeunes ne souhaitent d'ailleurs généralement pas que leurs enfants continuent à essayer en vain de subvenir à leurs besoins par l'agriculture. Comme l'illustrent les propos de cette femme maraichère de 45 ans, en outre mécontente de son expérience avec la PRODAM, lors d'un groupe de focus :

« La dernière chose que nous souhaitons pour nos enfants, c'est l'agriculture - cette forme d'agriculture qui ne produit rien - nous ne voulons pas cela pour nos fils. Nous voulons qu'ils fassent autre chose : travailler dans les bureaux, enseigner, devenir docteur ... mais la houe qu'Allah nous en préserve ! »<sup>303</sup>.

La migration est donc, dans certains villages, devenue un facilitateur dans la transition de l'agriculture familiale de subsistance à la production commerciale. La migration fait partie intégrante des **stratégies de recherche de ressources supplémentaires nécessaires au développement** (décrites par Stark (1980). Cependant, ces ressources sont à trouver auprès des institutions et agences qui permettent la transformation agro-halio-sylvo-pastorale qui motiverait les investissements de la diaspora, notamment dans le secteur de la pêche.

### ***3.1.3. Le secteur de la pêche : quasi-absence des migrants***

Dans notre échantillon, il ne semble pas y avoir de grand appétit manifeste d'intervenir spécifiquement dans le secteur de la pêche, ni au niveau familial ni au niveau communautaire.

Un seul répondant semble avoir contribué au développement de cette activité pour un membre de sa famille. Il a cofinancé une pirogue avec un moteur pour son frère qui sert à des activités de pêche ainsi

<sup>302</sup> Entretiens, Matam, février 2018.

<sup>303</sup> Groupe de focus, 6 femmes cultivatrices, maraichères et petits commerces – entre 30 et 60 ans à Orefonde, mars 2019.

qu'à la traversée du bras du Fleuve. Cette dernière activité de transport fluvial est actuellement utile aux personnes de son village, qui traversent fréquemment le bras du Fleuve.

« Je crois que parfois il demande une contrepartie pour les services de traversées, et cela lui rapporte un peu d'argent, mais c'est surtout utile pour le village ». <sup>304</sup>

Aucun répondant membre d'association de ressortissants villageois en Belgique n'a affirmé déjà avoir participé à des projets de pisciculture. Uniquement les personnes affiliées au mouvement NANN-K <sup>305</sup> espèrent qu'il y aura peut-être un déploiement de ce programme dans leur village natal.

### **3.1.4. Domaine de l'élevage**

Si les **interventions au niveau familial dans le secteur de la pêche sont rares**, ceux en lien avec l'élevage le sont moins. De nombreux migrants interviennent au niveau familial en anticipation aux sécheresses. Ils interviennent financièrement là où un besoin se fait ressentir. Au fur et à mesure que la saison sèche avance, une part plus importante des transferts financiers sera attribuée à l'achat des fourrages pour nourrir le bétail et le cheptel. Comme les animaux sont considérés comme garantie en cas de problème financier pour la famille, une vingtaine de migrants se sont dits prêts à renforcer ces moyens d'existence en période de stress.

Ces résultats montrent que les transferts monétaires sont perçus comme une assurance lorsque les moyens de subsistance baissent, ou lorsque des événements inattendus surviennent. Ce constat peut être mis en parallèle avec des résultats issus d'autres pays africains. Nos villageois répondants qui reçoivent des fonds ont utilisé leurs réserves de liquidités pour ne pas avoir à vendre leur bétail en période de sécheresse, comme en Éthiopie (Mohapatra et al., 2009). Les migrants servent donc souvent d'assureurs pour leurs ménages, comme l'ont aussi constaté d'autres recherches dans d'autres pays (Lucas et Stark, 1985 ; Chimhowu et al., 2003 ; Ponsot et Obegi, 2010, Yang et Choi, 2007).

Certains estiment néanmoins qu'en agissant pour le maintien du stock d'animaux, ils participent aussi à **créer de l'emploi en dehors de la famille**. En effet, les bergers sont rarement des membres du ménage du migrant. Le métier de berger est en outre considéré comme très difficile et « trop dur » pour des personnes qui ne font pas partie du groupe statutaire des Peuls-éleveurs (*Rimbe Fuulbe*). Plusieurs migrants disent envoyer de l'argent spécialement pour embaucher des bergers qui partent « faire la transhumance » à partir du mois de janvier avec les troupeaux vers les derniers pâturages dans le Ferlo sénégalais. Ils constatent que ces transhumances commencent de plus en plus tôt et se font sur de plus grandes distances. D'autres disent avoir arrêté de soutenir ces pratiques, car les pertes de troupeaux sont de toute façon trop importantes. Comme les villageois, ils sont au courant des nombreux risques qui peuvent survenir lors de ces longues transhumances des troupeaux (vols, maladies, problèmes d'accès à l'eau ...). En outre, plusieurs migrants considèrent que pour les **protéines alimentaires nécessaires** pour les villageois, les stocks d'animaux sont importants. Ils participeraient donc ainsi à la **sécurité alimentaire collective du village**.

En règle générale, on constate chez de nombreux migrants en Belgique une **volonté d'investir dans des têtes de cheptels**, malgré les risques connus et évoqués, et parfois la reconnaissance de la contribution au surpâturage. Cela s'explique par le **statut social associé à la possession de vaches** : le Peul doit posséder des vaches, c'est une symbolique qui demeure importante. Certains répondants ont tout de

<sup>304</sup> Entretien, homme de 46 ans, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>305</sup> Pour rappel, ce mouvement ou association NANN - K a été initié par le chanteur haalpulaar de renommée internationale Baaba Maal, qui a inscrit ce secteur de la pêche dans son programme d'activités. Son frère s'occupe des activités de l'association depuis Podor, là où ont d'ailleurs commencé les premiers projets agricoles en 2019.

même qualifié ces pratiques « d'élevage de prestige » ou « d'élevage de luxe ». En effet, au plus de vaches, au plus de capital économique, qui peut se traduire localement par un statut social élevé. Certains émigrés interrogés qui possèdent une centaine de vaches au village se sont dit très préoccupés de la situation des abreuvoirs et des points de forages dans leurs localités. Lorsqu'ils retournent au village, ils n'hésitent pas à aller voir les autorités locales pour demander des explications en cas de pannes ou autres problèmes. Il va sans dire que ces **pressions politiques servent aussi à d'autres familles et communautés dans la zone**<sup>306</sup>.

### **3.1.5. Le domaine forestier et la biodiversité**

Malgré des priorités économiques et sociales à court terme, la préservation de l'environnement est considérée comme très importante par nos répondants en Belgique. Cependant, leurs discours à ce sujet ne se reflètent pas bien dans leurs pratiques. La plupart des migrants estiment que le problème de **déforestation** est lié à un manque de sensibilisation, combinée aux problèmes de pauvreté. Ils ne pensent pas pouvoir jouer de rôle significatif, si ce n'est par des partenariats avec de plus grandes structures (gouvernementales ou non gouvernementales). Ils n'estiment pas pouvoir changer les pratiques par des discours depuis la Belgique, formulés via les réseaux sociaux. Un seul répondant a lancé une initiative dans son village. Tous les autres suivent des initiatives existantes à ce sujet en cotisant via leur AVD de ressortissants<sup>307</sup>.

Certains détracteurs des projets de reboisement estiment que **replanter des arbres** est une belle idée, mais que cela ne marche pas et ils doutent de l'efficacité. Comme l'exprime ce jeune émigré de Thiemping : « ce ne sont pas quelques arbres qui ramèneront la pluie. Il n'y a presque plus de grands arbres au Fouta. Les arbres ne tiennent plus de toute façon... ».<sup>308</sup> Ils pensent qu'il vaudrait mieux construire des forages qui permettent le maraichage et l'agriculture irriguée, qui ne soient pas dépendante des crues du fleuve.

Une des solutions évoquées à la coupe de bois était la promotion de l'utilisation de foyers améliorés (*clean cookstoves*) – certains en prônaient même l'obligation d'utilisation. C'est un sujet qui a été mis à l'agenda villageois par des membres de la diaspora haalpulaar en Belgique. Mais selon nos répondants, ces propositions de politiques de développement n'auraient pas trouvé de soutien politique local, malgré un programme de partenaire extérieur (ONG Tostan et PAM) quelques années plus tôt. Ces propositions de **mesures douces** d'adaptation, comme cet exemple pour réparer le couvert végétal, peuvent demander des changements de gouvernance, mais aussi des changements d'habitudes. Elles se révèlent dès lors compliquées à mettre en œuvre.

Un émigré membre de l'association des ressortissants d'un village enquêté explique qu'ils avaient essayé de mettre ce point à l'agenda politique de la commune. C'était au début de l'utilisation des réseaux sociaux internet au village, il y a 5 ans. Les tensions suite à la victoire d'un *maccudo* (descendant d'esclave) devenu avocat reconnu à Dakar, lors premières élections communales étaient retombées. Cependant, l'entente villageoise entre certains lignages d'appartenances sociales différentes est encore loin d'être bonne. Notre répondant émigré appartient au groupe statutaire des *djawambé*, les « libres » 'conseillers' nobles, mais il était favorable à la candidature de son aîné, vainqueur issu de rang subalterne pour le poste à la mairie.

Le maire avait prouvé qu'il était « un homme de bonne volonté pour le développement ». Cela s'est confirmé lorsque l'émigré était président de l'Association d'Étudiants du village, il y a plus de vingt ans, et

<sup>306</sup>Certains villages de répondants ont eu l'accès à l'eau via le PUDC (Programme d'Urgence de Développement Communautaire) avec une connexion intervillageoise en eau potable. Ils savent à qui ils doivent s'adresser.

<sup>307</sup> Lorsqu'une cotisation spécifique est sollicitée par l'AVD au village ou une autre association villageoise.

<sup>308</sup> Entretien, Bruxelles, aout 2019

demandait des soutiens pour les projets. Pourtant, après le maire l'a déçu à plusieurs égards, dont sur la question des foyers améliorés :

« Nous avons essayé de pousser l'utilisation de foyers améliorés dans toutes les concessions. Certains se sont bien appliqués durant le programme et je croyais que cela allait continuer. Quand cela s'est arrêté, on a contacté le maire [qui réside à Dakar] pour demander de mettre cette règle en place. Il a montré un intérêt, mais finalement... rien ! »<sup>309</sup>.

**Lorsque l'interviewer demande, « pourquoi pas », la réponse révèle :**

« Ils évoquent toujours une question de moyens !... « Qu'est-ce qu'on peut faire sans partenaires », ils disent. Mais bon, nous la diaspora on ne peut pas s'occuper de ça pour tout le village, quand même ? Il faut des règles, une volonté politique à un moment. Car, pour faire des foyers améliorés il ne faut pas beaucoup de moyens : une trentaine de briques en banco, 5-6 petites barres de fer de 50 cm, un peu de bouse de vache, un peu d'argile, un peu d'eau [environ 60 litres]. Puis, il faut saupoudrer le tout de paille, c'est tout ! »<sup>310</sup>.

**Les discours qui mettent en avant les considérations et valeurs environnementales** sont fréquents parmi la plupart des migrants interrogés Belgique. Parce que la plupart des villageois attachent une importance réelle à la volonté de préserver l'environnement, un **pouvoir symbolique est aussi associé aux émigrés qui œuvrent dans ce sens**. Leurs discours ne passent pourtant souvent pas aux actes, faute de partenariats. Cependant, il suffit en lui-même pour conférer une certaine autorité morale à ces émigrés. C'est sans doute lié à la valeur intrinsèque partagée qu'est de préserver et respecter l'environnement naturel. D'autre part, puisque la déconnexion physique est déjà importante sur les relations, certains ont exprimé une volonté de ne pas paraître comme déconnecté culturellement avec « des histoires d'écologie de Toubabs ». Les migrants ne veulent pas donner trop de leçons écologiques dans une mise en considération de continuer à faire partie du village/de la communauté. Car si la communauté considère que le migrant qui est engagé à travers l'ADV a trop changé, elle ne lui accordera pas sa confiance, par exemple à travers un mandat politique éventuel. Finalement, l'incohérence entre les discours et les pratiques m'incite à considérer l'ambivalence des retombées de l'engagement transnational des migrants sur le destin politique et écologique de leur région d'origine. Contrairement aux remises financières, les remises sociales nécessiteraient davantage une présence physique, un retour permanent ou temporaire, du migrant dans son village.

Les boisés communautaires (Mertz et al, 2012), les arbres des zones dégradées (Mertz et al, 2010) ou l'agroforesterie (Kalame et al, 2011) fournissent des ressources importantes pour faire face aux événements climatiques dramatiques. A ce titre, leur gestion peut faire partie de **stratégies d'adaptation anticipée** au changement climatique. Dans cette région où de nombreux programmes de reboisement dépendent de l'aide et des fonds extérieurs (Sendzimir et al, 2011 ; Mertz et al, 2010), la reforestation échoue parfois. C'est le cas notamment, lorsque les ONG quittent le projet parce que les populations locales n'ont pas été suffisamment impliquées ou manquent de motivation ou de moyens pour poursuivre l'activité (aussi Kalame et al., 2009).

---

<sup>309</sup> Entretien A. Niane, Bruxelles, 14 aout 2020.

<sup>310</sup> Entretien A. Niane, Bruxelles, 14 aout 2020.



**3.1.6. Les secteurs non agricoles – pratiques des migrants en Belgique**

Les migrants interrogés en Belgique ont généralement des proches qui sont actifs dans **des corps de métiers hors du secteur agricole** : dans le transport, la construction (charpentier, quincaillerie, maçon, etc.), salon de coiffure ou de couture, etc. Ces premiers connaissent très bien les problèmes auxquels sont confrontés leurs proches. Ils sont non seulement souvent sollicités pour intervenir financièrement, à différents stades de difficultés de ces entreprises, mais aussi par des transferts matériels physiques. Nos répondants opèrent une multitude d'appuis solidaires et/ou d'investissements dans le village d'origine, ainsi qu'en zones urbaines : taxis, boutiques, et immobilier de location dans les grandes villes de la région et Dakar. En principe, ce sont aussi des capitaux économiques, des revenus individuels acquis en Belgique, dont le revenu va en principe à la famille, tant que le migrant est en Europe.

Nous prenons dans les sections qui suivent les cas de deux pratiques de transferts matériels, qui illustrent les retombées collectives et d'adaptation grâce à l'investissement de diversification par rapport au secteur agricole. Il s'agit des secteurs du transport et du secteur immobilier.

*(i) Le transport – transferts de véhicules multifonctionnels*

**Les véhicules** sont considérés par nos répondants en Belgique comme une des initiatives individuelles de transferts matériels à retombées collectives, qui contribuent aussi aux stratégies d'adaptation aux changements socio-environnementaux dans les localités d'origine. En termes de contribution liée aux effets environnementaux, un **désir d'exportation de véhicules d'occasion** a souvent été mentionné (voitures, fourgonnettes, camions, minibus, tracteurs ...). Ils pensent ainsi créer de **l'emploi principalement dans le secteur du transport**, ainsi que **dans le secteur agricole**. Nos répondants sont aussi d'avis que cela permettrait de **désenclaver** en partie<sup>311</sup> leur village rural tout en créant des emplois dans la zone. L'exportation de véhicules sert plutôt à soutenir des demandes de projets d'entreprises familiales, mais peut donc aussi servir des **objectifs de services publics** : par exemple, augmenter l'offre des transports en commun dans ces villages mal desservis.

En outre, lors de nombreux entretiens, le lien a été vite établi entre l'amélioration du transport et les secteurs agricoles (agriculture et maraichage de fruits et légumes). La majorité des répondants en Belgique étant en phase avec les préoccupations villageoises considèrent qu'il est urgent **d'améliorer les rendements agricoles** dans leur village d'origine. Et cela, en partant du laboureur aux récoltes, et en passant par une **meilleure maîtrise de la chaîne de valeur agricole**. Cette dernière passe notamment par la **capacité d'acheminer soi-même les récoltes aux marchés**, sans passer par des intermédiaires, généralement des commerçants Baols-Baols<sup>312</sup>. Ces derniers possèdent des camions et se retrouvent dans une position de force, qui n'arrange pas leurs proches ou membres de la famille : les cultivateurs haalpulaaren de la moyenne-vallée. C'est un problème généralement reconnu par les migrants, qui voudraient pallier ce problème :

« [les commerçants Baols] ne se gênent pas de mettre la pression en menaçant de repartir avec leurs camions sans rien acheter pour obtenir des tout petits prix, dérisoires au kilo. Mais c'est de notre faute, car on n'a pas investi dans des fourgonnettes frigorifiées, ni même dans des magasins de stockages pour nos produits agricoles. Les oignons pourrissent vite au soleil, tu as vu, non ? »,

<sup>311</sup> Les inondations en hivernage (causée par la pluie et les lâchers de barrage) isolent de nombreux villages du Dande Maayo. La construction d'une route bitumée et surélevée est une doléance de longue date des populations.

<sup>312</sup> Des commerçants wolofs mourides qui sont originaires du bassin arachidier, dont le royaume historique du Baol qui correspond à l'actuelle région de Diourbel. Ils ont la réputation d'être de redoutables commerçants.

S'indigne un migrant de 50 ans en Belgique, ancien agriculteur<sup>313</sup>. Certains groupements villageois louent des voitures, qui chargent l'ognon récolté et sillonnent les marchés. Cette première vente permet de payer les prêts contractés au niveau des banques dans les délais fixés. Le reste de la production est stocké jusqu'au moment propice c'est-à-dire la période où l'État suspend l'importation de l'ognon pour permettre aux nationaux d'écouler leurs marchandises.

Les répondants ayant été de près ou de loin impliqués dans cette pratique affirment que de moins en moins de Sénégalais peuvent encore s'en sortir dans ce business. En plus du capital financier et de la capacité de répondre aux normes administratives, pour pouvoir en vivre il faut pouvoir compter sur un réseau. Voilà ce qu'explique monsieur Bah, un commerçant et exportateur de véhicules originaire du Fouta-Toro.

« J'ai un cousin qui est dans le shipping, le transport maritime. Il loue une partie de parking près de la côte belge. On achète des véhicules qui viennent de la suisse, de l'Allemagne et autres et on les regroupe ici. On les vend à des clients via internet, des connaissances et via sur la rue. C'est l'avant-dernière étape avant l'embarquement sur les terminaux du port d'Anvers. »<sup>314</sup>.

**Interviewer - Pourtant, vous dites que les défenseurs de l'environnement attaquent ces pratiques d'exportation ?**

« Oui, ils ne comprennent pas que ces voitures pourront encore rouler 100.000 km en Afrique ! C'est mieux que de construire toutes de nouvelles voitures, n'est-ce pas ? Ce ne sont pas des déchets, c'est du cargo auquel on redonne une deuxième vie ! »<sup>315</sup>.

**Interviewer - Pourquoi pensez-vous que cela servirait les Foutangkoobés ?**

« Les transports publics sont quasi inexistantes dans le Fouta et les voitures d'occasion (et camionnettes) sont très convoitées. Elles permettent de démarrer des petites entreprises de transport, pour humains (taxi-brousse), animaux et matériels. (...) À Dakar, et parfois ensuite au village, on essaie de bricoler et réparer les choses qui ne fonctionnent pas. On peut essayer de tenir encore 10-15 ans. »<sup>316</sup>.

Si nos répondants voient clairement les bénéfices concernant la **dimension environnementale** des pratiques transnationales de l'exportation de véhicules d'occasion, divers rapports qui font autorité se montrent plus critiques (PNUE, 2020 ; Geerts, 2020). Selon le rapport du PNUE (2020), par exemple, tous ces flux contribuent de manière significative à la pollution atmosphérique et entrave les efforts visant à atténuer les effets du changement climatique.

<sup>313</sup> Entretiens et observations dans les villages étudiés.

<sup>314</sup> Entretien, commerçant-exportateur, 44 ans à Anderlecht, octobre 2018.

<sup>315</sup> Entretien, commerçant-exportateur, 44 ans à Anderlecht, octobre 2018.

<sup>316</sup> Entretien, commerçant-exportateur, 44 ans à Anderlecht, octobre 2018.

#### Encadré 4 : Le quartier Heyvaert à Bruxelles : import-export

Sur la route menant vers le Sud, il y a une étape européenne clé : c'est dans le quartier Heyvaert, proche du centre de Bruxelles qu'arrivent la plupart des voitures achetées aux quatre coins de l'Europe. Acheteurs, revendeurs, exportateurs, transitaires ... se disputent chaque espace libre. La rue Heyvaert à Anderlecht (Bruxelles) est une étape majeure du marché de l'exportation. Toute la rue est dévolue à ces commerces d'import-export, que les autorités cherchent à déloger pour rendre le quartier à ses habitants (voir photos ci-dessous). Les voitures qui auront fait leur temps en Europe proviennent de différents pays européens. Les voitures suisses sont les plus prisées, car supposées être plus propres, mieux maintenues et donc en meilleur état de marche. Chaque pays a sa régulation concernant ses critères d'acceptation pour l'importation des véhicules (cf. aussi Rosenfeld, 2013, PNUE, 2020).



Photo 6 – Pancartes qui illustrent la dynamique des échanges internationaux de biens matériels dans le quartier Heyvaert de Bruxelles (source : auteur).



Photo 7 – Exportation de véhicules dans le quartier Heyvaert à Bruxelles (source : auteur).

Plusieurs répondants Sénégalais passent du temps et de l'énergie à trouver de « bons deals » de voitures à **exporter par container** dans le quartier Heyvaert à Bruxelles<sup>317</sup>. Certains y sont mandatés par des parents, proches ou des clients avec qui ils ont établi une relation de confiance. Certains Sénégalais d'ethnie Wolof pour la plupart, rencontrés dans ces garages de stockage étaient en mission d'affaires (ou de « *business* ») en Belgique et en France (port du Havre) et disposaient d'un visa à cet effet. Parmi les migrants sénégalais résidents en Belgique rencontrés dans ces garages, la plupart y achètent

<sup>317</sup> Nous avons passé au total cinq journées dans le quartier Heyvaert d'Anderlecht à Bruxelles, qui compte beaucoup de garages de voitures. Une grande partie des voitures stockées dans les garages, qui sont pour la plupart gérés par des Libanais, est destinée pour l'exportation vers l'Afrique de l'Ouest (principalement le port de Cotonou et Dakar).

occasionnellement des voitures lorsqu'ils y sont mandatés. Une minorité est constituée de businessmen exportateurs (semi-) professionnels. Les Haalpulaaren ne semblent pas souvent faire ce travail, ni même comme job complémentaire. Si ce travail a pu être intéressant en termes lucratifs, sinon certainement au niveau de la reconnaissance sociale pour le service d'envois matériels, celui-ci est considéré comme « devenu trop difficile » et « moins rentable », notamment à cause de la nouvelle législation européenne depuis quelques années qui interdit l'exportation de voitures qui ont plus de huit ans d'âge. Selon plusieurs répondants Haalpulaaren avec qui nous avons traité de cette question, tant en Belgique qu'au Sénégal, c'est une évolution négative pour les mobilités, le secteur du transport (« taxis-clandos », « taxis sept places », minibus...) et donc pour le développement dans les villages enclavés du Fouta-Toro.

Un exportateur de voitures indépendant et à temps plein, d'origine Haalupaar que nous avons interrogé dans la rue Heyvaert raconte que ce business est mis à mal. En effet, la législation interdit les exportations de voitures au-delà d'un certain âge - la règle des 8 ans maximum est d'application au Sénégal depuis 2012<sup>318</sup> :

« Il faut des règles, bien sûr, car sinon certains exportateurs vont abuser et tirer profit. Mais les restrictions d'âge c'est un problème. Pourquoi ? Parce que les pays africains n'ont pas la possibilité d'acheter des voitures neuves. Si vous les empêchez d'acheter des voitures usagées, ils n'auront pas de voitures du tout. Cela a donc un impact là-bas et ici, où toutes ces voitures iront à la casse ! » (Anderlecht, octobre 2018)

(ii) *Le cas de Momo : déterminé à transférer, malgré un parcours irrégulier et mouvementé*

**La filière d'import-export** peut aussi concerner des personnes en phase de régularisation. C'est le cas de Momo, 32 ans, célibataire et 'sans papier', bac+3 en gestion. Il avait dans son parcours migratoire très mouvementé déjà travaillé dans le business de voitures, notamment en France lorsqu'il y était étudiant après une Licence au Maroc. Après avoir été étudiant en France en 2015-16, il s'y est retrouvé en séjour irrégulier :

« En 2015-2016, j'ai reçu mon visa pour la France en préinscription pour suivre un master. Je me suis inscrit une année pour avoir la carte de séjour. Mais très vite je me suis dit que ça ne servait à rien les études, laissant ma mère dans la galère, dans la merde vraiment. (...) En France, j'étais sans-papier quand mon visa est venu à terme. »

Arrivé à Paris, il avait quelques contacts, mais ils n'étaient pas accueillants. « Je me suis débrouillé tout seul, j'ai passé la nuit dans les rues. Il a travaillé au noir dans la restauration ou encore comme livreur. En parallèle il faisait aussi du business de voitures. Un jour, il s'est fait arrêter par la police quand il travaillait au noir, du coup il a reçu un OQT (ordre de quitter le territoire) et son appartement a été perquisitionné.

<sup>318</sup>Depuis 2012, avec l'entrée en vigueur du décret présidentiel de M. Sall augmentant l'âge à 8 ans au lieu de 5 ans le nombre d'importation a fortement augmenté, à savoir de 22,55 %. (<https://www.douanes.sn/fr/node/385>). En revanche, au port de Lomé au Togo, il n'y a pas de restrictions concernant l'âge des véhicules. Ainsi, de nombreuses voitures qui ont plus de trente ans entrent par là pour ensuite être revendues dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Encore 30 pays sur le continent africain n'appliquent aucune limite d'âge pour l'importation des véhicules d'occasion (PNUE, 2020).

Il sous-louait un studio seul en banlieue, à 250 euros/mois. Ils ont trouvé une somme d'argent chez lui, qui venait du business des voitures.

« Souvent les gens m'envoyaient depuis Dakar de l'argent via des canaux, Western Union et Money Gram pour que je puisse acheter des voitures. J'avais une application, j'achetais des fois en Belgique, des fois en France, comme sans-papiers. » La police lui a pris son argent. « Ils m'ont demandé d'entrer dans des procédures [de demandes d'asile] et moi j'avais peur d'être expulsé, quoi ! Après, je suis parti au Luxembourg. »<sup>319</sup>

Ensuite, il a « vécu en transit » dans 7 pays européens entre 2015 et 2017 : la France, le Luxembourg, l'Allemagne, la Suisse, la Suède, l'Italie, et la Belgique.

Depuis fin 2017 il est installé en Belgique. C'est le pays européen dans lequel il est resté le plus longtemps, jusqu'à l'heure actuelle. Il se sent plus à l'aise en Belgique, même s'il y travaille au noir. Il a fait pas mal de business de voitures.

« J'avais une petite somme d'argent, j'avais des connaissances sénégalaises ici, je suis parti à la rue Heyvaert, là où on vend les voitures. J'achetais des voitures sur internet, ici en Belgique puis je vais les chercher avec un camionneur. J'ai fait toute la Belgique pour acheter des voitures, ce qui m'a permis de découvrir, etc. J'amène à Socar [garage sur la rue Heyvaert] et je vends à des compatriotes ou bien des étrangers qui vivent là-bas. Je les achète 1500-1600 euros puis je les revends pour gagner 200-300 euros. J'envoie parfois directement les véhicules par bateaux via SOCAR. Le transfert pour les gros véhicules c'est 1000 euros (et quelques), les petites voitures c'est 300 à 500 euros »<sup>320</sup>.

Il préfère cette indépendance que son travail dans un restaurant à Bruxelles, « parce que je me fais exploiter, en fait. Maintenant, j'ai un permis de travail ici, je n'ai pas l'asile ; je suis en demande d'asile, en cours de procédure quoi. Du coup, je fais aussi pas mal de petits jobs déclarés, notamment avec Randstad »<sup>321</sup>.

En outre, malgré sa situation précaire en Belgique, Momo a pu être une **personne de contact clé pour un projet de gestion de déchets** dans sa commune de Dakar :

« Je connais le maire de ma commune à Dakar. Il a voulu avoir deux camions de ramassage d'ordures. Il est venu en Belgique, je l'ai rencontré. Puis j'ai cherché sur internet, j'en ai vu, je lui ai proposé, il m'a dit OK. Puis il m'a envoyé l'argent et j'ai fait transiter les camions jusqu'à Dakar. Arrivés à Dakar, c'est lui qui se charge des camions »<sup>322</sup>.

Momo dispose d'un **petit réseau politique**, malgré et grâce à la distance, qu'il a renforcée en faisant ce service pour le maire. Ses réseaux lui ont permis d'obtenir des financements publics auprès d'un programme de soutien aux investissements de l'État du Sénégal (à la Délégation d'Entrepreneuriat Rapide - DER). Ils soutiennent ainsi un projet d'élevage de volaille (un poulailler de 2000 poulets à viande) dans la banlieue de Dakar avec son cousin. Seulement, il venait de recevoir la mauvaise nouvelle que les inondations à la suite des fortes pluies et la mauvaise évacuation des eaux ont causé des dégâts irréversibles pour sa nouvelle entreprise qu'il cogère depuis Bruxelles. Quasiment l'entièreté des poulets s'est noyés dans les eaux stagnantes du hangar cet hivernage 2019. On a pu en être témoin en visionnant la vidéo du drame que son

<sup>319</sup> Entretien n°7, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>320</sup> Entretien n°7, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>321</sup> Entretien n°7, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>322</sup> Entretien n°7, Bruxelles, octobre 2019.

cousin lui a envoyée une semaine avant notre entretien. Il ne s'agit pas de son premier échec entrepreneurial, loin de là. Durant ses années d'études au Maroc, il est passé de secteur en secteur. Il a notamment travaillé dans le "back office" : il gérait les appels entrants ou les emails pour de nombreux clients dont SFR, Canal, Bouygues, Free, Google, etc. Sauf qu'il était le seul Sénégalais dans le back-office, et il y a eu des conflits au sein de l'équipe, avec les agents et le responsable. Il ne se laissait pas faire, mais l'ambiance de travail s'est vraiment dégradée petit à petit. « C'était très difficile pour moi au Maroc, j'ai été obligé de repartir au Sénégal »<sup>323</sup>.

En 2014, il est rentré au Sénégal avec quelques économies qu'il a tenté d'investir principalement dans deux projets qui n'ont finalement pas abouti. Il s'était déjà une première fois lancé dans un élevage de poulets :

« Mais du coup ça a capoté, parce que je n'avais pas une connaissance exacte de la chose. Je n'avais pas assez de moyens, et pas assez d'espaces... J'ai perdu beaucoup d'argent. (...) C'était ma première expérience donc ça n'était pas facile donc je me suis retrouvé au chômage, je cherchais du boulot, j'avais du mal en trouver du travail. Je vivais avec ma maman parce que je suis fils unique et que j'ai perdu mon père tôt. »<sup>324</sup>

Son deuxième projet était un commerce de piment. Il achetait les piments aux agriculteurs (à M'Bayar - 29 km de Dakar) et les revendait sur les marchés de Dakar. Cela n'a pas fonctionné, « à cause d'un manque de fonds »<sup>325</sup>.

Le cas de Momo montre comment des profils de "migrants-entrepreneurs" comme lui, doivent également avoir une **certaine fibre politique** pour réaliser des projets d'envergure. Ensuite, il reste encore des défis liés aux conditions socio-environnementales qui le dépassent, notamment l'absence d'évacuations des eaux stagnantes par des canalisations publiques.



*Photo 8 : Camion-poubelle de Bruxelles-Propreté envoyé à Dakar via un migrant en Belgique (Source : Auteur).*



*Photo 9 Perte d'un investissement translocal d'un migrant en Belgique dans la banlieue de Dakar (Source : Auteur)*

<sup>323</sup> Ibid.

<sup>324</sup> Ibid.

<sup>325</sup> Ibid.

**Photo 1 à gauche :** Un des camions-poubelles qui faisait service pour Bruxelles-propreté en collecte de déchets à Dakar. Source : auteur.

**Photo à droite :** Dégâts matériels à la suite d'inondations dans la nouvelle entreprise de poulets à viande dans la banlieue de Dakar. C'est une capture d'écran de la vidéo que cet émigré en Belgique a reçue par WhatsApp de son cousin associé sur place l'informant de la catastrophe.

Certains migrants ont exprimé avoir été déçus du résultat de leur effort. Cela n'étonne pas un migrant de 52 ans originaire d'un de nos villages, qui a aidé un ami d'un village voisin à exporter un petit tracteur et une voiture :

« (...) mais c'est souvent comme ça ! Les migrants qui confient du matériel, comme une ou deux voitures à un proche se retrouvent souvent déçus. Parce qu'ils ne mettent pas de conditions, des clauses dans leur investissement. Il n'y a pas de suivi. Le tracteur est tombé en panne après même pas un an. Et personne ne l'a réparé encore... mais c'est aussi le problème avec l'argent envoyé, qui est bouffé sans aucun gain. Alors on se dit que l'argent envoyé n'aura servi à rien. Comme on est déçu, on sera découragé pour la suite. »<sup>326</sup>.

Encore une fois, ces cas illustrent que **les idées avec des retombées sociales et environnementales foisonnent**, mais la mise en pratique de celles-ci se heurte à plusieurs obstacles.

(iii) *Cas d'investissements dans l'immobilier : le bâtiment à Dakar et/ou village - critiqués, mais utiles*

Les villageois avaient lors de nos entretiens tendance à critiquer les investissements dans l'immobilier. La plupart des voix critiques étaient frustrées que ces fonds ne soient pas investis dans des investissements productifs, créateurs d'emplois.

Pourtant, on peut observer un certain nombre d'avantages : moins d'effondrement lors de fortes pluies (lorsque le bâtiment est construit en matériaux robustes), mais également des désavantages thermodynamiques (lorsque le bâtiment est construit en ciment et en toitures inadaptées aux conditions climatiques, notamment en tôle métallique). Deuxièmement, le prestige social de l'émigré qui investit dans un bâtiment au village et/ou à Dakar s'accroît généralement. Nous allons voir que cela est lié à plusieurs raisons qui dépassent le simple fait de démonstration et accumulation de capital économique (notamment par la rente immobilière). L'immeuble à Dakar permet notamment une mobilité sociale collective pour de nombreux membres de la famille et proches de la communauté d'origine. Cela permet une reconnaissance sociale importante pour l'émigré, qui peut en récolter des fruits en termes de pouvoirs politiques au sein de sa communauté.

(iv) *Le bâtiment au village comme symbole de **réussite sociale**.*

Construire une 'belle maison moderne' est une des **clés pour l'entrée en politique locale**. Il s'agit généralement de maisons avec les caractéristiques suivantes : massive en parpaings de ciment couvert d'une toiture-terrace en béton de ciment. Nous développerons l'aspect de la construction et de

---

<sup>326</sup> Entretien, homme depuis 13 ans en Belgique, sans enfants et marié à une femme d'origine belge, 13 mars 2020.

l'immobilier à Dakar et dans les villages, car l'habitat est un élément clé pour les migrants afin d'acquérir les capitaux nécessaires qui permettent une voix politique.

La construction d'une maison est la deuxième forme de transfert matériel la plus répandue après celle des remises monétaires ou l'envoi d'argent (aussi Lacroix, 2016). Les maisons profitent en premier lieu à la famille vivant dans le village et, parce qu'elles sont construites dans le lieu d'origine, elles sont une preuve d'attachement à la communauté villageoise. En outre, les maisons des migrants sont connues dans le monde entier comme des exemples remarquables de réussite et d'enrichissement personnel. Les migrants sont désignés par le terme de « *Gnanti Fouta* » c'est-à-dire ceux qui embellissent le Fouta par leurs investissements immobiliers. On observe par exemple que la quasi-totalité des maisons à étages héberge des familles de migrants internationaux. L'adage local veut que « pour rencontrer des migrants, il suffit d'observer la qualité des maisons ».

La majorité affirme que la construction d'une maison est la **clé pour être reconnue au village**. Cela nécessite un temps de construction qui s'étale sur vingt ans, et il n'est pas rare que la quasi-totalité de l'épargne serve à la maison. En d'autres termes, celle-ci garantit déjà une certaine position dans la société d'origine, ainsi que la position dans le **champ social translocal**. Toutefois, pour accumuler différents capitaux dans le sens de Bourdieu, qui peuvent donc servir à la collectivité, il n'est pas suffisant de se limiter à la construction d'un bâtiment. Il faut aussi qu'elle puisse bénéficier à d'autres personnes de la communauté et/ou sous-communauté d'appartenance.

Contrairement aux transferts d'argent, les maisons intègrent déjà des aspects importés du lieu d'établissement. Au-delà de leur "villageoisité", les migrants affirment ainsi la bipolarité de leur expérience de vie et de leur identité. Les maisons des migrants dans les lieux d'arrivée et de départ juxtaposent des éléments similaires tirés de leurs différentes expériences de vie. On note notamment : cuisson de plats traditionnels dans des cuisines modernes et placement d'appareils audiovisuels dans des salons meublés de meubles ou d'ornements marqués culturellement (le salon à l'européenne, dirigée vers la TV qui projette les matchs de football joués en Europe, en est un exemple). L'installation analogue dans les deux logements produit un sentiment de continuité dans la vie des migrants, perturbée sur le plan spatial et social. Les maisons sont généralement achetées après quelques années passées à l'étranger, le temps nécessaire aux migrants pour rassembler les ressources financières nécessaires. La maison porte la marque symbolique de ces années de contact avec l'étranger. Les grandes concessions « modernes » fonctionnent ensuite souvent comme un lieu de rassemblement et de rendez-vous, notamment pour des réunions d'intérêts villageois.

(v) *Des bâtiments « modernes » inadaptés ?*

**L'habitat traditionnel** en terre est aujourd'hui largement considéré comme socialement peu valorisant et synonyme de fragilité. En milieu urbain, les toits de terre ont d'abord été remplacés par des toits de tôle, et aujourd'hui les adobes ont laissé la place aux parpaings<sup>327</sup>. On peut trouver des bâtiments en parpaings de ciment recouverts d'une toiture en zinc. Si les gens ont les moyens, ils choisissent le toit-terrasse en béton de ciment. Dès que les familles ont les moyens, elles optent pour le ciment, car la terre crue est synonyme de pauvreté. Généralement, les ferrailles dépassent sur le toit-terrasse comme sur la photo 1 pour anticiper la construction d'un deuxième étage. Seuls certains qui ayant gagné de l'argent à Dakar ou en Occident construisent le deuxième étage. Ces matériaux « modernes » possèdent en effet l'avantage de résistance face à l'usure et les aléas naturels. Néanmoins, ils présentent également de nombreux **inconvenients** : le

---

<sup>327</sup> En 2006, à Matam, 39 % des ménages habitaient dans une maison en parpaings de ciment (ANSD, 2006).



confort thermique est faible, les matériaux viennent de loin donc l'argent ne participe pas au développement local, leur impact environnemental est catastrophique et la perte d'une architecture vernaculaire serait dommageable pour la société (Ardesi & Rakotomamonjy, 2012).

Les menuiseries en aluminium qu'on observe sur la photo 2 sont fabriquées par des menuisiers métalliques locaux. Une raison majeure qui pousse à construire ce type de maison est la volonté d'afficher sa réussite sociale. On observe donc souvent des maisons de grande dimension. La maison que l'on voit sur la photo 2 présente 10m de largeur sur 12m de longueur. Ce type de maisons est presque toujours financé par un membre de la famille émigré en ville au Sénégal ou à l'international. Ces maisons avancent au rythme des transferts d'argent. Beaucoup ne sont pas terminées et elles sont plus ou moins occupées.



**Photo 10 – Maison en parpaings de ciment en construction depuis 2011 sur la concession d'une famille interrogée dans la région du Fouta-Toro (source : auteur).**



**Photo 11 – Façade de la véranda de la maison construite en 2007 par des membres de la famille qui ont émigré en Belgique, interrogée dans la région du Fouta-Toro (source : auteur).**

**Les migrants n'ont pas réellement le souci premier d'augmenter la capacité de résistance de leurs bâtiments aux évènements extrêmes.** L'amélioration thermodynamique des habitations (ainsi que l'amélioration des postes de santé) en anticipation aux vagues de chaleur et aux tornades de sables n'est pas directement dans les priorités des migrants en Belgique.

Si parmi les « accessoires » des maisons qui rajoutent un standing social certains sont adaptés au climat, alors que d'autres ne le sont pas<sup>328</sup>. De plus en plus de maisons installent l'air conditionné, et particulièrement celles qui ont des membres à l'étranger. Les climatiseurs ne coutent pas trop chers et « sont finalement moins chers que d'amener les personnes qui souffrent de la chaleur à Dakar, à chaque période de chaleur (avril-juin) », explique le président du Conseil départemental de Kanel, migrant retourné de France. Cela permet de raffermir les liens familiaux :

« Les petits-enfants viennent dans la chambre fraîche et tiennent compagnie aux vieux, qui seraient plus isolés sinon. On voit que quand nos vieux bénéficient de l'air climatisé et de bonne nourriture, ils rajeunissent très rapidement de plusieurs années ! »<sup>329</sup>.

Ces climatiseurs ne sont généralement pas alimentés par des panneaux solaires. Le déploiement de ces derniers n'a pas pris son envol comme certains auraient pu l'espérer.

**Les habitations traditionnelles**, construites en torchis (*banco*), sont **affectées par l'érosion de l'eau** (des fortes pluies diluviennes en hivernage, ainsi que l'érosion des berges du fleuve ou de son bras) et du vent, surtout l'harlatan, en février/mars et les rafales de vents de tempête avant la tombée des pluies en

<sup>328</sup> Les abductions d'eau de robinets qui vont jusqu'à l'intérieur des maisons, sont plus fréquentes chez les maisons construites par des émigrés, par exemple.

<sup>329</sup> Entretien, Thiemping, février 2018.

hivernage. Par conséquent, si les constructions de bâtiments « plus robustes et plus modernes » sont des attentes de la part des villageois, elles sont aussi liées à la volonté de **marquer la réussite sociale du migrant**. Les effets de la construction de bâtiments sur l'emploi dans la région et donc l'économie locale semblent remarquables. Les témoignages oraux et les observations sur site nous permettent d'affirmer un impact certain de la fièvre de la construction des migrants sur divers métiers et entreprises dans le secteur immobilier, même sans disposer de chiffres quantitatifs. Ainsi, on comprend que les personnes interrogées dans ces sous-secteurs (menuisiers, charpentiers, briquetiers, etc.) bénéficient de ces investissements et soient ravies. En revanche, d'autres profils de villageois, comme ceux uniquement actifs dans des secteurs agricoles trouvent que ces investissements dans l'immobilier ne devraient pas se faire au détriment des investissements dans l'agriculture. Il s'agit principalement des personnes interrogées sans membres ayant migré en Europe qui tiennent ce discours. Certains estiment que les migrants oublient les réels besoins<sup>330</sup> et les besoins d'investissements productifs, en exagérant leurs dépenses dans ces investissements immobiliers.

### **Encadré 5 : Des techniques de construction traditionnelles plus écologiques et adaptées aux conditions climatiques**

Les maçons du Fouta-Toro fabriquent des parpaings de ciment sur le chantier avec du sable de mer et du ciment (7%) produit à Dakar. Ils arment le bâtiment avec des ferrailles produites à Dakar, mais dont la matière première est importée de l'étranger (d'Abundo, 2019). Notons que pour aller dans le Fouta-Toro depuis Dakar il faut parcourir minimum 500km. Le ciment n'est donc pas à proprement dit importé d'un autre pays, mais il traverse le Sénégal en camion. L'impact environnemental de la construction en parpaing déjà élevé à cause de la cuisson du ciment à 1450°C est donc aggravé par le transport. De plus l'extraction du sable provoque l'érosion des côtes (UN Habitat, 2014). En réponse à cette problématique, l'Association Voûte Nubienne (AVN) propose un modèle d'habitat adapté au climat et aux problématiques du Sahel. Alors que le programme de vulgarisation de cette technique constructive est en pleine expansion au Burkina Faso et au Mali, le programme sénégalais, basé dans la région de Matam à Ourossogui, peine à recruter des apprenants (Entretien, stagiaire à l'Association de la voute nubienne, Matam, février 2020). De plus en plus de bâtiments publics, cofinancés par le programme de coopération décentralisée avec les Départements français des Yvelines, sont construits avec cette technique traditionnelle. L'AVN espère que cela pourra inspirer les émigrés d'opter pour ce style, selon eux, plus écologique et plus adapté aux conditions climatiques.

Une grande partie des Haalpulaaren (et en particulier les *Riimbe Fnuulbe*, les nobles Peuls-éleveurs) à l'étranger qui investissent au pays sont ainsi **passés des troupeaux et cheptels à l'immobilier**. Dans les représentations des migrants et leurs membres de famille, le nombre de maisons laissées aux enfants est important. Le nombre de têtes du troupeau de vaches, en revanche, l'est de moins en moins. Bien que certains migrants continuent d'investir dans des vaches « pour le plaisir des yeux », comme certains migrants de retour l'ont exprimé. Témoignant de cette culture ancrée d'éleveur, malgré les pertes financières, le proverbe peul dit qu'« un Peul sans son troupeau est un prince sans couronne » (Bâ,

<sup>330</sup> Les familles qui n'ont pas de migrants ne bénéficient que faiblement des retombées économiques. Une interlocutrice sans membres de famille à l'étranger déplore que lorsqu'un migrant revient d'Europe, « il peut vous offrir un tee-shirt ou 2000 CFA en vous rendant visite. Mais il ne vous assure pas les besoins alimentaires comme l'achat de riz, d'huile de sucre etc ».(Entretien, Thially, février 2018).

1992<sup>331</sup>). Cependant, la chaîne de valeur dans l'immobilier est contestable et effectivement contestée par de nombreux villageois – surtout ceux qui ne peuvent pas bénéficier des retombées des investissements immobiliers. En outre, la plupart pointent le côté pervers des constructions de bâtiments ostentatoires (R+1 ou R+2), comme l'affirme le frère du chef de village de Thiemping, migrant de retour de France : « quelqu'un qui part et qui construit une maison donnera des envies à d'autres de partir. Or, le voyage en Europe pour nos jeunes sans papiers n'est pas bon pour eux ni pour nous »<sup>332</sup>.

La construction de maisons en ciment et à étages multiples fait appel à l'imagination des personnes restées au pays et, ce faisant, constitue un **facteur symbolique à l'origine de l'émigration** du Sénégal rural. L'exemple frappant des nouvelles maisons construites dans la campagne, mais ayant deux étages, comme les Toubabs en Europe<sup>333</sup>. Si la maison est symboliquement importante, un bâtiment à Dakar est reconnu comme un atout pour la famille et les membres de la communauté comme autrement pertinent pour leurs stratégies de moyens d'existence et capacités d'adaptation.

### ***3.1.7. Le secteur immobilier : la maison au village et le bâtiment à Dakar***

La construction d'une maison 'moderne' au village reste toujours importante, voire prioritaire pour la plupart des répondants attachés au village. Cependant, plusieurs émigrés interrogés en Belgique ont pu investir dans un bâtiment à Dakar, généralement situé dans les banlieues de la capitale (entre autres, Pikine et Guédiawaye, ou encore plus éloigné du centre-ville : Yeumbeul et Keur Masaar) . Celui-ci est parfois mis en location, mais il sert souvent de pied-à-terre pour des membres de la famille ou des proches de la communauté d'origine. Les profils qui défilent dans ces bâtiments, pour des périodes plus ou moins longues sont très divers et variés, notamment des étudiants, et des personnes malades ou à la recherche de fraîcheur en période de chaleur torride et/ou des vents poussiéreux en provenance du Sahara. Nous allons voir que le fait de posséder un bien immobilier à Dakar constitue un capital économique et une ressource politique importante, pour l'émigré-propriétaire d'abord, mais aussi pour d'autres bénéficiaires.

Pour le migrant, il s'agit d'abord principalement d'une stratégie d'accumulation de capital économique. Toutefois, les migrants se plaignent qu'ils n'arrivent pas à toucher les loyers, que les personnes qui gèrent les locations pour eux se trompent, etc. De tels arguments peuvent aussi servir à protéger une partie de leur revenu de la pression à la redistribution. Enfin, construire une maison à Dakar est aussi une façon de préparer la retraite.

Pour les bénéficiaires membres de la communauté villageoise, cet investissement immobilier du migrant peut servir à augmenter leur capital économique, social et culturel, ce qui renforce leurs stratégies d'adaptation à long terme. Deuxièmement, ce pied-à-terre néo-dakarois permet aussi à faire face à plus court terme aux impacts sanitaires des aléas environnementaux. C'est ce qu'on voit dans les trois sections qui suivent.

#### *(i) Les retombées sur les opportunités d'études :*

De nombreuses familles dans les villages enquêtés ont décidé d'envoyer au moins une partie de leurs enfants à Dakar pour y poursuivre leurs études, à l'université ou dans d'autres centres de formation. Beaucoup de ces étudiants sont soutenus par leurs membres peu qualifiés à l'étranger, dans la sous-région

<sup>331</sup> Comme exprimé dans le classique de la littérature ouest-africaine : Bâ (1992).

<sup>332</sup> Entretien, Thiemping, janvier 2018.

<sup>333</sup> Toubab signifie « Européen » ou « Blanc ».

et en Europe, qui sont partis pendant les grandes sècheresses des années 1970. Toutefois, en raison de la **rente migratoire**, une certaine paresse a affecté nombre de ces jeunes qui aspirent à rejoindre les membres de leur famille dans l'un des "eldorados" européens. La plupart des enseignants ont expliqué que les meilleurs élèves étaient ceux qui n'avaient pas de famille en Europe. Alors qu'on s'attendrait plutôt à ce qu'ils soient ceux qui disposent du plus de moyens matériels grâce aux transferts financiers et matériels des membres de leur famille résidant en Europe.

Certains chercheurs soutiennent que les transferts de fonds des migrants ont généralement un impact positif sur l'accumulation des ressources humaines chez les jeunes, sous la forme de la fréquentation et de la réussite scolaires (Mansour et al., 2011). D'autres, cependant, montrent des aspirations scolaires plus faibles et des aspirations migratoires plus élevées chez les jeunes qui ont des membres à l'étranger pour faciliter leur migration (McKenzie et Rapoport, 2011). Le fait que les transferts de fonds soient convertis en statut économique et social, en capital et en richesse a également été largement abordé dans de nombreux comptes rendus anthropologiques sur les migrants du Golfe originaires d'Asie du Sud (par exemple Gardner 1995, Rashid 2016 sur le Bangladesh, Osella et Osella 2000 sur l'Inde, Gamburd 2000 sur le Sri Lanka et Lefebvre 1999 sur le Pakistan).

**L'éducation formelle et l'amélioration des compétences pour de nouvelles activités**, souvent non agricoles, augmentent les possibilités de diversification des revenus, qu'elles soient ou non liées à la migration, mais elles dépassent souvent les capacités et les revenus des gouvernements locaux (cf. aussi Van der Land & Hummel, 2013; Tacoli, 2011).

Van der Land & Hummel (2013) ont examiné le rôle de l'éducation formelle dans la migration induite par l'environnement comme une caractéristique de la vulnérabilité sociale au changement environnemental. Leur analyse se concentre sur deux régions du Sahel ouest-africain, Bandiagara au Mali et Linguère au Sénégal, qui sont supposées être particulièrement touchées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Leurs résultats révèlent que **l'éducation formelle joue un rôle important dans la réduction de la vulnérabilité au stress environnemental** parce que les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé sont généralement **moins dépendantes des activités économiques sensibles à l'environnement, comme l'agriculture**.

L'obtention d'un logement au Sénégal était une préoccupation majeure des Sénégalais de l'étranger dans les années 2000. Ces préoccupations ont été entendues par le gouvernement sénégalais qui a mis en place des dispositifs à cette fin. Le ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'étranger a accueilli une division spécifiquement dédiée à cette tâche, la Direction de la Promotion de l'Habitat des Sénégalais de l'Extérieur (DIPHASE). Un programme de "domaines de la diaspora" a été lancé dans deux régions pour les Sénégalais de France, des États-Unis et d'Italie. Ce programme prévoyait la vente de parcelles de terrain et des prêts sur cinq ans pour les Sénégalais de l'étranger organisés en associations et prêts à payer 20% du coût total de la construction (Tall, 2009). Ces programmes n'ont pas été poursuivis, mais la Direction de l'Appui à l'Investissement et aux Projets (DAIP) continue d'organiser des Salons de l'habitat à l'étranger. Ceux-ci servent pour promouvoir l'achat de biens immobiliers au Sénégal par les Sénégalais de l'étranger. Depuis 2012, un Comité interministériel pour l'accès au logement des Sénégalais établis à l'étranger a été chargé de déterminer des quotas pour les Sénégalais de l'étranger dans l'accès au foncier constructible, d'informer et d'aider les Sénégalais de l'étranger à accéder aux dispositifs de financement du logement (Smith, 2020).

(ii) *D'autres options pour les personnes sans membres à l'étranger*

Les gens du Dande Maayo dans le Waalo près du Fleuve ont commencé plus tard à aller à l'école que les jeunes qui habitent dans le Diéri. Alors que dans le Waalo, la scolarisation générale y a commencé véritablement il y a environ 20 ans, dans le Diéri sur l'axe de la RN2 on parle de plus de 5 décennies. À Thially dans le Waalo, par exemple, c'est typiquement à la suite de la construction de l'école primaire en 1992 et son collègue en 2002. Pourquoi ? « Car ils ont moins le choix que ceux dans le Dande Maayo qui ont de meilleures terres à cultiver (surtout le riz et le sorgo) et ils ont plus de bêtes. C'est notre priorité »<sup>334</sup>, explique un étudiant haalpulaar à Dakar, originaire de Thially, 22 ans. Dans le Diéri les parents misent plus sur l'école comme moyen de survie. Il semble d'ailleurs y avoir plus d'enseignants et de personnes engagées dans l'administration qui viennent des zones du Diéri plutôt que du Dande maayo.

Dans les chefs-lieux de Commune où il y a un taux de scolarité plus élevé, davantage de personnes influentes se retrouvent dans **l'administration et la politique**. « Il y avait des actions dans le village initié par la diaspora à travers l'ADV pour convaincre les parents d'envoyer leurs enfants à l'école », explique un étudiant de dernière année (26 ans) en géographie de l'UCAD à Dakar qui est ressortissant de Kanel<sup>335</sup>.

Généralement, ils sont membres de plusieurs associations du village ou de la région, qui peuvent avoir leurs activités à Dakar. Rares sont les jeunes fuutangkobés arrivés récemment (moins de 2 ans) qui sont véritablement actifs dans une des associations locales (ASC) de leur quartier à Dakar. Par contre, ils peuvent être membres à Dakar dans une ASC locale de quartier, et cumuler une fonction plus active pour une association liée au village d'origine, comme l'association des Élèves et Étudiants du village.

Un jeune étudiant de 23 ans d'un village d'enquête (Dabia Odeji) explique dans la banlieue dakaroise :

« Je suis membre d'une asso ici à Dakar, qui regroupe tous les étudiants de notre région : CERM (Coordination des Étudiants de la région de Matam) – il n'y a pas de cotisations à payer grâce à une entreprise de phosphate. »<sup>336</sup>

Celle-ci opère à Matam et appartient à un certain Cheikh Amar, qui n'est pas originaire du Fouta. Quel intérêt ? Sa société bénéficie de l'aide des étudiants, qui en contrepartie a promis de financer la coordination et permet l'accès à des logements d'étudiants à Dakar. Cette coordination se trouve dans toutes les universités du Sénégal où il y a des étudiants de la région de Matam. Le fait d'être membre facilite l'accès à certains services.

### (iii) *Les options accrues en termes de santé grâce au pied-à-terre à Dakar d'un migrant international*

Les personnes âgées font partie des individus les plus à risque lors des vagues de chaleur (Cheng et al., 2018). En effet, les personnes âgées présentent souvent une combinaison de facteurs qui les rendent plus vulnérables à la chaleur (Glass et al., 2015). Les habitants de nos villages les plus vulnérables (les personnes âgées, déjà malades ou souffrantes de pathologies respiratoires, les moins nanties, souvent sans parents à l'étranger et qui ne peuvent pas compter sur des transferts d'argent) sont sensibles aux effets des changements environnementaux. Nos répondants villageois considèrent que **les tempêtes de sable fin** (surtout les asthmatiques et autres souffrants de pathologies respiratoires), ainsi que les vagues de chaleur posent de **graves problèmes sanitaires**. Si certaines personnes vont se soigner à Dakar, certaines vont

<sup>334</sup> Entretien, étudiant haalpulaar originaire de Thially, 22 ans, Guédiawaye (Dakar), janvier 2019.

<sup>335</sup> Entretien, étudiant haalpulaar originaire de Thially, 26 ans, Guédiawaye (Dakar), janvier 2019

<sup>336</sup> Entretien, étudiant haalpulaar originaire de Dabia Odeji, 23 ans, Pikine (Dakar), Janvier 2019.

jusqu'à « se réfugier à Dakar » chez des parents le temps que cette période difficile passe. Ces informations ont été croisées avec les membres du personnel du poste de santé.

Pour conclure la section sur l'immobilier, Watson l'écrivait en 1977, "*emigrant communities almost invariably experience a housing boom as returnees invest their savings in new dwellings*" (Watson, 1977 : 4 ; voir également Olwig, 1997). Ces maisons des émigrés au village ou à Dakar deviennent un symbole de statut et même un symbole d'identité. De nombreux migrants, surtout ceux des premières vagues, appartenaient aux basses castes et aux classes inférieures. Mais s'ils réussissaient, ils pouvaient revenir avec suffisamment d'argent pour s'afficher et détenir un pouvoir tant économique que symbolique. Leur capital économique (l'épargne et le capital immobilier) donne aux rapatriés de basse caste le pouvoir de renégociation dans la société locale (aussi Riccio, 2001).

## Encadré 6 : Investissements ‘durables’ et ‘adaptés’ autour de la concession familiale au village

Les investissements dans l'énergie solaire appuyés par nos répondants en Belgique sont très rares. Dans les villages enquêtés, ils n'abondent d'ailleurs pas non plus. Comme l'illustre les propos d'un migrant de retour en vacances dans son village à Dabia (42 ans) qui a résidé moins de 5 ans en Belgique :

« Le migrant doit être formé avant de revenir. Le migrant peut revenir avec tout l'argent du monde, mais cela ne servira pas à grand-chose s'il ne comprend pas ce qu'il veut faire. Avant de faire quelque chose, il faut qu'il comprenne ce qu'il veut faire ».

Il a un projet d'installer une centrale de panneaux photovoltaïques dans son village, après avoir suivi une formation en Espagne. Seulement, de nombreuses contraintes d'ordre financières et juridiques ne lui permettent pas de concrétiser son idée. Par conséquent, il conclut qu'il ne pourra y arriver seul et qu'il a besoin de trouver des partenaires pour le développement de ce projet. Il pense qu'afin de pouvoir réaliser un tel projet de génération d'électricité solaire, il faut des bras longs au niveau politique. Selon lui, la société nationale d'électricité Sénélec ne serait pas favorable à ce genre de projets. Cela n'arrangerait pas son business-modèle. Par conséquent, la législation sénégalaise ne serait pas non plus propice aux systèmes électriques décentralisés ‘off-grid’.

En effet, plusieurs agents des autorités centrales et des collectivités locales n'ont pas démenti ces propos. Ils soupçonnent aussi des intérêts établis, qui bloqueraient le développement de ce genre de projets d'énergie renouvelable. Il pourrait pourtant servir à renforcer les capacités d'adaptation des populations locales. Il permettrait notamment de la facture d'électricité, tant pour les activités économiques (par exemple, l'irrigation par motopompe électrique), que pour la consommation d'électricité des ménages. En conclusion, ce migrant estime, au bout notre entretien, qu'il pourrait être un **levier d'adaptation par des réseaux politiques**.

La **réhabilitation des puits privés et publics** a été une action souvent évoquée, mais finalement peu mise en place. Deux migrants en Belgique ont affirmé qu'ils avaient contribué à réhabiliter un puit du *galle* (maisonnée paternelle).

### 3.1.8. Les infrastructures sociales de base – moyens limités pour les rendre « adaptées »

Les émigrés interrogés et les villageois sont nombreux à s'accorder sur le fait qu'une partie significative des infrastructures sociales de bases a été construite à partir des années 1990. Par conséquent, de nombreux répondants émigrés se disent de plus en plus intéressés à contribuer à des projets qui se concentrent sur le *renforcement* des services sociaux de base (centres de santé, écoles, etc.) ; des projets qui visent à **générer des revenus** et à sécuriser les moyens de subsistance. Les investissements "productifs" sont donc considérés comme des alternatives durables aux transferts de fonds réguliers. Nombre de ces projets, en particulier ceux qui ne sont pas axés sur l'agriculture, n'ont pas été directement perçus comme étant liés à l'adaptation environnementale. Ceux qui l'étaient visaient généralement à transformer les pratiques agricoles et la gestion de l'eau.

Nos données suggèrent que les migrants souhaiteraient de plus en plus passer de projets axés sur le renforcement des services sociaux de base (centres de santé, écoles, etc.) à des **projets destinés à générer**

**des revenus** et à garantir des moyens de subsistance et qui sont donc jugés plus « productifs » et/ou « structurels » que les transferts de fonds réguliers pour les besoins quotidiens (aussi Wade et al., 2017 ; Maggi et Sarr, 2020). Ils désirent soutenir l'entrepreneuriat ou parfois eux-mêmes entreprendre pour être « utile ».

En fonction des villages d'où proviennent nos répondants migrants en Belgique, ils sont cependant majoritaires à estimer que les infrastructures sociales de base ne satisfont pas encore à vivre dignement dans leur localité d'origine. S'ils pensent que des efforts importants ont été réalisés par des parents en mobilité internationale dans la région, ces infrastructures sociales et communautaires, si elles existent, nécessitent des **rénovations ou adaptations aux conditions environnementales** de plus en plus extrêmes.

L'enseignement est considéré par la plupart des migrants comme une clé pour s'adapter à long terme aux conditions environnementales devenues trop difficiles pour maintenir des activités agricoles classiques.

En outre, certains répondants ont décidé de ne plus envoyer d'argent pour des demandes ponctuelles et répétées. N'ayant généralement plus de membres du ménage au village, ces personnes considèrent plutôt les investissements dans l'enseignement comme une solution plus structurelle. Même si elles savent que, comme l'exprime cette femme infirmière de 42 ans avec 4 enfants en Belgique :

« [ces personnes] vont râler et peut-être même dire des méchancetés de toi au village. Mais bon, quand ils savent que tu n'as plus rien, tu ne les intéresseras plus, ils te diront ciao ! Je ne perds plus de temps avec ces gens-là ! J'ai d'autres choses à faire ici que de m'occuper de ma soi-disant réputation. C'est en faisant des choses concrètes dans le domaine de la santé et l'éducation que je me sens utile. Je devais marcher 4 km sous le soleil pour aller à l'école. Beaucoup d'enfants abandonnaient l'école à cause de la distance. Et les femmes mourraient ou souffraient beaucoup, par exemple pour un simple accouchement. Maintenant on a construit 4 classes de collège et on a rénové et amélioré le dispensaire de santé. Grâce nos cotisations avec notre association en Belgique. C'est ça qui compte pour moi »<sup>337</sup>.

**La position sociale future des enfants** est en effet un critère essentiel de la réussite ou de l'échec dans une société haalpulaar où, comme le signale H. Dia, « *bido ko jiknaado* », « l'enfant est le reflet de ses parents » (Dia, 2015 : 296). Certains préféreraient garder leurs enfants au Sénégal le temps qu'ils deviennent adultes et plus responsables, afin d'éviter qu'ils tombent dans des faits de délinquance en Belgique. L'enjeu éducatif au sein du collectif migrant est d'autant plus sensible que les enfants tendent, au contact de la société belge et européenne, à s'éloigner de leur culture d'origine. C'est là une préoccupation majeure qui, comme l'a étudié A. Grysole (2018), peut conduire certains parents à avoir recours à des stratégies éducatives visant à renvoyer les enfants au pays quelques années afin qu'ils suivent une scolarisation dans des établissements privés de haut niveau tout en s'imprégnant des réalités sociales et culturelles africaines<sup>37</sup>. Les travaux de Grysole (2018) ont, sur ce point, bien montré, dans le **cas de familles nobles**, comment cette scolarisation au pays dans des établissements privés servait à la reproduction sociale à la fois de leur position de classe moyenne et de leur statut.

Si les migrants interrogés en Belgique sont nombreux à avoir pensé à **l'idée de réaliser des infrastructures communautaires plus adaptées** aux conditions environnementales (par exemple des bâtiments scolaires ou postes de santé plus thermodynamiques), ils ne se sentent pas dans les capacités financières de financer ces travaux sans partenaires de développement extérieurs.

Fati (femme de 42 ans) travaille comme infirmière dans un hôpital bruxellois qui doit fermer ses portes et dont les activités déménagent dans un hôpital d'une autre commune bruxelloise. Elle aurait aimé récupérer

---

<sup>337</sup> Entretien n°15, femme de 42 ans avec 4 enfants nés en Belgique, Bruxelles.



du matériel de santé, comme des lits d'accouchement, etc. pour le dispensaire de son village. Cependant, elle est en panne d'énergie depuis que sa vie de couple s'est compliquée avec son mari qui a marié une deuxième femme au village à son insu. En outre, elle **ne sait pas vers quelles structure ou organisme se tourner**, car à si court terme, les membres de l'association villageoise (ressortissants de son village natal) ne pourront pas débloquer des fonds pour acheminer ce matériel sanitaire vers le Sénégal. « Pour l'instant, on a 5000 EUR dans la Caisse et l'objectif est d'acheter une ambulance »<sup>338</sup>. Ainsi, elle se résigne face à l'ampleur des démarches à fournir, bien qu'elle continue de penser que c'est une occasion en or pour « refournir » le poste de santé du village<sup>339</sup>.

Elle regrette aussi le manque de transparence sur place au sein de l'AVD au village, ce qui est aussi un facteur démotivant fréquemment mentionné :

« Lorsqu'on verse de l'argent pour atteindre l'objectif de 2000 euros qu'on s'est fixés pour financer la cérémonie de la remise des diplômes et des prix, on ne reçoit jamais de preuves des dépenses. Pour les constructions, il n'y a pas de devis clairs au départ, ni de retours clairs après... »<sup>340</sup>.

On peut comprendre ici que ce sont alors souvent des questions de relations **politiques et de magouilles qui découragent les initiatives collectives**. Au point, où cela motive les retours de certains migrants à prendre les choses en main *in situ* et les régler *de visu*. Comme pour les initiatives privées, il ressort fréquemment une certaine frustration du fait que le matériel ou l'argent ne serait pas bien utilisé, car il y a un manque de suivi, à part, par exemple, le chef de village. Les membres de la diaspora déçus après des initiatives collectives transnationales considèrent que les villageois « ne sont parfois pas assez motivés » et « pas aussi responsables que nous [émigrés en Belgique] »<sup>341</sup>.

Selon la plupart des migrants en Belgique, ainsi que la majorité des acteurs dans le développement villageois, la **faiblesse des capacités managériales** des membres actifs des organisations villageoises pose de sérieux problèmes. Ces organisations ont eu, pour la plupart, à bénéficier de financements qu'ils n'ont pu pérenniser du fait des carences notées dans la gestion administrative, matérielle et financière.

Pourtant, de nombreux notables et membres actifs dans les AVD disent avoir davantage confiance aux émigrés qu'à l'État, parce qu'ils estiment qu'il y a de graves problèmes de corruption : quantité de fonds de projets de l'État seraient détournés de leurs objectifs. Cependant, d'autres pensent qu'il y a aussi des émigrés malhonnêtes. Comme l'exprime un notable agriculteur retraité de 70 ans :

« En général, les associations qu'ils ont à l'extérieur, gèrent bien les fonds, donc si on peut leur confier des fonds pour des projets au village, et que la gestion peut être suivie par les populations, nous sommes tout à fait d'accord. Ce qui est essentiel pour nous c'est le développement tout projet qui peut nous apporter quelque chose et qui peut également nous sortir de la pauvreté. Les émigrés ont tout fait pour nous et je pense si on leur donne des projets pour le développement de notre localité, ils vont bien les mener ».

Remarquons que de nombreux répondants ont évoqué le fait que « ce n'était pas normal », que l'État soit si peu présent. Ainsi, ils se posent la question critique du « outsourcing » du développement aux migrants, qui a été souvent discutée dans la littérature académique critique (cf. e.a. Sinatti & Horst, 2015). Finalement, on constate ici aussi une volonté d'intervenir au niveau de normes et valeurs pour modifier certaines pratiques au village, in casu : la mauvaise gestion financière et les pratiques de détournement de certains fonds qui

<sup>338</sup> Entretien n° 15, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>339</sup> En Belgique, il n'existe pas de plateforme de soutien centralisée pour les initiatives dans ce genre de la diaspora. C'est ce que je lui ai répondu, lorsqu'elle me demandait conseil à ce sujet.

<sup>340</sup> Entretien, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>341</sup> Expressions plusieurs fois utilisées par plusieurs répondants en Belgique.

affectent les retombées matérielles au village. Celles-ci impactent à leur tour, indirectement, les capacités d'adaptation collective ou communautaire au sein du village.

### 3.2. Les transferts collectifs associatifs : faibles capacités d'actions via la section de l'association villageoise de développement

Cette section de chapitre analyse les pratiques de transferts par l'engagement associatif. Après une brève analyse descriptive de cette pratique en Belgique, elle met la focale sur les dimensions politiques des divers engagements observés à travers l'analyse de retombées politiques non seulement pour les émigrés engagés, mais aussi pour sa communauté d'origine. Puisque la nature associative est d'essence collective et comporte un caractère public dans le champ social de développement villageois translocal, on verra comment peut s'opérer un 'glissement' de l'associatif au politique (aussi Lacroix, 2016).

En principe, tous les membres du village originel se retrouvent au sein de l'association villageoise qui tente d'améliorer les conditions de vie générales. Comment ? En se substituant à l'État central ou décentralisé pour les questions éducatives, sanitaires ou encore hydrauliques ou sportives. Le cadre général de ces initiatives collectives pour le village est offert par le paradigme du « développement » (*baamtaaré*) pour le village (aussi Dia, 2015).

Dans la plupart des villages enquêtés, c'est dans les années 1990-2000, que l'association de type global intégrant des sections différentes, va porter l'initiative de « développer » le village originel. Très rares sont les sections de l'AVD en Belgique qui jouent un rôle de leader dans ces mobilisations. Deux autres sites sont plus importants, sauf pour certains villages qui n'ont pas plus d'émigrés en France qu'en Belgique. Le premier est celui de la section globale de l'association de Dakar, où des membres de la section disposent parfois de solides réseaux sociaux qu'ils mettent à la disposition du village à chaque fois que de besoin. Le deuxième est la section principale en France (pour la plupart, en région parisienne), qui est le plus important puisque c'est surtout via celle-ci que certaines transformations villageoises ont lieu. Ce dernier est le principal bailleur, grâce aux divers partenariats noués. Le nombre et les profils de migrants haalpulaar en Belgique ne semblent pas produire pas la même capacité de mobilisation de ressources financières qu'en France.

Si les membres des villages cotisent pour les fonds propres de la caisse villageoise (*Kees*) de la section de l'AVD en Belgique, ils suivent la plupart du temps des initiatives qui émanent depuis Dakar ou une section en France (souvent la section principale). Nos enquêtes en Belgique ont trouvé que les regroupements en collectif de ressortissants originaires du même village soient passés relativement vite au stade de **section d'association villageoise**, bien que souvent restées informelles sous forme de Caisse (*Kees*). La solidarité locale de la racine ethnique est généralement internalisée et beaucoup de noms d'associations sénégalaises, comme les Maliennes d'ailleurs (Condé et Diagne, 1989 ; Lavigne-Delville, 2000), portent des références à des régions ou des villes d'où les membres sont originaires.

À priori, tant les migrants que les villageois dans tous nos villages enquêtés s'accordent sur le fait que les actions collectives des émigrés sont **orientées sur les services sociaux de base**, sans être axées sur l'adaptation au changement climatique, ni sur l'agriculture. En ce qui concerne le domaine agricole, chacun agit plutôt individuellement pour sa famille. Selon nos répondants en Belgique, cela a toujours été le cas jusqu'à présent. Si **la pratique de l'engagement associatif est très commune** et généralement considérée comme cruciale pour pouvoir améliorer les conditions de vie au village d'origine, nos enquêtes révèlent certains dilemmes et difficultés pour les émigrés. Comme nous l'avons vu (chapitre 1), il existe de nombreuses (probablement une centaine) d'associations de migrants sénégalais en Belgique, dont spécifiquement haalpulaar.

Un des facteurs principaux qui ressortaient des entretiens est 'la surdose' de cotisations : « Trop de cotisations tuent les cotisations », affirme un migrant de 39 ans, employé-mécanicien et installé depuis plus de 10 ans en Belgique, qui dit souffrir de toutes ces sollicitations<sup>342</sup>. L'aspect financier peut d'ailleurs constituer une raison pour s'inscrire dans une association plutôt que dans une autre. Il s'agit alors parfois d'opérer des choix au détriment du développement villageois. Par exemple, le jeune couple d'origine haalpulaar de respectivement 26 ans et 41 ans estimaient que 150 euros de frais d'inscriptions à l'association de rapatriement des corps (Jokkere Endam, basée à Bruxelles) étaient déjà un très important budget pour leur situation financière<sup>343</sup>. Par conséquent, le couple s'est inscrit à l'organisation anversoise (Ashut), qui elle demandait 25 euros d'inscription<sup>344</sup>. Ainsi, ils estiment encore avoir pu garder une petite réserve financière pour cotiser à leur AVD.

Les propos de la présidente de la section de son AVD en Belgique (42 ans) se découragent petit à petit de la difficulté à garder l'engagement des membres de son village d'origine :

« C'est facile d'avoir des adhésions de membres au début. Mais la cotisation de 10 euros par mois par personne est compliquée à récolter. Ils étaient 14 personnes au départ, et il y a 6 enfants adultes qui se sont rajoutés. Cela me fatigue de courir derrière eux. J'ai l'impression qu'ils s'en fichent, finalement. Ils le font pour la forme, mais en fait, ils sont égoïstes. Ils pourraient faire mieux. Mais ils préfèrent faire leur petit business et d'acheter du matériel à envoyer par container à leurs frères. Ou investir dans l'immobilier. »<sup>345</sup>

La FADERMA (la Fédération des Associations de Développement de la région de Matam) ne peut compter que sur 30 % de cotisation de ses membres. Le même souci se pose que pour les autres associations régionales (Nann-K et Fil-fal<sup>346</sup>) et intervillageoises : l'incertitude que ces cotisations auront des retombées pour le village natal.

On comprend qu'un des ressorts essentiels de la mobilisation des migrants est la fierté d'appartenir à un terroir qui ne doit rien envier à ses voisins immédiats. Surtout lorsque le village ne peut pas à priori compter sur l'entregent "d'autorités politiques haut placées" originaires de ladite localité. Il en résulte une concurrence souvent diffuse, mais parfois malsaine qui agit négativement sur le développement durable. En effet, dès lors que chaque village tient absolument à disposer d'infrastructures propres, l'absence de complémentarité constitue un facteur limitant. Les échanges avec des responsables d'associations de migrants indiquent que la mobilisation constatée dans le cadre d'actions menées à l'échelle villageoise s'applique difficilement aux initiatives qui dépassent les limites du village d'origine. Celles-ci sont largement hypothéquées par les rivalités et/ou la concurrence dans le choix du site d'implantation.

Plusieurs migrants ont soulevé ce problème notamment en soulevant l'exemple de l'hôpital qui projette de construire la fédération des associations de migrants des villages Agnam (dénommée ALDA). Cela montre combien le choix du village destiné à accueillir est source de difficultés et de lenteurs dans la réalisation du projet. Cela explique pourquoi nos répondants en Belgique sont **sceptiques de s'engager pour des associations de développement à vocation régionale ou nationale**, comme Nann-K, initiée par Baaba Maal, un chanteur internationalement reconnu et très populaire parmi les haalpulaar qui partagent la même région d'origine en bordure du fleuve Sénégal. Les propos d'un homme de 52 ans, depuis 14 ans en Belgique, membre actif de l'association culturelle Lekki Pinal Fulbe, sont illustratifs :

<sup>342</sup> Entretien n°44,

<sup>343</sup> Entretien collectif, Charleroi, septembre 2019.

<sup>344</sup> Les frais de cotisations s'élèvent à 5euros/mois pour une personne célibataire et 10 euros/mois pour la famille.

<sup>345</sup> Entretien, femme originaire d'un village du Fouta-Toro, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>346</sup> Étant au départ d'envergure régionales, ces deux associations ont des ambitions d'envergure nationale. Elles sont initiées chacune par un chanteur internationalement reconnu, dont un des deux vit en Belgique et a été interrogé.

“Baba Maal est une personne noble du peuple Fulbe. Il est proche du Dande Liou, ce qui signifie la voix du peuple. Son but, il a trouvé qu’il y a beaucoup de pauvreté. Lui s’est dit : vous avez l’eau, vous avez les terres, mais vous avez encore faim. Pourquoi on n’a pas de travail ? Et pourquoi on a émigré ? Et pourquoi on a traversé le désert ? La mer pour venir en Europe ? Ça, c’est les tubes de Baba Maal pour réveiller les gens. Il s’est dit que ça n’allait pas. Il a fait beaucoup de projets dans la région de Podor. Il a créé Nann-K pour les gens. Il a planté des arbres, aussi. Il a sorti une chanson qui parle du désert. Nous, on n’est pas du désert à la base, mais maintenant le désert il a raflé tout. C’est la désertification”<sup>347</sup>.

Malgré ces louanges, et les tentatives du projet Nann-K, de convaincre la communauté haalpulaar a adhéré à l’organisation (notamment via des cotisations)<sup>348</sup>, la plupart des migrants préfèrent se concentrer sur leur village d’origine.



**Photo 12 – Groupe avec les membres du projet Nann-K après une réunion à Bruxelles en octobre 2019 (source : auteur).**

Un des initiateurs de l’association Fouta-Dev que nous avons interrogé confirme que les migrants en Belgique ont quelques **réticences à s’engager dans de grandes associations** qui dépassent le territoire de leur village quand il s’agit de développement. Il est arrivé en Belgique en tant que réfugié mauritanien il y a plus de vingt ans quelque temps après « les évènements de 1989 ».<sup>349</sup> Il s’est relativement vite engagé dans le monde associatif, pour ensuite devenir un des relais politiques en Belgique de différents candidats politiques aux élections présidentielles sénégalaises. Il est aussi président de la section du parti du président du Sénégal (APR Bruxelles et environ).

« Avec Fouta-Dev, on cotise chaque mois 10 euros et on peut agir si un chaos catastrophique arrive. Dans ce cas, on essaie d’aider les gens là-bas. En 2017, par exemple, il y a des gens qui ont perdu

<sup>347</sup> Entretien n° 24, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>348</sup> Nous avons assisté à une réunion du projet Nann-K à Bruxelles (Ixelles), qui était présidée par un migrant haalpulaar résident à Paris. Ils étaient une petite délégation de 5 personnes à avoir fait le trajet sur Bruxelles, mais les résultats en termes de nouveaux adhérents étaient très faibles (notes de terrain, 6 octobre 2019).

<sup>349</sup> Il s’agit de violents conflits entre le Sénégal et la Mauritanie en 1989. Voir le chapitre 4 pour plus de détails.

leurs maisons vqui se sont effondrées donc FoutaDev a envoyé de l'argent. » Explique un migrant haalpulaar de 60 ans interrogé à Bruxelles<sup>350</sup>.

Deux foutangkoobé qui travaillent dans l'association GAMS et qui ont été également intéressés par FoutaDev ont préféré concentrer leurs efforts dans l'association villageoise de développement.

Les mêmes considérations existent pour des projets financés par des fonds d'investissement collectés au sein de la diaspora, comme Fongad-invest<sup>351</sup>. « Cela permet surtout de le faire voyager depuis 3 ans, sans résultats concrets de projets », affirme l'un d'eux, qui avoue être fort déçu de ses expériences avec ce genre d'initiatives<sup>352</sup>.

**Trop d'incertitudes par rapport à la réussite de la bonne gestion** des fonds, ainsi que des craintes que ces fonds n'aillent probablement servir un projet dans le village d'origine du migrant, sont les principaux facteurs de réticences à y investir son épargne. Ils préfèrent investir directement dans leur village là où des proches pourront en profiter en y décrochant un emploi et donc un revenu.

### ***3.2.1. Le glissement de l'associatif au politique***

#### *(i) L'engagement politique 'pur' à double tranchant (pour le capital social)*

Lors de nos enquêtes, on a identifié des **pratiques politiques translocales** qui mélange des fins personnelles et publiques : des efforts individuels sont fournis en amont des élections 'pour la collectivité' à des fins purement politiques. En outre, certains émigrés appuient les candidats aux élections locales parce qu'ils voient dans cette stratégie la meilleure formule pour acquérir des privilèges comme la concession de terres, les adjudications lors de marchés publics ou l'exemption des paiements de frais communautaires (Tandian, 2017).

Avant les élections, nous avons observé que certains migrants qui veulent se présenter pour un mandat politique ont tendance à commencer à investir dans des projets collectifs, mais sur fonds propres ou avec un partenaire trouvé personnellement. Les projets lancés semblent découler de demandes ou de besoins sociaux (bien qu'ils soient rarement présents dans le village). Cependant, une fois que les résultats des élections les ont écartés du mandat visé, ils ont tendance à disparaître du champ et de la vie politique du village. Certains projets populaires, qui ont commencé à devenir physiquement visibles, comme la construction d'un stade de football ou de clôtures en briques pour protéger les jardins potagers, ont exigé des moyens financiers importants. *In casu*, le début de certains murs et des quantités de briques et de mortier semblent attendre les prochaines élections...

Le problème devient réel pour les **dynamiques associatives**, car il est clivant au niveau politique. La crainte est générale lorsque le migrant engagé semble avoir utilisé son village, avec l'intermédiaire de son association de développement villageois pour trouver un partenaire. La crise de confiance est alors installée au sein de l'ADV. S'ajoute à cela le problème **de clivages dans certains villages** causés par la hiérarchisation sociale traditionnelle qui s'accroît. Là aussi **une concurrence existe entre les différents sites** (e.g. la cérémonie avant les élections à Dakar de l'ex-maire de Guédiawaye).

---

<sup>350</sup>Entretien n°12, Bruxelles, octobre, 2019.

<sup>351</sup> Initiative de la diaspora sénégalaise aux USA et en France, principalement haalpulaar, pour un fonds de financement de projets – coupons à 50 EUR – dividendes escomptées après 2-3 ans, en principe.

<sup>352</sup> Entretien, Bruxelles, septembre 2019.

**Le terme ‘politique’ est délicat** pour les personnes engagées à l’échelle villageoise. Les membres d’associations évitent les sources de discordes, et privilégient les avancées de développement communautaire ‘apolitiques’. En effet, l’enjeu que constituent les ressources des projets décentralisés peut évidemment susciter des manœuvres opportunistes et intéressées (Blundo, 1994).

Quasiment toutes les associations se veulent **explicitement ‘apolitique’, tant en Belgique qu’au Sénégal**. Nous avons trouvé seulement une association de développement qui se veut explicitement et résolument ‘politique’ et ‘partisan’, en s’affichant le bras droit du programme gouvernemental actuel (le Plan Sénégal Emergent de 2012). Il s’agit de l’association de développement ‘Fil-Fal’, à vocation régionale, d’abord, et nationale ensuite, que tente de mettre en place le chanteur Malick Pathé Sow – originaire d’un village en bordure du Fleuve dans la région du Fouta-Toro. Pourtant, il est bien connu que de nombreuses associations éclatent rapidement ou sont mort-nés à cause du ‘profilage politique’ d’un ou plusieurs membres (lors de réunion physique ou en ligne, par ex ; sur un groupe WhatsApp). Par conséquent, l’étape du passage à l’affirmation d’engagement ‘politique’ explicite est importante, car signifie de rentrer dans l’arène des conflits et rapports de force.

Pour que l’opération de courtage soit efficace (trouver des partenaires pour le village d’origine), elle doit être l’apanage d’un individu ayant un profil politiquement « neutre », qui reste à la fois au-dessus des parties, mais à qui les villageois puissent s’identifier. En somme, une sorte « d’insider culturel et d’outsider politique » (Hill, 1966, cité dans Bierschenk et de Sardan, 2000). Par un processus cumulatif délicat, qui peut aussi provoquer sa chute, l’émigré jouit d’une certaine renommée, à élargir son assise sociale. Ce processus s’actualise lorsqu’il parvient à capter des ressources « d’aide au développement » sans s’attirer les foudres sociales des membres du village translocal en se profilant de manière « trop politisée » et en s’appropriant tous les mérites du projet. Il gagne essentiellement la confiance de la population par ses capacités à « amener » un projet dans la zone ou dans un village, et en mettant le village en communication avec le patron-bailleur de fonds.

Cependant, certains émigrés interrogés en Belgique jouent ou désirent ardemment jouer un rôle de « courtier au développement » tout en s’affichant politisé ou ‘politicien’. Dans la recherche d’une sorte de double légitimité politique - celle de la base villageoise et celle attribuée par les instances locales, départementales et régionales du parti - plusieurs facteurs interviennent. Les aspirants au pouvoir doivent idéalement :

- Soit disposer de ressources propres de patronage, avec lesquelles ils vont bâtir leur ascension politique. « La politique, c’est les moyens et les moyens attirent la politique », me disait un migrant engagé comme militant pour un grand parti politique sénégalais. Celui qui est en mesure de financer l’achat des cartes du parti pour les militants, de résoudre leurs problèmes économiques quotidiens, d’organiser des rencontres et des meetings pour les personnalités du monde politique et religieux en visite, s’assure un entourage dévoué et la sollicitude des leaders du parti.
- Soit, s’ils n’ont pas de moyens de patronage, jouer à fond la fonction de courtier politicoadministratif (s’occuper de tâches administratives pour le compte de l’AVD, et travailler comme informateur pour le compte du parti ou de l’administration).

Idéalement, ils doivent bénéficier d’un statut social élevé dans la société traditionnelle (ressortissants des villages abritant les anciennes chefferies). Certains migrants interrogés en Belgique affirment qu’ils ont mérité un retour au pays avec un mandat politique. Comme l’exprime l’un d’eux, d’appartenance statutaire

noble (*toorobe*) : « J'ai beaucoup donné pour mon village, j'ai réalisé pas mal de choses avec des partenaires, donc, à un moment donné il ne faut pas s'étonner qu'ils viennent te chercher pour devenir un leader. »<sup>353</sup>

Certaines associations liées au Sénégal ont lutté pour la reconnaissance sociale sur le territoire belge. Elles ont fait le choix d'une **politique d'inclusion** – d'un arrangement avec la sédentarisation de la migration – d'un côté et l'orientation d'une partie des associations vers l'action sur le territoire de vie et non plus dans le pays d'origine, de l'autre côté (Mahnig, 1998 ; D'Amato, 2001). C'est le cas, par exemple de l'association GAMS, qui compte dans son staff la directrice et deux membres de personnel tous les trois d'origine Haalpulaar, l'une respectivement du sud et les deux autres du nord du pays (villages de la moyenne-vallée du fleuve Sénégal). Les objectifs de l'association, en l'occurrence principalement la lutte contre la mutilation génitale des femmes, et les objectifs translocaux personnels peuvent se croiser. Les relations établies au sein de l'association reconnue peuvent aussi être mises à profit pour les associations de développement villageois respectives des membres du personnel en question. Certaines opportunités de mise en réseau ont permis de réaliser des projets de développement variés, dont de sensibilisation à la violence faite aux femmes et à l'environnement, dans différentes localités du Sénégal. Comme l'explique le membre du staff originaire du Fouta-Toro :

« Les bonnes volontés ne sont pas forcément limitées ni cantonnées à un territoire ou un projet. Ces personnes peuvent vouloir faire des choses dans le domaine sanitaire dans le Sud, mais quand même être disposées de trouver d'autres amis ou partenaires pour un projet lié à l'eau dans le nord, par exemple. »<sup>354</sup>.

La directrice du GAMS (63 ans), mariée à un Belge, a été active comme militante et plusieurs fois sollicitée par des partis politiques pour les rejoindre sur les listes électorales, sinon ou moins d'appuyer leurs campagnes politiques pour renforcer leurs chances de gagner aux élections. Elle explique que

« les possibilités de conclure des deals politiques préliminaires avec une participation à la campagne électorale d'un candidat sérieux sont assez nombreuses. J'ai pu demander des choses qui font progresser la position de la femme au Sénégal. Seulement, vous savez, les politiciens sont les rois des promesses. C'est comme ça aussi en Belgique, mais au Sénégal, c'est encore pire ! ... [rires] »<sup>355</sup>.

Prenons également le cas de la figure du '*migrant réussi*' Ken Ndiaye, originaire d'une région également à majorité Haalpulaar au sud du pays. Il est propriétaire d'une brasserie-restaurant connue pour ses activités culturelles et politiques et ses relations transnationales entre la Belgique et les pays africains, en particulier le Sénégal, son pays d'origine. Durant plus de 20 ans, il a géré son café avec une salle de conférence à l'étage qui a accueilli de nombreuses réunions d'associations et de partis politiques, notamment sénégalais. Son café est « une plaque tournante de réseaux politiques et associatifs », comme il l'exprime, qu'il considère avoir pu « mettre à profit pour le développement de son pays d'origine ». Il a toujours mis l'accent plutôt sur l'importance du développement national que celui de son terroir d'origine. En revanche, considéré comme bien ancré sur le territoire bruxellois, et ixellois en particulier, il a adhéré à la demande du parti écologiste francophone. Ensuite, grâce à son mandat politique d'échevin de la culture à Ixelles, il a pu renforcer encore les liens avec son pays d'origine. Un mécanisme similaire est observé dans le cas de la directrice du GAMS,

<sup>353</sup> Entretien n°2, Bruxelles, aout 2018.

<sup>354</sup> Entretien n°4, Bruxelles, septembre 2019).

<sup>355</sup> Entretien n°2, Bruxelles, septembre 2019 (Tableau 2).

approché fréquemment par les politiciens sénégalais en amont des élections législatives ou même locales, notamment aussi par le président Macky Sall lors de campagne à Bruxelles en 2012<sup>356</sup>.

Dans une optique davantage **centrée sur le village d'origine**, madame D. B. (45 ans), a été avec son mari également originaire de la même région (village voisin) à la recherche de partenaires en Belgique. En organisant de nombreuses grandes soirées et cérémonies (religieuses en présence de grands marabouts reconnus au Sénégal), elle a pu récolter des fonds pour des projets de développement dans son village natal. Ces soirées lui ont également permis d'accélérer la quête aux partenaires de développement. Ainsi, vu son engagement et sa reconnaissance comme femme 'publique' dans la société Haalpulaaren en Belgique, elle a tapé à l'œil de membres du parti francophone centre démocrate humaniste. Lorsque ceux-ci l'ont approché, elle explique qu'une des raisons principales d'avoir accepté de « prendre la carte de parti », c'était les possibilités que cela pouvait ouvrir pour son village et sa région d'origine, le Fouta-Toro.

« Je sais que je m'engage dans la politique belge et que je dois me concentrer surtout sur la Belgique. Mais il y aura des bénéficiaires à tirer pour la Belgique et pour le Sénégal, si les relations internationales sont renforcées. (...). Oui, aussi la diaspora sénégalaise en Belgique pourrait être mieux appuyée pour renforcer les partenariats de codéveloppement, comme en France. »<sup>357</sup>.

N'ayant pas de mandat politique officiel, elle regrette de ne pas encore être au niveau politique pour pouvoir insuffler ces nouvelles politiques pour renforcer les liens transnationaux, qui lui semblent encore très lacunaires. Non seulement elle a pris la carte d'un parti politique belge francophone, mais elle est aussi en possession de la carte de parti politique du président sénégalais (APR). Elle admet implicitement que cette dernière peut ouvrir des portes à l'administration diplomatique et des services consulaires en Belgique, notamment en termes de visa ou d'accès à des programmes de soutien à la diaspora, comme celui du FAISE qui visait des femmes d'origine sénégalaise en Belgique. La plupart des migrants interrogés partagent son avis : « il y a pas mal d'instruments, mais le FAISE, les BAOS, ... sont des armes politiques, car sur le terrain il est très difficile de voir les effets de ceux-ci »<sup>358</sup>.

Certains le sont davantage dans des organisations devenues des structures semi-étatiques, comme l'ASBL **ASSBE (Association des Sénégalais et Sympathisants de Belgique)** plus communément appelée Sénébel. Selon certains cette association qui a vu le jour en 2003 (d'abord sous le nom de l'Association des Sénégalais et Sympathisants de Bruxelles et Environ<sup>359</sup>), aurait été phagocytée par le gouvernement sénégalais de Macky Sall depuis 2012. Ils considèrent que l'association Sénébel qui se voulait être « l'association coupole des associations », ou le forum des associations des Sénégalais en Belgique, n'est autre que « devenu un organisme de promotion au service du gouvernement Sall ».

À l'ambassade du Sénégal en Belgique, le ministre conseiller n'est pas de cet avis et parle d'un relai :

« Un relai d'information transnationale important pour les citoyens sénégalais et de la diaspora sénégalaise en Belgique. C'est via Senebel que les membres de la diaspora peuvent s'informer pour participer au développement du pays, par toute sorte d'activités et d'entreprises. Il y a des canaux d'investissements, comme la souscription aux diasporas bonds, les investissements dans l'immobilier via la Banque de l'Habitat du Sénégal, le FAISE pour les femmes en Belgique, mais

<sup>356</sup> Selon nos personnes-ressources (agents des collectivités territoriales et acteurs politiques) interrogés dans la région du Fouta-Toro, de nombreux migrants devenus maires ont été choisis par Macky Sall après sa victoire électorale.

<sup>357</sup> Entretien n°28, Bruxelles, septembre 2019.

<sup>358</sup> Ibid.

<sup>359</sup> La raison de la naissance de l'organisation est expliquée sur son site web : « Suite au rassemblement spontané, qui avait lieu après chaque victoire des Lions du Sénégal lors de la coupe du monde 2002, les Sénégalais avaient senti le besoin d'une structure coordonnatrice de ce genre d'évènement. » <http://senebel.com/historique/>, consulté le 12 avril 2020.



aussi pour les hommes et femmes qui veulent investir avec un appui dans les « secteurs porteurs de croissance », selon le Plan Sénégal Emergent, comme l'agro-business. Sur le site de Sénébel, nous ne faisons pas la stricte distinction entre associations [de la société civile] et les possibilités via les initiatives des programmes de l'État »<sup>360</sup>.

Toutefois, nous pouvons constater sur le site de Senebel que les initiatives de l'État et les nouvelles liées au gouvernement sont uniquement positives et laissent peu ou pas de place aux analyses critiques et voix discordantes de l'opposition. Cette observation rejoint les allégations de la majorité des répondants critiques à ce sujet.

À part ce reproche de « politisation de Sénébel », une autre critique souvent formulée par nos répondants sénégalais en Belgique concerne la **politisation des fonds étatiques d'appui** à l'investissement, comme le FAISE (Fonds d'Appui d'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur) ou la DER (Délégation d'Entrepreneuriat Rapide). Ils perçoivent généralement comme inaccessibles s'ils n'ont pas la bonne carte de membre de parti politique, ou s'ils ne font pas partie du bon clan ethnique. Les réponses des cinq autorités sénégalaises de différents organismes étatiques concernés par ces fonds étaient unanimes dans le rejet de ses allégations. Ils ont tous référé à des préjugés de favoritisme et de corruption, qu'ils estiment non fondés et faciles. Comme l'illustre le propos du responsable du programme du FAISE et premier conseiller technique au Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE) :

« Vous savez, c'est trop facile de critiquer et de toujours dire que c'est politisé, alors qu'ils n'essaient même pas d'introduire un projet. Les critères sont très clairs : le projet doit être viable et bancable et on ne soutient pas de projets dans le (petit) commerce, l'immobilier et le transport, car on en a déjà trop et cela n'apporte pas de valeur ajoutée au développement du pays. On voit tout de suite quand c'est du copier-coller et que ça ne tient pas la route. Comment le projet pourra fonctionner, si le preneur d'initiative ne comprend même pas vraiment son propre projet qu'il nous soumet. (...) oui, on a un grand problème avec les gens illettrés ou très peu scolarisés. On peut même les accompagner dans la rédaction des projets, mais nos ressources humaines sont quand même limitées ... »<sup>361</sup>.

La **sensibilité politique de leur engagement** dans les affaires publiques motive ces associations à apparaître comme « **apolitiques** ». Ce faisant, ils cherchent à éviter toute confrontation avec les autorités locales, qui ont souvent tendance à percevoir les **associations comme des concurrents**. Notons que ce qui pose problème ici aussi, ce sont les migrants engagés qui rentrent en concurrence avec le pouvoir politique traditionnel et administratif. Ainsi, de nombreux projets collectifs sont « récupérés à des fins politiques » par des individus qui ambitionnent un mandat politique au pays d'origine. Les pouvoirs publics des collectivités locales sont également rentrés dans une **optique d'autonomie de pouvoir** (trouver des partenaires, notamment via la coopération décentralisée (promue dans le cadre de la 'bonne gouvernance' par la banque mondiale et le FMI dans les années 80). Cela n'implique alors pas forcément d'inclure l'ADV dans le projet de coopération.)

En même temps, un certain nombre de **projets publics** apportent à la fois des ressources et une légitimité aux associations de villes et de villages. Des programmes de cofinancement existent dans de nombreux autres pays africains, notamment francophones comme au Maroc (Lacroix 2016a)<sup>362</sup>. La logique est généralement la même : les autorités publiques proposent de cofinancer des projets de développement

<sup>360</sup> (Entretien personnel dans son bureau à l'ambassade du Sénégal, Bruxelles, aout 2019).

<sup>361</sup> Entretien personnel dans son bureau du MAESE, Dakar, janvier 2018.

<sup>362</sup> Ces programmes existent aussi dans d'autres continents, comme en Amérique latine, le programme *Tres por Uno* au Mexique est un exemple souvent cité (Goldring 2002 ; Duquette-Rury, 2014). En Inde, ces programmes existent aussi, notamment au Pendjab (Irudaya Rajan et Varghese 2012).

soutenus par les populations villageoises (y compris les émigrants par le biais de l'organisation de leur ville ou village d'origine). C'est souvent le résultat de la **convergence entre les processus sociaux qui se déroulent au sein des associations et une dynamique politique plus large**. Cette relation illustre l'influence des structures politiques à plusieurs niveaux sur la relation entre migration et développement.

Les associations qui représentent des **collectifs plus établis**, et qui ont donc eu **plus de temps pour se structurer**, seraient plus susceptibles de s'engager dans des activités de développement dans leur pays d'origine. Cela contredit l'idée que l'assimilation des migrants implique la déconnexion de leurs sociétés d'origine, une idée que Portes, Escobar et Walton (2006) ont déjà remise en question. Moctezuma souligne encore davantage que "les migrants, bien qu'ils s'adaptent et participent à de nouvelles circonstances sociales, sont également capables de maintenir des liens et des engagements orientés vers leur organisation et leurs communautés d'origine" (Moctezuma 2008 : 101).

Cependant, il peut y avoir des exceptions ou, du moins, des cas précoces dans lesquels l'implication des communautés d'origine a lieu dès le départ, dépassant ainsi la transition attendue des réseaux sociaux aux communautés subsidiaires et de ces dernières aux organisations de migrants transnationaux (Moctezuma, 2008 : 99).

S'inspirant des débats sur le développement et le transnationalisme, des analyses pointues se sont centrées sur **des dimensions micropolitiques** importantes. Au-delà de la notion simpliste des *Hometown Associations* comme organisations caritatives envoyant des fonds et dirigées par des migrants altruistes, plusieurs chercheurs ont souligné comment les configurations associatives et les dispositions distinctes en matière de leadership et de prise de décision affectent le travail et l'efficacité des organisations.

Comme Waldinger, Popkin, et Magana (2008 : 845) l'expliquent :

“Whether hometown associations can effect change in the communities from which immigrants come, and if so, of what type, depends largely on the **quality and content of these linkages** connecting the migrants to one another, as well as those that tie them to the friends, families and neighbours back home.”<sup>363</sup>

Il est intéressant de noter que les études qui examinent la « micropolitique des relations entre les migrants et leurs communautés d'origine » (Mazzucato et Kabki 2009 : 229) soulignent généralement **les rencontres tendues, souvent négatives, entre ceux qui sont partis et ceux qui sont restés**. En se concentrant sur l'expérience salvadorienne, Waldinger, Popkin et Magana (2008) et Waldinger (2015) affirment que les relations entre les membres migrants et non migrants des AVD sont **entachées de conflits**.

L'absence de relations de collaboration ou de partenariats formels avec des groupes de non-migrants, les **différences de priorités et d'attentes** en matière de projets, ainsi que la diversité des visions du monde et des motivations contribuent à des tensions qui s'accroissent en raison des complications découlant de leur travail à distance.

Certains émigrés démontrent une capacité à **une double loyauté envers le pays d'origine et le pays de destination**. L'intérêt pour le développement des pays d'origine n'empêche pas les migrants de participer activement à des intérêts du pays de destination (aussi Mercer et Page, 2010 ; Maggi et al., 2013).

---

<sup>363</sup> "La question de savoir si les associations de ville natale peuvent apporter des changements dans les communautés d'où proviennent les immigrants d'où viennent les immigrants, et si oui, de quel type, dépend largement de la qualité et du contenu de ces liens qui relient les migrants les uns aux autres, ainsi que de ceux qui les lient aux amis, aux familles et aux voisins restés au pays, familles et voisins restés au pays". Notre traduction.

### **Encadré 7 : Exemple d'un cas où engagement pour le développement villageois et politique s'entremêlent**

Un migrant en Belgique de 48 ans, fort engagé pour sa localité d'origine et au-delà, nous raconte :

« Je soutiens le président Macky Sall et j'ai salué la tournée économique du président, car cette tournée nous a permis de remobiliser les troupes, montrer notre engagement et notre volonté à accompagner le président dans son **projet politique de développement**. »<sup>364</sup>

Les discours affichés de soutien au président sont rares dans les associations au village, ainsi qu'au sein l'association de développement villageois. Prenons l'exemple d'un migrant de France « apolitique », mais avec « un projet pour le développement durable ». Cet homme, marqué par ce qu'il a vu en France, a proposé une taxe sur les commerces au marché il y a une dizaine d'années afin que le marché puisse être lavé et éclairé en soirée<sup>365</sup>. Le raisonnement était basé sur les gains collectifs que devait réaliser la petite contribution individuelle de chaque marchand : les commerçants allaient pouvoir travailler sans déchets et pouvoir vendre davantage de produits, parce que les habitants des villages voisins viendraient également s'approvisionner au marché. Cette action collective pour un service public lui a été inspirée de France.

Un migrant de Belgique l'a appuyé dans cette démarche très controversée au départ. Des pièces de théâtre de sensibilisation à cette question ont été montées en période de vacances à l'hivernage, lorsque les associations culturelles sont les plus actives grâce au retour d'un nombre important migrant temporaires, permanents, tant internes qu'internationaux. Finalement, le conseil communal de Mboumba a entendu ces débats publics insufflés par ces migrants fonctionnant comme parties prenantes et lobbies de la vision européenne. L'argumentaire du maire de Mboumba, quelques années après l'implémentation de cette nouvelle mesure, est positif, tout en étant mitigé sur la consommation à l'occidentale : « Oui, c'était une bonne idée qui nous vient de l'Europe, mais on a dû s'adapter à cause de tous ces plastiques qui nous viennent d'Europe aussi, que nous n'avions pas auparavant. [rires] »<sup>366</sup> Ainsi, on peut voir à travers cet exemple que **les considérations écologiques** ne proviennent pas seulement des migrants ayant passé du temps en Europe. En outre, dans ce cas précis, même si le migrant a dû se frayer un chemin pour son plaidoyer politique, il n'avait pas la volonté de prétendre à un mandat politique. Selon le migrant en Belgique et d'autres acteurs de développement, n'étant pas perçu comme un concurrent politique, il n'a pas été considéré comme une menace pour le pouvoir local. Par conséquent, les blocages par principe de politique politicienne n'ont pas eu lieu.

<sup>364</sup> Entretien n°12, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>365</sup> L'essentiel des ressources financières du conseil municipal se résume au budget. Les ressources issues de la Commune qui doivent l'alimenter sont, notamment : La taxe rurale, le droit de place, la taxe domaniale dit de bornage, la location des souks, taxes sur les véhicules hippomobiles, taxe sur la vente du bétail, ...

<sup>366</sup> Entretien, Mboumba, février 2020.

*(ii) Engagements par des pratiques culturelles et religieuses en Belgique (et au village) – retombées indirectes pour le capital social (et politique)*

Remarquons que l'individu migrant peut, en se démarquant par son travail dans l'association et/ou en se démarquant dans des investissements privés, faire en sorte d'avoir des retombées collectives qui lui sont attribuées personnellement. Idéalement pour l'émigré, les deux engagements individuels et collectifs se combinent. En réalité et en pratique, ces engagements s'entremêlent et, souvent, se renforcent mutuellement. Nous avons constaté cela à travers des pratiques de transferts matériels (tracteurs, voitures...).

En revanche, si les migrants en Belgique sont moins engagés ou dynamiques qu'en France dans les sections d'AVD, nous avons trouvé que les Haalupaaren en Belgique s'engagent souvent dans des **activités communautaires** organisées par des individus (marabouts ou politiciens sénégalais) ou organisations communautaires. Des **organisations régionales, nationales ou internationales** peuvent avoir des vocations de développement et dès lors des implications directes sur l'adaptation aux changements environnementaux au Sénégal ou particulièrement dans la région du Fouta-Toro. Dans cette optique, nous pouvons prendre le cas de l'association Nann-K créée par Baaba Maal, un chanteur originaire du Fouta-Toro internationalement reconnu. Les leaders de l'association régionale Nann-K, qui se veut même d'envergure nationale, viennent de Mantes-la-Jolie et sont originaires de Mboumba, l'ancienne capitale de la province du Lao dans le Fouta-Toro, qui a laissé un précieux héritage. Mboumba (département de Podor) renferme aujourd'hui des vestiges rares et des monuments importants classés à l'UNESCO au milieu d'un espace urbain en pleine mutation<sup>367</sup>.

Une autre association très populaire au regard du nombre important d'adhérents « *Fedde Djokkere endam* » [la solidarité ensemble] est un mécanisme de solidarité et de mutualisation pour les frais de **rapatriement des corps** (la morgue) ; les membres sont en train d'envisager également d'autres pistes d'actions orientées vers le développement de terroirs d'origine pour élargir les bénéfices de mutualisation. Grand Touré (réfugié politique de Fouta-Toro coté mauritanien) et d'autres membres ont déjà fait plusieurs propositions, comme instaurer une sécurité sociale pour la santé. L'association *Fedde Djokkere Endam* a acquis une propriété immobilière, une grande maison de plusieurs étages à Ixelles, où ils vont loger des locataires au prix du marché et des personnes de l'association qui seront logés à prix d'ami. Selon certains membres, la caisse disposerait de plus de 100.000 EUR pour les expatriations. Certaines voix critiques s'élèvent à l'encontre de la gestion arbitraire de ces fonds qui, selon ces membres détracteurs, seraient parfois utilisés pour des dépenses liées à « des fêtes secrètes » où une vingtaine de membres sélectionnés mangeraient du mouton entre personnes affinitaires [originaires du même village ou villages voisin, et appartenant aux groupes statutaires des nobles].

La pratique qui érige la **région d'origine en centralité morale** est, par excellence, le choix **du lieu d'enterrement**. En Afrique comme ailleurs, le véritable « chez soi » est celui où l'on veut se faire enterrer (Page, 2007). Le business des assurances de rapatriement des corps est le produit de cette géographie morale produite par les migrations. De même, la plupart des associations villageoises en migrations, à l'instar de l'exemple kabyle, ont pour objectif principal le **maintien d'une caisse commune pour le rapatriement des corps** (voir aussi Joly, 1987). La caisse pour le rapatriement des corps fait figure de « mère » des caisses de solidarité ; constituant un cadre moral, elle fonde un système de dons et de contredons à la base de la solidarité entre ses membres et avec le village. Les transferts collectifs de

<sup>367</sup> La ville abrite notamment le cimetière des Almamys qui se trouve au quartier Wossirdé (ne sont là que des nobles), la mosquée de Thierno Ibra Hamat qui est l'œuvre de son grand frère Abdou Aziz. L'édifice, qui date de plus de 300 ans, a résisté au temps et continue d'être très fréquenté.

développement peuvent se comprendre comme une dérivation de ce rôle premier. (Lacroix, 2020). Nos enquêtes révèlent en effet que les personnes actives dans ces associations destinées aux activités sur le territoire belge<sup>368</sup>, ont généralement des envies et aspirations d'actions transnationales orientées vers le développement de leur village d'origine.

**Que les activités soient culturelles ou religieuses** n'exclut pas qu'elles soient disqualifiées du domaine du « développement » (*bamtaare*), car elles peuvent conférer à leurs organisateurs un **certain pouvoir politique transnational**. D'où l'intérêt d'autres leaders d'associations villageoises de rentrer dans le 'conseil d'administration' de ces organisations de migrants. D'ailleurs, cela s'illustre aussi par l'intérêt du ministre-conseiller à l'ambassade du Sénégal en Belgique et le président de l'association ('faitière') Senebel, qui ont, de manière différente, des comptes à rendre au gouvernement sénégalais. Il arrive que lors de visites de politiciens sénégalais en Belgique, ces grandes associations soient mises au programme de la tournée, notamment en période de campagne électorale. Ainsi, ces membres actifs d'association peuvent créer des réseaux politiques avec, potentiellement, des effets dans leur communauté d'origine.

Certains ont clairement expliqué que c'est ce qu'ils espéraient : établir des contacts en Belgique avec des **personnalités politiques sénégalaises**, qui ont le pouvoir de débloquent des choses au pays d'origine. Comme raconte un membre d'une association : « C'est lorsque les ministres sont en visite à l'étranger qu'ils ont plus le temps d'écouter nos doléances [pour la communauté d'origine]. (...) »<sup>369</sup>

Un autre migrant, retourné au Sénégal, confirme : « J'ai même eu l'occasion plusieurs fois d'accueillir des ministres et même Macky [qui est ensuite devenu président du Sénégal] chez moi dans mon appartement. Il faut s'investir pour eux, c'est-à-dire faire un peu l'intermédiaire avec les associations qui sont ici [en Belgique] ». <sup>370</sup>

Ce migrant a joué un rôle dans certaines organisations de migrants sénégalais, de relais d'information pour les procédures d'inscription pour participer aux votes par correspondance (voir Lafleur & Calderón, 2011, dans d'autres pays). Les politiciens sénégalais, en passant par son ambassade en Belgique, s'intéressent dès lors à ces associations. En outre, ces organisations de migrants sont une source informelle d'informations sur la politique du pays d'origine (lire aussi Morales & Pilati, 2014).

Cette personne a été récompensée ensuite par un poste politique au niveau national, lorsque 'Macky' est devenu président de la République du Sénégal en 2012. Il va sans dire que les portes et réseaux qui se sont ouverts peuvent servir le village d'origine. Premièrement, en termes de ressources publiques.

Deuxièmement, en termes de partenariats.

Ce migrant, professionnel du secteur culturel, n'a jamais été 'politicien' avant cette nomination politique. En revanche, elle était non seulement connectée à plusieurs organisations majeures de migrants sénégalais, et aussi fort actif dans des activités orientées vers son village d'origine. Il se revendique d'appartenance noble, ayant son père qui a été chef de village d'appartenance de groupe statutaire *toorodo*, ainsi, avec ses postes politiques (dont la mairie de sa Commune natale) il estime qu'après que sa lignée ait perdu la chefferie du village, actuellement que « les choses se sont remises dans l'ordre naturel ».

---

<sup>368</sup> Plusieurs associations de migrants s'occupent de la promotion de langue et de la culture peule en Belgique, dont : l'ASBL Timtimul, Tabital Pulaaku International et Lekki Pinal Fulbe.

<sup>369</sup> Entretien n°24, Bruxelles, septembre 2019.

<sup>370</sup> Entretien n°2, Bruxelles, août 2018.

### **3.2.2 Pratiques d'engagements politiques en Belgique orientées sur le territoire belge – incidences au village d'origine**

Aucune personne interrogée ne s'est impliquée dans une organisation dédiée spécifiquement à l'environnement ou l'écologie en Belgique. En revanche, certaines se sont impliquées dans un parti politique (d'abord par le biais du bénévolat, d'un job d'été, etc.) et deux personnes ont un mandat politique (une femme de 54 ans pour le CdH ; et un homme de 65 ans pour écolo). L'homme a obtenu une place sur une liste pour être élu et est devenu échevin des affaires culturelles dans un quartier de la commune de Bruxelles. Cette position politique, ainsi que le fait d'être propriétaire d'un restaurant africain/sénégalais avec un espace pour des salles de conférence. Il s'agit d'un point de rencontre incontournable pour les leaders politiques sénégalais qui se réunissent pour des réunions de campagne, mais aussi pour mettre en relation des associations de migrants avec des ONG ou d'autres partenaires de développement potentiels.

Les actions de leadership des migrants spécifiquement liées aux questions environnementales sont très rares. Parmi notre échantillon, nous n'avons trouvé que quelques citoyens ayant la double nationalité belgo-sénégalaise qui se sont mobilisés de manière proactive autour des questions environnementales spécifiques dans leur communauté d'origine.

Le premier, un homme de 62 ans, vit en Belgique depuis plus de trente ans et est très instruit, avec un diplôme universitaire en sciences sociales. Il est propriétaire d'un restaurant renommé à Bruxelles et est devenu un politicien élu en Belgique lors des élections locales en 2017. Il affirme : "J'ai organisé un événement communautaire qui était axé sur la sensibilisation à l'environnement"<sup>371</sup>. Pourtant, c'était en collaboration avec une initiative citoyenne belge (une dame sans racines sénégalaises) et donc pas directement organisée dans le cadre de son association de ville natale. Néanmoins, il a réussi, à la suite de cet événement, à retenir quelques partenariats potentiels avec des projets d'électricité solaire dans son village. Cet homme était capable d'initier individuellement un tel événement grâce à sa position dans la société belge lui permettant de nouer facilement les contacts nécessaires. Par conséquent, un tel profil est plus enclin à montrer un comportement et des valeurs pro-environnementales et il est davantage capable via ses différents capitaux (sociaux, économiques et culturels) de mettre les idées en action (Bourdieu, 1980)<sup>372</sup>.

Remarquons que nos répondants engagés dans la politique partisane belge font partie de plusieurs associations d'immigrés. Elles n'ont que très peu de poids politique en Belgique. Selon nos répondants, ce n'est pas grâce à leur engagement associatif qu'ils sont 'rentrés en politique'. Ils distinguent formellement leurs deux pratiques d'engagements : les activités orientées vers le pays d'origine (qui peuvent avoir des implications politiques au Sénégal) et les activités politiques en Belgique, qui concernent 'les problèmes belges'. Cette distinction est animée par la crainte de susciter des soupçons de conflits d'intérêts. Cependant, en pratique, ces personnes ont ainsi pu renforcer leur statut social en Belgique. Ces différents capitaux accumulés dans leurs localités d'accueil bruxelloises amènent pourtant des attentes supplémentaires dans leurs villages d'origine. Ce statut de politicien en Belgique fait bel et bien écho au Sénégal. Finalement, le capital social accumulé par les réseaux de personnes rencontrées en Belgique semble en pratique quand même pouvoir être mis à profit pour des actions orientées vers le village d'origine. Bien que l'importance soit de bien 'changer de casquette' pour ne pas troubler les fonctions formelles en Belgique des actions bénévoles orientées vers le Sénégal.

Dans la plupart des autres pays européens, cependant, les recherches empiriques ont montré que les associations d'immigrés sont **politiquement marginales dans le pays d'installation**. Lorsque

<sup>371</sup> Entretien n°1, Bruxelles, septembre 2019 (Tableau 2).

<sup>372</sup> Remarquons aussi que l'ex-président d'une grande association de migrants sénégalais a lancé un projet d'écotourisme, notamment avec un gîte-ferme écologique dans son village natal dans le Fatick au centre du Sénégal.

l'organisation sociale des communautés d'immigrés autour de lignes ethniques n'est pas activement encouragée, ou lorsque l'établissement des immigrants n'est pas favorisé par des politiques d'intégration spécifiques, les organisations d'immigrés ont tendance à être périphériques dans la sphère politique. Cela semble être le cas en Belgique et en Italie, où les **activités culturelles orientées vers les immigrants** s'avèrent être la préoccupation centrale de ces associations (Caponio, 2005 ; Caponio et Testore, 2012)). Les organisations d'immigrés peuvent s'engager dans des actions politiques directes, mais facilitent également la sociabilité de leurs membres en organisant des activités civiques, religieuses fraternelles, philanthropiques, d'entraide ou de loisirs. Certaines fournissent des services spéciaux (comme le rapatriement de corps). Ces actions civiques n'ont généralement pas pour objectif direct d'influencer les institutions et les décisions politiques, et sont le plus souvent menées par des faibles moyens (Boccagni et Pilati, 2015).

En conclusion, les migrants en Belgique issus des classes sociales supérieures et les mieux intégrés dans la société belge sont davantage actifs dans le domaine que l'on qualifierait d'adaptation aux changements environnementaux. Parmi ceux-ci, rares sont ceux qui s'engagent plutôt en termes de passetemps/loisirs au lieu de réelles opportunités d'affaires. Nos résultats rejoignent les conclusions du projet de recherche MAFE-Sénégal (2009) : l'idée selon laquelle les migrants sont des agents de développement pour leur pays d'origine doit être nuancée.

### **3.2.3. Normes et valeurs environnementales : pas si marginales dans les priorités politiques par rapport aux autres valeurs sociales et économiques**

La plupart des migrants interrogés en Belgique sont **inquiets par rapport à la situation environnementale** dans leur communauté d'origine, et le cas échéant, de celle à Dakar.

Les principaux effets du changement climatique cités dans un récit de première ligne sont les vagues de chaleur non saisonnières et la variabilité des précipitations, notamment les "pluies provoquant des sécheresses récurrentes" dans les zones rurales de la moyenne vallée et les inondations dans les basses terres – les quartiers irréguliers en basfonds de Dakar. Les inondations causent également des dégâts dans la moyenne vallée, à cause de « pluies abondantes et torrentielles qui tombent en une fois au lieu de tomber de manière dispersée dans l'hivernage », comme l'explique un migrant qui a eu une partie de sa maison familiale qui s'est effondrée suite aux fortes pluies en 2019.

La grande majorité des participants explique que la situation en Belgique à l'air beaucoup plus « sous contrôle qu'au Sénégal ». Paradoxalement, ils s'étonnent du fait que les grandes manifestations pour le climat aient démarré dans les pays européens. Comme l'explique une femme arrivée en Belgique il y a environ 10 ans, infirmière, qui a participé à plusieurs manifestations suite à l'entraîn d'une amie d'origine belge :

« C'est une très bonne amie à moi – une Belge Blanche - qui m'a motivé de participer à deux marches pour le climat à Bruxelles. Tu sais, nous les Haalpulaaren c'est plutôt des activités directement dirigées vers le pays d'origine qui nous intéresse. Mais bon, je suis belge maintenant aussi, et en plus, si on manifeste ici, cela pourrait avoir des effets au Sénégal. Le climat c'est international, mais pourtant tu ne verras pas les gens du Fouta manifester pour ça ! »<sup>373</sup>

#### **Interviewer : Quels effets penses-tu que ces manifestations pour le climat pourraient avoir ?**

« Eh ben surtout que les politiciens ici et là-bas coopèrent pour empêcher les dégâts des changements climatiques. Ça peut conscientiser les politiciens sénégalais, mais aussi les populations qui doivent aussi se bouger un peu... »<sup>374</sup>

Si la plupart des migrants eux-mêmes ne participent pas forcément à ces manifestations pour le climat (pour des raisons évoquées d'agenda, manque de temps, d'oubli ...) ni encore moins activement comme membres dans ces mouvements, ils pensent que c'est utile à plusieurs titres. Une raison majeure évoquée plusieurs fois par différents interlocuteurs qui retient notre attention est celle de la fonction des manifestations pour augmenter le niveau de la sensibilisation des populations, mais aussi des politiques mises en place dans leur pays d'origine.

La plupart des migrants disent avoir acquis une **sensibilité aux questions environnementales** plus importantes depuis leur installation en Belgique. Ils trouvent cela étonnant, car ils ne travaillent pourtant plus dans les secteurs vulnérables aux changements environnementaux. Comme l'explique un homme depuis 17 ans en Belgique (58 ans) originaire de la région du Fouta-Toro :

« Je pense qu'on nous informe mieux en Belgique qu'au Sénégal, même si quand j'y suis retourné en visite l'année passée, j'ai constaté sur plusieurs chaînes de TV qu'ils parlaient de programmes de développement en parlant aussi de changement climatique »<sup>375</sup>.

<sup>373</sup> Entretien n° 15, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>374</sup> Entretien n° 15, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>375</sup> Entretien n°4, , Bruxelles, octobre 2019.



Un autre homme de 45 ans arrivé il y a seize ans en Belgique, originaire d'un village de pêcheur dans le Daande Maayo, département de Matam explique également :

« Parfois les gens pensent qu'on devient nous aussi des toubabs, lorsqu'on vit longtemps en Europe. L'environnement, certains disent que ce n'est pas une priorité et que c'est un problème de toubab. Mais beaucoup de villageois commencent à comprendre que c'est lié aussi à la santé, à la nourriture, etc... c'est pour cela qu'ils sont d'accord de mettre en place des projets environnementaux au village, comme la gestion de déchets ou replanter des arbres. Je prends souvent le thème de l'environnement dans mes émissions radio ou quand on m'invite pour faire une émission sur WhatsApp. Je veux les sensibiliser encore, mais aussi nos leaders politiques, c'est important ! »<sup>376</sup>

Qu'est-ce qu'un *toubab* ? Question complexe, car cette locution est très fréquente au Sénégal et au-delà, dans la sous-région (Doquet, 2005). Si en premier lieu toubab veut dire « le Blanc » en wolof, ce terme en est venu à constituer un « marqueur de distinction sociale » (Quashie, 2009), marqueur toutefois ambivalent qui charrie un imaginaire complexe.

En outre, si ces valeurs peuvent être acquises par ces migrants via les médias classiques, elles le sont aussi via les réseaux sociaux. De nombreux répondants ont affirmé partager des vidéos, et des documentaires liés à des questions environnementales. Certaines concernent directement la zone du Fouta-Toro, mais certainement pas toutes. Certains migrants saisissent les opportunités qu'offrent une vidéo abondamment partagée pour en discuter ou d'en débattre via les « réseaux sociaux », sur Facebook ou sur des groupes WhatsApp avec des membres de la communauté<sup>377</sup>.

---

<sup>376</sup> Entretien n°29, Bruxelles, septembre 2019.

<sup>377</sup> Résultats basés sur nos enquêtes de terrain en Belgique (entretiens et observations).

### 3.3. Synthèse des pratiques translocales par secteur

Le tableau ci-dessous synthétise les pratiques de transferts abordées par secteur en indiquant les types d'adaptation : directe ou indirecte ; volontaire ou involontaire ; planifiée/proactive (ex-ante) ou spontanée et réactive (ex-post)<sup>378</sup>. Les dimensions politiques de ces pratiques ne sont délibérément pas explicitées ici.

La section suivante clôture ce chapitre par une discussion (1) des implications politiques des pratiques translocales qui y sont étudiées, ainsi que (2) d'une remise en perspective émique, c'est-à-dire depuis la perception endogène des acteurs, de leurs conséquences en termes d'adaptation aux changements environnementaux. Dans le chapitre 7, nous réitérons le lien entre le type de profil socio-politique des migrants et les capacités de contribuer de manière proactive et/ou de façon plutôt réactive aux effets socio-environnementaux.

Secteur	Pratiques translocales – individuelles ou collectives	Adaptation (transformative) socio-environnementale
Environnement	Collectives : -Reforestation.  -Gestion des déchets ;	Adaptation directe, volontaire et planifiée/proactive : -Essais de reboisement (reverdurisassions) afin de contrer la dégradation des sols et la désertification ; Pas de transformation profonde dans le modèle (bois-énergie ; foyers améliorés ; cuisinières à gaz) : Pas d'inversion de la tendance à la diminution de la couverture forestière, à cause de difficultés à maintenir la croissance des arbres (sauf dans zones privées ou bien protégées). -La gestion de déchets est limitée par l'appel des migrants à des séances de nettoyages/'râteaux' communautaires ( <i>set-setal</i> ) ; programmes de gestion par la Commune avec partenaires de développement.
Accès à l'eau	Individuelles : - (réhabilitation) de puits ;  Collectives : -Forages ; Contrôle/pression sur le comité de gestion de l'eau (ASUFOR) ; Individuelle et/ou collective : - moyens pour systèmes d'irrigation (cf. agriculture ci-dessous)	Adaptation directe, volontaire et planifiée/proactive : Disponibilité de puits privés permet une augmentation de la résilience en cas de problèmes avec le forage communautaire et/ou réduction des coûts de factures de l'eau ; Eau potable et maraîchage (via Forages) ; utilisation de robinets pour jardins maraîchers privés domestiques ; Diversification de revenus ; Le maraîchage – jusqu' à 200 à 300 m <sup>3</sup> par ménage par mois (peuvent ramener bcp de revenus, même constituer la plus grande source de revenus : certains jardins consomment jusqu'à 100.000m <sup>3</sup> ou 200.000 m <sup>3</sup> par mois à Thiemping (capacité du forage : 50m <sup>3</sup> /h ;

<sup>378</sup> Ces notions sont explicitées dans le cadre théorique (Section 3).

		consommation moyenne : 130m <sup>3</sup> /mois par ménage ; 200 CFA/m <sup>3</sup> ).
Agriculture	Individuelles et/ou collectives : -Financement ou Accès au crédit de financement ; Moyens d'Irrigation: Groupes motopompes ; pression politique sur la SAED ; meilleures qualités de semences; -Machines agricoles (tracteurs, moissonneuses-batteuses, ...) ; actuellement souvent louées à la SAED. - Individuel et/ou collectif : Transferts financiers en période de soudure	Adaptation directe, volontaire et planifiée ; ainsi que réactive et spontanée ou involontaire : Très peu d'adaptation transformative qui fait passer les moyens de subsistance d'une situation peu diversifiée à une situation diversifiée (des riziculteurs aux agriculteurs pratiquant l'agroforesterie et des activités non agricoles). Le riz vendu dans les 'boutiques' villageoises est généralement du riz importé (asiatique ou sud-américain). Le riz produit par les villageois est pour l'autoconsommation familiale (du <i>pooye</i> ). Pratiques d'irrigation et jardins maraîchers de permaculture : Sols à forte humidité et mécanisation augmentent la productivité (arrosage et fertilisation) ; Adaptation proactive et/ou réactive et spontanée ou volontaire : Soutien financier supplémentaire en prévention et/ou en cas de crise alimentaire/humanitaire (resp. <i>ex-ante</i> et <i>ex-post</i> <sup>379</sup> );
Pêche	Individuelles et/ou collectives : Pression politique pour le système d'alerte des barrages ; pour l'application de la loi (taille des trous de filet) ; idées de piscicultures privatives et communautaires	Adaptation planifiée qui reste au stade des idées immatérielles ; Pas de transformation adaptative concrète ;
Elevage	Collectives : plaidoyers pour augmenter le nombre d'abreuvoirs et de forages pour les cheptels <sup>380</sup>	Adaptation planifiée ; cependant, les investissements dans l'élevage intensif semblent aussi avoir des effets négatifs sur l'environnement ; Les avis divergent sur les effets des cheptels d'ovins et de bovins sur la dégradation des sols et de la désertification (le point d'équilibre écologique);
Transport	Individuelles (plutôt) et collectives : Exportation de voitures et minibus ;	Adaptation indirecte et spontanée (souvent involontaire) : Création d'emplois via entreprise de transport ; meilleure mobilité ; participe au

<sup>379</sup> Les transferts financiers familiaux (*Family remittances*), notamment en période de soudure (2 ou 3 mois particulièrement difficiles en fin de saison sèche), n'ont pas de retombées collectives claires. Si ces transferts aident principalement la famille, elles sont aussi souvent un appui à des proches, 'clients', les fidèles/inconditionnels politiques ; Ce sont des transferts statutaires et clientélistes, relative à la réactivation de relations patrons-clients nouées en d'autres temps entre lignage d'appartenance statutaire différente. Les groupes supérieurs aident, en échange d'un soutien et d'une reconnaissance, des groupes de statut social et politique inférieur.

<sup>380</sup> Remarquons que les pratiques individuelles de soutien aux pratiques d'emboche bovine et des investissements dans l'élevage de luxe ne semblent pas avoir de retombées d'adaptation *collectives* ;

		désenclavement de la zone (surtout du Dande maayo)
Immobilier	Collectives : -participation au financement de logements (appartements/‘chambres’) pour étudiants à Dakar via l’AVD ou inter villageois ; - Participation aux transferts de fonds collectifs pour situation d’urgence et de catastrophe naturelle Individuelles : -Construction ou achat d’un bâtiment à Dakar	Adaptation planifiée et spontanée : Augmentation des possibilités d’études supérieures à Dakar (cf. enseignement) ; Logements pour personnes vulnérables aux impacts environnementaux (poussières, vagues de chaleurs, ...) et pour soins de santé à Dakar ; Soutiens de solidarité en cas de catastrophe naturelles ( <b>ex-post</b> ), p. ex. reconstruction après effondrement de la maison à cause des aléas environnementaux (vents, eaux de pluies et de barrages, ...) Pour qui ? Parents et proches, ‘clients’, les fidèles/inconditionnels politiques (e.a., étudiants et vulnérables)
Enseignement	Collectives : Participation financière à la construction des infrastructures scolaires (p. ex. Odobere- codéveloppement 70% partenaire des Yvelines en France et 30 % émigrés via AVD); Collectives et/ou individuelles : Envois matériels (fournitures scolaires à l’école et aux élèves);	Adaptation indirecte et planifiée ; souvent involontaire : Diversification des revenus des ménages ; Augmentation du capital social et culturel avec des retombées potentiellement collectives : diversification (potentielle) de l’économie au sein de la communauté villageoise ;
Santé	Collectives : Participation financière à la construction des infrastructures sanitaires ; Collectives et/ou individuelles : Envois matériels (fournitures sanitaires);	Adaptation indirecte et planifiée : possibilité d’offrir davantage de soins de santé dans la localité et/ou la région (maternité ; dispensaire,...)
Secteurs Non-agricoles	Individuelles : Investissements productifs générateurs de revenus (soutien entreprise familiale : couture, coiffure, quincaillerie, menuiserie, ...) Remarque : Relativement rares parmi les migrants en Belgique	Adaptation directe et spontanée ; souvent involontaire : Création d’emplois pour parents proches et ‘spill-over’ : effets économiques au-delà du ménage

**Tableau 12 – Pratiques translocales (individuelles et/ou collectives) des migrants qui ont des retombées d’adaptation collectives (au-delà du ménage).**

## 4. Discussion et conclusion

De manière générale, la plupart des migrants en Belgique de la communauté haalpulaar disent envoyer de l'argent et contribuer parfois par des dons matériels. La quasi-totalité des migrants envoie une partie de leurs revenus à leur famille restée au village, ne rompant pas avec leur milieu d'origine. Ce constat vaut également pour les individus ayant quitté leur village avec leur femme et enfant. Cet élément aurait pu laisser supposer un désir de coupure totale.

Les envois financiers et matériels associés au statut migratoire, sont ressentis comme obligés par la parenté, en compensation de « la fuite » et de l'attendue « réussite économique migratoire », que ce soit à Dakar ou à Bruxelles. Cependant, le poids des attentes sociales sur les épaules des migrants haalpulaar en Belgique ne se limite pas aux attentes familiales. Des attentes collectives sont aussi très importantes (aussi Lietaer et al., 2020).

Cependant, la majorité des transferts de fonds et de matériels n'est liée que de manière périphérique à l'adaptation aux changements socio-environnementaux. Les transferts économiques (financiers, matériels et investissements) d'initiatives individuelles et collectives des migrants sont limités en termes d'amélioration des capacités adaptatives collectives. En revanche, lorsqu'un partenariat est conclu, cela devient plus impactant.

L'adaptation et le développement peuvent être appliqués de concert. En effet, le développement peut-être une condition préalable pour envisager l'adaptation. La complémentarité d'activités de développement « axées sur le recul de la pauvreté, l'amélioration de la nutrition, de l'éducation, des infrastructures et de la santé » et des mesures d'adaptation au changement climatique sont souvent de mise (GIZ, 2011). Nous avons vu ce que font les migrants en Belgique en termes de transferts : ils envoient du matériel qui répond pour la plupart à des demandes de la part de proches villageois et néo-Dakarois. Si les pratiques translocales des migrants semblaient parfois faire également partie d'une stratégie d'adaptation à un changement socio-environnemental plus large, la satisfaction des besoins immédiats primait, comme c'est souvent le cas dans les pays en développement (Conway et Mustelin, 2014). En effet, les tendances actuelles et futures du changement environnemental et climatique et d'autres facteurs sont moins préoccupantes que les symptômes actuels du sous-développement et de la modernisation (par exemple, Fazey et al., 2011, Boissière et al., 2013, McCubbin et al., 2015).

### 4.1. Attentes importantes très difficiles à assouvir au niveau des pratiques individuelles de transferts

La relation entre la migration et le développement local donne lieu à des débats nourris dans la région du Fouta-Toro. Nous l'avons vu dans la première partie (chapitre 2) : les villageois des différents villages enquêtés ont encore de **nombreuses doléances**, dans quasiment tous les domaines, qui permettent d'améliorer leur vie au quotidien. Les demandes dans le domaine agricole sont prépondérantes et vont dans le sens du financement des moyens nécessaires pour créer des conditions agricoles qui permettent un meilleur rendement. Celles-ci vont des infrastructures agricoles (canaux d'irrigation, grillages pour clôturer et protéger les exploitations ...) à l'achat de matériels agricoles, des machines, en passant par les intrants agricoles (des semences, de l'engrais, etc.).

Toutefois, si c'est leur souhait de **mobiliser les migrants internationaux** à ces fins, la plupart des villageois estimaient que d'envisager, par exemple, l'installation d'une « **station-pompage** » et aménager un grand casier agricole irrigué ne serait pas très réaliste : ce ne sera probablement pas financable pour leurs émigrés. Il faudrait encore davantage 'réunir les forces' de la diaspora, dans un contexte d'individualisation accrue. C'est **vers les pouvoirs publics et la SAED** que tant les émigrés et les villageois se tourneraient pour réaliser ces investissements très conséquents – trop importants et risqués pour les émigrés. Les doléances d'investissements dans la pisciculture sont aussi fréquentes envers les émigrés et les ONG, afin de valoriser la proximité du fleuve, ses bras et les nombreuses mares dans la zone. Pour le bétail malade et maigre, c'est aussi l'État par des soutiens de campagnes de vaccination pour le bétail qui est plutôt visé que les émigrés<sup>381</sup>.

Les émigrés en Belgique doivent toutefois composer avec le fait d'un **imaginaire collectif** que la situation économique et sociale en Belgique devrait leur permettre d'aider les habitants du village d'origine, à divers niveaux. Les répondants des trois sites de recherches (au Fouta, à Dakar, et en Belgique) s'accordent aussi sur le fait que les émigrés vivant en Europe ont plus d'argent que les migrants de la sous-région africaine. Comme l'explique Amadou, un migrant de retour du Congo -Brazzaville qui y faisait du commerce :

« Donc nos capacités d'action ne sont pas pareilles. Par exemple, ceux qui sont en Afrique centrale ne peuvent pas envoyer à leurs familles plus de 50.000 CFA par mois. Celui-ci ne peut pas prétendre à investir d'autres domaines [comme l'agriculture]. Ceux qui sont en Europe peuvent construire des bâtiments, envoyer des sommes importantes à leurs familles et faire bien d'autres choses, contrairement à nous [migrants de la sous-région] »<sup>382</sup>.

**Les transferts d'argent, de biens et de matériels** des migrants sont susceptibles de contribuer à la modernisation des équipements et systèmes de production ainsi qu'à des gains de productivité dans ces secteurs. Cependant, dans notre échantillon de migrants en Belgique, si les migrants sont souvent désireux de s'engager dans ces activités agricoles, en pratique, une minorité ose réellement y investir (une partie de) son épargne. En effet, ils perçoivent ces secteurs comme « trop risqués » dans les conditions socio-environnementales actuelles et préfèrent investir dans d'autres secteurs, comme l'immobilier ou des activités commerciales. Les soutiens aux entreprises économiques et/ou activités de production moins vulnérables aux risques environnementaux, y compris climatiques, suscitent moins de craintes et sont plus répandus.

Nous avons toutefois repéré dans plusieurs de nos villages des incidences des transferts matériels (y compris financiers) et immatériels de migrants dans le développement du maraîchage et de l'embouche. En revanche, en Belgique nous n'avons **pas rencontré de migrants qui se sont appuyés sur le savoir-faire acquis** en travaillant dans des fermes agricoles pour développer de nouveaux modèles de production plus efficaces **et plus en articulation avec les exigences d'une agriculture à la fois modernisée et durable**. Ces cas semblent relativement rares, même s'il semble y avoir une tendance dans le chef de chercheurs et acteurs de développement à vouloir mettre en évidence ceux-ci (par ex. Dime et al., 2018 ; Maggi et Sarr, 2020). En effet, ces cas de migrants de retour créatifs, résilients et innovants illustreraient alors parfaitement l'idée de la « migration pour l'adaptation ».

En outre, les chercheurs qui s'intéressent aux effets des AVD sur le développement ont atténué les premières évaluations positives en soulignant leur relative nouveauté, leur manque de compétences techniques et leur manque d'expérience dans la création d'emplois et de richesses par le biais d'investissements (Delgado Wise et Rodríguez Ramirez 2001 ; Alarcón 2002 ; Basilia Valenzuela, 2004).

<sup>381</sup> Entretiens individuels et collectifs au Sénégal, terrains 1, 2 et 3.

<sup>382</sup> Entretien, Thially, février 2018.

Le chapitre 6 aborde les conditions des actions translocales des migrants et y discutera brièvement les **obstacles qu'éprouvent les émigrés relatifs à la création d'entreprises**, notamment le difficile passage du créneau de l'immobilier à la création de petites ou moyennes entreprises, agricoles ou non (voir section 3.2. du chapitre 6).

## 4.2. Face aux capacités individuelles limitées : la nécessité de trouver des partenariats

Finalement, la majorité de nos répondants sont **engagés pour leur village d'origine**, et participe parfois à des mobilisations dans leur quartier néodakarois.

Sur base de l'aperçu de ces différentes pratiques des migrants en Belgique, il semble que les pratiques translocales *perçues* comme les plus importantes et effectives en termes de contributions aux stratégies des moyens d'existence collectives soient les **investissements productifs** (agricoles et non agricoles) et de **trouver des partenariats**. Ceux-ci entraînent certaines **dynamiques politiques qui permettent des leviers importants** en termes de capacités d'adaptation des individus (migrants et non-migrants) et des groupes sociaux au sein du village. Les membres du village en général bénéficie ainsi d'une amélioration de la résilience sociale.

De nombreux migrants haalpulaaren en Belgique perçoivent leurs transferts familiaux et contributions collectives comme **relativement limitées** en termes d'impacts sur les conditions de vie au village. En triangulant les résultats avec les enquêtes dans les villages, il apparaît en effet que leurs capacités individuelles et même collective par la voie d'engagement dans diverses associations de migrants (dont l'associations de ressortissants villageois) sont limitées pour répondre aux importantes attentes sociales. Cependant, ces **différentes formes d'engagements**, même si elles ne semblent *prima facie* pas forcément politique au sens premier du terme, peuvent **changer les relations de pouvoirs** qui ont des effets, à plus ou moins long terme, sur la capacité d'adaptation collective au village d'origine.

En étant fort actif en termes d'initiatives individuelles, qui ont des retombées positivement notables qui dépassent le niveau du ménage, alors la population villageoise demandera au migrant de s'engager dans l'AVD pour augmenter les effets, ou alors 'viendra chercher/inviter le migrant réussi' à rentrer au village pour devenir leader politique de la communauté.

En étant fort actif dans l'AVD, un **certain pouvoir se dégage**, qui permet parfois de plus facilement de nouer des connexions politiques qui facilitent et motivent l'investissement au village (si le bon camp politique, la majorité, est choisi comme allié).

**En plus des investissements sociaux collectifs, les investissements** familiaux ou individuels peuvent être politiquement valorisants et apporter une **crédibilité politique**.

Les **transferts économiques, dotés d'un pouvoir symbolique**, pourront servir de levier pour mobiliser d'autres ressources publiques qui pourront améliorer l'adaptation communautaire dans le village d'origine. Le propos n'est pas de minimiser les transferts matériels des migrants en Belgique, mais de montrer que les implications politiques des transferts peuvent générer des retombées d'adaptation collective plus importantes pour la communauté villageoise que l'usage par les bénéficiaires des transferts considérés séparément en tant que tel.

Bien qu'ayant perdu des récoltes et/ou du bétail en raison de catastrophes ou de parasites animaux, de nombreuses personnes interrogées ont fait écho au discours gouvernemental affirmant l'importance d'investir dans l'agriculture. Cependant, l'agriculture est toujours perçue comme une activité très risquée et

couteuse. La SAED (Société d'aménagement et d'exploitation du Delta, créée en 1965), qui accompagne et fournit des services pour l'agriculture irriguée dans la vallée du fleuve Sénégal, a une réputation ambiguë - voire souvent mauvaise - tant auprès des migrants que des non-migrants.

Pour conclure la discussion des pratiques de transferts, dans **les villages avec peu d'émigrés, les 'partenaires' extérieurs (souvent des ONG) plutôt que les migrants internationaux font la différence** dans leurs conditions de vie au niveau des projets productifs et collectifs. Ainsi, sans minimiser le rôle des émigrés comme vecteurs de développement, dans certains villages, il est pertinent de relativiser leur rôle direct dans les stratégies d'adaptation. La dernière section conclusive qui suit discute précisément cette question : comment peut-on parler d'effets d'adaptation aux changements environnementaux dans le cadre des pratiques de transferts des émigrés que nous venons d'analyser dans ce chapitre 5 ?

### 4.3. Adaptation aux changements environnementaux ?

La question de la définition de l'adaptation aux changements environnementaux est-elle centrale pour les émigrés ? La réponse immédiate est négative. Les chercheurs qui ont travaillé sur l'apport de la diaspora pour le développement dans le village d'origine il y a une vingtaine d'années<sup>383</sup>, ne mentionnent d'ailleurs pas ce concept d'adaptation. Or, ils décrivent des projets (co-)financés par la diaspora qui pourraient aujourd'hui être labélisés d'adaptation. Par exemple Kane (2001) affirme que « la diaspora se substitue à l'Etat dans le secteur social », et il y inclut le financement d'un équipement de forage (moteur, pompe et transport), ainsi que la construction de l'abri du moteur du forage et la réfection du réseau de distribution d'eau.

En ce qui concerne le terme d'adaptation (utilisé dans ce travail), il est intéressant que les émigrés interrogés en Belgique ne qualifient pas explicitement leurs actions transnationales comme des actions d'adaptation ou des stratégies d'adaptations environnementales. Comme l'explique une femme engagée pour sa communauté d'origine (45 ans) :

« Oui, on en a, des idées qui sont liées aux conditions difficiles de l'environnement du Fouta – mais on n'appelle pas cela l'adaptation. Peut-être parfois qu'on dit des programmes de « développement » pour « évoluer »<sup>384</sup>.

D'ailleurs, remarquons que dans la langue pular, le terme d'adaptation n'existe pas tel quel. Certains vocables s'en rapprochent toutefois, comme *maylo*, ce qui signifie littéralement « changement » ou encore *Wourdoude es thiadélé taridé*, ce qui veut dire en traduction littérale « vivre avec les difficultés de l'environnement ». Ainsi, il a été difficilement traductible sur l'enquête de terrain. En revanche, dans le contexte de la discussion des conditions de vie et des facteurs impactant celles-ci, sont apparues des stratégies d'adaptation endogènes, renforcées ou transformées par les apports des migrants internationaux.

Ces pratiques translocales ont des retombées d'adaptation collective **généralement inconsciente et non intentionnelle ou involontaire**. La question se pose donc de savoir **si l'on peut parler de stratégies (d'adaptation)**. Devereux (2001) répond à la question en oscillant entre les stratégies **ex ante et ex post** qui ont été choisies ou mises en œuvre. Les secondes stratégies (ex post) se trouveraient, par exemple,

<sup>383</sup> Avant l'émergence de ce concept dans les politiques de développement et climatiques, notamment à travers les institutions onusiennes (van Gameren et al., 2014).

<sup>384</sup> Entretien n° 28, Bruxelles, septembre 2019.



dans des contextes de crise socio-environnementale et sont inconscientes, tandis que les premières (ex ante) pourraient être considérées comme intentionnelles.

Les changements environnementaux sont susceptibles d'éroder la résilience et les capacités d'adaptation, en modifiant non seulement **le nombre de migrants**, mais aussi **les caractéristiques des villages préexistants**. Les ajustements positifs sont produits par deux mécanismes. Premièrement, les migrants **peuvent contribuer à la reprise** (*recovery*) **après des chocs inévitables** (*ex-post adaptation/coping*). Deuxièmement, la migration peut **accroître les capacités d'adaptation**, définies comme les capacités des personnes et des sociétés à transformer leur structure, leur fonction ou leur organisation pour mieux gérer leur réaction aux aléas climatiques et autres changements négatifs (GIEC, 2012 : 72<sup>385</sup>). Notons qu'une augmentation de la capacité d'adaptation (individuelle, familiale ou communautaire) peut également influencer positivement les stratégies d'adaptation **ex post, à court terme**.

**L'adaptation peut donc être plus ou moins intentionnelle**, selon que l'action est dirigée directement vers un risque environnemental ou une opportunité spécifique ou qu'elle émerge en tant que réponse à d'autres pressions ou préoccupations non environnementales. Dans ce second cas, l'adaptation constitue un cobénéfice produit par une autre décision (cf. Romankiewicz et al. 2016). Par exemple, le reboisement, la mise en place d'espaces verts ou la diversification de cultures agricoles peuvent résulter de la prise en compte de diverses considérations en dehors des changements environnementaux, tout en étant favorables à l'adaptation.

**Dans la catégorie ex ante, on peut classer** l'apport des migrants aux renforcements de capacité par les projets collectifs au niveau des services sociaux de base (santé, éducation, eau), à la lumière de la stratégie de la diversification (ex ante) des revenus, notamment dans l'agriculture.

Au niveau des **pratiques individuelles**, nous avons abordé les 'investissements productifs' ayant des retombées collectives, dont on inclut aussi les investissements dans l'immobilier. **Nous avons vu, par exemple, comment ces investissements facilitent l'apport des migrants à l'éducation formelle et l'amélioration des compétences pour de nouvelles activités**, souvent non agricoles, réduisent les vulnérabilités sociales en augmentant les possibilités de diversification des revenus, qu'elles soient ou non liées à la migration. Leurs apports dépassent souvent les capacités et les revenus des gouvernements locaux (cf. aussi Van der Land & Hummel, 2013 ; Tacoli, 2011).

Des actions d'adaptations de diversification des revenus (adaptation spontanée) sont à première vue individuelles, mais elles ont souvent une visée et des effets collectifs.

**Au niveau de la catégorie ex post (aléas environnementaux)**, on peut y classer aussi tant des initiatives individuelles ou familiales que collectives ou communautaires. Lorsque les ménages dans les villages sont confrontés à des catastrophes naturelles, les émigrés ne se contentent généralement pas de s'occuper des besoins quotidiens des membres de la famille. Ils réagissent en cas d'urgence là où les besoins se font le plus ressentir, en fonction des appels à soutiens depuis le village (et/ou depuis un site néodakarois). Lors des inondations de cette saison des pluies de 2019, il y a eu plusieurs interventions collectives tant des membres de la diaspora que des habitants de Dakar - ceux qui ont été moins ou pas touchés eux-mêmes - pour reconstruire des ponts, des routes, des maisons, etc. Nous avons vu que cela a été le cas pour plusieurs années cette dernière décennie (sans que cela soit nouveau dans ces zones).

Certains migrants en Belgique qui ont participé à la mobilisation d'actions solidaires estiment que si les dons de soutiens sont à priori anonymes selon l'économie morale, ce n'est pas souvent le cas en pratique.

---

<sup>385</sup> En anglais, *adaptive capacities*, définit comme "the abilities of people and societies to transform structure, function, or organisation to manage better their response to weather hazards and other negative changes" (IPCC, 2012: 72).

Le fait de mobiliser activement sur les réseaux sociaux permet clairement une reconnaissance sociale. Ce prestige pourrait ensuite être utilisé à des fins politiques.

### Encadré 8 : Cas de fortes pluies affectant un village de pêcheurs quasiment exempt de migrants en Europe

« C'est la première fois que je vois des dégâts si grands. S'il pleut aujourd'hui encore ce sera vraiment la catastrophe ! ». La nuit du 26 au 27 août 2020, de fortes pluies se sont abattues dans le département de Podor, qui « ont causé l'effondrement de 7 maisons, alors que d'autres s'apprêtaient à tomber... », m'informait le chef de village démissionnaire par WhatsApp<sup>386</sup>.

Les dégâts physiques humains étaient limités : une personne a reçu un choc sur la jambe, mais devrait pouvoir guérir en une ou deux semaines, selon le chef de village. Les personnes qui résidaient dans ces maisons se sont réfugiés chez leurs parents ou voisins. Afin de pouvoir reconstruire ces habitations, le chef de village et ses proches pensent à établir une cellule de crise, qui se retrouverait en forme réduite de *batu wuro* (assemblée villageoise). Les pertes des récoltes sont aussi très importantes et seront abordées, mais le chef est désespéré et ne voit pas de solution face à cette situation :

« Même pour les pastèques, nous avons probablement perdu la moitié des récoltes. Car les plantes ont été emportées dans les torrents d'eaux des pluies diluviennes. Ou alors une partie a commencé à pourrir à cause du surplus d'eau stagnante. »

Les dernières rares ONG qui étaient actives au village ont fini leurs contrats avec les bénéficiaires. L'ONG espagnole M3n-3 avait déjà rallongé de deux ans et venait de terminer le contrat avec la commune de Méry. L'ONG, dans sa dernière action pour le village au mois de juin avait dans le cadre des impacts socioéconomiques du COVID-19 opéré une intervention humanitaire de petite envergure en fournissant des kits alimentaires à un certain nombre de familles dans les villages bénéficiaires de ses projets. À l'heure de l'écriture de ces lignes (septembre 2020), le village n'a pas d'autres organisations partenaires pour l'instant. Le chef voit principalement un canal d'aide potentiel via les « bonnes volontés » (c'est-à-dire les politiciens ou d'autres gens qui ont des moyens pour participer à des actions de solidarité – « on va tenter de voir... ») ;

**Le chef de village entretient certains contacts avec des personnalités politiques et de « bonnes âmes »** sur Dakar, qui ont leur fief politique dans la région du Fouta-Toro. Si le chef de village peine parfois à nourrir convenablement sa famille, il a tout de même investi une partie de ses maigres revenus dans un **portable moderne** (smartphone) pour pouvoir maintenir par les réseaux sociaux internet ses relations sociales et son réseau politique, au sens large. Le lendemain de cette catastrophe naturelle du 26-27 août 2020, causée par des vents et fortes pluies, il contacte un groupe Whatsapp « *qui est à Dakar* »<sup>387</sup>. Il veut dire par là que les membres de ce groupe font partie d'une association future qui aura son siège à Dakar<sup>388</sup>. Cette association est constituée de volontaires qui sont pour la plupart des indépendants de la

<sup>386</sup> Nous entretenons des communications fréquentes par WhatsApp à la suite de mon terrain de recherche, notamment dans son village où je logeais dans la maisonnée du chef de village. Un migrant retraité de retour de France (le seul du village) que j'ai interrogé sur place reprend le flambeau de la chefferie.

<sup>387</sup> L'émergence des Technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les villages du Fouta-Toro est un thème discuté dans le chapitre 6.

<sup>388</sup> L'association est en attente d'un récépissé délivré par le ministère de l'intérieur et aura de facto son adresse chez l'un des membres fondateurs.

classe moyenne néo-Dakaroise (« *commerçants, gérants de salon de coiffures, d'ateliers de couture...* »), ainsi que de certains enseignants du cycle secondaire. Même si dans son village des enfants sont touchés par les effondrements des maisons – « certains en sont traumatisés », selon le chef – les sollicitations de détresse et donc la concurrence ne manquent pas. Un problème est que les membres de cette association néodakaroise ne soient pas de gens originaires du village. Malgré ses « *relations cordiales* » par Facebook, on peut comprendre que d'autres demandes pourraient facilement prendre le dessus dans les priorités.

En ce qui concerne **les effets de l'adaptation**, ceux-ci peuvent se produire à **court terme**, au niveau de la variabilité ou des impacts climatiques actuels, ou à **moyen et long terme**. Ces effets temporels ne sont pas exclusifs, l'adaptation à court terme pouvant augmenter l'adaptation à long terme. La perspective ou la survenu d'effets à courte échéance peut inciter à une décision en faveur d'actions d'adaptation. Un horizon temporel plus lointain devrait être inclus dans la réflexion afin d'éviter d'augmenter la vulnérabilité future (cf. les risques de la « maladaptation »). La pratique de diversification des revenus en migrant vers Dakar et des investissements divers pourraient être identifiées comme de pratiques adaptation à double tranchant : elles réduisent les pressions *in situ* (au village) en les déplaçant vers un autre "système" écologiquement ou socioéconomiquement connecté, c'est-à-dire les communautés destination, notamment à Dakar ou en Belgique<sup>389</sup> (cf. Juhola et al. 2016 ; Magnan et al. 2016).

En effet, les interventions d'adaptation peuvent changer au fil du temps et ne sont pas toujours nécessairement positives<sup>390</sup>. Les stratégies d'adaptation à **court terme** qui atténuent les dommages peuvent être considérées comme adaptatives, mais dans de nombreux cas, elles semblent **inadaptées à long terme**. On a pu identifier dans les villages, par exemple, l'usage de pesticides et engrais chimiques qui dégradent les sols<sup>391</sup> ; la reconstruction rapide des maisons effondrées, avec des matériaux inadaptés aux conditions climatiques ; l'abandon de puits privés familiaux à la suite de la construction des forages et de l'installation de robinets dans les concessions de la plupart des villages<sup>392</sup>.

Le contenu et les formes des mesures d'adaptation diffèrent en nature. **Les interventions ou mesures techniques et technologiques** (dites « grises », voire « dures »), qui reposent sur de l'ingénierie et/ou des infrastructures lourdes, comme des infrastructures de gestion de l'eau (inondation, stockage, irrigation, etc.) sont plus souvent initiés par des acteurs publics ou par des ressources extérieures qu'impulsés par des émigrés. Bien que des initiatives de moins grandes portées peuvent être impulsés et/ou appuyés par un membre de la famille en migration (petite GMP, achats des intrants agricoles, de grillages, etc.). On constate que tant les villageois que les émigrés attendent des **réponses financières, institutionnelles et politiques**. Celles-ci ont été qualifiées d'**adaptations « douces »** puisqu'elles sont généralement facilement réversibles (Hallegatte, 2009).

<sup>389</sup> Pour notre recherche, pour les communautés d'origine il s'agit des 12 villages dans la région du Fouta-Toro, des banlieues de Dakar (Pikine, Guédiawaye) et de différents sites en Belgique.

<sup>390</sup> Voir le glossaire pour la définition.

<sup>391</sup> Il serait intéressant de vérifier par une analyse des sols les effets d'usages de pesticides en termes de dégradation des sols. Remarquons que les émigrés n'interviennent que très peu sur les choix des usages d'intrants agricoles, bien qu'ils soient souvent achetés grâce à leur soutien financier.

<sup>392</sup> Ces forages ont été installés après l'achèvement de la construction des barrages d'Adiama et de Manantali (1986-87). L'eau du fleuve n'étant plus potable, les forages devenaient vitaux. Cependant, petit à petit, les puits communs et privés ont été abandonnés. Nous avons rencontré cinq émigrés de retour temporaire et permanents de France (et 1 seul de Belgique), qui ont réhabilité ces puits, finalement considérés comme utiles pour les lessives, les animaux d'élevage, etc. (Entretiens et observations, notes de terrain 1, 2 et 3).

**Le choix des options d'action n'est pas libre** : les émigrés et les villageois sont dépendants de **liens structurels et de** contraintes structurelles (politiques, sociales, institutionnelles, économiques et écologiques) pour leurs actions collectives et leur accès aux ressources. Nous avons vu qu'il y a de **nombreuses interactions entre les acteurs publics** (actions initiées par des gouvernements à tous les niveaux avec ou sans partenaires extérieurs) et privés (institutions sociales translocales : familles, entreprises, associations)<sup>393</sup>. Ainsi, il faut **relativiser le rôle exclusif et direct des émigrés** en termes de contribution à la capacité d'adaptation collective. Les actions ne peuvent pas toutes être considérées comme stratégiques, c'est-à-dire fondées sur décisions conscientes ou intentionnelles (de Haan et Zoomers, 2005 :39). Par conséquent, la capacité des individus et des ménages à choisir et à sélectionner semble parfois surestimée dans la littérature, tandis que les contraintes structurelles qui limitent ces choix sont négligées (Prowse, 2010 :219).

Si certains projets collectifs sont directement associés à l'environnement ou au climat (reboisement, gestion des déchets, ...), la plupart des projets collectifs ou communautaires touchent aux besoins sociaux (poste ou dispensaire de santé, écoles, mosquées, cimetières, etc.). En outre, nombre des projets 'productifs', en particulier ceux qui ne sont pas axés sur l'agriculture, n'étaient pas non plus directement perçus comme étant liés à l'adaptation environnementale, mais plutôt à l'adaptation aux conditions socioéconomiques. Les projets 'productifs' associés à l'environnement, cherchaient généralement à transformer les pratiques agricoles et de gestion de l'eau. Bien qu'ils aient perdu des récoltes et/ou du bétail à la suite de catastrophes ou d'animaux nuisibles, de nombreux répondants ont fait écho au discours gouvernemental affirmant **l'importance d'investir dans l'agriculture**. Cependant, comme l'agriculture est toujours perçue comme une entreprise très risquée et coûteuse, la plupart ont préféré investir dans des **projets non agricoles**, en pensant par exemple à investir dans l'immobilier à Dakar et/ou dans leur village d'origine. Si cela peut servir à renforcer les possibilités de retour des migrants, cela sert aussi à **diversifier les revenus et à accroître les ressources de ceux qui restent**. Ainsi, l'on pourrait considérer que ces projets, qui bénéficient à davantage de personnes que le ménage ou la famille restreinte, ont des retombées positives sur les capacités d'adaptation collective ou communautaire.

**Les problèmes auxquels font face les villageois sont complexes** : le changement fait partie intégrante du système socioécologique villageois translocal. Le processus a commencé depuis plus de cinquante ans. Certains ont franchi une première étape de la transformation de leurs modèles mentaux, qui consiste à essayer de **comprendre ce qui sous-tend certains des défis** auxquels ils sont confrontés. Ce faisant, ils peuvent commencer à comprendre pourquoi ces défis sont tels qu'ils sont, et donc commencer à transformer leur façon de penser. Dans cette optique, les aléas environnementaux et les rencontres difficiles avec les acteurs de développement peuvent être redéfinies comme des événements dans des processus. Un problème tel que l'adaptation aux changements environnementaux dans l'agriculture familiale ou la pêche fluviale à petite échelle, pourrait être reconceptualisé comme un réseau de processus, reconnaissant que **les défis du changement climatique sont enchevêtrés avec de nombreux autres problèmes** tels que la pauvreté et la mondialisation. L'objectif est d'aller au-delà de la présentation de problèmes indépendants (mais liés) pour découvrir les relations socioécologiques qui sous-tendent le réseau de problèmes. Dans le cas de l'adaptation aux changements environnementaux, par exemple, cela nécessite une **meilleure compréhension des pratiques et des relations socioécologiques** qui perpétuent l'inégalité et l'utilisation non durable des ressources, ainsi que de celles qui permettent une action collective.

---

<sup>393</sup> Pour la plupart des grands projets communautaires qui incluent la diaspora, la part de participation financière des émigrés tourne autour de 20-30 % (notes de terrains 1, 2 et 3).

Sur la base de cette compréhension, de nouvelles approches de gouvernance peuvent être conçues. Ces approches viseraient à gérer les relations entre et parmi les personnes et le système naturel, au lieu de gérer séparément les personnes et les éléments de l'écosystème (Mancilla García et al., 2020).

Concluons ce chapitre sur le concept de transferts politiques. Notre analyse des diverses pratiques de transferts des migrants haalpulaar montre que ces pratiques impliquent des valeurs et de l'engagement, qui peuvent avoir des conséquences sur la résilience sociale et l'adaptation collective plus vastes que pour les groupes sociaux qu'elles visent au départ. Ces retombées résultent des différents capitaux économiques (e.g., capacités d'investir), sociaux et culturels (e.g., capacités de nouer des partenariats), et principalement du capital symbolique que ces pratiques confèrent, d'abord aux migrants, et ensuite aux groupes sociaux de leur communauté villageoise. Finalement, on observe l'importance des conséquences politiques pour les capacités et stratégies d'adaptation de leurs membres villageois. Ces effets politiques sont plus souvent implicites qu'explicites, plus souvent involontaires que volontaires. Ils sont présents dans le chef des migrants à divers degrés, selon l'habitus et les capitaux que possèdent les migrants dans leurs parcours respectifs. Le sixième chapitre suivant s'attache à analyser les conditions translocales dans lesquelles ces migrants évoluent avec leurs capacités.

# Chapitre 6.

## Dans quelles conditions translocales sont construits les capitaux des migrants en Belgique ?

### 1. Introduction

Quels sont les facteurs socio-politiques qui conditionnent les actions d'adaptation collective des émigrés haalpulaar en Belgique ? (**Q 3.b.**) Ce chapitre s'intéresse aux conditions dans lesquelles ces personnes naviguent. Il analyse les contraintes majeures qui expliquent les faibles capacités des émigrés à contribuer par des transferts politiques aux capacités d'adaptation collectives dans les communautés d'origine. Sur base des perceptions et discours des migrants interrogés en Belgique, les facteurs de blocage évoqués sont croisés avec nos données (observations, entretiens et littérature) sur les conditions dans le pays d'origine au Sénégal.

Dans le cadre théorique de cette thèse nous avons exposé que notre approche de résilience sociale translocale est aménagée par un cadre Bourdieusien (voir Partie introductive – notamment Section 3.5.). Cette partie contient de la littérature démontrant l'importance de prendre en compte les facteurs structurels qui conditionnent les pratiques des migrants. Sans réitérer une revue de la littérature à ce sujet, les stratégies des migrants et de leurs familles en matière de déplacement transfrontalier et de transfert de fonds sont inévitablement affectées par des contraintes structurelles, dont, par exemple, les politiques et les pratiques de l'État dans les pays d'origine et d'installation (Burawoy 1975 ; Castles 2011 ; Holifield 2004 ; Mahmud 2016 ; Oishi 2005 ; Rodriguez 2009 ; Zolberg 1999).

Un certain nombre de facteurs qui ressortent des enquêtes sont véritablement translocaux, et ne sont donc pas spécifiquement et uniquement liés à un seul territoire. Comme nous l'avons vu dans notre cadre théorique, il s'agit d'un **espace politique translocal et un champ social du développement** qui est également caractérisé par une translocalité. Ainsi, ces facteurs font référence au village d'origine, ainsi qu'à la situation d'accueil en Belgique (**Q3**). Nous discuterons aussi comment ce champ social translocal est récemment en train de se transformer davantage depuis l'usage de plus en plus fréquent et intense des réseaux sociaux internet (Chapitre 6, Section 3.6.). L'analyse des conditions des pays d'origine et de destination servira ensuite à faire une typologie des profils socio-politiques des migrants haalpulaaren en Belgique dans la Partie 3 de cette recherche (**Q4**).

### 2. Éléments méthodologiques

Les données traitées étant similaires que celles du chapitre précédent, nous renvoyons le lecteur aux sections suivantes :

- Partie Introductive. Section 4.
- Première Partie. Chapitre 4 section 2.
- Deuxième Partie. Chapitre 5 section 2.

### 3. Résultats

#### 3.1. Précarités et difficultés d'intégrations socioéconomiques en Belgique

Les sujets de notre étude, les émigrés haalpulaar, vivent dans **un pays démocratique, la Belgique**. Cette donnée assure *a priori* aux migrants un spectre large de droits civils et sociaux. En outre, par le biais de la naturalisation, les droits politiques sont accessibles à une partie non négligeable des membres des migrations les plus anciennes. De plus, l'opportunité de plus en plus fréquente pour les migrants de combiner des statuts et affiliations à la fois externes et internes grâce à la **double citoyenneté** (Bauböck, 2003 : 701) constitue le levier d'un potentiel engagement politique tant à l'égard de la société d'immigration que de celle d'origine. À cela s'ajoute le droit de vote depuis l'étranger garanti par le Sénégal à ses ressortissants expatriés.

**La combinaison d'un statut juridique relativement incertain** en Belgique, ainsi qu'une situation précaire sur le plan économique ne permet pas de déployer l'énergie nécessaire pour un engagement translocal. Si l'identification au pays/à la région d'origine est vive chez les primo-migrants haalpulaar en Belgique, elle ne se concrétise en activités transfrontalières que lorsque certaines conditions sont réunies. La plupart des répondants ont soulevé des problèmes qui empêchent leur intégration socio-économique en Belgique et qui leur permettrait de s'engager davantage pour leur communauté d'origine. Il s'agit principalement de problèmes d'accès au marché du travail ; des problèmes administratifs, notamment en termes de statuts et de titres de séjours, ainsi que de reconnaissance des diplômes ; et des problèmes de discrimination, notamment à l'embauche et sur le marché immobilier locatif. Ainsi, ceux qui se trouvent dans des situations « très compliquées »,<sup>394</sup> sont généralement en incapacité de s'engager activement dans des pratiques de transferts politiques.

Le nombre significatif de Sénégalais haalpulaar immigrés en Belgique ne date que depuis une trentaine d'années et s'est accrue seulement plus récemment, alors qu'en France cette présence s'est consolidée au cours de près d'un demi-siècle (Dia, 2015). Contrairement à l'hypothèse qui suggère que le développement des activités transnationales est une réponse à l'incertitude de l'insertion des immigrés dans leur nouveau pays (Portes, 1997), il apparaît plutôt que **trop de précarité s'avère paralysante**, notamment lorsqu'elle est associée à des maigres ressources personnelles et sociales des membres du groupe. C'est aussi la conclusion à laquelle parvient Dahinden dans son étude des réseaux sociaux individuels des Albanais en Suisse (Dahinden, 2005 : 13).

En revanche, lorsque des revenus suffisants sont disponibles, les engagements dans des pratiques translocales diverses deviennent possibles. Comme l'explique un migrant haalpulaar qui n'a pas terminé ses études secondaires au Sénégal et travaillant comme éboueur pour Bruxelles-propreté :

« Je suis issu d'une famille noble. Le travail que je fais ici en Belgique, c'est sûr que je ne le ferai pas au Sénégal ! Mais bon, je gagne quand-même bien avec ce boulot, c'est beaucoup mieux que la plupart des emplois – même universitaires - au Sénégal. Je n'ai pas le salaire d'un ministre sénégalais, mais je peux déjà aider des gens au village (...) »<sup>395</sup>.

En effet, malgré son métier auquel **un faible statut social est accordé en Belgique**, cette personne est capable non seulement d'envoyer environ 150 EUR par mois à sa famille restée au village, mais il a aussi le temps et les moyens financiers de contribuer à deux associations de ressortissants sénégalais. L'une est la

---

<sup>394</sup> Expression fréquemment utilisée par des répondants sénégalais haalpulaar en Belgique (observations, terrain en Belgique).

<sup>395</sup> Entretien, homme de 44 ans, Bruxelles, 2019.

section d'AVD orientée donc vers des activités de développement dans son village d'origine<sup>396</sup>, alors que l'autre est une organisation-assurance qui s'occupe de rapatriement au Sénégal de corps de membres de sa famille en cas de décès (*Fedde Jokkere Endam*)<sup>397</sup>. Cet émigré éboueur d'appartenance noble siège aussi dans le Conseil d'administration de cette association majeure de rapatriement de corps vers le pays d'origine. Il estime que c'est intéressant pour construire son réseau social. Il y rencontre des personnes plus ou moins engagées politiquement qui sont en **liens avec des politiciens au Sénégal**. Le fait qu'il pratique un métier associé à un statut social bas (éboueur) ne l'empêche pas de s'engager dans ces associations. Il songe d'ailleurs aussi à éventuellement faire le pas vers la politique partisane.

Ainsi, la position socio-professionnelle en Belgique apparaît moins comme une barrière que la précarité administrative (statut irrégulier) et financière. Plusieurs émigrés-répondants, dont l'un d'entre eux est au chômage depuis longtemps en Belgique, a pu recevoir des ministres en visite en Belgique. Ils ont ensuite été désignés comme responsable pour la campagne électorale en Belgique. Ils ont été récompensés ensuite par ce politicien, notamment par une proposition de poste politique. C'est ainsi qu'a fonctionné l'actuel président du Sénégal Macky Sall après sa victoire en mars 2012. S'il est un produit de la migration interne sénégalaise<sup>398</sup>, il s'est appuyé sur l'émigration internationale sous toutes ces facettes : par des appuis financiers d'hommes d'affaires et personnes très qualifiées aux USA, en France, ainsi que de la sous-région africaine. Il a aussi mobilisé des ouvriers, des employés et quelques cadres en Europe – surtout en France, mais aussi en Belgique (aussi Sano, 2020 ; Dia, 2015).

Dans le cas de répondants ouvertement engagés dans la politique, des visites présidentielles et ministérielles ont pu matérialiser ces **conditions et opportunités politiques**<sup>399</sup> (à Bruxelles). En outre, différentes organisations de migrants sénégalais<sup>400</sup> sont reconnues et soutenues par l'ambassade (et donc le gouvernement sénégalais) en Belgique. Cette dernière serait « récupérée » politiquement, selon certains migrants critiques. Ces conditions sont susceptibles d'expliquer la mobilisation politique de ces émigrés Sénégalais, qui ont acquis un **statut social, économique et politique consolidé**. Ces conditions sont indispensables pour la mobilisation politique des immigrés, qui canalise des ressources sociales du groupe accumulées dans le pays de résidence, et est orientée vers le pays d'origine (Østergaard-Nielsen, 2003<sup>401</sup>).

**L'émigration internationale ne garantit pas *ipso facto* le bénéfice d'une situation matérielle et sociale stable.** Elle peut produire des personnes qui se considèrent en situation d'échec. Les facteurs conduisant à l'échec par rapport aux attentes sociales des personnes restées au pays, peuvent être de toutes sortes. Certains répondants en situation irrégulière ont affirmé préférer rester en situation irrégulière, 'sans papiers', que de devoir affronter le poids de l'échec lors d'un retour (volontaire ou forcé) éventuel au pays. Ils expliquent toutefois qu'il est devenu **plus facile qu'il y a dix ou vingt ans d'expliquer les conséquences de leur situation administrative** en termes de non-participation active aux activités transnationales. Comme l'explique un répondant de 37 ans en attente d'une réponse de demande d'asile :

<sup>396</sup> Il cotise 10 Eur/mois de participation et de cotisation pour son AVD (cela varie en fonction des années et des projets à soutenir).

<sup>397</sup> La cotisation annuelle pour cette organisation de rapatriement de corps s'élève à 40 EUR/an pour une personne isolée et 60 EUR/an pour une famille. L'adhésion et la cotisation en tant que membre à chacune d'elle lui coûte environ lui coûte environ 15 EUR/mois.

<sup>398</sup> Ses parents sont du Fouta-Toro et il maîtrise la langue pulaar, mais il a grandi dans la région du Fatick, pour ensuite « faire la migration scolaire » à Dakar. Il a parfois été présenté comme « l'homme des 3F » : Fouta, Fatick et France. Pour Dia (2015 : 380), il incarne le « leadership multi-situé ». C'est un type de légitimité qui se construit et se renforce avec l'émigration, interne et/ou internationale. Il concerne toutes les échelles de gouvernance : locale, régionale et nationale.

<sup>399</sup> Faist (2001) parle de « enabling conditions » et Koopmans et Statham développe le concept de « political opportunity structure » (Koopmans et Statham, 2001).

<sup>400</sup> Par exemple, l'organisation de développement NANN-K et l'association faitière ABSSE-Senebel.

<sup>401</sup> Il s'agit ici en fait du concept de « *homeland directed transnationalism* » Østergaard-Nielsen (2003).



« Les gens au village comprennent heureusement de mieux en mieux que les pays européens sont devenus plus compliqués, et que ce n'est plus aussi facile comme à l'époque de nos parents ou grands-parents (...). C'est aussi grâce à internet : ils voient tout maintenant et on peut mieux leur montrer les réalités pour expliquer... »<sup>402</sup>.

Concernant les conditions liées au **statut légal précaire ou irrégulier**, la plupart des répondants (dont des personnes régularisées ou naturalisées) ont exprimé leurs **frustrations** que cette situation entraîne. Puisqu'ils ne pouvaient déjà pas répondre aux attentes familiales restées au pays, leur engagement communautaire – pour le village d'origine – était encore plus compromis. En revanche, certains 'sans papiers' étaient engagés pour leur propre cause de sans papier<sup>403</sup>. Leur motif est politique et personnel, en premier lieu, à savoir un engagement pour la reconnaissance en tant que citoyen belge et demande de régularisation sur le territoire belge. Dans cette situation, ils ne se **considèrent pas capables de cotiser** pour quelconque association, qu'il s'agisse d'association de rapatriement de corps du migrant au pays d'origine lors du décès ou d'association de solidarité (*djokkere endam*), ni pour quelconque projets de développement villageois collectifs. D'ailleurs, les statuts de l'association villageoise de développement (AVD) et de ses sections **exonèrent les membres de toutes cotisations** tant qu'ils ne sont pas majeurs ou quand ils ne se trouvent pas en situation juridique rendant capable d'être autonome financièrement (notamment par manque d'accessibilité à l'emploi formel)<sup>404</sup>.

Remarquons que ces perceptions de la **compréhension et l'acceptation accrue de l'échec migratoire**, concordent aussi relativement bien avec ce qui ressort des propos issus de nos entretiens et groupes de discussion dans les villages d'origine et à Dakar. Les répondants et participants se disaient généralement conscients des difficultés administratives vécues par les membres qui survivent en Europe sans titre de séjour. Toutefois, ils sont nombreux, et majoritairement les jeunes, à estimer que ces migrants en situation irrégulière ont tout de même une certaine « chance » de résider en Europe. Leur voyage contraste avec leur situation, considéré souvent sans perspectives pour construire leur vie. Comme les discours des migrants eux-mêmes, il ressort généralement qu'en prenant leur mal en patience, les choses s'arrangeront. C'est-à-dire que « les papiers arriveront », et que cela pourra « profiter à tout le monde, inch' allah », comme plusieurs répondants villageois l'ont exprimé. L'émigration internationale reconfigure les hiérarchies sociales par les ressources qu'elle génère, faisant ou confortant le statut envié de certains groupes familiaux, et ensuite, potentiellement de leur communauté villageoise.

---

<sup>402</sup> Entretien, homme de 37 ans, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>403</sup> Entretiens avec trois personnes membres de l'association « Voix des sans papiers », qui étaient logés dans un immeuble occupé de manière temporaire à Bruxelles (Forest), 2018.

<sup>404</sup> Résultats basés sur nos enquêtes en Belgique et au Sénégal.

### 3.2. Difficultés de trouver des ‘partenaires’ – le déficit des politiques de codéveloppement entre le Sénégal et la Belgique

La section précédente montre une corrélation entre l'**intégration au niveau socio-professionnel dans le pays d'installation** et la propension à s'engager dans le développement<sup>405</sup>. L'engagement nécessite cependant **un appui financier aux projets**. C'est aussi sur ce dernier point que les migrants interrogés trouvent que le bât blesse. En effet, nos répondants considèrent qu'il n'y a pas assez de communication, d'échange, de passerelles qui existent entre les autorités, les ONGs belges et les migrants qui veulent s'engager dans leur pays d'origine. La plupart disait que « l'accompagnement manque en Belgique », en affirmant qu'ils ne connaissaient aucune cellule ou organisme où ils pourraient « aller frapper à la porte »<sup>406</sup>. Par rapport à ce constat, une dizaine de répondants ont évoqué le fait qu'il manque de plateforme centralisée, où ils pourraient trouver les informations nécessaires concernant des partenaires de codéveloppement. Un tel dispositif leur permettrait, en effet, de concrétiser les idées des membres de la diaspora en Belgique.

La plupart des émigrés répondants pensent généralement qu'il y a tout de même potentiellement un certain éventail de ressources disponibles en Belgique - aussi en dehors des partenariats de codéveloppement. Ces diverses ressources (financières, techniques...) leur semblent compliquées à trouver sans connaître les rouages des institutions publiques. Les réseaux, le capital social, tant dans le pays d'origine que dans le pays de résidence, semble être un capital clé pour les migrants qui veulent entreprendre dans leur communauté d'origine, car il peut faciliter l'accès à d'autres types de capitaux. Cependant, certaines ressources clés, comme le capital financier, restent limitées et difficiles d'accès.

Comme l'explique un migrant (42 ans) qui a vécu un an en France avant de s'établir en Belgique et qui se dit être « un peu frustré » de son incapacité à déployer des actions collectives orientées vers le village via des subventions externes (via la formalisation de la section de son AVD) :

« En Belgique, on ne sait pas à quelle porte frapper, alors qu'en France les associations ont pas mal de subventions. S'ils savent où les chercher ils les trouveront, mais ici je ne sais pas, honnêtement... Je crois que la Belgique n'a pas bien compris que le développement de certains pays africains passe par leurs associations. C'est l'association qui reçoit l'argent qu'elle dirige directement vers le village, et vers la population qui en a besoin. Les projets de coopération en Belgique ne font pas ça, je crois. Quand ils aident avec des projets, l'argent est dilué... et sur place, cela sert aux coopérants et aux hommes politiques et les administrateurs, mais pas à nos familles... La Belgique devrait suivre la France sur le codéveloppement, si je peux vous recommander une chose »<sup>407</sup>.

**Pour nos villages, comme pour la majorité des villages de la moyenne-vallée du fleuve, le modèle de l'association villageoise<sup>408</sup>, ou de l'association de ressortissants**, est le plus répandu en région parisienne et dans les villes alentour. En raison des caractéristiques historiques de la diaspora sénégalaise de cette région, ces associations ne sont pas aussi développées en Belgique qu'en France. En France, leur

---

<sup>405</sup> Certains proposaient aussi que les nouveaux arrivants du Sénégal soient accompagnés dans leurs parcours d'intégration par des compatriotes Sénégalais qui résident en Belgique. Ainsi, ils se confieraient mieux qu'à des 'toubabs' Belges.

<sup>406</sup> Expressions souvent utilisées par nos répondants (notes de terrain en Belgique).

<sup>407</sup> Entretien n°43, Bruxelles, août 2018.

<sup>408</sup> Ce modèle n'est pas unique à la moyenne-vallée du fleuve, mais c'est la plus ancienne, suivie de Casamance, de Tambacounda et du Sine Saloum.

structuration et du nombre élevé de membres associatifs les ont plus permis à s'étendre. Grâce à leur action en faveur du développement et à leur mobilisation dans l'espace public français, elles ont contribué à l'émergence des politiques de codéveloppement et de développement solidaire en France. Cela s'est concrétisé par la mise en place de dispositifs de cofinancement étatiques pour la mise en œuvre de leurs projets, s'exerçant aussi dans le cadre de la **coopération décentralisée (Dia, 2015)**.

Il existe en France, depuis la fin des années 1980, des appuis techniques et financiers aux projets portés par les migrants (notamment par le GRDR), qui ont d'abord émergés au niveau étatique. Ces appuis se sont ensuite diffusés dans le cadre de la coopération décentralisée et parmi des entités privées telles que les fondations (Maggi et al., 2013). Le cadre institutionnel d'appui en Belgique, en revanche, ne semble pas encore perçu comme très favorable aux déploiements d'activités de codéveloppement par les associations villageoises en Belgique. Les membres interrogés d'associations de migrants en Belgique tentent en tous cas de rentrer dans une logique de codéveloppement, comportant la participation d'autres entités à la subvention et à l'appui de leurs actions<sup>409</sup>.

### **3.2.1. Absence de reconnaissance juridique des associations : un problème « ici et là-bas »**

**L'absence de reconnaissance juridique** freine certaines organisations en Belgique, mais également dans le pays d'origine. Cela pose problème pour trouver des partenaires, qu'ils soient privés (ONG, banques,...) ou publiques (agences et programmes de l'Etat...). Ceci a des répercussions sur l'accès au crédit et aux financements, ainsi que sur le renforcement des capacités techniques de ces groupements. Le **manque de formation** est également déploré à ce niveau, car les membres d'associations de migrants qui souhaiteraient mener ou soutenir des activités productives (le maraîchage par exemple) disent manquer de connaissances et de compétences pour développer des activités durables et adaptées aux conditions socio-environnementales. Elles pourraient ainsi renforcer leurs **capacités techniques** et y gagneraient une meilleure productivité. Comme l'affirme une femme engagée politiquement Belgique : « La coopération belge pourrait renforcer nos capacités techniques agricoles : il faut des machines agricoles et des formateurs pour bien former les gens à comment utiliser et réparer ces machines en cas de panne »<sup>410</sup>.

Le suivi et la maintenance de ces apports matériels extérieurs, qu'ils émanent de la diaspora ou des partenaires extérieurs, posent souvent un problème majeur, selon nos répondants en Belgique et au Sénégal.

L'un des manquements significatifs que révèlent nos enquêtes se situe sur le plan administratif. Nous avons remarqué qu'il n'existe **pas de spécification des associations de migrants par les autorités**. En effet, les lois belges et sénégalaises considèrent l'association comme une forme d'organisation légale, cependant l'organisation de migrants n'a pas d'existence légale à part entière, son existence n'est pas spécifiée (pareil en Italie, cf. Mbaye, 2017). Les critiques dans ce sens ont porté sur la nécessité de particulariser cette forme d'organisation, au vu de l'importance et de la particularité des migrants sur le plan économique, social, culturel, et surtout en lien avec leur comportement transnational. En outre, il n'existe à notre connaissance aucune convention, ni lois ou règlements bilatéraux en vigueur entre la Belgique et le Sénégal permettant de prendre en charge les problèmes que les migrants sont en train de vivre.

<sup>409</sup> Résultat basé sur nos enquêtes en Belgique. Remarquons que quelques personnes ont évoqué certaines méfiances subsistent à l'égard de l'administration et des ONG, sans toutefois préférer mener leurs actions de manière indépendante.

<sup>410</sup> Entretien n°16, femme 45 ans, mère de trois enfants, Bruxelles, septembre 2019.

**3.2.2. Manque de possibilités pour l'engagement par l'entrepreneuriat transnational ?**

Les associations de migrants et les migrants de retour porteurs de projet ne se sentent pas en mesure d'arrimer leurs investissements aux opportunités et priorités identifiées dans les documents politiques. La plupart des migrants ne communiquent que très peu avec les pouvoirs publics belges et sénégalais et leurs services déconcentrés qui fournissent des actions d'appui. Un **manque de confiance** envers les institutions sénégalaises, notamment à cause de la politisation de celles-ci, est souvent évoqué par les émigrés en Belgique.

**En Belgique, les aides à l'entrepreneuriat pour les émigrés** n'ont pas encore trouvé de place claire (ni au fédéral, ni dans les entités fédérées), alors que nombre d'actions translocales des migrants prennent cette forme. Plusieurs migrants auraient aimé bénéficier d'un soutien à l'entrepreneuriat transnational. Pour guider, financer et conseiller les entrepreneurs désireux de s'implanter à l'étranger, diverses aides à l'internationalisation existent aux niveaux régional, national et européen. Mais celles-ci ne sont pas spécifiquement conçues pour des membres de la diaspora, ni pour des projets d'entrepreneuriat social, ou des initiatives à vocation socio-environnementale. En outre, ce sont des soutiens aux sociétés et entreprises qui disposent d'un certain 'track record', c'est-à-dire un historique de performance commerciale dont la majorité des répondants ne disposaient pas.

Au niveau fédéral, par exemple, certains ont été refusés dans leur demande auprès de BIO-Invest car ils ne rentraient pas dans les critères d'éligibilité de leur *Business Development Support Fund*. Leur mandat ne les autorise pas à financer des startups (l'entreprise doit avoir un bilan solide ou des promoteurs expérimentés). Le montant **d'intervention minimal est de 1 million EUR pour des raisons d'efficacité** et d'efficience (mais généralement entre 3 à 5 millions EUR. La proportion capital propre/endettement doit être au moins 50-50. Voici une réaction d'un migrant déçu :

« Je pense pourtant que notre projet est innovateur pour le Sénégal, mais nous ignorons l'économie circulaire au Sénégal et nous n'avons pas encore pu montrer un bilan significatif. Nous n'avons pas les mêmes activités économiques en Belgique que celles que nous voulons développer au Sénégal (...). »<sup>411</sup>

Cette personne explique chercher en vain un financement pour un projet de récupération de matériels de voitures à Dakar. Outre le fait qu'il ne rentre pas dans les conditions financières, il pense que le vocabulaire qu'il a utilisé pour présenter son projet n'est pas approprié pour rentrer dans les critères de l'agence de financement belge BIO-Invest.

Au niveau des trois régions, certains projets d'entrepreneurs (belgo-)sénégalais pourraient être soutenus si ceux-ci rencontrent les critères d'éligibilité. Il s'agit d'activités purement du domaine commercial import/export. L'on pourrait d'ailleurs se poser des questions par rapport à l'absence de critères de développement durable et 'adaptés' au contexte socio-environnemental.

Les entreprises qui souhaitent internationaliser leurs activités, peuvent en fonction du lieu de leur siège social, s'adresser aux institutions régionales. A la région Bruxelloise, Brussels Invest & Export et « finance.brussels » ; A la région wallonne, la personne devrait aller frapper à la porte de l'AWEX (L'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers) et/ou Sofinex (la Société de financement de l'exportation et de l'internationalisation des entreprises wallonnes) ; A la région flamande : Flanders Investment & Trade (FIT) et l'Agentschap Innoveren en Ondernemen.

Pour expliquer les faibles investissements agricoles, plusieurs autres facteurs jouent un rôle. Premièrement, **le manque de confiance** est une expression récurrente dans les discours des migrants interrogés. S'ils

<sup>411</sup> Entretien, migrant avec des origines dans le Fouta-Toro, 44 ans, Anvers, septembre 2019

sont majoritaires à exprimer le désir de sortir des créneaux classiques de l'immobilier et du commerce, les émigrés demeurent inhibés par leur manque de confiance aux personnes à qui ils devront déléguer la gestion de leurs investissements ainsi qu'aux structures institutionnelles avec qui ils devront interagir (administration, collectivités locales). Ainsi, travailler à rétablir la confiance des migrants par rapport aux opportunités d'investissement et aux **dispositifs institutionnels** d'appui aux niveaux national et territorial est un élément incontournable pour renforcer leurs capacités managériales et leur esprit entrepreneurial afin de vaincre leur frilosité (aussi Dia, 2007 ; Dimé et al., 2018).

**Deuxièmement, l'accès au crédit formel est particulièrement difficile** pour les migrants, surtout s'ils ne sont pas en mesure de fournir des preuves bancaires. Si la construction de logements peut être autofinancée, et se réalise souvent par tranches, il n'en est pas de même pour la mise en place d'industries. Le financement complémentaire et le partenariat sont ainsi des obstacles importants à l'investissement des migrants dans le secteur des entreprises, sans compter qu'il s'agit aussi d'acquérir des compétences en matière de gestion. Remarquons que ce sont des constats d'experts de développement qui ne sont pas nouveaux (voir par exemple, Bruzzone, Fall, Tall et Gueye, 2006),

### ***3.2.3. Critiques des migrants par rapport aux politiques de la diaspora***

Les **investissements au Sénégal des migrants** sont surtout réalisés avec des **fonds propres** malgré les programmes gouvernementaux et les multitudes d'institutions mises en place pour appuyer les migrants. La diaspora montre, en général, des craintes par rapport à l'éventualité d'une **récupération politique de la part du gouvernement sénégalais**. Il est très rare de rencontrer un émigré Sénégalais ayant bénéficié de l'appui de l'Etat. Les seules rares personnes qui, selon les rapports étatiques ou des structures d'appui, ont bénéficié de l'appui gouvernemental, sont soupçonnées par les migrants rencontrés d'être une **clientèle politique ou d'avoir des liens parentaux** avec les responsables des structures d'appui. Certains migrants que nous avons rencontrés ont affirmé que leur dossier de demande de financement est toujours dans les tiroirs des institutions de financement. D'ailleurs certains d'entre eux accusent le personnel de ces institutions d'avoir transformé leur projet pour pouvoir financer un de leur parent proche.

Les migrants ainsi que la plupart des jeunes villageois interrogés affirment, et même déplorent dans certains cas, que les événements socioculturels et sportifs, comme ceux des « navétanes » en période d'hivernage, servent trop souvent de tribune politicienne, tant pour des politiciens « en place » et des migrants de retour qui ambitionnent un mandat politique.

La quasi-totalité estiment que ce n'est pas 'normal' que ce soit 'leur devoir' d'aller à la rencontre des coopérations et des financements pour la réalisation des projets de la commune. C'est le travail de l'Etat, des collectivités locales et donc du maire de la Commune.

Les émigrés sénégalais interviewés reprochent à l'Etat du Sénégal de ne pas prendre en charge sérieusement leurs problèmes. Un président d'une association de migrants souligne lors de nos enquêtes en Belgique que « les déclarations du gouvernement ne sont que de la politique : après les beaux discours et les beaux programmes, avec des chiffres impressionnants, tout est laissé à l'abandon, en l'absence de suivi »<sup>412</sup>.

Ainsi, les manquements de l'Etat auprès des migrants demeurent, et peuvent être caractérisés comme suit, à partir des témoignages récoltés auprès des migrants : de faibles dispositifs et mécanismes d'accompagnement des migrants ; une diaspora peu protégée et faiblement sécurisée ; un potentiel de la

---

<sup>412</sup> Entretien, Bruxelles, septembre 2019.

diaspora faiblement orienté vers les secteurs productifs de l'économie et, finalement, un manque de volonté politique de disposer d'une politique nationale de migration intégrée.

En outre, les règles concernant les options de mobilité internationale ne sont pas favorisées à ce que des migrants sénégalais, par exemple retraités, puissent rentrer au pays en maintenant leurs droits sociaux acquis en Belgique. Il n'existe **pas de convention bilatérale de sécurité sociale entre la Belgique et le Sénégal**, qui organise l'application des législations de sécurité sociale belge et sénégalaise.

De ce fait, lorsqu'un migrant d'origine sénégalaise quitte la Belgique pour le Sénégal ou lorsqu'il quitte le Sénégal pour la Belgique, il ne pourra pas maintenir ses prestations de sécurité sociale ou recevoir des prestations de sécurité sociale. Pourtant, plusieurs sénégalais arrivant bientôt à l'âge de la retraite, ont affirmé souhaiter résider dans leur village d'origine, mais en continuant à travailler dans l'agriculture (par exemple, dans des projets d'agroforesterie et de jardinage). Avec leurs droits de pension acquis en Belgique qui seraient maintenus, même lorsqu'ils résident au Sénégal, ils seraient alors en mesure de s'engager dans de tels projets de subsistance, plutôt que d'être obligés d'envoyer une partie de leurs revenus de retraite de Belgique au Sénégal et d'être contraints de devoir faire des allers-retours en avion entre la Belgique et le Sénégal pour faire 'office de présence'<sup>413</sup>.

Cependant, nous n'avons pas observé de différences, ni de pertinences notables en termes de valeurs politiques qui mobiliseraient la **notion de justice climatique ou justice environnementale**. Les jeunes et le vieux sont tous dans les projets concrets et n'ont généralement pas de raisonnement ni de plaidoyer en termes de justice climatique liée à la responsabilité historique des pays en voie de développement en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Par exemple, seulement deux répondants (2 femmes de 17 ans et 39 ans) ont dit participer aux marches pour le climat.

Pour leur part, Sinatti et Horst (2015) remettent en question le préjugé essentialiste et sédentaire qui suppose une relation naturelle entre les personnes et le lieu. Celui-ci part de l'hypothèse selon laquelle les migrants établissent des relations directes et exclusives entre un lieu d'origine et de destination. Ainsi, la migration conduirait en fin de compte et idéalement au retour - ce qu'elles appellent le biais de "mobilité binaire" (*binary mobility bias*) - qui minimise la profondeur et la complexité qui caractérisent les liens des migrants avec leur pays d'origine. Sinatti et Horst (2015) concluent que les hypothèses biaisées sur l'appartenance et l'identification peuvent générer des **attentes problématiques en matière d'engagement** des diasporas et limiter cet engagement à certains types d'activités.

S'appuyant sur les organisations "géo-ethniques" de la diaspora nigériane au Royaume-Uni, Lampert (2013) examine comment les transferts de fonds collectifs sont gérés par un **groupe d'élite de migrants** bien éduqués et par des intermédiaires institutionnels locaux dominés par l'élite dans les communautés d'origine. Lampert (2013) examine également comment ces transferts de fonds collectifs (*collective remittances*) se concentrent sur des projets qui tendent à **profiter principalement aux élites** au détriment de la "base". Ces interventions collectives, selon Lampert (2013), ne contribuent que très peu à transformer, par exemple, la division genrée existante du travail, mais tendent plutôt à perpétuer les rôles sexospécifiques. Il conclut que les **interventions collectives aggravent parfois les hiérarchies de pouvoir établies et les inégalités socio-économiques profondément enracinées dans les communautés d'origine**. Sa recherche met donc en évidence les dynamiques de pouvoir internes et les contestations au sein des réseaux sociaux (*social networks*). Malgré ces critiques, les *Hometown associations* d'origine continuent d'être perçues comme des partenaires de développement dans les pays d'origine.

<sup>413</sup> La Belgique a conclu une convention bilatérale de sécurité sociale avec plusieurs pays africains, dont la République démocratique du Congo et le Maroc, deux pays sélectionnés pour le projet MIGRADAPT. Voir :

<https://www.socialsecurity.be/CMS/fr/>, consulté le 12 juillet 2021.

**Les contraintes culturelles, socio-économiques et politiques** bloquent certaines possibilités d'action transnationale et en favorisent d'autres (Dahinden, 2010). **Les degrés de mobilité** ont un impact important sur les différentes manières d'être un migrant transnational : les migrants installés dans leur nouveau pays développent des formes d'espace transnational différentes de celles des migrants engagés dans une circulation transnationale continue (Dahinden, 2010). **Les pratiques transnationales** sont également liées aux **contraintes et aux opportunités des contextes**, des localités dans lesquelles ils se trouvent. Les conditions contextuelles qui influencent l'émergence d'espaces transnationaux spécifiques dépendent de **facteurs sociaux, politiques et juridiques**, et ce aux deux extrémités de la chaîne - dans le contexte de l'immigration comme de l'émigration (voir par exemple, Al-Ali, Black & Koser 2001 ; Adamson, 2002).

### 3.3. Le facteur de la taille du réseau migratoire et de l'historique des dynamiques migratoires des plus ou moins grands villages

Les réseaux de migrants haalpulaaren en Belgique sont encore relativement faibles. C'est d'autant plus le cas, *a fortiori*, pour ce qui concerne le réseau de migrants originaires du même village d'origine. Si des migrants issus de certains grands villages comptent au moins une dizaine de familles en Belgique ressortissantes, certains autres villages comptent moins de trois personnes. Ainsi, ce facteur de la taille du village et du nombre d'émigrés membres de la communauté en Belgique, jouent sur les facteurs discutés dans la section précédente : la formalisation et reconnaissance juridique des associations villageoises de développement qui devrait permettre de nouer des partenariats.

Les migrants originaires de **plus grands villages avec une tradition migratoire** et des pratiques transnationales collectives anciennes sont **davantage capables de contribuer à des projets collectifs**. Généralement, ces villages ont mis en place une stratégie **d'unification organisationnelle** de tous les sites du village. Ces villages organisent une liaison permanente entre les différentes branches de façons à mener les projets de concert, à en suivre le délai d'exécution, à les évaluer de manière conséquente. Toutefois, nos enquêtes en Belgique montrent que les initiatives de projets collectifs proviennent rarement des émigrés haalpulaar eux-mêmes, ni même indirectement via des partenariats de codéveloppement. Nos répondants participent plutôt financièrement à des initiatives lancées par les sections villageoises à Paris, à Dakar, ou ailleurs. Cela s'explique, on l'a vu, par le fait que les migrants en Belgique peinent à capter les atouts institutionnels des partenaires (notamment des fonds publics plus constants), comme c'est le cas de leurs semblables en France.

Cela semble encore plus difficile pour les émigrés originaires de petits villages qui n'ont quasiment pas eu de contacts avec des projets de développement. Sodeik (2000) montre aussi qu'en l'absence de « projets » dans une zone, le courtage n'a guère de possibilité d'y apparaître : il faut que soit amorcé un « effet boule de neige » : c'est seulement en fréquentant ces projets que l'on peut connaître peu à peu, même imparfaitement, leurs codes, leurs attentes, leurs contraintes, leurs modes d'action, leurs ressources.

Dans nos plus petits villages d'éleveurs (*fuulbe*) ou de pêcheurs (*cubalbê*), **l'organisation avec les émigrés est nettement moins développée et institutionnalisée**. Ces villages n'ont pas de *Kees Wuro* (caisse villageoise<sup>414</sup>) dans les pays de destination (certainement pas en Belgique, où ils ne sont que 3 originaires du village). La *Kees Wuro* au village n'a jamais été convertie en association de développement villageois (ADV). La raison est simple : les villages ne comptent pas assez de migrants internationaux. Le *batu wuro* (l'assemblée

<sup>414</sup> En langue pular, Kees signifie 'caisse' (traduction phonétique depuis le français) est Wuro, signifie 'village'. Donc Kees Wuro se traduit par 'Caisse villageoise'.

villageoise, qui se tient plusieurs fois par an) remplit cette fonction et n'a pas besoin de récépissé (enregistrement des statuts) auprès du ministère de l'intérieur pour être l'instance villageoise suprême qui chapeaute les autres institutions et organismes.

Les plus grands villages sont divisés naturellement en quartiers par groupes d'appartenance statutaire, qui, rappelons-le, ont leur propre assemblée<sup>415</sup>. *A contrario*, dans les villages ethniquement plus homogènes, il n'y a pas de regroupements statutaires qui s'occupent chacun d'un quartier spécifique. Cela semble rendre **la gestion politique au sein du village plus aisée**. En effet, une **concurrence entre les différents groupes statutaires et de quartiers** est manifeste et mène parfois à des différends résultants des blocages de projets. Dans certains cas, il s'agit d'anciens villages qui ont été intégrés administrativement et dans l'espace<sup>416</sup> dans un village chef-lieu devenu Commune. On observe entre ces institutions sociales une concurrence forte pour au mieux « trouver des partenaires » de manière privilégiée, et « capter les ressources extérieures », ou au pire, « ne pas se faire oublier » par la Commune et ses partenaires<sup>417</sup>.

Les chefs-lieux de Commune, ou la Commune est caractérisée par l'existence d'un mouvement associatif assez dense couvrant l'ensemble des domaines d'activités et mobilisant toutes la population active (voir chapitre 5.c. qui dresse le paysage des acteurs au village). Les villages qui ont le statut administratif de chef-lieu de Commune drainent plus facilement des ressources extérieures que les petits villages enquêtés. Si ce n'est pas l'association villageoise de développement, ce sont souvent des organisations de producteurs, qui bénéficient **d'appuis extérieurs** techniques et financiers provenant de quelques partenaires, souvent de la coopération décentralisée (française, par ex. le département Ardèche-Drôme ou Italienne, par ex. la Zarèse) comme le PRODAM, la SAED, ou des ONGs (Món-3, AIDEP,...) et l'Etat par le biais des différentes structures mises en place pour orienter les bailleurs et migrants internationaux dans leurs projets de développement<sup>418</sup>.

Nos résultats rejoignent l'étude de Mazzucato et Kabki (2009), qui a constaté une relation positive entre la taille des villes natales au Ghana et leur efficacité à mobiliser des fonds auprès des associations de villes natales à l'étranger, au Pays-Bas (Amsterdam). Cependant, notre analyse n'est pas rentrée dans une démarche d'évaluation d'efficacité.

Ainsi, les migrants expliquent que les **conditions matérielles qui sous-tendent leurs associations** rendent aussi compliqué des projets dans le pays d'origine sur une base régulière. L'adoption d'initiatives transfrontalières est rendue difficile sans la mise en place de certaines conditions, telles qu'une infrastructure minimale (un lieu pour se réunir et planifier les projets), des moyens économiques (des sources pour financer les projets) et des ressources humaines (la possibilité d'embaucher du personnel sous contrat ayant certaines compétences techniques). Cependant, les collectifs haalpulaaren déploient des stratégies alternatives en substituant, par exemple, à l'absence de lieu de réunion officiel des réunions d'association chez un des membres et en utilisant les dons collectifs pour tenter de pallier le manque de

<sup>415</sup> Cette assemblée est le *batu keerido*, deuxième catégorie d'institutions qui joue un rôle important dans la vie du village. Le *batu keerido* est une assemblée restreinte par contraste avec le *batu wuro* qui est une assemblée élargie à tous les hommes du village. Le *batu keerido* concerne les hinde, les groupes statutaires (observations de terrain ; aussi Dia, 2015).

<sup>416</sup> En effet, il y a aussi intégration dans l'espace avec l'élargissement des villages qui se retrouvent agglomérés dans un seul espace quasi-urbain, comme par exemple à Orefonde.

<sup>417</sup> Expressions fréquemment utilisées lors de nos enquêtes au Sénégal (terrains 1, 2 et 3).

<sup>418</sup> Ces institutions étatiques basées dans le département ou la région sont le Conseil d'Appui de Développement Local (CAPDL), devenu l'Agence de Développement Local en 2010 (ADL), l'Agence Régionale de Développement, et le Bureau Economique Local (BEL). Cette dernière structure a pour mission d'accueillir les jeunes demandeurs d'emploi ou porteurs de projets mais aussi les groupements de femmes. Elle intervient dans la formalisation, la formation, la fiscalité, le foncier et le financement.



financement externe. Ainsi, certains collectifs de migrants organisent des événements sportifs en Belgique pour financer des projets au Sénégal. Dans de nombreux projets d'associations de migrants sénégalais et maliens, la faiblesse de leurs structures formelles a été substituée par la vitalité de leurs liens et réseaux communautaires (Lacomba & Cloquell, 2014).

### 3.4. La cohésion sociale au village

La vitalité de la société civile dans les pays d'origine est aussi importante : sans un réseau associatif qui fait office de relais dans le pays d'origine, il est difficile pour les projets de réussir. Le réseau associatif étendu dans la moyenne vallée est parfois complété par des ONG internationales de développement – au risque de disparaître dans l'ombre de celles-ci. La synergie entre ces deux facteurs - partenariats au sein de la société civile de la destination et soutien de la société civile active dans le village ou la région du pays d'origine - peut assurer, dans une large mesure, le succès ou l'échec des projets philanthropiques et la constitution d'associations et d'organisations capables d'influencer le pays d'origine<sup>419</sup>.

Les émigrés qui ont démontré une volonté forte d'engagement communautaire sont le plus souvent issus de villages qui jouissent d'une cohésion sociale importante : il y règne un sentiment d'appartenance important. La cohésion sociale implique la construction de valeurs communes, les disparités de richesse ou de statut social sont moins importantes. Le capital social semble être tant la cause de la cohésion sociale et de la confiance (civique) que son effet (aussi Putnam, 2000)<sup>420</sup>.

Ces répondants ont, d'une manière générale, le sentiment d'être engagé dans une entreprise commune, de faire face à des défis communs et d'appartenir à la même communauté villageoise. La cohésion se produit à l'intersection des trois niveaux : la communauté, les institutions (sociales et administratives) et l'individu. En effet, le collectif d'individus engagés rend l'organisation villageoise dynamique (notamment par l'AVD et ses sections à travers le monde), et c'est le collectif d'organisations dynamiques qui crée une communauté plus ou moins capable de s'adapter aux changements socio-environnementaux. Au niveau des associations de migrants, la croyance des villageois et des émigrés en « l'intérêt villageois pour le développement », qui fonctionne comme boussole morale de leur communauté villageoise, fournit un terrain commun pour la confiance (aussi Dia, 2007 ; 2015). Pour que les émigrés puissent agir et en aient envie, ils ont besoin de communautés villageoises où ils ressentent des normes partagées. Cela est généralement le cas, malgré des différences entre groupes d'âge et de genre (aussi Dia, 2010 ; 2015).

Ainsi, la paix sociale entre les différents groupes au sein du village est cruciale. Les émigrés se démotivent lorsque la communauté villageoise est constamment entachée de conflits entre notamment les groupes d'appartenance sociale différents (les nobles, les « castés » et les groupes subalternes) et entre les autorités publiques (structures administratives modernes formelles et structures villageoises traditionnelles). Celles-ci ont non seulement des effets sur les choix et motivations d'engagement des émigrés, mais ont aussi souvent pour résultats de réduire leurs capacités d'actions.

Or, le maintien de la cohésion sociale est rendu difficile dans un contexte de politisation du développement, pour au moins deux raisons.

Premièrement, **différentes institutions sociales villageoises sont en concurrence** et en attentes des ressources amenées par les migrants : les familles/lignées regroupées en GIE familial, les associations de groupe statutaires (cérémonies), les ASC de jeunes (tournois de navétanes parrainés par des migrants qui peuvent utiliser cela comme tremplin politique), le GPF, etc... Ces institutions sociales se disputent les ressources extérieures apportées par les émigrés ou se les négocient, selon la cohésion sociale et la confiance dans le village.

Deuxièmement, **la communalisation des anciennes communautés** rurales semble avoir compliqué et tendu les relations socio-politiques entre différents groupes d'appartenance au sein des villages. Certains grands villages sont devenus chefs-lieux de Communes et les élections communales y ont rebattu les cartes

---

<sup>419</sup> Résultat basé sur nos enquêtes au Sénégal (terrains 1, 2, et 3) et en Belgique.

<sup>420</sup> Remarquons d'ailleurs que la définition du "capital social" de Putnam (2000) est axée sur la confiance, les normes et les réseaux qui profitent non seulement à l'individu, mais aussi à la société dans son ensemble.

politiques et des rapports de force entre les groupes d'appartenance statutaires. Des personnes de groupes subalternes ont été élues à la mairie et/ou conseiller communal, alors que les lignées nobles, dont celles qui se partagent la chefferie se sont vu réduire leur pouvoir administratif. La plupart des émigrés regrettent ces tensions, et estiment que la **démocratisation politique** des affaires publiques villageoises est utile pour le développement villageois. Paradoxalement, ils craignent souvent aussi l'intervention des pouvoirs publics modernes (au niveau de la mairie, ou du Département), souvent davantage que celle du chef de village traditionnel (en principe, c'est l'homme qui décide de tout dans la communauté). Quelques personnes ont aussi évoqué les risques du **manque d'expérience** que les autorités traditionnelles ou modernes peuvent avoir. D'autres études ont montré que cela pourrait, en effet, avoir des répercussions très négatives, notamment dans le cadre de l'introduction de programmes de (co-)développement (Dia, 2007 ; GRDR, 2014 ; Riccio et Grillo, 2004).

Remarquons que de nombreux projets externes des ONG, parfois en codéveloppement avec des émigrés ressortissants du village, sont mis en œuvre dans l'arène locale villageoise en contournant souvent les autorités publiques locales. En négligeant les domaines de leur compétence, les émigrés sont alors sources de tensions eux-mêmes pour les personnalités politiques et autorités villageoises. En effet, ils craignent de rester sur la touche et ont **peur de perdre leur légitimité** politique. Surtout puisqu'ils sont dans un contexte d'incapacité de fournir les services dont leurs administrés villageois ont besoin. Comme l'ont aussi démontré Faye et al. (2019), ils ne sont parfois même pas mis au courant concernant les programmes de réduction de la vulnérabilité. En général, soit ils se sentent impuissants ou sont considérés comme inutiles (voir aussi Faye et al., 2019).

Plusieurs localités souffrent des **conflits plus ou moins importants qui opposent les migrants et les élus locaux**. Dès lors, en termes de gouvernance locale des migrations, la mise à l'écart de la gestion des affaires de la cité des migrants internes ou internationaux par les élus locaux peut avoir des conséquences insoupçonnées (frustration, conflits, inertie, stratégie de contournement...).

A cet égard, il est remarquable qu'en réaction à cette situation, des migrants de retour s'impliquent, avec le soutien des associations de migrants internationaux, dans le combat politique en vue d'être élus localement ou de faire élire une personne de confiance afin de mieux contrôler leurs terroirs d'origine. **Les autorités locales ont pourtant bien compris le rôle capital des migrants** (internes et internationaux) dans la construction des territoires qu'elles dirigent. Seulement, elles n'intègrent pas pour autant la dimension migratoire dans les politiques locales de développement (GRDR, 2014 ; entretiens avec autorités centrales et locales).

Dans cet environnement politique complexe (décentralisation, communalisation, chefferie, ...), **les capitaux sociaux** sont cruciaux afin de pouvoir réaliser un projet collectif. Un migrant engagé en Belgique affirme ainsi :

« Au niveau du village, il vaut mieux suivre la majorité politique au risque de se retrouver bloqué. Malgré le discours du développement comme intérêt général pour le village, les projets deviennent vite très politisés. »<sup>421</sup>.

L'importance des réseaux sociaux est illustrée lorsqu'un migrant a raconté que le fait d'être de la même classe d'âge (*fedde*) et d'avoir été un ami du maire, a permis de débloquer les choses, même s'ils n'étaient pas de la même tendance politique. En pays haalpulaar, malgré des rapports sociaux très inégalitaires et hiérarchisés (castes), il a toujours existé des liens de solidarité entre les différents groupes, matérialisés sous forme de classe d'âge ou *fedde* (en langue pulaar) (Wade et Wade, 2018).

---

<sup>421</sup> Entretien, Bruxelles, août 2019.

### 3.5. Le genre et l'appartenance sociale dans la capacité d'action translocale

Parmi les principales caractéristiques sociales des migrants qui semblent jouer encore un rôle significatif dans leurs capacités d'action translocales on peut retenir au moins deux facteurs : le genre et l'appartenance sociale à un groupe statutaire particulier. Ceux-ci viennent donc se rajouter aux facteurs liés au niveau socio-économique (qui joue sur le capital économique et culturel) et les conditions villageoises (la taille et la cohésion sociale) qui impactent le potentiel de transferts politiques des émigrés. Cette section illustre succinctement d'abord le facteur du genre comme contrainte structurelles pour opérer des transferts politiques, et ensuite le facteur d'appartenance sociale.

#### **3.5.1. La société haalpulaar ne facilite pas l'engagement des femmes dans la sphère publique**

Selon les normes sociales sénégalaises, les femmes n'ont pas le pouvoir de diriger les hommes dans la sphère publique et elles sont plutôt assignées à des tâches ménagères plutôt qu'aux activités qui touchent à la sphère publique (Fall-Sokhna et Thiéblemont-Dollet, 2009). Toutefois, cela n'empêche pas que des femmes immigrées d'origine sénégalaise se regroupent en collectif ou association. Au sein des associations et des réseaux, les femmes jouent aussi leur part, mais généralement « sans être devant ». C'est-à-dire qu'elles ne se mettent pas en avant et ne rentrent pas dans un jeu de comparaison avec les hommes. Certaines femmes ont fait entendre qu'elles n'étaient pas seulement « les femmes de... », c'est-à-dire des femmes d'immigrés (venues avec leur époux ou pour le rejoindre).

Depuis plusieurs années, les femmes sont de plus en plus nombreuses dans le milieu de la migration internationale. **Elles émigrent en leur propre nom, et à partir du moment où elles contribuent au même titre que les hommes** aux charges de leur famille restée au pays. Une mutation dans les rapports au sein de la famille et de la parenté s'opère. En effet, ces femmes n'entrent plus dans la catégorie des « dépendants » ; elles ont « leur mot à dire » dans les décisions majeures concernant la famille ou le groupe familial (aussi Sokhna-Fall, 2009). Cependant, au niveau de la sphère publique, et dans le champ translocal du développement ou de l'intérêt villageois, elles restent généralement « derrière les hommes »<sup>422</sup>.

Nos observations et entretiens révèlent qu'il est rare de voir une **femme prendre les rênes d'une (section d') association villageoise, tant au Sénégal qu'en Belgique**. S'il existe des collectifs spécifiques aux femmes (par exemple, la pratique des tontines), ce n'est pas évident pour une femme de diriger une association villageoise de développement. Toutefois, les femmes semblent pouvoir davantage endosser ce rôle sans idée d'ambition politique partisane derrière la tête. Révélateur à ce sujet, c'est que les femmes sont généralement moins à la recherche d'une reconnaissance sociale à des fins politiques, notamment partisans, statutaires ou communautaires.

Au-delà de l'orgueil personnel ou encore de la fierté des parents d'avoir des dignes enfants de pays, les questions de lignage et d'appartenance statutaire apparaissent peu, voire très peu importantes pour la plupart des femmes interrogées :

« Mes parents me disaient que ma famille paternelle fournit les chefs de village, mais moi je m'en fiche complètement. Au moins, on n'a pas de blocages de nos initiatives à cause de mon

---

<sup>422</sup> L'expression « être devant » ou « être derrière » est fréquemment utilisée pour signifier qui dirige, sachant que la personne qui « est devant » est celle qui dirige. (Observations, notes de terrain en Belgique).

appartenance sociale, mais par contre, le fait que je sois une femme est souvent un peu compliquée »<sup>423</sup>.

Cette « leader » bénévole d'une petite AVD de 20 membres préfère aussi éviter de devoir passer par la case mairie. Cela pour éviter les intermédiaires et éviter de s'éloigner de l'objectif qui se trouve dans le village d'origine et non pas dans un des autres villages appartenant à la même circonscription communale. Cela rappelle l'importance de la taille du village et l'importance de son statut administratif (cf. section précédente).

Bien que les femmes soient socialisées dans le champ de développement villageois, leur habitus et leurs faibles dotations en capitaux valorisées dans le sous-espace politique permettent difficilement de s'y positionner en leader. Le sous-espace ou sous-champ politique dans le champ translocal de développement villageois intéressent davantage les hommes de classes traditionnelles supérieures (les nobles).

### ***3.5.2. L'appartenance aux groupes statutaires traditionnels : un facteur parfois encore insidieusement discriminatoire***

Si plusieurs émigrés interrogés ont été bloqués dans leurs pratiques de transferts à cause d'une dynamique de concurrence politique, il semble que ces dynamiques de blocages soient souvent liées à l'appartenance sociale de l'émigré<sup>424</sup>.

La migration internationale entraîne des **perturbations dans les structures sociales villageoises**, et, par ricochet, dans les structures internes des AVD. En outre, elle déclenche aussi des transformations importantes qui **modifient la dynamique du pouvoir interne** et le potentiel de développement communautaire de ces organisations. Que ce soit dans le cadre familial ou au-delà, **les transferts divers** créent des **circuits de ressources** qui atteignent de manière différenciée les ménages restés au village, en fonction de l'implication individuelle et familiale dans le processus de migration. Dans cette mesure, les diverses remises affectent les modèles de stratification sociale, ainsi que **les critères** qui sous-tendent l'attribution du prestige, l'étiquetage des groupes et les distinctions de classe. Les discours et les récits collectifs tendent à affirmer des principes et des valeurs qui contribuent à clarifier les distinctions de statut, malgré l'effet de l'émigration sur l'atténuation des hiérarchies de classe établies de longue date (Bocagni et Decimo, 2013 ; Dia, 2015).

Des familles de subalternes (anciens captifs, esclaves, appelés *maccubé* ou *gallonkobe*) ont pu devenir des familles respectées et prestigieuses grâce aux actions translocales de ses émigrés<sup>425</sup>.

Prenons le cas illustratif d'un émigré d'appartenance *maccubé* (62 ans), qui a été longtemps 'sans papiers' en Belgique. Actuellement, il travaille à mi-temps contractuel comme gardien dans une école avec un public aisé de Bruxelles. Il tente de créer des opportunités de participations à des financements pour des projets sociaux dans son village où réside encore sa femme et ses 4 filles. En outre, il a pu envoyer du **matériel scolaire et des ordinateurs de seconde main** avec le soutien de certains collègues. Ces envois par container n'ont cependant jamais pu arriver au village. Ils sont « bloqués à la douane de Dakar ou perdus », lui a dit le maire du village<sup>426</sup>. Selon lui, le maire du chef-lieu de Commune le considère comme

---

<sup>423</sup> Entretien n°15, femme de 42 ans, 4 enfants, Bruxelles, 2019.

<sup>424</sup> Résultat basé sur nos enquêtes en Belgique et au Sénégal.

<sup>425</sup> Résultat basé sur nos enquêtes de terrain au Sénégal (terrains 1, 2 et 3).

<sup>426</sup> Entretien n°52, Bruxelles, août 2018.

concurrent politique, et il a voulu éviter qu'un *maccudo* (ancien captif, esclave) puisse s'enorgueillir d'être reconnu comme « homme de développement ». Si ces transferts aboutissent, il serait une personne légitime pour devenir leader politique. Dans un village qui connaît justement un renversement de la majorité démographique par ce groupe statutaire subalterne, il augmente encore ses chances d'être appelés par les villageois (de son appartenance statutaire) à se présenter aux élections. Dans le cadre des élections démocratiques où le vote ethnique ou statutaire est une réalité, il présente ainsi des atouts non négligeables.

En outre, comme d'autres émigrés d'appartenance noble, ce migrant d'appartenance sociale subalterne (*maccubé*) est parvenu à acquérir un certain **capital symbolique** par son engagement dans l'association de ressortissants de village, ainsi que dans d'autres associations *haalpulaaren* avec des objets sociaux variés (culturels). Les pratiques démonstratives de son engagement sont reconnues dans le village d'origine et au-delà : il est presque toujours présent aux diverses réunions et il poste des photos de lui sur les réseaux sociaux internet. Ces pratiques illustrent bien son réseau social sur le cliché tout en serrant la main aux personnalités politiques et notables en visite sur place. Il peut s'agir d'un grand marabout lors d'une cérémonie religieuse ou d'une personnalité politique en visite lors d'un grand rendez-vous des *Haalpulaaren* en Belgique. Il semble bientôt pouvoir convertir son capital symbolique en capital économique pour sa famille restée au village et celui-ci en celui-là. Ce capital symbolique pourrait ensuite être mobilisé pour des **ambitions politiques dans le terroir d'origine**. Cet émigré est conscient de cela, ayant connaissance de nombreux migrants internationaux de retour – principalement de France - devenus mandataires politiques dans le pays d'origine.

Remarquons que la situation de blocage semble moins marquée pour des émigrés d'appartenance subalterne originaires de village sans pareilles tensions politiques et ethniques. C'est devenu le cas, par exemple, à Thiemping, comme l'explique un ressortissant de ce village :

« A Thiemping, il y a jusque dans les années 1990 on pouvait faire la différence entre les *maccubés* et les autres. Pourtant, maintenant le président de l'association de développement est un *maccudo*. Le secrétaire-général de l'ADV en France est *maccudo*. Un forgeron (*bailo*) y est le trésorier »<sup>427</sup>.

Là où les relations sont conflictuelles, les émigrés (in casu, de groupes subalternes) tentent de contourner la chefferie ou la mairie. Pour gérer leurs projets et les contrôler, ils envoient parfois l'un d'eux au village. Ces émigrés sont alors en contact avec des associations villageoises (par exemple de leur groupe statutaire) et se sont alliés à celles qui sont issues du mouvement des ASC (Associations sportives et culturelles), renforçant ainsi l'effervescence associative des zones rurales<sup>428</sup>.

Plusieurs migrants préfèrent, à la limite, collaborer avec **les agences de développement locales** qui sont considérées comme politiquement plus neutres que les collectivités locales<sup>429</sup> (en raison des tensions entre classes ethniques et groupes statutaires) et semblent être des "partenaires de consensus" adéquats pour la mise en œuvre d'initiatives de codéveloppement.

Les classes aux bas de l'échelle statutaire sont forcément les plus vulnérables pendant les crises. Les *maccubés* vivaient grâce à l'agriculture pratiquée sur les terres en location et sur celle du Diéri. Avec la sécheresse des années 1970-80, leur seul espoir de survie était de sortir de la région à la recherche de travail. Beaucoup d'entre elles, ont tiré de l'émigration des revenus conséquents leur permettant d'acquérir

<sup>427</sup> Entretien, chargé de coopération au département de Kanel, février 2020.

<sup>428</sup> Cela rejoint aussi les observations de Lavigne-Delville (2000).

<sup>429</sup> L'exécutif des Communes (les gouvernements locaux) n'aurait pas la capacité technique et l'autorité administrative nécessaires pour garantir que les initiatives de la diaspora atteignent leurs objectifs.

des emplois, des services et des biens qui leur étaient refusés auparavant dans la société (Leservoisière, 2017a).

Comme l'ont illustré nos répondants par plusieurs exemples révélateurs, il s'agit fondamentalement **d'ouvrir la voie du respect par les actes**. Une personne d'un groupe statutaire inférieur en bas de la hiérarchie sociale des groupes statutaires d'un de nos villages-clés explique :

« Les paroles viennent après les actes. Tu ne peux pas vouloir qu'on t'écoute, alors que tu n'as rien fait pour personne. C'est bien et très important de s'occuper de tes parents au village, mais c'est encore mieux de pouvoir aider aussi d'autres personnes qui sont dans le besoin. Il y a différentes manières de les aider, bien sûr !<sup>430</sup> »

Il affirme aussi qu'en tant que *maccudo* et quasi-analphabète, il doit d'autant plus réaliser des choses concrètes pour qu'on l'écoute dans les débats de développement villageois. Une personne issue d'un statut social supérieur aura d'entrée de jeu plus facile à prendre la parole pour se faire écouter. En revanche, explique un répondant issu d'un groupe statutaire noble de second rang (*djavambé*, conseillers) :

« S'il n'a jamais rien fait pour sa famille ou son village, on ne lui accordera pas la même place, ni même une fonction particulière dans les organisations liées au développement villageois »<sup>431</sup>.

Ce propos rappelle que le « capital symbolique » est un « crédit de notoriété », « une espèce d'avance que le groupe et lui seul peut accorder à ceux qui lui donnent le plus de garanties matérielles et symboliques » (Bourdieu, 1972 : 238). C'est donc sur une base relationnelle que le « capital symbolique » se trouve défini.

Si dans certains de nos villages étudiés « le problème des castes » est encore un enjeu politique important, il est plus insidieux et sournois dans le milieu social sénégalais en Belgique<sup>432</sup>. On retrouve dans une certaine mesure, parmi les migrants haalpulaaren, une **reproduction des clivages** politiques, sociaux et communautaires de leur pays d'origine (aussi Muller-Funk, 2017 en Egypte)<sup>433</sup>. Celle-ci peut toutefois être nettement moins prononcée qu'au village d'origine. Plusieurs témoignages ont affirmé cela en soulignant le fait qu'en Belgique, rien que le fait d'être de la même région d'origine est déjà un facteur de rapprochement social important. Remarquons que les cérémonies et fêtes à l'honneur de groupes statutaires particuliers existent, mais ceux-ci tolèrent souvent d'autres communautés ethniques.

En revanche, il persiste certaines distinctions statutaires en milieu migratoire, en particulier dans le domaine matrimonial où les mariages entre nobles (*rimbe*) et serviles (*maccube*) demeurent rares. Le rappel des réalités hiérarchiques traditionnelles peut cependant prendre des formes moins conflictuelles lorsqu'il se traduit, par exemple, par la création **d'associations (*fedde*) statutaires** (aussi Leservoisière, 2017a). C'est précisément au regard des situations inégalitaires vécues au pays que la réalité statutaire prend toute son importance chez les migrants. C'est aussi en lien avec ceux restés au village qu'ils mesurent et donnent sens à leur réussite.

Les quelques études disponibles sur les migrations de descendants d'esclaves s'accordent à considérer que la mobilité spatiale est souvent synonyme d'émancipation, en raison principalement de la distance physique prise avec les anciens maîtres. Cependant, elles relèvent en même temps combien les situations

<sup>430</sup> Entretien n°24, Bruxelles, octobre 2019.

<sup>431</sup> Entretien n°47, Bruxelles, novembre 2020.

<sup>432</sup> Pour rappel, dans la société haalpulaar, à l'instar de nombreuses autres sociétés en Afrique de l'Ouest, les hiérarchies formelles traditionnelles sont réparties en trois grands ordres (nobles, *rimBe* ; groupes professionnels, *neenyBe* ; et esclaves, *maccuBe*), eux-mêmes subdivisés en catégories.

<sup>433</sup> Dans le contexte égyptien, Muller-Funk (2017) révèle aussi que les émigrés activistes politiques transnationaux égyptiens reproduisent dans une certaine mesure les clivages politiques, sociaux et communautaires de leur pays d'origine.

peuvent être contrastées (lire Leservoisier, 2017a). Parfois, ces rapports de dépendance trouvent à se réactualiser sur le lieu même de la migration (aussi Pelckmans, 2011).

### 3.6. Les réseaux sociaux internet : une nouvelle donne dans les stratégies d'adaptation collectives

#### **3.6.1. Les instances classiques de délibérations des choses publiques au village<sup>434</sup>**

A partir des années 2000, jusque dans le Fouta contemporain, deux éléments connexes expliquent la délocalisation de l'économie et, partant, l'externalisation de pans entiers de la vie politique et sociale : (1) la recherche de la fortune, de l'abondance (le *njilaw ngalu*<sup>435</sup>) et (2) le développement (*bamtaare*) (Dia, 2015 : 336). La quête de la fortune ou de l'abondance se désagrège en deux composantes : la fortune de la concession (*ngalu galle*) et la **fortune du village** (*ngalu wuro*). Ce second aspect est reformulé dans une **optique de développement** : le *bamtaare*. L'Etat central sénégalais, en concédant des parcelles d'autorité aux entités périphériques, a mobilisé la diaspora ainsi autour de ce concept, traduit par *bamtaare* en pulaar. L'idée de développement gagne définitivement l'imaginaire local avec l'action des migrants accompagnés par des institutions étrangères autour de cet horizon (Dia, 2015 : 336).

Le développement qui se superpose à la quête du monétaire délocalise les enjeux, même si le site originel est le lieu de matérialisation des projets conçus dans le cadre de cette nouvelle configuration. Ce qui se joue avec la centralité de la migration internationale et la diffusion de la problématique du développement villageois. C'est non seulement **la capacité du local à se connecter au national et au global**, mais surtout d'en tirer le meilleur parti. Cela explique pourquoi les institutions classiques villageoises, et principalement l'assemblée villageoise (le *batu wuro*) a été poussé à se réformer, notamment dans les procédures de délibération et de décision. Cela s'est produit en combinaison avec d'autres facteurs, dont principalement : la démocratisation scolaire et ses effets sur la mobilité sociale ; l'irruption du politique national dans sa version démocratique au sein du village qui contribue à une diversification des figures de l'autorité ; les nouvelles technologies de télécommunications ou plus précisément l'arrivée du téléphone portable dans les années 2000 (Dia, 2015 : 336-344).

Ces mutations institutionnelles et la manière de délibérer semblent actuellement fortement impactées par les nouvelles technologies, en particulier des téléphones portables connectés à internet (voir la photo ci-dessous).

<sup>434</sup> Lire : Dia, H. (2015) ; Bierschenk, & Olivier de Sardan (1998) ; Raillant et al. (2013).

<sup>435</sup> En pulaar, *Njilaw* signifie : recherche ; *ngalu* : fortune, abondance.





**Photo 13 – Maison en banco traditionnel d’une concession familiale sans membres en Europe, qui capte la T.V. satellite et qui ont le réseau 4 G (source : auteur).**

### ***3.6.2....Remplacées graduellement par les réseaux sociaux sur internet (WhatsApp, Facebook) ?***

Comme beaucoup d’autres villages de la vallée, nos villages voient l’émergence de réseaux de téléphonie mobile au Sénégal dans les années 2000 (Sargent, Latera et Larchanche-Kim, 2005 : 131-145). Alors que la société nationale de téléphonie n’avait pas réussi à couvrir tout le pays, le téléphone portable se substitue à elle dans les zones les plus reculées, notamment du fait des migrants. En effet, ces derniers sont nombreux à envoyer des téléphones portables au village, à leurs familles, mais aussi à leurs amis. Ils en ramènent aussi lors de leurs vacances en guise de cadeaux et certains en font même commerce. En quelques années, la situation est transformée (Dia, 2015).

Au village, la possession d’un **téléphone portable a valeur de signal** : elle indique à la fois une certaine solvabilité et une compétence scolaire. Grâce aux abonnements qui permettent des communications illimitées à certaines heures, les membres du village, qu’ils soient en Europe ou au Sénégal, peuvent être en contact permanent. Ainsi, les villageois et les émigrés échangent-ils abondamment à propos de la vie du village et de l’association des ressortissants. En conséquence, au fil des ans, le portable se substitue progressivement à tous les supports traditionnels de communication entre le village, et les sections de l’AVD à travers le monde. Indépendamment de l’évolution des relations sociales entre les émigrés et les communautés d’origine, les TIC ont permis aux expatriés de s’impliquer davantage dans la vie politique et de revendiquer une place dans les **récentes transitions politiques** (aussi Tandian, 2017).

**Les réseaux sociaux** ont émergé réellement il y a environ 5 ans dans le Fouta-Toro, avec le déploiement de la 4 G dans la zone, quasiment en même temps que l’électrification dans plusieurs de nos villages d’enquête. Les médias présents sont les mêmes que ceux utilisés en Belgique, principalement Facebook, Twitter, WhatsApp, Wechat, et Tiktok. Notons tout de même que ces deux dernières applications chinoises (Tiktok et Wechat) ne sont quasiment pas utilisés dans nos villages. WhatsApp est le médium le plus largement utilisé par les personnes vivant dans le village et ceux originaires de celui-ci vivant dans d’autres localités<sup>436</sup>.

---

<sup>436</sup> Même pour les localités en dehors de la zone périurbaine de Dakar et de la Belgique, WhatsApp est probablement aussi l’application la plus utilisée pour communiquer avec les ressortissants du village. Avec ses 2 milliards d’utilisateurs, le réseau social racheté par Facebook en 2014 est désormais la première messagerie du monde.

**Les deux grandes caractéristiques de WhatsApp** ont deux points en commun avec le courrier électronique : la création de groupes et la possibilité de transférer des messages.

Concernant la **création de groupes**, ils étaient à l'origine limités à 100 personnes, plafond qui a par la suite été relevé à 256. Cette taille permet de préserver un sentiment d'exclusivité<sup>437</sup>. Ces groupes semblent être plus importants et même dominant comme mode d'organisation sociale dans le cadre de l'organisation sociale des villages multi-situés du Fouta-Toro. Si la décennie précédente en Europe aura été dominée par Facebook (qui fonctionne comme « réseau social » autocentré associé à un fil d'actualité) (Read, 2019), cela n'aura (quasiment) pas été le cas dans le cadre des villages du Fouta sénégalais. Cela tient au fait que la plupart de ceux-ci n'ont que récemment en 2015-16 été connectés au réseau internet 4 G et ont utilisé plus massivement les smartphones.

Nous pouvons toutefois observer des **transferts relativement fréquents de messages d'un groupe à un autre**. Certaines personnes engagées politiquement, qui jouent sur plusieurs tableaux, utilisent souvent ce puissant outil d'information<sup>438</sup>. En plus de groupes associatifs classiques existants au village (ASC, ADV, groupes des groupes statutaire *batu bindé*, etc.), d'autres nouveaux groupes se créent pour toutes sortes de raisons : pour organiser une ou plusieurs manifestations sportives, fêtes religieuses ou cérémonies particulières, des actions de solidarités particulières, partages d'un centre d'intérêt, etc. Ensuite, ces groupes acquièrent une existence autonome, ce qui donne lieu à une certaine anarchie, un certain désordre social. Nous développons ces changements sociaux qui ont des implications sur les capacités et stratégie adaptation communautaires dans les paragraphes suivants.

Au début, ses nouveaux usages ont généralement été plutôt réconfortants : des groupes d'entraides se sont constitués pour soutenir les plus vulnérables, notamment lors d'impacts climatiques comme des inondations et des sécheresses en période de soudure ; familles et amis, membres du village, passent par la messagerie privée pour maintenir le contact, partager leurs angoisses en temps réel. La plupart des villages ont plusieurs groupes WhatsApp qui émanent des diverses institutions sociales villageoises, ainsi que de nouveaux groupes affinitaires. Certains se complètent, selon les uns, ou se concurrencent, selon d'autres, dans le cadre du développement villageois. Elles portent généralement le nom de « Dental Baamtaaré<sup>439</sup> » avec une division de la semaine en thématique. Par exemple, à Orefonde, au programme des discussions du groupe de l'association villageoise de développement : le lundi : politique nationale ; mardi : actualité ; mercredi : développement ; jeudi : vie de famille ; vendredi : religion ; samedi : vie des émigrés ; dimanche : sujet à choisir – et il arrive fréquemment qu'il traite de l'environnement ou d'investissements.

Cependant, WhatsApp est aussi devenu un **vecteur d'exclusion** (et parfois de haine) en raison de sa logique de groupes fermés. Cela suscite une réflexion sur la confiance ou la défiance que suscite ces réseaux sociaux dans les communautés, notamment villageoises (Davies 2020). Comme l'explique un migrant interne de retour temporairement de Dakar au village (38 ans) :

« Parfois quand tu es trop critique par rapport à des sujets sur les discussions WhatsApp, tu peux te faire mettre de côté, te faire sortir du groupe et te faire réprimander. Un membre important, leader dans la diaspora de notre village, m'a tapé sur les doigts en disant que j'allais ruiner le partenariat, si je critiquais trop »<sup>440</sup>.

Les migrants haalpulaaren en Belgique (et en France) partagent souvent des nouvelles et des photos par Facebook (plus que via Instagram et Twitter). Ce sont des tribunes de plus en plus démonstratives où

---

<sup>437</sup> Notons toutefois que si chacun des 256 utilisateurs relaie un message à 256 autres 65.536 personnes l'auront reçu.

<sup>438</sup> Ces transferts ont été limités en avril 2020 pour briser les chaînes de désinformation liées au Covid-19.

<sup>439</sup> *Dental* signifie association/groupement en pulaar, et *baamtaaré* veut dire développement.

<sup>440</sup> Entretien, Dabia Odeji, février 2019.

chacun se met en scène pour impressionner les pairs ou parer la critique. Les migrants qui se profilent moins comme personnalité publique, **préfèrent communiquer par WhatsApp** où ils disent **pouvoir parler plus franchement**, sans que les mauvaises langues puissent faire leurs commentaires.

**Les politiciens locaux interrogés disent avoir de plus en plus difficile** à construire un discours audible. Comment préserver la légitimité et le capital de **confiance des institutions** et du débat face à des groupes d'individus qui se s'organisent en communautés fermées et invisibles ? Cet état de fait, risque d'enclencher un cercle vicieux dans lequel les groupes diffusent toujours plus d'informations, vraies et fausses, pour discréditer les responsables politiques. Même dans des relativement petites communautés, la communication officielle ne parvient pas toujours à être diffusée correctement. Les groupes qui restent communiquer en marge ont tendance à remettre davantage en **question la légitimité des responsables politiques et des représentants de l'autorité**. A cela s'ajoute que « les politiciens » parviennent plus difficilement qu'avant, dû à l'apparition de WhatsApp et de l'internet au village, à atteindre certains groupes villageois, qui se retrouvent isolés entre pairs. C'est davantage le cas dans les grands villages, qui sont devenus des petites villes. Les groupes contribuent à fragmenter la société villageoise en une multitude de petites communautés fermées.

De plus en plus d'associations ou groupe de personnes au sein des villages (Associations Sportives et Culturelles de jeunes, GPF, groupes statutaires *batu hinde*, etc), même dans les petits hameaux ou les villages avec très peu de personnes à l'étranger, ont créé leur groupe de WhatsApp. Sur ces groupes WhatsApp il y a vite des tiraillements entre les membres si les objectifs sont déviés pour des fins personnelles. Le chef d'un village (52 ans) de taille moyenne avec une diaspora importante s'inquiète et regrette certaines évolutions du numérique :

« Beaucoup de gens sont sur ces groupes pour se commercialiser, ou pour faire la campagne pour quelqu'un. Très vite, on se rend compte que les gens ne sont pas là pour discuter des vrais problèmes de développement. C'est vraiment dommage. (...) Oui, c'est encore mieux pour nous de se voir en vrai, lors des assemblées villageoises (*batu wuro*)<sup>441</sup> »

D'autres répondants affirment également que les villageois ne seraient pas encore matures pour ces technologies modernes. Les erreurs sont vite commises, notamment chez des analphabètes : une mauvaise touche d'un message qui contient du contenu de mauvaise langue ou de ragots, qui se retrouvent dans le groupe peut avoir des effets dévastateurs. Ainsi, de nombreuses personnes quittent ces groupes en zizanie.

WhatsApp a été conçu pour assurer la **confidentialité des échanges**. D'un côté, cela permet de préserver une certaine intimité entre groupes affinitaires. De l'autre côté, un état d'esprit de de secret et de suspicion s'introduit dans la sphère publique. Un groupe WhatsApp peut exister sans que quiconque, à l'extérieur, ne connaisse son existence, l'identité de ses membres et ce qu'ils partagent. Les échanges échappent donc à toute surveillance. Ces groupes peuvent créer de la suspicion dans l'opinion publique villageoise, mais également créer un climat de méfiance parmi leurs propres participants. Les mécontentements grondent en privé avant de déborder sur la sphère publique multi-située. Cependant, certains répondants expliquent que parfois, des rumeurs qui ne sont pas toujours fondées, sont lancés dans les groupes WhatsApp respectifs. Si ces fausses informations sont faciles à faire circuler, il est plus compliqué de les corriger ou de les retirer<sup>442</sup>. Comme l'explique un jeune gestionnaire de groupe WhatsApp de l'association de développement villageois de Mboumba :

<sup>441</sup> Entretien, chef de village, Thiemping, février 2019.

<sup>442</sup> Notons que la messagerie américaine a elle-même déployé des mesures pour lutter contre la lutte de désinformation. Lire : Davies, W. (2020), « WhatsApp, un fauteur de troubles », *Courrier international*, N° 155 du 20 au 26 août 2020, 22-26.

« Si tu veux retirer des choses que les membres [du groupe] ont balancé, c'est possible, mais après il y en a qui vont dire que tu es un 'dictateur'. Après, ils risquent de demander de changer le gestionnaire du groupe. Mais bon, si tu expliques bien le sujet, et pourquoi telle ou telle chose ne correspondent pas, ça devrait aller. (...) Oui, ça m'est déjà arrivé quelques fois de devoir virer des gens du groupe, quand après deux avertissements ils continuent de poster des choses comme des films de leur politiciens, alors que ce n'est pas de ça qu'on veut discuter. Par exemple, quand on discute reboisement ou set-setal [activité de ramassage des ordures dans le village], c'est hors-sujet, quoi. »<sup>443</sup>.

En effet, la règle généralement appliquée dans toutes les associations est *a priori* claire : **les membres peuvent être engagés dans la politique, mais uniquement en dehors de l'association**. Toutefois, maintenir une stricte séparation est plus compliquée en pratique. Certaines situations mènent quasiment directement les membres de l'association à percevoir l'action d'une personne officiellement engagée dans la politique, de s'auréoler en s'accaparant de l'aura et du statut que confèrent les résultats de l'action de l'association.

Au niveau des groupes villageois divers, les groupes sont perçus comme des tribunes où chacun peut s'exprimer, sous certaines réserves du respect des « règles d'intérieur », comme les gestionnaires de groupes les appellent. Les membres des grands groupes, comme celui de l'Association de Développement villageois, ne peuvent pas dire tout ce qui leur passent par la tête, car ils ne peuvent pas s'affranchir du jugement public et du contrôle des gestionnaires du groupe qui pourraient sanctionner les propos inacceptables par l'exclusion du groupe. Cela signifierait « la honte publique<sup>444</sup> », pour cette personne sanctionnée, même en dehors du réseau social dans le quotidien villageois ou lors de son retour au village, puisque la plupart des gens se connaissent personnellement au village.

Une certaine forme de **contrôle social** impose des normes du politiquement correct et préserve le village de messages haineux. En effet, les membres d'un groupe fermé peuvent craindre d'exprimer des opinions contraires aux codes qui fondent l'identité du groupe. Certaines personnes avec des opinions fortes et visions du monde, du développement, de l'environnement semblent rapidement pouvoir dominer les échanges de discussions dans les groupes. Cela dit, ce n'est pas pour autant qu'il y ait forcément une base suffisante pour porter un projet vers **l'action concrète**. Au contraire, comme le raconte un migrant de retour du Gabon (51 ans) qui gère le groupe WhatsApp de l'Association de Développement de Doumga Lao (ADDL) :

« La majorité des idées dominantes, qui obtiennent le dernier mot, quoi, ne restent qu'au stade d'idées et ne se convertissent pas en action. C'est notre problème. Parfois, les gens moins lettrés ou les castés n'osent même pas dire qu'ils ne sont pas pour ou contre [une idée de projet, par exemple]. On parle trop, mais on ne fait pas grand-chose. Pourtant, ces idées peuvent être franchement bonnes, comme par exemple le grand projet de rétention d'eau pour l'agriculture et les animaux avec des arbres fruitiers qu'on voulait planter autour »<sup>445</sup>.

Les groupes peuvent induire des niveaux de solidarité élevés, ce qui en principe pourrait avoir de puissants effets politiques. Toutefois, ce témoignage du migrant de retour du Gabon montre que l'expression de désaccord au sein d'un groupe est souvent difficile pour les membres. Ce qui rapproche les gens et peut cimenter le groupe sur WhatsApp, c'est la **dénonciation d'une injustice ou d'un ennemi commun**. Dans les cas les plus extrêmes, des théories du complot se déchaînent contre des adversaires politiques. Ces groupes privés semblent souvent partir du principe que leurs membres sont fiables et honnêtes.

<sup>443</sup> Entretien, février 2020, Mboumba.

<sup>444</sup> Expression utilisée par plusieurs de mes répondants.

<sup>445</sup> Entretien, Doumga Lao, février 2019.

Nous détaillons un cas observé en guise d'exemple ici. Ce cas illustratif concerne un partenariat public-privé qui souhaite développer un projet de 700 milliards CFA, à savoir le « Projet Senegal Dev Bosséa ». Ce cas du « projet à 700 milliards » (lancé en 2019)<sup>446</sup>, impliquant le Groupement d'Intérêt Communautaire (GIC) Bosséa avec une entreprise d'investissement italienne.<sup>447</sup> Le GIC du Bosséa regroupe quatre villages, dont deux où j'ai effectué du travail de terrain<sup>448</sup>.

Ce projet amenât la controverse sur des pratiques mafieuses et de corruption de la part des leaders politiques locaux<sup>449</sup>. En outre, il a suscité des débats sur le type d'agriculture qui serait approprié pour la zone fragile de la région du Fouta-Toro. Ces débats ont principalement lieu sur les réseaux sociaux. En résumé, les membres des villages impliqués estiment, comme dans d'autres cas de partenariats-public privé dans la région (voir Encadré 9 ci-dessous), que ce sont les maires qui négocient leur part du gâteau avec les investisseurs (qui, dans nos cas, étaient des entrepreneurs marocains et italiens). Les problèmes soulevés sont liés au manque de transparence, mais également le type de développement agricole est remis en question, notamment par des jeunes ingénieurs agronomes originaires du village qui travaillent ou font leur doctorat à Dakar. Ces jeunes racontent qu'ils sont soutenus par certains migrants en Europe, et qu'ils comptent fortement sur eux pour mettre la pression politique sur le maire afin de le forcer davantage au dialogue avec les villageois<sup>450</sup>. Ils estiment que ces dialogues devraient concerner le type d'agriculture qui serait le mieux adapté au terroir fragile du Fouta-Toro. On observe des positions entre les défenseurs de la permaculture/agroforesterie, d'une part et le développement de l'agrobusiness classique, d'autre part.

D'ailleurs, une crainte souvent évoquée, tant par les villageois, les Néo-Dakarois que par des émigrés en Belgique, est la suivante : certains groupes sociaux dans les villages semblent favorisés dans les projets de codéveloppement. Ils veulent ainsi des garanties que cela ne se reproduise pas avec les partenariats publics-privés éventuels. Lors de la sélection des bénéficiaires des projets agricoles et maraîchers, ce seraient, selon les villageois, souvent les membres de familles de migrants qui en profiteraient le plus.

Cependant, faisant échos à d'autre propos d'émigrés interrogés, est celui d'un migrant haalpulaar en Belgique (42 ans) qui y vit depuis 20 ans. Etant actif dans les débats sur les réseaux sociaux de son village et au-delà concernant « le projet de 700 milliards », il estime :

« Les villageois accepteraient tout ce qu'on leur propose, si cela peut les aider. Ils ne pensent pas en termes de catégories. Bien sûr, il faudra toujours en débattre et cela pourra prendre du temps, mais si on a un projet clé-sur-porte à proposer, dans n'importe quel domaine, ce sera accepté par les villageois. »<sup>451</sup>

<sup>446</sup> J'ai assisté à la cérémonie du lancement du projet à l'hôtel Terrou-Bi de Dakar. Plusieurs personnes y ont été interrogées (N=4).

<sup>447</sup> Correspondant à l'ancienne province du Bosséa, le GIC Bosséa créée en octobre 2011 par décret ; Le projet majeur de réalisations en cours du GIC Bosséa est le Projet coforestal en partenariat avec la région de Sardaigne en Italie (subventions à hauteur de 32 millions de CFA): reboisement, lutte contre les feux de brousse, dotation de 6 camions citernes ; Maraîchage : aménagement de 2 périmètres irrigués pour 2 GPF ; chambre froide ; Stockage et Conservation pour les produits alimentaires ; ...

<sup>448</sup> Il s'agit de 4 villages et chef-lieu de Commune : Orefonde, Dabia Odeji, Agnam et Thilogne. Les deux premiers sites cités ont fait l'objet de travail de terrain approfondi de chacun une dizaine de jours sur place.

<sup>449</sup> Voir par exemple, cette chronique : Ba, H. A. (2018), « Matam-GIC de Bossea: Les 700 Milliards de la discorde !!! » <https://www.foutavisiontv.com/matam-gic-de-bossea-les-700-milliards-de-la-discorde>

<sup>450</sup> Entretien collectif, Dakar, 9 décembre 2020.

<sup>451</sup> Entretien n°17, septembre 2020. Remarquons aussi qu'il affirme qu'il manque « un bon bagage universitaire » malgré son intérêt pour les questions environnementales. Il lui faut davantage d'accès à des « ressources » qu'il peut mobiliser et opposer à l'entreprise italienne. Il lui faut composer avec les autorités locales et obtenir le soutien de forces locales pour obtenir gain de cause.

Il participe à la mobilisation qui prend la forme d'une action collective avec la création d'un groupe de vigilance (notamment sur WhatsApp), d'une association informelle par rapport à ce cas particulier d'investissement qui affectera, en positif ou négatif, la capacité d'adaptation communautaire au village.

### **Encadré 9 : Des précédents d'accaparement des terres dans la région de la Vallée**

La législation foncière s'appuie sur les communes pour sa mise en application, mais elle est très peu respectée. Les populations rurales ont toujours préservé leur régime foncier coutumier, dans lequel la terre est un bien collectif, souvent lignager (Faye, 2008 ; Dahou, 2002). La commune a le pouvoir, dans ses limites, d'affecter ou de désaffecter les terres du domaine national (art. 81 du Code général des collectivités locales - CGCL). Mais les conditions d'attribution sont imprécises, suscitant de nombreux conflits. En 2011, la communauté rurale de Fanaye Diéry (département de Podor), sur le fleuve Sénégal, a été le théâtre de violents affrontements suite à l'octroi par le conseil rural, à l'encontre des habitants, de 20 000 ha de terres à des investisseurs italiens porteurs d'un projet de production d'agro-carburant (éthanol). Le projet, délocalisé à Ngnith dans le département voisin de Dagana, suscite toujours des heurts (Lima, 2020).

Les discours de politiques dans le cadre de ce projet, rentrent dans ceux du gouvernement qui tentent, en fonction du public, de se donner l'image d'avoir l'ambition de s'affranchir de la tutelle de bailleurs de fonds d'aide au développement. L'idée est d'aller vers un modèle de croissance économique basée sur des investissements privés. Lors de la cérémonie de signature de la Convention de financement de ce projet d'investissement qui apparaissait controversé, le ministre Dr. Cheikh Kante qui est officiellement ressortissant de Dabia et en charge du suivi du Plan Sénégal Emergent, a affirmé que : « L'Afrique n'a pas besoin d'aide, mais on a besoin de bons partenariats solides »<sup>452</sup>

Finalement, à cet égard, on peut se poser cette question ouverte : est-ce que le type de projet agricole collectif déployé au village ne dépendra toutefois pas en grande partie de la volonté du bailleur, qu'il émane d'un programme, d'une agence gouvernementale ou non gouvernementale, ou d'une entreprise privée ?

---

<sup>452</sup> Observation lors du discours public, 9 décembre 2019, Dakar

## 4. Conclusion

Ce chapitre a analysé les obstacles majeurs évoqués par nos répondants en Belgique. Ces résultats issus des émigrés haalpulaar en Belgique ont ensuite été triangulés avec les observations et enquêtes réalisées au Sénégal.

Si on constate une **intention claire d'améliorer les conditions de vie** par des pratiques de transferts économiques, l'intention est affaiblie par les réalités **des faibles capacités des migrants à devenir des courtiers pour leur village d'origine**. Cette entreprise de médiation entre le « monde du développement » et les arènes locales est rendue possible ou est favorisée par **les contextes économiques, sociaux et politiques**. Cela explique aussi pourquoi l'émigré est rarement capable de programmer une « carrière de courtier ». Ces **conditions d'émergence et de « facilitation » du courtage** ne sont évidemment pas uniformément réparties entre les différents pays (Sodeik, 2000). L'importance du phénomène de courtage n'est pas la même d'un pays à l'autre. Nous avons vu que le Sénégal est une terre d'élection pour les ONG et les agences d'aide décentralisée, surtout lorsqu'à la captation de la rente de l'aide s'ajoute les ressources de la rente des migrations à grande distance (Lavigne-Delville, 2000). En revanche, les conditions en Belgique seraient moins propices qu'en France pour « trouver des partenariats », selon nos répondants. Nos recherches confirment que la France se trouve à un stade plus avancé dans le domaine de ses politiques de codéveloppement (voir chapitre 1).

Des travaux menés à partir de l'observation d'arènes locales ont déjà mis en évidence que les courtiers locaux en développement étaient intimement liés aux recompositions politiques locales (cf par exemple, Blundo, 1995 ; Blundo, 2000). Sur base de nos résultats d'enquête, on peut faire l'analogie, *mutatis mutandis*, pour les émigrés haalpulaar en Belgique.

Certains émigrés ayant gardé des liens réguliers peuvent compter sur un village dynamique avec des réseaux sociaux existant utiles au courtage de développement. Ils sont en lien avec des personnalités qui ont eux-mêmes un double réseau, côté village et côté extérieur (national et international). Ils se sentent davantage entraînés dans une dynamique collective, mais ne sont pas pour autant toujours plus responsabilisés et engagés que les émigrés originaires de plus petits villages moins dotés en capital social : réseau des imams et marabouts de renom, fonctionnaires affectés (instituteurs, infirmiers, agents de l'agriculture..), commerçants, activistes politiques, fils du pays ayant réussi, retraités revenus au pays, villageois en charge de fonctions au sein des coopératives ou des groupements professionnels agricoles, etc.

Ce sont en quelque sorte autant **de structures relationnelles sur lesquels les émigrés, courtiers potentiels, provisoires ou réguliers**, peuvent s'appuyer. Plusieurs facteurs facilitent ou non la mobilisation de ces réseaux, tels que celui de la **cohésion sociale** et la **position sociale de l'émigré** dans le champ social translocal. On sait qu'un réseau existant peut servir à faire transiter d'autres ressources sociales, symboliques, politiques ou matérielles que celles pour lesquelles il s'est mis en place : les réseaux mobilisés pour le courtage en développement n'échappent pas à cette règle. Comme le formulent Bierschenk et de Sardan (2000 : 35) : « le courtage utilise des réseaux existants tout autant qu'il en édifie de nouveaux », et c'est le cas, notamment, pour des réseaux politiques.

Les recherches sur l'influence de la migration sur les pratiques d'adaptation dans les régions d'origine ont souligné que les réseaux translocaux sont souvent établis indépendamment de l'exposition aux dangers, mais plutôt en tant que **stratégies générales de soutien des moyens de subsistance** (Bott, 2018 ; Romankiewicz et al., 2016). En ce qui concerne la recherche sur les aléas et risques environnementaux, on a tendance à se concentrer uniquement sur les effets positifs des réseaux sociaux déjà établis. Cependant, nous soutenons que l'examen de la formation de **liens translocaux** devrait également être pris en compte dans la recherche sur les risques, et pas seulement dans les études liées à la migration. Cette perspective

élargie permettrait de mieux comprendre les conditions préalables de cette ressource importante pour l'adaptation et d'orienter les interventions dans les communautés pauvres visant à renforcer les capacités de réponse communautaires.

On a encore tendance à supposer implicitement que **le capital social peut fonctionner** comme un **substitut à un manque d'autres capitaux**. Cependant, le capital social n'apparaît pas naturellement de nulle part, mais nécessite des coûts et du temps pour être établi et maintenu (Rockenbauch et al., 2019). Le capital social translocal n'a pas seulement le potentiel de connecter et de jeter des ponts entre les individus et les groupes, il pourrait également **renforcer les disparités sociales** (cf. Elliott et al., 2010).

Nous avons vu que **les différentes pratiques individuelles des migrants**, et même certaines collectives, **ne permettent pas de changer structurellement les conditions de vie** à plus long terme au village. Nous avançons que ces pratiques translocales peuvent potentiellement servir aux migrants internationaux d'ouvrir des portes grâce à **un réseau social et politique renforcé** et d'offrir un **tremplin politique personnel**, avec des retombées pour des groupes sociaux proches du migrant. Si leurs ambitions demeuraient circonscrites aux arènes politiques locales pour certains, elles visaient un positionnement sur la scène politique nationale pour d'autres. Ainsi, ces perspectives semblent servir de motivations chez de nombreux migrants, plutôt implicites qu'explicites, pour continuer à œuvrer dans des activités orientées vers le village d'origine<sup>453</sup>. On observe un chevauchement entre positions de courtage politique et positions de courtage en développement.

En effet, **la majorité des émigrés en Belgique n'excluent pas d'un jour rentrer au pays** d'origine, notamment avec un projet auquel un **statut social élevé est associé**. Parmi ceux-ci, le retour associé à une réussite était associé à un projet d'investissement productif (dont l'agriculture), ainsi qu'à l'invitation d'accepter un **mandat politique** (lors de la retraite, et parfois avant). Cela ne signifie pas pour autant que nos répondants soient déjà ouvertement engagés en politique partisane. La plupart de notre échantillon n'était pas militant ou activiste politique pour un parti politique ou mouvement politique.

Ce constat renforce l'hypothèse qui émane de notre recherche que l'habitus des pratiques translocales des émigrés dans le champ translocal du développement villageois est traversée par une **dimension politique, plus ou moins latente et plus ou moins explicite**. Les théories mobilisées de Bourdieu seules ne permettent cependant pas d'expliquer les différences de motivations d'engagements. Les aspirations individuelles à rentrer davantage dans l'espace politique translocal dépendent aussi de caractéristiques individuelles des émigrés. Certaines variables majeures ont émergé qui nous amènent à dresser des profils-types potentiels des émigrés qui ont des degrés d'impacts différents en termes de capacités d'adaptation collective dans le village d'origine.

Finalement, ces **transferts qui ont des conséquences politiques**, permettent souvent un **capital symbolique**. Cette catégorie symbolique recoupe par moments celle du culturel et de l'immatériel.

Une pratique translocale, par exemple **le transfert d'un tracteur par un ou plusieurs migrants** est symbolique. La valeur « propre » ne réside que dans la légitimité dont son producteur ou son émetteur se trouve crédité ou qui lui est institutionnellement impartie au sein de son champ d'appartenance et conformément à l'économie morale (*nomos*) gouvernant celui-ci auquel adhèrent l'ensemble des agents de ce champ.

Certains **migrants déconnectés** sont sortis du même champ d'appartenance, à savoir le champ translocal du développement villageois. Ils ne sont plus des agents qui adhèrent à ce champ translocal du village

---

<sup>453</sup> Blundo (1995), dans son article centré sur l'émergence de la catégorie sociale de courtiers en développement en milieu rural sénégalais, avait avancé l'hypothèse que l'intermédiation au sein des dispositifs de développement pouvait constituer un tremplin pour une carrière politique. Il apportait pour preuve les trajectoires de quelques leaders paysans évoluant à Koungheul.



originel. Ceux-là n'ont jamais non plus cherché le pouvoir ou voulu être crédité en s'engageant dans diverses pratiques translocales. D'autre part, certains migrants appartenant à des groupes subalternes ne sont pas non plus en position privilégiés d'acquérir une légitimité institutionnellement impartie au sein de leur champ d'appartenance du village translocal ou multi-situé.

Bourdieu postulait que les luttes sociales sont primordialement des **conflits entre groupes** pour la détention des principes de classement et, en fin de compte, de la **légitimité symbolique** (Bourdieu, 1997 : 223). La configuration contemporaine des villages étudiés rend difficiles la définition d'un **espace politique**. Etant plus ou moins fortement travaillé par l'émigration, elles ont une organisation multi-située variable.

**Les dynamiques externes charrient des ressources**, des légitimités et des modes d'organisation et de délibération qui sont réinterprétés localement, sur chaque territoire. En effet, des **institutions concurrentielles** continuent à cohabiter : les caisses villageoises (*Kees Wurro*), celle au village originel même et celles dans les pays d'installation (dont en Belgique, si elle n'a pas muté en section de l'AVD) et la section de l'association globale à Dakar, ou encore l'AVD au village, l'assemblée villageoise (le *batu wurro*) et les entités secondaires ou périphériques au village. Une fois « l'intérêt général » du village identifié et approuvé en termes de projet, celui-ci oblige en principe tous les sites à participer financièrement.

En outre, les **différents sites** qui participent à définir l'intérêt du village peuvent être potentiellement **en conflit**. Tant que ce sont les migrants qui mobilisent directement les moyens, leur vue ne peine pas à s'imposer, même quand ils ne sont pas à l'origine de la formulation d'un projet. Cependant, la donne change **quand la ressource devient complètement externe**, même si un migrant en est le médiateur. Les cartes sont rebattues à partir du moment où les villageois ont un accès direct aux bailleurs. Cela explique les tensions lorsqu'un migrant en Belgique a trouvé des partenaires 'volontaires' pour réaliser des projets d'infrastructures sociales de base au village. Les personnes appartenant à différentes institutions, comme la mairie, la chefferie, ou le président ou leader de l'association villageoise, **se disputent les mérites et le capital politique que permet ce partenariat**.

**La communication et les stratégies de contrôle** de cette communication apparaissent très importantes, non seulement pour l'intérêt du village, mais aussi pour l'intérêt politique du migrant (et, éventuellement, du village, qui pourra compter sur les réseaux de son politicien/leader champion). Les nouvelles technologies de l'information jouent un rôle notable en facilitant la communication directe entre les diverses parties. Ces groupes sur WhatsApp et Facebook sont un phénomène nouveau, qui impacte « l'opinion publique » du village originel, telle qu'elle est construite et perçue, qui fonde la légitimité des différentes actions du développement. Ils alimentent le débat public villageois translocal et accélère les changements sociaux au village. Ainsi, ils pourraient aussi impacter les capacités d'adaptation communautaire au village. La plupart des répondants **ne savent pas comment s'y prendre pour « frapper à la bonne porte »**, pour trouver des partenaires pour leur village. Ils ne savent pas où et à qui s'adresser, ni comment formuler les demandes. Souvent, ils **ne connaissent que peu le paysage associatif belge**. Sauf certaines exceptions : les membres actifs d'associations sénégalaises ou membres (passifs) d'autres organisation de solidarités, comme Oxfam Solidarité. Ces personnes sont généralement beaucoup **plus scolarisées**, et arrivées en Belgique depuis plus de 10 ans, voire nées dans le pays. Nous avons constaté cela par plusieurs entretiens, dont un focus groupe à Charleroi-Gosselies.

**Nous avons constaté plusieurs barrières** qui empêchent de trouver ces 'partenaires' tant attendus par les villageois. La première est celle liée aux **limites de scolarisation des migrants en Belgique**, parfois peu ou pas alphabétisés. Cela dit, les jeunes diplômés des villages peuvent aider à formuler les demandes, facilitées par les technologies informatiques. Ils ont souvent le temps et l'envie de se rapprocher de l'Europe par le biais de collaborations, principalement par téléphone portable. D'ailleurs, plusieurs

répondants ont fait part de leurs soucis quand ils perdent leur portable, parfois envoyé par un parent en Europe :

« Nous avons absolument tout dans notre téléphone : nos contacts, nos dossiers... C'est la catastrophe si on le perd, car souvent on n'a pas les moyens pour acheter du stockage en plus dans le cloud. »<sup>454</sup>

La deuxième barrière constitue le **manque d'assurance en soi**, notamment à cause de la **précarité** dans laquelle vivent les migrants. Toutefois, certaines personnes très engagées sont dans des situations légales et économiques très précaires. Ce ne sont donc pas toujours les personnes qui sont les plus 'à l'aise' qui s'engagent le plus pour leur communauté. Les capacités des migrants à contribuer collectivement à travers leurs associations aux stratégies d'adaptation varient d'un village à l'autre. En fonction des caractéristiques de son village, l'émigré pourra s'engager plus ou moins facilement pour sa communauté d'origine.

Des données provenant d'organisations ghanéennes (Mazzucato et Kabki 2009) montrent également que les projets d'AVD menés par des migrants dans de grandes communautés locales où les élites sont influentes peuvent provoquer des **compétitions de pouvoir néfastes entre les collectifs migrants et non migrants**. En conséquence, les projets soutenus par les migrants courent le risque de ne jamais être achevés et de faire l'objet d'accusations de mauvaise gestion. En outre, les résultats obtenus au Mexique montrent que les AVD ne sont pas enclines à établir des réseaux de collaboration et des partenariats stables avec les groupes locaux. Cela est dû en partie à l'héritage des relations entre l'État et la société, caractérisées par des pratiques étatiques descendantes et clientélistes qui ont fortement limité la création d'une société civique dynamique et n'ont pas encouragé les actions indépendantes des associations communautaires, en particulier dans les communautés rurales mexicaines (Burgess, 2012).

La capacité collective des migrants internationaux, dont ceux résidant en Belgique, à financer certains projets au village dépend non seulement de l'effectif de ces derniers, de leurs pays de destinations (pays occidentaux) et des montants de cotisation, mais aussi des conditions dans le pays d'origine et de destination qui permettent de déployer leur capital social. En outre, les expériences migratoires influencent aussi l'engagement – plus ou moins politique - du migrant pour sa communauté d'origine.

Nos migrants répondants en Belgique ont aussi souligné des différences ressenties avec des groupes en France ou en Italie. Pour expliquer cela il faut se référer à des facteurs telles que l'âge et la taille de leurs organisations, ainsi qu'aux sources de financement et les ressources disponibles. Le facteur de la nature du flux migratoire lui-même (économique, professionnel, politique et environnemental) est similaire dans ces villages issus de la même région. En revanche, l'impact des politiques visant à promouvoir la participation varie en fonction du pays d'installation. Les migrants en Belgique considèrent qu'il est difficile de trouver les informations pour trouver des soutiens pour leurs projets villageois. Par conséquent, cela peut influencer des logiques organisationnelles dans lesquelles les engagements de solidarité et les liens ethniques et culturels avec leurs communautés d'origine peuvent se déployer.

**Les types de projets collectifs** mis en œuvre dans le pays d'origine, à travers le réseau translocal de l'AVD, peuvent s'expliquer en considérant **les besoins la communauté d'origine** (qui manquent d'infrastructures sociales de base), ainsi que **les identifications** que ces groupes de migrants effectuent à distance, notamment liées aux impacts des changements environnementaux et climatiques. Notre recherche a constaté que les migrants en Belgique sont bien au courant des préoccupations environnementales qui affectent le quotidien de leur famille et proches restés au Sénégal. Une étude de Lacombe et Cloquell (2014) a trouvé que les organisations de migrants maliens et sénégalais en Espagne présentent un comportement très similaire. Ils axent leurs projets sur l'aide humanitaire ou d'urgence, face,

<sup>454</sup> Entretien, janvier 2019, Pikine Talibou Bess, Dakar

par exemple, aux catastrophes naturelles et à la construction ou la rénovation d'infrastructures au niveau local, comme les projets de santé et le développement rural (Lacomba & Cloquell, 2014).

Les considérations négatives de nos répondants par rapport à l'accès difficile aux appels publics dans la recherche de financement sont frustrantes pour répondre à leurs identifications de besoins. Cette recherche de financement est finalement négociée et parfois combinée aux diverses demandes reçues des communautés d'origine. D'autre part, les types de projets entrepris ont certainement une relation directe avec le degré de maturité des structures organisationnelles (Moctezuma, 2008). Les mêmes associations peuvent même avoir différents niveaux de formalisation ou adopter des stratégies et des intérêts organisationnels différents (Escala, 2005).

De même, **les conditions d'intégration dans le pays d'installation** (politiques économiques-emploi, intégration sociale, immigration et coopération) et les caractéristiques de l'actualité dans pays d'origine (situation politique, troubles sociaux, stabilité sociale, stabilité économique, identité culturelle, conditions environnementales et climatiques) ont un impact fondamental sur la dynamique de la participation.

#### 4.1. La compensation d'un statut social réduit en Belgique ?

Nos entretiens révèlent un lien entre **le statut socio-économique** dans le pays d'établissement et la forme des liens transnationaux. Dans le cadre d'un statut socio-économique faible dans le pays d'installation, les migrants qui ont des attentes personnelles et familiales importantes en termes de mobilités sociales intensifient leurs liens avec leur pays d'origine et leur famille. Ils créent un espace imaginaire qui est lié à la famille et cet espace sert de stratégie d'adaptation et de ressource dans le cadre de la perte de statut social et d'une crise d'identification dans le pays d'installation. Grâce aux transferts de fonds, ils obtiennent un statut plus élevé au sein de leur famille et communauté d'origine au Sénégal. Les migrants internationaux ont besoin de ce statut élevé dans leur famille d'origine pour faire face à leur position socio-économique inférieure en Belgique.

Les migrants internationaux connaissent souvent un **écart de statut social** par rapport aux personnes nées dans la société de destination, ou une perte de statut social par rapport à leur statut passé dans la communauté d'origine avant la migration (Goldring, 2002 ; Li et Zhou, 2012 ; Remennick, 2012). Il y a cependant également un **gain de statut social pour le migrant du fait de la migration internationale**, ce qui fait de cette personne une figure de réussite sociale. La disponibilité de différents cadres de référence permet aux migrants de traverser différents terrains, le plus souvent entre la société d'origine et la société d'installation, pour combler leur écart de statut social ou compenser leur perte de statut.

Un moyen classique de démontrer son statut social est la consommation ostentatoire, que les études existantes ont amplement démontrée (Durand, Parrado et Massey, 1996 ; Kurien, 2008 ; Liang et Morooka, 2008). Cette littérature sur les migrations adhère à l'idée que les transferts et les comportements dispendieux pendant les périodes de retours sont pour les migrants une **compensation**, une parenthèse pendant laquelle ils peuvent paraître notables, une parenthèse temporaire dans une vie de prolétaire international.

En fait, ce type de comportement apparaît comme lui-même résultant d'une contrainte. Les retours ostentatoires font partie des **attendus portés par les non-migrants**. Ils participent de la reproduction de la fascination qu'exerce sur eux la migration. Cette interprétation passe toutefois à côté de la négativité profonde des représentations liées à la migration. Les transferts ne sont donc pas un don, mais un dû, ou plutôt la conjuration d'une malédiction : l'Europe occidentale est perçue par la majorité de haalpulaaren

profondément musulmans pratiquants, comme vidée de sa spiritualité, voire par certains comme un espace de corruption (morale). Le don, comme le rappelle Marcel Mauss, est un « *Gift* », qui signifie poison en allemand (Mauss 2004 : 145 et s.). Les transferts sont un poison qui libère et qui enferme à la fois. Ils génèrent **la jouissance statutaire d'une réussite** mais ils renforcent d'autant plus un jeu d'attentes insatiables.

**L'appartenance sociale des migrants internationaux** est moins ancrée Belgique que dans la hiérarchie des statuts de leur village d'origine. Les migrants de plus grands villages, qui sont les chefs-lieux de commune, ont généralement davantage de possibilités d'être élus et d'obtenir un mandat politique régional ou national (au-delà de l'échelle locale). Leur identité en tant que compatriotes à l'étranger (en particulier dans les pays d'accueil plus développés et de statut géopolitique plus élevé, comme la France, la Belgique ou les États-Unis) est généralement admirée et respectée au village. Ainsi, les migrants internationaux (et même interne) qui connaissent des écarts de statut social peuvent éventuellement utiliser leur village natal, en étant présents en personne ou en esprit, comme site alternatif pour la compensation ou la confirmation de leur statut social. Le choix du village d'origine comme lieu de compensation du statut social est en dehors de la considération rationnelle du migrant (cf. aussi pour la Chine : Zhou & Li, 2018).

Le fait de se retrouver 'bloqué' en Europe faute de permis de séjour sur le territoire belge empêche les mobilités internationales circulaires qui permettent d'affirmer leur statut social de migrant international. De nombreux migrants interrogés se retrouvent alors dans l'incapacité de contribuer aux stratégies d'adaptation collective par le biais de pratiques de transferts.

## 4.2. La nécessité d'avoir du capital financier pour développer ses réseaux translocaux (capital social)

Les enquêtes montrent que les émigrés sont attendus par les villageois – et eux-mêmes en ont conscience – de trouver des partenaires. Cela signifie qu'ils doivent fusionner leur réseau (capital social) au village et en Belgique, par le codéveloppement. Ce dernier modèle est une approche ascendante et participative initiée par les organisations d'immigrants (Østergaard-Nielsen, 2010). Ces projets sont financés par les migrants, ou cofinancés par des institutions gouvernementales et non gouvernementales et des entités privées dans les pays d'origine et de destination.

Nos résultats révèlent qu'un nombre très significatif de répondants tant au Sénégal qu'en Belgique, perçoivent **'la politique' comme un des moyens importants** pour améliorer les conditions de vie dans un contexte de changements environnementaux. Cela nous a orienté à poser le regard sur le rôle du politique – et donc des transferts politiques - comme moyen d'être ou de devenir un « agent adaptatif. » Un émigré de 42 ans engagé dans diverses associations haalpulaar en Belgique le résume ainsi : « La politique, c'est les moyens et les moyens attirent la politique »<sup>455</sup>. La section conclusive de cette deuxième partie de la thèse développe davantage ce propos qui synthétise bien l'idée sous-jacentes aux transferts politiques

---

<sup>455</sup> Entretien n°17, Bruxelles, septembre 2019.

# Conclusion générale de la deuxième partie

## 1. Des pratiques translocales traversées par la dimension environnementale avec des conséquences politiques

Cette deuxième partie a étudié comment les pratiques des migrants internationaux en Belgique reflètent les attentes demandes sociales (analysées dans la première partie, voir chapitre 2 et 3). Pour ce faire, nous avons d'abord analysé les pratiques transnationales des émigrés en Belgique qui leur semblent contribuer aux stratégies d'adaptation collective dans leur village d'origine (**Q3.a.**- Chapitre 5). Dans un deuxième temps, le chapitre 6 a mis en lumière les facteurs qui conditionnent ces différentes pratiques translocales de transferts des émigrés haalpulaar en Belgique (**Q3 b.**- Chapitre 6).

Ces questions sont posées dans l'optique de répondre à la question de recherche principale, qui consiste à capter les implications politiques de ces diverses pratiques de transferts. A ce titre, les résultats indiquent (1) une importance considérable qui est accordée aux changements socio-environnementaux dans les discours et pratiques des membres villageois qui résident en Belgique et (2) ainsi que des dynamiques et processus politiques (infrapolitique et micropolitique) à l'œuvre dans le champ translocal des pratiques des transferts, qui permettent de renforcer les stratégies d'adaptation collective au village d'origine.

**Premièrement, la dimension environnementale des transferts** traverse les pratiques, notamment en vue de stratégies de moyens de subsistances et de développement villageois. Cette dimension s'intègre aussi dans l'adaptation aux changements socio-environnementaux, qui cadre dans « l'idéal du développement »<sup>456</sup> villageois. On constate que cette dimension environnementale est significativement prise en compte, de manière plus ou moins intentionnelle, dans divers transferts à retombées collectives. La plupart de ces pratiques font aussi partie des stratégies de moyens d'existence endogènes au niveau du ménage et de groupes sociaux plus larges. Il apparaît que des membres de groupes sociaux (institutions sociales) qui ne font pas partie du ménage du migrant au village bénéficient de certaines pratiques paraissant a priori plutôt individuelles ou familiales.

Les discours et perceptions des émigrés haalpulaar en Belgique révèlent que de nombreux effets 'adaptatifs' de leurs diverses pratiques translocales de transferts **sont involontaires, indirectes et spontanés**.

Nous ne pouvons toutefois pas directement comparer avec les mêmes types de données récoltées il y a trente ans. Ainsi, nos résultats d'enquêtes indiquent une ampleur considérable des changements environnementaux à mesure que ces effets sur les conditions de vie des villageois se font plus ressentir. Cependant, on ne pourrait affirmer avec certitude que les émigrés intègrent plus systématiquement les facteurs socio-environnementaux dans leurs pratiques translocales qu'il y a trente ou 50 ans.

**Deuxièmement, la dimension politique** traverse insidieusement, de diverses manières et à divers degrés de politisation, les pratiques translocales de transferts que nous avons analysées dans le chapitre 5.

Le sous-espace politique dans le champ de développement villageois n'est un espace de lutte que si les uns et les autres, dominés comme dominants, s'y intéressent, si, à leurs yeux le jeu en vaut la chandelle. Si la plupart des femmes et des personnes d'appartenances statutaires subalternes aspirent à participer au développement villageois et à contribuer aux stratégies d'adaptation collective, ces catégories font face à

---

<sup>456</sup> Voir Lavigne Delville (2000) et Dia (2015).

des barrières à l'intéressement aux enjeux dans ce champ et l'implication qui en résulte dans le jeu propre à ce champ. C'est ce que Bourdieu appelle l'*illusio*, qui vient de in-ludio, ce qui signifie « se mettre en jeu ». Il n'est pas possible d'évoluer dans un champ si on n'en partage pas l'*illusio*. Au sein de ce champ, l'*illusio* constitue en quelque sorte le coût d'entrée ou, selon l'expression de Bourdieu, la « condition indiscutée de la discussion ». Les conflits au sein du champ de développement villageois ne portent pas sur l'enjeu qui les structure. Les membres de la communauté villageoise translocale luttent, tout en s'accordant sur l'intérêt de ce pourquoi ils luttent : le développement villageois, qui devrait aussi permettre de s'adapter et faire face aux effets des changements socio-environnementaux.

Cette deuxième partie permet alors de capter l'intersection des dimensions politiques et environnementales qui traversent la nature et le type de ces pratiques. Le processus des transferts politiques qui servent aux stratégies d'adaptation collective au village suivent le schéma qui suit. Avant de rentrer dans la **sphère publique**, et d'avoir voix au chapitre notamment et principalement l'association villageoise de développement (AVD), les actions et initiatives individuelles des migrants sont importantes. En effet, nous avons trouvé que **certains transferts servent**, inconsciemment ou involontairement, à l'adaptation aux changements socio-environnementaux. Certaines pratiques concernent des (stratégies d'adaptation) aux aléas environnementaux 'purs', alors que d'autres concernent des effets environnementaux combinés aux changements des conditions socio-économiques.

Nos résultats montrent que les pratiques individuelles des émigrés ne sont souvent **pas suffisantes à faire face à l'ampleur des effets** environnementaux qui nécessitent des transformations plus structurelles. Même des stratégies collectives (sans partenariats externes) qui émanent des associations villageoises de développement et leurs sections de migrants à l'étranger ne suffisent généralement pas non plus dans ces cas-là. Rappelons-nous les cas des nombreux échecs des projets de reboisement dans les villages enquêtés, par exemple. Ceux-ci nécessitent des moyens financiers et techniques nettement supérieurs à ce que la diaspora pourrait mobiliser à elle seule, à moins de nouer de solides partenariats avec des acteurs de développement étrangers ou domestiques. C'est ainsi que **les transferts politiques** entrent en jeu pour permettre l'adaptation collective ou communautaire.

Comment peut-on schématiser ce processus qui comprend d'abord l'infra-et la micropolitique, et ensuite le niveau politique supérieur ? Par la reconnaissance sociale et le statut social acquis par les divers transferts et engagements orientés vers la communauté d'origine, des réseaux politiques peuvent être activés pour tenter de capter des ressources publiques rares qui permettent d'améliorer les moyens d'existence, comme développer exploitation agricole durable (dans le sens écologique, social et économique), construire des magasins de stockage, des lycées dotées d'enseignement, et d'autres infrastructures sociales qui permettent de renforcer la résilience sociale. Encore faut-il que ces ressources publiques soient disponibles, ce qui dépend précisément des politiques publiques.

En Belgique, les émigrés actifs dans les associations de migrants sont dans une **démarche de politique d'ouverture en affirmant** qu'ils estiment nécessaires de contacter des associations, des ONG, des villes et communes belges pour des actions de partenariat. En effet, ils souhaiteraient généralement répéter le succès de leurs proches qui vivent en France et qui, avec l'aide de partenaires, ont pu concrétiser un certain nombre de projets. Cela dit, ils ne se considèrent pour la plupart pas encore à l'aise dans cette démarche et sont relativement désemparés par rapport à des éléments **d'ordre administratifs et pratiques**. Si la majorité aimerait et aspire de trouver des partenaires, seul un certain nombre restreint étaient en train de réfléchir à des démarches concrètes auprès de autorités compétentes en Belgique. Comme ce travail ne leur semble souvent pas évident, ils disent qu'il y a tendance à procrastiner la concrétisation de la **formalisation des associations**. Des demandes d'aides à la rédaction ne sont pas rares. Pour ce faire, ils sollicitent l'aide de personnes avec une instruction universitaire, d'où qu'ils

soient<sup>457</sup>. Des étudiants ou diplômés universitaires originaires du même village qui résident à Dakar peuvent jouer un rôle important à ce sujet.

Signalons toutefois que certains ressortissants refusent de cotiser pour la caisse du village. Le maintien des mécanismes de solidarité n'est pas évident pour certains villages qui ont connu une **migration plus ancienne**, alors que pour les villages qui ont connu une migration plus récente à partir des années 90 sont dans la phase de tenter d'établir **des mécanismes plus ancrés et systématiques**. C'est le cas de plusieurs villages enquêtés qui ont développé un certain réseau migratoire en Belgique. **Par exemple, l'obtention de tracteurs** répond à une forte demande des agriculteurs villageois, et renforcerait leur capacité d'adaptation face aux aléas. Le fait d'investir dans l'agriculture permet aussi aux migrants une légitimité de 'frapper à la porte d'agence et d'organismes publics', qui peuvent ensuite débloquer des ressources publiques. Les migrants peuvent alors drainer des ressources supplémentaires par leurs pratiques translocales.

Par le mandat collectif, au nom du village, le migrant peut aller frapper aux portes des partenaires. Ce travail de « courtier de développement » lui confère un **statut et un capital politique**. Les villageois savent que cela est nécessaire pour imposer leur village dans la concurrence politique pour l'accès aux ressources. La migration joue donc un rôle dans la trajectoire politique (translocale) de nombreux migrants Haalpulaaren en Belgique. Les quartiers néo-Dakarois, avec lesquels certains ont encore des affinités et de la famille, sont moins prioritaires en termes d'enjeu politique que le village d'origine.

Cette partie montre aussi que l'agentivité des migrants et les (potentielles) conséquences politiques de leurs transferts dépendent des conditions en Belgique, mais aussi des conditions et facteurs politiques au village. Les capitaux dans le sens de Bourdieu dont disposent les émigrés ne sont généralement pas suffisants afin de répondre aux attentes des membres de la communauté villageoise. Différents facteurs translocaux conditionnent en effet l'accumulation des capitaux et de capacités d'actions des migrants. Ainsi, les options des migrants et leurs marges de manœuvre en termes d'actions orientées vers le village d'origine apparaissent limitées et sont souvent sources de frustrations.

---

<sup>457</sup> Ainsi, deux répondants m'ont demandé d'écrire et de relire le statut de l'association villageoise de développement (section Belgique) (notes de terrains en Belgique).

## 2. Enjeux politiques et récupérations

Les actions qui émanent des émigrés peuvent être sujettes à des **récupérations politiques** par des politiciens locaux et nationaux. Cette **potentialité de récupérations politiques** semble pouvoir jouer un rôle dans l'intérêt que porte les politiciens ainsi que divers acteurs de développement (également politisés) dotés de pouvoirs et de ressources capables de mettre en place des projets et programmes de développement. Ces derniers peuvent constituer des stratégies de moyens d'existence et, partant, faire partie des stratégies d'adaptation aux changements socio-environnementaux.

Ainsi, **les attentes sociales** envers leur diaspora ne découlent pas seulement du fait que la migration est une stratégie pour diversifier les sources familiales de revenus, ou pour offrir un soutien face aux risques environnementaux (Afifi et al., 2014), mais aussi du fait que la migration internationale est un moyen d'aborder **collectivement** les conséquences des changements socio-environnementaux, avec plus de moyens financiers et de pouvoir politique (Barnett et Webber, 2010 ; Sakdapolrak et al., 2016). Par conséquent, les migrants engagés ou impliqués dans ces domaines **deviennent-ils des « agents adaptatifs » et des sujets politiques transnationaux** et translocaux (Ransan-Cooper et al., 2015).

Le développement porté de l'extérieur a généré des modes d'organisation et des processus décisionnels d'un type nouveau, plus démocratisant (Dia, 2015). Cela a changé la donne pour les institutions classiques appelées à connaître des affaires villageoises. Pendant très longtemps, l'assemblée villageoise (le *batu wuro*), connectée d'une manière ou d'une autre à des institutions secondaires et périphériques détenait une centralité incontestable dans les décisions collectives. La technicité de certains aspects du développement, ainsi que le savoir-faire requis dans la construction de relations à distance poussent cette institution à une mise à jour : des légitimités nouvelles produisent une organisation différente, mais l'assemblée villageoise continue à veiller sur le village. Il siège encore seul, cependant, pour les affaires spécifiques au maintien des équilibres villageois. En revanche, le *batu wuro* perd son monopole délibératif et exécutif en matière des questions de développement. Comme l'exprime Dia (2015 : 372) : « *il se mue en un congrès intégrant pleinement la section villageoise de l'association globale* ». Il intègre et admet d'autres interlocuteurs et reconnaît surtout de nouvelles figures du politique villageois portées par les dynamiques extérieures : l'Etat géographe-aménagiste (p.ex. la SAED) ; la migration et le développement de manière générale. En plus, les collectivités locales (Communes, Départements, Régions), sont également en quête de partenariats. Les ingrédients sont présents pour les jeux politiques et conflits d'intérêts entre migrants, édiles publics et mandataires politiques.

Cependant, si **la délibération se fait autrement au village**, avec la création d'une association fédératrice et des partenaires internationaux, *l'espace politique global et démocratique* n'est pas clairement dessiné. Il continue à y avoir une asymétrie dans la citoyenneté multi-située, à cause du fait que certaines localités (Dakar, Paris et Bruxelles) mobilisent davantage de ressources que d'autres (Abidjan et Pointe-Noire, par exemple). Mais la donne change lorsque des partenaires, notamment par la coopération décentralisée française, s'installe avec des projets se basant sur des principes démocratiques de participation (genre, différents groupes statutaires, etc.). Les figures locales que la modernité politique et développementaliste met au-devant de la scène trouvent des opportunités de s'affranchir de dépendances politiques et associatives internes au village (encore souvent liées aux appartenances statutaires).

Les impacts socio-environnementaux entraînent des demandes sociales transnationales connexes de la part des migrants internes à Dakar et des non-migrants (villageois) envers les membres de la communauté qui ont émigré en Europe. Ces demandes incluent l'aide des membres de la diaspora pour émigrer en Europe. Dans les villages de la moyenne vallée du fleuve Sénégal, la migration est synonyme de statut social plus élevé, et les migrants peuvent devenir des acteurs importants dans les affaires publiques locales. Cela peut,



à son tour, accroître l'accès et le contrôle des ressources telles que la terre, des équipements et appuis agricoles, pour eux-mêmes et leurs proches. Cela illustre que les émigrés peuvent être un groupe d'intérêt puissant dans les arènes locales pour l'adaptation aux changements socio-environnementaux. Cependant, la marginalisation de certains groupes peut ainsi être accentuée. Par exemple, il est plus difficile pour le groupe statutaire *macubé* (classe la plus basse) d'avoir accès à la terre ainsi qu'aux moyens financiers pour exploiter la terre via des prêts bancaires par le biais du GIE (Groupements d'Intérêts Economiques).

En même temps, à la fin de cette deuxième partie, le lecteur aura bien compris les limites structurelles aux capacités d'engagement des migrants envers leur communauté d'origine.

### **3. La distribution souvent inégalitaire des ressources extérieures**

En conclusion, les pratiques translocales sont caractérisées par des **capacités inégales**. La légitimation des membres villageois émigrés passe pourtant par des actions concrètes d'envergure pouvant frapper les esprits davantage que les initiatives habituelles de moyenne portée comme l'envoi d'une somme d'argent pour la célébration des fêtes religieuses, l'achat de diesel pour les motopompes, etc. On peut maintenant considérer qu'il s'agit d'un reflet des volumes et niveaux de capitaux inégalement répartis dont disposent les gens pour réaliser leurs aspirations en termes de contribution pour leur communauté d'origine.

En considérant cet encastrément de pratiques locales hétérogènes, l'approche de résilience translocale et des mobilités contraste avec les discours du « réfugié climatique » et du « migrant environnemental en tant qu'agent d'adaptation » qui considèrent la mobilité humaine dans les conditions de changements environnementaux de manière relativement isolée des politiques environnementales, migratoires et de développement.

Finalement, il s'agit du problème récurrent de la distribution inégalitaire des ressources extérieures. C'est le même type de problèmes auxquels font face les projets de développement classique, et ce, quelles que soient les thématiques de son action (développement local, appui à l'entrepreneuriat, sécurité alimentaire, gestion des ressources naturelles et respect de l'environnement, etc.). Même en ayant le souci constant d'impliquer directement les acteurs locaux (autorités locales et traditionnelles, coopératives, société civile) ce problème se pose. Que ce soit en accompagnant des porteurs de projets issus de la migration, ou en appuyant les initiatives des collectivités locales et de la société civile, des acteurs externes de (co-)développement devraient donc veiller à adopter à travers toutes ses actions une approche visant à prendre en compte la voix des plus défavorisés et vulnérables, souvent les femmes et les jeunes.

Un répondant coopérant français, d'un programme de codéveloppement dans la région de Matam nous confirme que leur apport exogène entraîne **certaines inégalités** parmi les membres du village, ainsi qu'une forme de **distorsion en termes de concurrence économique** entre ceux qui bénéficient des soutiens du projet et ceux qui n'en bénéficient pas. En effet, les projets dits 'communautaires' ne sont en pratique, pas entièrement collectifs et communautaires, car, faute de budgets suffisants, ceux-ci se retrouvent à devoir limiter le nombre de bénéficiaires.

On ne peut cerner ici tous les paramètres de l'inégalité de la distribution du courtage des émigrés entre les villages de la région. On doit se garder de chercher à établir des déterminations mécaniques entre le processus de courtage et les conditions de son environnement, précisément parce que le migrant-courtier, individuel ou collectif, contribue aussi à créer les conditions du courtage par son activité d'intermédiation et de mise en communication, même lorsque les conditions initiales sont défavorables (cf. aussi Bierschenk et Olivier de Sardan, 2000).

**Troisième partie conclusive.**



# Chapitre 7.

## Synthèse :

### Une typologie de migrants « agents adaptatifs »

#### 1. Introduction

Nous avons vu dans la partie précédente dans quelles conditions socio-politiques des migrants haalpluaar en Belgique tentent de déployer certaines pratiques translocales ayant des retombées d'adaptation collective dans leur communauté d'origine. Ce dernier chapitre vise à synthétiser en profils socio-politiques l'ensemble des capacités, les conditions des pays d'origine et de destination. (Q4) Ensuite, nous discuterons ce que ces profils révèlent par rapport à l'idée du « migrant agent adaptatif »

Comme nous l'avons vu, les capacités d'actions et de contributions des émigrés en termes de stratégies d'adaptation réfèrent à leurs capitaux (dans le sens de Bourdieu) accumulés dans des conditions translocales, ainsi qu'à leurs aspirations (guidées par l'habitus et les perceptions socio-environnementales) à réaliser ce genre de pratiques translocales (voir les figures 5 et 6). En résumé, les capacités des émigrés dépendent de caractéristiques individuelles (âge, genre, niveau d'études, appartenance sociale...) ainsi que du volume des capitaux (économique, social, symbolique et culturel). Ces capacités sont influencées par le contexte et les conditions socio-écologiques au niveau macro, ainsi que les conditions socio-écologiques au niveau du village, et, les conditions socio-économiques en Belgique (pays de destination). Cet ensemble de capacités, combinées avec des aspirations et préférences individuelles orientées vers le pays d'origine, permet des choix de pratiques des transferts et engagements collectifs, voire politiques. Ceux-ci permettent des appuis importants (financiers, techniques, réseaux...) qui permettent des résultats en termes d'adaptation collective au village d'origine (gains économiques, changements sociaux bénéfiques, et changements de gestion environnementale...). Ces résultats d'adaptation ont des effets pour la plupart bénéfiques sur les moyens de subsistance au niveau du ménage, de la famille, communautaire et villageois). En outre, ces effets d'adaptation collective influencent au niveau individuel le style de vie et les aspirations individuelles, tant des émigrés que de ceux qui sont restés au pays d'origine.

L'exercice d'une telle typologie permet d'identifier divers niveaux d'engagements des émigrés dont les pratiques translocales sont influencées par leurs perceptions environnementales et, par conséquent, de développer des mesures spécifiques pour répondre aux aspirations d'engagement transnational des émigrants en Belgique. Sans vouloir créer des catégories de personnes émigrées à privilégier particulièrement, l'intention est de montrer qu'il existe une diversité des profils. Cela permet de relativiser la capacité des migrants de fonctionner comme « agents adaptatifs » en regroupant les différentes variables qui conditionnent typiquement leurs actions. Une typologie des migrants vise en effet à classer différents types de migrants en fonction de critères sélectionnés (cf. voir plus bas).

## 2. Éléments méthodologiques

La discussion qui suit propose une typologie des migrants haalpulaar engagés à divers degrés à partir de notre recherche de terrain en Belgique. L'analyse de leurs conditions de vie montre qu'ils ont des capacités, des aspirations et motivations très diverses pour s'engager dans des pratiques transnationales. Leurs pratiques et valeurs sont souvent influencées par le contexte dans lequel ils ont grandi et dans lequel ils vivent, ainsi que les expériences personnelles qu'ils y font et les contacts transnationaux qu'ils maintiennent.

Dans la sociologie compréhensive de Max Weber (1904), l'idéal-type est un outil méthodologique purement qualitatif qui vise à comprendre, théoriser, comparer et mettre en perspectives des phénomènes. L'idéal-type renvoie à un système conceptuel scientifique qui représente l'essence de quelque chose sous une forme abstraite. Le chercheur y accentue certaines caractéristiques qualifiées de « typiques » et réunit, à partir de l'éventail des phénomènes isolés, un agrégat logique de notions abstraites. Si ces idéaux-types ont un caractère utopique et anhistorique<sup>458</sup>, leur formulation est fortement influencée par l'individualité subjective du chercheur et varie en fonction des conditions culturelles et temporelles (Weber, 1904 : 191). En outre, il est important de souligner qu'il est impossible de tirer de ces idéaux-types des conclusions quantitatives et que les différences entre les idéaux-types sont par ailleurs graduelles. On insiste ici qu'il y a donc des porosités entre les types et c'est précisément aussi ce qui crée la richesse d'une approche typologique permettant de faire ressortir la spécificité et le sens d'un phénomène particulier, celui des pratiques de transferts politiques de migrants haalpulaaren du Sénégal en Belgique. Dans la suite de ce chapitre, nous utiliserons indistinctement le terme idéal-type, profil-type et type.

La construction d'un type idéal s'opère en trois temps : sélection des traits pertinents, accentuation de ces traits, et articulation de ces traits pour former un tableau de pensée cohérent et homogène (Van Campenhoudt et Marquis, 2010). La présente typologie des migrants a été élaborée sur la base de nos conclusions à partir de données qualitatives issues de nos recherches au Sénégal et en Belgique. Les migrants interrogés ont été regroupés selon des caractéristiques qui répondent à notre objet de recherche qui s'intéresse aux transferts politiques des membres de communautés migrantes influencent les stratégies et capacités d'adaptation collectives dans leur communauté d'origine. Ainsi, nous décrivons ici quels sont les profils-types de migrants haalpulaaren résidant en Belgique, qui sont, à divers degrés, capables de ces transferts politiques<sup>459</sup>.

Toujours sur base nos données de terrain, qui correspondent aussi à des facteurs d'engagement politique transnational d'Ahmadov & Sasse (2016) et ceux de van der Land (2018) pour les types de migrants dont la migration a été plus ou moins influencée par des stress environnementaux, ces huit variables sont des critères pour développer notre typologie des profils socio-politiques de migrants :

1. Les caractéristiques individuelles (par exemple, l'âge, le genre, niveau d'éducation, le statut familial, l'appartenance à un groupe ethnique ou statutaire) ;
2. L'intégration socioéconomique et les conditions dans lesquelles évoluent les immigrants **dans la société d'installation**, d'une part le contexte interne à la communauté migrante (réseaux, nombre de migrants originaires du village) et d'autre part, les politiques socioéconomiques, migratoires et de (co-)développement.

---

<sup>458</sup> C'est-à-dire que leur validité ne tient pas compte du contexte historique.

<sup>459</sup> Le qualificatif de sociopolitique est utilisé pour désigner le cadre d'analyse qui concerne à la fois des données sociales et politiques. La notion critiquée du migrant « agent adaptatif » est reprise pour rappeler le cadre d'analyse de départ de la « migration comme adaptation », qui a été rénové et aménagé par une approche triptyque combinant la résilience sociale translocale, la théorie de la pratique de Bourdieu, et de la *political ecology*.

3. Les conditions socio-écologiques et politiques **du village d'origine**, dont les institutions sociales (associations villageoises, entreprises, et familles), l'historique migratoire et le nombre de migrants (internes et internationaux) ;
4. Le volume de capitaux, et les aspirations et préférences individuelles guidées par l'habitus;
5. La temporalité de la migration (la date de départ et la durée);
6. Le type de migration et les motifs migratoires (y compris les circonstances, dont environnementales, dans lesquelles a été entreprise la migration dans la société d'origine) ;
7. Les contacts et liens avec le pays et le village d'origine
8. Les intentions de retourner dans le village d'origine

Les différents types de migrants ont été identifiés de manière à ce que leurs caractéristiques soient les plus homogènes au sein d'un groupe, mais qu'elles soient suffisamment différentes de celles d'autres types de migrants (Kelle & Kluge, 2010). Cette technique a permis de dégager quatre types de migrants issus des zones rurales de la moyenne vallée sénégalaise.

Les variables mentionnées ci-dessus déterminent les caractéristiques des profils en termes d'engagement dans des pratiques translocales avec des conséquences sur les capacités et stratégies d'adaptation collective au village d'origine. Celles-ci peuvent être résumées en trois catégories : les dispositions relatives à la trajectoire migratoire des migrants haalpulaaren en Belgique et leurs impacts sur les changements socio-politiques et l'adaptation aux changements socio-environnementaux dans le pays d'origine. Pour analyser ces profils, nous procédons par un triptyque dispositions-trajectoire- pratiques/impacts : (1) dispositions<sup>460</sup> (d'où ils viennent, avec quel niveau scolaire et quelles compétences) 2) trajectoires (éléments relatifs à leur migration, y compris leur motivation), 3) pratiques et impacts (sur le territoire d'origine, leur engagement translocal, etc.).

Nous distinguons les différents profils socio-politiques en quatre types de migrants : les Politiciens, les Diplômés, les Ambitieux non-diplômé, et les Démunis.

Quelle que soit les figures de l'idéal-type, certaines constantes apparaissent en fonction de l'appartenance à la catégorie de jeunes et en fonction du genre (femmes). Ainsi, si chacun des idéaux-types pourrait s'appliquer à ces deux catégories, les facteurs propres à ces catégories jouent un rôle contraignant à s'engager dans des pratiques translocales. *A fortiori* la particularité d'être jeune et/ou femme, réduit la propension à jouer un rôle proéminent dans la sphère publique translocale. En somme, il ressort de nos enquêtes un souci d'intégration de ces deux catégories dans les dynamiques translocales. Ces catégories semblent, dans une certaine mesure, sujets aux clivages générationnels et aux clivages de genre, comme rapportés dans deux études en France (Ba, 1996 ; Dia, 2007). C'est ce qui est brièvement discuté dans la section qui suit l'identification des types (Chapitre 7, Section 4.).

---

<sup>460</sup> Telles que le niveau d'éducation et les conditions socio-économiques du migrant, l'âge et la phase de vie, le sentiment d'appartenance et les intentions/aspirations de retour, le genre et les relations générationnelles.

### 3. Résultats

## Principaux profils socio-politiques des trajectoires des migrants « agents adaptatifs » en Belgique

### 3.1. Type 1 : Le Politicien

Le type du Politicien comprend deux sous-types :

(1) les 'Influenceurs politiques' qui sont influents via différents canaux (religieux, culturels, politiques...). Ils peuvent être, par exemple hommes d'affaires, marabouts ou chanteurs. Ils ne sont pas forcément affiliés à un parti politique au Sénégal. Ils peuvent, en revanche, s'associer à un parti politique du paysage politique belge.

(2) Les 'Leaders politiques' affiliés à un parti politique et ouvertement militant pour un parti politique au Sénégal et parfois aussi en Belgique.

Ces deux sous-types sont minoritaires dans notre échantillon (environ 20 %), ainsi que sans doute dans la population de la communauté haalpulaar en Belgique.

Ces personnes sont très connectées avec le pays et le terroir d'origine, tout en ayant un ancrage et un réseau social important en Belgique. Cela est certainement le cas pour ceux qui sont engagés dans un parti politique belge.

#### 3.1.1. Dispositions

Les profils qui correspondent au type de Politicien ont souvent un statut social transnational important, ils n'ont pas toujours un statut socio-économique élevé en Belgique. Certains sont au chômage et/ou n'ont pas non plus forcément obtenu un diplôme d'étude supérieure. Le fait d'avoir étudié et d'avoir eu l'accès à des occupations non rurales leur octroie une position centrale entre des systèmes culturels et symboliques différents. Il y a bien évidemment un décalage entre ceux qui ne sont pas allés au-delà des études primaires, mais qui se sont formés « sur le tas » à Dakar ou à Saint-Louis.

Si les profils de 'politicien' descendent souvent de familles nobles, certains peuvent aussi être d'appartenance « castés » ou subalternes. Ceux qui font partie des groupes nobles éprouvent généralement moins de difficultés ou sont plus motivés à réaliser des projets, grâce aux soutiens et appuis moraux de la chefferie traditionnelle. Cependant, dans certains villages où des membres groupes subalternes ont pu saisir le pouvoir 'moderne'<sup>461</sup> par les élections, les migrants de la même appartenance peuvent se sentir stimulés pour développer des pratiques à retombées collectives et adaptatives. Choisir la voie politique s'explique aussi par leur appartenance à des familles traditionnelles où l'esprit de solidarité a encore une signification. En même temps, ils parlent et agissent au nom de la communauté d'émigrés. La simple adhésion à des associations qui fonctionnent comme des cercles d'influence permet de trouver des

---

<sup>461</sup>Expression populaire utilisée pour définir le pouvoir politique administratif, par opposition aux structures de pouvoirs traditionnels (notamment la chefferie).



privilèges et des subventions, en dehors du prestige acquis grâce au statut de politicien qui est très respecté. Beaucoup d'entre eux espèrent ne pas devoir payer d'impôts sur le patrimoine bâti et d'autres taxes sur leurs investissements (aussi Tandian, 2017).

Ces personnes font généralement partie des réseaux de partis du président du Sénégal (APR), ou sont dans l'opposition (plus rare, car le président se revendique de la même ethnie haalpulaar). Ainsi, lorsqu'ils accueillent le président en visite à Bruxelles, ils tentent de saisir leur chance pour formuler leurs doléances pour leur village originel. Madame B. affirme par exemple :

« On parle au président quand il vient en Belgique. C'est pour cela qu'on participe aux préparations de sa campagne électorale en Belgique. On lui a par exemple dit qu'il faudrait ouvrir le barrage, car cela pose des problèmes pour les cultivateurs et les pêcheurs »<sup>462</sup>.

Ils avaient déjà souvent une expérience d'engagements associatifs ou de militant politique (partisan ou mouvements d'étudiants, par exemple)<sup>23</sup> antérieure à l'émigration. Ils sont graduellement entrés en contact avec le monde politique belge et ils ont appris les rouages de la mobilisation pour la défense d'une cause (prise de parole, capacité à actionner des leviers politiques, etc.). La trajectoire de K. montre que son engagement en faveur de causes environnementales et l'adhésion au parti des Verts francophones en Belgique constituent des éléments structurants de sa socialisation militante. Fort de cette expérience et des compétences acquises par les conférences organisées dans son restaurant-café de Bruxelles, il s'est personnellement lancé en politique, tant en Belgique et au Sénégal. Ils rallient volontiers les mobilisations de la diaspora sénégalaise à la faveur du développement pour le pays et la région d'origine. Ils affichent une volonté de continuer à jouer un rôle social et politique dans leur pays.

Ces migrants sont généralement originaires de villages qui sont des chefs-lieux de Commune (anciennes communautés rurales). Ils semblent motivés à s'engager politiquement au sens strict du terme grâce à davantage de possibilités d'engagements politiques par rapport aux personnes originaires de plus petits villages. Ces villages chefs-lieux de Commune et leurs migrants profitent de l'influence de ce statut administratif et influencent aussi les dynamiques de villages environnants.<sup>463</sup>

### ***3.1.2. Trajectoires***

Les trajectoires migratoires des Politiciens s'amorcent à partir des années 1980. Leur motivation est d'ordre économique. Ils migrent volontairement pour parfaire leurs compétences, se développer personnellement, et trouver au Nord des positions d'appui utiles pour leurs projets au Sud. Dans le cas d'une migration forcée, les facteurs environnementaux ne jouent qu'un rôle indirect et de second plan. Dans ce cas, ce sont en effet les raisons politiques (leur engagement politique ou la contestation) davantage que les raisons environnementales qui les pousse à partir.

### ***3.1.3. Pratiques et impacts***

Les impacts de leurs actions transnationales passent surtout par la mobilisation de représentations collectives fondées sur la solidarité (symbolique) ethnique et/ou religieuse. Les types d'actions transnationales sont des projets diasporiques insérés dans des réseaux institutionnalisés (associations,

---

<sup>462</sup>Entretien n°28, Bruxelles, femme de 45 ans, septembre 2019.

<sup>463</sup>Ces informations sont aussi basées sur des entretiens avec une vingtaine de 'leaders politiques' dans la région du Fouta-Toro, 2018-2020.

ONG, gouvernements, etc.). Si certaines personnes se situent souvent dans une dynamique de contestation des élites de leur pays dès le début de leur engagement, d'autres se sont progressivement engagés dans des structures politisées. Ils ont en commun qu'au départ de leur engagement, l'intériorisation des « dispositions contestataires » (Lilian, 2012) s'est faite dans une logique de continuité, lorsqu'ils évoquent leur élection comme délégué durant leurs études primaires et secondaires, ou comme membre actif d'une association de jeunesse (souvent villageoise). Leurs activités de nature sociale, voire économique, avaient déjà une portée politique. À l'issue d'un processus de *socialisation politique* (Darmon, 2016), leur engagement se traduit dans une volonté de, tôt ou tard, poser leur candidature aux élections législatives ou locales. Reste à savoir si ces migrants « politiciens » vont parvenir à impulser une nouvelle dynamique dans la gouvernance de leur collectivité territoriale, eu égard à leur parcours migratoire. Les facteurs socio-environnementaux ont rarement joué un rôle majeur et direct dans leurs décisions migratoires. Cependant, ils sont souvent fort conscients et préoccupés des effets de ceux-ci sur les populations restées au pays d'origine.

### **Encadré 10 : Madame B – femme en politique partisane engagée en Belgique et au Sénégal**

Madame B est une femme engagée, tant pour son village d'origine qu'en Belgique. Elle confirme que son engagement dans un parti politique en Belgique (CdH) pourrait lui donner des leviers pour réaliser des projets dans son village d'origine. Elle a 45 ans et est mère de 3 enfants (18 ans ; 15 ans 10 ans) nés en Belgique. « Je pense que ce c'est important qu'ils connaissent la culture, la chaleur et la manière de vivre ici en Belgique, mais aussi au Sénégal. J'essaye de les amener tous les 2 ans au village pendant 1,5 mois pour qu'ils apprennent. Même si j'ai de la famille à Dakar, je préfère qu'ils passent presque tout leur temps au village. C'est le village qui compte pour moi ».

Madame B est arrivée en Belgique en 2001, donc une vingtaine d'années après les premières installations plus importantes des membres de la communauté Haalpulaar. Elle a pu rejoindre son mari par le biais d'une procédure de regroupement familial. Son mari avait obtenu ses papiers en Belgique en 1995, après avoir été refusé comme demandeur d'asile en France suite aux « événements de '89 ». Il est passé par la Libye et l'Italie, pour ensuite remonter vers le nord de l'Europe.

Elle est originaire d'un village d'éleveurs peuls du Dande mayo (Mbantou), près de Ndioum dans le Lao. Ses grand-frères dirigent le village, l'un en tant que maire et l'autre en tant que chef de village. Ce dernier ne sait pas lire ni écrire, « ce qui nous retarde beaucoup, mais comme il est de la même famille, même père, même mère, il ne bloquera pas de projets qui viendraient de notre initiative ».

Elle est alphabétisée, mais n'a pas pu obtenir son bac : « J'étais la seule fille du village qui allait à l'école et au collège à 5 km. J'étais déjà active dans plusieurs associations villageoises. » Son mari est chauffeur pour les autorités du Sénégal lors de visites en Belgique, et il est dans le CA de la grande association *Jokkere Endam*, une référence pour le rapatriement des corps. Elle considère que les réseaux politiques de leur couple pourront augmenter les impacts positifs pour leur village d'origine.

« Je suis rentré dans les associations ici et dans la politique APR en Belgique pour pouvoir un peu représenter les femmes, car ce sont les hommes qui travaillent, pas les femmes. Elles restent donc ignorantes et au courant de rien. C'est important que quelqu'un fasse le pont,

donc je rencontre beaucoup de personnes pour voir ce qu'on peut faire - éventuellement une coopérative aussi... »

Elle estime qu'il faut « beaucoup de moyens et de bons contacts » pour contrer les effets néfastes de la dégradation environnementale et climatique qui affectent son terroir originel.

## 3.2. Type 2 : Le Diplômé-transformateur

### 3.2.1. Dispositions

Les profils du type Diplômé-transformateur ont en commun d'avoir suivi un enseignement de l'école française (et parfois aussi l'école coranique), et ont obtenu au moins leur baccalauréat. Ils ont quitté la zone rurale du Fouta-Toro pour poursuivre leurs études supérieures dans les grandes villes de la région (Dakar, Saint-Louis, parfois Nouakchott ou Tanger...).

Ces personnes instruites ne sont pas issues des familles les plus pauvres. Leur famille a été en mesure de payer les coûts et les frais liés à la scolarité et à l'université tout en ayant pu compenser l'absence de l'étudiant qui ne contribuait dès lors plus à la subsistance de la famille.

### 3.2.2. Trajectoires

Leur migration était principalement volontaire, bien qu'ils aient été obligés de migrer vers les grandes villes parce qu'ils n'avaient pas la possibilité de poursuivre leurs études dans les zones rurales ou dans les villes voisines. Généralement, ils ont passé une période relativement longue à Dakar, où ils ont souvent combiné études et petits boulots, avant de pouvoir 'sortir' à l'étranger. La plupart des personnes qui ont étudié à Dakar, quittent les zones rurales à long terme ou de manière permanente. Beaucoup préfèrent le mode de vie urbain auquel ils se sont adaptés pendant leurs études et qu'ils ne voulaient pas abandonner. Pour ceux qui souhaitaient retourner dans leur région d'origine, il était – et c'est encore le cas - difficile de trouver un emploi adéquat dans les zones rurales après avoir terminé leurs études. Ainsi, ils ne retournaient dans la zone rurale que pour rendre visite à la famille au village et la soutenir financièrement.

Leur motif de migration était d'atteindre une éducation supérieure ou une meilleure formation professionnelle. L'aventure, la curiosité, le désir d'un mode de vie urbain et/ou l'indépendance vis-à-vis de leurs parents sont souvent des motifs secondaires de leur migration. Les facteurs environnementaux, au contraire, ne jouent pas de rôle significatif et direct dans leur décision de partir.

Aujourd'hui, le niveau général d'éducation est encore faible dans les zones rurales étudiées, mais le nombre de garçons et de filles des zones rurales qui fréquentent les écoles secondaires et les universités est en augmentation. Il est donc fort probable que ce type de migrant gagne en importance à l'avenir.

Les jeunes étudiants qui font leurs études en Belgique et qui sont récemment arrivés, n'ont généralement pas les moyens financiers, ni les réseaux sociaux requis pour développer durant leur séjour d'études des

projets à retombées collectives<sup>464</sup>. Ainsi, les étudiants qui n'ont rien pu faire pour leur famille ou communauté d'origine sont parfois frustrés à la fin du cycle d'étude et peuvent prendre la décision de dépasser le permis de séjour autorisé par le visa d'études.

En revanche, parmi ceux qui sont venus pour faire des études supérieures en Belgique, si les liens familiaux transnationaux sont forts, malgré leur statut élevé en Belgique, ces migrants ne sont pas forcément engagés au niveau collectif. Ces résultats montrent qu'une position socio-économique élevée dans le pays d'installation ne conduit pas nécessairement à un engagement transnational plus fort, mais plutôt cantonné à la famille. Le facteur de la temporalité, à savoir le séjour de relativement courte durée en Belgique pour les étudiants, est important.

- Ceux arrivés à la fin des années 1980 et au début des années 1990, présentent la triple caractéristique d'avoir d'abord migré en Afrique centrale ou de l'ouest. Ils sont parfois instruits, mais ont arrêté leurs études entre le certificat et la première année d'université ;
- Ceux arrivés dans les années 2000 ont connu au pays la dévaluation du FCFA, des années blanches à répétition dans les écoles ou à l'université, les plans d'ajustements structurels dans leurs phases les plus dures, mais aussi la démocratisation. Ils sont plus nombreux à être diplômés du supérieur et à avoir vécu en ville. Ils ont fait l'expérience de la liberté d'expression dans les lycées, sur le campus ou en ville de manière générale (voir aussi Dia, 2007).

### **3.2.3. Pratiques et impacts**

Les migrants Diplômés-transformateurs disposent de revenus relativement stables en Belgique, ce qui leur permet d'entreprendre différents types de transferts. En plus de transferts financiers et matériels, ils jouent un rôle particulièrement dans les projets de développement, ayant des retombées d'adaptation collective à long terme. Ils sont généralement engagés à travers la cotisation d'au moins une association communautaire. Ils sont nombreux aussi à être engagés politiquement au sens large, à travers la participation active à diverses activités et associations communautaires.

Ils sont dotés de compétences scolaires très appréciées pour le développement communautaire via l'AVD : la rédaction de procès-verbaux de réunion, formuler les articles des statuts lors de la formalisation de la *Kees Wuro* en Belgique ; formuler des projets collectifs, et éventuellement répondre à des appels à projets de potentiels partenaires de développement. Ayant pu bénéficier de la démocratisation scolaire, certains grâce au travail des émigrés qui ont construit le collège et/ou le lycée dans la Commune, ils veulent continuer à participer à ce travail collectif. Leur habitus d'engagements pour « l'intérêt villageois » se superpose souvent à une forme de contestation politique envers les autorités locales (traditionnelles et/ou administratives) par les études et la vie citadine vécue à Dakar.

Comme les 'politiciens', ils sont généralement bien connectés avec le village d'origine et certains sites néo-Dakarois. Ils retournent dans leur village natal rural généralement pour rendre visite à la famille, mais aussi pour des motifs d'engagements communautaires. Étant membres actifs dans la section de l'AVD en Belgique, ils suivent les activités communautaires pour le développement villageois de près via les réseaux sociaux sur internet.

---

<sup>464</sup> A moins qu'il/elle fasse partie d'un grand village chef-lieu de Commune qui connaît un nombre relativement important de ressortissants en Belgique (environ une cinquantaine de personnes).

A l'instar de certains profils de 'Politiciens', les migrants Diplômés ayant un statut socio-économique élevé développent une appartenance plus étroite à la société d'accueil. Ils montrent parfois des liens *familiaux* transnationaux plus faibles. Cependant, ils prennent davantage leurs propres initiatives pour des projets collectifs orientés vers le village, donc au-delà du ménage (aussi Portes, Haller et Guarnizo ; 2002 pour le cas des Mexicains aux USA ; Brandhorst, 2021 pour le cas de Cuba et l'Allemagne).

### 3.3. Type 3 : Les Ambitieux non-diplômés

#### 3.3.1. *Dispositions*

Les Ambitieux non-diplômés, principalement des hommes mariés (>35 ans) et jeunes célibataires, peuvent être de toutes les appartenances sociales de la stratification traditionnelle chez les Haalpulaaren. Ils n'ont pas de formations qualifiantes et peuvent parfois être (quasi-)analphabètes.

En fonction notamment de la durée d'installation en Belgique, ils ont des liens généralement relativement faibles en Belgique. Ils recherchent des réseaux commerciaux et des réseaux professionnels. S'ils ne sont a priori pas à l'aise dans le monde des partenaires de développement, il arrive que certains arrivent tout de même à s'engager dans des relations avec des personnes-ressources (ONG, citoyens volontaires, un programme des pouvoirs publics...). Par conséquent, ils ne sont pas entièrement dépolitisés puisque ces activités touchent à la sphère publique du village, même si la plupart affirme être « apolitique ».

Ils possèdent d'ailleurs généralement moins de capitaux (dans le sens de Bourdieu) à faire valoir dans l'espace politique translocal que les Diplômés ou les Politiciens. Ils sont moins dotés en capital culturel, en particulier scolaire, que les Diplômés, mais tentent de compenser ce déficit par un réseau social translocal significatif (capital social). Et cela, malgré des relations sociales souvent difficiles, surtout au départ, avec la population belge d'accueil. Le capital culturel étant fortement corrélé à la classe sociale en Belgique, celui-ci constitue une barrière à la mobilité sociale ascendante pour le migrant. Cela se répercute aussi négativement sur ces capacités d'engagements associatifs, qui devraient permettre de nouer des partenariats de développement orientés vers son village d'origine.

#### 3.3.2. *Trajectoires*

Les Ambitieux non-diplômés peuvent avoir été fortement touchés par des aléas socio-environnementaux, étant souvent issus de famille d'agriculteurs ou d'agro-pastoralistes. Leur migration a un caractère essentiellement volontaire, car leur objectif est soit de ne pas travailler en tant qu'agriculteur, soit de quitter les zones rurales. Ainsi, leurs décisions de migrer et leurs capacités correspondent à leurs préférences et à leurs aspirations. Ils visent surtout la réussite économique et un meilleur emploi.

Les options de mobilité internationale dont jouissent de nombreux Ambitieux, à savoir les vas-et- viens fréquents ou moins fréquents (souvent annuels ou bisannuels) entre la Belgique et d'autres pays, dont le Sénégal, est l'un des critères qui distinguent ce type de celui qui suit (le Démuni-aventurier).

### **3.3.3. Pratiques et impacts**

En termes d'engagement translocal, on peut identifier au moins trois sous-types d'Ambitieux non-diplômés.

Les premiers sous-types sont ceux qui visent à tout prix la réussite socio-économique en Belgique pour pouvoir réaliser des projets (généralement familiaux) au village ou ailleurs au Sénégal. Certains préfèrent se concentrer d'abord sur leur réussite socio-économique en Belgique. Ils ne sont alors, dans cette phase, que marginalement impliqués dans des engagements communautaires, dont ceux qui sont orientés vers le village d'origine.

Le deuxième sous-type sont ceux qui investissent un maximum de leur énergie (temps, argent...) pour le village d'origine. Et ce, non seulement pour mettre en scène et à l'honneur la famille restée sur place, mais aussi pour contribuer aux projets villageois et communautaires. Ils ont des ambitions importantes pour l'amélioration des conditions de vie, et déploient une proportion très importante de leurs ressources pour l'intérêt villageois. Ils sont actifs dans le mouvement associatif orienté vers le terroir d'origine, même lorsque leur situation financière est difficile en Belgique.

Le troisième sous-type sont ceux qui préfèrent se consacrer entièrement à leur nouvelle vie en Belgique, sans se soucier des préoccupations au village (catégorie minoritaire). Ils se montrent individuellement très ambitieux pour leur nouveau projet de vie en Belgique, au détriment du pays d'origine. Si ce troisième sous-type est non seulement minoritaire dans notre échantillon, nos enquêtes indiquent que c'est également le cas au sein de la communauté haalpulaaren en Belgique.

Si les deux premiers sous-types restent plus ou moins bien connectés avec le village d'origine et avec souvent des proches sur les sites néo-Dakarois, le troisième sous-type ne l'est pas. Une minorité semble en effet préférer se déconnecter à des degrés variables, et ne plus répondre à l'attente et à l'allégeance ethnique du village. Ces deux premiers sous-types peuvent s'engager dans des débats publics de développement villageois (qui ont une nature politique) tout en s'affichant comme étant « apolitiques ». Les personnes déconnectées du troisième sous-type ne sont pas du tout « politisées ». Les effets adaptatifs de leurs engagements et pratiques de transferts sont le plus souvent involontaires, dans la sphère privée plutôt que publique.

Les deux premiers sous-types visent ainsi à également créer de l'emploi dans leur communauté d'origine (principalement des entreprises non agricoles). Les Ambitieux qui ont des effets transformateurs par leurs pratiques deviennent relativement courants et leur nombre devrait augmenter à l'avenir<sup>465</sup>.

---

<sup>465</sup> Notamment en raison des changements environnementaux, de la croissance démographique (et de la diminution de l'accès aux terres fertiles) et de leurs aspirations à un mode de vie différent et à un avenir meilleur.

## 3.4. Type 4 : Le Démuni-aventurier

### 3.4.1. Dispositions

La notion d'aventurier empruntée ici a été mise en avant dans plusieurs travaux de recherche portant sur les migrations, notamment sénégalaises : Schmitz (2008a : 5-15) et Pian, A. (2009 : 91-106). Ce vocable est aussi utilisé par Sylvie Bredeloup, S. (2008) lorsqu'elle décrit les aventures de la 'd'iams'pora' de la vallée du Fleuve Sénégal en Afrique centrale et Victoria van der Land (2018) dans sa typologie de migrants au Mali et au Sénégal.

Les Démuni-aventuriers sont principalement des hommes célibataires entre 20 et 50 ans, qui n'ont pas obtenu de diplôme d'enseignement supérieur. Ils ont cependant acquis des compétences diverses au cours de leurs trajectoires migratoires.

Comme certains Ambitieux, ils sont souvent issus de familles rurales, pour lesquelles l'agriculture est l'activité principale ou une activité importante dans la part des ressources du ménage (*fyre*). Ils peuvent cependant être d'appartenances sociales et de groupes statutaires divers.

### 3.4.2. Trajectoires

Les facteurs socio-environnementaux ont joué un certain rôle, parfois direct, dans le départ du village vers Dakar ou une autre étape dans le parcours migratoire vers la Belgique. Ils veulent généralement échapper aux normes sociales traditionnelles étroites, à la démarcation par rapport aux parents et à la vie rurale. Si leur migration est principalement volontaire, la pression des pairs peut fortement l'influencer. Ainsi, elle peut revêtir un caractère 'forcée' qui est indirectement en lien avec les changements socio-environnementaux.

Les motifs de migration de ces aventuriers, devenus ensuite des Aventuriers-Démunis, sont multiples et comprennent l'indépendance économique, l'autonomie vis-à-vis des parents et du contrôle social du village, le désir de biens de consommation, la curiosité de découvrir le monde en dehors de leur village et l'aventure. Il s'agit, au départ de leur parcours migratoires, généralement de jeunes hommes et de jeunes femmes âgés de 18 à 35 ans qui ne sont pas encore mariés. Leur niveau d'éducation va de l'absence de scolarité à l'enseignement primaire ou secondaire. Un niveau d'éducation plus élevé réduit la probabilité que les filles et les garçons migrent à un jeune âge (van der Land, 2018). Certains ménages et certaines communautés n'approuvent pas que, surtout les jeunes femmes, quittent la région et deviennent indépendantes. Par conséquent, les garçons et les filles partent secrètement ou prétendent qu'ils vont partir afin de soutenir financièrement le ménage.

Pour les garçons, la première migration constitue souvent un rite de passage du garçon à l'âge adulte. Similairement aux hommes enquêtés, les jeunes femmes pensent la migration comme un véritable rite de passage en tant que forme de négociation d'un nouveau statut au sein d'une société présentant un système structuré, patriarcal et hiérarchique de position (cf. Segalen, 1998 ; Bredeloup, 2014 : 119). Dans cette région où le mariage arrangé est encore une coutume courante, la migration constitue également une occasion d'éviter ou de retarder le mariage. Rappelons que les premiers migrants ou migrants pionniers qui ont quitté la région du Fouta-toro appartenaient souvent ce type. En Belgique, ils sont arrivés dans les années 1980, à savoir plus tard qu'en France ou en Italie. Ils ont ensuite été nombreux à avoir pu régulariser leur statut légal et ont obtenu un permis de séjour sur le territoire.

### 3.4.3. Pratiques et impacts

Étant dans une situation socio-économique très précaire, ils n'ont pas les ressources nécessaires pour s'engager pleinement dans des pratiques transocales de transferts collectifs, comme de nombreux émigrés l'auraient désiré. Les Démunis sont, dans les premières années de leur arrivée, en situation légale précaire ou irrégulières ne sont souvent ni dans les capacités financières ni dans les dispositions mentales de contribuer pour la communauté villageoise. Néanmoins, les petits revenus obtenus en Belgique (allocations sociales, travail au noir, etc.) peuvent être partiellement utilisés pour soutenir le ménage resté au village. Leurs transferts financiers sont donc limités et ils ont peu d'impact sur le communautaire au village.

Si leur capital économique s'en trouve relativement amélioré par rapport à leur situation au Sénégal, il demeure encore faible, voire très faible au regard des standards d'intégration socio-économiques en Belgique<sup>466</sup>. En outre, le capital social et culturel que possède ces migrants se retrouvent encore renforcé par l'expérience migratoire. S'ils ont subi une dégradation de leur statut social en Belgique par rapport à celle au Sénégal, ce n'est pas le cas aux yeux de la plupart des migrants lorsqu'ils prennent comme référence la communauté d'origine. Il s'agit alors plutôt d'une promotion sur l'échelon social villageois, qu'ils veulent généralement satisfaire par des actions dirigées vers celui-ci.

Certains essayent tant bien que mal de répondre à des demandes par des transferts de fonds, et par la participation à des associations ethniques/religieuses. D'autres optent plutôt pour rentrer 'en mode silence radio', sachant qu'ils ne pourront pas y répondre étant donné leur situation juridique et socio-économique trop précaire. Les ressources manquent pour s'engager dans des actions transnationales. Les liens familiaux peuvent en résulter lésés.

Contrairement aux catégories précédentes, ils se sentent moins appartenir à plusieurs localités en même temps, car ils se sentent moins inclus dans le pays d'accueil<sup>467</sup>.

---

<sup>466</sup> Nous n'entrerons pas dans l'analyse des indices de pauvreté en Belgique, car cela dépasse l'objet de ce chapitre.

<sup>467</sup> Dahinden (2010) qualifie dans sa typologie « *Mobility and locality in transnational formations* » une catégorie de 'transnational outsiders', qui sont généralement constitués par des demandeurs d'asile, sans-papiers, les migrants en situation de marginalisation sociale et économique.



### 3.5. Synthèse des profils

Idéal-type	Le Politicien	Le Diplômé	L' Ambitieux non-diplômé	Le Démuni
Pratiques transnationales	Tous les types de transferts ; particulièrement les projets collectifs, potentiellement structurellement adaptatifs -	Tous les types de transferts ; particulièrement les projets collectifs, potentiellement adaptatifs	Tous les types de transferts, priorité aux transferts familiaux (matériels)	Transferts financiers limités ; peu d'impact collectif et/ou communautaire
Objectifs	Reconnaissance au village ; recherche de légitimité politique ; volonté transformatrice, par les réseaux sociaux (partenariats)	Reconnaissance au village ; recherche de reconnaissance sociale, voire de légitimité politique ; effets productifs/générateurs de revenus ; transformateurs	Contribution aux moyens de subsistance familiale ; reproduction familiale ; aspect communautaire au second plan	Recherche de 'papiers' avant tout ; ensuite contribution aux moyens de subsistance familiale ; aspect communautaire encore très faible
Age, genre et état civil	30-60 ; principalement des hommes mariés	25-50 ; hommes et femmes ; principalement mariés	20-60 ; principalement des hommes ; mariés (>35 ans) et jeunes célibataires	20-50 ; principalement des hommes célibataires
Type de migration et temporalité	Migration économique à partir des années 1980 ; Volontaire ou 'forcée'	Migration économique récente (irrégulière et régulière) ; migration d'étude récente ; Volontaire	Migration économique récente ; Volontaire, voire 'forcée'	Migration économique récente ; Volontaire ou 'forcée'
Impacts des facteurs environnementaux sur la migration	Faible	Faible	Moyen-fort	Fort
Contacts avec le pays et village d'origine	Fréquents	Fréquents	Fréquents	Parfois plus faible (honte)
Intentions de retourner	Oui	Oui	Oui/considéré à court terme	Oui/considéré à court terme
Capacités (= habitus/capitaux et caractéristiques individuelles) pour pratiques à retombées collectives dans village d'origine	Élevées - capital social, symbolique	Élevées - capital culturel et social	Faibles - certain capital économique et social	Très faibles – potentiellement capital économique et social
Intégration socio-économique	Moyen-élevée	Moyen-élevée	Faible	Très faible (situation irrégulière)

**Tableau 13 – Une typologie des migrants transnationaux - Caractérisation des différents types de migrants en fonction de leurs pratiques à retombées collectives et adaptatives.**

## 4. Discussion

Si les quatre types sont différents à plusieurs niveaux, nous avons aussi constaté plusieurs similitudes et points communs. Nous discuterons d'abord des points communs en termes d'aspirations et parcours migratoires, ensuite nous discuterons brièvement les différences au niveau des pratiques translocales au regard de notre cadre Bourdieusien. Cette section se termine par une brève analyse de la variable du genre (femmes haalpulaaren en Belgique) et de la catégorie des jeunes.

### 4.1. De nombreux points communs

Premièrement, en termes d'aspirations, on peut retrouver une trame relativement commune parmi nos répondants : des aspirations à l'indépendance économique, à une meilleure situation économique et à un meilleur statut social. Il ressort aussi fréquemment un désir et une préférence pour un mode de vie "moderne". La majorité des répondants souhaitent atteindre une plus grande autonomie. Ils sont nombreux aussi à vouloir découvrir le monde en dehors du village, à acquérir de l'expérience et des compétences. La majorité ne voulait pas ou plus travailler dans l'agriculture dans les mêmes conditions matérielles que leurs parents. Ce serait contraire à l'ambition de réussir dans la vie et "d'avancer". Ces résultats rejoignent de nombreux travaux qui étudient les motivations de départ en Afrique de l'Ouest (par exemple : Tandian, 2020 ; van der Land, 2018 ; Lietaer et al., 2020). La migration apparaît comme étant à la fois un acte d'émancipation individuelle et de reproduction collective (aussi Lacroix, 2016).

Deuxièmement, au niveau des profils migratoires, nos répondants ont généralement en commun d'avoir d'abord migré vers les zones urbaines du pays (principalement Dakar) ou vers les pays voisins où ils ont occupé des emplois occasionnels temporaires, surtout les (jeunes) hommes.

En lien avec cela, un deuxième point commun est que la plupart des migrants s'appuient sur des réseaux sociaux construits par des frères ou sœurs aînés, des amis ou d'autres membres de la famille ou de la communauté. Le réseau social facilite leur hébergement et leur recherche d'emploi. Toutefois, il ne s'agit pas d'une condition préalable à leur migration. Ils sont souvent arrivés en Europe par des voies créatives. La grande majorité d'entre eux sont arrivés par voie aérienne avec un visa temporaire, mais certains ont également emprunté la voie plus périlleuse des bateaux de passeurs.

Un troisième point commun général est le suivant : les migrants affirment généralement « un jour » vouloir retourner vivre au Sénégal, parfois même avant la retraite<sup>468</sup>. En revanche, la condition sine qua non pour cela, est qu'il faut un projet de retour « qui en vaille la peine », comme l'ont exprimé de nombreux répondants. Certains ont évoqué un projet économique, comme « un bon projet agricole rentable », et d'autres n'ont pas caché qu'un mandat politique couplé à un projet économique serait idéal.

Cela montre encore une fois l'importance de préserver son statut social lors d'un retour et de la crainte de déclassement social. D'ailleurs, il semble que ceux qui ont choisi de retourner dans leur pays d'origine réussissent le plus souvent leur réintégration<sup>469</sup>. Ils y retournent avec le sentiment d'avoir réussi, et sont à même de contribuer au développement de l'économie locale en y investissant leurs ressources, leurs savoir-faire et leur capital social (aussi Bergeret et al., 2019). Ainsi, à condition que celles-ci soient investies de manière durables et adaptées aux conditions socio-environnementales, ces investissements devraient

---

<sup>468</sup> Ceux qui ont obtenu la (double) nationalité, désirent généralement la garder.

<sup>469</sup> C'est ce qui ressort chez plusieurs migrants de retour de l'étranger, dont plusieurs qui ont résidé en Belgique, que nous avons interrogés.

résulter en une amélioration de capacités d'adaptation collective aux changements socio-environnementaux.

Sauf pour le profil des 'Démunis', nous sommes confrontés simultanément à des niveaux élevés de mobilité et à des niveaux élevés d'ancrage local dans les pays d'installation et d'origine. Ils font régulièrement des allers-retours entre le nouveau pays et le lieu d'origine : pour les vacances, les obligations familiales, les affaires, etc. Souvent, les migrants possèdent une maison ou des terres (ou les deux) dans le pays d'origine. D'une manière générale, il s'agit d'immigrants qui maintiennent des liens avec leur pays d'origine, faisant de la société d'origine et de la société d'installation une seule et même arène d'action sociale en faisant des allers-retours à travers les frontières internationales.

Ces migrants participent et créent un type spécifique de transnationalité en exploitant le capital social (Bourdieu, 1980) basé principalement sur le principe de la solidarité et de la réciprocité familiale - ou, dans une moindre mesure, ethnique. Toutefois, la pression sociale ressentie n'est généralement pas ressentie comme agréable. Ils sont ainsi nombreux à essayer de désillusionner ceux restés au pays par le récit de leurs expériences propres, expliquant les difficultés auxquelles ils font face en Belgique. Ce constat rejoint de nombreuses études empiriques qui ont montré l'importance du capital social dans les processus collectifs d'adaptation des communautés locales et des ménages (entre autres : Aldrich 2011 ; Chatterjee, 2010 ; Murphy, 2007 ; Portes, 1998). En fait, le capital social est considéré comme la dotation en capital la plus importante des communautés locales dans le Sud (cf. Braun & Abheuer, 2011). Grâce à la confiance et au soutien réciproque, les membres des réseaux sociaux sont en mesure d'obtenir des avantages et d'organiser l'accès à des ressources tangibles et intangibles telles que des prêts, des transferts de fonds, une aide mutuelle, des conseils, des informations et des connaissances (cf. Kerr, 2018 ; Portes, 1998).

**Au niveau des pratiques translocales, le Politicien et le Diplômé** opèrent tous types de transferts matériels et immatériels, au niveau individuels, familiaux, collectifs et villageois. Ils sont toutefois particulièrement caractérisés par leurs engagements pour les projets collectifs villageois (ou sous-communautaires). Forts dotés en capital social et symbolique, ces deux types de profil sont particulièrement enclins à contribuer de manière proactive et planifiée aux stratégies d'adaptation dans leur village d'origine. On pourrait dire qu'ils constituent une certaine « élite associative », pour reprendre Christophe Daum (1998) dont la recherche a relevé le rôle important des acteurs constituant une élite associative parmi les Maliens et les Sénégalais en France.

**L'Ambitieux** est plutôt axé sur des transferts individuels et familiaux, ainsi que des soutiens économiques (matériels et argent). Pour le Démuni, sa capacité de transferts financiers est limitée, ce qui impacte aussi sa capacité d'engagement collectif. Si le Démuni est le moins disposé à contribuer à la capacité d'adaptation collective, sa situation précaire de Démuni est temporaire. Elle n'est pas fixe ou permanente, car son niveau socio-économique peut évoluer favorablement.

En termes d'objectifs, **le Politicien et le Diplômé** sont typiquement à rechercher une reconnaissance sociale au village par l'engagement dans les affaires de développement villageois. Le Politicien est davantage en quête explicite de légitimité politique que le Diplômé qui s'affiche moins souvent sur la scène de l'arène politique villageoise. Ils démontrent tous deux une volonté de transformer le village au niveau des conditions de vie et des aspects socio-économiques. Le Diplômé cherchera davantage des effets productifs ou générateurs de revenus au niveau familial. L'aspect communautaire villageois lui est moins prioritaire que pour le Politicien.

L'Ambitieux et le Démuni tentent surtout de contribuer aux moyens de subsistance de la famille restée au Sénégal. Particulièrement pour le Démuni, la reproduction familiale passe clairement devant les aspects communautaires et politiques, qui se trouvent au second plan des priorités. Ce dernier est trop occupé

avec ses soucis socio-économiques et légaux (« la recherche de papiers ») en Belgique pour pouvoir s'atteler aux affaires publiques villageoises.

Finalement, l'effectif en nombre absolu des émigrés en Belgique membres actifs des sections d'associations villageoises est assez faible (entre 3 et 100 personnes<sup>470</sup>) ne sont pas nombreux (souvent moins nombreux qu'en France), à cause du simple fait que moins d'émigrés haalpulaaren sont présents sur le territoire belge. En outre, ils sont aussi moins composés d'anciens syndicalistes, de militants politiques, de réfugiés qu'en France. Si on peut retrouver quelques exceptions en Belgique, en France, ce sont ce type d'acteurs qui ont largement contribué à la structuration des groupes de porteurs de projets (Daum, 1998 ; mentionné dans Lacroix et al., 2008). C'est que souvent les bailleurs de fonds, généralement des pays du Nord, ne parlent pas le même langage que les populations locales. C'est par exemple le cas avec la notion d'adaptation aux changements environnementaux. De fait, des individus assurent la médiation entre deux univers de fonctionnement distincts. Sans formation en la matière, mais de façon processuelle, ils apprennent à décoder les signaux véhiculés par les financeurs. Ils entreprennent un travail de traduction culturelle envers les leurs, et vice-versa. Si de nombreuses personnes interrogées semblent idéalement vouloir jouer ce rôle de « courtier de développement » (cf. Blundo, 1995 ; Bierschenk et al., 2000), ce type de profil de migrants haalpulaaren est clairement l'exception que la règle en Belgique.

## 4.2. Un engagement politique translocal surtout masculin ?

Les profils révèlent que les personnes les plus susceptibles de s'engager plus ouvertement dans des activités politiques dans leur pays d'origine ont tendance à être des hommes entre 30 et 60 ans, mariés qui sont **impliqués** dans des associations (ethniques). Notre échantillon contient cependant certaines femmes (7) engagées à divers degrés pour la communauté d'origine. Les femmes ont formellement le droit d'endosser des rôles de responsabilité, ce que certaines font. C'est le cas non seulement dans les groupements de tontines, même aussi dans la section d'association villageoise de développement (AVD). Toutefois, il ressort de nos entretiens et observations que « le devant » de la sphère publique leur est moins accessible que pour les hommes. Dans les règles sociales haalpulaaren, les femmes doivent se cantonner au domaine privé. Elles ne doivent en sortir qu'avec l'autorisation des hommes de leur ménage d'appartenance. La société haalpulaar se réfère à la religion musulmane qui demande à l'homme de prendre en charge tous les besoins de la femme. En échange la femme doit obéissance et fidélité au mari. Comme la société d'origine n'a prévu aucun droit d'accès de la femme aux biens communautaires, on comprend que la majorité des femmes n'a pas la même capacité de levier politique que l'homme dans l'espace social translocal. En outre, elle semble moins bien représentée dans le monde associatif en Belgique.

Certaines exceptions existent toutefois. Nous avons notamment rencontré quelques femmes engagées ouvertement en politique locale au Sénégal (villageoise), ainsi que dans un parti politique en Belgique. Elles se disent plus à l'aise à s'engager dans des projets communautaires orientés sur les femmes dans le village d'origine. Par exemple, une femme de 65 ans, très engagée pour la cause féminine, est devenue directrice d'une association qui lutte contre les violences au nom des traditions et les mutilations sexuelles féminines (excision). Elle nous confirme lors d'un entretien dans ses locaux à Bruxelles que celles-ci constituent un facteur fréquent de déconnexion avec le village d'origine :

---

<sup>470</sup> Dans les villages où nous avons enquêté, le nombre maximum s'élève à 60 membres dans la section de l'AVD en Belgique. Plusieurs sources ont indiqué que des plus grands villages et/ou villes peuvent avoir plus d'une centaine de membres (enquêtes, terrains au Sénégal et en Belgique).

« Oui, nous avons déjà eu un nombre important de femmes qui ont rompu les relations avec leur village. Elles sont notamment nombreuses dans la région de la moyenne-vallée du fleuve où l'excision est encore pratiquée en cachette. Ce sont souvent des vieilles femmes qui sont spécialisées et font des tournées dans la région. Elles sont payées pour cela, mais elles pensent qu'il faut respecter la tradition. Mais tradition n'est pas raison ! ».

Pour elle, c'est important de lutter contre ces pratiques pour diverses raisons. L'une d'entre ces raisons, est que les femmes finissent par rompre les liens avec la communauté villageoise d'origine. Les retombées de la rente migratoire pour ces villages en sont alors clairement affectées.

Remarquons que cette histoire fait écho à celle d'une dame haalpulaar de 55 ans et sa fille de 30 ans, toutes deux activistes, à Guédiawaye, dans la banlieue de Dakar. Migrantes internes depuis une trentaine d'années, la mère veuve a également lancé il y a plus de vingt ans une association qui compte 60 membres avec le même objectif pour le droit des femmes. Cette association néo-Dakaroise a été reconnue et récompensée par le président actuel<sup>471</sup>. Ces femmes, déconnectées de leur village à cause de leur « *combat contre des pratiques rétrogrades menées contre les femmes* », comme explique la mère, ont ensuite mené campagne pour les élections présidentielles de 2019. Pour ce faire, l'association ouvertement « politisée », a organisé une journée culturelle des Haalpulaaren, la distribution de céréale dans les districts sanitaires, les écoles et *daara* (écoles coraniques) des quartiers néo-Dakarois de Guédiawaye. Actuellement, elles élargissent le champ des activités de l'association, notamment dans la lutte contre la malnutrition et la pollution via la création d'emplois par respectivement la production de céréales et la valorisation des déchets à Dakar. Pour l'heure, elles n'ont « pas l'envie, ni l'intention » de se réorienter vers la région d'origine<sup>472</sup>.

### 4.3. Les jeunes en Belgique

Notre échantillon compte six (6) **jeunes répondants en Belgique** (moins de 23 ans). Ces jeunes ne sont que peu ou très peu impliqués dans les activités collectives au village. Cependant, se disant encore très attachés à leur village d'origine (ou celui de leur parents), la plupart est au courant par les réseaux sociaux quand les associations de jeunes, ont introduit une idée rénovée de l'aide au village. Généralement basées en France ou à Dakar, ces associations de jeunes sont **détachées des préoccupations coutumières et religieuses**. En outre, les jeunes du village de leur génération mettent en œuvre des techniques associatives formalisées : enregistrement des statuts, tenue d'une comptabilité, demande de subvention, etc.

Les jeunes en Belgique disent ne pas se sentir réellement impliqués, principalement à cause de la **distance intergénérationnelles et physique** qui les sépare des centres de décision et de réunions principalement basés en France. Toutefois, lorsqu'il y a une demande concrète de participation par le biais de cotisation, ils répondent généralement présents. Ils savent qu'il y a des **attentes importantes qu'ils ne peuvent pas décevoir** pour ne pas s'attirer la honte de leur famille, même s'ils ne planifient pas de voyage dans les prochaines années.

Les jeunes rencontrés en Belgique n'ont pas initié de projets d'adaptation directement liés aux changements environnementaux. Ce n'est d'ailleurs pas non plus l'apanage des associations de jeunes dans leur village d'origine. En plus des activités sportives (football, lutte,...) et culturelles (musique) qui restent le domaine phare des jeunes, les jeunes villageois se mobilisent plutôt pour des projets qui permettent une

---

<sup>471</sup> Elles nous ont fièrement montré les photos d'elles posant avec l'actuel président de la République du Sénégal, ainsi que les différents prix et certificats de mérites, qui sont encadrés dans le salon du domicile à Guédiawaye (Médina Gounass). (Notes d'observations).

<sup>472</sup> Entretien avec des membres de la famille S., à Guédiawaye, Médina-Gounass, janvier 2019.

résilience sociale plus large. Par conséquent, les jeunes en Belgique qui sont en contact avec des jeunes villageois, sont aussi davantage motivés à déployer de l'énergie et de l'argent pour des projets collectifs qui permettent de mener à terme l'éducation scolaire, et formations (professionnelles) de leurs membres de famille et proches au village. A ce titre, une jeune fille de 17 ans, née en Belgique, mais de parents originaires d'un des villages enquêtés explique :

« J'ai de la chance d'être née ici en Belgique et de pouvoir aller à l'école sans que cela ne pose de problèmes matériels. Ici, j'ai le choix de continuer mes études et en plus de choisir ce que je vais étudier pendant 5 ans. Si je peux aider mes cousins et cousines à ce qu'ils puissent poursuivre leurs études, je suis prête à donner une partie de mon argent de poche que j'ai gagné avec mes jobs d'étudiants. Finalement, même si la vie est chère en Belgique, on est quand-même gâtés. »<sup>473</sup>

En Belgique, nous n'observons pas encore de mobilisation particulière des **enfants de la seconde génération** au sein de nouvelle association dirigée par des jeunes de la nouvelle génération comme c'est le cas en France (par exemple, « Nouvel Espoir de Village X en France »). La plupart des enfants nés en migration de parents originaires d'Afrique tendent à s'éloigner des projets de développement des pays d'origine. Contrairement à leurs aînés, les jeunes de ces nouvelles associations intègrent dès le départ l'importance de mobiliser les autorités locales (déconcentrées et décentralisées et traditionnelles) pour « garantir la durabilité des projets ». Toutefois, certains migrants de seconde génération en France, qui étaient de retour en vacances au village, affirment avoir été déçus par le manque de compétences, et le manque de suivi des autorités locales.

La plupart des personnes interrogées dans les villages pensent que les migrants de la deuxième voire de la troisième génération gardent le sang du village dans leurs veines, même s'ils ne sont « que des descendants » de migrants sénégalais. « En réalité, ils sont français ou belges. Les villages d'ici ne sont pas leurs villages, mais les villages de leurs parents », affirme le chef de village de Doumga Lao<sup>474</sup>. En revanche, ils s'accordent à dire qu'il faut les convaincre de s'intéresser aux questions des villages d'origine. « Il faut les amener voir la famille et découvrir le Sénégal par la création d'écovillages<sup>475</sup> ouverts à leur attention, mais aussi aux autres Sénégalais. » avance un homme de Thiemping qui n'a jamais émigré, mais qui est très actif à l'AVD au village et qui travaille comme gestionnaire du Conseil départemental de Kanel.

Comme plusieurs personnes l'ont évoqué, le maire de Doumga Lao pense qu'il faut stimuler les rencontres entre les enfants des ressortissants du village et ceux qui vivent en Belgique et en France<sup>476</sup>. Cela permettrait, selon ces personnes, de sensibiliser ces jeunes de deuxième génération sur les relations à entretenir avec les localités d'origine.

---

<sup>473</sup> Entretien n°42, Anvers, septembre 2019.

<sup>474</sup> Entretien, Doumga Lao, février 2019.

<sup>475</sup> L'idée de créer un écovillage dans son discours lui vient de certains migrants de France et a été mentionnée dans quatre villages par des membres actifs de l'association de développement.

<sup>476</sup> La Belgique a d'ailleurs été, son pays de résidence durant 36 ans, et, faisant des allers-retours entre le Sénégal et la Belgique plusieurs fois par an, il considère toujours ce pays comme sa deuxième patrie. Entretien n°2, Bruxelles, août 2018.

## 5. Conclusion

Cette synthèse conclusive passe par une catégorisation en profils idéaux-types des migrants haalpulaar en fonction de leurs aspirations et capacités à contribuer aux stratégies d'adaptation collective dans leur communauté d'origine. Cette catégorisation se base sur les variables qui ont émergé des résultats empiriques du terrain. Les profils du Politicien et du Diplômé-transformateur ont en commun d'être les plus enclins et davantage en capacité de contribuer de manière proactive aux stratégies d'adaptation collectives structurelles et transformatrices (ex-ante). Tous les profils, sauf parfois le Démuni-aventurier, sont en principe capables à divers degrés de démontrer une agentivité réactive face à des stress socio-environnementaux affectant des membres villageois (ex-post).

Si nos résultats montrent clairement de grandes disparités au sein des migrants haalpulaaren en Belgique à cet égard de capacités, nos enquêtes au Sénégal ont montré que tous les émigrés sont censés contribuer à l'amélioration des conditions de vie au village. En effet, le fait d'être partis en migration implique des attentes individuelles et collectives de la part des villageois envers les émigrés. Ces attentes collectives sont importantes et concernent aussi les changements environnementaux qui affectent les conditions de vie. Ces attentes importantes découlent de la représentation sociale de du migrant comme une des **figures de réussite**. Ils se construisent leurs capitaux (dans le sens de Bourdieu) non seulement par les pratiques de transferts matériels familiaux (construction de belles villas au village, assurer des envois d'argent mensuels à leurs familles), mais aussi par leurs contributions communautaires.

Ces pratiques translocales contribuent à faire d'eux des interlocuteurs écoutés au village. La plupart des répondants, peu importe le profil, estiment cependant ne pas pouvoir répondre – concrètement et matériellement – à ces attentes et demandes émanant du village d'origine. De nombreux migrants en Belgique tentent de parvenir à y répondre par l'action collective translocale. Touchant à la sphère publique, ces pratiques 'glissent' relativement vite dans le domaine politique (voir chapitre 5.3.2.). Toutefois, les émigrés se sentent incapables de changer, sans partenariats et/ou interventions des pouvoirs publics, les conditions de vie de leurs proches et familles restées au village. Par conséquent, ces résultats suggèrent que les divers engagements et pratiques continueront d'avoir une certaine vocation politique, car la plupart des émigrés en Belgique savent que c'est par cette voie politique (ambigüe) qu'ils peuvent espérer de changer et adapter plus structurellement l'environnement socio-environnemental du village d'origine.

Parmi les facteurs de différenciation de chaque type de migrant, l'influence de l'environnement et le caractère de leur migration (volontaire ou forcée) semble jouer parfois un rôle – pas toujours déterminant – sur l'engagement translocal ayant des retombées d'adaptation collective. Rappelons à ce titre que les **valeurs environnementales** sont généralement importantes, mais pas forcément jugées comme prioritaires pour les activités translocales des émigrants. En outre, ces considérations environnementales ne sont pas toujours très explicites dans les discours et pratiques translocales de certaines catégories de migrants en Belgique. Nous avons vu qu'une explication réside dans le fait que l'environnement naturel fait partie intégrante du système socio-écologique des villages ruraux dans le Fouta-Toro (voir Chapitre 5). Ainsi, on pourrait conclure à l'ambivalence des retombées de l'engagement translocal des migrants sur le destin politique et écologique de leur région d'origine.

Pour conclure, nos enquêtes ont montré la persistance parmi les migrants haalpulaar d'une reproduction des clivages politiques, sociaux et communautaires de leur pays d'origine. Celle-ci est toutefois nettement moins prononcée qu'au village d'origine. Plusieurs témoignages ont affirmé cela en soulignant le fait qu'en Belgique, rien que le fait d'être de la même région d'origine est déjà un facteur de rapprochement social important. Plusieurs éléments communs ressortent sur les types de migrants qui favorisent les transferts sociaux. Contrairement aux remises financières, les transferts sociaux nécessitent davantage un retour permanent ou temporaire du migrant dans son village d'origine. Encore une fois, ce sont les politiques

publiques, appréhendées dans leurs dimensions nationales et européennes, qui pèsent sur les trajectoires migratoires qui sont aussi des « carrières de papier ». Ainsi, l'enthousiasme pour une *agency* des migrants qui se jouerait partout des contraintes face aux autorités étatiques se heurte à la réalité des faits, loin d'une vision trop positive du transnationalisme.



## Chapitre 8.

### Conclusion générale et pistes de réflexion

Au niveau empirique et théorique, plusieurs interrogations subsistent par rapport à l'idée des migrants comme (potentiels) agents de développement (Sinatti et Horst, 2015 ; Åkesson et Eriksson-Baaz, 2015), agents de changements (*agents of change*) (Grabowska et al., 2017) ou, encore comme « agents adaptatifs » (*adaptive agents*) pour leur pays d'origine (Ransan-Cooper et al., 2015). Comme le souligne Siegmann (2010 : 346) et le rappellent Peth et Sakdapolrak (2020), les relations entre la migration, la résilience sociale et l'adaptation collective sont souvent plutôt supposées que démontrées par des études de cas empiriques.

Nous soutenons que cela ne devrait pas être argumenté idéologiquement, mais devrait faire l'objet de recherches plus approfondies. En effet, la théorie néolibérale part du principe que le migrant-acteur est un individu flexible et résilient qui s'adapte à un contexte que nous estimons trop souvent dépolitisé.

Pourtant, le rôle des transferts de fonds pour la résilience sociale a été abordé (Adger et al., 2002). La littérature contient de nombreuses références aux facteurs favorisant la résilience sociale, tels que les transferts financiers, la diversification des moyens de subsistance, la participation aux processus de décision, l'ouverture aux innovations (par le biais des transferts sociaux), et bien d'autres encore (Siegmann, 2010 ; Béné et al., 2012 ; Grabowska et al., 2017).

Cependant, il existe très peu d'études intégrant simultanément dans leur analyse :

1. La dimension translocale des transferts de fonds ou " translocalité" (Greiner & Sakdapolrak, 2013). La plupart des études s'intéressent aux impacts in-situ - sur le lieu d'origine ou de destination à un niveau général - en négligeant la dimension translocale de la migration (Sakdapolrak et al., 2016).
2. La dimension politique, en incluant les relations de pouvoir translocales dans l'analyse pour l'adaptation et la résilience sociale. À cet égard, la thèse mobilise la théorie de la pratique de Pierre Bourdieu et le champ critique de l'écologie politique.
3. La dimension écologique/environnementale en examinant de plus près les perceptions émiques de l'adaptation aux changements environnementaux, y compris le changement climatique.
4. Diverses entités sociales ou institutions sociales translocales dans le village d'origine et dans le pays de destination, au-delà de l'analyse classique au niveau du ménage (c'est-à-dire famille, association, entreprises).

L'objectif de cette thèse est de comprendre comment les pratiques de transferts d'émigrés, et spécifiquement leurs implications politiques, contribuent aux stratégies d'adaptation collective dans leur communauté villageoise d'origine. Ce travail empirique génère de nouvelles connaissances contribuant à une discussion plus large sur les capacités des migrants à contribuer aux processus d'adaptation communautaire aux changements socio-environnementaux et les risques associés aux aléas environnementaux dans le sahel sénégalais.

Les transferts politiques via les transferts matériels et leurs dimensions politiques, ont été analysés en détail en tant qu'atout clé pour l'adaptation dans une perspective translocale. Les dimensions infra et micropolitiques ont été éclairées par une approche Bourdieusienne et ainsi que le cadre théorique de la *political ecology*. Cette analyse et la présente discussion, en touchant aux relations de pouvoirs en jeu, renforce une critique de la vision néolibérale dans les débats sur migration comme adaptation. Elle

soutient également une argumentation autour de la vision du migrant agent adaptatif dans le cadre de l'adaptation communautaire.

Cette recherche est pertinente afin de mieux comprendre comment et dans quelles conditions la diaspora pourrait être mobilisée pour des objectifs d'adaptation aux changements environnementaux. Les différents enjeux sont éclairés dans le chef des migrants et des bénéficiaires dans les villages d'origine, dans une perspective politique. Cela permet ensuite aux académiques et décideurs politiques de cerner la complexité de l'espace translocal, en repolitisant les défis d'adaptation aux changements environnementaux.

En particulier, les résultats montrent comment des migrants Haalpulaar et leurs communautés d'origine perçoivent et (ré)agissent face aux divers aléas environnementaux perçus. Ensuite, ils montrent comment les migrants, internes et internationaux, font partie des ressources qui permettent aux villages d'origine de s'organiser et d'agir collectivement.

Les analyses jettent un nouvel éclairage sur la manière dont les capacités de réponse aux aléas — depuis la base villageoise avec ses différentes institutions sociales — se développent dans une perspective translocale et multisituée. Ainsi, ce travail commence par une analyse des perceptions socio-environnementales (Q1-Chapitre 2), combinée à l'étude des attentes et demandes sociales des membres de la communauté villageoise envers leur diaspora (Q2-Chapitres 2 et 3), pour ensuite analyser les pratiques de transferts et les capacités des émigrés en Belgique à contribuer aux stratégies d'adaptation collective (Q3-Chapitre 5). La thèse aborde ensuite les variables sociopolitiques qui conditionnent les capacités d'actions en termes d'adaptation collective des migrants internationaux haalpulaar, dans leur village d'origine et dans leur pays d'installation en Belgique (Q3b — Chapitre 6). Finalement, une synthèse de profils idéaux-types de migrant par rapport à l'objet de recherche permet de situer et relativiser l'idée du migrant agent adaptatif pour sa communauté d'origine (Q4 — Chapitre 7).

Ce faisant, cette thèse offre d'abord de nouvelles contributions empiriques qui ont des implications théoriques, suivie d'implications pour la recherche et la pratique. Les résultats de cette thèse fournissent des pistes pour les recherches futures en sciences sociales ainsi que pour les décideurs politiques.

## 1. Contributions empiriques

De manière générale, en passant par l'analyse des différentes sous-questions de recherche, cette thèse montre que les pratiques individuelles et collectives des transferts sont politisées par les autorités nationales et locales, mais également utilisées comme instrument de politique locale par les migrants eux-mêmes. Si on s'intéresse aux transferts qui ont des retombées d'adaptation collective, nos résultats montrent en effet qu'ils ont aussi des retombées individuelles pour le migrant-même engagé dans des pratiques translocales dans un contexte de changements socio-environnementaux au pays d'origine.

L'acte de transferts (de fonds et d'investissements, surtout) semble souvent qualifié par les pouvoirs publics de devoir civique dans de nombreux pays. Au Sénégal, les autorités publiques utilisent ainsi les transferts de fonds comme un objet politique pour tracer une ligne morale entre les « bons » et les « mauvais » migrants. Ainsi, on comprend que le crédit politique local et, ensuite régional et national, dont peuvent jouir ces migrants internationaux bienfaiteurs pour leur communauté d'origine est importante (voir chapitre 1 — Section 1.2.).

En ce qui concerne les perceptions socio-environnementales des membres des communautés villageoises (au village, à Dakar et en Belgique) (Q1), les résultats de cette thèse montrent que celles-ci influencent les stratégies d'adaptation des ménages de la communauté auxquelles ils appartiennent, et ce aussi de manière singulière aux différents sous-groupes observés. En sollicitant la diaspora, les stratégies d'adaptation

endogènes peuvent être renforcées et permettent de contribuer de manière significative à la réduction des risques environnementaux. L'engagement dans des stratégies d'adaptation se produit généralement de manière moins intentionnelle en ce qui concerne la réduction des risques d'aléas. Les migrants suivent et tentent contribuer aux processus d'adaptation des villageois dont les stratégies ont le caractère d'habitudes et de pratiques autonomes, continues et spontanées. Ces actions sont profondément ancrées dans les pratiques quotidiennes des personnes touchées par les aléas. En tant que tel, l'un des principaux atouts des transferts matériels dans les stratégies d'adaptation passe par leur effet politique.

Les villageois ont trouvé une variété de manière de s'adapter et donc de vivre avec les aléas environnementaux. Cependant, si les populations locales sont capables de survivre malgré leur exposition continue aux risques environnementaux, les connaissances sur les causes des changements environnementaux sont limitées. Les migrants manquent aussi de compétences et connaissances techniques pour intervenir dans les différents et principaux secteurs de moyens d'existence dans le village d'origine. Les villageois attendent plutôt des émigrés qu'ils trouvent des partenaires de développement, qui eux, pourront intervenir au niveau technique et matériel (aussi en dehors des secteurs agricoles).

En ce qui concerne les migrants haalpulaar en Belgique, ils considèrent que les impacts environnementaux à évolution lente (désertification, dégradation des terres...) et à évolution rapide (inondations, sécheresses saisonnières, fortes pluies, tempêtes...) ont surtout affecté indirectement leurs moyens de subsistance avant leur voyage migratoire et leur arrivée en Belgique. Ces migrants pensent également que les conditions de vie des non-migrants, parmi lesquels les membres de leur famille et de leur communauté dans leur village d'origine, sont également affectées par ces différents impacts environnementaux. Leurs perceptions correspondent en grande partie aux résultats de notre travail de terrain sur les sites d'étude sénégalais parmi les non-migrants dans la moyenne vallée sénégalaise et parmi les migrants internes dans la banlieue de Dakar. Par conséquent, ces impacts environnementaux négatifs influencent toujours leurs relations et pratiques transnationales avec leur communauté d'origine dans les lieux d'études sélectionnés (Q1 et Q2).

En ce qui concerne l'analyse des dynamiques de demandes sociales entre les villageois et « leur diaspora » qui découlent de ces perceptions socio-environnementales (Q2), cette recherche indique l'importance des questions des différentes capacités d'adaptation au niveau communautaire et des institutions sociales locales (familles, entreprises, associations) en corrélation avec les interventions des émigrés. Tant le terrain à Dakar que les terrains dans la région du Fouta-Toro ont montré le rôle que jouent les migrants internationaux lors d'impacts environnementaux en termes d'accès inégal aux ressources et de leur accumulation.

Si des pratiques de transferts matériels individuels et familiaux sont importantes dans ces cas d'impacts environnementaux pour les personnes ciblées au départ par l'émigré, elles peuvent aussi avoir des retombées sur des groupes plus larges. Par des mécanismes de solidarité, on pourrait parler d'un *spill-over effect* des familles qui peuvent compter sur leurs migrants « piliers » à l'étranger vers d'autres familles sans membres à l'étranger.

Les pratiques collectives de transferts sont orientées explicitement vers des institutions sociales plus larges au sein du village. Ces actions bénéficient, par exemple, des associations villageoises (ASC de jeunes, Groupements de femmes, associations statutaires, etc.) ainsi que pour le village même (par exemple, l'association de développement villageois). Elles peuvent également intéresser le niveau des pouvoirs politiques traditionnels et administratifs, respectivement l'assemblée villageoise et la mairie, en particulier lorsqu'elles concernent des partenariats de (co)développement. Dans ce sens, ces pratiques, tant individuelles, familiales, que collectives comportent un potentiel politique par une accumulation de reconnaissance sociale et de légitimité dans la sphère publique villageoise. Elles réaffirment l'attachement collectif des émigrés à leur communauté d'origine, incarnée surtout par le village.

Les capacités des émigrés à contribuer aux stratégies d'adaptation collective passent incontestablement par leurs engagements dans les associations villageoises de développement. Les transferts collectifs permettent des actions d'envergure nettement supérieure pouvant être mobilisées par rapport à une initiative individuelle. Ainsi, l'action collective, confère-t-elle au migrant un capital social et politique plus important que l'action individuelle. Par conséquent, comme l'indique le nom des associations de ressortissants de village en Belgique ou ailleurs, la place que prennent les sites dakarois (auxquels les émigrés peuvent aussi être attachés) est souvent de moindre importance dans les considérations de pratiques collectives, notamment en ce qui concerne des interventions spécifiquement liées aux aléas environnementaux. Le village d'origine reste en effet le site prioritaire vers lequel les pratiques translocales sont orientées. C'est dès lors dans le champ social translocal villageois que les divers capitaux dont disposent les émigrés (cf. Bourdieu, 1972 ; 1998) vont pouvoir se matérialiser en actions sur les sites villageois. Pour les migrants engagés en Belgique, les associations co-ethniques sont un catalyseur privilégié des relations et des attitudes des immigrants avec leur pays d'origine. Elles constituent, en termes très pratiques, un cadre dans lequel leurs attachements transnationaux et translocaux peuvent être cultivés et affichés (aussi Boccagni et Pilati, 2015) (Q3).

Cependant, le pouvoir des migrants d'améliorer les conditions de vie individuelles et les infrastructures communautaires résulte principalement de l'inégalité globale. Nous remettons donc en question le mantra des *remittances* et allons au-delà du lien entre migration et développement en révélant les dimensions politiques, notamment par les attentes sociales, les dépendances, et les frictions ou conflits dans les relations qui existent par ces pratiques de transferts dans un contexte de changements.

Nos enquêtes montrent en effet que les choix de l'allocation des ressources (dont font partie les transferts diasporiques) sont sujets de débats et négociations intenses entre les migrants transnationaux engagés avec leur famille et communauté d'origine. L'intervention des migrants est de nature davantage « politique » au sens propre du terme, quand il s'agit de pratiques d'interventions qui demandent des changements de gouvernance. Ce jeu politique, qui mène parfois à des frustrations de la part des migrants, amène à une double réaction. Celle-ci est paradoxale à première vue : si certains se détournent des affaires politiques pour espérer entreprendre de manière entièrement privée sans avoir affaire aux collectivités, d'autres considèrent cette importance du « politique » comme une raison pour se mêler des affaires publiques. Parmi ceux-ci certains affirment vouloir même « rentrer en politique via un parti pour obtenir un mandat », afin de permettre un retour « glorieux » associant deux figures en vogue pour leur statut social associé : l'entrepreneur agricole et le leader politique (cf. le type *Politicien*) (Q4).

Pourtant, contrairement aux discours du gouvernement sénégalais prônant les investissements agricoles (Lietaer et Durand-Delacre, 2021), la plupart des émigrés interrogés ont plutôt investi ou envisagent d'investir dans des projets extra agricoles. Très populaires sont, par exemple, l'investissement dans l'immobilier à Dakar et/ou dans des activités commerciales ou de transport leur village d'origine. Si cela peut renforcer l'option de retour des migrants, cela constitue certainement un moyen de diversifier les revenus et d'augmenter les ressources et les différents capitaux (dans le sens de Bourdieu) pour ceux qui restent au Sénégal. Par exemple, les investissements en logement réalisés par les migrants à Dakar semblent avoir abaissé les seuils à l'éducation supérieure de certains membres de leur communauté (au-delà de leur ménage). Cela a donc permis d'augmenter le capital culturel des proches dans leur communauté d'origine (Q3).

Du sommet de l'État à l'échelon local, c'est la capacité à accéder aux ressources et à les redistribuer qui confère la légitimité politique. Dans le cadre de la vallée du fleuve Sénégal, la raréfaction des ressources rend incontournable la figure de l'homme politique (aussi Dia, 2015). Ce travail montre comment certains migrants ont tendance à vouloir se profiler dans la sphère publique translocale. Ce résultat est lié au fait que le réseautage translocal est très fort dans les communautés où la migration est une stratégie de

subsistance établie, comme l'ont montré d'autres études, par exemple au Ghana ou au Bangladesh (cf. Bernzen et al. 2019, Codjoe et al. 2017, Hillmann & Ziegelmayer 2016).

On a encore tendance à supposer implicitement que le capital social peut fonctionner comme un substitut à un manque d'autres capitaux, cependant, le capital social n'apparaît pas naturellement de nulle part, mais nécessite des coûts et du temps pour être établi et maintenu (Rockenbauch et al., 2019). Si le capital social (translocal) a le potentiel de connecter et de jeter des ponts entre les individus et les groupes, il semble aussi renforcer les disparités sociales (voir aussi Elliott et al., 2010).

### ***Articulation entre village d'origine et localités de Dakar***

Si les transferts divers des migrants internationaux sont importants, notre propos n'est pas de négliger le rôle crucial des migrants internes *néo-Dakarois* dans la capture des ressources publiques pour le village originel. Cela fait au moins vingt ans qu'une nouvelle génération plus scolarisée s'est impliquée pour l'AVD dans la section globale à Dakar. Celle-ci s'occupant de relais entre les sections à l'étranger et la section mère au village. Ils participent à la formalisation bureaucratique et la rhétorique du développement, que nécessite le codéveloppement (Q2).

Dans notre cas d'étude, nous n'avons pas eu l'ambition de comparer les apports des migrants internes à ceux des migrants internationaux. En soulignant le rôle des migrants internes à Dakar et le rôle des élites locales, les données recueillies permettent de conclure que les migrants internes et les acteurs locaux contribuent, à l'instar de la diaspora internationale, de manière importante au développement et ainsi aux capacités d'adaptation collective. On a par exemple constaté que les migrants internes constituent la section principale ou globale de l'association villageoise de développement. En outre, de nombreux maires-titulaires émanent des activités orientées vers le village, alors que la majorité d'entre eux résident à Dakar. Nos constats rejoignent les critiques de l'étude comparative de Lampert (2013) sur les AVD nigérianes basées à Londres et dans leur pays d'origine. Celle-ci remet en question les affirmations de certains chercheurs transnationaux prompts à mettre en avant les contributions au développement des migrants internationaux au détriment d'une évaluation plus robuste qui prend en compte les contributions des acteurs internes et basés dans leur pays d'origine.

Si les migrants internes ne jouissent pas du même statut accordé d'office aux migrants internationaux, ils ont d'autres atouts et cartes politiques à jouer. Ainsi, par le biais de l'association villageoise de développement ils peuvent se retrouver meilleurs collaborateurs avec des migrants internationaux, dont certains en Belgique. Mais ils peuvent aussi se retrouver concurrents politiques directs, même avant que l'ambition politique partisane ne soit ouvertement affichée et rendue publique au villageois.

La faillite de l'État postcolonial donne une grande visibilité et du poids aux organisations qui mettent en place les migrants. Les moyens qu'elles permettent de lever font d'elles des lieux de confrontation permanente pour l'accès au prestige. Mais au fil du temps, à ces luttes de positionnement pour le contrôle de la vie politique villageoise ou sur la scène nationale, s'ajoutent les contentieux nés de la volonté des protagonistes du « développement local » de s'appropriier les ressources externes du codéveloppement et de la coopération décentralisée. Les associations de ressortissants, avec leurs sièges principaux au village même, à Dakar et à Paris, parviennent ainsi, bon an mal an, à lever des moyens en direction des villages grâce à des partenariats qu'elles nouent. Cependant, nos répondants migrants *haalpulaar* en Belgique éprouvent encore des difficultés à ce sujet par rapport à leurs pairs en France. Les émigrés originaires de villages dont le fait migratoire est plus récent (depuis les années 1990), ont plus de difficultés que les villages avec des formes d'organisation plus expérimentées au sein d'autres pays d'immigration, dont en Belgique (Q3).

### ***L'importance du politique pour l'accès aux ressources***

Étant donnée l'externalisation de la plupart des ressources — les plus importantes dans le processus de différenciation sociale entre individus, mais aussi entre unités familiales — se développe une lutte pour s'en assurer le contrôle. Nos résultats ont montré que certains clivages sociaux — genre et statut d'appartenance sociale, dont le groupe statutaire traditionnel (nobles, castes ou anciens captifs/esclaves), persistent et affectent les capacités de contribution translocale des émigrés. C'est en transformant le village d'origine, individuellement par la construction de leur maison ou collectivement par des projets de développement, que les émigrés trouvent les ressources pour renégocier les termes de leur statut d'émigré. L'économie morale de la migration est loin d'être figée et les expatriés tendent à renverser le rapport de force en s'appuyant sur leurs capacités financières et leur expérience de vie dans un pays « développé ». Ils brouillent ainsi la hiérarchie spatiale et morale qui agence les rapports sociaux (aussi Lacroix, 2020).

La vallée du Fleuve et sa diaspora sont l'une des régions du Sénégal ayant la plus contribué à l'accès au pouvoir de l'actuel président de la République du Sénégal (Smith, 2015). D'aucuns parlent d'une certaine « haalpulaarisation » de nombreuses sphères politiques (ambassades, consulats, ministères, etc.). D'ailleurs, au Sénégal on continue de parler de « nedo kobandoum<sup>477</sup> », ce qui veut dire que « l'homme est le remède de son frère », signifiant que ce sont les liens de parenté qui comptent dans la société sénégalaise et haalpulaar (lire aussi Diédhiou, 2017).

Nos résultats doivent donc être interprétés à la lumière de cette « haalpulaarisation », qui pourrait influencer l'importance des dimensions politiques dans la contribution des émigrés à l'adaptation collective dans leur pays d'origine. La volonté politique des pouvoirs publics de collaborer avec la diaspora est un discours explicite (Lietaer et Durand-Delacre, 2021 ; chapitre 1). Celle de récupérer ou de se reposer sur les actions de la diaspora est moins claire. En théorie et en pratique, cette ouverture politique peut servir de levier important en termes de capacités des migrants à contribuer aux stratégies et capacité d'adaptation communautaire via leurs pratiques de transferts des migrants sur les territoires d'origine. Certes, les effets dans les villages dépendent en grande partie des synergies constructives entre pouvoirs publics et la diaspora. À contrario, on a vu que des conflits politiques, notamment liés aux appartenances de groupes statutaires traditionnels, peuvent entraîner des blocages de projets initiés par la diaspora. La contribution à l'adaptation collective des migrants dans d'autres localités moins pourvues en réseaux politiques et connexions à diverses échelles pourrait être nettement moins significative.

### ***Les réseaux sociaux internet comme outil politique***

Finalement, l'évolution du numérique semble fonctionner comme un prolongement de l'espace public translocal. De nombreux villageois perçoivent ces groupes sur WhatsApp et Facebook comme un moyen de participer au débat, et de court-circuiter les canaux politiques classiques qui « ne disent pas tout » et qui « ne demandent pas leur avis »<sup>478</sup>. Les migrants interrogés en Belgique se mêlent au débat politique par les médias sociaux et/ou lors de leur retour temporaire au village. La sphère publique n'apparaît pas forcément plus lointaine, mais bien plus fallacieuse que le groupe privé villageois, devenu un espace de sentiment de sécurité, d'appartenance et d'authenticité.

---

<sup>477</sup> En langue pular, *nedo*, signifie littéralement « la personne » ou ici « l'homme ») *bandoum*, signifie « son voisinage » ou « ses parents » ou « son frère ». Ou encore, si l'on interprète l'expression librement : « le nous dans nous, le nous entre nous, le nous entre haalpulaar ».

<sup>478</sup> Expressions qui reviennent souvent, surtout chez les jeunes qui se sentent plus exclus des décisions politiques au niveau villageois ou régional.

Cependant, nous pouvons observer une certaine fracture numérique (*digital divide*) important entre les personnes qui ont les moyens de s'offrir des téléphones portables et du crédit internet mobile. Cet écart est généralement positivement corrélé avec le fait que les personnes soient issues de ménages avec des membres à l'étranger, principalement en Europe. Ce clivage d'accès aux ressources (ici, politiques) lié aux inégalités financières permet aux personnes qui ont des ressources suffisantes de participer davantage aux processus de décisions politiques pour l'adaptation aux changements socio-environnementaux et la transformation villageoise. En outre, cette multitude de petits groupes (sous-communautés) fermés sur elles-mêmes ne se soucie plus autant et suivent de moins en moins ce que font les autres. Cela contribue à fragmenter la société villageoise.

## 2. Contributions théoriques

Au regard des apports empiriques, cette thèse présente de nouvelles avancées conceptuelles. Premièrement, la Section 3.5 de la Partie introductive introduit un nouveau cadre conceptuel pour l'intégration de la dimension politique et l'adaptation aux changements socio-environnementaux dans les pratiques translocales. Cette conceptualisation offre une compréhension nouvelle des processus infra et micropolitique derrière les diverses pratiques de transferts des émigrés. Elle permet d'élargir la vision étroite qu'ont généralement les académiques et décideurs politiques des transferts, axés sur les dimensions économiques. Ils ne considèrent généralement pas ou trop peu les processus socio-écologiques, et les dimensions politiques et écologiques derrière les pratiques de transferts. Les résultats de cette thèse ajoutent une dimension importante à la théorisation de réponses aux changements et risques socio-environnementaux.

Les voies constructivistes (Bourdieu, 1979 ; 2000) et poststructuralistes (*political ecology*), combinées à une approche ethnographique éclectique intégrative (Baer et Singer, 2014), nous offrent de nouvelles ressources théoriques. Celles-ci permettent de conserver l'idée que les pratiques sociales se constituent dans l'expérience individuelle, mais aussi en relation avec des mécanismes de structuration plus holistes. Ainsi, notre cadre théorique permet d'étudier des pratiques translocales des migrants internationaux associées aux changements environnementaux, en se focalisant sur leurs dimensions collectives, matérielles et politiques (principalement infra et micropolitiques). L'approche translocale de résilience sociale dans une perspective bourdieusienne (Sakdapolrak et al., 2016), notre cadre de référence de base, nous permet d'analyser les capacités et options de réponses face aux risques socio-environnementaux dans une perspective de relations sociales et de relations de pouvoirs. Cette thèse apporte des avancées en termes de conception d'intégration des relations de pouvoirs et, par conséquent, des dimensions politiques dans des contextes multisitués et de mobilités (internes et internationales).

L'approche multiacteurs prend une perspective translocale des pratiques translocales de trois points de vue distincts : celle des migrants internationaux en Belgique, celle des acteurs « membres villageois » restés au Sénégal : dans les villages d'origine de la région du Fouta-Toro et dans les banlieues de Dakar (voir la Figure 12 ci-après). La littérature contient de nombreuses références aux facteurs favorisant la résilience sociale et l'adaptation, telles que les transferts financiers, la diversification des moyens de subsistance, la participation aux processus décisionnels, l'ouverture aux innovations (par le biais des transferts sociaux), et bien d'autres encore (Béné et al., 2012 ; Gemenne et Blocher ; 2017 ; Grabowska et al., 2017). Cependant, ces études s'intéressent souvent aux impacts in situ — sur le lieu d'origine ou de destination à un niveau général — en négligeant généralement la dimension translocale de la migration pour l'adaptation et la résilience sociale (Peth et Sakdapolrak, 2020).

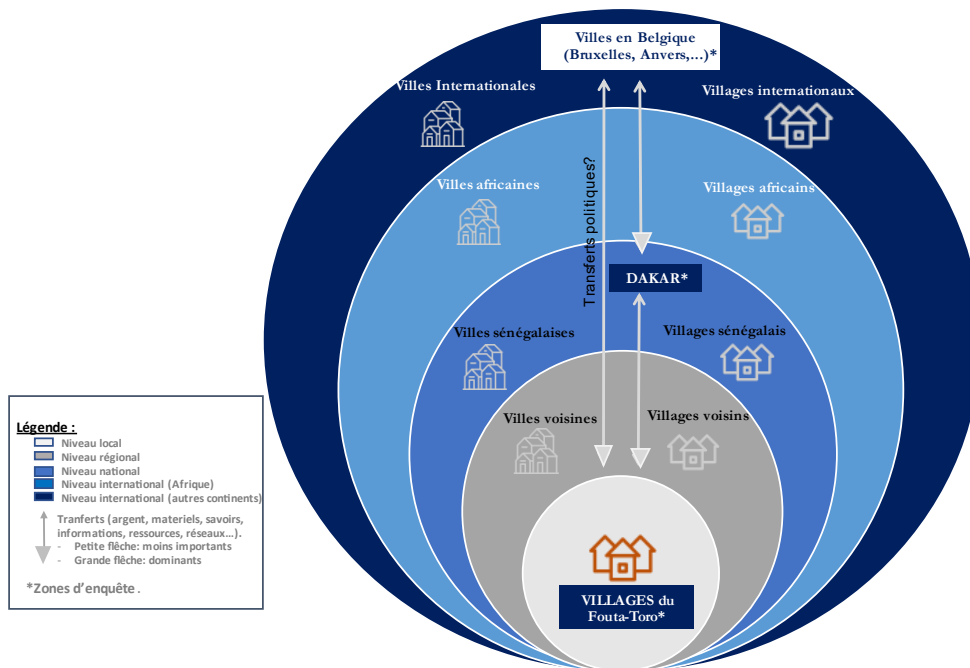


Figure 12 Espace translocal indiquant les pratiques de transferts pouvant fonctionner comme des transferts politiques (Source : auteur).

### Une approche innovante du et par le concept des transferts politiques

Une nouvelle interprétation de la notion des transferts politiques s'est dégagée à la suite des terrains de recherche. L'approche socio-anthropologique a en effet fait émerger des enquêtes multisites l'importance des dimensions infra-, et micropolitiques qui traversent les pratiques de transferts. Ainsi, cette thèse a établi une définition de cadrage théorique et opérationnel des transferts politiques. Ces derniers sont compris ici comme des processus et mécanismes qui mettent en lumière la dimension politique des pratiques de transferts qui ont des retombées en termes d'adaptation collective aux changements socio-environnementaux. Cette démarche rejoint certains rares auteurs qui ont récemment utilisé les notions de champ, d'habitus et de capital de Bourdieu pour décrypter ce qui est resté une sorte de « boîte noire » dans l'analyse des moyens d'existence. Cette boîte noire inclut notamment l'encastrement structurel des moyens de subsistance et le rôle des relations de pouvoir dans l'élaboration des opportunités de subsistance (*livelihood opportunities*) (Sakdapolrak, 2014 : 23-24 ; Sakdapolrak et al., 2016).

Pour les migrants interviewés pendant les enquêtes en Belgique, les relations de pouvoir qui découlent de l'émigration ont des conséquences très concrètes, non seulement pendant leur absence (solicitations de villageois et/ou de politiciens), mais aussi pendant la période des retours périodiques des vacances. Par exemple, les dons et contributions matérielles (par exemple, des cadeaux) et financières (par exemple, des investissements solidaires ou philanthropiques) pour des projets individuels et collectifs attendus par des proches. Ces dons et contributions sont le produit direct de l'économie morale dans une « culture migratoire » où les pratiques de transferts sont devenues, ce que Mauss (1925) appellerait sans doute des « phénomènes sociaux totaux ». Certains auteurs avancent que l'économie des migrations serait construite sur un don sans contredon (Lacroix, 2019).



En effet, derrière ces sollicitations, qu'elles soient à distance ou pendant le séjour, l'absence *a priori* de contredon est frappante dans ce système d'obligations du champ de développement villageois. Notre recherche montre que les migrants y agissent souvent de manière politiquement intéressée et que le contredon consiste en une sorte de reconnaissance sociale qui confère une légitimité politique. Si cette dernière n'est pas forcément d'utilité immédiate ou directe, elle contient une potentialité d'usages à des fins qui renforcent la capacité d'adaptation de groupes dans le village d'origine. Ces pratiques de transferts liées à sa communauté d'origine ont donc un intérêt à divers niveaux et échelles, dont pour les migrants mêmes.

Généralement, les études s'intéressent au niveau du ménage pour comprendre leurs stratégies de résilience et d'adaptation face aux changements environnementaux. Diverses approches, comme la nouvelle économie de la Migration du Travail et la *Sustainable livelihoods approach*, analysent les motivations et les effets sur les moyens de subsistance des ménages. D'autres études se sont concentrées sur les pratiques collectives des migrants en lien avec le développement communautaire, en se concentrant uniquement sur les associations.

Un apport nouveau dans notre champ de recherche est d'analyser **la dimension collective**, sans se limiter au seul niveau communautaire villageois. En effet, il n'est pas coutume d'entrer des acteurs du niveau collectif (les institutions sociales translocales, telles les familles/lignages, associations, entreprises) dans l'analyse des moyens de subsistance. Toutefois, nous estimons que cette opération novatrice est nécessaire afin de capter le rôle politique que peuvent jouer les migrants, ainsi que les processus et mécanismes y afférents, dans les moyens de subsistance des familles et des institutions sociales au sein des communautés villageoises. La diversité des points d'observation a permis d'affiner les questionnements en jouant la gamme de plusieurs échelles, articulant différents espaces, en Afrique (Sénégal) et en Europe (Belgique) et jusqu'à l'espace virtuel.

Les institutions sociales translocales telles que les familles translocales ou les associations de développement villageois sont connectées par diverses formes d'échange. Ces échanges comprennent des relations fonctionnelles (mise en commun des ressources, transferts sociaux, etc.), sociales et affectives, qui leur permettent de répondre aux impacts (par exemple, socio-environnementaux) de manière interdépendante ou d'accroître leurs conditions de vie et bien-être. Cela ne signifie pas pour autant que les entités sociales translocales sont automatiquement mieux loties que les entités non translocales. De nombreux facteurs jouent un rôle, tels que des besoins ou des coûts de la vie, et des impacts socio-environnementaux et/ou économiques externes, qui peuvent se produire au même moment à différents endroits. Dans le cas idéal, de manière collaborative, les relations de pouvoir et les hiérarchies façonnent toutefois aussi intrinsèquement les décisions et les actions au sein des réseaux familiaux et villageois.

Les acteurs sociaux sont intégrés de manière translocale dans leur réseau (familial, associatif, entrepreneurial) et dans le tissu social du lieu d'origine et du lieu de destination. Les résultats de cette étude montrent que les liens translocaux ont une influence positive sur la résilience sociale, et ce à divers degrés. Les cas présentés dans cette thèse sont synthétisés par des profils sociopolitiques dans le chapitre 7. Ils montrent que même si les liens translocaux ne sont maintenus qu'à un faible niveau, la migration peut tout de même apporter un soutien de base. La migration peut améliorer la capacité d'adaptation collective des institutions sociales par les réseaux existants au sein des communautés villageoises translocales (Schöfberger, 2017) ou « multi-situées » (Dia, 2010, 2013, 2015).

Ce soutien de base dépend toutefois du des capitaux des migrants et ne peut être assuré que si aucun problème ou perturbation (économique ou autre) majeurs ne survient dans le pays de destination. Ce soutien minimal et la solidarité sous contrainte de devoir cotiser aux projets villageois via l'association des ressortissants du village, ne confère pas de légitimité politique importante à l'émigré. Il sera nécessaire de

faire preuve d'engagement plus important. Cependant, pour un soutien plus important, le capital social et culturel est important afin de nouer des partenariats en lien avec le village d'origine.

Les processus dynamiques dans le champ translocal rendent l'analyse systématique difficile par le cadre Bourdieusien des capitaux séparés. En ce sens, cette recherche montre aussi que les conditions structurelles déterminant le niveau de liberté et d'agentivité du migrant jouent un rôle important pour la capacité de contribuer à l'adaptation par des pratiques de transferts, à fortiori lorsqu'il s'agit de la capacité de peser par des transferts politiques. Par exemple, le fait d'être « casté » en étant originaire d'un village où l'appartenance statutaire est un enjeu politique peut poser des problèmes. Le fait d'avoir choisi volontairement un départ migratoire, par exemple, est plus susceptible d'accroître la résilience sociale que la migration forcée ou obligée (Béné et al., 2012 ; Tebboth et al., 2019). Ou encore, le fait de posséder un titre de séjour et de pouvoir vivre, se mouvoir et se mobiliser légalement sur le territoire belge et ailleurs est aussi une variable primordiale.

Ainsi, on a vu qu'il existe un processus d'évolution des capitaux, et donc de l'habitus, au cours des trajectoires migratoires. Les pratiques de résilience sociale translocale, les décisions et les actions prises par les émigrés et les villageois, pour faire face, s'adapter ou transformer leurs moyens de subsistance ont une histoire. Elles sont enracinées dans des expériences personnelles ou collectives passées et dans des processus d'apprentissage. Les parcours ou trajectoires des moyens d'existence sont une question de mobilité sociale — en tenant compte des positions sociales passées et présentes des agents — et soulèvent des questions sur les capacités des individus à voir, accéder et saisir les opportunités (aussi Van Dijk, 2011). Ces opportunités dépendent, comme on l'a vu, en grande partie des conditions structurelles dans le pays d'origine et d'installation.

La Figure 13 résume ainsi la représentation Bourdieusienne des facteurs et des variables pris en compte dans l'analyse théorique des transferts politiques.

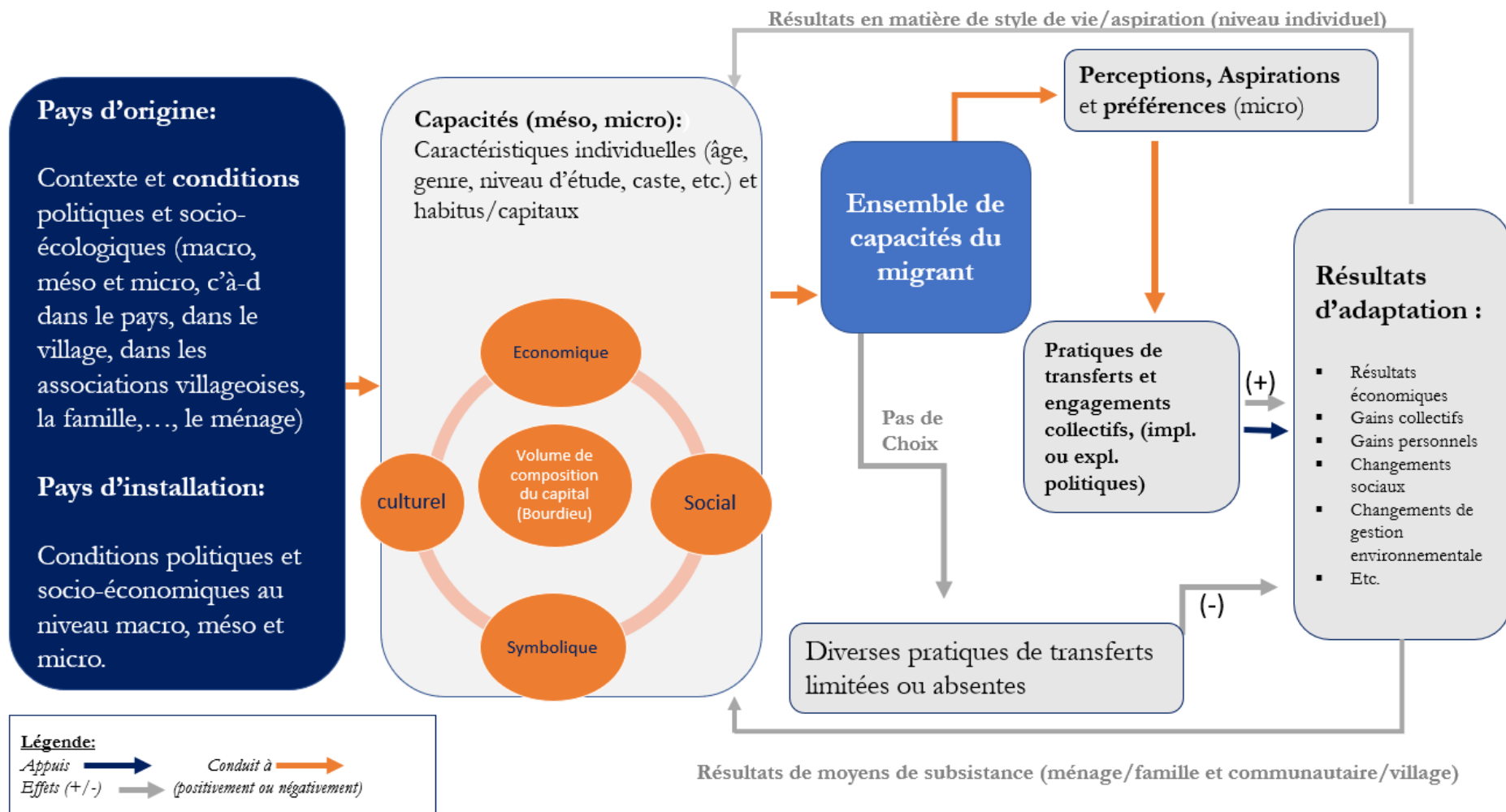


Figure 13 - Représentation des facteurs et des variables pris en compte dans l'analyse théorique des transferts politiques (Source : auteur).

### 3. Limites et perspectives

#### Considérations méthodologiques

Pour une recherche qualitative, un nombre important de répondants ont été interrogés (environ 400 personnes). Cette recherche adopte une approche d'enquête multisituée et translocale, ce qui est assez rare et une plus-value empirique indéniable.

Néanmoins, certaines limites des méthodes choisies et de l'ensemble des données résultantes doivent être mentionnées et la place pour des recherches supplémentaires doit être exposée :

Premièrement, les données qualitatives de cette étude ont été recueillies sur une période de deux ans, avec une dizaine de mois de terrain au total. Il n'était donc pas possible de détecter les variations et les changements au fil du temps, malgré un suivi par réseaux sociaux de certaines personnes-ressources (principalement via WhatsApp). Pour des recherches ultérieures, en particulier sur les réseaux sociaux translocaux, l'ajout d'un modèle de panel (*panel design*) serait une extension précieuse pour analyser les aspects temporels de l'évolution et du changement des réseaux translocaux (cf. Schapendonk 2015 ; Kallis et al. 2018). Cela permettrait aux chercheurs de répondre à des questions concernant les changements spatiaux potentiels et la dynamique des réseaux sociaux, par exemple, en raison des innovations technologiques, des médias sociaux ou des changements politiques.

Deuxièmement, l'attente sociale du répondant est une question qui ne peut jamais être totalement exclue des enquêtes auprès des ménages et communautés. Le fait d'être représenté comme un chercheur belge au service de la coopération belge a pu résulter dans des réponses biaisées. En outre, lors des terrains en période de campagne électorale présidentielle en 2019, certaines questions politiquement très sensibles ont été évitées ou justement posées dans le guide d'entretien, selon les sensibilités politiques des personnes.

Troisièmement, cette thèse utilise une approche d'étude de cas en se concentrant sur douze sites ruraux (dans la région du Fouta-Toro) et quatre quartiers urbains (à Dakar) au Sénégal. Ainsi, les résultats empiriques de cette étude multisites (cf. *multi-sited approach* ; Marcus, 1995 ; Falzon, 2009) représentent tout d'abord le contexte haalpulaar au nord du Sénégal. Néanmoins, les résultats donnent un aperçu des approches communautaires (*bottom-up*) des voies d'adaptation qui, malgré leur caractère culturel spécifique, pourraient également fonctionner dans d'autres contextes spatiaux. Certains éléments, processus et mécanismes pertinents peuvent dans cette recherche singulière pourraient être transférés à des situations, des circonstances et des contextes similaires (cf. Morris & Burkett, 2011 pour la notion de transférabilité).

En effet, les dimensions politiques des pratiques translocales, et le capital social de manière plus générale sont des attributs fondamentaux des communautés locales du monde entier. Indépendamment des contextes géographiques et politiques spécifiques, la dynamique des réseaux, les relations de pouvoirs et la plupart des pratiques au sein de réseaux sont universelles par nature (cf. Nakagawa & Shaw 2004). Ainsi, l'approche méthodologique et les cadres conceptuels développés dans cette thèse ne sont pas limités au contexte du Sud global, mais peuvent être appliqués à la recherche dans des contextes du Nord global également.

Certes, les modalités typiques seront différentes, notamment vu le contexte de la « haalpulaarisation » des sphères politiques (ambassades, ministères, gouvernement...), qui pourrait être un facteur favorisant l'engagement et la mobilisation politique de la diaspora haalpulaar pour sa communauté d'origine ayant ainsi des retombées d'adaptation collective pour celle-ci. On pourrait en effet se demander si dans d'autres contextes l'influence politique est toujours aussi pertinente et flagrante. En l'occurrence, si dans notre cas d'étude, la dimension politique est clairement présente, c'est parce qu'il y a cette potentialité : l'option ou

la possibilité d'aller frapper aux portes des ministères et aux portes de partenaires de la coopération du codéveloppement. Cette réalité est ancrée historiquement dans les villages du Fouta-Toro depuis au moins trois décennies. Puisque « l'adaptation » est, comme « le développement », une problématique éminemment politique (Taylor, 2015), le rôle de leviers politiques que peuvent jouer des migrants est probablement également important. Pour le savoir, il faudrait comparer à d'autres contextes comment ces variables influencent les aspects et motivations politiques derrière les pratiques de transferts.

## Perspectives

De nombreuses nouvelles questions et pistes de recherches futures émanent de cette thèse. Nous en citons quelques principales qui méritent une attention particulière.

Premièrement, il serait intéressant d'approfondir l'analyse des conditions translocales qui permettraient un rôle significatif pour les migrants en termes d'adaptation communautaire. De manière holistique, il s'agirait idéalement de translocaliser entièrement l'analyse des conditions sociales liées au statut social et à l'expérience, vécue, ressentie, ou perçue. Il faudrait analyser les conditions du migrant dans son pays d'origine : les conditions du migrant dans son ménage (micro), dans son village (mésos) et de son pays d'origine (macro) et, pareillement dans son pays de destination, ainsi que d'autres lieux où son ménage aurait des ancrages. Cependant, cette approche holistique multisituée et multiscale semble très difficile à mettre en œuvre en termes de faisabilité.

Dans ce cadre, il s'agit de prêter une attention particulière aux aspirations et aux capacités individuelles, et à la manière dont elles sont imbriquées dans des relations de pouvoir plus larges à l'échelle locale (par exemple, les inégalités au sein du ménage ou de la communauté), nationale et régionale (par exemple, les régimes de migration), et mondiale (par exemple, les flux de capitaux mondiaux). En outre, nous devons procéder à un examen plus critique de la diversification en tant qu'adaptation au changement climatique, tout en intégrant plus sérieusement les analyses de l'économie politique et du pouvoir dans la recherche sur les moyens de subsistance (Scoones, 2009).

Deuxièmement, les zones d'étude de cette thèse sont caractérisées par une culture de mobilité importante (« culture migratoire », cf. Cohen, 2004) avec des implications notamment en ce qui concerne le développement de réseaux sociaux translocaux. Des recherches plus approfondies dans des communautés n'ayant pas de schémas de migration de longue date, mais plutôt sédentaires pourraient faire progresser la recherche sur le lien entre l'adaptation aux aléas environnementaux et les pratiques translocales de transferts. Une comparaison entre régions (e.g., Lietaer et al., 2020) et entre pays (e.g. van Praag et al., 2021) sur les transferts politiques particulier, comme entendu dans cette thèse, serait dès lors intéressante. Ainsi, il serait intéressant de creuser la manière dont les relations entre les migrants basés au pays, les migrants internationaux et les non-migrants changent au fil du temps, et la manière dont les héritages collectifs basés au pays contribuent à façonner les voies transnationales du développement communautaire (cf. aussi Lamba-Nieves, 2017).

Troisièmement, une piste très pertinente est celle qu'offrent les nouvelles dynamiques sociales et politiques qu'entraînent internet et les technologies d'informations et de communications (les TIC). En effet, les délibérations au sein de différentes institutions sociales villageoises ont, on l'a vu, un caractère politique (aussi Dia, 2015). Néanmoins, d'autres lieux, d'autres institutions qui n'ont pas de vocation politique explicite contribuent à la formation de l'opinion devant conduire au consensus. C'est aussi le cas pour les groupes de discussion sur WhatsApp et Facebook, qui semblent remplacer de plus en plus l'arbre à palabres sur la place centrale ou les réunions dans la concession du chef de village. Il serait dès lors intéressant de creuser les changements de dynamiques de négociations sociales impulsés par ces nouvelles

technologies digitales. Celles-ci sont arrivées à bousculer de manière durable certaines pratiques translocales avec l'installation de la 4G dans la région, c'est-à-dire après 2015 (voir chapitre 6, section 3.6.). D'autres « réseaux sociaux » que ceux de Facebook et WhatsApp seront sans doute à considérer en plus, vu l'évolution rapide des usages dans ce domaine.

L'attention des chercheurs s'est intensifiée autour de la question de savoir comment les nouvelles possibilités techniques des plateformes et des applications façonnent les mondes sociaux connectés de manière transnationale et localement situés dans lesquels les migrants vivent leur vie quotidienne (e.g. Boccagni et Baldassar, 2015, Leurs, 2014 ; Twigt, 2018). Cependant, il n'y a donc encore que très peu d'études qui se sont intéressées aux réseaux sociaux internet, qui peuvent tant être source d'opportunités pour mieux faire face aux effets environnementaux qu'accroître des inégalités existantes (cf. pensons à la fracture numérique). Ces médias digitaux méritent d'être étudiés davantage dans ce contexte, car ils semblent jouer un rôle sur des effets sur la (re) production communautaire diasporique, la participation politique à distance, et l'auto-organisation locale. Cela crée également de nouveaux défis pour les dialogues interdisciplinaires qui nécessitent une intégration de l'ethnographie avec des méthodes numériques et des études de données critiques afin d'examiner la formation de l'identité et de l'expérience, la représentation, la construction de la communauté et la création d'espaces d'appartenance.

Quatrièmement, il semble nécessaire d'étudier les effets écosystémiques des pratiques translocales de transferts, notamment les types d'investissements agricoles appuyés ou initiés par les émigrés. Il s'agirait alors d'études multidisciplinaires de chercheurs en sciences sociales avec des chercheurs agronomes et/ou bioingénieurs. En effet, il semble que les idées agricoles occidentales aient des effets sur les ressources naturelles et les écosystèmes fragiles du Sahel qui ne soient pas forcément « adaptés » ou durables.

Cependant, dans cette thèse, comme dans la littérature scientifique jusqu'à présent (Steinbrink et Niedenföhr, 2020), les effets de la migration et des moyens de subsistance translocaux sur l'environnement purement naturel dans les zones rurales n'ont pas été approfondis. Pour d'autres recherches, il serait utile d'étudier les effets de rétroaction des différents aspects de la translocalité sur les paramètres écologiques (comme la qualité du sol) et leur maîtrise et capacité d'adaptation à ces changements écologiques. Malgré ces enseignements tirés des études sur la translocalité, la recherche sur les aléas mesure encore rarement de manière explicite l'accès à ces ressources intégrées (« *embedded resources* ») (cf. MacGillivray, 2018).

Cinquièmement, du point de vue de la politique de développement, les initiatives translocales prises par les membres de la diaspora sont non seulement endogènes, mais aussi de type hybride (endogènes et exogènes), dans le cas de partenariats de codéveloppement. Il serait donc intéressant dans des recherches futures qui évaluent les contributions des émigrés à l'adaptation aux changements environnementaux dans leurs communautés d'origine de distinguer les transferts matériels réels des migrants et les ressources (publiques) que ces transferts permettent de drainer à terme pour la collectivité. Par exemple, un tracteur envoyé depuis la Belgique, peut, à terme, résulter en plusieurs tracteurs suite à l'effet multiplicateur du (capital) symbolique lié à l'envoi du tracteur. Nous pensons que cette dimension politique n'a pas encore suffisamment été mise en lumière dans les recherches. Cette approche socio-ethnographique gagnerait sans doute aussi à être combinée à des approches économiques visant à approximer d'un point de vue quantitatif le poids des migrants internationaux en termes des apports de revenus économiques au sein des entités sociales villageoises (ménages, familles, associations et entreprises).

Pour conclure en termes d'implications pour les politiques publiques, nos résultats montrent que celles-ci devraient prévoir non seulement l'intégration de la dimension environnementale, mais aussi les dimensions politiques dans des politiques, programmes et projets mobilisant la diaspora pour leur communauté d'origine. Ceci afin que la diaspora sénégalaise puisse développer ses activités transnationales de manière durable. En outre, les migrants et non-migrants attendent des politiques qu'elles amènent des solutions structurelles plutôt que celles qui leur permettent — marginalement — de contribuer à l'adaptation

collective. Il incombe dès lors aux décideurs de mettre en place des stratégies d'adaptation, structurelles, et à plus long terme qui dépassent la priorité actuelle de la satisfaction des besoins immédiats (par des stratégies incrémentielles) du sous-développement et de la modernisation (e.g. aussi Boissière et al., 2013, McCubbin et al., 2015).

Les idées et initiatives existantes des migrants internationaux peuvent être renforcées par un large éventail de politiques développées par les décideurs politiques tant en Belgique qu'au Sénégal, y compris des mécanismes institutionnels soutenant l'engagement de la diaspora envers les actions d'adaptation. Par conséquent, nous invitons les décideurs politiques à consulter les recommandations politiques formulées dans le cadre du projet MIGRADAPT.





# Bibliographie

- Abid, M., Schilling, J., Scheffran, J., Zulfqar, F. (2016), "Climate change vulnerability, adaptation and risk perceptions at farm level in Punjab, Pakistan", *Science of The Total Environment*, Volume 547, 2016, 447-460, <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2015.11.125> .
- Adams Jr, R. H., Cuecuecha A. and Page, J. (2008), "The Impact of Remittances on Poverty and Inequality in Ghana". World Bank Policy Research Working Paper 4732, September 2008. Washington, DC: World Bank. 1.
- Adams, A. (1977), "The Senegal River Valley: What kind of change?", *Review of African Political Economy*, 4 (10), pp. 33-59. DOI : [10.1080/03056247708703338](https://doi.org/10.1080/03056247708703338)
- Adams, A. (1977), *Le long voyage des gens du Fleuve*, Paris, Maspero.
- Adams, A. (1984), "Prisoners in Exile: Senegalese Workers in France", *Race & Class*, 16 (2), pp. 157-179. DOI: [10.1177/030639687401600204](https://doi.org/10.1177/030639687401600204)
- Adepoju, A. (2000), "Issues and Recent Trends in International Migration in Sub-Saharan Africa", *International Social Science Journal*, 52 (165), pp. 383-394.
- Adger W. N., Dessai S., Goulden M., Hulme M., Lorenzoni I., Nelson D. R., Naess L. O., Wolf J., Wreford A., 2009, « Are there social limits to adaptation to climate change? », *Climatic Change*, vol. 93, n°3-4, pp. 335-354.
- Adger WN (2010), "Climate change, human well-being and insecurity", *New Polit Econ* 15:275–292. <https://doi.org/10.1080/13563460903290912>
- Adger, N. (1999), "Social vulnerability to climate change and extremes in coastal Vietnam", *World Development*, 27 (2) (1999), pp. 249-269.
- Adger, W.N. (2000), "Social and ecological resilience: are they related?", *Prog. Hum. Geogr.*, 24 (2000), pp. 347-364, [10.1191/030913200701540465](https://doi.org/10.1191/030913200701540465)
- Adger, W.N., P.M. Kelly, A. Winkels, L.Q. Huy and C. Locke (2002). "Migration, remittances, livelihood trajectories, and social resilience", *AMBIO: A Journal of the Human Environment* 31 (4): 358-366.
- Adriansen, H. K. (2006), "Continuity and change in pastoral livelihoods of Senegalese Fulani", *Agriculture and Human Values* 23(2):215-229. <http://dx.doi.org/10.1007/s10460-005-6108-3>
- Adriansen, H. K. (2008), "Understanding pastoral mobility: the case of Senegalese Fulani". *Geographical Journal* 174(3):207-222. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1475-4959.2008.00278.x>
- AEE (Agence européenne pour l'environnement) (2010), *The European Environment. State and Outlook 2010. Thematic Assessmen : Adapting to Climate Change*, Copenhagen.
- Afifi, T. (2011). "Economic or environmental migration? The push factors in Niger", *International Migration* 49(s1): e95–e124.
- Agrawal, A. (2008), "Local institutions and adaptation to climate change". In R. Mearns, & A. Norton (Eds.), *Social dimensions of climate change* (pp. 173-197). Washington, DC: The World Bank.
- Ahmadov, Anar K., and Gwendolyn Sasse. (2015). "A Voice Despite Exit: The Role of Assimilation, Emigrant Networks, and Destination in Emigrants' Transnational Political Engagement." *Comparative Political Studies* 49(1): 1–37.
- Ahmadov, A. K. & Sasse, G. (2016), "Empowering to Engage with the Homeland: Do Migration Experience and Environment Foster Political Remittances?", *Comparative Migration Studies* 4: 12. <https://comparativemigrationstudies.springeropen.com/track/pdf/10.1186/s40878-016-0041-z.pdf>

- Ahouga, Y. (2018). "The local turn in migration management: the IOM and the engagement of local authorities", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44:9, 1523-1540, DOI: 10.1080/1369183X.2017.1368371
- Al-Ali, N., Black, R. & Koser, K. (2001), "The limits to "transnationalism": Bosnian and Eritrean refugees in Europe as emerging transnational communities", *Journal of Ethnic and Migration Studies* 24 (4): 578-600.
- Alarcón, R. (2002), "The Development of the Hometown Associations in the United States and the Use of Social Remittances in Mexico." In De la Garza, R. and B.L. Lowell (Eds.) *Sending Money Home: Hispanic Remittances and Community Development*, 101-124.
- Aldrich, D.P. (2011), "The power of people: social capital's role in recovery from the 1995 Kobe earthquake", *Natural Hazards* 56 (3), 595-611. 10.1007/s11069-010-9577-7.
- Alexandre, F. & Mering, C. (2018), « Changements socio-environnementaux et dynamiques rurales en Afrique de l'Ouest », *L'Espace géographique*, 47, 193-200. <https://doi.org/10.3917/eg.473.0193>
- Ambrosius C., Fritz, B., Stiegler, U. (2008), "Geldsendungen von Migranten—,Manna für die wirtschaftliche Entwicklung?", GIGA German Institute of Global and Area Studies—Leibniz-Institut für Globale und Regionale Studien, Hamburg.
- Amin, S. (1969), *Le monde des affaires sénégalais*, Paris, Éditions de Minuit.
- Amin, S. (1974), *Modern migrations in western Africa*, Oxford University Press, 426 p.  
DOI : [10.4324/9781351044073](https://doi.org/10.4324/9781351044073)
- ANSD (2014), Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE, 2013), *Rapport définitif*, septembre 2014, 418 p. Accessible en ligne : <https://www.ansd.sn/ressources/rapports/Rapport-definitif-RGPHAE2013.pdf>
- Antoine P., Bocquier P., Fall A. S., Guissé Y. M. and Nanitelamio, J. (1995), *Les familles dakaroises face à la crise*, IFAN-ORSTOM-CEPED, 210 p.
- Antoine, P., Razafindrakoto, M. & Roubaud, F. (2001), « Contraints de rester jeunes ? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé, Antananarivo », *Autrepart*, 18, 17-36. <https://doi.org/10.3917/autr.018.0017>
- Appadurai, A. (1996). *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Ardesi, A. & Rakotomamonjy, B. (2012), *Patrimoine culturel et enjeux territoriaux en Afrique francophone : appui aux politiques locales*, AIMF, 2012, p. 33.
- Ashutosh, I. & Mountz, M. (2011). "Migration Management for the Benefit of Whom? Interrogating the Work of the International Organization for Migration", *Citizenship Studies*, vol. 15, n°1, pp. 21-28.
- Augé, M. (1979), *Symbole, fonction, histoire. Les interrogations de l'anthropologie*. Paris : Hachette.
- Ayeb-Karlsson S, van der Geest K, Ahmed I, Huq S, Warner K (2016), "A people-centred perspective on climate change, environmental stress, and livelihood resilience in Bangladesh", *Sustain Sci* 11:679-694. <https://doi.org/10.1007/s11625-016-0sarr379-z>
- Azam, J.-P. Clarke, G., Dia, M., Marchat, J.-M. and Affifi, M. (2005), "Senegal – Une Évaluation Du Climat Des Investissements ». 37174 SE. Washington: World Bank.
- Azarian, R. (2011). "Potentials and limitations of comparative method in social science". *International Journal of Humanities and Social Science*, 1(4), 113-125.
- Ba, A. et Sarr, I. (1994), « Migration et urbanisation au Sénégal », Rapport de recherche du CERPOD, 1 (6), Institut du Sahel, 156 p.
- Bâ, A. H. (1992), *L'étrange destin de Wangrin*, 10/18, 384 p.
- Ba, C. A. (1996). « Dynamiques migratoires et changements sociaux au sein des relations de genre et des rapports jeunes/vieux des originaires de la moyenne vallée du Fleuve ». Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Thèse de Doctorat de troisième cycle, 295 p.
- Babou, C. A. (2008), "Migration and Cultural Change: Money, "Caste", Gender, and Social Status among Senegalese Female Hair Braiders in the United States", *Africa Today*, 55(2), 3-22.

- Baer, H. and Singer, M. (2014), *The Anthropology of Climate Change: An Integrated Critical Perspective*. London and New York: Routledge, Earthscan.
- Bagchi, DK, Blaikie, P., Cameron, J, Chattopadhyay, M., Gyawali, N., Seddon, D. (1998), “Conceptual and methodological challenges in the study of livelihood trajectories: case studies in eastern India and Western Nepal”, *J Int Dev* 10:453–468.
- Balandier, G. (1974), *Anthropo-logiques*, Paris, PUF.
- Baldassar, L., Nedelcu, M., Merla, L., & Wilding, R. (2016), “ICTbased co-presence in transnational families and communities: challenging the premise of face-to-face proximity in sustaining relationships”, *Global Networks*, 16, 133-144. doi:10.1111/ glob.12108
- Baldwin, A. & Fornalé, E. (2017), “Adaptive migration: pluralising the debate on climate change and migration, Themed Session”, *The Geographical Journal*, vol. 183, Issue 4, 322-328 (2017) 322-328, available at: <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/geoj.12242/epdf>
- Balmer, R., (1989), « L’Association dans la promotion du pouvoir municipal », in A. Mabileau & C. Sorbets (sd), *Gouverner les villes moyennes*, Paris, Pedone, pp 81-107.
- Banerjee, S., Gerlitz, J.I. and Hoermann, B. (2011), “Labour migration as a response strategy to water hazards in the Hindu Kush-Himalayas. Kathmandu, Nepal”, ICIMOD.
- Banque mondiale (2019), “Personal Remittances, Received (% of GDP) – Senegal, Data”, accessible en ligne: <https://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS?locations=SN>
- Barbier, B., Yacouba, H., Maïga, A.-H., Mahé, G. & Paturel, J.-E. (2009), « Le retour des grands investissements hydrauliques en Afrique de l’Ouest : les perspectives et les enjeux », *Géocarrefour*, 84, 1-2, pp. 31-41.
- Bardsley, D.K. & Hugo, G.J. (2010), “Migration and climate change: Examining thresholds of change to guide effective adaptation decision-making”, *Population and Environment*, 32 (2–3) (2010), pp. 238-262, [10.1007/s11111-010-0126-9](https://doi.org/10.1007/s11111-010-0126-9)
- Barnett, J. & O’Neil, S. (2010), “Maladaptation”, *Global Environmental Change*, 5, n°20, pp. 211-213.
- Barnett, J. and Webber, M. (2009), “Accommodating migration to promote adaptation to climate change”, The Commission on Climate Change and Development, [www.ccdcommission.org](http://www.ccdcommission.org)
- Barrett, C.B., Reardon, T., Webb, P. (2001), “Nonfarm income diversification and household livelihood strategies in rural Africa—concepts, dynamics and policy implications”, *Food Policy*, 26, pp. 315-331.
- Barthelémy, M., (1994), « Associations : un nouvel âge de la participation? », in Perrineau, P. (1994), *Engagement politique, déclin ou mutation*, Paris, Presses de Sciences po., pp 87-144.
- Basilia Valenzuela, M. (2004), “Retos y perspectivas de la sociedad civil migrante: Entre la participación política transnacional y la quimera del desarrollo local.” In *Clubes de migrantes oriundos mexicanos en los Estados Unidos*, edited by Guillaume Lanly and M. Basilia Valenzuela, 455–488. Guadalajara: Universidad de Guadalajara.
- Bauböck, R. (2003), “Towards a Political Theory of Migrant Transnationalism”, *International Migration Review*, 37(3): 700-723. DOI : [10.1111/j.1747-7379.2003.tb00155.x](https://doi.org/10.1111/j.1747-7379.2003.tb00155.x)
- Beauchemin, C., Lessault, D. and Sakho, P. (2013), « Dakar, des ménages mieux logés grâce aux migrants? », In: *Migrations africaines. Le codéveloppement en questions* (C. Beauchemin, L. Kabbanji, P. Sakho and B. Schoumaker, eds.). Armand Colin, Paris.
- Bebbington, A. (2000), “Reencountering development: Livelihood transitions and place transformations in the Andes”, *Annals of the Association of American Geographers*, 90 (3), 495-520.
- Bebbington, A. J., & Batterbury, S. P. J. (2001). “Transnational Livelihoods and Landscapes: Political Ecologies of Globalization”, *Ecumene*, 8 (4), 369-380.
- Bélières, J.-F., Jamin, J.-Y., Seck, S.M., Tonneau, J.-P., Adamcewski, A. & Legal, P.-Y. (2013), « Dynamiques foncières, investissements et modèles de production pour l’irrigation en Afrique de l’Ouest : logiques financières contre cohérences sociales ? », *Cahiers Agricultures*, 22, 1, pp. 61-66.
- Benz, A. (2014), “Mobility, Multilocality and Translocal Development: Changing Livelihoods in the Karakoram”, *Geographica Helvetica*, 69 (4): 259–270.

- Bergeret, P., Stuver, M., de Rooij, B. (2019), « L'innovation au service de l'adaptation aux migrations et de leur prévention », Chapitre 10, in : *MediTerra, Migrations et développement rural inclusif en méditerranée*, AFD, SciencesPo, CIHEAM, Paris, pp. 219-239.
- Bernard, C. (1993), « Les débuts de la politique de reboisement dans la vallée du fleuve Sénégal (1920-1945) », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, Vol. 80, 298, pp. 49-82.  
<https://doi.org/10.3406/outre.1993.3081>
- Bernard, H.R. (2002), *Research Methods in Anthropology. Qualitative and Quantitative Approaches*, Altamira Press, Walnut Creek.
- Bernzen, A., Jenkins, J.C., Braun, B., (2019), "Climate Change-Induced Migration in Coastal Bangladesh? A Critical Assessment of Migration Drivers in Rural Households under Economic and Environmental Stress", *Geosciences* 9(1):51-72. doi: 10.3390/geosciences9010051
- Berthomière, W. et Hily, M.-A. (2006), « Décrire les migrations internationales : les expériences de la co-présence ». *Revue européenne des migrations internationales*, 22(2) : 67-82.
- Bettini, G. & Gioli, G., (2016). Waltz with development: insights on the developmentalization of climate-induced migration. *Migration and Development*, Vol. 5, Issue 2, 171-189.  
<https://doi.org/10/gdb8pw>
- Bettini, G. (2014), "Climate migration as an adaption strategy: desecuritizing climate-induced migration or making the unruly governable?", *Critical Studies on Security* 2, 180-95.  
<https://doi.org/10.1080/21624887.2014.909225>.
- Bettini, G. (2017), "Where next? Climate Change, Migration, and the (Bio) Politics of Adaptation." *Global Policy* 8: 33-39.
- Bettini, G., Nash, S.L. & Gioli, G. (2017), "One Step Forward, Two Steps Back? The Fading Contours of (in)Justice in Competing Discourses on Climate Migration", *The Geographical Journal* 183 (4): 348-58. <https://doi.org/10.1111/geoj.12192>.
- Biersack, A. (2006), "Reimagining Political Ecology. Culture/Power/History/Nature", In A. Biersack and J. B. Greenberg, *Reimagining Political Ecology* (pp. 3-40). Durham, London: Duke University Press.
- Bierschenk, T. & Olivier de Sardan, J.-P. (1998)(dir.), *Les Pouvoirs au village*, Paris, Kartha
- Bierschenk, T., Chauveau, J.-P. et Olivier de Sardan, J.-P. (2000), « Introduction : les courtiers entre développement et Etat », in : *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*. Paris: Karthala.
- Binford, Leigh. (2003), "Migrant remittances and (under) development in Mexico." *Critique of Anthropology* 23(3):305-36.
- Birkmann, J.; Cardona, O. D.; Carreño, M. L.; Barbat, A. H.; Pelling, M.; Schneiderbauer, S.; Kienberger, S.; Keiler, M.; Alexander, D.; Zeil, P.; Welle, T. (2013a), "Framing vulnerability, risk and societal responses: The MOVE framework", *Nat Hazards* 67 (2), pp. 193-211. DOI: 10.1007/s11069-013-0558-5.
- Birkmann, J.; Garschagen, M.; Fernando, N.; van Tuan, V.; Oliver-Smith, A.; Hettige, S. (2013b), "Dynamics of vulnerability: Relocation in the context of natural hazards and disasters", In: Birkmann, J. (Ed.), *Measuring vulnerability to natural hazards. Towards disaster resilient societies*. 2nd Ed. Tokyo, New York, Paris, pp. 505-550.
- Blaikie, P. (1985), *The political economy of soil erosion in developing countries*. Longman, London, UK.
- Blundo, G. (1995), « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », *Cahiers d'études africaines*, vol. 35, n°137. La démocratie déclinée. p. 73-99; doi: 10.3406/cea.1995.2024,  
[http://www.persee.fr/doc/cea\\_0008-0055\\_1995\\_num\\_35\\_137\\_2024](http://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1995_num_35_137_2024).
- Blundo, G. (2000), « Élus locaux et courtiers en développement au Sénégal. Trajectoires politiques, modes de légitimation et stratégies d'alliance », In : T. Bierschenk, J.-P. Chauveau and J.-P. Olivier de Sardan (Eds.), *Courtiers en développement : Les villages africains en quête de projets*. Paris, Karthala-APAD pp. 71-100.

- Blundo, G., (1994), « Le conflit dans l'entente. Coopération et compétition dans les associations paysannes du bassin arachidier sénégalais », in J.-P. Jacob et P. Lavigne Delville (éds), *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, Paris, APAD-Karthala-IUED, pp. 99-120.
- Boccagni, P. & Pilati, K. (2015), "One (Slender) Tree, Many (Social) Roots: Revisiting Immigrant Associations Through a Case Study on Ecuadorians in Italy", *Journal of Civil Society*, 11:1, 62-78, <https://doi.org/10.1080/17448689.2015.1019180>
- Boccagni, P. (2010), "Private, Public or Both? On the Scope and Impact of Transnationalism in Immigrants' Everyday Lives." In: Faist, T., and Bauböck, R. (Eds.) *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods*. Imiscoe Research. Amsterdam: Amsterdam University Press. Pp. 185–203.
- Boccagni, P., & Baldassar, L. (2015). "Emotions on the move: Mapping the emergent field of emotion and migration. Emotion", *Space and Society*, 16, 73-80. doi:10.1016/j.emospa.2015.06.009
- Boccagni, P., & Decimo, F. (2013), Mapping social remittances. *Migration Letters*, 10(1), 1–10. <https://doi.org/10.33182/ml.v10i1.106>
- Boccagni, P., Lafleur, J.-M. & Levitt, P. (2015), « Transnational Politics as Cultural Circulation: Toward a Conceptual Understanding of Migrant Political Participation on the Move », *Mobilities*, DOI: 10.1080/17450101.2014.1000023
- Boissière, M. Locatelli, B. Sheil, D. Padmanaba, M. Sadjudin, E. (2013), « Local perceptions of climate variability and change in tropical forests of Papua, Indonesia, *Ecol. Soc.*, 18 (4), p. 13, 10.5751/ES-05822-18041
- Boltz-Laemmel, M. & Villar, P. (2013), « Les liens des migrants internes et internationaux à leur ménage d'origine : portraits croisés de familles étendues sénégalaises », *Autrepart*, 67-68. DOI: [10.3917/autr.067.0103](https://doi.org/10.3917/autr.067.0103)
- Borderon, M., Oliveau, S., Machault, V., Vignolles, C., Lacaux, J.-P., & N'Donky, A. (2014), « Qualifier les espaces urbains à Dakar, Sénégal », *Cybergeo - European Journal of Geography*, [670]. [doi.org/10.4000/cybergeo.26250](https://doi.org/10.4000/cybergeo.26250)
- Borderon, M., Sakdapolrak, P., Muttarak, R., Kebede, E., Pagogna, R., & Sporer, E. (2018), "A systematic review of empirical evidence on migration influenced by environmental change in Africa", IIASA Working Paper. Laxenburg, Austria: WP-18-003. <http://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/15382/>
- Bott, L.-M. (2018), "Linking migration and adaptation to climate change. How stakeholder perceptions influence adaptation processes in Pakistan", *Internationales Asienforum*, 47, 3–4, pp. 179-201, 10.11588/iaf.2016.47.3680.
- Bourdieu P. (2000 [1972]), *Esquisse d'une théorie de la pratique : Précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Paris, Seuil.
- Bourdieu, P. & Wacquant, L. J. D. (2006), *Reflexive Anthropologie*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 2006.
- Bourdieu, P. (1977), *Outline of a Theory of Practice*, Cambridge University Press Cambridge and New York.
- Bourdieu, P. (1979b), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 672 p.
- Bourdieu, P. (1980a), « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31/1, pp. 2-3.
- Bourdieu, P. (1980b), « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales* 35, 1, pp. 63-72. DOI : [10.3406/arss.1980.2100](https://doi.org/10.3406/arss.1980.2100)
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris : Fayard.
- Bourdieu, P. (1986), "The forms of capital". In Richardson, J. (Hrsg.): *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*. New York, Greenwood : 241-258.
- Bourdieu, P. (1987), *Choses dites*, Paris, Minuit, « Le sens commun ».
- Bourdieu, P. (1990), *In other words: essays towards a reflexive sociology*, Cambridge, Polity Press.
- Bourdieu, P. (1994), *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil.
- Bourdieu, P. (1997), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, « Liber ».
- Bourdieu, P. (1998), *Practical reason. On the theory of action*. Stanford, California.

- Bourdieu, P. (2002), "Habitus", in: *Habitus: A Sense of Place*, in: Hillier, J. and Rooksby, E. (Eds.), Ashgate, Burlington, 43–49.
- Bourdieu, P., (1979a), « Les trois états du capital culturel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 30/1, pp. 3-6. DOI : [10.3406/arss.1979.2654](https://doi.org/10.3406/arss.1979.2654)
- Bourdieu, P., (1986), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62, 1, pp. 69-72.
- Bourdieu, P. (1972), « Esquisse d'une théorie de la pratique », In : Bourdieu, P. (Dir.), *Esquisse d'une théorie de la pratique. Précédé de « Trois études d'ethnologie kabyle »*, Librairie Droz, Genève, 1972, pp. 157-243.
- Boyer, F. (2005), « L'esclavage chez les Touaregs de Bankilaré au miroir des migrations circulaires » *Cahiers d'études africaines*, n° 179-180, 2005, p. 771-804.
- Bradley, D. & Grainger, (2004), "Social resilience as a controlling influence on desertification in Senegal", *Land Degradation & Development*, Vol. 15, 5, pp. 451-470, <https://doi.org/10.1002/ldr.628>
- Bradsley, D.K. et Hugo, G. (2010), « Migration and climate change : examining thresholds of change to guide effective adaptation decision-making », *Population and Environment*, n°32.
- Brandhorst, (2021), "The migration motive and transnational engagement nexus. A case study of transnational families between Cuba and Germany", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, DOI: 10.1080/1369183X.2021.1878874
- Brandt, M., Romankiewicz, C., Spiekermann, R., & Samimi, C. (2014), "Environmental change in time series—An interdisciplinary study in the Sahel of Mali and Senegal", *Journal of Arid Environments*, 105, 52–63.
- Braun, B. & Aßheuer, T. (2011), "Floods in megacity environments: vulnerability and coping strategies of slum dwellers in Dhaka/Bangladesh", *Nat Hazards* 58(2):771–787. doi: 10.1007/s11069-011-9752- 5.
- Bredeloup, S. (1993), « Les migrants du fleuve Sénégal : à quand la "Diams'pora" ? », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 9, n°3, p. 205-232.
- Bredeloup, S. (1994), « L'aventure contemporaine des diamantaires sénégalais », *Politique Africaine*, n°56, décembre 1994, p. 77-93.
- Bredeloup, S. (2008), « L'aventurier, une figure de la migration africaine », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2(2), 281-306. <https://doi.org/10.3917/cis.125.0281>
- Bredeloup, S. (2014), *Migrations d'aventures : terrains africains*, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques.
- Brickell, K. & Datta, A. (2011), "Introduction: Translocal Geographies". In K. Brickell and A. Datta (Eds.), *Translocal Geographies: Spaces, Places, Connections* (pp. 1-20). Farnham: Ashgate.
- Brooks, N. (2004), "Drought in the African Sahel: long term perspectives and future prospects", Tyndall Centre Working Paper 61. Tyndall Centre, University of East Anglia, Norwich, UK. [online] URL: <http://www.tyndall.ac.uk/content/drought-african-sahel-long-term-perspectives-and-future-prospects>.
- Brooks, N., Adger, N. W., & P, M. K. (2005), "The determinants of vulnerability and adaptive capacity at the national level and the implications for adaptation", *Global Environmental Change*, Part A 15(2), 151–163.
- Brown, O. (2008), *Migrations et changements climatiques*, Genève, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
- Brubaker, R., Loveman, M. and Stamatov, P. (2004), "Ethnicity as Cognition". *Theory and Society* 33(1): 31–64.
- Bruckmann, L. (2018a), « Les zones inondables de la moyenne vallée du Sénégal : des espaces de résilience pour les sociétés », *Mappemonde* [En ligne], 123 | 2018, mis en ligne le 14 février 2018, consulté le 16 décembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/mappemonde/473>
- Bruckmann, L. (2018b), "Crue et développement rural dans la vallée du Sénégal : entre marginalisation et résilience", *Belgeo*, DOI: <https://doi.org/10.4000/belgeo.23158>

- Brüning, L. & Piguët, E. (2018), Changements environnementaux et migration en Afrique de l'Ouest. *Belgeo Revue belge de géographie* 1. <https://doi.org/10.4000/belgeo.28836>
- Bruzzone, T, Fall, P.D., Gueye, C. (2006), « Le milieu sénégalais et l'action transnationale des migrants ». Roma : CeSPI.
- Burawoy, M. (2003), « Revisits: an outline of a theory of reflexive ethnography », *American Sociological Review*, 68 : 645-679.
- Burgess, K. & Tinajero, B. (2009), "Remittances as Non-State Transnational Transfers? Lessons from Mexico and El Salvador." *International Studies Review* 11: 404–413.
- Burt, R. S., (1992), *Structural holes: The social structure of competition*. Harvard Business School Press, Cambridge.
- Burton, I., Kates, R. & White, Gf (1994), *The Environment as Hazard*, (second ed.), The Guilford Press, New York, London.
- Cannon T., Müller-Mahn D., (2010), 'Vulnerability, Resilience and development discourses in context of climate change', *Nat Hazards*, vol. 55, no 3, p. 621–635, <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.476.5567&rep=rep1&type=pdf>
- Caponio, T. & Testore, G. (2012), « L'intégration : nouvelle frontière de l'immigration ? L'analyse du lien entre les politiques de contrôle et d'intégration en Italie et en France », *Migrations Société*, 2012/2, n° 140, pp 285-294, URL : <https://www.cairn-int.info/revue-migrations-societe-2012-2-page-285.htm>
- Careja, R., & Emmenegger, P. (2012). "Making Democratic Citizens: The Effects of Migration Experience on Political Attitudes in Central and Eastern Europe", *Comparative Political Studies*, 45(7), 875–902.
- CARIM. (2010). "Migration profiles". Consortium for applied research on international migration report. <http://www.carim.org>.
- Carling, J. (2014). "Scripting Remittances: Making Sense of Money Transfers in Transnational Relationships", *International Migration Review*, 48, S218–S262.
- Carling, J., & Hoelscher, K. (2013), "The Capacity and Desire to Remit: Comparing Local and Transnational Influences", *Journal of Ethnic and Migration Studies* 39 (6): 939–958. doi:10.1080/1369183X.2013.765657.
- Carrington, K., McIntosh, A.F., Walmsley, D.J., (2008), "The Social Costs and Benefits of Migration into Australia". Accessible en ligne : <https://apo.org.au/node/3432>.
- Castles, S. (2009), "Development and Migration -Migration and Development: What Comes First? Global Perspective and African Experiences", *Theoria: A Journal of Social and Political Theory*, 56(121):1-31.
- Castles, S., de Haas, H. and Miller, M. J. (2014), *The Age of Migration: International Population Movements in the Modern World*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire and London: Macmillan.
- Cattacin, S., & Domenig, D. (2014), "Why do transnationally mobile people volunteer? Insight from a Swiss case study". *Voluntas*, 25(3), 707-729.
- Cattacin, Sandro (2006b). "Migration and Differentiated Citizenship. On the (post-)Americanization of Europe." Willy Brandt Series of Working Papers in International Migration, Migration and Ethnic Relations 06(1).
- Chambers, R. & Conway, G.R. (1992), "Sustainable Rural Livelihoods: Practical Concepts for the 21<sup>st</sup> century", IDS Discussion Paper, Brighton: Institute of Development Studies.
- Chatterjee, M. (2010), "Slum dwellers response to flooding events in the megacities of India", *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change*, 15(4), 337–353. <https://doi.org/10.1007/s11027-010-9221-6>
- Chen, J.-Y. (2013), « Migration as a Strategy of 'Authentic' Development? The Case of Sénégal », Department of African Studies and Research, Howard University.

- Cheng, J., Xu, Z., Bambrick, H., Su, H., Tong, S., & Hu, W. (2018), "Heatwave and elderly mortality: an evaluation of death burden and health costs considering short-term mortality displacement", *Environment International*, 115, 334–42. <https://doi.org/10.1016/j.envint.2018.03.041>.
- Chhetri, R.B. (1987), "Migration, adaptation and socio-cultural change: the case of the Thakalis in Pokhara", *Occasional Papers in Sociology and Anthropology* 1, 43–72.
- Chi, X. (2008), "Challenging managed temporary labor migration as a model for rights and development for labor-sending countries." *NYU Journal of International Law and Politics* 40:497-540.
- Christoplos, I. (2010), « Understanding climate change adaptation: lessons from community-based approaches ». *Climate and Development*, 2(1), 73e74.
- Ciavolella, R. (2012), "Huunde fof ko Politik: Everything Is Politics: Gramsci, Fulani, and the Margins of the State in Mauritania", *Africa Today* 58(3):2-21. DOI: 10.1353/at.2012.0012
- Ciré (2021), « Réfugié, migrant, sans-papiers... Lexique & définitions », en ligne : <https://www.cire.be/publication/refugie-demandeur-dasile-migrant-lexique-et-definitions/#:~:text=La%20loi%20belge%20pr%C3%A9voit%20deux,s%C3%A9jour%20%C3%A9gal%20provisoire%20en%20Belgique>.
- Clavel, D. & Gaye, M. (2018), « L'émergence de nouvelles coopératives semencières au Sénégal – Analyse de l'impact de la recherche-développement sur l'arachide de 1999 à 2016 », *Cab. Agric.* 2018, 27, <https://core.ac.uk/download/pdf/188514682.pdf>
- Clayton S., Devine-Wright P., Stern P. C., Whitmarsh L., Carrico A., Steg L., Swim J., Bonnes M., (2015), « Psychological research and global climate change », *Nature Climate Change*, vol. 5, pp. 640-646.
- Codjoe, S.N.A., Nyamedor, F.H., Sward, J. & Dovie, B.D. (2017), "Environmental hazard and migration intentions in a coastal area in Ghana: a case of sea flooding", *Population and Environment* 39(2), 128-146. <https://doi.org/10.1007/s11111-017-0284-0>.
- Cohen, J.H. (2004), *The culture of migration in Southern Mexico*. Austin: University of Texas Press.
- Cohen, R. (2008). *Global diasporas: An introduction*, London: Routledge
- Coleman, J. (1988). "Norms as Social Capital", in G. Radnitzky and P. Bernholz (eds), *Economic Imperialism: The Economic Approach Applied Outside the Field of Economics*, New York: Paragon House Publisher, pp. 133-55.
- Colloff, M.J., Lavorel, S. van Kerkhoff, L.E., Wyborn, C.A. Fazey, I. Gorddard, R. Mace, G.M. Foden, W.B. Dunlop, M. Prentice, I.C. Crowley, J. Leadley, P. & Degeorges, P. (2017), "Transforming conservation science and practice for a postnormal world", *Conserv. Biol.*, 31 (2017), pp. 1008-1017.
- Collyer, M. (2012), "Migrants as strategic actors in the European Union's Global Approach to Migration and Mobility", *Global Networks*, Vol. 12, Issue 4, 2012, 50-524.
- Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (2015), « Convention : Appui à la mise en place d'un dispositif pour l'identification et la valorisation des potentiels de développement économique et d'investissement des Départements de Matam et de Kanel (2015-2017) », en ligne : <https://www.pastel.diplomatie.gouv.fr/cncdext/dyn/public/atlas/detailProjet.html?criteres.prjId=14434>
- Condé, J., & Diagne, P. (1986), *Les migrations internationales Sud-Nord. Une étude de cas : les migrants maliens, mauritaniens et sénégalais de la vallée du fleuve Sénégal en France*. Paris: OCDE.
- Conway, D. & Mustelin, J. (2014), "Strategies for improving adaptation practice in developing countries", *Nat. Climate Change*, 4 (5), pp. 339-342.
- Conway, D., Nicholls, R.J., Brown, S., Tebboth M.G.L., Adger N.W., Ahmad, B., et al. (2019), "The need for bottom-up assessments of climate risks and adaptation in climate-sensitive regions". *Nat Clim Chang.* 2019; 9:503–11. <https://doi.org/10.1038/s41558-019-0502-0>.



- Cormier-Salem, M. C. (2013), « L'aménagement du littoral : un enjeu crucial pour les pêcheries artisanales », In *Artisans de la mer : une histoire de la pêche maritime sénégalaise* (pp. 136-145). <ird-00827404>
- Crane, T. A., C. Roncoli, J. Paz, N. Breuer, K. Broad, K. T. Ingram, & Hoogenboom, G. (2010), "Forecast skill and farmers' skills: Seasonal climate forecasts and agricultural risk management in the southeastern United States", *Wea. Climate Soc.*, 2, 44–59.
- Crate, S. A., and Nuttall, M. (2009), *Anthropology and Climate Change: From Encounters to Actions*. Walnut Creek, CA: Left Coast Press.
- Crick, F., Eskander, S.M.S.U., Fankhauser, S. and Diop, M. (2018), "How do African SMEs respond to climate risks? Evidence from Kenya and Senegal", *World Development*, 108(2018): pp. 157-168.
- D'Aquino, P., Camara, S. & Seck, S.M. (2017), « Formaliser ou sécuriser les droits locaux sur la terre ? », *Études rurales*, DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.11590>
- Dahinden, J. (2005), "Contesting transnationalism? Lessons from the study of Albanian migration networks from former Yugoslavia", *Global Networks*, 5(2): 3-20. DOI : [10.1111/j.1471-0374.2005.00114.x](https://doi.org/10.1111/j.1471-0374.2005.00114.x)
- Dahinden, J. (2010), "Chapter 3 - The dynamics of migrants' transnational formations: Between mobility and locality", In: Faist, T., and Bauböck, R. (Eds.), *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods*. Imiscoe Research. Amsterdam: Amsterdam University Press. Pp. 51-73.
- Dahlberg, A. C. & Blaikie, P. M. (1999), "Changes in landscape or in interpretation? Reflections based on the environmental and socio-economic history of a village in NE Botswana", *Environment and History* 5(2):127-174. <http://dx.doi.org/10.3197/096734099779568335>
- Dahou T., (2002), "De l'encadrement à la libéralisation. Les pouvoirs locaux se réapproprient le développement rural », in : Diop M. C. (dir.), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris Karthala, 227-255.
- Dardel, C., Kergoat, L., Hiernaux, P., Mougin, E., Grippa, M. & Tucker, C.J. (2014), "Re-greening Sahel: 30 years of remote sensing data and field observations (Mali, Niger)", *Remote Sensing of Environment*, vol. 140, p. 350-364.
- Dardot, P. et Laval, C. (2014), "Commun, essai pour le 21eme siècle", Paris : La Découverte, 400 p.
- Darmon, M. (2016), *La socialisation*, Armand Colin, 3e édition, Paris, 132 p.
- Daum, C. (1994), "Ici et là-bas, immigration et développement. Les associations des émigrés ouest-africains en France", *Migrations et Développement*, 6(32), 99–110.
- Daum, C. (1998), « Développement des pays d'origine et flux migratoires : la nécessaire déconnexion », *Hommes et Migrations*, n°1214, pp. 58-72.
- Daum, C., (1993), *Quand les immigrés du Sabel construisent leur pays*, Harmattan-Institut Panos.
- Davies, W. (2020), « WhatsApp, un fauteur de troubles », *Courrier international*, N° 155 du 20 au 26 août 2020, 22-26.
- De Bruyn, T and Huyse, H. (2009), *De Vierde Pijler van de Vlaamse Ontwikkelingssamenwerking. Voorbij de eerste kennismaking*, Brussel: VAIS.
- De Haan, L. & Zoomers, A. (2005), "Exploring the frontiers of livelihood research", *Dev. Change*, 36, 27–47, 2005.
- de Haas, H. (2012), "The Migration and Development Pendulum: A Critical View on Research and Policy", *International Migration*, 50(3):8-25.
- de Longueville, F., Ozer, P., Gemenne, F., Henry, S., Mertz, O., & Nielsen, J. Ø. (2020), "Comparing climate change perceptions and meteorological data in rural West Africa to improve the understanding of household decisions to migrate", *Climatic Change*, 1–19. DOI: 10.1007/s10584-020-02704-7.
- Delgado Wise, R., and Rodríguez Ramirez, H. (2001), "The Emergence of Collective Migrants and Their Role in Mexico's Local and Regional Development", *Canadian Journal of Development Studies* 22: 747–764.

- Demonsant, J.-L. (2007), «Un système informel de retraite basé sur le prestige des notables au village. Etude de cas à Matam (Sénégal)», in P. Antoine (dir.), *Les relations intergénérationnelles en Afrique*, Approche plurielle, les collections du CEPED, pp. 121-142.
- Deng, F., Zhou, C. & Zheng, Y. (2016), *Exploring the Impact of Risk-Benefit Perception on Public Acceptance to Nuclear Power—Based on a Survey at Guangzhou University City*, University of South China: Hengyang, China.
- Denscombe, M. (2014), *The Good Research Guide: For Small-scale Social Research Projects*. Maidenhead: Open University Press.
- Descroix, L., Diongue Niang, A., Panthiou, G., Bodian, A., Sané, Y., Dacosta, H., Malam Abdou, M., Vandervaere, J.-P., Quantin, G. (2015), « Évolution récente de la pluviométrie en Afrique de l'Ouest à travers deux régions: la Sénégambie et le Bassin du Niger moyen». *Climatologie*, vol. 12, p. 25-43.
- DFID (1999), «Sustainable Livelihoods Guidance Sheets 2», UK Department for International Development.
- Dia, H. (2007), « Les investissements des migrants dans la vallée du fleuve Sénégal : confiance et conflits d'intérêts », *Revue européenne des migrations internationales*, 2007, vol. 23(3) : 29-49.
- Dia, H. (2008), « Les ressources d'une diaspora de la moyenne vallée du fleuve Sénégal » (179-194) in Momar-Coumba Diop (ed.). *Le Sénégal des migrations : mobilités, identités et sociétés*. Paris: Crepos-Karthala-ONU Habitat, 2008.
- Dia, H. (2010), « Les villages “multi-situés” sénégalais face à la nouvelle configuration migratoire mondiale », *Hommes & Migrations*, 1286–1287(4), 234–244.
- Dia, H. (2013), “From Field to Concept: The Example of Senegalese Multisited Villages”. *Journal of Intercultural Studies*, Vol. 34, Issue 5, 569-583, DOI: [10.1080/07256868.2013.827829](https://doi.org/10.1080/07256868.2013.827829)
- Dia, H. (2014), « Migrations subsahariennes en France : des “villages multisitués” », in: Poinot, M. and Weber, S. (Eds.), *Migrations et mutations de la société française*, La Découverte, 139–146, 2014.
- Dia, H. (2015), *Trajectoires et pratiques migratoires des Haalpulaaren du Sénégal. Socio-anthropologie d'un "village multi-situé"*, Paris, L'Harmattan, coll. « Connaissances des hommes », 2015, 397 p.
- Dia, H. (2015b), « Les diplômés en langue arabe au sein de l'élite sénégalaise. Du symbolique à l'académique », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 14(2015):187–206.
- Dia, H. (2018), « Dynamiques de construction de l'école dans un contexte libéral. Esquisse d'un art sénégalais des compromis provisoires ». In: L'État réhabilité en Afrique. Réinventer les politiques publiques à l'ère néolibérale (E. Grégoire, J.-F. Kobiané and M.-F. Lange, eds.). Karthala, Paris
- Diallo, A. (2019), « Changement climatique et migrations humaines au Sénégal : une approche en termes de vulnérabilité du système socio-écologique », *Revue de la régulation* [En ligne], 26 | 2nd semestre / Autumn 2019, mis en ligne le 31 janvier 2020, consulté le 13 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/15800> ; DOI : 10.4000/regulation.15800
- Diatta, M. A., and Mbow, N. (1999). “Releasing the development potential of return migration: the case of Senegal”, *International Migration*, 37, 243-266.
- Diédhiou, P. (2017), « Les intellectuels sénégalais et la question des identités ethniques au Sénégal », REFSICOM [en ligne], L'identité dans tous ses états : 2. Catégories symboliques et enjeux sociaux, mis en ligne le 13 novembre 2017, URL: <http://www.refsicom.org/295>
- Dieye, A. M., and Roy, D. P. (2012). “A study of rural Senegalese attitudes and perceptions of their behavior to changes in the climate”, *Environmental Management*, 50, 929-941.
- Dimé, M. (2016), « Les associations de développement des migrants : des courtiers pour drainer les ressources de la coopération décentralisée ? », Communication faite à l'atelier de lancement de LMI-MOVIDA à Dakar, le 17 octobre 2016, à l'occasion du séminaire sur *Les mobilités comme ressources*, <https://movida.hyptheses.org/61>

- Dime, M., Wade C.-T., Lancelot S.-E., (2018), « Les envois des migrants : un levier important pour un développement résilient aux changements climatiques dans les zones semi-arides du Sénégal », PRESA, Policy brief, octobre 2018, 8 p.
- Diongue M. & Diouf S., (2018), « Urbanisation des périphéries urbaines et risques d'inondation à Dakar (Sénégal). Le cas de la commune de Yeumbeul Nord ». In Cisse O. (dir.), *Les inondations à Dakar : gestion des risques et adaptations locales*. Paris, Karthala, p. 37-76.
- Diop, A. B. (1965), *Société Toucouleur et migration : enquête sur l'immigration toucouleur à Dakar*, Bulletin de l'IFAN tome XII n°3-4, 231p.
- Diop, A.B. (2009), *Le Sénégal, une démocratie du phénix?*, Paris : Karthala ; Dakar-Étoile : CREPOS.
- Diop, A.D. (1965), *Société Toucouleur et Migration*, Ifan, 232 p.
- Diop, M.-C. (Ed.) (2008), *Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et sociétés*. Paris et Dakar : Karthala-CREPOS.
- Diop, M.-C., Faye, O. (2002), « Les jeunes et la gouvernance de la ville », In M.-C. Diop, *La société sénégalaise entre le local et le global*. Paris : Karthala/UNRISD.
- Doevenspeck, M. (2011), « The thin line between choice and flight: Environment and migration in rural Benin », *International migration*, 49, 50-68.
- Doquet A. (2005), « Tous les Toubab ne se ressemblent pas : les particularités nationales des étrangers vues par les guides touristiques maliens », in Mali-France : regards sur une histoire partagée. Regards Croisés France-Mali : Colloque, Bamako (Mali), *Hommes et Sociétés* 2005/01, 243-258.
- Dubois, J., Durand, P. et Winkin, Y. (2013), « Aspects du symbolique dans la sociologie de Pierre Bourdieu », *CONTEXTES* [En ligne], Varia, mis en ligne le 06 août 2013, consulté le 02 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/contextes/5661>
- Dupuy, C. (1990), « Les associations villageoises au Sénégal : fonctions économiques et modalités de financement ». *TiersMonde*, tome 31, n°122, 1990. Technologie et développement. pp. 351-375; doi : <https://doi.org/10.3406/tiers.1990.3920>
- Durand, J., E. A. Parrado, and D. S. Massey (1996), "Migradollars and Development: A Reconsideration of the Mexican Case." *International Migration Review* 30(2): 423-44.
- Eakin, H. (2000), "Smallholder maize production and climate risk: a case study from Mexico", *Climatic Change*, 45 (2000), pp. 19-36.
- Ebin, V. (1995), "International Networks of a Trading Diaspora: The Mourides of Senegal Abroad". In: Antoine, P. & Diop, A.B. (Eds.), *La Ville à Guichets Fermés: Itinéraires, Réseaux et Insertion Urbaine*, Paris: ORSTOM Location, pp. 323.
- Ekbom A, Knutsson P, Ovuka M (2001), "Is sustainable development based on agriculture attainable in Kenya? A multidisciplinary case study of Murang'a district land". *Degrad Dev* 12(5):435-447.
- Elliott, J.R. Haney, J.T., Sams-Abiodun, P. (2010), "Limits to social capital: comparing network assistance in two New Orleans neighborhoods devastated by Hurricane Katrina", *Sociol. Quart.*, 51 (4) (2010), pp. 624-648, [10.2307/40927661](https://doi.org/10.2307/40927661)
- Elliott, J.R. Haney, J.T., Sams-Abiodun, P.(2010), "Limits to social capital: comparing network assistance in two New Orleans neighborhoods devastated by Hurricane Katrina", *Sociol. Quart.*, 51 (4) (2010), pp. 624-648, [10.2307/40927661](https://doi.org/10.2307/40927661)
- environnementaux en Afrique de l'Ouest*. Paris : IRD Éditions, coll. «Synthèses », p. 43-60.
- Escala, L. (2005), « Migración internacional y organización de migrantes en regiones emergentes: el caso de Hidalgo ». *Migración y Desarrollo* 4: 66-88.
- Escobar, C., Arana, R. & McCann, J.A. (2015), "Expatriate Voting and Migrants' Place of Residence", *Migration Studies* 3(1): 1-31.
- European Commission (2011), "Communication on the Global Approach to Migration and Mobility", Brussels, COM (2011) 743 final.
- European Commission (2013a), "Climate change, environmental degradation, and migration, Commission Staff Working Document", Accompanying the document Communication from the

- Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions, An EU Strategy on adaptation to climate change, Brussels, SWD (2013) 138 final.
- European Commission (2013b), "Maximizing the Development Impact of Migration. The EU contribution for the UN High-level Dialogue and next steps towards broadening the development-migration nexus", Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions, , Brussels, COM (2013) 292 final.
- European Commission (2016), "A renewed partnership with the countries of the Africa, the Caribbean and the Pacific", Joint Communication to the European Parliament and the Council, JOIN/2016/052 final.
- European Commission (2017), "PAISD : un partenariat pour renforcer la contribution des migrations au développement », EU Emergency Trust Fund for Africa, Press release, 17 October 2017, accessible en ligne : <https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/all-news-and-stories/paisd-un-partenariat-pour-renforcer-la-contribution-des-migrations-au-en>
- European Commission (2020), "Towards a comprehensive strategy with Africa", Joint Communication to the European Parliament and the Council, Brussels, 9.3.2020, JOIN(2020) 4 final.
- Evans, B. & Reid, J. (2013), "Dangerously exposed: the life and death of the resilient subject", *Resilience*, 1:2, 83-98, DOI: 10.1080/21693293.2013.770703.
- Faist, T. (2008), Migrants as transnational development agents: An inquiry into the newest round of the migration-development nexus. *Population, Space and Place*, 14; 21-42.
- Faist, T. (2010), « The crucial meso level ». *Selected studies in international migration and immigrant incorporation*, vol 1, pp. 59–90.
- Faist, T., Fauser, M. and Reisenauer, E. (2013), *Transnational Migration*. Cambridge: Polity Press.
- Fall, A. (2014), *Le Ferlo sénégalais : approche géographique de la vulnérabilité des anthroposystèmes sabéliens*. Paris : université Paris 13, thèse de doctorat en géographie, 380 p.
- Fall, A.S. (2007b). *Bricoler pour survivre. Perceptions de la pauvreté dans l'agglomération urbaine de Dakar*. Paris, Karthala.
- Fall, P. D., Carretero, M. H., & Sarr, M. Y. (2010), *Senegal Country and Research Areas Report* (Project Paper 2, Final Version, 2010-10-01). Eumagine - Imagining Europe from the Outside. Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Peace Research Institute Oslo (PRIO). <http://www.eumagine.org/outputs/PP2%20%20Senegal%20Country%20and%20Research%20Areas%20Report%20-%20Final.pdf>
- Fall, P.D. (2007a), *Trois projets associatifs sénégalais: Defaral sa Bopp, 3 T et Senitalia*. Rome : Rapport de recherche du Programme MIDA Sénégal CESPI et OIM.
- Fall, P.D. (2008), « Migration internationale et développement local dans le Nguènar sénégalais » (:195-210), in. M.-C. Diop (dir.), *Le Sénégal des migrations - Mobilités, identités et sociétés*. Paris : Crepos-Karthala-ONU Habitat, 2008.
- Fall, P.D. (2016), *Des Francenabe aux Modou Modou. L'émigration sénégalaise contemporaine*. L'Harmattan, Dakar.
- Fall, P.D. (2016), « Exode rural et transformation de l'espace dans l'arrière-pays de Fatick (Sénégal) », *Revista Internacional de Estudios Migratorios*, Vol. 7(1), Número especial, pp. 101-122.
- Fall, P.D., Tall, S.M., Bruzzone, V.T. & Gueye, C., (2006), « Capital social et potentiel d'investissement dans les territoires d'origine des Sénégalais d'Italie ». In : S. Ceschi & A. Stocchiero (eds.) *Relazioni transnazionali e co-sviluppo. Associazioni e imprenditori Senegalesi tra Italia e luoghi di origine*. L'Harmattan Italia, Torino.
- Fall-Sokhna, R. & Thiéblemont-Dollet, S. (2009), « Du genre au Sénégal », *Questions de communication* [En ligne], 16, mis en ligne le 22 septembre 2015, consulté le 11 juillet 2021. URL:

- <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/350>; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.350>.
- Faye J., (2008), « Foncier et décentralisation. L'expérience du Sénégal », Dossier IIED, No. 149, IIED Londres.
- Faye, P, Ribot, J. & Turner, M.D. (2019), "Climate change is not the cause, migration is not the problem: Local representation and precarious young farmers leaving Senegal", ILCD Swedish International Centre Local Democracy, Research Report N°14, <https://icld.se/app/uploads/files/forskningspublikationer/icld-researchreport-14-2019-web.pdf>
- Fazey, I., Moug, P. Allen, S. Beckmann, K. Blackwood, D. Bonaventura, M. Burnett, K. Danson, M. Falconer, R. Gagnon, A.S. Harkness, R. Hodgson, A. Holm, L. Irvine, K.N. Low, R. Lyon, C. Moss, A. Moran, C. Naylor, L. O'Brien, K. Russell, S. Skerratt, S. Rao-Williams, J. & Wolstenholme, R. (2018). "Transformation in a changing climate: a research agenda", *Clim. Disaster Dev. J.*, 10 (2018), pp. 197-217, 10.1080/17565529.2017.1301864.
- Felli, R. & Castree, N. (2012), "Neoliberalising adaptation to climate change: foresight or foreclosure?", *Environment and Planning A* 44 1–4.
- Felli, R. (2013), "Managing 738 climate insecurity by ensuring continuous capital accumulation: 'climate refugees' and 'climate migrants'", *New Political Economy* 18, 337–363. <https://doi.org/10.1080/13563467.2012.687716>
- Fibbi, R. and D'Amato, G. (2008), « Transnationalisme des migrants en Europe : une preuve par les faits », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 24 (2), 7-22.
- FIDA (2014), « Transferts de fonds et développement au Sénégal, quelles opportunités d'intervention pour élargir l'échelle et accroître l'impact ? », Rome : FIDA.
- Findlay, A. and Geddes, A. (2011), "Critical views on the relationship between climate change and migration: some insights from the experience of Bangladesh". In: Piguet, E., A. Pécoud and P. de Guchteneire (eds.): *Migration and climate change*, Cambridge, pp. 138-159.
- Fine, B. (2010), *Theories of Social Capital. Researchers behaving badly*, London: Pluto Press, 288 p.
- Fitzgerald, D. (2000), "Negotiating Extra-Territorial Citizenship: Mexican Migration and the Transnational Politics of Community". San Diego: Center for Comparative Immigration Studies, University of California San Diego.
- Fitzgerald, D. (2008), "Colonies of the Little Motherland: Membership, Space, and Time in Mexican Migrant Hometown Associations." *Comparative Studies in Society and History* 50 (1): 145–169.
- Flavell, A., Milan, A., Melde, S. (2020), "Migration, environment and climate change: Literature review", First report in the "Migration, environment and climate change" series, Umwelt Bundesamt (German Environment Agency), 42/2020, 84 p., [https://www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/1410/publikationen/2020-03-04\\_texte\\_42-2020\\_migration-literature-review\\_1.pdf](https://www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/1410/publikationen/2020-03-04_texte_42-2020_migration-literature-review_1.pdf)
- Foner, N. (1997), "What's New About Transnationalism? New York Immigrants Today and at the Turn of the Century." *Diaspora: A Journal of Transnational Studies* 6 (3): 355–375.
- Fontana, A., & Frey, J. (2005). "The interview: from neutral stance to political involvement". In: N.K. Denzin & Y. S. Lincoln (Eds.), *The Sage Handbook of Qualitative Research* (3rd ed., pp. 695–728). London, UK: Sage Publications Ltd.
- Food and Agriculture Organization (FAO) (2013). *FAOSTAT database*. FAO, Rome, Italy. [En ligne] URL: <http://faostat3.fao.org/faostat-gateway/go/to/home/E>.
- Frankenberger, T. R., and M. K. McCaston. (1998), "The household livelihood security concept", *Food Nutrition and Agriculture* 22:30-35. URL: <http://www.fao.org/docrep/x0051t/x0051t05.htm>.
- Fredrickson, G. M. (1997), *The comparative imagination: On the history of racism, nationalism, and social movements*. Univ of California Press.
- Gamlen, A. (2006), "Diaspora engagement policies: What are they, and what kinds of states use them?", Centre on migration. Policy and Society Working Paper 32.

- Garip, F., Eskici, B., & Snyder, B. (2014). *Network Effects in Migrant Remittances: Evidence from Household, Sibling and Village Ties in Nang*. Thailand: Rong.
- Gautier, D. & Benjaminsen, T.A. (2012) (Eds), *Environnement, discours et pouvoir. L'approche Political ecology*, Quæ, 256 p.
- Gaye, A.T. Lo, H.M., Sakho-Djimbira, S., Fall, M.S., Ndiaye, I. (2015), *Sénégal : Revue du contexte socioéconomique, politique et environnemental*, Rapport IED et PRESA, août 2015. En ligne, consulté le 15 octobre 2019, URL : [https://www.iedafrique.org/IMG/pdf/Revue\\_Resilience\\_Croissance\\_et\\_changement\\_climatique\\_au\\_Senegal-2.pdf](https://www.iedafrique.org/IMG/pdf/Revue_Resilience_Croissance_et_changement_climatique_au_Senegal-2.pdf).
- Gbtebouo, G.A. (2009), "Understanding Farmers' Perceptions and Adaptations to Climate Change and Variability, the Case of the Limpopo Basin, South Africa", IFPRI Discussion Paper 00849, IFPRI, Washington DC.
- Geddes, A.S., Adger W.N., Arnell, N.W., Black, R., Thomas, D.S.G. (2012), "Migration, environmental change, and the 'challenges of governance'", *Environment and Planning C: Government and Policy*, Vol. 30, 951 – 967. doi:10.1068/c3006ed
- Geerts, A. (2020), « Refiler aux "pauvres" nos voitures usagées ? », IEW, 12 novembre 2020, <https://www.iew.be/refiler-aux-pauvres-nos-voitures-usagees/>
- Geertz, Clifford (1973), "Thick Description: Toward an Interpretive Theory of Culture", *The Interpretation of Cultures: Selected Essays*, New York: Basic Books, pp. 3–30.
- Geiger, M. & Pécoud, A. (2010), *The Politics of International Migration Management*. Houndmills, Palgrave MacMillan.
- Geiger, M. & Pécoud, A. (2013), "Migration, Development and the 'Migration and Development Nexus'", *Population, Space and Place*, 19, 369-374.
- Gemenne, F. & Blocher, J. (2017). "How can migration serve adaptation to climate change? Challenges to fleshing out a policy ideal", *Geogr. J.* 2017; 183: 336–47. <https://doi.org/10.1111/geoj.12205>.
- Giddens, A. (1984), *The constitution of society : Outline of the theory of structuration*, Cambridge, Polity Press.
- Giraut, F. (2013), « Territoire multisitué, complexité territoriale et postmodernité territoriale : des concepts opératoires pour rendre compte des territorialités contemporaines ? », *L'Espace géographique*, 42, 293-305. <https://doi.org/10.3917/eg.424.0293>
- GIZ (2011), « Intégrer l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement. Une formation pratique basée sur un document d'orientation de l'OCDE », s.l.
- Glass, K., Tait, P. W., Hanna, E. G., & Dear, K. (2015), Estimating risks of heat strain by age and sex: a population-level simulation model. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 12(5), 5241–5255. <https://doi.org/10.3390/ijerph120505241>.
- Glick Schiller, N. and Fouron, E. G. (1999), "Terrains of blood and nation: Haitian transnational social fields". *Ethnic and Racial Studies*, 22(2), 340–366.
- Glick Schiller, N., Basch, L., & Blanc, C. S. (Eds.) (1992), *Toward a Transnational Perspective on Migration*. New York: Academy of Sciences
- Godelier, M. (1984), *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayart.
- Goldring L. (2004), « Individual and Collective Remittances to Mexico: A Multi-Dimensional Typology of Remittances. », *Development and Change* 35(4), 799-840.
- Goldring, L. (2002), "The Mexican state and transmigrant organizations: negotiating the boundaries of membership and participation", *Lat. Am. Res. Rev.* 37:55–99.
- Goldring, L. (2009), "Migrant Political Participation and Development: Re-politicizing development and re-socializing politics." Pp. 218-43 in: J. DeWind and J. Holdaway (Eds.), *Migration and Development: Future Directions for Research and Policy*. New York: Social Science Research Council. Online document based on conference held 28 February - 1 March 2008.
- Gonin, A. (2016), « Les éleveurs face à la territorialisation des brousses : repenser le foncier pastoral en Afrique de l'Ouest ». *Annales de géographie*, no 707-1, p. 28-50.

- Gonin, P. (2001), « Les migrations venant du Bassin du Fleuve Sénégal vers l'Union européenne. Facteurs d'émigration, politiques d'immigration », Mars 2001, Bruxelles. <https://halshs.fleuve-senegal.pdf>
- Gorddard, R. Colloff, M.J., Wise, R.M. Ware, D. & Dunlop, M. (2016), "Values, rules and knowledge: adaptation as change in the decision context", *Environ. Sci. Policy*, 57 (2016), pp. 60-69, 10.1016/j.envsci.2015.12.004.
- Grabowska, I., Garapich, M.P., Jaźwińska, E., Radziwinowiczówna, A., (2017), *Migrants as agents of change*, Palgrave Macmillan, London.
- GRDR (2014), *L'Atlas de la Moyenne Vallée du Fleuve Sénégal*. Paris : GRDR. <https://grdr.org/atlas.pdf>.
- GRDR, IFAN, UCAD & AFD (2015), *La Dimension Locale de la Dialectique Migration – Développement : Le Cas France – Sénégal*, Rapport final, Grdr-Ifan-UCAD-AFD, février 2015, <https://grdr.org>
- Green, E.G.T., Sarrasin, O., & Maggi, J. (2014), "Understanding transnational political involvement among Senegalese migrants. The role of acculturation preferences and perceived discrimination". *International Journal of Intercultural Relations*, 41, 91-101.
- Greiner C (2011), "Migration, translocal networks and socio-economic stratification in Namibia". *Africa* 81(4):606–627.
- Greiner, C. & Sakdapolrak, P. (2012), "Rural–urban migration, agrarian change, and the environment in Kenya: a critical review of the literature", *Popul Environ* 34(4):524–553.
- Greiner, C. & Sakdapolrak, P. (2016), "Chapter 10: Migration, Environment and Inequality: Perspectives of a Political Ecology of Translocal Relations", in: R. McLeman, J. Schade and T. Faist (Eds.). *Environmental Migration and Social Inequality*. Series: Advances in Global Change Research, Vol. 61, Springer, Heidelberg, 237 p.
- Greiner, C. & Sakdapolrak, P., (2013), "Translocality: Concepts, applications and emerging research perspectives", *Geography Compass* 7, 373-384. <https://doi.org/10.1111/gec3.12048>.
- Greiner, C., Peth, S.A. & Sakdapolrak, P. (2015), "Deciphering migration in the age of climate change. Towards an understanding of translocal relations in socio-ecological systems". Translocal Resilience Project Working Paper 2. Bonn.
- GRET (2012), *Etude sur l'investissement productif des diasporas résidant en France dans leur pays d'origine (Afrique de l'Ouest et Centrale francophone)* (Guillaume Lepoutre et Frédéric Ponsot, 2012).
- Grillo, R.D. & Riccio, B. (2004), "Translocal Development: Italy-Senegal". *Population, Space and Place*, 10, 99-111.
- Groupe d'Etudes et de Recherches sur les Migrations et faits de sociétés (GERM) (2017), Changements climatiques et stratégies d'adaptation à Saint-Louis.
- Groupe de Recherche et de réalisations pour le Développement Rural (GRDR) (2010), « A la rencontre des migrants et de leurs partenaires pour une coopération de territoire à territoire », I.C.O. imprimerie, Dijon, février 2010, 74 p.
- Grysole, A. (2018), *Placer et déplacer ses enfants : stratégies transnationales de mères sénégalaises aux États-Unis, en Italie et en France*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS.
- Guarnizo, L. E. (2003), "The Economics of Transnational Living". *International Migration Review*, 37(3), 666–699.
- Guarnizo, L.E., Portes, A. & Haller, W. (2003), "Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants", *American Journal of Sociology* 108 (6): 1211–1248.
- Gubert, F. (2002), "Do migrants insure those who stay behind? Evidence from the Kayes Area (Western Mali)", *Oxford Development Studies* 30, 267–87.
- Gueye, D.D. (2007), "Les mobilisations pour le départ migratoire", *Migrations Société*, 109(1), 11-26. doi:10.3917/migra.109.0011., accessible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2007-1-page-11.htm#>

- Guilmoto, C. Z. (1998), "Institutions and migrations. Short-term versus long-term moves in rural West Africa", *Population studies* (1): 85-103.
- Habermas, J. (1987a), *Théorie de l'agir communicationnel, Tome deuxième: pour une critique de la raison fonctionnaliste*. Vol. 2. 2 vol. L'Espace du politique. Paris : Fayard.
- Habermas, J. (1987b), *Théorie de l'agir communicationnel, Tome premier: rationalité de l'agir et rationalisation de la société*. Vol. 1. 2 vol. L'Espace du politique. Paris: Fayard.
- Hajer, M. Versteeg, W. (2005), "A Decade of Discourse Analysis of Environmental Politics: Achievements, Challenges, Perspectives", *Journal of Environmental Policy and Planning* 7(3):175–184. DOI:10.1080/15239080500339646.
- Halba, B. (2006), *Gestion du bénévolat et du volontariat*, Paris : De Boeck Supérieur.
- Halliday, T. (2006), "Migration, risk and liquidity constraints in El Salvador", *Economic Development and Cultural Change*, 54(4):893–925.
- Henry, S., Boyle, P., Lambin, E. F. (2003), "Modelling inter-provincial migration in Burkina Faso, West Africa: the role of socio-demographic and environmental factors", *Applied Geography*, 23 (2): 115-136.
- Héran, F. (1987), « La seconde nature de l'habitus. Tradition philosophique et sens commun dans le langage sociologique », *Revue française de sociologie*, 28-3. pp. 385-416.
- Hernandez-Carretero M. (2016), "Hope and uncertainty in Senegalese migration to Spain: Taking chances on emigration but not upon return", In: Kleist, N. & Thorsen, D. (Dir.), *Hope and Uncertainty in Contemporary African Migration*, Abingdon: Routledge (113–133).
- Hernández-Carretero, M. & Carling, J. (2012), "Beyond "Kamikaze migrants": risk taking in West African boat migration to Europe", *Human Organization*, 71(4):407–416.
- Hernández-Carretero, M. (2015), "Renegotiating Obligations through Migration: Senegalese Transnationalism and the Quest for the Right Distance", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 41:12, 2021-2040, DOI: 10.1080/1369183X.2015.1045462
- Herrera, G. & Carrillo, M.C. (2010), "Trasformazioni famigliari nell'esperienza migratoria ecuadoriana. Uno sguardo dal contesto di partenza", *Mondi Migranti* n. 3, Franco Angeli, Milano.
- Herrmann, S. M., and C. F. Hutchinson, C.F. (2005), "The changing contexts of the desertification debate", *Journal of Arid Environments* 63(3):538- 555. <http://dx.doi.org/10.1016/j.jaridenv.2005.03.003>
- Herrmann, S. M., Sall, I. and Sy, O. (2014), "People and pixels in the Sahel: a study linking coarse-resolution remote sensing observations to land users' perceptions of their changing environment in Senegal", *Ecology and Society* 19(3): 29. <http://dx.doi.org/10.5751/ES-06710-190329>
- Hill, P. (1966), "Landlords and Brokers: a West African Trading System D", *Cahiers d'études africaines*, vol. 23 : 349-366.
- Hillmann, F. & Ziegelmayer, U. (2016), "Environmental change and migration in coastal regions: examples from Ghana and Indonesia", *Die Erde* 147(2):119-138.
- Hochleitner & Exner (2018), "Local government and migration. A Review of Literature and Media Narratives with focus on West African Sahel", Working paper N°13, ILCD, Swedish Centre for Local Democracy, 29 p.
- Hulme, M. (2001), "Climatic perspectives on Sahelian desiccation: 1973–1998", *Global Environmental Change* 11(1):19-29. [http://dx.doi.org/10.1016/S0959-3780\(00\)00042-X](http://dx.doi.org/10.1016/S0959-3780(00)00042-X);
- Hummel, D., Doevenspeck, M. & Samimi, C. (2012), "Climate Change, Environment and Migration in the Sahel: Selected Issues with a Focus on Senegal and Mali", micle working paper No. 1, micle, Frankfurt/Main.
- Hunter, A. (2018), *Retirement Home? Ageing Migrant Workers in France and the Question of Return*. Cham: Springer.
- Hunter, L. M., Luna, J.K. and Norton, R. M. (2015), "Environmental dimensions of migration", *Annu. Rev. Sociol.* 41, 377–97.



- Hut, E. et Zickgraf, C. (2020), “Connecting environmental changes, migration causality and transnational practices. Insights from the Moroccan diaspora in Belgium.” In: L. Van Praag, L. Ou-Salah, E. Hut, C. Zickgraf, *Migration and Environmental Change in Morocco. In search for Linkages between Migration Aspirations and (perceived) Environmental Changes*, IMISCOE Book series, Springer, 2020
- IDMC (2021), *Global Report on Internal Displacement*, accessible en ligne : <https://www.internal-displacement.org/global-report/grid2021/>
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) (2013), *Climate Change 2013: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York.
- IOM – International Organization for Migration (2009), “Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence”. IOM, Geneva.  
[http://publications.iom.int/bookstore/free/migration\\_and\\_environment.pdf](http://publications.iom.int/bookstore/free/migration_and_environment.pdf).
- Ionesco, D., Mokhnacheva, D., Gemenne, F. (2017), *The Atlas of Environmental Migration*; Routledge: London, UK; New York, NY, USA, 2017.
- IPCC. (2012b), “Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation.” In A Special Report of Working Groups I and II of the Intergovernmental Panel on Climate Change, edited by C. B. Field, V. Barros, T. F. Stocker, D. Qin, D. J. Dokken, K. L. Ebi, M. D. Mastrandrea, et al., 582. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- IPCC. (2012a). *Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation. A Special Report of Working Groups I and II of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, 582. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Islam, R. and G. Walkerden (2014), “How bonding and bridging networks contribute to disaster resilience and recovery on the Bangladeshi coast. *International Journal of Disaster Risk Reduction* 10 A, 281-291.
- Itzigsohn, J. (2000), “Immigration and the boundaries of citizenship: The institutions of immigrants’ political transnationalism”. *International Migration Review* 34 (4): 1126–1154.
- Itzigsohn, J. (2012), “A ‘Transnational Nation’? Migration and the Boundaries of Belonging.” In: T. & Mandaville, P. (Eds.), *Politics from Afar: Transnational Diasporas and Networks*, 181–196. New York : Columbia University Press.
- Itzigsohn, J., and D. Villacrés. (2008), “Migrant political transnationalism and the practice of democracy: Dominican external voting rights and Salvadoran home town associations”, *Ethnic and Racial Studies* 31 (4): 664–686.
- Jacob, J.-P. & Lavigne Delville, P.(éds), (1994), *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et Dynamiques*, Paris, APAD Karthala-IUED.
- Jäger, J. et al. (2009), *EACH-FOR (Environmental Change and Forced Migration Scenarios) Synthesis Report*. EACH FOR, Budapest.
- Jammet, A. (1953), *Étude du Milieu et de l’Agriculture traditionnelle des populations de la vallée*, Bulletin, MAS, Archives Saint-Louis, pp. 1-27.
- Joly, D., (1987), “Associations amongst the Pakistani population in Britain”, in J. Rex, D. Joly, & C. Wilpert (Éd.), *Immigrant associations in Europe, Studies in European Migration*, Aldershot, Gower, p. 62-85.
- Jónsson, G. (2010), “The environmental factor in migration dynamics – a review of African case studies”, International Migration Institute Working Papers No. 21, Oxford.
- Kaag, M., R. van Berkel, J. Brons, M. de Bruijn, H. van Dijk, L. de Haan, G. Nooteboom and A. Zoomers (2004), “Ways forward in livelihood research”. In: Kalb, D., W. Pansters and H. Siebers (eds.): *Globalization and development: themes and concepts in current research*. Dordrecht, 49-74.
- Kaczan, D. & Orgill-Meyer, J. (2019), “The impact of climate change on migration: a synthesis of recent empirical insights”, *Clim Change* 2019, 1-20.

- Kallis, G., Yarwood, R., Tyrrell, N., (2019), "Translocal space across migrant generations: The case of a Greek Orthodox Church in the United Kingdom", *Population, Space and Place* 25 (5), 3. 10.1002/psp.2206.
- Kane, A. (2001), « Diaspora villageoise et développement local en Afrique : Le cas de Thilogne association développement », *Hommes & migrations* n° 1229, 2001, p. 96-107.
- Kane, O. (2004), *La première hégémonie peule*. Karthala, Paris.
- Kane, O. (2019), « Les Sénégalais d'Amérique. Islam, transnationalisme, intégration », CERDIS, Dakar.
- Kapur, D. (2004), "Remittances: The New Development Mantra?" in G-24 Discussion Paper Series. New York and Geneva United Nations.
- Kapur, D. (2010), *Diaspora, Development, and Democracy: The Domestic Impact of International Migration from India*, Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- Kapur, D. (2014), "Political Effects of International Migration", *Annual Review of Political Science*, 17(1), 479–502.
- Kastoryano, R., & Schader, M. (2014), "A comparative view of ethnicity and political engagement", *Annual Review of Sociology* 40: 241–260.
- Keck, M. & Sakdapolrak, P. (2013), "What IS social resilience? Lessons Learned and ways Forward", *Erkunde*, 67 (1) (2013), pp. 5-19, 10.3112/erdkunde.2013.01.02
- Kelle, U. & Kluge, S. (2010), *Vom Einzelfall zum Typus. Fallvergleich und Fallkontrastierung in der qualitativen Sozialforschung*, Wiesbaden: VS Verl. Für Sozialwiss.
- Kergoat L. (2015), « Introduction », in *Les sociétés rurales face aux changements climatiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest*, IRD, p.131-133.
- Kerr, S.E. (2018), "Social Capital as a Determinant of Resilience". In: Alverson, K.D., Zommers, Z. (Eds.) *Resilience. The science of adaptation to climate change*. Elsevier, Cambridge, MA, pp. 267–275.
- Kissau, K. et Hunger, U. (2010), "The internet as a means of studying transnationalism and diaspora", in: Bauböck, R. & Faist, T. (Eds.) (2010), *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods*, IMISCOE Research, Amsterdam University Press, 245-267.
- Kivisto, P. (2001), "Theorizing transnational immigration: A critical review of current efforts". *Ethnic and Racial Studies* 24 (4): 549–577.
- Kleist, N. (2008), "Mobilising 'The diaspora': Somali transnational political engagement", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 34(2): 307-323.
- KNOMAD (2021), "Resilience. COVID-19 Crisis Through a Migration Lens", Migration and Development Brief 34, International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank, May 2021, [https://www.knomad.org/sites/default/files/2021-05/Migration%20and%20Development%20Brief%2034\\_0.pdf](https://www.knomad.org/sites/default/files/2021-05/Migration%20and%20Development%20Brief%2034_0.pdf)
- Knox J., Hess T., Daccache A., Wheeler T., (2012), "Climate change impacts on crop productivity in Africa and South Asia", *Environmental Research Letters*, vol. 7, n°3, 8p.
- Koopmans, R., P. Statham, M.G. Giugni, & Passy, F. (2005), *Contested citizenship: Immigration and cultural diversity in Europe*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Krawatzek, F. & Müller-Funk, L. (2019), "Two centuries of flows between 'here' and 'there': political remittances and their transformative potential", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, DOI: <https://doi.org/10.1080/1369183X.2018.1554282>
- Krupnik, I. & Jolly, D. (2002) (eds), "The Earth is Faster Now: Indigenous Observations of Arctic Environmental Change". Fairbanks: Arctic Research Consortium of the United States (ARCUS).
- Kuriën, P. (2008), "A Socio-Cultural Perspective on Migration and Economic Development: Middle Eastern Migration from Kerala, India." In *Migration and Development Within and Across Borders: Research and Policy Perspectives on Internal and International Migration*, edited by J. DeWind and J. Holdaway, 191-220. Geneva: M International Organization for Migration.
- Kusznetsov, Y., Sabel, C.F., (2006), "Work globally, develop locally: Diaspora networks as entry point to knowledge-based development", *Innovation: Manage., Policy Practice* 8 (1), 45–61.

- Lacomba, C. (2016), “Mobilising abroad across ethnic lines: Home-country politics and immigrant political engagement in comparative perspective”, *Ethnicities* 16 (1): 86–110.
- Lacomba, J & Cloquell, A. (2014), “Migrants, Associations and Home Country Development: Implications for Discussions on Transnationalism”, *New Diversities*, Vol. 16, No. 2.
- Lacroix, K. & Gifford, R. (2017), “Psychological Barriers to Energy Conservation Behavior: The Role of Worldviews and Climate Change Risk Perception”, *Environ. Behav.* 2017, 50, 749–780.
- Lacroix, T. (2009), « Migration, Développement, Codéveloppement : quels acteurs pour quels discours ? », *Informers sur les migrations et le développement (IDEM)*, Paris : Institut Panos.
- Lacroix, T. (2012), “Designing a Structure/Agency approach to transnationalism”, 2012. [ffhalshs00819982f, https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00819982/file/WP65\\_Designing\\_a\\_structure\\_agency\\_approach\\_to\\_transnationalism.pdf](https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00819982/file/WP65_Designing_a_structure_agency_approach_to_transnationalism.pdf)
- Lacroix, T. (2013). Collective Remittances and Integration: North African and North Indian Comparative Perspectives. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 39(6), 1019–1035.
- Lacroix, T. (2014), « Conceptualizing Transnational engagements. A Structure and Agency Perspective on (Hometown) Transnationalism », *International Migration Review* 48 (3): 643-79.
- Lacroix, T. (2016a), « Les Extensions Transnationales de la Société Civile au Maroc : une nouvelle Gouvernance du Développement Rural ». In R. Simenel & M. Aderghal (Eds.), *Les Intérieurs du Maroc*. Paris/Rabat : IRD, Faculté des SHS de Rabat.
- Lacroix, T. (2016b), *Hometown transnationalism: long distance villageness among Indian Punjabis and North African Berbers*. Basingstoke : Pal grave Macmillan.
- Lacroix, T. (2018), « Le Transnationalisme : Espace, Temps, Politique ». Géographie. Université de Paris-Est, 2018.
- Lacroix, T. (2019), « Transferts migratoires, institutions sociales migrantes et territorialité morale transnationale », *L'Espace Politique* [Online], 38 | 2019-2 DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6997>
- Lacroix, T., Sall, L. & Salzbrunn, M. (2008), “Marocains et Sénégalais de France : permanences et évolution des relations transnationales. In R. Fibbi, G. D’Amato, and M.-A. Hily, (eds.). *Revue européenne des migrations internationales* 24(2): 23–43.
- Lafleur, J. M., Marfouk, A., Devriendt, T., Kervyn, E., Leclipteur, L., Van Roeyen, P., & Verniers, E. (2019). *A common home. Migration and development in Belgium*. Brussels, Belgium: Caritas International.
- Lafleur, J.M. & Duchesne, J. (2017), « Migration de retour, genre et remises sociales : le retour des migrantes boliviennes d’Espagne durant la crise économique », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 33, 183-201.
- Lafleur, J.-M., and M. Sánchez-Domínguez. (2015), “The political choices of emigrants voting in home country elections: A socio-political analysis of the electoral behaviour of Bolivian external voters”, *Migration Studies* 3: 155–181.
- Lafleur, Jean-Michel, and María Sánchez-Domínguez. (2014), “The Political Choices of Emigrants Voting in Home Country Elections: A Socio-Political Analysis of the Electoral Behaviour of Bolivian External Voters.” *Migration Studies* 3(2): 1–27.
- Lalou R. & V. Delaunay (2015), « Migrations saisonnières et changement climatique en milieu rural sénégalais : forme ou échec de l’adaptation ? » in *Les sociétés rurales face aux changements climatiques et environnementaux en Afrique de l’Ouest*, IRD, p.287-313.
- Lamba-Nieves, L. (2017), “Hometown associations and the micropolitics of transnational community development”, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44:5, 754–772, DOI: [10.1080/1369183X.2017.1366850](https://doi.org/10.1080/1369183X.2017.1366850).
- Lampert, B. (2013), “Collective Transnational Power and Its Limits: London-Based Nigerian Organisations, Development at ‘Home’ and the Importance of Local Agency and the ‘Internal Diaspora’”, *Journal of Ethnic and Migration Studies* 40 (5): 829–846.

- Latouche, S. (2005), *L'Occidentalisation du monde. Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris, La Découverte/Poche, 2005 (1989), Série "Essais", n° 203, 170 p.
- Lavigne-Delville, P. (1991), *Irrigation, migration et stratégies paysannes dans la vallée du fleuve Sénégal*. Syros-Alternatives, Paris.
- Lavigne-Delville, P. (2000), « Courtiers en développement ou entrepreneurs politiques ? Les responsables d'associations villageoises de développement dans une région d'émigration internationale (Mali, Sénégal) ». In : T. Bierschenk, J.-P. Chauveau and J.-P. Olivier de Sardan (Eds.), *Courtiers en développement : Les villages africains en quête de projets*. Paris, Karthala-APAD.
- Le Billon, P. (2001), "The Political Ecology of War: Natural Resources and Armed Conflicts", *Political Geography*, 20 (5), 561-584.
- Leach, H. B., van der Stege, C. and Vogl, C. R. (2011). "Baobab (*Adansonia digitata* L.) and tamarind (*Tamarindus indica* L.) management strategies in the midst of conflict and change: a Dogon case study from Mali", *Human Ecology* 39(5):597-612. <http://dx.doi.org/10.1007/s10745-011-9415-x>
- Leichenko, R. and O'Brien, K. (2019), *Climate and Society. Transforming the Future*. Cambridge, UK: Polity Press.
- Leichenko, R.M. & O'Brien, K. (2008), *Environmental Change and Globalization. Double Exposures*, Oxford University Press, Oxford.
- Leservoisier, O. (2009). « Démocratisation et renégociations sociales: Les enjeux de la participation politique des groupes d'origine servile haalpulaaren en Mauritanie », *Politique africaine*, 114(2), 24-43. doi:10.3917/polaf.114.0024. <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2009-2-page-24.htm>
- Leservoisier, O. (2017a), « Mobilités et pouvoirs chez les migrants d'origine servile de la société haalpulaar (Mauritanie-Sénégal) », in Chauvet, L., Gubert, F., Jaulin, T., Mesplé-Somps, S. (Eds.)(2017). *Les migrants, acteurs des changements politiques en Afrique ?*, Deboeck Supérieur : Ouvertures sociologiques, Louvain-la-Neuve, pp. 193-208.
- Leservoisier, O. (2017b) « Mobilisation et initiatives des migrants Haalupaaren face aux enjeux de l'accapement des terres dans la vallée du fleuve Sénégal (Mauritanie, Sénégal) », in : Leclerc-Olive, M. (Dir.), *Anthropologie des prédatons foncières: Entreprises minières et pouvoirs locaux*, éditions des archives contemporaines, 2017, pp. 1-14.
- Lessard-Hébert, M., Goyette, G., Boutin, G. (1997). *La recherche qualitative: fondements et pratiques*. Paris: De Boeck Université.
- Lessault, D. & Flahaux, M-L., (2013), « Regards statistiques sur l'histoire de l'émigration internationale au Sénégal », *Revue Européenne sur les Migrations Internationales*, Vol.29, n°4, pp. 59-88.
- Leurs, K. (2014). "The politics of transnational affective capital: Digital connectivity among young Somalis stranded in Ethiopia". *Crossings: Journal of Migration & Culture*, 5, 87- 104. doi:10.1386/cjmc.5.1.87\_1
- Levitt P, Nyberg-Sørensen, N. (2004). "The transnational turn in migration studies", *Global Migration Perspectives*, 6: 2-13.
- Levitt, P. & Glick Schiller, N. (2004). "Conceptualizing simultaneity: a transnational social field perspective on society". *International Migration Review* 38 (3): 1002-1039.
- Levitt, P. (1998), "Social Remittances: Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion", *International Migration Review*, 32(4), 926-948.
- Levitt, P. (2001), *The transnational villagers*. Berkeley, CA: University of California Press.
- Levitt, P., & Lamba-Nieves, D. (2011), "Social Remittances Revisited", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 37(1), 1-22.
- Levitt, P., & R. de la Dehesa (2003), "Transnational migration and the redefinition of the state: Variations and explanations", *Ethnic and Racial Studies* 26 (4): 587-611.
- Liang, Z. & Morooka, H. (2008), "International Migration and Development: The Case of China." In *Migration and Development Within and Across Borders: Research and Policy Perspectives on*

- Internal and International Migration, edited by J. DeWind and J. Holdaway, 191-220. Geneva: M International Organization for Migration.
- Liehr, S., Drees, L. & Hummel, D. (2016), "Migration as Societal Response to Climate Change and Land Degradation in Mali and Senegal", in Cham, A.J., Yaro, J. & Hesselberg, J. (eds.), *Adaptation to Climate Change and Variability in Rural West Africa*, pp. 147-169.
- Lieske, D.J.; Wade, T.; Roness, L.A. (2014), "Climate change awareness and strategies for communicating the risk of coastal flooding: A Canadian Maritime case example", *Estuarine Coast. Shelf Sci.* 2014, 140, 83–94.
- Lietaer, S. & Durand-Delacré, D. (2021), "Situating 'migration as adaptation' discourse and appraising its relevance to Senegal's development sector", *Environmental Science and Policy*, Volume 126, December 2021, 11-21. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2021.09.008>
- Lietaer, S., Brüning, L. et Ndoffene Faye, C. (2020), « Ne pas revenir pour mieux soutenir ? », *Emulations - Revue de sciences sociales*, (34), p. 97-113. doi: 10.14428/emulations.034.05.
- Lilian, M. (2012), *L'espace des mouvements sociaux*, Éd. du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 285 p.
- Lima, S. (2020), « Politiques du découpage local au Sénégal sous influences : inachèvement, hybridation, fragmentation », *L'Espace Politique*. DOI: 10.4000/espacepolitique.7476.
- Lin, T.; Cao, X.; Huang, N.; Xu, L.; Li, X.; Zhao, Y.; Lin, J. (2018), "Social cognition of climate change in coastal community: A case study in Xiamen City, China", *Ocean Coastal Manag.*, 2018.
- Little, P. D., Smith, K., Cellarius, B. A., Coppock D. L. and Barrett, C. (2001), "Avoiding Disaster: Diversification and Risk Management among East African Herders", *Development and Change*, 32 (3), 401-433.
- Lo, H. M., Coulibaly, O., Tandian A., Sakho, P. (2014), « Impacts des changements environnementaux sur les migrations humaines : cas du Sénégal, Rapport d'études de cas », in M. T. Thiam, & J. Crowley (dir.), *Impacts des changements environnementaux sur les migrations humaines. Étude de cas : Sénégal et Côte d'Ivoire*, Dakar, UNESCO Secteur des sciences humaines et sociales, p. 17-192.
- Lorenzoni, I., Nicholson-Cole, S., Whitmarsh, L. (2007), "Barriers perceived to engaging with climate change among the UK public and their policy implications", *Glob. Environ. Chang.* 2007, 17, 459.
- Maggi, J., Sarr, D., Amadei, N. en collaboration avec S. Cattacin, N. Losi, P., de Guchteneire et A. Pécoud (2008), « *Louga, Sénégal. Représentations autour de la migration auprès d'une communauté d'origine* », Université de Genève, OIM, UNESCO.
- Maggi, J., Sarr, D., Green, E., Sarrasin, O., Ferro, A. (2013), « Migrations transnationales sénégalaises, intégration et développement. Le rôle des associations de la diaspora à Milan, Paris et Genève ». *Sociograph-Sociological Research Study n° 15*.
- Magistro, J. & Lo, M. (2001), « Historical and human dimensions of climate variability and water resource constraint in the Senegal River Valley », *Climate Research*, 19, 2, pp. 133-147.
- Magnan, A. (2009), « Proposition d'une trame de recherche pour appréhender la capacité d'adaptation aux changements climatiques », *Vertigo*, vol. 9, n°3, p. 1-20.
- Manchuelle, F. (2004). *Les diasporas de travailleurs soninké (1848–1960). Migrants volontaires*. Karthala, Paris.
- Mancilla García, M., Hertz, T. Schlüter, M. Preiser, R. and Woermann, M. (2020), "Adopting process-relational perspectives to tackle the challenges of social-ecological systems research", *Ecology and Society* 25(1):29. <https://doi.org/10.5751/ES-11425-250129>
- Manou, D., Baldwin, A., Cubie, D., Mihr, A. & Thorp, T. (eds.), *Climate Change, Migration and Human Rights: Law and Policy Perspectives*, London: Routledge.
- Marcus, G. (1995), « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography ». *Annual Review of Anthropology*, 24, 95-117.
- Marie, J. & Idelman, E. (2010), « La décentralisation en Afrique de l'Ouest : une révolution dans les gouvernances locales ? », *EchoGéo*, URL : <http://echogeo.revues.org/12001>
- Marin, A. (2010), "Riders under storms: contributions of nomadic herders' observations to analysing climate change in Mongolia", *Global Environmental Change*, Vol. 20 No. 1, pp. 162-176.

- Martiniello, M. & Lafleur, J.-M. (2008), "Towards a transatlantic dialogue in the study of immigrant political transnationalism", *Ethnic and Racial Studies*, 31 (4), 645-63.
- Martiniello, M. (2013), « L'ethnicité, la mal-aimée des sciences sociales » [Article de vulgarisation scientifique], *Réflexions – Presses de l'ULg* [7 mars 2013], pp. 1-4.  
[http://reflexions.ulg.ac.be/cms/c\\_345325/fr/lethnicite-la-mal-aimee-des-sciences-sociales?part=1](http://reflexions.ulg.ac.be/cms/c_345325/fr/lethnicite-la-mal-aimee-des-sciences-sociales?part=1).
- Mason, J. (2002); *Qualitative Researching*. London, UK: Sage Publications Ltd.
- Massey, D. (1991). "A Global Sense of Place", *Marxism Today*, 6, 24-29.
- Massey, D. S. (1987), « Understanding Mexican Migration to the United States », *American Journal of Sociology*, 92 (6) : 1372-1403.
- Massey, D. S., & M. Aysa-Lastra (2011), "Social Capital and International Migration from Latin America", *International Journal of Population Research*, 2011, Article ID 834145. *Proc. of the National Academy of Sciences*. 2011; 5328-35.
- Massey, D.S., (1998), *Worlds in Motion: Understanding International Migration at the End of the Millennium*, Oxford: Clarendon Press.
- Massey, D.S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A. and Taylor, J.E. (1993), "Theories of international migration: a review and appraisal", *Population and Development Review*, 19(3): 431-66.
- Mauss M. (1925), « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *L'année sociologique, nouvelle série*, 1, 1925.
- Mauss, M. (2004), *Sociologie et anthropologie*, Quadrige Grands textes. Paris: Presses universitaires de France.
- Mazzucato, V. & Schans, D. (2011), « Transnational Families and the Well-Being of Children : Conceptual and Methodological Challenges », *Journal of Marriage and Family*, 73 (4) : 704-712
- Mazzucato, V. (2008), "The double engagement: Transnationalism and integration: Ghanaian migrants' lives between Ghana and the Netherlands", *Journal of Ethnic and Migration Studies* 34 (2): 199-216.
- Mazzucato, V., and Kabki, M. (2009), "Small Is Beautiful: The Micro-Politics of Transnational Relationships Between Ghanaian Hometown Associations and Communities Back Home", *Global Networks* 9 (2): 227-251.
- Mbaye, L.M. (2014), "“Barcelona or die”: understanding illegal migration from Senegal", *IZA Journal of Migration*, 3(1):21.
- Mbaye, M. (2017), « Migrations transnationales et Codéveloppement entre l'Europe et l'Afrique : une étude sur le cas italo-sénégalais », Thèse de doctorat en co-tutelle, Università Degli Studi di Milano – Université de Thiès, 25 octobre 2017, 250 p. Accessible en ligne :  
[https://air.unimi.it/retrieve/handle/2434/528356/916115/phd\\_unimi\\_R11158.pdf](https://air.unimi.it/retrieve/handle/2434/528356/916115/phd_unimi_R11158.pdf)
- Mboup, M. (2001). *Les Sénégalais d'Italie. Emigrés, agents du changement social*. Paris: L'Harmattan.
- McCubbin, S., Smit, B. & Pearce, T. (2015), "Where does climate fit? Vulnerability to climate change in the context of multiple stressors in Funafuti, Tuvalu", *Global Environ. Change*, 30 (2015), pp. 43-55.
- McDowell, C., & de Haan, A. (1997), "Migration and sustainable livelihoods: A critical review of the literature". Sussex: IDS.
- McLeman, R. & Gemenne, F. (2018), "Environmental migration research: evolution and current state of the science", In: R. McLeman & F. Gemenne (Eds.), *Routledge Handbook of Environmental Displacement and Migration*, Routledge, pp. 3-16.
- McLeman, R. & Smit, B., (2006), "Migration as an adaptation to climate change". *Clim. Change* 76 (1-2), 31-53.
- McLeman, R. (2019), "International migration and climate adaptation in an era of hardening borders", *Nature Climate Change* 9(12): 911-918.
- McMichael, A.J., M. Neira, R. Bertollini, D. Campbell-Lendrum & Hales, S. (2009), "Climate change : a time of need and opportunity for the health sector," *The Lancet*, 374, pp. 2123-2125.

- Mertz, O., D'haen, S., Maiga, A., Moussa, I. B., Barbier, B., Diouf, A., ... & Dabi, D. (2012). "Climate variability and environmental stress in the Sudan-Sahel zone of West Africa", *Ambio*, 41(4), 380-392.
- Mertz, O., Mbow, C., Østergaard Nielsen, J., Maiga, A., Diallo, D., Reenberg, A., Diouf, A., Barbier, B., Bouzou Moussa, I., Zorom, M., Ouattara, I. & D. Dabi (2010). "Climate factors play a limited role for past adaptation strategies in West Africa", *Ecology and Society*, 15(4), 25.  
<http://www.ecologyandsociety.org/vol15/iss4/art25/>
- Mertz, O., Mbow, C., Reenberg, A., & Diouf, A. (2009), "Farmers' perceptions of climate change and agricultural adaptation strategies in rural Sahel", *Environmental Management*, 43(5), 804–816.
- Mertz, O., Mbow, C., Reenberg, A., Diouf, A. (2008), "Farmers' perceptions of climate change and agricultural adaptation strategies in rural Sahel", *Environmental management*, 43 (5) (2008), pp. 804-816.
- Methmann, C., & Oels, A. (2015). "From "fearing" to "empowering" climate refugees: Governing climate-induced migration in the name of resilience", *Security Dialogue*, 46(1), 51– 68.  
<https://doi.org/10.1177/0967010614552548>
- Meyer, J.-B. (2003), « Chapitre 3 : Concepts et pratiques », *Diasporas scientifiques – Scientific diasporas*, IRD éditions 2003.
- Michielsen, J., Notteboom, E. and Lodewyckx, I. (2014), "Diaspora and development cooperation. A study about the role of the Antwerp diaspora from Congo, Ghana and Morocco in development cooperation and cooperation with the city of Antwerp", CeMis, commissioned by City of Antwerp, 78 p.
- Milleville P. (1989), « Activités agropastorales et aléa climatique en région sahélienne ». In : Eldin M., Milleville P., (eds.) *Le risque en agriculture*. Paris : ORSTOM : 233-41.
- Moctezuma, M. (2008), « El migrante colectivo transnacional. Senda que avanza y reflexión que se estanca », *Sociológica* 66: 93-119.
- Morawska, E. T. (2004), "Exploring Diversity in Immigrant Assimilation and Transnationalism: Poles and Russian Jews in Philadelphia." *International Migration Review* 38(4): 1372–1412.
- Morris, E., & Burkett, K. (2011), "Mixed Methodologies: A New Research Paradigm or Enhanced Quantitative Paradigm". *Online Journal of Cultural Competence in Nursing and Healthcare*, 1(1), 27–36.
- Morris, E., & Burkett, K. (2011), "Mixed Methodologies: A New Research Paradigm or Enhanced Quantitative Paradigm". *Online Journal of Cultural Competence in Nursing and Healthcare*, 1(1), 27–36.
- Morrissey, J.W. (2013), "Environmental change and human migration in Sub-Saharan Africa People on the Move in a Changing Climate: The Regional Impact of Environmental Change on Migration", *Global Migration Issues* 2 ed E. Piguet and F. Laczko (Dordrecht: Springer Science & Business Media).
- Mortimore, M. & Tiffen, M. (2004), "Introducing research into policy: lessons from district studies of dryland development in Sub-Saharan Africa", *Dev Policy Rev* 22(5):259–285.
- Moscovici, S. (1961), *La psychanalyse, son image et son public*. Paris : PUF.
- Müller C, (2011), « Agriculture: Harvesting from uncertainties », *Nature Climate Change*, vol. 1, pp. 253-254.
- Müller-Funk, L. (2017), « Une typologie des activistes transnationaux : l'exemple des activistes égyptiens à Vienne et à Paris dans les soulèvements arabes », in Chauvet, L., Gubert, F., Jaulin, T., Mesplé-Somps, S. (Eds.)(2017). *Les migrants, acteurs des changements politiques en Afrique ?*, Deboeck Supérieur : Ouvertures sociologiques, Louvain-la-Neuve, pp. 21-38.
- Murphy, B.L. (2007), "Locating social capital in resilient community-level emergency management", *Nat Hazards* 41(2):297–315. doi: 10.1007/s11069-006-9037-6.
- Mwangi, M. (2016), "Diverse Drought Spatiotemporal Trends, Diverse Etic-Emic Perceptions and Knowledge: Implications for Adaptive Capacity and Resource Management for Indigenous Maasai-

- Pastoralism in the Rangelands of Kenya”, *Climate* 2016, 4(2), 22; <https://doi.org/10.3390/cli4020022>
- Nakagawa, Y., & Shaw, R. (2004), “Social Capital: A Missing Link to Disaster Recovery”, *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, 22(1), 5–34.
- Ndiaye N., (2014), “Senegalese Values and other cultural Push Pull Factors behind migration and return”. In: Senegal. Between Migrations to Europe and Returns, ITPCM International Commentary, Vol. X no. 35, pp. 41-46.
- Ndione, B. (2009), « Les Transferts de Fonds et de Compétences Des Émigrés : Enjeux socioéconomiques et Stratégie Politique Au Sénégal ». In : Migration Au Sénégal : Document Thématique. Genève: IOM International Organization for Migration.
- Ndione, B. (2019), « Migration au Sénégal. Profil National 2018 », FMM West Africa, ANSD, 114 p. [https://rodakar.iom.int/sites/default/files/documents/Rapport\\_PM\\_S%C3%A9n%C3%A9gal\\_jan2019.pdf](https://rodakar.iom.int/sites/default/files/documents/Rapport_PM_S%C3%A9n%C3%A9gal_jan2019.pdf)
- Ndione, B., & Broekhuis, A. (2006), “International migration and development in Senegal, viewpoints and policy initiatives”. Research Group Migration and Development (Department of Human Geography). Nijmegen: Radboud University.
- Nelson, D. R., and Finan, T. J. (2009), “Praying for drought: Persistent vulnerability and the politics of patronage in Ceara, Northeast Brazil”, *Amer. Anthropologist*, 111, 302–316.
- Niang, I., Ruppel, O.C., Abdrabo, M.A., Essel, A., Lennard, C., Padgham, J. and Urquhart, P. (2014), “Africa”, in Barros, V.R., Field, C.B., Dokken, D.J., Mastrandrea, M.D., Mach, K.J., Bilir, T.E., Chatterjee, M., Ebi, K.L., Estrada, Y.O., Genova, R.C., Girma, B., Kissel, E.S., Levy, A.N., MacCracken, S., Mastrandrea, P.R. and White, L.L. (Eds.), *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part B: Regional Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 1199–1265.
- Nicholson C. T. E. (2014), « Climate change and the politics of causal reasoning: the case of climate change and migration », *The Geographical Journal*, vol. 180, n° 2, p.151-160. <https://doi.org/10.1111/geoj.12062>. DOI : [10.1111/geoj.12062](https://doi.org/10.1111/geoj.12062)
- Niebuhr, A., (2010), “Migration and innovation: Does cultural diversity matter for regional R&D activity?”, *Pap. Regional Sci.* 89 (3), 563–585.
- Nielsen, J.O. & Reenberg, A. (2010), “Temporality and the problem with singling out climate as a current driver of change in a small West African village”, *J Arid Environ* 74:464–474. <https://doi.org/10.1016/j.jaridenv.2009.09.019>
- Nordas, R. & Gleditsch, N.P. (2007), “Climate change and conflict”, *Political Geography*, Vol. 26 No. 6, pp. 627-638.
- Nyberg-Sørensen, N., Van Hear, N. & Engberg-Pedersen, P. (2002a), “The migration–development nexus evidence and policy options state-of-the-art overview”, *International Migration* 40(5):3-47.
- Nyberg-Sørensen, N., Van Hear, N. and Engberg-Pedersen, P. (2002b), “The migration–development nexus: evidence and policy options”, *International Migration* 40(5):49-73.
- OECD (2012), “Senegal”, In: *Connecting with emigrants: A global profile of diasporas*. OECD Publishing.
- Oliver-Smith, A. (2004), “Theorizing Vulnerability in a Globalized World: A Political Ecological Perspective”. In: G. Bankoff, G. Frerks and D. Hilhorst (Eds.): *Mapping Vulnerability: Disasters, Development and People* (pp. 10-24). London: Earthscan.
- Oliver-Smith, A. (2009), “Climate Change and Population Displacement: Disasters and Diasporas in the Twenty-First Century”. In S. Crate and M. Nuttall (Eds.), *Anthropology and Climate Change. From Encounters to Actions* (pp. 116-136). Walnut Creek: Left Coast Press.
- Oliver-Smith, A. (2012), “Debating environmental migration: society, nature and population displacement in climate change”, *Journal of International Development* 24 (8): 1058-1070.
- Olivier de Sardan J-P., (1993), « Le développement comme champ politique local », *Bulletin de l'APAD*, n°6, 10p.



- Olivier de Sardan J.-P., (1995), *Anthropologie et développement*, Paris : Karthala, 224p.
- Olivier de Sardan J.-P., (2001), « Les trois approches en anthropologie du développement », *Revue Tiers-Monde*, vol. 42, n°168, pp. 729-754.
- Olivier de Sardan J.-P., (2003), « Rendre compte des points de vue des acteurs : principes méthodologiques de l'enquête de terrain en sciences sociales », in *Les enquêtes participatives en débat. Ambition, pratiques et enjeux*, Lavigne Delville P., Sellamna N.-E., Mathieu M. (Dir.), Paris : Karthala, pp. 419-449.
- Olivier de Sardan, J.-P. (1995), *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Editions Karthala, Paris.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2004). « La rigueur du qualitatif. L'anthropologie comme science empirique ». *Espaces Temps* 84 (1) : 38-50.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2008). « La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique », Academia Bruylant, Anthropologie prospective n°3, Louvain-La-Neuve.
- Olivier, M. (2015), « Double nationalité : quels sont les pays africains qui l'autorisent ? » Jeune Afrique, 05 décembre 2015, en ligne : <https://www.jeuneafrique.com/mag/284412/societe/double-nationalite-pays-africains-lautorise/>
- Olivier, N. (2008), « Marcel Mauss, Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », Lectures [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 06 février 2008, consulté le 14 mai 2021. URL: <http://journals.openedition.org/lectures/520> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lectures.520>
- Olwig, K.F. (1997), 'Cultural sites: sustaining a home in a deterritorialized world', pp. 17-37 of Hastrup, K. and Olwig, K.F. (eds). *Siting culture: The shifting anthropological object*. London: Routledge.
- Orozco, M. (2000), "Latino Hometown Associations as Agents of Development in Latin America". IAD/TRPI Working Paper. Washington: Inter-American Dialogue.
- Ose, S. O. (2016), "Using Excel and Word to Structure Qualitative Data", *Journal of Applied Social Science* 10, no. 2 (2016): 147-62. Accessed July 27, 2021. <http://www.jstor.org/stable/44631288>.
- Østergaard-Nielsen, E. (2003), "The Politics of Migrants' Transnational Political Practices", *International Migration Review*, 37 (3), 760-86.
- Østergaard-Nielsen, E. (2010), "Codevelopment and citizenship: the nexus between policies on local migrant incorporation and migrant transnational practices in Spain", *Ethnic and Racial Studies*, 34(1), 20-39.
- Oström, E. (2010), *Gouvernance des biens communs*, Bruxelles, De Boeck, 301 p.
- Oyebande, L., & Odunuga, S. (2010), "Climate change impact on water resources at the transboundary level in West Africa: the cases of the Senegal, Niger and Volta Basins". *The Open Hydrology Journal*, 4, 163e172.
- Oyekale, A.S. (2014), Impacts of Climate Change on Livestock Husbandry and Adaptation Options in the Arid Sahel Belt of West Africa: Evidence from a Baseline Survey. *Asian Journal of Animal and Veterinary Advances* 9(1) :13-26.
- Page, B., (2007), « Slow going: the mortuary and the hometown association in Bali-Nyonga, Cameroon », *Africa*, vol. 77, n° 3, p. 419-441.
- Papy, L. (1951), *La vallée du Sénégal*, pp. 1-48, cahiers d'outre-mer, nO 16, octobre-décembre 1951.
- Passeron, J.-C., (2006), *Le raisonnement sociologique*, Paris, Albin Michel, 366 p.
- Patnaik, U. & Das, P.K. (2017), "Do development interventions confer adaptive capacity? Insights from rural India", *World Development* , Vol. 97, pp. 298-312.
- Patnaik, U. & Narayanan, K. (2015), "How effective are coping mechanisms in securing livelihoods against climatic aberrations ? Evidences from rural India", *International Journal of Climate Change Strategies and Management*, Vol. 7 No. 3, pp. 359-374.
- PDM - Programme de Développement Municipal (2008), *Etat de la décentralisation en Afrique*, Paris, Karthala.

- Pelckmans, L. (2011), "Travelling Hierarchies: Roads in and out of Slave Status in a Central Malian Fulbe Network", Leiden, African Studies Center, 2011.
- Pelling, M., Leck, H., Pasquini, L., Ajibade, I., Osuteye, E., Parnell, S., Lwasa, S., Johnson, C., Fraser, A., Barcena, A. & Boubacar, S. (2018), "Africa's urban adaptation transition under a 1.5° climate", *Current opinion in environmental sustainability*, Apr 2018, 31, p. 10-15.
- Peluso, N. L. and Watts, M. (Eds.) (2001). *Violent Environments*. Ithaka: Cornell University Press.
- Perch-Nielsen, S.L., M.B. Bättig and D. Imboden (2008), "Exploring the link between climate change and migration", *Climatic Change* 91 (3-4): 375-393.
- Pérez-Armendáriz, C., & Crow, D. (2010), « Do Migrants Remit Democracy? International Migration, Political Beliefs, and Behavior in Mexico », *Comparative Political Studies*, 43(1), 119–148.
- Perrin, N. et Martiniello, M. (2011), *Les pratiques transnationales en Belgique. Vecteur d'intégration ou de repli communautaire ?* Bruxelles : Ed. Fondation Roi Badouin.
- Peth (2015), "Migrationspfade und Arbeitsräume in Bangladesch - Translokale Lebenssicherung in einer sich wandelnden (Um)Welt", PhD-thesis, October 2012, Department of Geography, University of Bonn, Translocal Resilience Project (TransRe), DOI: [10.13140/RG.2.1.1951.9840](https://doi.org/10.13140/RG.2.1.1951.9840)
- Peth, S. & Sakdapolrak, P. (2020), "Resilient family meshwork. Thai–German migrations, translocal ties, and their impact on social resilience", *Geoforum* 114 (2020) 19–29.
- Pian, A. (2009), « La fabrique des figures migratoires depuis l'expérience des migrants sénégalais », *Journal des anthropologues*, n°118-119.
- Pickbourn, L. (2011), "Migration remittances and intra-household allocation in Northern Ghana: does gender matter?", Doctoral Dissertations, University of Massachusetts Amherst. Accessible via Scholarworks. <https://scholarworks.umass.edu/dissertations/AAI3482654/>
- Pilati, K. & Herman, B. (2020), "Correction to: Comparing engagement by migrants in domestic and in country-of-origin political activities across European cities". *Acta Polit* 55, 130 (2020). <https://doi.org/10.1057/s41269-019-00145-4>
- Piper, N. (2009a), "Temporary migration and political remittances: the role of organisational networks in the transnationalisation of human rights", *EJJEAS*, 8 (2), pp. 215-243.
- Piper, N. (2009b), "The complex interconnections of the migration–development nexus: a social perspective", *Population, Space and Place* 15(2):93-101.
- PNUE (2020), « Les véhicules d'occasion et l'environnement - Un aperçu global des véhicules utilitaires légers d'occasion : débit, échelle et réglementation », Rapport, octobre 2020. <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/34298/KFUVEF.pdf?sequence=2&isAllowed=y>
- Porst, L. & P. Sakdapolrak (2017). "How scale matters in translocality: uses and potentials of scale in translocal research", *Erdkunde* 71 (2): 111-126.
- Portes, A. & Zhou, M. (2012), "Transnationalism and development: Mexican and Chinese Immigrant Organizations in the United States." *Population and Development Review* 38(2): 191-220.
- Portes, A. (1996), "Global Villagers: The Rise of Transnational Communities", *The American Prospect* 2:74-77.
- Portes, A. (1997), *Globalization from Below: The Rise of Transnational Communities*: Princeton, Princeton University.
- Portes, A. (1998), "Social capital: its origins and applications in modern sociology", *Annual Review of Sociology*, 24, 1e24.
- Portes, A. (1999), "Conclusion: Towards a New World - The Origins and Effects of Transnational Activities", *Ethnic and Racial Studies*, 22(2), 463-477.
- Portes, A. (2001), "New Research and Theory on Immigrant Transnationalism", *Global Networks*, 1(3, special issue).

- Portes, A. (2006), "Migration and Development: A Conceptual Review of the Evidence." In : Migration and Development: Perspectives from the South, Castles, S. & Wise, R. (Eds.), 17–41. Geneva: International Organization for Migration.
- Portes, A. (2009), "Migration and development: reconciling opposite views", *Ethnic and Racial Studies* 32(1):5-22.
- Portes, A., & Sensenbrenner, J. (1993), "Embeddedness and Immigration: Notes on the Social Determinants of Economic Action", *American Journal of Sociology*; 98:1320–51.
- Portes, A., Escobar, C. and Radford, A.W. (2007), "Immigrant Transnational Organizations and Development: A Comparative Study." *International Migration Review* 41 (1): 242–281.
- Portes, A., Escobar, C., Arana, R. (2008), "Bridging the gap: Transnational and ethnic organizations in the political incorporation of immigrants in the United States", *Ethnic and Racial Studies*, 31/6, 1056-1090.
- Portes, A., Guarnizo, L.E. et Landolt, P. (1999), "Introduction. The Study of Transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field", *Ethnic and Racial Studies*, 22(2): 217-37.
- Portes, A., Haller, W. J. & Guarnizo, L.E. (2002), "Transnational Entrepreneurs: An Alternative Form of Immigrant Economic Adaptation", *American Sociological Review* 67 (2): 278–298.
- Postel, S. (1999), *Pillars of sand: Can the irrigation miracle last?*, New York, W.W. Norton.
- Postel, S. (2010), "Entering an Era of Water Scarcity: The Challenges Ahead", *Ecological Applications* , Vol. 10, No. 4, pp. 941-948.
- Preibisch, K., Dodd, W., Su, Y., (2016), "Pursuing the capabilities approach within the migration–development nexus", *Journal of Ethnic and Migration Studies* 42, 2111–2127.
- Prowse, M. (2010), "Integrating reflexivity into livelihoods research", *Progress in Development Studies*, 10, 211–231.
- Pulver, S., N. Ulibarri, K. L. Sobocinski, S. M. Alexander, M. L. Johnson, P. F. McCord, & Dell'Angelo, J. (2018), "Frontiers in socio-environmental research: components, connections, scale, and context". *Ecology and Society* 23(3):23. <https://doi.org/10.5751/ES-10280-230323>
- Putnam, R. D. (2000), *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York: Simon & Schuster.
- Putnam, R.D. (2007), "E Pluribus Unum: Diversity and Community in the Twenty-First Century", *Scandinavian Political Studies*, 30(2), 137–174.
- Putnam, R., (1993), *Making Democracy Work. Civic Traditions in Italy*. Princeton University Press, Princeton.
- Quashie, H. (2009), « Désillusions et stigmates de l'exotisme », *Cahiers d'études africaines* 193-194(1), 525-550.
- Quiminal, C. (1991), *Gens d'ici, gens d'ailleurs : migrations Soninké et transformations villageoises*. Paris, C. Bourgois.
- Rain, D. (1999), *Eaters of the dry season*. Oxford: Westview Press.
- Ransan-Cooper, H., Farbotko, C., McNamara, K.E., Thornton, F., Chevalier, E. (2015), "Being(s) framed: The means and ends of framing environmental migrants", *Global Environmental Change* 35 (2015) 106–115.
- Ratha, D., Eigen-Zucchi, C., and Plaza, S. (2016), *Migration and Remittances Factbook 2016*. World Bank Publications.
- Read, M. (2019), "Group Chats Are Making the Internet Fun Again", *Intelligencer*, New York Magazine, 14 May 2019, available at: <https://nymag.com/intelligencer/2019/05/group-chats-are-making-the-internet-fun-again.html>
- Reboul, C. (1987), « Les associations de village de la vallée du fleuve Sénégal ». In: Tiers-Monde, tome 28, n°110, 1987. *Industrialisation, salarisation, secteur informel*. pp. 435-440. DOI : <https://doi.org/10.3406/tiers.1987.4561>
- Reid, H. (2014), *Climate Change and Human Development*. Zed Books Ltd.

- Remennick, L. (2012), "Intergenerational Transfer in Russian-Israeli Immigrant Families: Parental Social Mobility and Children's Integration." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 38(10): 1-18.
- Renaud, F., Bogardi, J.J., Dun, O. and Warner, K. (2017), "Control, Adapt or Flee: How to Face Environmental Migration?", *Interdisciplinary Security Connections* No. 5, UNU-EHS and EACHFOR, Bonn.
- République du Sénégal (1996), *Loi n° 96-07 du 22 mars 1996 portant Transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales*. Dakar, Sénégal:
- République du Sénégal (2006), *Lettre de Politique Sectorielle des Sénégalais de l'Extérieur, Ministère des Sénégalais de l'Extérieur*, Dakar.
- République du Sénégal (2007), *Guide du Sénégalais de l'Extérieur. Mieux communiquer avec les compatriotes expatriés*, Ministère des Sénégalais de l'Extérieur, Dakar.
- République du Sénégal (2013), *Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant code général des collectivités locales*. Dakar, Sénégal : République du Sénégal.
- République du Sénégal (2018), « Objectifs de Développement Durable. Revue Nationale volontaire », Forum Politique de haut niveau, juin 2018, Rapport Final, [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19253Rapport\\_national\\_volontaire\\_Senegal\\_version\\_finale\\_juin\\_2018\\_FPHN2.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19253Rapport_national_volontaire_Senegal_version_finale_juin_2018_FPHN2.pdf)
- République du Sénégal (2018), « Objectifs de Développement Durable. Revue Nationale volontaire », Forum Politique de haut niveau, juin 2018, Rapport Final, [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19253Rapport\\_national\\_volontaire\\_Senegal\\_version\\_finale\\_juin\\_2018\\_FPHN2.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19253Rapport_national_volontaire_Senegal_version_finale_juin_2018_FPHN2.pdf)
- Riallant, C., Irvine, J. et Fabbri, L. (2013), *Local authorities : the missing link for harnessing the potential of migration for development*, ICMD, <http://www.migration4development.org/en/resources/library/local-authorities-missing-link-harnessing-potential-migration-development>
- Riccio, B. (2001), 'Disaggregating the transnational community: Senegalese migrants on the coast of Emilia-Romagna', Working Paper WPTC-01-11, 29 p.
- Riccio, B. (2001), "From "ethnic group" to "transnational community"? Senegalese migrants' ambivalent experiences and multiple trajectories", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 27, 583–599.
- Riccio, B. (2005), "Talkin' about Migration - Some Ethnographic Notes on the Ambivalent Representation of Migrants in Contemporary Senegal", *Stichproben. Wiener Zeitschrift Für Kritische Afrikastudien* Nr.8/2005, 5. Jg. [http://stichproben.univie.ac.at/fileadmin/user\\_upload/p\\_stichproben/Artikel/Nummer08/07\\_Riccio.pdf](http://stichproben.univie.ac.at/fileadmin/user_upload/p_stichproben/Artikel/Nummer08/07_Riccio.pdf)
- Riccio, B. (2007), « Associationnisme, capital social et potentialités de codéveloppement parmi les migrants sénégalais de la province de Bergame ». In S. Ceschi et A. Stocchiero (Eds.), *Relations transnationales et codéveloppement*. Paris: L'Harmattan.
- Riccio, B. (2008), « Les associations de Sénégalais en Italie. Construction de citoyenneté et potentialités de développement ». *Asylon(s)*, 3, Migrations et Sénégal.
- Richmond, A.H. (1993), "Reactive migration: sociological perspectives on refugee movements", *Journal of Refugee Studies* 6 (1): 7-24
- Rigaud, K. K., A. M. De Sherbinin, B. Jones, J. Bergmann, V. Clement, K. Ober, J. Schewe, S. B. Adamo, B. McCusker, S. Heuser, and A. Midgley (2018), *Groundswell: Preparing for Internal Climate Migration*, Washington, DC: World Bank.
- Robbins, P. (2020), *Political Ecology. A critical Introduction*. Third Edition, Oxford: 878 Wiley Blackwell.
- Robin, N., & Lalou, R. (2000), « Facteurs d'attraction et de répulsion à l'origine des flux migratoires internationaux au Sénégal. XXIe siècle ». <http://hal.ird.fr/ird-00502007>

- Rockenbauch, T., Sakdapolrak, P., Sterly, H. (2019), "Beyond the local – Exploring the socio-spatial patterns of translocal network capital and its role in household resilience in Northeast Thailand", *Geoforum*, 107 (2019), pp. 154-167, [10.1016/j.geoforum.2019.09.009](https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2019.09.009)
- Romankiewicz, C. Doevenspeck, M. Brandt, M. Samimi, C. (2016), "Adaptation as by-product: Migration and environmental change in Nguith Senegal", *DIE ERDE*, 147 (2) (2016), pp. 95-108, [10.12854/erde-147-7](https://doi.org/10.12854/erde-147-7).
- Romankiewicz, C., & Doevenspeck, M. (2015), "Climate and Mobility in the West African Sahel: Conceptualising the Local Dimensions of the Environment and Migration Nexus", In H. Greschke & J. Tischler (Eds.), *Grounding Global Climate Change* (pp. 79-100): Springer Netherlands. URL : [http://dx.doi.org/10.1007/978-94-017-9322-3\\_5](http://dx.doi.org/10.1007/978-94-017-9322-3_5)
- Rosander, E. (2005), « Cosmopolites et locales : femmes sénégalaises en voyage », *Afrique & histoire*, 4, 103-122. <https://doi.org/10.3917/afhi.004.0103>
- Rosenfeld, M. (2013), « Entrepreneurs transnationaux et commerce d'exportation de véhicules d'occasion : la filière Bruxelles-Cotonou », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 29 (2), pp. 57-76.
- Ryan, L. (2011), "Migrants' social networks and weak ties: accessing resources and constructing relationships postmigration". *The Sociological Review* 59 (4): 707-724.
- Sabur, M.A. & Mahmud, H. (2008), « Political impacts of remittances: a micro-level study of migrants' remittances in a village in Bangladesh », *Asian Soc. Sci.*, 4 (12) (2008), pp. 128-134.
- Sakdapolrak, P. (2014), "Livelihoods as social practices – reenergising livelihoods research with Bourdieu's theory of practice", *Geographica Helvetica* 69 (1): 19-28
- Sakdapolrak, P., Naruchaikusol, S., Ober, K., Peth, S.A., Porst, Rockenbauch, T. & Tlo, V. (2016), "Migration in a changing climate. Towards a translocal social resilience approach", *Die Erde* 147 (2): 81–94, DOI: [10.12854/erde-147-6](https://doi.org/10.12854/erde-147-6).
- Sall, M. (2010), "Straightforward critics or would-be candidates? International migrants and the management of local affairs and development: the case of the Senegal River valley", *Environment & Urbanization* 22 (1), 81-89.
- Sall, M., Tall, S. M., Tandian, A., Samb, A., Sano, A. K., Sylla, S. (2010), "International Migration, Social Change and Local Governance in Ourosogui and Louga", Two Small Urban Centres in Senegal. Human Settlements Working Paper Series No.23. IIED, London. <https://pubs.iied.org/pdfs/10581IIED.pdf>
- Sall, M., Tall, S.M., Tandian, A., Samba, A. (2011), "Climate change, adaptation strategies and mobility: evidence from four settlements in Senegal", Human Settlements Working Paper, N°33, 2011, 43 p. <https://pubs.iied.org/10598iied>
- Salzbrunn, M. (2009), "Glocal migration and transnational politics: the case of Senegal". *Working Paper* 8. Center for Global Studies, Project on Global Migration and Transnational Politics. Arlington, Virginia: George Mason University.
- Salzbrunn, M. (2002), « La campagne présidentielle sénégalaise en France », *Hommes et Migrations*, 1239, 49–53.
- San Emeterio, J.L. (2018), "Desertification or greening? Multi-scale study of vegetation cover evolution in African Sahel from remote sensing data", *Photo-Interprétation*, vol. 54, n° 2, p. 48-51.
- San Emeterio, J.L., Alexandre, F., Andrieu, J., Genin, A. et Mering, C. (2013), « Changements socio-environnementaux et dynamiques des paysages ruraux le long du gradient bioclimatique nord-sud dans le Sud-Ouest du Niger (régions de Tillabery et de Dosso) ». *VertigO, en ligne*.
- Sargent, C., Yatera, S. & Larchanche-Kim, S. (2005), « Migrations et nouvelles technologies », *Hommes et migrations*, N°1256, pp. 131-146.
- Sarr, P. A. (2009). « Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal ». *Techniques Financières et Développement*, 95, 15–27.

- Saxenian, A., (2005), "From brain drain to brain circulation: Transnational communities and regional upgrading in India and China", *Stud. Comp. Int. Dev.* 40 (2), 35–61.
- Sayad, A. (1999), *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Éditions du Seuil, 437 p.
- Schade, J. (2013), "Entitlements, capabilities and human rights". In: Faist T, Schade J (eds), *Disentangling migration and climate change: toward an analysis of methodologies. Political discourses and human rights*. Springer, Dordrecht/Heidelberg/New York/London, pp 201, 231–253.
- Schade, J., Faist, T., McLeman, R., (2016), "Conclusion: inequality and migration as adaptation where do we go from here?", In: McLeman, R., Schade, J., Faist, T. (Eds.), *Environmental Migration and Social Inequality*. Springer, Heidelberg, pp. 203–234.
- Schapendonk, J. & Steel, G., (2014), "Following migrant trajectories: The im/mobility of Sub-Saharan Africans en route to the European Union", *Ann. Assoc. Am. Geogr.* 104, 262–270.  
<https://doi.org/10.1080/00045608.2013.862135>.
- Schapendonk, J., (2015), "What if Networks Move? Dynamic Social Networking in the Context of African Migration to Europe", *Population, Space and Place* 21 (8), 809–819. 10.1002/psp.1860.
- Scheffran, J., Marmer, E., Sow, P. (2012), « Migration as a contribution to resilience and innovation in climate adaptation: Social networks and co-development in Northwest Africa », *Appl. Geogr.* 33, 119–127.
- Schiller, N. G. & Faist, T. (2009), "Introduction : Migration, Development and Social Transformation", *Social Analysis*, 53(3): 1–13.
- Schinz, O. (2002), « Pourquoi les ethnologues s'établissent en enfer? Maîtrise de soi, maîtrise de son terrain », *Ethnographiques.org*, 1. URL : <http://www.ethnographiques.org/2002/Schinz>
- Schmitz, J. (2009), « Islamic patronage and "republican" emancipation : the slaves of the Almaami in the Senegal River Valley » (pp. 85-115), in ROSSI, B. (Ed.). (2009). *Reconfiguring Slavery: West African Trajectories*. Liverpool University Press. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt5vjf4h>
- Schmitz, J. (1993), « Anthropologie des conflits fonciers et hydropolitiques du fleuve Sénégal (1975-1991) », *Cahiers des Sciences humaines*, XXIX (4) : 591-623.
- Schmitz, J. (2000), « L'élection divise : la politique au village dans la vallée du Sénégal », *Afrique contemporaine*, n° 194, 2000, p. 34-46.
- Schmitz, J. (2008a), « La vallée du Sénégal entre (co)développement et transnationalisme: Irrigation, alphabétisation et migration ou les illusions perdues », *Politique africaine*, 109, 56-72. <https://doi.org/10.3917/polaf.109.0056>
- Schmitz, J. (2008b), « Migrants ouest-africains, miséreux, aventuriers ou notables? », *Politique africaine*, Paris, Karthala, n°109.
- Schöpfberger I. (2018), « Environmental change and translocal vulnerability in Senegal », *Migration, Environment and Climate Change: Policy Brief Series, International Organization for Migration*, 4 (3).
- Schöpfberger, I. (2017), "How do places of origin influence access to mobility in the global age? An analysis of the influence of vulnerability and structural constraints on Senegalese translocal livelihood strategies", *Geogr. Helv.*, 72, 145-155, <https://doi.org/10.5194/gh-72-145-2017>.
- Schoonmaker Freudenberger, K. & Schoonmaker Freudenberger, M. (1993), *Fields, fallow, and flexibility: natural resource management in Ndam Mor Fadamba, Senegal: results of a rapid rural appraisal carried out 25–30 October 1991*. Drylands Paper 5. International Institute for Environment and Development, London, UK.
- Schoumaker, B., Schoonvaere, Q. (2012), *L'immigration subsaharienne en Belgique. Etat des lieux et tendances récentes, Démographie et sociétés* ; 3 (2012), 24 p. <http://hdl.handle.net/2078.1/127817>
- Schraven, B., & Rademacher-Schulz, C. (2015), "Beyond adaptation? The changing nature of seasonal migration in northern Ghana in the context of climate change, agricultural decline and food insecurity". In: F. Hillmann, M. Pahl, B. Rafflenbeul, & H. Sterly (Eds.), *Environmental change*,

- adaptation and migration: Bringing in the region*, (pp. 267–280). London: Palgrave Macmillan UK. [https://doi.org/10.1057/9781137538918\\_14](https://doi.org/10.1057/9781137538918_14).
- Scoones, I. (1998), “Sustainable rural livelihoods: A framework for Analysis”, IDS Working paper 72, Institute of Development Studies.
- Scoones, I. (2009), “Livelihoods perspectives and rural development”, *Journal of Peasant Studies*, 36 (1) (2009), pp. 171-196, [10.1080/03066150902820503](https://doi.org/10.1080/03066150902820503)
- Scott J. C. (1990), *Domination and the Art of Resistance: Hidden Transcripts*. New Haven, London: Yale University Press.
- Scott, J.C. (1976), *The moral economy of the peasant: Rebellion and subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press.
- Segalen, M. (1998), *Rites et Rituels contemporains*, Paris, Nathan.
- Sen, A. (1985), *Commodities and capabilities*. Amsterdam: North-Holland.
- Senne, J.-N., Chort, I., & Gubert, F. (2011), *Migrant Networks as a Basis for Social Control: Remittance Obligations among Senegalese in France and Italy*. Proceedings of the German Development Economics Conference, Berlin 2011, 73. Verein für Socialpolitik, Research Committee Development Economics. <http://econpapers.repec.org/paper/zbwgdec11/73.htm>
- Sharma, J., & Ravindranath, N.H. (2019), “Applying IPCC 2014 Framework for Hazard-specific Vulnerability Assessment under Climate Change”, *Environmental Research Communications* 1 (5): 051004. doi:10.1088/2515-7620/ab24ed.
- Siegmann, K.A., (2010), “Strengthening whom?: The role of international migration for women and men in Northwest Pakistan”, *Progr. Dev. Stud.* 10, 345–361.
- Silver, A. (2011), "Families Across Borders: The Emotional Impacts of Migration on Origin Families." *International Migration*:no-no.
- Simmel, G. (1987), *Philosophie de L'argent*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Simonet, G. (2009), « Le concept d'adaptation : polysémie interdisciplinaire et implication pour les changements climatiques ». *Natures Sciences Sociétés*, 17, 392-401. <https://doi.org/>
- Sinatti, G. & Horst, C. (2015), « Migrants as agents of development: Diaspora engagement discourse and practice in Europe », *Ethnicities*, 15 (1), p.134-152. <https://doi.org/10.1177/1468796814530120>
- Sinatti, G. (2015), “Return migration as a win-win-win scenario? Visions of return among Senegalese migrants, the state of origin and receiving countries”. *Ethnic and Racial Studies* 38 (2): 275–291.
- Sinclair, A. R. E., and Fryxell, J. M. (1985). “The Sahel of Africa: ecology of a disaster”, *Canadian Journal of Zoology* 63(5):987-994. <http://dx.doi.org/10.1139/z85-147>
- Skeldon, R. (2008), “Migration, Urbanization and Development.” Paper Presented at Social Science Research Council Conference – Migration and Development: Future Directions for Research and Policy, New York, February 28–March 1.
- Smit, B., and Wandel, J. (2006), “Adaptation, adaptive capacity and vulnerability”, *Global Environmental Change*, 16, 282–292. doi:10.1016/j.gloenvcha2006.03.008.
- Smit, B., Pilifosova, O., Burton, I., Challenger, B., Huq, S., Klein, R.J.T., Yohe, G., Adger, N., Downing, T., Harvey, E., Kane, S., Parry, M., Skinner, M. & Smith, J. (2001), “Adaptation to climate change in the context of sustainable development and equity: Climate Change 2001: Impacts, Adaptation, and Vulnerability”, pp. 877-912. Accessible en ligne : <https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/wg2TARchap18.pdf>
- Smith E. (2020), “Diaspora Policies, Consular Services and Social Protection for Senegalese Citizens Abroad”. In: Lafleur JM., Vintila D. (eds) *Migration and Social Protection in Europe and Beyond* (Volume 3). IMISCOE Research Series. Springer, Cham. [https://doi.org/10.1007/978-3-030-51237-8\\_17](https://doi.org/10.1007/978-3-030-51237-8_17)
- Smith, E. (2015), « La diaspora fait-elle l'élection ? Le vote des Sénégalais de l'extérieur (1992–2012) », *Afrique Contemporaine*, 256, 51–72.
- Smucker, T. A. and Wisner, B. (2008). “Changing household responses to drought in Tharaka, Kenya: vulnerability, persistence and challenge”. *Disasters*, 32 (2), 190-215.

- Smucker, T. A., B. Wisner, A. Mascarenhas, P. Munishi, E. E. Wangui, G. Sinha, D. Weiner, C. Bwenge and E. Lovell (2015). "Differentiated Livelihoods, Local Institutions, and the Adaptation Imperative: Assessing Climate Change Adaptation Policy in Tanzania." *Geoforum* 59: 39-50.
- Sobczak-Szelc, K. & Fekih, N. Migration as one of several adaptation strategies for environmental limitations in Tunisia: evidence from El Faouar. *CMS* 8, 8 (2020). <https://doi.org/10.1186/s40878-019-0163-1>
- Sodeik, E. (2000), « Interfaces sans courtiers ? Conditions d'émergence du courtage et conséquences de son absence », In : T. Bierschenk, J.-P. Chauveau and J.-P. Olivier de Sardan (Eds.), *Courtiers en développement : Les villages africains en quête de projets*. Paris, Karthala-APAD, pp. 259-278.
- Sofaer, S. (1999), "Qualitative methods: what are they and why use them?", *Health services research* vol. 34,5, Pt 2: 1101-18.
- Sørensen, N. N. (2007), *Living across worlds: diaspora, development and transnational engagement*. Geneva: IOM.
- Stark, O. & Taylor, J.E. (1989), "Relative deprivation and international migration", *Demography*, 26(1), 1-14.
- Stark, O., (1980), "On the Role of Urban-to-Rural Remittances in Rural Development", *Journal of Development Studies*, 16 (1) : 369-374.
- Steen, P. (2007). "Space of democratic practices: Nicaraguans in San José, Costa Rica", in: N.N. Sørensen (Ed.), *Living Across Worlds: Diaspora, Development and Transnational Engagement*, International Organization for Migration, Geneva.
- Steinbrink, M. & Niedenführ, H. (2020), *Africa on the Move. Migration, Translocal Livelihoods and Rural Development in Sub-Saharan Africa*, Switzerland, Springer Nature.
- Steinbrink, M. (2009), "Urbanisation, poverty and translocality insights from South Africa", *Afr Popul Stud* 23:219–252.
- Stirling, A. (2014). "Transforming power: social science and the politics of energy choices, *Energy Res. Soc. Sci.*, 1 (2014), pp. 83-95, 10.1016/j.erss.2014.02.001
- Stojanov, R., Duží, B., Kelman, I., Němec, D. and Procházka, D. (2016b), "Local perceptions of climate change impacts and migration patterns in Malé, Maldives", *The Geographical Journal*, doi: 10.1111/geoj.12177.
- Stojanov, R., Kelman, I., Ullah, A.K.M., Duží, B., Procházka, D. and Blahútová, K.K. (2016a), "Local expert perceptions of migration as a climate change adaptation in Bangladesh", *Sustainability*, Vol. 8 No. 12, p. 1223.
- Sultan, B. (2020), "What are the future climate scenarios in North and West Africa?" in IOM (Ed.), Section 3: Migration and Development, Chapter 25, pp. 312-317. Available at: <https://publications.iom.int/system/files/pdf/ch25-what-are-the-future-climate-scenarios.pdf>
- Syal S.S., R.S. Wilson, J.M. Crawford & J. Lutz, (2011), "Climate change and human health - what influences the adoption of adaptation programming in the United States public health system ?", *Mitig. Adapt. Strateg. Glob. Change*, 16, pp 911-924.
- Tacoli, C. (2009), « Crisis or adaptation? Migration and climate change in a context of high mobility". *Environment and Urbanization*, 21 (2): 513-525.
- Tacoli, C. (2011), "Not only climate change: mobility, vulnerability and socio-economic transformations in environmentally fragile areas in Bolivia, Senegal and Tanzania", IIED, Human Settlements Working Paper Series, Rural-Urban Interactions and Livelihood Strategies – 28, February 2011, 45 p. <https://pubs.iied.org/pdfs/10590IIED.pdf>
- Tall, S. M. (2009). « Investir dans la ville africaine ». In : *Les émigrés et l'habitat à Dakar*. Paris and Paris: Karthala-CREPOS.
- Tall, S.M., (1994). « Les investissements immobiliers à Dakar des émigrants sénégalais », *Revue Européenne des Migrations internationales* 10(3), 137-151.



- Tandian, A. (2005). « Stratégies d'autonomie, investissements développementalistes et besoins collectifs. Nouvelles figures de migrants dans la vallée du fleuve Sénégal ». In M. Charef et P. Gonin (Dir.), *Emigrés - immigrés dans le développement local*. Agadir : Éditions Sud-Contact.
- Tandian, A. (2015a), « Variations environnementales, mobilité et stratégies d'adaptation au Sénégal », *Migrations internationales : un enjeu Nord-Sud ?*, *Alternatives Sud*, vol.22, n°122, p.177-1.
- Tandian, A. (2015b), "Des variations environnementales aux mobilités : entre difficultés et stratégies d'adaptation des populations sénégalaises", *Alternatives Sud*, pp. 177-185.
- Tandian, A. (2015c), "De la longue tradition du voyage à la culture migratoire : quand des étudiants sénégalais candidats à la migration redéfinissent leurs destinations" in : Esteban de La Rosa, G. & Tandian, A. (coords.), *Mejora de las condiciones de la emigración de las personas del África Subsahariana a la Unión Europea*, Granada, Comares, pp. 3-24.
- Tandian, A., & Coulibaly-Tandian, O. K. (2016), « Protection sociale des enfants de migrants originaires de Kébémér et Louga (Sénégal) ». *Boletín de Antropología*, 51(31), 113–132.
- Tandian, A. (2017), « Participation politique des émigrés sénégalais au pays d'origine : historicité d'un transnationalisme politique ». *Outre-Terre*, 53, 83-95. <https://doi.org/10.3917/oute1.053.0083>
- Tandian, A. (2018), "Senegalese Migration: Between Local Motives and International Factors", Heinrich Bol Stiftung, October 2018, Accessible en ligne: <https://za.boell.org/en/2018/10/09/senegalese-migration-between-local-motives-and-international-factors>
- Tandian, A. (2020), « Profils de Sénégalais candidats à la migration : des obsessions aux désillusions », *Revue Africaine des Migrations Internationales*. ISSN: 2509-176X. N°1/Juin 20201, <https://revues.imist.ma/?journal=RAMI>
- Tappe, O., Nguyen, M.T.N., (2019), « Southeast Asian trajectories of labour mobility: precarity, translocality, and resilience », *TRaNS* 7, 1–18. <https://doi.org/10.1017/trn.2019.4>.
- Taylor J, E. et al. (2005), "Remittances, Inequality and Poverty: Evidence from Rural Mexico". Working Paper No. 05-003. Department of Agricultural and Resource Economics, University of California, Davis.
- Taylor, C. K. (2011), *Shaping Topographies of Home: A Political Ecology of Migration*, Department of Anthropology. Florida: University of South Florida.
- Tera, Z. & Frey, A. (2008), *Migrants et collectivités territoriales. La coopération décentralisée, une réponse à la question du codéveloppement ?*, Cités Unies France, 132 p.
- Thieme, S. & Siegmann, K.A. (2010), "Coping on women's backs: social capital-vulnerability links through a gender lens", *Current Sociology* 58 (5): 715-737.
- Thieme, S. (2011), "Sustaining a multi-local life. Possible theoretical foundations for livelihood and transnational migration studies". In: Wiesmann, U. and H. Hurni (eds.). *Research for sustainable development: foundations, experiences, and perspectives*. –Perspectives of the Swiss National Centre of Competence in Research (NCCR) North South 6. Bern: 331-341.
- Thomson, E.P. (1971), "The moral economy of the English crowd in the eighteenth century", *Past & Present*, 50, 76-136.
- Tilly, C. (1984), *Big structures, large processes, huge comparisons*. Russell Sage Foundation.
- Timera, M. (1996), *Les Soninké en France : d'une histoire à l'autre*. Paris, Karthala.
- Timera, M. (2014). « Mots et maux de la migration. De l'anathème aux éloges ». *Cahiers d'études africaines*, 213–214, 27–47.
- Timera, M.B., Diongue, M. & Thiam, O. (2019), « L'élection présidentielle de février 2019 au Sénégal. Entre renouveau de l'échiquier politique et percée du vote régionaliste », *EchoGeo*, <https://doi.org/10.4000/echogeo.18183>
- Toma, S. & Vause, S. (2011), «The Role of Kin and Friends in Male and Female International Mobility from Senegal and DR Congo », *MAFE Working Paper*, 13, 41 p.

- Toma, S. (2014). « L'influence mitigée des migrations masculines sur les activités économiques des femmes « qui restent » : étude de cas dans la vallée du fleuve Sénégal ». *Cahiers québécois de démographie*, 43(2), 345–374. <https://doi.org/10.7202/1027982ar>
- Toma, S., & Kabbanji, L. (2017), “Emigration and development in Senegal”. In *Emigration and diaspora policies in the age of mobility* (pp. 157-172). Springer, Cham.
- Tompkins, E.L., Hurlston, L.A. & Poortinga, W. (2009), “Foreignness as a Constraint on Learning: The Impact of Migrants on Disaster Resilience in Small Islands”, *Environmental Hazards*, 8(4), 263–277.
- Traoré, S., (1994), « Les modèles migratoires Soninkés et Pular dans la vallée du fleuve Sénégal », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 10, N°3, pp. 61- 81.
- Tschakert, P. (2007), “Views from the vulnerable: understanding climatic and other stressors in the Sahel”, *Global Environmental Change*, 17 (3-4) (2007), pp. 381-396.
- Tuccio, M. & Wahba, J. (2020), “Social Remittances”, GLO Discussion Paper, No. 609, Global Labor Organization (GLO), Essen. <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/222445/1/GLO-DP-0609.pdf>
- Turner, S., & Kleist, N. (2013), “Introduction: Agents of change? Staging and governing diasporas and the African state”, *African Studies*, 72(2), 192–206.
- Twigt, M. A. (2018), “The mediation of hope: Digital technologies and affective affordances within Iraqi refugee households in Jordan”. *Social Media + Society*, 4(1): 1-14. doi:10.1177/2056305118764426
- United Nations Department of Economic and Social Affairs (UN DESA) (2013). *International Migration 2013: Migrants by origin and destination*. Population Facts No. 2013.
- United Nations International Strategy for Disaster Reduction (UNISDR) (Ed.) (2004), *Living with risk. A global review of disaster reduction initiatives*. Geneva.
- Valdes-Rodriguez, & Perez-Vazquez. (2011), “Sustainable livelihoods: an analysis of the methodology”. *Tropical and Subtropical Agroecosystems*, 14(1), 91e99.
- Van Campenhoudt, L. & Marquis, N. (2014), *Cours de Sociologie*, Paris, Dunod.
- Van Campenhoudt, L. & Quivy, R. (2006), « Manuel de recherche en sciences sociales », Dunot, 3e édition, Paris, p.133.
- Van Caudenberg, R., Dupont, C., Michielsen, J. (2016), « Een verkennend onderzoek naar diasporaverenigen uit de Filipijnen, India, Nepal, Nigeria en Senegal in Antwerpen en hun potentieel tot ontwikkelingssamenwerking », Antwerpen, CEMIS, Centrum voor Migratie en Interculturele Studies, Universiteit Antwerpen, 2016, 84 p.
- van der Land, V, Romankiewicz, C, & van der Geest, K (2018), “Environmental change and migration: a review of West African case studies”. In: McLeman R, Gemenne F (eds) *Routledge handbook of environmental displacement and migration* (Pp. 163–177). Routledge.
- van der Land, V. & Hummel, D. (2013), “Vulnerability and the role of education in environmentally induced migration in Mali and Senegal”, *Ecology and Society* 18(4).
- van der Land, V. (2018), *Migration and environmental change in the West African Sahel. Why capabilities and aspirations matter*. London: Earthscan from Routledge, 138 p.
- Van Dijk, T. (2011), “Livelihoods, capitals and livelihood trajectories: a more sociological conceptualisation”. – *Progress in Development Studies* 11 (2): 101-117.
- Van Gameren, V., Weikmans, R. & Zaccai, E. (2014), *L'adaptation au changement climatique*. Paris: La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.gamer.2014.01>
- Van Hear, N. (2014), “Reconsidering Migration and Class.” *International Migration Review* 48 (September): S100–S121. doi:10.1111/imre.12139.
- Van Naerssen, T, Spaan, E. and Zoomers, A. (2007), *Global migration and development*. London/New York: Routledge.
- Vandermotten, C. (2004), *Géopolitique de la vallée du Sénégal : les flots de la discorde*, Paris, L'Harmattan, 166 p.

- Vari-Lavoisier, I. (2016), “The economic side of social remittances: how money and ideas circulate between Paris, Dakar, and New York”, *CMS* 4, 20 (2016). <https://doi.org/10.1186/s40878-016-0039-6>
- Vertovec, S. (2003), “Migration and other Modes of Transnationalism: Towards Conceptual Cross-Fertilization”, *International Migration Review* 37 (3):641-665.
- Vertovec, S. (2009), *Transnationalism*. London – New York: Routledge.
- Vickström, E. (2019), “Legal Status, Territorial Confinement, and Transnational Activities of Senegalese Migrants in France, Italy, and Spain”, Chapter 4 in: Vickstrom, E., *Pathways and Consequences of Legal Irregularity*, Springer: IMISCOE Research Series, 2019, pp. 157-200.
- Vickstrom, E.R. & Beauchemin, C. (2016), “Irregular status, territorial confinement, and blocked transnationalism: legal constraints on circulation and remittances of Senegalese migrants in France, Italy, and Spain”, *CMS* 4, 15 (2016). <https://doi.org/10.1186/s40878-016-0037-8>
- Vigil Díaz-Telenti, S. (2019), “Geopolitical Ecologies of Environmental Change, Land Grabbing and Migration: comparative perspectives from Senegal and Cambodia”, University of Liège and International Institute of Social Studies of Erasmus University Rotterdam, November 2019, PhD-thesis, 345 p. URL: <https://www.researchgate.net/publication/337905640>
- Vigil, S. (2016), “Migrations environnementales ? Ramener le politique au coeur du débat.” *Cités, Presses Universitaires de France.*, no. 68: 61–76.
- Vischel, T., Lebel, T., Panthou, G., Quantin, G., Rossi, A., Martinet, M. (2015), « Le retour d’une période humide au sahel ? Observations et perspectives ». In Sultan, B., Lalou, R., Sanni, M.A.,
- Vulturius G., André K., Swartling Å. G., Brown C., Rounsevell M. D. A., Blanco V., (2018), « The relative importance of subjective and structural factors for individual adaptation to climate change by forest owners in Sweden », *Regional Environmental Change*, vol. 18, n°2, pp. 511-520.
- Wade C.-T., Dimé M., Tandian A., Lancelot S.-E., (2017b), « État des lieux des liens entre migration, transferts et résilience au changement climatique au Sénégal », Rapport d’étude, IED Afrique, Programme PRESA, 40 p. URL : [http://www.iedafrique.org/IMG/pdf/etat-des-lieux-des-liens-entre-migration-transferts-et-resilience-au-changement-climatique-au-senegal -low\\_res.pdf](http://www.iedafrique.org/IMG/pdf/etat-des-lieux-des-liens-entre-migration-transferts-et-resilience-au-changement-climatique-au-senegal -low_res.pdf).
- Wade C.-T., Dimé M., Tandian A., Lancelot, S.-E., (2017a), « Les migrants sénégalais, des acteurs de la résilience au changement climatique », *revue AGRIDAPE*, IED Afrique, p. 6-13, URL : [http://www.iedafrique.org/IMG/pdf/agridape\\_numero\\_special\\_presa.pdf](http://www.iedafrique.org/IMG/pdf/agridape_numero_special_presa.pdf).
- Wade, C.S. & Wade, A. (2018), “La migration, facteur urbanisant et de développement socio territorial dans la vallée du fleuve Sénégal », *Études caribéennes* [En ligne], 39-40 | Avril-Août 2018, mis en ligne le 15 juillet 2018, consulté le 16 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/11651>
- Wagué, C. (2007), “Quand les identités sociales s'affrontent, la coexistence devient difficile au Fouta Toro: Les Soninkés face aux mutations du xxe siècle », *Hypothèses*, 1(1), 215-226. <https://doi.org/10.3917/hyp.061.0215>
- Waldinger, R. & Duquette-Rury, L. (2016), “Emigrant Politics, Immigrant Engagement: Homeland Ties and Immigrant Political Identity in the United States”, *RSF: The Russell Sage Foundation Journal of the Social Sciences*, vol. 2 no. 3, 2016, p. 42-59. Project MUSE [muse.jhu.edu/article/625096](http://muse.jhu.edu/article/625096).
- Waldinger, R., Popkin, E. and Magana, H.A. (2008), “Conflict and Contestation in the Cross-Border Community: Hometown Associations Reassessed.” *Ethnic and Racial Studies* 31 (5): 843–870.
- Waldinger, R., (2012), « La politique au-delà des frontières: la sociologie politique de l’émigration », FMSH-WP-2012-20, septembre.
- Waldinger, R. (2015), *The Cross-Border Connection : Immigrants, Emigrants, and Their Homelands*, Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Walker, B., C.S. Holling, S.R. Carpenter and A. Kinzig (2004). “Resilience, adaptability and transformability in socialecological Systems”, *Ecology and Society* 9 (2): 5.

- Wane, Y. (1969), *Les Toucouleurs du FoutaTooro (Sénégal). Stratification sociale et structure familiale*, Dakar, IFAN-CNRS.
- Wanlin, P. (2007), « L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciel », *Actes du Colloque Bilan et Perspectives de la recherche Qualitative*, Nr. 3, pp. 243-272.
- Watson, J.L. (ed). (1977), *Between two cultures*. Oxford: Basil Blackwell.
- Watts, M. J. & Bohle, H.-G. (1993), "The Space of Vulnerability: The Causal Structure of Hunger and Famine". *Progress in Human Geography*, 17 (1), 43-67.
- Weber M. (1904), "Die Objektivität sozialwissenschaftlicher und sozialpolitischer Erkenntnis". *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 19(1), 22-87.
- Weber, E.U. (2015), "What shapes perceptions of climate change? New research since 2010", *WIREs Clim Change* 2016, 7:125–134. <https://doi.org/10.1002/wcc.377>
- Weiss, R. S. (1995). *Learning from Strangers: The Art and Method of Qualitative Interview Studies*. Simon and Schuster.
- Weisser, F., Bollig, M., Doevenspeck, M., & Müller-Mahn, D. (2014), "Translating the 'adaptation to climate change' paradigm: The politics of a travelling idea in Africa", *The Geographical Journal*, 180(2), 111-119. <http://www.jstor.org/stable/43868596>
- West, C.T., Roncoli, C. and Ouattar, F. (2008), "Local perceptions and regional climate trends on central plateau of Burkina Faso", *Land Degradation & Development*, Vol. 19 No. 3, pp. 289-304.
- West, C.T., Vásquez-Léon, M. and Finan, T.J. (2003), "Testing Farmers' perceptions of Climate Variability: A Case Study From The Sulphur Springs Valley", AZ.
- Williams, G.C. (1966), *Adaptation and natural selection: a critique of some current evolutionary thought*, Princeton University Press, Princeton, NJ.
- Wilshusen, P. R. (2012), "Capitalizing Conservation / Development: Misrecognition and the Erasure of Power", in: B. Büscher, Fletcher, R. and Dressler, W. (eds.), *Nature™ Inc? Questioning the Market Panacea in Environmental Policy and Conservation*, University of Arizona Press, Tuscon.
- Wilson, J. W. & Chaddha, A. (2009), « The role of theory in ethnographic research », *Ethnography*, Vol. 10, Nr. 4, pp.549-564.
- Wise, R.M., Fazey, I. Stafford Smith, M. Park, S.E., Eakin, H.C., Archer Van Garderen, E.R.M., Campbell, B. (2014), "Reconceptualising adaptation to climate change as part of pathways of change and response", *Glob. Environ. Change*, 28 (2014), pp. 325-336, 10.1016/j.gloenvcha.2013.12.002
- Wisner, B. & Luce, H.R. (1993), "Disaster vulnerability: scale, power and daily life", *GeoJournal* 30 (2): 127-140.
- Wodon, Q., Liverani, A., Joseph, G. & Bougnoux, N. (2014), *Climate change and Migration: Evidence from the Middle East and North Africa. A World Bank study*, Washington D.C.
- World Bank (2010). *World Development Report 2010: Development and Climate Change*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank (2019), "Senegal Cadastre and Land Tenure Improvement Project". Report.
- Yin, R. (2009), *Case Study Research: Design and Methods (4th ed.)*. London, UK: Sage Publications Ltd.
- Zickgraf, C., Vigil Diaz Telenti, S., De Longueville, F., Ozer, P., Gemenne, F. (2016), "The Impact of Vulnerability and Resilience to Environmental Changes on Mobility Patterns in West Africa", KNOMAD Series, World Bank Group.
- Ziervogel, G., Bharwani, S. Downing, T. (2006), "Adapting to climate variability: pumpkins, people and policy", *Natural Resources Forum*, 30 (2006), pp. 294-305.
- Zoomers, A. & van Westen, G. (2011), "Introduction: translocal development, development corridors and development chains", *Int. Develop. Plann. Rev.*, 33 (4) (2011), pp. 377-388, 10.3828/idpr.2011.19
- Zube E.H. (1999), "Environmental perception". *Environmental Geology. Encyclopedia of Earth Science*. Springer, Dordrecht. [https://doi.org/10.1007/1-4020-4494-1\\_120](https://doi.org/10.1007/1-4020-4494-1_120)

# A nnexes

## Annexe 1.

### Dates, zones d'enquêtes et activités principales du travail de terrain

Dates et zones d'enquête	Activités principales et Travail de terrain
Terrain 1.A.) 22/11/2017-15/12/2017 – Principalement Dakar, mais aussi Saint-Louis et Thiès.	Terrain exploratoire : Entretiens avec des experts du monde universitaire, des institutions gouvernementales, des ONG et des acteurs de développement d'institutions bi-et multilatérales (n=30) ; puis augmentation du nombre tout au long du projet Migradapt (n=90) ;  E.a. Diverses participations :  À Dakar, colloque « Journées d'études sur la migration et les mobilités en Afrique », organisé par G3 (ULB, UMontréal, UGenève) ;  A Thiès, réunions et ateliers de plaidoyer pour la paysannerie familiale avec les membres du FONGS (2 jours).
Terrain 1.B.) 10/01/2018-10/02/2018 - Dans 4 villages de la région de Matam, Départements de Matam (1) et de Kanel (3)	Observations ethnographiques, entretiens (n=98) ; groupes de discussion et entretiens collectifs avec des villageois de divers milieux socio-économiques (n=18).  2 Assistants de recherche de l'UGB de Saint-Louis : Dr. Mamadou Moussa Baldé et Dr. Amadou Tidiane Dia
Terrain 2.A) 20/01/2019 – 20/02/2019 - Dans la <b>banlieue de Dakar</b> (Pikine, Guédiawaye, Thiaroye)	Observations ethnographiques dans des ménages, entretiens avec des membres de ménages originaires de la région du Fouta-Toro (n=60) et des acteurs- clés (n=20) ;  2 Assistants de recherche de l'UCAD : M. Sané et Coumba Ndoffene Faye  Participation à la conférence « Borderwork workshop » du Danish Institute for International Studies (DIIS) le 29-30/01/2019.
Terrain 2.B) 22/02/2019- 19/03/2019 - Dans 5 nouveaux villages de la moyenne vallée du	Observations ethnographiques, entretiens avec des villageois de divers horizons (n= 102) ;

fleuve Sénégal, région de Matam, Départements de Matam (2) et de Podor (3)	Focus groupes et discussions collectives (n=20)
Terrain 3 A.) 31/10/2020 – 31/01/2021 - Dakar	<p>Suite des entretiens avec des experts, ainsi que des migrants (internes et internationaux) de la communauté haalpulaar jouant un rôle politique (n=20) ;</p> <p>Participation à plusieurs conférences, notamment aux « journées des jeunes chercheurs sur la migration » du 25 au 26 Novembre 2019 organisées par le Laboratoire de Géographie Humaine de l'Université Cheikh Anta Diop, avec le soutien du fonds de développement de l'OIM</p>
<p>Terrain 3 B.) 01/02/2021-20/03/2021</p> <p>Dans 3 nouveaux villages de la MVFS, Département de Podor ; villes de Matam et Ourosogui (1 semaine)</p>	<p>Suite des entretiens avec des experts, ainsi que des migrants (internes et internationaux) de la communauté haalpulaar jouant un rôle politique (n=15) ;</p> <p>Entretiens avec des villageois de divers horizons (n= 56) ;</p> <p>Focus groupes et discussions collectives (n=4)</p>

**Tableau 14 – Dates, zones d'enquêtes et activités principales du travail de terrain.**

## Annexe 2.

## Tableaux de résultats – moyens de transferts matériels

Transferts matériels - Par ordre de grandeur et poids			
Nom du moyen	Pour quel matériel	Prix ?	Où ?
Container (individuel ou partagé)  (voie maritime)	Grands objets/véhicules détachés :  Tracteurs, camionnette, voitures, camions-poubelles, etc. Possible de les mettre dans le container aussi	Prix est standardisé en fonction de la taille du véhicule ; Prix de douane, ... Taxe sur la valeur ARGUS (valeur réelle et actuelle) du véhicule ; Exemption fiscale possible si le bénéficiaire demande au ministre de tutelle (p. ex. ministère de l'agriculture pour un tracteur), qui transmet la demande au ministre des finances <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1000 euros pour le transfert des gros véhicules (camions-poubelles, camionnettes, etc.)</li> <li>• 300 à 500 euros pour le transfert des voitures</li> </ul>	Poste d'enregistrement via entreprise agréée d'import-export dans les centres d'achats (rue Heyvaert à Anderlecht, p.ex. SOCAR) ;  Directement dans les ports (p. ex. Anvers ou Zeebruges)
Container individuel ou Container partagé	Matériel de cuisine : Frigo, fours, ... Matériel scolaire, matelas, lits, ...	1500-2000 EUR par container individuel Payer au poids (p. ex. Un frigo, une cuisinière = 40 euros)	Ports (Anvers principalement), Quartier Heyvaert ?...  <i>« Ils viennent jusqu'à chez toi en camionnette pour prendre la marchandise »</i>
<i>Barrigo</i> (bidon/barril à remplir) qui sera centralisé dans un container commun/partagé	Idem – Tout ce qui ne peut pas rentrer dans une valise à l'aéroport (surtout produits liquides, électroniques, ...)	Prix par barrigo ? A négocier, dépend de la place qui reste dans le container « qui partira de toute façon » – entre 30 et 50 EUR pour petit barrigo/carton et 80-100 EUR pour les grands barrigos de 220 litres (s'achète au Cora/Colruyt...).	A monter sur le container au port à Anvers directement ou via personne de contact ailleurs dans un lieu de dépôt où la personne vient chercher le barrigo/colis avec sa



		<p>« Ce n'est pas risqué, car la personne a un contrat de transitaire et tu as son numéro de tél. Il s'occupe de tout, et quand ton colis est arrivé il t'appelle, normalement c'est maximum 1 mois. Si le colis est perdu, on te rembourse la somme estimée. » (migrant utilisateur à Bruxelles, septembre 2019)</p>	<p>voiture au container ensuite– « En général, les gens qui mettent des barrigos sur un container connaissent les gars, ils s'arrangent et font des bons prix ». (migrant utilisateur à Bruxelles, septembre 2019)</p>
<p>« Service GP » – services de transports via bagages (vols aériens) Estimation du nombre : Au moins une dizaine à Bruxelles</p>	<p>Bijoux, cosmétiques, vêtements, téléphones, documents (dont documents administratifs officiels) ... un peu risqué pour du matériel TIC</p>	<p>10 EUR/kg, « pas très sûr car ce sont des vols bon marché via Air Maroc et Air Algérie qui sont risqués avec des escales où les douanes n'hésitent pas à vider et voler parfois les valises » « 10 euros/kg, même si tu as moins qu'un kilo – par exemple : pour envoyer un document officiel ou administratif (extrait de naissance, par exemple) » (migrant utilisateur à Bruxelles, septembre 2019)</p>	<p>En « Arrière-boutique » – dans des sacs et valises prêts à remplir.</p>
<p>Valises individuelles personnelles ou proches lors d'un voyage au Sénégal (généralement par voie aérienne, rarement par voie terrestre)</p>	<p>Idem</p>	<p>Gratuit ou petite compensation en liquide ou nature</p>	<p>Chacun chez soi ou via rendez-vous</p>

**Tableau 15 –Systèmes de transferts matériels (source : auteur).**

**Tableau des systèmes de transferts matériels : les moyens, le type de matériel, avec une indication des prix et du lieu pour l'organisation du transfert de matériels par ordre de volume (taille et poids).**

## Annexe 3.

### Articles et contributions en lien avec ce travail doctoral :

- Lietaer, S.**, Bruening, L. & Faye, C.N. (2020), « Ne pas revenir pour mieux soutenir ? Perceptions de la migration comme stratégie d'adaptation face aux changements environnementaux dans trois régions du Sénégal », *Emulations- Revues de sciences sociales*, Numéro 34 (2020), 97-113.  
DOI: <https://doi.org/10.14428/emulations.034.05>
- Lietaer, S.** & Durand-Delacré, D. (2021), "Situating 'migration as adaptation' discourse and appraising its relevance to Senegal's development sector", *Environmental Science and Policy*, Volume 126, December 2021, 11-21. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2021.09.008>
- Van Praag, L., **Lietaer, S.** & Michellier, C. (2021), "A Qualitative Study on How Perceptions of Environmental Changes are Linked to Migration in Morocco, Senegal, and DR Congo", *Hum Ecol* (2021). <https://doi.org/10.1007/s10745-021-00278-1>
- Boas, I., Farbotko, C., Adams, H., Sterly, H., Bush, S., van der Geest, K., Wiegel, H., Ashraf, H., Baldwin, A., Bettini, G., Blondin, S., de Bruijn, M., Durand-Delacré, D., Fröhlich, C., Gioli, G., Guaita, L., Hut, E., Jarawura, F. X., Lamers, M., **Lietaer, S.**, Nash, S., Piguet, E., Rothe, D., Sakdapolrak, P., Smith, L. Furlong, B.T., Turhan, E., Warner, J., Zickgraf, C., Black, R. & Hulme, M. (2019). "Climate migration myths", *Nature Climate Change*, 9(12), 901-903. <https://doi.org/10.1038/s41558-019-0633-3>
- Durand-Delacré, D., Bettini, G., Nash, S. L., Sterly, H., Gioli, G., Hut, E., Boas, I., Farbotko, C., Sakdapolrak, P., de Bruijn, M., Furlong, B. T., van der Geest, K., **Lietaer, S.**, & Hulme, M. (2021). "Climate Migration is about People, not Numbers". In S. Boehm & S. Sullivan (Eds.), *Negotiating Climate Change in Crisis*. Open Book Publishers.  
<https://www.openbookpublishers.com/product/1488>.
- Scheerens, C., Bekaert, E., Ray, S., Essuman, A., Mash, B., Decat, P., De Sutter, A., Van Damme, P., Vanhove, W., **Lietaer, S.**, De Maeseneer, J., Madzimbamuto, F. & Ruysen, I. (2021), "Family Physician Perceptions of Climate Change, Migration, Health, and Healthcare in Sub-Saharan Africa: An Exploratory Study", *International Journal of Environmental Research and Public Health*. 2021; 18(12):6323. <https://doi.org/10.3390/ijerph18126323>
- Lietaer, S. (2018), « Stephen Smith, La Ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent », *Belgeo*, 1; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.29709>
- Lietaer, S. (2020), [MIGRADAPT Project Newsletter #4: Second Field Work in Senegal](#),  
Publication en ligne: 01/02/2020
- Lietaer, S. (2018), [MIGRADAPT Project Newsletter #1: Field Work in Senegal](#), Publication en ligne: 01/04/2018
- Lietaer, S. (2018). "Mobilising the Senegalese Diaspora: What are the Origins and Reasons behind?", MIGRADAPT, Briefing paper for Youth On the Move, Part 1, Brussels, 13 December 2018.

<http://yotm-climates.com/mobilising-the-senegalese-diaspora-part-1-what-are-the-origins-and-reasons-behind/>

Lietaer, S. (2018). "Mobilising the Senegalese Diaspora: What are the Institutional Mechanisms behind?", MIGRADAPT, Briefing paper for Youth On the Move, Brussels, 13 December 2018: <http://yotm-climates.com/mobilising-the-senegalese-diaspora-part-2-what-are-the-institutional-mechanisms-behind/>

Lietaer, S. (2020), [MIGRADAPT Project Newsletter #6: Field Work in Belgium](#), Publication en ligne: 01/10/2020

Lietaer, S. (2020), [De Senegalese diaspora als motor voor klimaat -en milieu-adaptatie : gemeente Europese hoop?](#), Publication en ligne: 01/12/20192019-12-01

ULB inside COP – interview: « La problématique des déplacés climatiques dans les négociations internationales : rencontre avec Samuel Lietaer - Par Juliette Garain », <http://www.ulbinsidecops.com/la-problematique-des-deplacees-climatiques-dans-les-negociations-internationales--rencontre-avec-samuel-lietaer.html>

Muller, F. (2019), « Étude de cas au Sénégal, 3 questions à Samuel Lietaer (chercheur à l'Igeat - Centre d'études du développement durable - Université libre de Bruxelles) », <https://www.pointculture.be/magazine/articles/focus/changements-climatiques-et-migrations/> publié le 13 Décembre 2019.

## Annexe 4.

### Tableau d'aperçu des personnes interrogées dans les villages d'enquête

Village	Entretiens individuels	Entretiens collectifs (41)
1.Thiemping	53 – dont 44 hommes et 8 femmes	6 – dont 2 de femmes et 1 de jeunes élèves
2.Odobore	8 (incl maire) – dont 7 hommes et 1 femme	0
3.Thially	22 – dont 18 hommes et 5 femmes	3 – pas de femmes
4.Garly	15 – dont 8 hommes et 7 femmes	7 – dont 4 de femmes (dont 3 groupes de jeunes filles)
5.Dabia Odeji	18 (incl maire et secrétaire municipal) – dont 17 hommes et 1 femme	7 – dont 2 de femmes et 1 groupe de jeunes étudiants et 1 de jeunes filles
6.Orefonde	38 (incl maire et secrétaire municipal) – dont 30 hommes et 8 femmes	8 – dont 2 de femmes (1 jeunes élèves)
7.Doumga Lao	31 (incl maire et adjoint) – dont 20 hommes et 11 femmes	2 – pas de femmes (1 jeunes)
8.Vordé	4 – dont 3 hommes et 1 femme	2 – 1 de femmes
9.Tourguéno	4 – dont 2 hommes et 2 femmes	2 – pas de femmes
10.Mboumba	34 (incl maire titulaire et adjoint)	1 – pas de femmes
11.Nouma	8 – dont 5 hommes et 3 femmes	2 – 1 de femmes
12.Soubalo	10 – dont 7 hommes et 3 femmes	1 – pas de femmes

Tableau 16 – Aperçu des profils des personnes interrogées dans les villages d'enquête.

## Annexe 5.

### Entretiens

#### A.5.1 Village 1 - Entretiens à Thiemping (région de Matam, département de Kanel) – terrain 1 et 2 (resp. janvier 2018 et février 2019)

##### Entretiens individuels à Thiemping

N°	Age	Sexe	Principal ement actif dans le secteur agricole	Rôle
1	41	F	oui	Membre active du Groupement de Promotion Féminin (GPF) agricole; Commerce - Petits boulots (beignets, linge...) – agriculture - 41 ans
2	40	F	oui	Femme d'un migrant en France depuis 8 ans - à Thiemping - 40 ans – 3 enfants - agriculture-maraîchage -membres en Europe - appuis de membres à l'étranger
3	65	F	oui	Femme agricultrice, - 1 fils à l'étranger - ménage de 9 membres - revenus principaux de son fils en France
4	45	F	oui	Femme haalpulaar d'un migrant en France à Thiemping – reçoit appuis - 45 ans -4 enfants – maraîchage -petit commerce dont semences – Sebbe – membre du GPF
5	65	F	oui	Femme chef de ménage - 65 ans - cultivatrice et commerce - membres en Europe (1 fils) - appuis de membres à l'étranger
6	24	H	oui	Pêcheur originaire du Mali - 24 ans
7	45	H	oui	Pompiste et gestionnaire paiements du forage (comité de gestion de l'eau) – Maraîcher - 45 ans
8	47	H	oui	chef de ménage pêcheur-agriculteur – 47 ans - cubalbe - sans membres en Europe - sans appuis de membres à l'étranger – 4 fils, dont 2 à Dakar
9	65	H	oui	Petit Maraîcher haalpulaar – cultivateur en hivernage -65 ans
10	39	H	oui	Chef de ménage - Pêcheur d'origine malienne –39 ans - 6 enfants et 2 femmes – migrant malien – d'abord à Kanel et arrivé en 2012 à Thiemping – sans membres en Europe (23/01/2018)

<b>1 1</b>	50	H	oui	Vieil homme migrant de retour retraité- 80 ans - qui a passé 50 ans en France - parti en 1960 - retraité après avoir travaillé dans les usines de voitures (Renault) -membres en Europe - appuis de membres à l'étranger
<b>1 2</b>	63	H	oui	Chef de ménage - Grand-frère d'un migrant très actif 'grand bénéfacteur' vivant en Suisse - non-migrant - membres en Europe - pas d'appuis directement -63 ans
<b>1 3</b>	65	H	oui	Petit frère du chef de village -même concession - Migrant retourné temporaire (circulaire) - Retraité - travaillait à aéroport Charles De Gaulle (Paris)
<b>1 4</b>	65	H	oui	Grand-frère du chef - Migrant retourné temporaire (circulaire)- Retraité (ex-hôtellerie à Nice) - Ex-président ADT Nice - pionnier projet agriculture irriguée
<b>1 5</b>	52	H	oui	chef de village - migrant de retour de France - 52 ans - appui au parti du président du Sénégal APR
<b>1 6</b>	45	F	oui	Entretien avec la présidente régionale de la croix rouge – 45 ans - femme du banquier de Thiemping – frère en France depuis 2 ans - sans apuis réguliers
<b>1 7</b>	63	F	oui	Vice-présidente du GIE fondé Dow de Thiemping – sans membres à l'étranger - 63 ans
<b>1 8</b>	50	H	oui	Chef de ménage - responsable du forage de Thiemping Abdu Niang – 50 ans – né à Dakar - 5 enfants – revenu en 2000 pour gérer le forage - sans membres en Europe - sans appuis
<b>1 9</b>	38	H	oui	Chef de ménage - agriculteur et adjoint du principal du collège de Thiemping - sans membres en Europe - sans appuis
<b>2 0</b>	55	H	oui	Président de l'Association Développement Villageois; Conseiller départemental (mandataire public) -55 ans - chef de ménage non-migrant - membres en Europe - sans appuis
<b>2 1</b>	65	H	oui	Président coopérative agricole - membres en Europe - appuis de membres irréguliers
<b>2 2</b>	48	F	oui	Femme Présidente du GPF - membres en Europe - 48 ans - noble sebbe
<b>2 3</b>	55	H	oui	Secrétaire du comité agricole; délégué projet Yaadjéndé (USAID)
<b>2 4</b>	65	H	oui	Chef de ménage - Migrant de retour de France en 1986 - 65 ans - Ancien président de la communauté rurale de Ouro Sidi - retraité - frère du secrétaire-général du département de Kanel Abdulaye ANNE)
<b>2 5</b>	50	H	oui	Président section religion ADV - membres en Europe - appuis de membres à l'étranger
<b>2 6</b>	50	F	non	Femme marchande ambulante - 50 ans - sans membres en Europe - sans appuis de membres à l'étranger

27	16	H	non	Elève -Boutique -fils du 'banquier' - Services de transferts -16 ans
28	23	H	non	Boutiquer haalpulaar - agriculture en hivernage -23 ans
29	29	H	non	Célibataire - Couturier de 29 ans, sans femmes ni enfants, migrant interne de Kanel à Thiemping - sans membres en Europe - sans appuis de membres à l'étranger
30	30	H	non	Célibataire - couturier 30 ans depuis 4 mois à Thiemping - originaire de Kanel -sans membres en Europe - sans appuis de membres à l'étranger
31	30	H	non	Chef de ménage - Menuisier haalpulaar - agriculture - 30 ans
32	31	H	non	Chef de ménage - Charpentier haalpulaar - sans membres en Europe -31 ans
33	33	H	non	Maçon haalpulaar sans membres en Europe - 33 ans
34	40	H	non	Adjoint du Principal au collège- fonctionnaire
35	42	H	non	Enseignant école primaire - Association des Parents d'Elèves membre actif - petit maraîchage complémentaire
36	44	H	non	chef de ménage - apprenti imam - religieux – 44 ans - association religieuse de Thiemping - sans membres en Europe - sans appuis de membres à l'étranger
37	44	H	non	Gardien surveillant au lycée; Secrétaire-général de l'ADT; famille de la chefferie - haalpulaar appartenance sociale des Sebbe -44 ans
38	45	H	non	Chef de ménage - commerçant de Thiemping – 45 ans – alimentation générale et quincaillerie - sans membres en Europe - sans appuis de membres à l'étranger
39	45	H	non	Chef de ménage haalpluaar - "Banquier de Thiemping" - 45 ans
40	48	H	non	Petit frère chef - Migrant retourné temporaire- Retour vacances de Guinée-équatorial - commerçant
41	58	H	non	Boutiquier wolof - comemrçant - quincaillerie - wolof depuis 25 ans résident au village; pas impliqué dans l'ADT -58 ans
42	52	H	non	Chef de ménage - homme de 52 ans - sans membres à l'étranger – Tooroodo – abandon de l'agriculture – migrant interne de Dakar de retour temporaire à Thiemping -sans membres en Europe - sans appuis de membres à l'étranger
43	55	H	non	Chef de ménage - Migrant de retour retraité - migrant circulaire-long séjour au village pour activités agricoles GIE + visite 2ème femme - 55 ans
44	58	H	non	Boutiquer haalpulaar - agriculture en hivernage - 1 frère à Nice en situation irrégulière - pas de soutien possible-58 ans

4 5	58	H	non	Chef de ménage - Couturier haalpulaar - agriculteur de décrue - 58 ans - proche de la famille du chef
4 6	58	H	non	Migrant de retour temporaire de 3 mois de Guinée-Equatoriale - commerçant de 40 ans - frère du chef de village de Thiemping - sans membres en Europe - sans appuis de membres (février 2019)
4 7	60	H	non	Chef de ménage - briquetier - Fabrication de briques et revente - 60 ans - sans membres en Europe - sans appuis de membres à l'étranger
4 8	31	H	non	Chef de ménage - homme de 31 ans, d'origine mauritanienne - soudeur métallique en charge de 4 apprentis - démarre son business en 2012 - sans membres en Europe - sans appui de membres à l'étranger
4 9	55	H	non	Migrant de retour permanent de France, président du Conseil Départemental de Kanel (Thiemping)
5 0	20	H	non	Chef de ménage - imam - religieux – 44 ans - de Thiemping - membres en Europe - appuis de membres
5 1	23	H	non	Président Amicale des Elèves et Etudiants de Thiemping – 23 ans – sans femme – bac +3 – soutien pour études de membres en Europe - sebbe
5 2	54	H	non	Ex-secrétaire de l'ADT; Fonctionnaire – gestionnaire du département de Kanel - militant politique (APR) et conseiller chef du village
5 3	45	H	non	Infirmier poste de santé non haalulaar- Muté de Dakar – salarié public

## Entretiens collectifs et focus groupes à Thiemping (N=8, dont 2 de femmes)

N°	Profils des participants	Date
1	Entretien collectif avec 4 femmes vendeuses de légumes et de lait caillé au marché de Thiemping – entre 30 et 60 ans – dont 2 veuves sans membres à l'étranger et 2 femmes mauritaniennes (19/01/2018)	19 janvier 2018
2	focus groupe de 5 hommes peuls-éleveurs et agriculteurs entre 50-70 ans qui n'ont pas migré, avec membres à l'étranger	Janvier 2018
3	Focus groupe 6 femmes entre 25 et 60 ans à Thiemping, janvier 2018	Janvier 2018
4	Entretien collectif avec 4 personnes de profils différents : un jeune griot de 25 ans, un boutiquier de 30 ans et deux éleveurs mauritaniens de 25 ans à Thiemping (18/01/2018)	18 janvier 2018



<b>5</b>	Focus groupe de 5 jeunes élèves entre 13 et 15 ans avec membres à l'étranger, dont en Europe (19/01/2018)	19 janvier 2018
<b>6</b>	Focus groupe des notables de Thiemping non migrants – 12 personnes entre 30 et 70 ans de profils différents - majorité de sebbé – agriculteurs, commerçants et embouche/élevage (16/01/2018)	16 janvier 2018

## A.5.2 Village 2 – Odobere (chef-lieu de Commune, région de Matam, département de Kanel) (terrain 1 et 3, resp. janvier 2018 et mars 2020)

### Entretiens individuels à Odobere

N°	Age	Sexe	Princ. actif dans le secteur agricole	Rôle
54	55	F	oui	Femme vendeuse de vêtements dans boutique - maraîchage complémentaire - membres en Europe, dont en Belgique (femme interrogée) - appuis irréguliers - 55 ans (29/01/2018)
55	25	H	oui	Jeune mécanicien haalpulaar de 25 ans - agriculture complémentaire - 2 enfants- membres en Europe - appuis (5 mars 2020)
56	67	H	oui	Chef de ménage - ex-fonctionnaire retraité- un notable - appartenance Sebbe -67 ans - non-migrants - membres en Europe - appuis (29/01/2018)
57	54	H	oui	Chef de ménage - président de l'ASUFOR et vice-président du casier de Wodoberé – 54 ans - sans membres en Europe - sans appuis (30/01/2018)
58	71	H	non	Chef de ménage - migrant de retour de France – 71 ans – association religieuse - vivant a Wodoberé - membres en Europe - appuis de membres et non-membres (30/01/2018)
59	70	H	non	Chef de ménage - migrant de retour de France 37 ans trésorier, section Paris, AVD (30/01/2018)
60	26	H	non	Entretien informel avec un jeune marchand ambulant de 26 ans - célibataire - sans enfants - membres en Europe - appuis irréguliers (30/01/2018)

+ maire de Odobere (cf. liste des personnes-ressources)

### Entretiens collectifs et focus groupes à Odobere (N=0)

Nous n'avons pas effectué de focus groupes ni d'entretiens collectifs à Odobere

### A.5.3 Village 3 – Thially (région de Matam, département de Kanel) – terrain 1 et 2 (resp. janvier 2018 et février 2018)

#### Entretiens individuels à Thially

N°	Age	Sexe	Princ. actif dans le secteur agricole	Rôle
62	50	H	oui	Chef de ménage - travailleur (« releveur ») du forage de Thially - agriculteur- éleveur et actif dans la politique agriculteur- éleveur -50 ans -sans membres à l'étranger
63	58	H	oui	Chef de village de Thially soubalo (partie pêcheurs) – 58 ans – pêcheur-agriculteur – sans membres à l'étranger
64	58	F	oui	Présidente du groupement des femmes agricultrices de Thially soubalo -Membres en Europe - Appuis 2 fils en France -58 ans
65	52	F	oui	Entretien avec la présidente du GIE Thially nord dans sa boutique – 52 ans – appui du fils en France pour Commerce et couture (prêts auprès du Crédit Mutuel Sénégalais) (03/02/2018)
66	50	H	oui	Chef de ménage - migrant de retour de France à Thially –50 ans - agriculteur - 28 ans en France, dont 12 ans sans papiers (03/02/2018)
67	50	H	oui	Chef de ménage - migrant retourné du Congo-Brazzaville temporairement- commerçant– membres en Europe - sans appuis - 50 ans (02/02/2018)
68	20	H	oui	Jeune homme de 20 ans – agriculteur et embouche bovine et ovine - sans membres en France - sans appuis
69	78	H	oui	Migrant de retour de France - retraité , membre actif de l'AVD en France -78 ans – 2 filles en France - agriculture et élevage de vaches et moutons
70	40	F	oui	Femme cultivatrice -maraîchère et commerçante - maccudo- sans membres à l'étranger
71	68	H	non	Président du comité de santé de Thially -68 ans – 7 enfants - sans membres à l'étranger -Migrant interne et international de la sous-région de retour permanent
72	28	H	non	Vice-président de l'ABT - Association de Baamtaré de Thially (ABT) – Nouvel Espoir de Thially (NET) à l'étranger – 28 ans - Etudiant Master 2 en géo à l'UCAD à Dakar - membres en France

73	48	H	non	Boutiquier - vente détail à Thially- président de l'association des commerçants du village
74	28	H	non	Infirmier haalpulaar chef de poste - 28 ans
75		H	non	Directeur d'école primaire de Thially - non Haalupaar (31/01/2018)
76	28	H	non	Secrétaire-général de l'AVD (Association Baamtaare Thially - ABT)-Dakar - 28 ans - sans enfants- membres en Europe -appuis
77	58	H	non	Migrant de retour permanent des USA, agriculteur - 58 ans – 4 enfants – sans membres à l'étranger - sans appuis (février 2019)
78	45	F	non	Femme de 45 ans propriétaire d'une boutique – non-migrante - sans membres à l'étranger – maraîchage en complément d'activité à Thially (03/02/2018)
79	45	H	non	Chef de ménage - menuisier métallique – 45 ans – non-migrant – maccube - sans membres à l'étranger - sans appuis (03/02/2018)
80	30	H	non	Chef de ménage - Tailleur maabobe– 30 ans – non-migrant – membres en France - appuis réguliers (03/02/2018)
81	48	H	non	Chef de ménage - Pêcheur - 48 ans - 4 enfants - membres en France - diversifie ses revenus via société de transport de cousin émigré -
82	62	H	non	Commerçant - membre de l'AVD - migrant de retour permanent de la sous-région après 36 ans
83	70	H	non	Commerçant - membre de l'AVD - Migrant de retour d'Afrique centrale et France (Le Havre) de Thially – 70 ans - retour temporaire - 52 ans à l'étranger - membres en Europe

### Entretiens collectifs à Thially (N=3, pas de femmes)

N°	Profils des participants	Date
7	Focus groupe hommes – 6 (ex-)pêcheurs (du groupe statutaire de pêcheurs Cubalbe) entre 30 et 60 ans, Thially nord (02/02/2018)	2 février 2018
8	Focus groupe avec les pêcheurs de Thially nord (soubalo) - 8 Hommes entre 30 et 65 ans	2 février 2018
9	Focus groupe Thially sud - 4 hommes agriculteurs entre 30 et 60 ans, dont deux qui ont déjà émigré dans la sous-région.	2 février 2018

### A.5.4. Village 4 – Garly (région de Matam, département de Matam) – (terrain 1 et 2, resp. janvier 2018 et février 2019)

#### Entretiens individuels à Garly

N°	Age	Sexe	Princ. actif dans le secteur agricole	Rôle
84	53	H	Oui	Entretien avec M. ex-éleveur – 53 ans - qui s'active dans la politique
85	48	H	Oui	Entretien avec O.D. un agriculteur endetté – 48 ans – 9 enfants
86	35	F	Oui	Entretien avec madame L - 35 ans – mari migrant au Gabon depuis 5 ans
87	90	F	Oui	Entretien avec C.B., mère de deux migrants au Gabon - 90 ans -agricultrice
88	4	H	Oui	Entretien avec S. – agriculteur -48 ans - sans membres en Europe
89	65	H	Oui	Entretien avec un éleveur de Garly – migrant interne de Dakar – de retour permanent -65 ans
90	50	F	Oui	Entretien avec une mère de 3 émigrés - 50 ans - dont un migrant émigré en situation irrégulière en France
91	65	H	Oui	Entretien avec un migrant retourné de France – 65 ans – agriculteur-embouche ovine
92	28	F	Oui	Entretien une femme de Garly dans son jardin - 28 ans - 2 enfants – maraîchère et petit commerce de savons – frères en Mauritanie
93	18	F	Oui	Sans emplois ; ex-étudiante 18 ans en décrochage (année sabbatique) - frère en France
94	21	H	Oui	Entretien avec un jeune homme de Garly – 21 ans - membre actif de l'ASC – footballeur de l'équipe de l'ASC
95	48	F	Oui	Entretien avec la présidente du groupement des femmes de Garly -50 ans – 5 enfants – sans membres en Europe
96	53	H	Oui	Entretien avec un éleveur-agriculteur Modi Diako – 53 ans - réfugié de Mauritanie à Garly depuis 10 ans - travaille pour leader politique

97	28	F	Oui	Femme maraîchère dans son jardin -28 ans - 2 enfants – maraîchère et petit commerce de savons
98	44	H	non	Chef de village - directeur d'école primaire à Ourosogui

## Entretiens collectifs et focus groupes à Garly (N=7, dont 4 de femmes)

N°	Profils des participants	Date
10	Focus groupe 5 cultivateurs - 5 chefs de ménages entre 40 et 60 ans	février 2019
11	Entretien collectif avec des agriculteurs -riziculteurs de GIE à Garly : 1. président du GIE Saré Moly I et 2. le trésorier de Saré Moly 2 (entre 30 et 60 ans)	Janvier 2018
12	Focus groupe avec 6 jeunes filles (15-20 ans)	Janvier 2018
13	Focus group 4 hommes agriculteurs à Garly (entre 30 et 60 ans)	Janvier 2018
14	Focus groupe groupement féminin- 7 femmes âge moyen du GPF - agriculture-maraîchage - embouche- petits commerces - vendeuses de légumes	Janvier 2018
15	Focus groupe 5 jeunes filles entre 14 et 15 ans	Janvier 2018
16	Focus groupe jeunes femmes 16-18 ans	Janvier 2018

## A.5.5. Village 5 – Dabia Odeji (région de Matam, département de Matam) – février 2019

### Entretiens individuels à Dabia Odeji

N°	Age	Sexe	Princ. actif dans le secteur agricole	Rôle
84	99	H	non	Migrant retourné du Gabon qui y resté 12 ans – 36 ans - diplôme licence en mathématique mais ne trouvait pas d'emploi – actuellement quincaillerie à Dabia - membres dans la sous-région
85	100	H	oui	Vendeur de poisson de sardinelles qui viennent de Saint-Louis– agriculteur de 38 ans – sans membres ni appuis de l'étranger
86	101	H	oui	Eleveur-boucher dibiterie – président d'un GIE d'élevage – analphabète – 47 ans – 5 enfants – 2 femmes – sans membres à l'étranger
87	102	H	non	Couturier haalpulaar de 40 ans – migrant de retour de 3 ans au Congo-Brazzaville dans le commerce – ensuite pu investir dans atelier de couture (patron) - membres en Afrique-centrale - Tooroobe
88	103	H	oui	Migrant de retour permanent d'Afrique-centrale – 53 ans- 12 enfants – 2 femmes -Agriculteur et conseiller municipal dans la commune de Dabia– membres en Afrique centrale
89	104	H	non	Migrant retraité retourné France et Belgique – 88 ans –ex-commerçant, analphabète fils en Italie – Tooroobe - Dabia
90	105	H	non	Entretien informel avec «migrant de retour volontaire » après 20 ans au Grand-Duché du Luxembourg – 50 ans
91	106	H	non	Chef de village - 50 ans – Tooroodo – membres en Europe – réside entre Dakar (travail) et village (fonction de chef) – jamais émigré
92	107	H	non	Secrétaire municipal de la commune de Dabia, pas migrant retourné – originaire de Thilogne – participe à l'initiative du projet de GIE des ressortissants de Thilogne (mobilisation de la diaspora de Thilogne pour investissements privés) (27 février 2019)
93	108	H	non	Directeur école primaire de Dabia-kobilo - haalpulaar : Aboubacar Kane (46 ans) en service depuis 2011 (27/02/2019)
94	109	H	non	Principal du collège (Collège d'Enseignement Moyen) de Dabia (27/02/2019)
95	110	H	oui	Président Association des Parents d'Elèves de Dabia - membres en Europe (27/02/2019)

96	111	H	non	Infirmier chef de poste de santé (ICP) de Dabia – M. Niam (25 février 2019)
97	112	H	non	Directeur de l'école maternelle de Diabia – haalpulaar Malick Ndao (27 février 2019)
98	113	F	oui	Présidente d'un GIE de femmes à Dabia Odeji – sans membres en Europe (25 février 2019)
99	114	H	non	Secrétaire Association Développement Dabia Odedji (ADDO) – femme de 24 ans – Bac + 2 (secrétariat) – membres au Congo-Brazzaville – sans membres en Europe

+ maire et secrétaire municipal de Dabia Odeji (cf. liste de personnes-ressources)

## Entretiens collectifs et focus groupes à Dabia Odeji (N=7, dont 2 de femmes)

N° Focus Groupe	Profils des participants	Date
17	Entretien collectif avec 3 jeunes doctorants ou spécialisations de master présents à la cérémonie de signature du projet Bosséa Dev – originaires de Dabia – sans membres proches en Europe (Dakar, Hotel Terrou-bi, janvier 2020)	janvier 2020
18	Entretien collectif avec 2 hommes migrants internes Baol (El HadjDia et Sarr) – propriétaire décortiqueuse – batteuse – sans membres en Europe - 36 et 38 ans	février 2019
19	Focus groupe de 4 hommes agriculteurs, dont le président d'un GIE PIV – 2 participants avec membres en Europe	février 2019
20	Entretien collectif deux hommes membres d'un GIE agricole à Dabia – hommes 35 et 40 ans – sans membres en Europe	février 2019
21	Entretien Focus groupe 3 jeunes filles 14-16 ans avec membres à l'étranger– deux élèves au collège de Dabia et une au lycée de Thilogne Dabia (maison du chef) – avec membres à l'étranger (Europe et USA)	février 2019
22	Entretien collectif de deux femmes au marché de Dabia de 60 et 63 ans– maraîchères et petit commerce – l'une avec membres dans la sous-région (deux fils) – et l'autre un fils au Congo-Brazzaville - qui les soutiennent	février 2019
23	Entretien collectif de deux cultivateurs-pêcheurs – 1 femme de 60 ans avec 8 enfants et 1 homme de 38 ans et 1 enfant- Dabia Odedji – jamais migrés	février 2019



## A.5.6. Village 6 – Orefonde (chef-lieu de Commune, région de Matam, département de Matam) – mars 2019

### Entretiens individuels à Orefonde

N°	Age	Sexe	Princ. actif dans le secteur agricole	Rôle
115	50	F	oui	Femme initiatrice du projet de jardin maraîcher -48 ans – mariée à un noble qui possède des terres - sans appuis de la diaspora, mais soutien de USAID Yaajeende
116	24	F	non	Femme Mayram Ndiaye – boutique de tissus - 24 ans – mariée et 2 enfants - sans membres à l'étranger et sans appuis externes
117	50	H	non	Directeur de l'école maternelle haalpulaar de Oréfondé -50 ans – 2 femmes et 5 enfants – niveau secondaire terminale
118	29	H	non	Couturier haalpulaar migrant retourné de Côte d'Ivoire (de 1997 à 2000- guerre) -29 ans qui a ouvert son atelier en 2007 et a 7 apprentis- – noble Djawando – sans appuis externes
119	19	H	non	Apprenti menuisier métallique sans membres à l'étranger ni appuis externes– 19 ans – quasi-analphabète
120	33	H	oui	Meunier - 33 ans, migrant interne originaire de Tambacounda arrivé il y a 6 ans - 2 enfants et 1 femme–niveau primaire - sans membres en Europe ni appuis externes
121	24	H	non	Tailleur bao-baol - 24 ans originaire de Touba – 2 enfants et 1 femme - Pas de membres en Europe, ni de soutiens externes
122	17	H	oui	Jeune meunier wolof originaire de Mbour arrivé il y a 2 ans- 17 ans - sans membres à l'étranger - ni appuis
123	18	H	oui	Jeune meunier 18 ans Baol-Baol arrivé à Orefonde il y a 3 ans– pas marié et sans enfants – pas d'agriculture -pas d'appuis externes (09/03/2019)
124	40	F	non	Femme de 40 ans - puéricultrice et gérante exécutive de l'aviculture– toorodo - sans appuis de ses membres en Europe – via

				connexions politiques (visite de la maison-poulailler)
125	45	H	non	Commerçant-boutiquier – originaire de Roumnde Diawbe – migrant de retour permanent de Mauritanie – sans membres en Europe – pas de soutien externe (09/03)
126	52	H	non	Commerçant boutiquier haalpulaar – migrant interne de Dakar de retour permanent dans son village d’origine Orefonde -pratique aussi le mraîchage et embouche de moutons de luxe - 8 enfants et 3 femmes – sans membres en Europe – sans appuis externes
127	44	H	non	Menuisier de bois – patron haalpulaar de 44 ans –6 enfants – 1 femme – migrant interne de Richard Toll et migrant international en Mauritanie - originaire de Orefonde retourné en 1993 - sans membres en Europe- sans appuis - Ablaye Watt 09/03
128	24	H	non	Jeune boutiquier haalpulaar tooroodo de 24 ans – 2 enfants et 1 femme - qui pratique aussi l’agriculture et l’embouche bovine – sans membres à l’étranger et sans apport externe (09/03)
129	28	H	non	Jeune couturier haalpulaar de 28 ans – 1 femme et 1 enfant – niveau primaire- sans membres à l’étranger – sans appuis externes (09/03)
130	87	H	non	Personne âgée de 87 ans – parti à Dakar en 1961, revenu en 1965 et resté depuis – 9 enfants, dont certains en Europe - - appui- frère du chef de village Ndiaye (09/03/2019)
131	22	F	non	Etudiante sage-femme de 22 ans - fille du chef de quartier/village Dabia Orefedonde – appui par son frère à Dakar – sans membres en Europe
132	62	H	oui	Migrant retourné de Guinée équatoriale pendant 15 ans – 62 ans - 12 enfants – 3 femmes – jardin-maraîcher familial - sans membres en Europe - pas d'appuis (6 mars 2019)
133	47	H	non	Teinturier de 47 ans (« goobo » en Pulaar) – 5 enfants – retourné de Dakar après 19 ans – un des 5 teinturiers de Orefonde -frère en France sans papiers – pas d’appuis (07/03/2019)

134	50	H	non	'Casté' forgeron (caste « Baïlo » en pulaar) de 50 ans à Orefonde – pratique comme un des derniers ce métier - sans membres en Europe – sans appuis extérieurs
135	48	F	oui	Femme haalpulaar de 48 ans propriétaire de ferme intégrée – success story – bien connectée
136	20	F	non	Jeune coiffeuse apprentie de 20 ans - avec soutien de membres en France
137	52	H	non	Charretier haalpulaar de 52 ans – 5 enfants – primaire – migrant de retour de Côte d'Yvoire 5 ans et Congo 4 ans – revenu en 2006 - sans appuis de l'extérieur
138	50	F	oui	Présidente d'un GIE et association pour vente de lait à Orefonde – agriculture et élevage – 50 ans – 5 enfants - reçoit soutien d'un des fils au Congo-Brazzaville
139	38	F	non	Entretien Trésorière - ADV Orefonde Dialagne – niveau bac – 38 ans (06/03/2019)
140		H	oui	Président de l'AVD de Orefondé (ADDOR) - membres en Europe - appui (mars 2019)
141	25	H	non	Président ASC – Adama Drame – professeur en math- 25 ans - marié – 1 enfant – originaire de Orefonde - a reçu soutien pour études universitaires
142	58	H	oui	Président Association des Parents d'Elèves de Orefonde depuis 2008– 58 ans – 7 enfants (Ecole primaire Orefonde ) (8 mars 2019)
143		H	non	Directeur école primaire Orefonde – créée en 2005 (8 mars 2019)
144	50	H	non	Proviseur du lycée Orefonde- wolof – 50 ans
145	48	H	non	Maire de Orefonde – originaire de village voisin Asndé Balda (05/03/2019)
146		H	non	Entretien secrétaire municipal et gestionnaire du forage – un seul construit en 1987 (Sam)
147	56	H	non	Entretien Président association des charretiers – 56 ans – migrant de retour permanent de la sous-région (Côte d'Yvoire et Gabon) – sans diplôme (06/03/2019)
148		H	non	Entretien Infirmier chef de Poste de Santé
149	47	H	oui	Entretien chef du village Dabia-Orefonde (un des 3 villages de la Commune de Orefonde avec seulement 6 émigrés en Europe)- 47 ans –sans membres en Europe

150	60	H	non	agriculteur et agent prestataire de services - agent de développement PAM – sans membres à l'étranger – 60 ans – 7 enfants
-----	----	---	-----	--

## Entretiens collectifs et focus groupes à Orefonde (N=8, dont 2 de femmes)

N°	Profils des participants	Date
24	Entretien collectif avec un commerçant et un menuisier haalpulaar originaires de Orefonde - 40 ans et 45 ans – chefs de ménage de 4 et 6 enfants - jamais émigrés à Orefonde – avec membres en Europe – reçu petit appui pour leur entreprise respective	10 mars 2019
25	Entretien collectif avec deux commerçants haalpulaar– quincaillerie 39 ans et vendeur de tissus 38 ans à Orefonde – Djawambe nobles – mariés	9 mars 2019
26	Entretien collectif avec deux élèves originaires de Orefonde en terminal L2 du lycée de Bokidiawé – avec membres à l'étranger	8 mars 2019
27	Entretien collectif de 3 jeunes entre 16 et 19 ans, dont deux des trois ont des membres du ménage dans la sous-région - Ressortissants de Loumbal Baladji -village qui fait partie de la commune de Orefonde (09/03)	8 mars 2019
28	Focus groupe 6 femmes cultivatrices d'un GIE jardin-maraîcher de 29 personnes, maraîchères et petit commerce – entre 30 et 60 ans à Orefonde (7 mars 2019)	8 mars 2019
29	Focus Groupe de 5 femmes cultivatrices du jardin-maraîcher en GPF, dont la présidente du GPF + visite de champs (PAM et chef de village)	7 mars 2019
30	Focus groupe 8 chefs de ménage - agriculteurs-éleveurs à Orefonde – entre 30 et 70 ans	7 mars 2019
31	Focus groupe d'introduction avec chef de village - 14 chefs de ménage principalement agriculteurs en complément à d'autres activités - entre 30 et 70 ans	7 mars 2019

### A.5.7. Village 7 – Doumga Lao (chef-lieu de Commune, région de Saint-Louis, département de Podor) - mars 2019

#### Entretiens individuels à Doumga Lao

N°	Age	Sexe	Princ. actif dans le secteur agricole	Rôle
153	50	H	non	Commerçant-boutiquier de Doumga- 50 ans – non-migrant - 5 enfants - sans membres en Europe – sans appuis extérieurs
154	52	F	oui	Vendeuse de légumes au marché villageois de Doumga, 52 ans – 1 fils en Mauritanie – reçoit son soutien
155	57	H	non	Bijoutier (« Bailo ») haalpulaar de Doumga Lao- appris son métier chez son cousin à Dakar –57 ans - sans membres en Europe ni appuis externes
156	49	H	non	Professeur haalpulaar au collège de Pete – migrant de retour permanent de la sous-région depuis 5 ans – 49 ans - membres en Europe, dont en Belgique
157	43	H	non	Boutiquier - Migrant de retour du Cameroun – 43 ans – membres en Europe et sous-région- reçoit soutien
158	20	H	non	Boulangier, 20 ans gérant - célibataire – sans membres en Europe – son père a financé le démarrage de la boulangerie en vendant quelques bœufs – niveau primaire
159	37	H	oui	Migrant retourné 37 ans Dakar et Cote d’Ivoire – agriculteur – volontaire au programme de sensibilisation de Croix Rouge avec UNHCR et OIM- 2 enfants – 1 femme – sans membres en Europe ni appuis externes (17/03/2019)
160	51	H	oui	Migrant retourné du Gabon -51 ans – 10 enfants, dont 8 au Gabon – Maaboobe (caste des tisserands) - sans membres en Europe
161	35	F	oui	Femme haalpulaar de 35 ans active dans le GPF et le petit commerce – poterie - 5 enfants – sans diplôme – mari émigré dans la sous-région – appui de son mari (14/03/2019)
162	68	H	oui	Migrant retourné du Gabon - grand-frère d'un migrant interrogé en Belgique -68 ans
163	65	F	oui	Femme haalpulaar de 65 ans - propriétaire de verger à Doumga Lao – avec membres en Belgique et USA- reçoit soutien
164	27	F	non	Couturière et gérante multi-services de transferts – 27 ans - originaire de Kayes au Mali – sans enfants – sans appuis de l'étranger (16/03/2019)

165	30	F	non	Commerçante boutiquière parfumerie – 30 ans – petits appuis de membres en Europe
166	30	H	non	Jeune marabout 30 ans – école coranique- Doumga Lao - appuis de non- membres à l'étranger
167	17	F	non	Jeune fille élève de Wandé (village soubalbé) à Doumga chez tuteur –17 ans - avec membres dans la sous-région
168	65	F	non	Vendeuse au marché — 65 ans- maccube – sans membres à l'étranger
169	65	H	non	Migrant retourné sous-région - Congo-Brazzaville et autres Cote d'Yvoir et Guinée Conakry - 65 ans– 1 femme et 4 enfants – boutiquier et éleveur-cultivateurs
170	50	H	oui	Agriculteur -maraîcher de 50 ans - membres à l'étranger – appuis de ses fils en Europe
171	47	F	oui	Commerçante sans membres à l'étranger– jardin - 47 ans - maccube
172	35	F	oui	Femme de 35 ans – maraîchère au jardin maraîcher d'oignon – et travaille au poste de santé de Doumga – sans membres à l'étranger
173	60	H	non	Chef de ménage et fonctionnaire à la SAED département de Podor– membres en Belgique
174	38	H	non	Directeur de l'école Hamidou Fall – 38 ans – originaire de Podor -Wolof
175	67	H	non	Entretien adjoint du maire – agriculteur et éleveur – grand-frère du chef de village (16/03/2019)
176	50	H	non	Entretien Chef de village Doumga Lao –50 ans – migrant de retour du Gabon durant 14 ans – Tooroobe - sans membres en Europe
177	34	H	non	Entretien Infirmier Chef de Poste ICP
178		H	non	Entretien Principal Collège – originaire de Djoubalel – haalpulaar - presque toute sa famille a émigré en Europe et aux USA, Afrique-Centrale
179	50	F	oui	Entretien présidente GPF Baamtaare Réwbé Doumga – 50 ans - noble Djawambé (14/03/2019)
180	64	H	non	Entretien Imam Ratib (grande mosquée - coupole) depuis 20 ans -64 ans – 5 enfants - sans membres en Europe
181	58	F	oui	Entretien présidente du GPF de maraîchage comme activité principale Bambaare Rewbe Doumga lao, 58 ans – sans membres à l'étranger
182	64	H	non	Entretien président de l'Association des Parents d'Elèves de Doumga Lao – 64 ans – caste de Maabobe (tisserands) - migrant de retour en 2006 du Gabon durant 28 ans – sans membres en Europe

				Maire de Doumga Lao
--	--	--	--	---------------------

+ maire de Doumga Lao (et Adjoint du maire-compté dans ce tableau)

## Focus groupes et entretiens collectifs à Doumga Lao (N=2, pas de femmes)

N°	Profils des participants	Date
32	Entretien collectif 2 personnes projet gestion des déchets - GP-GOM les Yvelines – Doumga Lao est un des villages partenaires (Doumga Lao, février 2020)	16 mars 2019
33	Focus groupe 5 jeunes haalpulaar élèves du collège qui habitent dans de petits villages voisins du Dande Maayo dans la maisonnée du chef de village – qui est leur tuteur pour le collège (14-17 ans)	17 mars 2019



### A.5.8. Village 8 – Vordé (village d’agriculteurs – pêcheurs, région de Saint-Louis, département de Podor) – mars 2019

#### Entretiens individuels à Vordé

N°	Age	Sexe	Princ. actif dans le secteur agricole	Rôle
183	52	F	oui	Entretien présidente du GPF de Wandé (environ 120 femmes, crée en 1989) – femme de 52 ans – 6 enfants – sans membres en Europe, quelques appuis de migrants internationaux dans la sous-région - soutien programme ANCAR (Etat sénégalais) – jardin-maraîcher et poulailler
184	48	H	oui	Entretien avec un chef de ménage– notable agriculteur -48 ans - intermédiaire du GPF 57 femmes bénéficiaire du projet de ANCAR – sans membres en Europe, sans appuis de migrants (13/03/2019)
185	50	H	oui	Entretien avec un chef de ménage pêcheur-agriculteur 50 ans – groupe statutaire cubalbe (pêcheurs) - sans membres à l'étranger, sans appuis de migrants (13/03/2019)
186	60	H	oui	Entretien avec un chef de ménage 60 ans – périmètre privé de 1 à 2 ha en bordure de Fleuve sans appuis de migrants en Europe, mais membres dans la sous-région – principalement Mauritanie (Nouadibou et Nouakcote) (13/03/2019)

#### Focus groupes et entretiens individuels à Vordé (N=2, dont 1 de femmes)

N°	Profils des participants	Date
34	Focus groupe 5 femmes entre 35 et 65 ans – activités de revenus dans l’agriculture-maraîchage -pêche et petit commerce - sans appuis de migrants en Europe, mais membres dans la sous-région – principalement Mauritanie (Nouadibou et Nouakcote) (13/03/2019)	13 mars 2019
35	Focus groupe 4 hommes chef de ménage du groupe statutaire de pêcheurs (Cubalbe) et agriculteurs – petit élevage et embouche bovine et ovine –	13 mars 2019

sans appuis de migrants en Europe, mais membres dans la sous-région – principalement Mauritanie (Nouadibou et Nouakcote) (13/03/2019)

### A.5.9. Village 9 – Tourguénoï (village d'éleveurs, région de Saint-Louis, département de Podor) – mars 2019

#### Entretiens individuels à Tourguénoï

N°	Age	Sexe	Princ. actif dans le secteur agricole	Rôle
187	70	H	oui	Entretien représentant des éleveurs au village Sy – 70 ans – ancien migrant saisonnier dans la sous-région – jamais émigré en Europe - discussion sur l'apport des émigrés etc. (mars 2019)
188	44	H	non	Entretien chef de village - éleveur et marabout/imam - enseigne à l'école coranique - 44 ans - famille éloignée en Europe, dont migrant international de retour de Belgique actif en politique (mars 2019)

#### Focus groupes et entretiens collectifs à Tourguénoï

N°	Profils des participants	Date
36	Focus groupe avec 5 éleveurs chefs de ménages -sans membres en Europe, certains dans la sous-région – discussion principalement sur les changements de l'environnement et les stratégies de diversification des ressources (mars 2019)	mars 2019
37	Focus groupe avec 8 hommes chefs de ménage - éleveurs, dont certains semi-nomades du Diéri – surtout sur le thème de l'eau (les forages et bassins d'abreuvoirs) – pas de membres du ménage en Europe – sauf un ; plusieurs ont des membres dans la sous-région (mars 2019)	mars 2019

### A.5.10 Village 10 – Mboumba (Village et Commune, région de Saint-Louis, département de Podor) – terrain 3 (février -mars 2020)

#### Entretiens individuels à Mboumba

N°	Age	Sexe	Princ. actif dans le secteur agricole	Rôle
189	67	H	non	Entretien migrant de retour de France –retraité de 67 ans - futur nouveau chef de village de Soubalo – appartenance Cubalbe (pêcheurs) – membres en Europe (Soubalo, 23 février 2020)
190	50	H	oui	Entretien chef de village de Mboumba Soubalo – 50 ans – migrant de retour de Dakar – sans membres du ménage en Europe – sans appuis de migrants (23 février 2020)
191	48	H	non	Entretien instituteur haalpulaar de l'école de Mboumba Soubalo -48 ans, célibataire, sans enfants – sans membres du ménage en Europe – sans appuis (Soubalo, février 2020).
192	42	F	oui	Entretien présidente groupement des femmes (GPF) et seule représentante de Mboumba Soubalo au conseil municipal de Mery (sur 46 sièges au total) – 42 ans – niveau école primaire – sans membres en Europe – sans appuis (19 février 2020).
193	33	F	oui	Entretien femme agricultrice - maraîchère et embouche ovine (bénéficiaire de projet ONG Mon-3) -appartenance sociale des Cubalo (pêcheurs), 33 ans, 3 enfants – sans membres du ménage en Europe – sans appuis (18 février 2020)
194	38	H	non	Entretien migrant de retour permanent de Gambie et Mauritanie – couturier et agriculteur en hivernage - 38 ans – appartenance Cubalbe - petit frère / cousin d'un migrant originaire de Soubalo interrogé en Belgique – partie du parcours migratoire en commun (Soubalo, 26 février)
195	58	H	non	Entretien trésorier comité de gestion des forages de Soubalo, migrant de retour Gambie - 58 ans – appartenance Cubalbe (pêcheur) – agriculteur et embouche ovine – sans membres de ménage en Europe – sans appuis (Soubalo, 26 février 2020)
196	39	H	oui	Entretien berger des vaches des membres de village de Soubalo ('en délégation'), 39 ans, migrant fulbe originaire de Mauritanie, sans membres à l'étranger -sans appuis (Soubalo, 22 février 2020)
197	28	F	non	Entretien jeune femme - petit commerce - embouche ovine - non-migrante - 28 ans

198	26	H	oui	Entretien jeune-homme - agriculteur - pêcheur et embouche bovine et ovine - migrant de retour de Côte d'Ivoire - 26 ans
199	28	H	non	Entretien jeune diplômé de 28 ans de Mboumba de l'UCAD - appartenance de la caste des nyènyobé (caste des artisans) – célibataire- sans enfants - sans membres en Europe, sans appuis (Mboumba, février 2020)
200	30	H	non	Entretien migrant interne de Dakar – retour temporaire au village (30 ans – BAC – membre actif de l'ADM) – membres en Europe, en France – quelques appuis irréguliers (Mboumba, 5 février 2020)
201	50	H	non	Entretien migrant de retour de France de 50 ans qui a une quincaillerie à Mboumba – membres en France – sans appuis (Mboumba, 8 février 2020)
202	35	H	non	Entretien Samba de Mboumba - migrant interne à Dakar – 35 ans – maccudo – employé au port de Dakar - niveau classe 3ème lycée (pas de bac) – actif dans la politique (Mboumba, 5 février 2020)
203	40	H	non	Pharmacien de Mboumba- 40 ans - Originaire de Mbour (Mboumba, février 2020)
204	40	H	non	Entretien avec le gérant de la principale Agence de transferts d'argent à Mboumba (Orange Money, Ria, Wari,...), avec La Poste (moneygram, western Union) – noble Djawambé – membres en Europe, sans appuis – pas nécessaire (Mboumba, mars 2020)
205	19	H	non	Entretien jeune élève en terminale - 19 ans de Mboumba – membres éloignés en Europe (cousins) – sans appuis (Mboumba, 15 février 2020)
206	30	H	non	Entretien chef de ménage – appartenance « Bailo » (famille Thiam) - travaille comme enseignant au collège maths et sciences naturelles à Pété 30 ans – originaire de Mboumba – 2 enfants – membre de l'ADM - sans membres en Europe - sans appuis (Mboumba, 18 février 2020)
207	55	F	non	Entretien vice-présidente GPF Nafore – commerçante/entrepreneure agricole – non-migrante - célibataire – 55 ans - 5 enfants – Maccudo – sans membres en Europe – sans appuis (Mboumba, 17 février 2020)
208	23	F	oui	Entretien avec la fille de la vice-présidente du GPF Nafore – 23 ans – mariée – sans enfants – niveau collège 3ème - sans membres en Europe – sans appuis (Mboumba, 17 février 2020)
209	55	H	non	Entretien avec un artiste-musicien engagé pour Mboumba son village d'origine - migrant international circulaire - plusieurs enfants – résidé dans plusieurs pays africains et européens (Allemagne, Suède, France, Belgique, ...) – +-55 ans - membres

				en Europe – sans appuis – trouve des partenaires comme ONG Globe (Mboumba, 16 février 2020)
210	52	F	oui	Entretien deuxième Vice-présidente Fedde Nafore – appartenance noble Djawambé – réside actuellement à Dakar – travaille souvent pour ONG et partenaires de développement – 52 ans - pas de membres proches en Europe – appuis de frère migrant retraité de France (Mboumba, 17 février 2020)
211	62	H	oui	Entretien avec un agriculteur -expert agricole de Mboumba – 62 ans – ex-ONG – membre actif de l’AVD (ADM) - membres à l’étranger, dont en Belgique – reçoit quelques appuis irréguliers (Mboumba, 26 février 2020)
212	50	H	oui	Entretien responsable de la Sipa de Mboumba - 50 ans (frère de l’artiste-musicien engagé) – sans membres proches en Europe – sans appuis (Mboumba, 22 février 2020)
213	60	H	non	Entretien responsable chef de garage de Mboumba – 60 ans – sans membres proches en Europe – sans appuis (Mboumba, 2 mars 2020)
214	58	H	non	Entretien avec le proviseur du lycée de Mboumba – Haalupaar – noble Djawambe - 58 ans – membres famille éloignée en Europe, dont en Belgique – sans appuis (Mboumba, 2 mars 2020)
215	30	H	non	Entretien avec la sage-femme Mboumba – 30 ans - sans membres proches en Europe – sans appuis personnels (25 février 2020):
216	45	H	non	Entretien Infirmier Chef de Poste (ICP), 45 ans – origine malienne – sans membres proches en Europe – sans appuis personnels (Mboumba, 25 février 2020)
217	60	H	non	Entretien cofondateur de l’AVD de Mboumba (ADM) – migrant interne de retour temporaire de Dakar - membre actif section à Dakar, appartenance statutaire Djawambe – 60 ans - pas de membres du ménage en Europe – sans appui (Mboumba, 26 février 2020)
218	48	H	non	Entretien animateur de la « radio communautaire Demet » – sans membres de ménage en Europe – 48 ans - sans appuis (Mboumba, 20 février 2020).
219	48	H	non	Maire titulaire de Mboumba - résident à Dakar (Mboumba, 16 février 2020)
220	50	H	non	Entretien avec le deuxième adjoint du maire de Mboumba, maire résident- propriétaire de deux boutiques, 50 ans, appartenance noble Tooroodo – sans membres proches en Europe, sans appuis (20 février 2020)

221	55	H	non	Entretien avec un conseiller municipal de Mboumba – 55 ans - polygame – 5 enfants – niveau bac – polygame – non-migrant - membres en Europe, en France – ne reçoit pas d’appuis (19 février 2020)
222	25	H	non	Entretien migrant interne de Dakar en retour temporaire dans son village d’origine Mboumba – universitaire Ma 2 Journalisme– 25 ans - membre actif de l’ADM à Dakar – sans membres en Europe – sans appuis (Mboumba, 19 février 2020)
223	48	H	oui	Entretien informel avec la tante de 48 ans du jeune diplômé de 28 ans (non-migrante), de la caste des nyeenyobé (bailo, forgeron, au féminin) vient se mêler à la discussion – sans membres en Europe, sans appuis externes (Mboumba, février 2020).

#### Entretiens informels dans des villages voisins lors du terrain à Mboumba :

224	44	H	non	Entretien informel avec un migrant de retour permanent après 25 ans en Italie – (cérémonie/ziarra dans un village voisin de Soubalo à Abdallah, 02/03/2020)
225	52	H	non	Entretien informel avec un migrant de retour temporairement en vacances à Boborel de Tennessee (USA)(village voisin de Nouma à Boborel, 01/03/2020)
226	45	H	non	Entretien avec un enseignant en mathématique du lycée de Meri (village chef-lieu de Commune voisin de Mboumba) – actif en politique – bras droit du maire de Méry (et Directeur-général de la SAED) – sans membres proches en Europe – sans appuis (Méry, 27 février 2020)
227	44	F	non	Entretien informel avec un migrant retour temporaire/circulaire des Pays-Bas (Rotterdam) de Abdallah (commune de Méry) -44 ans (cérémonie/ziarra dans un village voisin de Soubalo à Abdallah, 02/03/ 2020)

Focus groupes et entretiens collectifs à Mboumba (N=1, pas de femmes) :

N° Focus Groupe	Profils des participants	Date
-----------------	--------------------------	------

38	Entretien collectif avec le Maire titulaire de Mboumba (maître sada Ndiaye) de Mboumba, avec un fonctionnaire-délégué à la SAED, et deux chefs de GIE (Mboumba, 16 février 2020)	16 février 2020
----	--	-----------------------

### A.5.11. Village 11 – Nouma (village d'éleveurs, région de Saint-Louis, département de Podor) – terrain 3 (février 2020)

#### Entretiens individuels à Nouma

N°	Age	Sexe	Princ. actif dans le secteur agricole	Rôle
248	50	H	oui	Entretien chef de village (Ardo) de Nouma – sans membres de son ménage en Europe, mais son frère est en Belgique – éleveur Peul– appartenance Riimbe Fuulbe (Nouma, 28 février 2020)
249	17	F	oui	Entretien avec une des filles du chef de village de Nouma - 17 ans – sans membres proches en Europe (mais oncle en Belgique) – sans appuis réguliers – arrêté l'école en primaire (Nouma, 23 février 2020)
250	17	F	non	Entretien avec une autre fille– amie de la fille du chef – 17 ans – sans membres proches en Europe – sans appuis – va au collège de Mboumba (Nouma, 23 février 2020)
251	22	H	oui	Entretien avec un des fils du chef de village de Nouma – éleveur et berger de 22 ans – célibataire – sans diplôme quasi-analphabète - sans membres proches en Europe (sauf son oncle en Belgique) – sans appuis réguliers (28 février 2020)
252	55	H	oui	Entretien avec un chef de ménage - éleveur de 55 ans - responsable Association des parents d'Elèves
253	48	F	oui	Entretien avec une femme d'éleveur-berger semi-nomade - 48 ans (riimbe fuulbe) –5 enfants – sans membres proches en Europe – sans appuis (Nouma, 28 février 2020)
254	38	H	non	Entretien avec le directeur de l'école primaire - non haalpulaar (originaire du sud du Sénégal)- 38 ans -2 enfants
255	27	H	non	Entretien avec un enseignant de l'école primaire de Nouma - originaire du village voisin Boborel - 27 ans - sans enfants

#### Focus groupes et entretiens collectifs à Nouma (N=2, dont 1 de femmes)

N°	Profils des participants	Date
----	--------------------------	------



39	Entretien collectif avec 4 femmes entre 25 et 50 ans - au jardin maraîcher du partenaire de Nouma, l'ONG espagnole Món-3 (Nouma, 27 février 2020)	27 février 2020
40	Focus groupe avec 12 chefs de ménage de Nouma - éleveurs et bergers - complètent revenus par d'autres activités (commerce -agriculture en hivernage) – majorité sans membres en Europe – certains dans la sous-région et Dakar (27 février 2020)	27 février 2020

### **A.5.12. Village 12 – Soubalo (village de pêcheurs, Commune de Méry, région de Saint-Louis, département de Podor) – terrain 3 (février -mars 2020)**

#### Entretiens individuels à Soubalo

N°	Age	Sexe	Princ. actif dans le secteur agricole	Rôle
256	67	H	non	Entretien migrant de retour de France –retraité de 67 ans - futur nouveau chef de village de Soubalo – appartenance Cubalbe (pêcheurs) – membres en Europe (Soubalo, 23 février 2020)
257	50	H	non	Entretien chef de village de Mboumba Soubalo – 50 ans – migrant de retour de Dakar – sans membres du ménage en Europe – sans appuis de migrants (23 février 2020)
258	48	H	non	Entretien instituteur haalpulaar de l'école de Mboumba Soubalo -48 ans, célibataire, sans enfants – sans membres du ménage en Europe – sans appuis (Soubalo, février 2020).
259	42	F	oui	Entretien présidente groupement des femmes (GPF) et seule représentante de Mboumba Soubalo au conseil municipal de Mery (sur 46 sièges au total) – 42 ans – niveau école primaire – sans membres en Europe – sans appuis (19 février 2020).
260	33	F	oui	Entretien femme agricultrice - maraîchère et embouche ovine (bénéficiaire de projet ONG Mon-3) -appartenance sociale des Cubalo (pêcheurs), 33 ans, 3 enfants – sans membres du ménage en Europe – sans appuis (18 février 2020)
261	38	H	non	Entretien migrant de retour permanent de Gambie et Mauritanie – couturier et agriculteur en hivernage - 38 ans – appartenance Cubalbe - petit frère / cousin d'un migrant originaire de Soubalo interrogé en Belgique – partie du parcours migratoire en commun (Soubalo, 26 février)
262	58	H	oui	Entretien trésorier comité de gestion des forages de Soubalo, migrant de retour Gambie - 58 ans – appartenance Cubalbe

				(pêcheur) – agriculteur et embouche ovine – sans membres de ménage en Europe – sans appuis (Soubalo, 26 février 2020)
263	39	H	oui	Entretien berger des vaches des membres de village de Soubalo ('en délégation'), 39 ans, migrant fuulbe originaire de Mauritanie, sans membres à l'étranger -sans appuis (Soubalo, 22 février 2020)
264	28	F	oui	Entretien jeune femme - petit commerce - embouche ovine - non-migrante - 28 ans
265	26	H	oui	Entretien jeune-homme - agriculteur - pêcheur et embouche bovine et ovine - migrant de retour de Côte d'Ivoire - 26 ans

Focus groupes et entretiens collectifs à Soubalo (N=1, pas de femmes):

N°	Profils des participants	Date
41	Entretien collectif avec 3 personnes engagées politiquement chez le chef de village de Soubalo - 2 conseillers municipaux à Dioudé – appartenance sociale sebbés et le président départemental de l'association des handicapés (Soubalo, 28 février 2020)	28 février 2020

### A.5.13. Extrait d'entretien avec Pape Biram Thiam, directeur du PAISD, Bruxelles, 12 juin 2020

**Pouvez-vous présenter le PAISD et votre travail de mobilisation de la diaspora dans la Moyenne-vallée du Fleuve dans le contexte des changements environnementaux, svp ?**

Moi je m'investis là-dessus depuis **15 ans et puis on est à la 4<sup>e</sup> phase du PAISD**. Au départ ça a été **créé en 2005 pour que ça dure 3 ans**, toutes les évaluations ont été positives avec une très **forte attente de la diaspora** qui voulait vraiment qu'on puisse les soutenir parce que ce qu'on fait ici dans le cadre de ce dispositif, on est **uniques au monde**. Prendre de l'argent public et les mettre dans les mains des populations locales, bon, ce n'est pas si évident que ça et c'est des projets, des subventions qui peuvent dépasser les quelques millions d'euros. Donc voilà ça demande une **gouvernance assez particulière** et puis de partir sur la base des mesures qui sont exprimées par les populations. A partir de là, on a choisi aussi d'aller dans des **secteurs très essentiels que ce soit l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, les aménagements hydro-agricoles justement par rapport à la thématique que vous évoquez, les questions de formation professionnelle et des questions d'état civil** parce que la particularité du dispositif c'est que nous on intervient exclusivement dans les zones de départ, de nos diasporas. Au départ on travaillait que sur le territoire français et dans la phase actuelle on a élargi à d'autres diasporas, sénégalaises, en **Belgique**, en Espagne et en Italie.

Bien sûr **avec la France**, l'avantage que nous avons c'est qu'en France on a des primo-arrivants avec des **politiques publiques extrêmement favorables pour soutenir des initiatives portées par les diasporas qui datent depuis très longtemps avec les dispositifs de soutien OSIM avec des subventions que le Ministère des Affaires Etrangères français avait mis en place** avec des structures qui ont finalement facilité la création du FORIM en France le forum des organisations issues de la migration, on a eu à un moment donné même **le FONGIP** qui concernait les jeunes issus de la migration. Donc voilà, ce sont des choses extrêmement essentielles, mais nous on n'est **pas seulement dans le financement des infrastructures, on veut aussi mobiliser l'expertise**. Par exemple, aujourd'hui dans le dispositif du PAISD, il est possible de mobiliser l'expertise hautement qualifiée des Sénégalais établis sur ces territoires-là<sup>479</sup>, et idem, également des jeunes de la diaspora et qui veulent mener des actions de solidarité dans le cadre justement dans le cadre du soutien qu'ils peuvent apporter au pays d'origine de leurs parents<sup>480</sup>. Mais alors parlons justement de changement climatique déjà à l'époque je sais que le **plan climat régional, de la région de Dakar justement c'est nous qui avons mobilisé des experts issus de la diaspora**. On a un jeune volontaire qui est venu et qui est resté pendant un an auprès du conseil régional de Dakar pour justement aider à l'élaboration du plan climat territorial de la région de Dakar.

<sup>479</sup> Dès 2003, la Direction de la Coopération technique du Sénégal a lancé le recensement des experts hautement qualifiés de la diaspora mobilisables. Les Sénégalais établis à l'étranger ont répondu favorablement en manifestant leur intérêt et leur disponibilité. Cette action s'est traduite par la mise en place d'une base de données dénommée Senexpertise. Celle-ci existe encore aujourd'hui.

<sup>480</sup> Le PAISD a encouragé le développement d'une solidarité intergénérationnelle en créant, à partir de 2010, un dispositif dédié aux jeunes issus de la diaspora sénégalaise établis en France dénommé « Volontariat de Solidarité pour le Développement / VSD ». Des missions d'expertise et de volontariat ont été organisées au Sénégal, au service de structures d'accueil, telles que l'Agence Nationale de la Petite Enfance et de la Case des Tout Petits, ou encore le Collège d'enseignement secondaire de Thilogne (région de Matam, dans le Nord du Sénégal).

## Annexe 6.

### Liste des entretiens avec les personnes-ressources interrogées dans la région du Fouta-Toro

- Maire de Odobere (Odobere, 29/01/2018)
- Maire de Dabia Odeji (Dabia Odeji, février 2019)
- Entretien avec le secrétaire municipal de Dabia Odeji (Dabia Odeji, février 2019)
- Maire de Orefonde (Orefonde, février 2019)
- Maire titulaire de Mboumba (Mboumba, février 2020)
- Maire-adjoint de Mboumba (Mboumba, février 2020)
- Maire de Doumga Lao (Mboumba, février 2019 ; Bruxelles, août 2019)
- Maire-adjoint de Doumga Lao (Doumga Lao, février 2019)
- Entretien responsable de la Convergence des jeunes Républicains du département de Matam (COJER) qui est la section des jeunes du parti du président du Sénégal APR - 30 ans– originaire de Orkadiere (Dakar, 21/03/2020)
- Entretien avec le frère du chanteur Baaba Maal -50 ans - à Podor – co-responsable du projet Nann-K (Podor, mars 2020)
- Entretien informel avec un migrant de retour permanent de France, ex-consul honoraire de France – membres en France (Kanel, 13 mars 2020)
- Entretien avec un journaliste *Les Echos du Fleuve Sénégal* (Podor, 24 février 2020)
- Entretien topographe – société sous-traitante SN Topo de Dakar (Orefonde, 09/03/2019)
- Entretien informel avec le fondateur de l'ONG Globe – partenaire de Mboumba, notamment pour le Festival à Sahel Ouvert (Mboumba, 18 février 2020)
- Entretien migrant de retour permanent du Gabon Galadjo Soumaré - conseiller municipal de la Commune de Méry, membre de la commission domaniale, président de GIE Dioudé 2, cultivateur) – sans membres du ménage en Europe – sans appuis -55 ans (Soubalo, 28 février 2020)
- Entretien conseiller municipal de Dioudé, membre de la commission éducation ; éleveur-appartenance Sebbé - 59 ans – non-migrant - sans membres du ménage en Europe – sans appuis (Soubalo, 28 février 2020)
- Entretien avec un agent gestion foncière formée par l'AIDEP, titrisation des terres. Système d'information Foncier (SIF)(Commune de Méry, 25 février 2020)
- Entretien avec un agent de l'Agence Développement Local (ADL) Mery (Commune de Méry, 25 février 2020)
- Entretien avec le président départemental des handicapés (Soubalo, 28 février 2020).
- Entretien migrant de retour temporairement en vacances à Boborel de Tennessee (USA)(village voisin de Nouma à Boborel, 01/03/2020)
- Chef de chantier salarié sous-traitant privé de la SAED - RC constructions - PIV 630 ha (entre autre 66 ha de Thiemping) (Thiemping, février 2019)



## Annexe 7.

### Liste des entretiens avec les personnes-ressources dans les banlieues de Dakar

- 4 entretiens avec des gérants de boutiques multi-services (transferts d'argent), dont 2 à Guédiawaye, 1 à Pikine et 1 à Thiaroye-sur-mer, 15-20 janvier 2019.
- Chef/délégué de quartier Thalibou Bess avec son conseiller Soumaré sur le Fouta qui vient de Ouro Sogui (Pikine), 30 janvier 2019.
- Chef de quartier Touba Thiaroye dans la Commune de Djiddah Thiaroye Kao (Guédiawaye)
- Chef/délégué de quartier Mbatal (Thiaroye Azur), 2 février 2019.
- Chef/délégué de quartier Gibraltar – Arrondissement Sahm Notaire Guédiawaye), 28 janvier 2019.
- Maire de Sam notaire (Commune de Guédiawaye), 25 janvier 2019
- Responsable commandant des sapeurs-pompiers de l'arrondissement de Guédiawaye, 15 janvier 2019
- Entretien avec l'Imam du quartier Leona City (Yeumbeul Nord), 30 janvier 2019.
- Entretien avec l'Imam du quartier de Médina Gounass 4 (Guédiawaye), 27 janvier 2019.
- Entretien avec l'Imam du quartier de Pikine Aïnoumane 2 (Pikine), 10 février 2019.
- **9 entretiens collectifs** à Guédiawaye, Pikine et Thiaroye, en janvier 2019, dont :
  - 3 avec des jeunes femmes migrantes internes originaires de villages du Fouta-Toro (entre 17 ans et 25 ans) au Centre de formation de coiffure et de couture (Eva, à Guédiawaye)
  - 1 avec 3 jeunes hommes migrants permanents originaires de Thiemping à Guédiawaye, Médina-Gounass (entre 17 et 22 ans)
  - 2 avec des jeunes migrants internes temporaires originaires de Thially à Pikine Talibou Bess dans un atelier de couture financé par un migrant en France (entre 17 et 30 ans)
  - 3 avec des personnes d'âge moyen (entre 30 et 60 ans) migrants permanents, dont :
    - un groupe de 5 femmes haalpulaar originaires de Thially à Pikine ;
    - un groupe de 3 hommes haalpulaar originaires de Orefonde à Thiaroye ;
    - un groupe de 4 pêcheurs (2 Haalpulaar et 2 Wolofs) à Thiaroye-sur-mer.

## Annexe 8.

### Liste des acteurs politiques pour le terrain exploratoire (projet Migradapt)

Tableau : Acteurs politiques de chaque groupe ayant participé aux entretiens (total : 91)

Secteurs/Niveaux	Organisation (Désignation)
<b>Acteurs politiques locaux (26)</b>  Jan. 2018-mars 2020 Région de Matam et Dakar	<i>Au niveau du village:</i> Maires (5); Maires-députés (2); Secrétaire municipal (1) et chefs de village - autorités traditionnelles de la moyenne vallée du fleuve Sénégal (11) ; chefs de quartier (3).  <i>Au niveau Départemental:</i> membres du Conseil départemental de Kanel (3) ; Représentant de la section régionale des jeunes du parti présidentiel (1)
<b>Ministères et gouvernement (national) (9)</b>  Déc.2017 - March 2020.	Fonctionnaires du ministère de l'Environnement et des Forêts (1), du ministère des Finances et du Plan (1), du ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'étranger (3), du ministère de l'Agriculture (1) et du ministère de l'Économie sociale et du Genre (1) ; Coopération technique au développement et PAISD (1)
<b>Administrations régionales et locales (12)</b>  Fév.-mars 2020, Région de Matam	Bureaux économiques locaux (BEL) de la moyenne vallée (2) ; Agence Régionale de Développement (ARD) (1) ; Agence de développement local (ADL) - Municipalité de la moyenne vallée (1) ; SAED - infrastructure de développement et d'exploitation agricole dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal (1) ; Conseil départemental de Matam (2) ; Conseil départemental de Kanel (1) ; Agence de développement régional de Matam (1) ; Programme de développement agricole de Matam - PRODAM (1) ; Conseil national agricole et rural - ANCAR dept. Podor (1); Agence de développement de la municipalité de Saint-Louis (1);
<b>Agences de développement bilatérales (6)</b>  Déc. 2017-Déc.2019 à Dakar	Allemagne/ GmbH Migration and Development Programme (1); Luxembourg/LuxDev (1); France/ Agence française de Développement- AFD (2), Belgique/Enabel (2); Espagne/AECID Spanish Development Agency (1)
<b>Organisations multilatérales (5)</b>	OIM (2); FAO (1); Coopération de l'UE au Sénégal (1); Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE - programme (1); EU development cooperation in West-Africa (1)

Déc. 2017-mars 2020 à Dakar	
<b>ONG internationales (7)</b> Déc.2017-mars2020 à Dakar et Matam	Action Contre la Faim -ACF (1); Caritas (1); International Food Policy Research institute (1); Ardèche-Drôme Ourosogui Sénégal-ADOS (2); Green Cross Italy (1); RETE Italy (1); Projet Village Pilote (1).
<b>ONG et associations locales (14)</b> Jan. 2018-mars 2020 à Dakar, Matam et Thiès	ADEV – Migrants (1); ENDA- Energie (1); ENDA Prospectives Dialogues Politiques- ENDA Diapol (1); Innovation Environnement et Développement -IED (2); ONG Diaspora Développement Education Migration-DIADEM (1); Save the Migrants (1); Fédérations des Organisation Non Gouvernementales du Sénégal - FONGS– Actions paysannes (1); Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement -CONGAD (1); Fédération des Associations de Sénégalais Emigrés et de Retour- FASER (1); Union nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal -UNSAS (1); Entente des Groupements Associés pour le développement à la Base - EGAB - pastoralists (1); Union des Jeunes Agriculteurs de Koyli wirnde - UJAK (1); Union Régional des Associations Paysannes de Djourbel - URAPD (1); Fédération des associations de la région de Matam - FADERMA (1);
<b>Entreprises locales (4)</b> Nov. 2018-Mars 2020 à Dakar, Matam et Paris	MyAgro - social entreprise (1); ASCODEV-sarl (1), Banque Agricole (1); Fongad-Invest (2)
<b>Académiques (7)</b> Jan. 2018-mars 2020 à Dakar et Saint-Louis	Université Gaston-Berger Saint-Louis - UGB (5) ; Université de Ziguinchor (1); Université Cheikh Anta Diop de Dakar (1).

**Tableau 17– Acteurs politiques interrogés dans le cadre du travail de terrain exploratoire.**

## Annexe 9.

### Profils sociaux des personnes interrogées en Belgique

N°	--	Age	Sexe (H/F)	Vill. d'origine	Années en Belgique	Niveau socio- écon. en Belgique	Profession en Belgique	Rôle associatif (min. membre actif)
1.	M.B. Bruxelles, août '18	20	H	Thially	3	Très faible	Chercheur d'emploi - CPAS	Non
2.	K.B. Bruxelles, août 18	60	H	Doumga Lao (Département de Podor) - Fouta	36	Très élevé	Artiste - Directeur- général	Oui, cult., pol., dev.,
3.	S.N. Bruxelles, oct. 2019	43	H	Aram (près de Doumga Lao)	6	Élevé	Assistant social au GAMS	Oui, cult., dev.
4.	M.D. Bruxelles, oct. 2019	58	H	Kanel	17	Moyen	Employé salarié 4/5ème ONG	Oui, cult., dev.
5.	T. Bruxelles, sept.2019	63	H	Boghé (Mauritanie)	26	Moyen	Employé technicien de surface - entretien ménager	Oui, cult, dev., pol.
6.	M.Ma. Bruxelles, sept. 2019	29	H	Doulou Dembe Département de Kanel	4	Faible	Serveur	Oui, dev. (min.)
7.	M.Mo. Bruxelles, oct.2019	32	H	Dakar - origines du Fouta	1	Très faible	Intérimaire	Non
8.	M.S.R. Bruxelles, oct. 2019	45	H	Thilogne (département de Matam)	17	Élevé	Employé informaticien	Oui, dev.
9.	B.D. Bruxelles, sept. 2018	28	F	Ndendory (département de Kanel)	2	Faible	En recherche - aide dans un salon de coiffure	Oui, dev.
10.	M.B. Bruxelles, oct.19	42	H	Hoyo (entre Orefonde et Agnam)	4	Faible	Magasinier	Oui, dev.
11.	M.D. Bruxelles, oct.19	41	H	Dans le Bosséa (village à côte d'Orefonde)	18	Faible	Directeur de l'école Dudal Pulaar	Oui, cult., dev.
12.	J.N.Bruxelles, oct.19	49	H	Aere Lao + Waldadé	20	Faible	Politicien	Oui, pol.,



				(département de Podor)				cult., dev.
13.	K. Bruxelles, oct.19	35	H	Agnam-Civol	10	Moyen	Travailleur social au Samu Social	Oui, dev.
14.	D.D. Bruxelles, oct.19	30	F	Thilogne (département de Matam)	8	Moyen	Boutiquière	Oui, cult., dev.
15.	F.T. Bruxelles, oct.19	42	F	Ngaole	10	Moyen	Infirmière	Oui, dev.
16.	I.D. Bruxelles, sept.19	42	H	Mboumba-Soubalo	13	Moyen	Patron de boutique (couture)	Oui, dev.
17.	M.K.P.K. Bruxelles, sept.-oct. 19	42	H	Kobilo (département de Matam)	20	Moyen	Cuisinier - Horeca	Oui, pol., dev., cult.
18.	D.M. Bruxelles, sept.19	40	F	Dakar (plateau) - mère de Matam	3	Faible	Coiffeuse	Oui, cult.
19.	T. Bruxelles, sept.19	60	H	Boghe (Mauritanie)	12	Moyen	Boutiquier - commerce également en France	Oui, dev., cult., pol.
20.	Bruxelles, août 19	29	H	Dakar + Matam	1 mois	Très faible	Chercheur d'emploi	Non
21.	Bruxelles, sept. 19	38	F	Dakar + Matam	3	Faible	Service de transport informel	Non
22.	G. Bruxelles, sept. 19	50	H	Doumga Lao (Département de Podor) - Fouta	20	Moyen	Livraisons et taxi uber	Oui, dev., cult., pol.
23.	A.K. Bruxelles, sept. 19	40	H	Ngoudou (diéri) - région de Matam	8	Faible	Travailleur Horeca - Quick	Oui, cult.
24.	A.S. Bruxelles, sept. 19	52	H	Dougou	14	Moyen	Jardinier pour la commune de Schaerbeek	Oui, cult., dev.
25.	A.N. Bruxelles, oct. 19	55	H	Kanel	4	Moyen	Commerçant	Oui, dev., pol.
26.	A.D. Charleroi, oct.19	42	F	Thilogne	20	Moyen	Aide-soignante	Oui, dev.
27.	M.P.S. Bruxelles, sept.19	60	H	Ndioum	24	Élevé	Musicien	Oui, dev., cult., pol.
28.	D.D.B. , sept. 19	45	F	Mbantou (près de Ndioum)	18	Moyen	Employée	Oui, dev., pol., cult.

29.	M.G. , Bruxelles, sept. 19	45	Homme	Village du daande maayo dans Bosséa à 9 km de Orefonde	25	Moyen	Employé	Oui, dév., pol.
30.	A.A. , Tournai, sept. 19	55	H	Matam	22	Moyen	Travailleur social	Oui, dév.
31.	M.D. , Bruxelles, sept. 19	45	F	Vélingara	27	Moyen	Travailleuse à la Commission européenne	Oui, dév., cult., pol.
32.	M.B. , Bruxelles, sept. 19	32	H	Galoya	2	Moyen	Employé dans une usine de ciment	Oui, dév.
33.	Y.A. , Bruxelles, sept. 19	37	H	Mboumba Soubalo	8	Moyen	Employé couturier	Non
34.	L.K. , Charleroi, sept. 19	41	H	Doumga Lao (Département de Podor) - Fouta	12	Moyen	Magasinier - Delhaize	Oui, dév.
35.	A.K. , Charleroi, sept. 19	26	F	Doumga Lao (Département de Podor) - Fouta	1	Faible	Chercheuse d'emploi	Oui, dév.
36.	A.H.Z. , Liège, sept. 2018	26	H	Thiemping	3	Faible	Formation de couvreur via le Forem	Non
37.	P.S.A. , Charleroi, sept. 2019	27	F	Ngaole	3	Faible	recherche emploi	Oui, dév. (min.)
37.	MS ; Tournai, sept. 2019	26	H	Haïrembar + Nouakchott (Mauritanie)	3	Moyen	Etudiante à l'ULB (ingénierie informatique)	Oui, dév.
38.	S.S. , Bruxelles, août 2018	45	F	Odobore	7	Faible	recherche emploi	Non
39.	M.M. , Bruxelles, sept. 18	25	F	Origine Odobere côté maternelle - grandi Dakar	4	Faible	employée informelle	Non
40.	I.D. , Bruxelles, août, 18	43	H	Dabia Odeji	2	Moyen	ouvrier restaurant	Oui, dév.
41.	A.S. , Bruxelles, oct. 19	50	H	Nouma (village peul voisin de Mboumba)	9	Moyen	Ingénieur informaticien	Oui, dév.
42.	F.Y.S., Anvers, sept. 19	17	F	Doumga Lao (Département	17	Moyen	élève en 6ème secondaire	Oui, dév.

				de Podor) - Fouta				
43.	Y.S., Anvers, août 19	50	H	Doumga Lao (Département de Podor) - Fouta	22	Moyen	ouvrier	Oui, dév.
44.	A.S. , Anvers, sept. 19	39	H	Doumga Lao (Département de Podor) - Fouta	14	Moyen	mécanique	Oui, dév.
45.	M.N. Bruxelles, sept. 19	18	H	région de Matam	2	Très faible	recherche emploi	Non
46.	A.C. , Bruxelles, mai 18	28	H	Matam	2	Faible	recherche emploi	Oui, pol.
47.	A.N., nov. 20	52	H	Mboumba	13	Moyen	employé Ligue Braille	Oui, dév.
48.	B.G. , Tournai, mai 18	39	H	Podor	5 mois	Très faible	Chercheur d'emploi	Non
49.	S.N. Bruxelles, sept. 19	44	H	Dabia Odeji	10	moyen	Eboueur	Oui, dév.
50.	K.S. ,Bruxelles mai 20	26	H	Hombo	7 mois	faible	étudiant à l'ULB (IGEAT)	Non
51.	D.B.G. , Bruxelles, août 18	62	H	Doumga Lao	12	faible	employé mi- temps surveillant école	Oui, dév., cult.
52.	S.P., Bruxelles, mai 18	35	H	région de Matam et Dakar	14	Moyen	Agent de sécurité	Oui, dév.

**Tableau 18 – Profils sociaux anonymisé des personnes interrogées en Belgique.**

N°	--	Age	Sexe (H/F)	Vill. d'origine	Années en Belgique	Niveau socio-écon. en Belgique	Profession en Belgique	N°
1.	K.N., Bruxelles, sept. 19	62	H	Vélingara (ethnie Haalpulaar)	37	Très élevé	Echevin de la culture d'Ixelles + Patron du restaurant l'Horloge du Sud	Oui, dév., cult., pol.
2.	K.D., Bruxelles, sept. 19	61	F	Vélingara (ethnie Haalpulaar)	35	Élevé	Employé - Présidente asbl du GAMS	Oui, cult., dév., pol.
3.	E., Bruxelles, Oct.19	35	H	Dakar - origines de Gand-Yoff	14	Moyen	Employé service postal	Oui, dév. (min.)
4.	MRGP, Bruxelles, Oct.19	43	F	Dakar		Faible	GP - service de transferts de matériel	Non
5.	O.W., Bruxelles, oct. 19	38	H	Dakar/Saint-Louis	4	Moyen	Employé ambassade	Oui, pol.
6.	J.T., Bruxelles, oct. 18	57	H	Région du bassin arrachidier	5	Élevé	Employé universitaire	Oui, cult., dév., pol.
7.	A.F., Bruxelles, oct. 19	62	H	Saint-Louis - Pikine	25	Faible	Chercheur d'emploi	Oui, cult., dév., pol.
8.	S.S., Bruxelles, nov. 19	50	H	Dakar	12	Moyen	Employé entreprise	Oui, cult., dév., pol.
9.	D., Anvers, oct.19	45	H	Dakar	10	Moyen	Horeca-serveur	Oui, cult., dév., pol.
10.	M.N., Bruxelles, août 19	32	F	Dakar	3	Élevé	Comptable en entreprise	Non

Tableau 19 – Répondants migrants en Belgique qui ne sont pas originaires du Fouta-Toro.



## Annexe 10.

### Guides d'entretiens

#### A.10.1 Guide d'entretiens pour les acteurs de développement en lien avec la mobilité internationale

Cette liste de questions a fonctionné comme guide d'entretien de base pour capter comment des acteurs majeurs du développement au Sénégal, à différentes échelles, comprennent les liens entre la mobilité (interne et internationale), le développement et l'adaptation aux changements environnementaux. Cette liste de questions a été adaptée, en ajoutant des questions spécifiques, en fonction des acteurs interrogés.

La liste d'acteurs interrogés est consultable dans l'annexe de cette thèse. Les résultats de ce travail exploratoire de recherche ont été communiqués et ont produit un article dans une revue scientifique internationale anglophone (*Environmental Science & Policy*).

1. Pour commencer, dans quelle mesure pensez-vous que le Sénégal est un "point chaud climatique" (*climate hotspot*), provoquant finalement une "migration climatique", ou plutôt une migration induite par l'environnement ? Si oui, y a-t-il des régions particulièrement concernées auxquelles vous pensez ?
2. Du point de vue des conséquences, quelle est la manière dont les migrants (qu'ils soient internationaux ou internes) peuvent contribuer à l'adaptation aux effets néfastes de l'environnement, y compris le changement climatique ?
3. a. Que pensez-vous du lien/nexus entre, d'une part, le lien migration-développement, et, d'autre part, le lien migration-adaptation ?  
b. Ce deuxième lien intègre-t-il, selon vous le premier lien dans les programmes de développement ? (En d'autres termes, l'adaptation fait-elle partie du développement ?)
4. Que pensez-vous des politiques migratoires actuelles (entre les pays de l'UE et le Sénégal), et pourquoi pensez-vous que ces politiques permettent ou permettraient (ou non) aux migrants de devenir des « agents d'adaptation » aux changements environnementaux dans leur communauté d'origine ?
5. Que pensez-vous des politiques générales de développement au Sénégal et de l'influence occidentale sur celles-ci ? Dans quelle mesure estimez-vous que ces politiques intègrent des aspects de mobilité ? (Quels types de mobilités ? Plutôt la migration interne/internationale/circulaire/ permanente/...)
6. Par rapport à vos propres programmes et activités, quelle est votre propre évaluation de l'intégration des aspects de migration (et de mobilité) et d'adaptation dans vos programmes de développement ?
7. Enfin, comme question sémantique : a. quels termes et concepts utilisez-vous généralement lorsque vous intégrez la migration/mobilité dans vos activités ? b. pourquoi ? et c. dans quelle mesure vous les jugez pertinents ou non (migration/mobilité ; développement durable, adaptation, résilience, vulnérabilité, réduction de la pauvreté, ...) ?

## A.10.2 Guide d'entretiens général – terrain à Dakar (janvier 2019)

Cher Monsieur, Cher Madame,

Je fais partie du centre de recherche sur le Développement Durable à l'ULB à Bruxelles en Belgique. Actuellement, je suis en train de faire une étude sur l'environnement et la migration – comment la migration aide à améliorer les conditions de vie des ménages/familles. Est-ce que vous seriez d'accord de coopérer pour cette recherche en répondant à nos questions, svp? Le questionnaire prendra en 45 minutes et un peu plus d'une heure. La participation à ce sondage est entièrement volontaire et anonyme. Vos Noms et contacts sont pris à des fins de documentation et pour l'assurance de la qualité et aucune information ne sera divulguée à des tierces personnes. Les données qui seront recueillies à partir de ce sondage seront regroupées et donc, aucun participant ne pourra être identifié à partir de l'information. Cette recherche est commanditée par la recherche scientifique belge (Belspo) pour améliorer la coopération potentielle entre les migrants sénégalais (en particulier la région de Matam) et la coopération belge.

### Informations sur le profil social :

1. Age :
2. Profession :
3. Lieu de résidence (ville/village) :
4. Lieu de naissance/d'origine :
5. Arrivée à Dakar depuis combien de temps ?
6. Nombre d'enfants :
7. Nombre de femmes :
8. Plus haut diplôme :
9. Sexe :
10. Ethnie(s) :
11. Voir ci-dessous la question de nombre de terrains/propriétés :

### Thème 1 : Expériences/ Parcours migratoire

1. Où avez-vous habité dans votre vie ?
2. Pourquoi avez-vous changé de résidence ?
  - a. Y a-t-il d'autres choses positives (facteurs) qui vous ont poussé à changer de lieu d'habitation/ de résidence ?
  - b. Et/ou quels sont les inconvénients là où vous habitez qui vous ont poussé à migrer?
3. Qu'est-ce que vous pensez de l'endroit où vous habitez ?
4. Combien de temps pensez-vous rester à Dakar ?
5. Voulez-vous continuer à vivre ici ?
6. Pourquoi/pourquoi pas ?
7. Qu'est-ce que vous pensez de votre ancien lieu d'habitation/ de résidence ?
  - a. Est-ce que vous voudriez y retourner (un jour, pour y vivre) ?
  - b. Pourquoi/pourquoi pas ?
8. Est-ce que vous voudriez migrer ailleurs pour y vivre ?

Si oui, vers quelle autre destination ?
9. Pourquoi/pourquoi pas ?
10. Avez-vous des plans concrets de migration qui se préparent ?
11. Si d'application : Quelles sont les difficultés auxquelles vous faites face quand votre mari/femme est à l'étranger ?

### Thème 2 : Vivre à Dakar

[Questions pour personne issue de région rurale qui vit à Dakar depuis au moins 10 ans ou non-migrant Néo-Dakarois]

1. Comment [QUARTIER DE DAKAR] a changé pendant ces dernières années (+-10 années)?
2. Qu'est-ce que vous pensez de ces changements ?
3. Est-ce que vous voulez d'autres changements ? Lesquelles ?
4. Il y a pas mal de migrants et d'émigrés à Dakar, qu'est-ce que vous pensez de ces migrants ?

[Questions pour migrants d'origine rurale (région de Matam) :]

1. Comment gardez-vous contact avec votre famille à [NOM DU VILLAGE] ?
  - a) Combien de fois vous vous appelez par semaine/mois ?

1. Au moins 1 fois par semaine
2. 2 fois par mois
3. 1 fois par mois
4. 1 fois par trimestre
5. 1 fois par semestre (2 fois par an)
6. 1 fois par an
7. 1 fois tous les 2 ans
8. Quasiment jamais
9. Jamais
10. Refuse de répondre

- b) Par quels moyens technologiques ?

1. Téléphone,
2. WhatsApp,
3. Facebook,
4. Messenger,
5. Skype
6. Autres :

2. Etes-vous membre d'une **association** ? Si oui, laquelle et pourquoi ?<sup>481</sup>
3. Pensez-vous que votre engagement influence la politique/gouvernance locale ?
4. Que pensez-vous de ce que les hommes politiques<sup>482</sup> font par rapport au :
  1. Thème de migration ?
  2. Thème du changement climatique ?
5. Quelle est votre expérience personnelle concernant des migrants retournés au niveau de leur réintégration dans la communauté ?
6. Il y a des immigrés et émigrés à [NOM DE QUARTIER à Dakar]. Combien de membres dans la famille ont migré à [NOM DE QUARTIER à Dakar].
  1. Aucun
  2. Entre 1 et 3
  3. Entre 3 et 6
  4. Entre 6 et 9
  5. Plus de 10
7. Connaissez-vous d'autres migrants de votre village – hors de la famille – à Dakar en général ?
  1. Non

---

<sup>481</sup> Votre engagement influence-t-elle la gouvernance locale ?

<sup>482</sup> Ou les autorités administratives.



2. Oui, combien environ ?

1. Aucun
2. Entre 1 et 10
3. Entre 10 et 20
4. Entre 30 et 50
5. Entre 50 et 100
6. Entre 100 et 200
7. Entre 200 et 400
8. Plus de 400
9. Plus de 1000

b. Où se trouve la majorité des gens originaires de votre village d'origine ? (premier quartier : (1) ; deuxième quartier : (2))

1. Pikine
2. Guédiawaye
3. Grand Yoff
4. Thiaroye-sur-Mer
5. Keur Masaar
6. Ailleurs

c. Connaissez-vous d'autres migrants de votre village – hors de la famille - ici à Pikine (Grand Pikine)

3. Non

4. Oui, combien environ ?

1. Aucun
2. Entre 1 et 10
3. Entre 10 et 20
4. Entre 30 et 50
5. Entre 50 et 100
6. Entre 100 et 200
7. Entre 200 et 400
8. Plus de 400

d. Est-ce que la majorité (plus de la moitié) de votre village sont logés à [NOM DU QUARTIER]

e. Connaissez-vous d'autres migrants de votre village – hors de la famille - ici à [NOM DE QUARTIER à Dakar] ?

1. Non

2. a. Oui,

b. combien environ ?

1. Aucun
2. Entre 1 et 10
3. Entre 10 et 20
4. Entre 30 et 50
5. Entre 50 et 100
6. Entre 100 et 200
7. Entre 200 et 400
8. Plus de 400

f. Est-ce que vous avez un membre de la famille à l'étranger ?

1. Non
2. Oui,

3. Si oui, dans quels pays se trouvent-ils majoritairement ? [NOM DES 2 PAYS] : .....

### **Thème 3 : Vivre à [NOM DE VILLAGE]**

1. Selon vous, comment [NOM DU VILLAGE] a changé pendant ces dernières années (+-20 années)?
2. Qu'est-ce que vous pensez de ces changements (attitudes positives/négatives)<sup>483</sup> ?
3. Est-ce que vous aimeriez/voulez d'autres changements ? Lesquelles ?
4. Dans quelle mesure trouvez-vous que la nature autour du village a changé ces dernières années<sup>484</sup> ?
  1. Pas du tout
  2. Un peu ;
  3. Moyennement ;
  4. Beaucoup ;
  5. Complètement
5. Comment/de quelle manière cela a changé ? Depuis quand (par rapport aux grandes sécheresses des années 1970-80 ?)
6. Avez-vous des terrains/de la terre à [NOM DU VILLAGE rurale] ? Si oui, combien ?
7. Qu'est-ce que vous faites avec votre terre ? Sinon, pourquoi auriez-vous aimé en avoir ?
8. Avez-vous d'autres propriétés au village ?

### **Thème 4 : Environnement**

1. Est-ce que vous pensez qu'il y a des changements environnementaux /changements de temps au Sénégal ? Lesquels ? (Changements dans l'environnement qui ont affecté votre profession, les occupations de votre famille/réseaux/ les voisins..., différences entre femmes et hommes)
2. Est-ce que vous pensez que ces changements ont un effet sur votre vie quotidienne ? Pourquoi /pourquoi pas ?
3. Et sur la vie d'autres personnes :
  - a. Au Sénégal ?
  - b. Dans votre communauté ?
  - c. Si oui, quelles personnes ?

### **Thème 5 : Solidarité (familiale, collective)**

#### **Remises envoyées**

1. Vous habitez Dakar, est-ce que vous envoyez des choses/ des moyens pour aider ces personnes au Sénégal (ou au village) ?
  - b. Si oui, quels moyens ?
  - c. Via quels canaux ?
  - d. Et à quelles personnes ?
  - e. Où habitent ces personnes ?

#### **Remises reçues**

1. Recevez-vous, vous-même, des moyens de famille à l'étranger ?
  - a. Non
  - b. Oui

Si oui, au cours des 12 derniers mois (Janvier 2018-Janvier 2019), dans vos dépenses quotidiennes (alimentation, santé, frais scolaires, etc.) quelle est la part couverte par l'argent des migrants ?

---

<sup>483</sup> Comment a-t-il changé ?

<sup>484</sup> Faire le lien avec le thème « Environnement ».

1. Rien/Aucune partie des dépenses
2. Un peu - Moins d'un tiers
3. Plus d'un tiers, mais moins de la moitié
4. La moitié (50/50)
5. Plus de la moitié, mais pas tout
6. Presque tout (plus de trois quarts)
7. La totalité

2. Comment ces moyens vous ont-ils aidé ces 10 dernières années ? Veuillez indiquer l'impact de la migration (interne/internationale) dans votre famille sur les problèmes suivants (le plus important : (1) ; deuxième (2) ; troisième (3))

1. Revenu :
2. Niveau d'emploi :
3. Compétence disponible dans la famille :
4. Disponibilité alimentaire :
5. Sécurité :
6. Opportunités commerciales :
7. Relations familiales :
8. Conditions de santé :
9. Niveau de scolarité :
10. Les investissements :
11. Disponibilité de crédit

3. En somme, au cours des dix dernières années (Mai 2008-Mai 2018), quelle a été l'importance (l'impact global) de la migration (Interne/Internationale) d'un ou de plusieurs membres de votre famille sur le bien - être de votre famille ?

1. Très positif/important
2. Positif/Important
3. De peu d'importance
4. Sans importance/négligeable

A. Est-ce que le migrant qui vous envoie de l'argent met parfois des conditions à la dépense pour cet argent (par exemple, investir dans votre business, pour une formation...).

1. Oui, souvent
2. Oui, parfois
3. Non, jamais
4. Refuse de répondre

B. Si oui, quel est le pourcentage de la totalité des montants envoyés qui est sous condition à certains investissements ?

1. Moins de 10 %
2. Entre 10 et 30 %
3. Entre 30 et 50 %
4. Entre 50 et 70%
5. Entre 70 et 99%
6. 100 %

### Transferts matériels reçus

Le ou les migrants de votre ménage vous envoient-ils (nt)-t-il (s) des biens en nature ? Oui/ Non

Si oui, quel type de biens ?

1. Voitures
2. Outils
3. Vêtements
4. Autres :

### Transferts financiers reçus

1. A quelle fréquence votre ou vos membres à l'étranger vous envoient-ils de l'argent ?
  2. Au moins 1 fois par semaine
  3. 2 fois par mois
  4. 1 fois par mois
  5. 1 fois par trimestre
  6. 1 fois par semestre (2 fois par an)
  7. 1 fois par an
  8. 1 fois tous les 2 ans
  9. Quasiment jamais
  10. Jamais
  11. Refuse de répondre

2. Combien avez reçu la dernière fois ? .....

3. Les envois d'argent par vos migrants ont connu ces dernières 3 années :

1. Une hausse,
2. Une baisse,
3. Ils sont stables
4. Je ne sais pas

### Remises Sociales envoyées et reçues

1. Est-ce qu'il vous arrive de partager des connaissances/compétences acquises via les migrants à l'étranger ?
  - a. Si oui, quel genre d'idées ?
  - b. Pourriez-vous en citer quelques-unes ?
1. Dans quelle mesure est-ce que vous arrivez à matérialiser ces idées ?
2. Où est-ce que vous arrivez à matérialiser ces idées ?
3. Et est-ce que, selon vous, ces idées, pratiques, savoirs-faires sont d'une valeur comparable aux envois de fonds ?<sup>485</sup>
4. Via quels moyens ces connaissances sont-elles transmises ?
  1. Formation donnée par le migrant retourné (transfert de connaissances en ateliers)
  2. Envoi de cours/formations via internet
  3. Via des documents informatifs acquis en formation à l'étranger
  4. Autres : .....

Quelles seraient vos suggestions pour améliorer les contributions des Sénégalais de l'extérieur (la diaspora) ?

Auriez-vous d'autres commentaires/suggestions ?

Connaissez-vous d'autres personnes qui je peux contacter pour notre recherche ?

Vous voulez être en contact avec les résultats de cette étude ? (votre adresse email : .....

Merci beaucoup – Adiarama !

---

<sup>485</sup> Comment pensez-vous que ces connaissances vous aident à faire face aux difficultés d'obtenir suffisamment de revenus ?

## A.10.3. Guide d'entretiens (associations) à Dakar

### Informations sur le profil social :

1. Nom :
2. Age :
3. Profession :
4. Lieu de domiciliation (ville/village) permanente/officielle :
5. Lieu de résidence temporaire + durée :
6. Depuis combien de temps êtes-vous à Dakar :
7. Lieu de naissance/d'origine :
8. Nombre d'enfants :
9. Nombre de femmes :
10. Plus haut diplôme :
11. Sexe :
12. Ethnie(s) :
13. Avez-vous des terrains/propriétés, si oui lesquels et combien ? :
14. Votre ménage compte combien de membres :
  - a. En tout ?
  - b. Votre ménage compte combien de migrants en dehors de l'Afrique ?
  - c. Votre ménage compte combien de migrants dans la sous-région ?

### Engagement du membre

1. Pour quel poste vous êtes engagé-e ?
2. Pour quelles raisons avez-vous choisi de vous engager dans cette association ?

### Questions concernant l'Association

Questions liées à l'historique, les objectifs et aux activités

1. Pouvez-vous nous expliquer **quand, comment et par qui** cette association a été créée ?
2. Pensez-vous qu'il y a d'autres structures dans le quartier qui s'activent dans votre domaine ? Y a-t-il une structure qui coordonne les activités (organisation coupole qui chapeaute) ?
3. Quels sont le(s) principaux **objectif(s)** de votre organisation ?
4. Quelles sont les **priorités** de l'association ?
5. Quelles sont les **activités développées** par l'association ?
  - Actuellement ?
  - Futur ?

Questions liées aux activités ressources humaines et au matériel (remises matérielles)

6. L'association est **composée par quelles personnes** ?
  - a. Combien de personnes ?
  - b. Quels sont les profils des membres<sup>486</sup> ?
  - c. Quelle est l'implication des personnes non-migrantes dans l'association ?
  - d. Quel est le rôle des émigrés dans l'association ?
  - e. Quelle est l'apport, ou la part des contributions des émigrés dans les projets (% pour chaque projet) ?
  - f. Y a-t-il une différence entre les contributions des émigrés en dehors de l'Afrique et ceux dans la sous-région ?
7. Y a-t-il des ressortissants d'autres quartiers qui viennent participer aux activités ?

---

<sup>486</sup> Y a-t-il des salariés ? Simplement engagées par idéalisme ?

8. Quelles sont les **principales contraintes** que vous rencontrez **pour la mobilisation des ressources**
  - a. **Humaines**
  - b. **Financières ?**
  
9. Comment gérez-vous le financement et les caisses ? (par thématique ?...)

**Questions liées aux remises non matérielles :**

1. Est-ce que vous comptez sur la diaspora dans vos activités ?
2. Pouvez-vous nous expliquer comment se passe la mise en place des politiques de mobilisation de la diaspora au niveau du quartier/, de la Commune, /de la région et du pays ? Quel(s) niveau(x) vous semble le plus déterminant ?
  
3. Etes-vous préoccupés/conscients des changements environnementaux dans votre association ?  
Non/oui  
Si oui :
  - a. Comment cela se traduit-il ? (Parlez-vous en aux réunions ? Prenez-vous des initiatives par rapport aux changements environnementaux ?)
  - b. Qui formule ces idées (plutôt les migrants ou les gens du quartier ?)
  - c. Comment les idées sont-elles récoltées (qui les formulent)
  - d. Comment ces idées sont concrétisées ensuite ?

## A.10.4. Guide d'entretiens pour des personnes-ressources à Dakar

### Informations sur le profil social :

1. Nom :
2. Age :
3. Profession :
4. Lieu de domiciliation (ville/village) permanente/officielle :
5. Lieu de résidence temporaire + durée :
6. Depuis combien de temps êtes-vous à Dakar :
7. Lieu de naissance/d'origine :
8. Nombre d'enfants :
9. Nombre de femmes :
10. Plus haut diplôme :
11. Sexe :
12. Ethnie(s) :
13. Avez-vous des terrains/propriétés, si oui lesquels et combien ? :
14. Votre ménage compte combien de membres :
  - a. En tout ?
  - b. Votre ménage compte combien de migrants en dehors de l'Afrique ?
  - c. Votre ménage compte combien de migrants dans la sous-région ?

### Thème 1 : La cohésion sociale

1. Concrètement, quel rôle jouez-vous pour intégrer les membres de la communauté haalpulaaren dans votre quartier à Dakar ?
2. Est-ce que vous travaillez avec des associations ? Si oui, y'a t'il parmi ces associations, des associations de migrants ?
3. Travaillez-vous dans le cadre d'un plan d'application du niveau national ou régional ?

### Thème 2 : La place des problèmes environnementaux dans les conditions de vie

1. Quels sont les problèmes principaux qui affectent le quotidien des habitants du quartier, et en particulier les Haalpulaar ?
2. Quels sont les principaux problèmes environnementaux que connaît le quartier ?
3. Que faites-vous pour y faire face ? Quelles sont vos stratégies ?
4. Sollicitez-vous des associations de la diaspora pour des contributions ?
5. Sollicitez-vous des personnes de la diaspora en cas de catastrophe ? Si oui, comment vous y prenez-vous ?
6. Est-ce que vous trouvez que la situation s'est améliorée ces vingt dernières années ?
7. Comment vous pensez que la situation pourrait s'améliorer ?

## A.10.5. Guide d'entretiens collectifs à Dakar

En fonction des profils des personnes interrogées, nous avons adapté le canevas soit du guide d'entretiens général pour le terrain à Dakar, soit le guide d'entretiens pour des personnes-ressources à Dakar, soit le guide d'entretiens pour les associations à Dakar.

## A.10.6. Guide d'entretiens général – terrains dans la région du Fouta-Toro

### Vos données personnelles :

- Nom :
- Age :
- Profession :
- Lieu de résidence (ville/village) :
- Lieu de naissance/d'origine :
- Nombre d'enfants :
- Nombre de femmes :
- Plus haut diplôme :
- Sexe :
- Ethnie(s) :
- Avez-vous des terrains/de la terre à [NOM DU VILLAGE rurale] ? Si oui, combien ?
- Qu'est-ce que vous faites avec votre terre ? Sinon, pourquoi auriez-vous aimé en avoir ?
- Avez-vous d'autres propriétés au village ?

### Thème 1 : Expériences/ Parcours migratoire

1. Pourquoi avez-vous changé de résidence ?
  - a. Y a-t-il d'autres choses positives (facteurs) qui vous ont poussé à changer de lieu d'habitation/ de résidence ?
  - b. Et/ou quels sont les inconvénients là où vous habitez qui vous ont poussé à migrer ?
2. Qu'est-ce que vous pensez de l'endroit où vous habitez ?
3. Voulez-vous continuer à vivre ici ?
4. Pourquoi/pourquoi pas ?
5. Qu'est-ce que vous pensez de votre ancien lieu d'habitation/ de résidence ?
  - a. Est-ce que vous voudriez y retourner (un jour, pour y vivre) ?
  - b. Pourquoi/pourquoi pas ?
6. Est-ce que vous voudriez migrer ailleurs pour y vivre ?

Si oui, vers quelle autre destination ?

7. Pourquoi/pourquoi pas ?
8. Avez-vous des plans concrets de migration qui se préparent ?
9. Si d'application : Quelles sont les difficultés auxquelles vous faites face quand votre mari/femme est à l'étranger ?
10. Combien de membres dans votre maison familiale ont migré à Dakar ?



1. Aucun
  2. Entre 1 et 3
  3. Entre 3 et 6
  4. Entre 6 et 9
  5. Plus de 10
  6. Plus de 20
11. Où se trouve la majorité des gens originaires de votre village d'origine ? (premier quartier : (1) ; deuxième quartier : (2))
7. Pikine
  8. Guédiawaye
  9. Grand Yoff
  10. Thiaroye-sur-Mer
  11. Keur Masaar
  12. Ailleurs
12. Est-ce que vous avez un membre de la famille à l'étranger ?
4. Non
  5. Oui,
  6. Si oui, dans quels pays se trouvent-ils majoritairement ? [NOM DES PAYS par ordre d'importance + nombre] : .....
13. Combien de membres dans votre maison familiale ont migré à l'étranger ?
1. Aucun
  2. Entre 1 et 3
  3. Entre 3 et 6
  4. Entre 6 et 9
  5. Plus de 10
  6. Plus de 20
14. Combien de membres dans votre maison familiale ont migré en Europe ?
1. Aucun
  2. Entre 1 et 3
  3. Entre 3 et 6
  4. Entre 6 et 9
  5. Plus de 10
  6. Plus de 20

*[Questions pour villageois avec membres à l'étranger]*

15. Combien de membres dans votre maison familiale ont migré en Belgique ?
16. Comment gardez-vous contact avec votre famille à [Nom de la ville + Pays] ?
  - a) Combien de fois vous vous appelez par semaine/mois/an/tous les deux ans/quasiment jamais/jamais ?
    1. Votre mari/femme ?
    2. Votre fils/fille ?
    3. L'association Baamtaare (AVD) ?
  - b) Par quels moyens technologiques ? [+ pourquoi ?]
    1. Téléphone,
    2. WhatsApp,
    3. Facebook,
    4. Messenger,

5. Skype
  6. Autres :
17. Quelle est votre expérience personnelle concernant des migrants retournés au niveau de leur réintégration dans la communauté ?

## **Thème 2 : Vivre à [NOM DE VILLAGE]**

1. Que pensez-vous de votre vie au village ?
2. Comment tentez-vous de subvenir aux besoins de votre famille ?
3. Comment diversifiez-vous vos ressources/revenus ?
4. Qu'est-ce qui bloque pour « l'accès aux moyens » pour développer votre entreprise (agricole<sup>487</sup> ou non-agricole) ?
5. Selon vous, comment [NOM DU VILLAGE] a changé pendant ces dernières années (+/-20 années) ?
6. Qu'est-ce que vous pensez de ces changements (attitudes positives/négatives) ?
7. Est-ce que vous aimeriez/voulez d'autres changements ? Lesquelles ?
8. Dans quelle mesure trouvez-vous que la nature autour du village a changé ces dernières années ?
  1. Pas du tout
  2. Un peu ;
  3. Moyennement ;
  4. Beaucoup ;
  5. Complètement
9. Comment/de quelle manière cela a changé ?
10. Etes-vous membre d'une association ? Si oui, laquelle et pourquoi<sup>488</sup> ?
11. Pensez-vous que votre engagement influence la politique/gouvernance locale ?
12. Que pensez-vous de ce que les hommes politiques (et autorités administratives) font par rapport au :
  - a. Thème de la migration ?
  - b. Thème du développement
  - c. Thème du changement climatique ?

## **Thème 3 : Environnement**

1. Est-ce que vous pensez qu'il y a des changements environnementaux /changements de temps au Sénégal actuellement (ces 10 dernières années)? Lesquels ? (changements dans l'environnement qui ont affecté votre profession, les occupations de votre famille/réseaux/ les voisins..., différences entre femmes et hommes)
2. Est-ce que vous pensez que ces changements ont des effets sur votre vie quotidienne ? Oui/Non. Pourquoi /pourquoi pas ?
3. Quelles sont vos réactions par rapport à ces effets ?
  - Vagues de chaleurs
  - Sécheresses, déficits pluviométriques
  - Tempête de sables

---

<sup>487</sup>Fréquemment aussi : Qui décide des semences et des variétés à planter ? Quel est le rôle de la SAED pour vous dans vos activités ?

<sup>488</sup> Votre engagement influence-t-elle la gouvernance locale ?

- Inondations
  - Désertification
  - Dégradation des sols
  - Autres ?
4. Pourquoi et comment pensez-vous que ces problèmes (processus de changement climatique) se passent ? Et les changements environnementaux ?
  5. Quel rôle jouez-vous dans le processus d'adaptation au changement climatique ?
  6. Qui s'occupe de la gestion de l'eau dans ce village<sup>489</sup> ?
  7. Quelles sont les innovations majeures qui ont lieu ? Comment permettent-elles à faire face et à gérer les variabilités climatiques<sup>490</sup> ?

### **Inégalités : quelles inégalités face aux risques climatiques<sup>491</sup> ?**

1. Qui bénéficie d'un système de distribution d'eau efficace (motopompes électriques solaires, digues et canaux d'irrigations, semences non hybride, engrais biologiques,... ?
2. Qui bénéficie de services climatiques (informations météorologiques)
3. Qui peut diversifier vers le secteur non-agricole : variable de l'apport financier → effet de la diaspora ?
4. En cas de catastrophe, qui peut faire appel à des collectivités
  - Publiques (mairie, chef de village) ou
  - Associatives (association de développement villageois, cultivateurs, GIE, ASC,... ?

## **Thème 4 : Solidarité (familiale, collective) – relations translocales et attentes envers la diaspora**

### **Remises envoyées**

1. Est-ce que vous envoyez des choses/ des moyens pour aider ces personnes hors du village ?
  - f. Si oui, quels moyens ?
  - g. Et à quelles personnes ?
  - h. Via quels canaux ?
  - i. Où habitent ces personnes ?

### **Remises reçues**

2. Recevez-vous, vous-même, des moyens de membres de la famille ou de proches à l'étranger ?
  - c. Non
  - d. Oui

Si oui, au cours des 12 derniers mois (Janvier 2018-Janvier 2019), dans vos dépenses quotidiennes (alimentation, santé, frais scolaires, etc.) quelle est la part couverte par l'argent des migrants ?

1. Rien/Aucune partie des dépenses
2. Un peu - Moins d'un tiers
3. Plus d'un tiers, mais moins de la moitié
4. La moitié (50/50)
5. Plus de la moitié, mais pas tout
6. Presque tout (plus de trois quarts)

---

<sup>489</sup> Qui devrait se charger de la mise en place de ces infrastructures ? Pourquoi ?

<sup>490</sup> En termes de capacité adaptative, quelles sont les dynamiques qui déterminent qui peut se permettre/se doter d'une technologie particulière (et qui ne peut pas) ? Quel est le processus qui mène à l'adoption d'une certaine décision ?

<sup>491</sup> Thème ajouté lors du terrain 2.

## 7. La totalité

Comment ces moyens vous ont-ils aidé ces 10 dernières années ? Veuillez indiquer l'impact de la migration (interne/internationale) dans votre famille sur les problèmes suivants (le plus important : (1) ; deuxième (2) ; troisième (3))

1. Revenu :
2. Niveau d'emploi :
3. Compétence disponible dans la famille :
4. Disponibilité alimentaire :
5. Sécurité :
6. Opportunités commerciales :
7. Relations familiales :
8. Conditions de santé :
9. Niveau de scolarité :
10. Les investissements :
11. Disponibilité de crédit

8. En somme, au cours des dix dernières années (Mai 2008-Mai 2018), quelle a été l'importance (l'impact global) de la migration (Interne/Internationale) d'un ou de plusieurs membres de votre famille sur le bien-être de votre famille ?

1. Très positif/important
  2. Positif/Important
  3. De peu d'importance
  4. Sans importance/négligeable

9. A. Est-ce que le migrant qui vous envoie de l'argent met parfois des conditions à la dépense pour cet argent (par exemple, investir dans votre business, pour une formation,...) ?

1. Oui, souvent
  2. Oui, parfois
  3. Non, jamais
  4. Refuse de répondre

10. Si oui, quel est le pourcentage de la totalité des montants envoyés qui est sous condition à certains investissements ?

1. Moins de 10 %
2. Entre 10 et 30 %
3. Entre 30 et 50 %
4. Entre 50 et 70%
5. Entre 70 et 99%
6. 100 %

## Transferts matériels reçus

11. Le ou les migrants de votre ménage vous envoient (nt)-t-il (s) des biens en nature ? Oui/ Non  
Si oui, quel type de biens ?

1. Voitures
2. Outils
3. Vêtements
4. Autres :

### **Transferts financiers reçus**

12. A quelle fréquence votre ou vos membres à l'étranger vous envoient-ils de l'argent ?
  1. Au moins 1 fois par semaine
  2. 2 fois par mois
  3. 1 fois par mois
  4. 1 fois par trimestre
  5. 1 fois par semestre (2 fois par an)
  6. 1 fois par an
  7. 1 fois tous les 2 ans
  8. Quasiment jamais
  9. Jamais
  10. Refuse de répondre
13. Combien avez reçu la dernière fois ? .....
14. Les envois d'argent par vos migrants ont connu ces dernières 3 années :
  1. Une hausse,
  2. Une baisse,
  3. Ils sont stables
  4. Je ne sais pas

### **Remises Sociales envoyées et reçues**

15. Est-ce qu'il vous arrive de partager des connaissances/compétences acquises via les migrants à l'étranger ?

Si oui, quel genre d'idées ? Pourriez-vous en citer quelques-unes<sup>492</sup> ?

  1. Dans quelle mesure est-ce que vous arrivez à matérialiser ces idées ?
  2. Où est-ce que vous arrivez à matérialiser ces idées ?
  3. Et est-ce que, selon vous, ces idées, pratiques, savoirs-faires sont d'une valeur comparable aux envois de fonds<sup>493</sup> ?
16. Via quels moyens ces connaissances sont-elles transmises ?
  5. Formation donnée par le migrant retourné (transfert de connaissances en ateliers)
  6. Envoi de cours/formations via internet
  7. Via des documents informatifs acquis en formation à l'étranger
  8. Autres : .....
17. Que pensez-vous des apports de la diaspora pour votre village ?
18. Comment a-t-elle pu contribuer à améliorer les conditions de vie au village ?
19. Quelles sont pour vous les priorités dans lesquelles la diaspora devrait s'engager ? Pourquoi ?
20. Est-ce que des membres de la diaspora dans votre village joue un rôle politique au village ? Si oui, comment ?
21. Quelles seraient vos suggestions pour améliorer les contributions des Sénégalais à l'extérieur ?

Auriez-vous d'autres commentaires/suggestions ?

Connaissez-vous d'autres personnes qui je peux contacter pour notre recherche ?

---

<sup>492</sup> Lesquelles sont les plus fréquentes, impactantes et visibles ?

<sup>493</sup> Comment pensez-vous que ces connaissances vous aident à faire face aux difficultés d'obtenir suffisamment de revenus ?

Vous voulez être en contact avec les résultats de cette étude ?

Votre adresse mail :

Merci beaucoup – Adiarama !

## **A.10.7. Guide d’entretiens collectifs ou focus groupes – Terrains Fouta-Toro**

### **1. Moyens de subsistance :**

1. Comment faites-vous pour répondre aux besoins de votre famille – pour nourrir la famille ?
2. Quelles sont les différentes sources de revenus de vos ménages ? (Notamment par la migration de membres du ménage.)
3. Est-ce que le niveau et l'accès à l'éducation s'est amélioré au village ?
4. Est-ce que l'état de soins de santé et son accessibilité s'est amélioré au village ?
5. Avez-vous facilement accès à l'eau (l'eau de toute source, qu'il s'agisse d'eau de surface naturelle ou d'eau accessible par des puits et des forages) ?

### **2. Représentations sociales et relations avec les émigrés**

1. Est-ce que les ménages ayant des membres à l'étranger, en Europe sont nombreux dans votre village par rapport à d'autres villages ?
2. Quel est l'apport de la diaspora au niveau des ménages ?
3. Constatez-vous des différences entre les ménages qui ont des membres à l'étranger et ceux qui n'en ont pas ? Si oui, comment cela se fait-il, pensez-vous ?
4. Quels sont les effets de la diaspora sur votre vie quotidienne ?

- a. Quels sont les Apports/Bénéfices Actuels (directs et indirects) ?

<b>Effets/Apports directs ?</b>	<b>Effets/apports indirects ?</b>

- b. Quels sont les effets négatifs de la diaspora sur votre vie quotidienne ?  
« Est-ce qu'il y a des choses que vous n'appréciez pas qui proviennent de la diaspora ou qui sont causées par la diaspora ? »
5. Comment vous sollicitez la diaspora pour des projets communautaires au sein du village ?
6. Quelles sont les demandes de contributions prioritaires aux émigrés ?
7. Que pensez-vous que la diaspora pourrait améliorer en termes d'apports dans votre village en général, et dans votre vie quotidienne en particulier ?
  - a. Améliorer le processus de migration ? (Connaissent-ils les leviers/les paramètres pour améliorer la mobilité internationale ?)
  - b.

Freins pour migrer	Accélérateurs pour migrer

Comment sont les relations entre les villageois et les membres du village à l'étranger ?

Est-ce que les décisions politiques qui impactent au niveau du village sont influencées par les membres du village dans la diaspora ? Si oui, comment ?

### 3. Adaptation aux changements socio-environnementaux

1. Quels sont les plus importants problèmes auxquels vous faites face dans votre quotidien ?
2. Quels sont les impacts environnementaux qui vous affectent le plus et comment vous affectent-ils ?<sup>494</sup>
3. Quelles stratégies/types d'adaptations ? (canaux d'irrigation, semences résistantes, barrages de rétention, goutte à goutte, ...)

Impacts ? Expériences vécues de problèmes envi ?	Stratégies d'adaptation ? Quelles réactions ?	Degré relatif d'importance (croix de 1 à 5)

#### Dégradations de l'environnement – perceptions climatiques

1. Remarquez-vous une différence par rapport à avant – il y a plus de 30 ans – en termes de **dégradations de l'environnement** ?
2. Trouvez-vous qu'il y a plus ou moins de végétations qu'auparavant (il y a plus de trente ans) ?
  - Trouvez-vous qu'il y a une meilleure 'qualité des pâturages' ?
  - Trouvez-vous qu'il y a plus d'arbres (une plus grande 'densité des arbres') ?
3. Et si on vous pose la même question par rapport à la période d'avant les grandes sécheresses de 1970-80 ?
4. Que pensez-vous des barrages d'Adiama et de Manantali qui ont été achevés il y a trente ans ? Quels effets ont-ils eu sur votre quotidien ? (sur les pratiques agricoles, d'élevages, l'accès à l'eau, la qualité des sols, etc.)
5. Pourquoi pensez-vous que la situation de l'environnement naturel se dégrade (ou s'améliore) ? (Interprétations d'éléments anthropiques ? climatiques ? causes divines ?)
6. Pensez-vous que les pratiques agricoles causent des problèmes à long terme ?
7. Que pensez-vous de l'évolution de la quantité globale de bétail et leurs effets sur les sols autour du village ?
8. Que pensez-vous de l'effet des chèvres et des moutons sur la qualité du sol et la végétation ?
9. Comment voyez-vous votre futur dans le Fouta-Toro ? Est-ce que vous y voyez vivre encore longtemps? Pourquoi (pas) ?

<sup>494</sup> Sécheresses, vagues de chaleurs, tempêtes de sables, imprévisibilité météorologique, mauvaise répartition pluviométrique, ...

## A.10.8. Guide d'entretiens général – terrain en Belgique

Ce guide d'entretiens en Belgique est utilisé pour la recherche du projet MIGRADAPT.

### Détails de l'entretien :

Numéro de l'entretien :

Date :

Endroit de l'entretien :

**[Introduction du chercheur et du projet de recherche – anonymat – confidentialité]**

### Détails de l'interviewé:

- Nom complet de la personne interviewée :
- Le genre :
- Nationalité :
- Âge :
- État civil :
- Années d'études et dernier diplôme :
- Profession actuelle :
- Lieu de résidence actuel :
- Nombre d'années en Belgique :

Si vous souhaitez rester en contact et être informé des résultats de cette recherche :

- Numéro de téléphone :

- Adresse e-mail :

## 1ère partie : profil socio-économique du ménage d'origine et raisons de déménagement

### 1.1. Quels ont été les principaux facteurs qui ont influencé votre décision de partir ?

1. Vous avez considéré la migration comme un projet de vie précieux, pourriez-vous expliquer pourquoi ?
2. Quelle a été la raison principale pour laquelle vous avez décidé de quitter votre ville/village ? Y avait-il d'autres facteurs qui ont contribué à la décision finale de déménagement ?
3. Diriez-vous que les problèmes environnementaux ont été un facteur important dans votre décision de migration ? Si c'est le cas, comment ? Les facteurs environnementaux influent-ils sur votre situation économique ?
4. D'autres personnes de votre ménage ont-elles migré ? Pourquoi ? Pourquoi pas ? Où sont-elles allées ?

### 1.2. Pouvez-vous me parler de la situation dans votre communauté d'origine avant votre départ initial ?

1. Quelle était l'occupation principale (professionnelle) de votre ménage ? Et d'autres stratégies de moyens de subsistance ?
2. Travailliez-vous principalement pour vous-même ou pour les autres membres de la famille ?
3. Quel est le niveau d'éducation du chef de ménage ?
4. Combien d'argent, approximativement, votre ménage avait-il envoyé par mois et par année ?
5. Diriez-vous que vous aviez une meilleure situation, pareille ou pire que le reste des familles dans votre communauté ?



6. Quels sont les principaux atouts/biens de votre ménage ? Vous possédez une maison ? Est-ce que vous possédez des terres ?
7. Comment et dans quelle mesure votre situation économique s'est-elle détériorée ou améliorée dans les 5 années avant le déménagement ?
8. Quels étaient les principaux problèmes environnementaux auxquels sont confrontées les personnes dans votre région d'origine ?
9. Est-ce que cela s'applique également à votre ménage dans votre pays d'origine ? Veuillez les énumérer, svp.

## 2ème partie : parcours migratoire(s)

### 2.1. Pouvez-vous me parler de votre parcours migratoire vers la Belgique ?

1. En quelle année avez-vous déménagé pour la première fois ?
2. Où êtes-vous allé quand vous avez déménagé pour la première fois (rappelez-vous que le déménagement interne au pays compte aussi) ?
3. Pourquoi avez-vous décidé d'aller là (ou ici si c'est la Belgique) au lieu d'ailleurs ?
4. Comment avez-vous financé votre voyage ?

*Si directement en Belgique, passez à la troisième partie. Sinon, continuez*

### 2.2. Les questions suivantes doivent être répétées pour chaque destination dans le voyage fragmenté :

1. Quelle était la situation à votre destination (intérimaire) ?
  2. Quel était votre emploi et votre revenu ? (Si vous en aviez)
  3. Votre situation s'est-elle améliorée ou détériorée en ce qui concerne la situation que vous aviez dans votre communauté d'origine (ou destination précédente) ?
  4. Avez-vous eu des **problèmes environnementaux** pendant que vous étiez là ?
  5. Quelles ont été les principales raisons de votre départ ?
  6. Diriez-vous que les **problèmes environnementaux** étaient un facteur important dans votre décision de migration ? Pourquoi (pas) ?
  7. Où êtes-vous allé et pourquoi ?
  8. Avez-vous déjà connu des personnes avant votre arrivée ici ? Si oui, qui ?
  9. Pourquoi avez-vous opté pour cet endroit ?
  10. Combien de temps êtes-vous resté là-bas ?
11. Quelles ont été les difficultés auxquelles vous avez dû faire face pour atteindre cette destination ? (le transport, contrebandiers, logement, etc)
12. Avez-vous créé des contacts à chaque destination ?
- a. Oui
  - b. Non
13. Comment ces réseaux ont-ils pu vous aider lors :
- a. des moments de mobilité – lorsque vous étiez en route, sur le chemin dans des transports ?
  - b. lors du séjour dans des endroits de transit (ville, village, travail, etc)
14. Vous sentiez vous comme étant « en transit » pendant les différentes étapes ?
15. A votre arrivé en Belgique, est ce que ce sentiment « être en transit » a changé ?

Répétez les questions ci-dessus s'il y a d'autres destinations avant l'arrivée en Belgique.

### 3ème partie : Situation en Belgique

**3.1. Comment s'est déroulé le voyage en Belgique ? (Si possible, découvrez s'ils se trouvaient dans une situation régulière / irrégulière).**

1. Pouvez-vous décrire votre situation lorsque vous êtes arrivé en Belgique ?
2. Quel était votre premier emploi / profession en Belgique ?
3. Quel était votre niveau de revenu ?

**3.2. Pouvez-vous expliquer comment se présente votre situation maintenant ? Est-ce que cela s'est amélioré ou s'est détérioré depuis votre arrivée ?**

1. Quel(le) est votre emploi / profession maintenant ?
2. Quel était votre niveau de revenu ?
3. Avec qui vivez-vous ? Êtes-vous satisfait de votre situation de vie ?
4. Vous sentez-vous intégré dans le pays ou non ? Expliquez, s'il vous plaît.

### 4ème partie : impact de la migration sur les communautés d'origine

**4.1. Pouvez-vous me parler de vos relations avec votre communauté d'origine ?**

1. Êtes-vous en contact avec votre communauté d'origine (visites, téléphone, Skype, WhatsApp, etc.) ?
2. Si oui, avec qui entretenez-vous le plus contact et pourquoi ? À quelle fréquence ?
3. Quelle est leur situation aujourd'hui ?
4. Dans quelle mesure votre famille a-t-elle connu des problèmes environnementaux depuis votre départ ? Expliquez, s'il vous plaît.
5. Pouvez-vous envoyer votre épargne à la famille ? Sinon, pourquoi ?
6. Si oui, combien approximativement par mois et par année ?
7. Quelles sont les principales occasions et les principales raisons pour lesquelles vous envoyez de l'argent ? Quand ils éprouvent un stress environnemental (sécheresse ou tout autre type de stress), envoyez-vous plus ?
8. Savez-vous à quoi ils utilisent principalement ces envois de fonds ? (Logement, agriculture, éducation, alimentation, etc.).
9. Envoyez-vous l'argent dans un but précis ?
10. Êtes-vous en mesure d'aider votre communauté d'origine par d'autres moyens qui ne sont pas forcément financiers, par exemple en appuyant avec des connaissances et/ou en investissant vous-même dans l'agriculture (canaux d'irrigations, motopompes, nouvelles semences, ...) ?  
Si c'est le cas, comment ? Sinon, pourquoi pas ?
11. Au cours des périodes où vous avez vécu en dehors du Sénégal, avez-vous cotisé à des associations qui financent :
  - des projets collectifs au pays (de solidarité et/ou d'investissements) et/ou
  - qui soutiennent les migrants en Europe ?
  1. Si oui, pourquoi et lesquelles ? De quelle(s) année(s) à quelle(s) année(s) ?
  2. Si non, pourquoi pas ?
12. Quel est votre **engagement politique** (tant ici en Belgique que dans votre pays d'origine) ?
13. Pourquoi cet engagement politique ?

Lietar, S. (2021), “Des migrants ‘agents adaptatifs’ pour leur communauté d’origine ? Analyse translocale des transferts politiques dans un contexte de changements socio-environnementaux. Le cas des Haalpulaaren du Sénégal en Belgique”, Thèse de Doctorat, IGEAT, Université Libre de Bruxelles.



UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES